

# LE MONDE NOVEMBRE 1978 diplomatique Canade : 1,50\$c. Roy.-Uoi : 50 p. Espagoe: 100 p. Spisse: 3 P.S.

THE LIBERTY HE WARREN

FRANÇAIS

de la domination

(Pages 9 à 13.)

## Dépolitisation

Publication mensuelle

5, rue des Halieus, 75427 Paris Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

QUOI bon pousser l'obstination jusqu'à déplorer, una fois de plus, que les problèmes mandiaux occupent une ploce tellement dérisoire dans le vie politique intérieure? On a dit et redit que, por les ropports de force militaires, commerciaux, scientifiques, monétaires, etc., ils constituciant la principale composante, trop souvent sous-estimée, voire ignorée, des mécadismes complexes qui déterminent la vie des peuples. Mais voilà que surgit le tentation da se rétracter : car lorsqu'une question de politique. etrangère fait enfin irruption dans le trala-traio poresseux de fallacieuses confrontations atraitement circonscrites par les frontières notionales, lo

confrontations atraitement circonscrites par les frontières notionales, lo médiocrité du débat fait oussitôt regretter qu'il ait pu nvoir lieu.

Ainsi en octobre, da la tragédie libonaisa qui souleva una éphémère passion : coonu depuis longtemps, le rôla des milices chrétiennes fut évoqué trop fard, dans une polémique mol engagée, provoquent des réactions émotives plas que raisonnées, dissimulant les faits sous une vaine éloquence, étalant au grand jour l'ignorance des tribuns de la majorité comme da l'opposition. Il ne restait plus nu premier miaistre qu'il distribuer des trenquillisants pour que retombent les sentiments exultés et les éclats de voix. Ainsi fut fait. Et bien fait. Conjauement. Ainsi fut fait. Et bien fait. Cyniquement.

Sous une autre forme, l'escamotage va se reproduire aa coars des prochains mois, Mise en place d'un système monétaire auropéen, élection du Parlement européea an suffrage universel, entrée de nouveux membres dons la C.E.E.: commeat imaginer meilleures eccasions de repenser le rôle de l'Etat-oation dons une économie transmitionale en pleine crise, de l'Europe dans ses relations ovec les deux superpuissances et avec le tiers-monde? Mais les pièces multresses de l'argumentation sont déjà en placa : on porlera — pour on contre — d'une Europe mythique parés de toutes les vertus ou chargée de taus les vices, as porlers servent de problèmes régionaux, de vin, de moutons, de primears... Car il est entenda que les questions de fond echappent à l'entendement d'un public que chaque porti, pour garder ses suffrages, se doit de ne pos trochler.

CONTINUANT oinsi à éviter l'effort de décortiquer au grand jour des dossiers qui concernant tons les citoyens, s'adressant aux électeurs en termes ossez vagues — et souvent contradictoires — pour conserver des clientèles composites, on s'étonoera ensuite, aon sans une feinte affliction, d'un certain désintérêt pour la chose publique, d'un prétendu déclin du civisme, bref, d'une dépolitisation qui noit à l'épanouissement de la démocratie.

Les a réalistes » dirant — ils disent déjà — que la sagesse commande de prendre les gens comme ils sont, de coller à lours préoccupations. L'œil

de prendre les gens comme ils sont, de coller à leurs préoccapations. L'ail fixé sur les sondages de popularité, les états-mojors des partis ne sont pas seuls à tenir ce longage. Font chorus les responsables des gends masseus d'information, ottentifs oux statistiques d'écuns ou de gents. Cesser donc d'importuner le peaple, donnez-lui ce qu'il désire : des nouvelles rassurantes, euphorisantes, épicées d'un peu de drome, autont que possible esteptionnel eu lointain, pour lui permettre de mieux savourer son bonheur de nie pas être, lui, victime de la secheresse et de la famine, de l'oparthéid et de la brutolité d'Etat, d'une féodalité ou de goulog.

D OURTANT éprauvée, cette recette, à l'évidance, na suffit pas. Pour justifier l'augmentation du budget de la police, il fout donc nouvrir les fautusmes, entretenir la peur. Pour osphyxier l'éducation nationale, il faut invoquer des nigaeurs budgétaires qui ne tauchent pos le ministère de la défense. Pour que puissent s'étendre les prérogatives de l'État, ou chaque individu le consom-mateur, auquel la publicité ne laisse tien ignorer des objets qui le sufficitent, doit l'emporter sur le citoyen, qui connaît mal ses droits mais sait combien il est parfois difficile de les faire respecter. Et, surtout, il convient de stériliser la vie politique en l'attaquant à sa

source vive, qui est l'aptitude de l'homme à choisir lui-même son destin individael et social. Pour ce faire, rien a'est refusé au budget de l'abétissement, servi par les plus modernes techniques de la communication de masse. Au nom d'ane caricature da la liberté, il est licite de publier, éditer, filmer, rodiodiffuser, téléviser tout ce qui peut décervelor et foire déroison hommes et des femmes qui risqueroient, horreur I de se rebeller si les moyens leur étaient donnés de comprendre l'avenir que d'autres leur préparent.

## Vers un système monétaire européen

# LE MARK SOUVERAIN

Le projet de création d'un système monétaire européen reposa sur la conviction que les Etais-Unis ne peuvent pas ou ne veulent pas enrayer la chute du dollar — qui, jin octobre, est tombé au-dessous de 4 jrancs. Bonn at Paris ont langtemps hésité à tirer cette conclusion, qui n'est peut-être pas étrangère aux mesures energiques annoncées le 1° novembre par le président Carter. Pour les principaux pays européens, notamment la République jétérale, la solidarité avec les Etais-Unis était et reste, notamment en matière de déjense, une priorité absolue. Il est évident que Washingtoe, dans sa vision globale, e longtemps spéculé que ses allies accepteraient des sacrifices économiques et commerciaux en contrepartie de la protection militaire américaine.

militaire américaine Mais il semble que, sous les effets de la crise du capi-

ES deux conférences qui ont réuni, su mois de juillet 1978, les dirigeants de la Communaute européenne à Brême puis ceux du monde capitaliste à Bonn étaient attendnes avec un scepticisme que justifialent les maigres résultats des precédentes rencontres du même genre. La poursuite de la baisse du dollar ces dernières semaines illustre le faible degré de crédibilité des eagagements pris à Bonn (réduction des importations américaines de pétrole; limitation de l'excédent commercial; laponais; efforts de relance en Par A. et en France. On aurait tort, par contre, de sous-estimer les progrès qui ont été faits à Brême pour la construction monétaire européenne projet de

de sous-estimer les proprès qui ont été faits à Brême pour la construction monétaire européenne : projet de création d'une zone de stabilité monétaire en Europé, par la mise en place d'un système a interpetations coordonnées pour limiter les fluctuations entre monnaies européennès : projet de création d'un Fords monétaire européennès : projet de création d'un Fords monétaire européen (HME, l'appellation est significative) distribuent sons conditions des crédits aux pages à mémpie fablicé significative distribuent sons conditions des crédits aux pages à mémpie fablicé significative du forme ma le condition des crédits aux pages à mémpie fablicé significative du FME. Ces progrès ont été rendus possibles par ce qui constitue un évéalement de première importance ; le changement de la stablegle allemande dans le domaine de la stablegle allemande dans le domaine de la construction européenne. Selon la thèse allemande traditionnelle, la convergence des politiques économiques au sein de la Commission d rablement tout effort de la part des autres pays tendant à limiter les mar-ges de finctuation de leurs monnales par rapport au mark, mais éta condi-tion de ne pas avoir à souspire d'en-gagement additionnel pour soutenir

talisme, les Elats-Unis aient poussé trop loia. aux yeux mêmes de leurs partenaires les plus jidèles, l'arantage qui leur était ainsi assuré. D'où la relance et l'accélération du projet tendant à metira sur pied une Europe monétaire. Mais celle-ci a ses limites, qu'analyse l'article ci-dessous. Le problème reste, bien entendu, éminemment politique : jût-elle renforcée par la création de l'ECU (European Currency Unit), la Communauté économique européenne ne pourrait vraiment s'identifiére à l' « Europa », à mans d'une volonté politique conduisant à un instrument de défense commun. La question est donc de savoir si les prochaines élections da Pariement européen eu suffrage universel marqueraient ou non un nouveau pas dans cette direction. Et resterait encore à définir le rôle de l'Europa par rapport au reste du monde.

Par DANIEL BIRON et ALEXANDRE FAIRE

ces monnales. Ainsi, la Grande-Bretaces monnales. Ainsi, la Grande-Breta-gne et l'Italie n'ont participé au « ser-pent » monétaire que pendant quelques mois en 1973 ; et la France e dit en sortir en janvier 1974 et en mars 1976. La thèse de la R.F.A. était inspirée par deux soucis ; ne pas engagar ses réserves pour soutenir les balances de paiements de pays sur la politique éco-nomique desquels Bonn ne pouvait pas

peser ; ne pas sacrifier, en prenant le leadership d'une zone monétaire euro-péenne, une solldarité atlantique tangible à une solidarité européenne alé-

Le changement de stratégie de la part des Allemands et la mise en place d'un système monétaire européen renvoient donc à deux questions : une redéfinition éventuelle de la solidarite germano-américaine ; l'évolution de Pinfluence de la R.F.A. sur les politiques économiques des pays européens.

### Le terrain perdu à la Jamaique

P OUR repondre à la première ques-tion, il convient de resituer la mise en place du système moné-taire européen dans l'évolution que le système monétaire international a connue dépuis le début de la décennie.

connue depuis le début de la décennie.

Le tole arivilégie du dollar comme monnaie de réserve internationale est bina-comme (P). Le défieir de la balance américaine des palements est, à l'inverse des autres pays, autématiquement finance. Les Estats-Unis sont conc dispenses de Sacrifier leur eroissance économique et leurs dépenses à l'étranger (investissements, soutiens divers aux régimes amis, dépenses militaires) à la restauration de cet équilière. Ce privilège constitue un atout essentiel pour le capitalisme américain dans la concurrence internationale. dans la concurrence internationale. Conserver cet atout de me u re un objectif primordial de la politique étrangère américaine.

A la fin des années 60, cet objectif ne pouvait plus être retenu dans le cadre du système de Bretton-Woods. Au premier accroe sérieux, l'or pou-vait se substituer au dellar comme monnaie de réserve internationale. Le monnaie de réserve internationale. Le système de Bretton-Woods a donc été éliminé, en trois étapes principales : rupture de la parité officielle dollar-or en août 1971 : passage au système de changes flottants en mars 1973 : accords de la Jamaique en 1976 institutionnalisant : ces modifications et comportant des dispositions de nature à rendre plus difficile un éventuel recours à l'or. Ces accords institualent une monnaie de réserve de fure, les D.T.S. (droits de tirage spéciaux),

Dans ce numéro:

eites libenais (pages 2 et 3). L'antique tragédie du pouvoir, per Leonardo Sciascia (poge 21);

Une nouvelle d'Hugo Blanco ;

dont la valeur n'était liée à aucun étalon, mais définie comme celle d'un panier de monnales, Mais surtont, le volume des D.T.S. en circulation étant négligeable, et leur émission contrôlée par la minorité de blocage des Etats-Unis au F.M.L., les accords de la Jamaique ensérinalent le rôle de monnale de réserve de jacto du dollar (21, le rôle croissant, du mark et du yen restant limité en raison de l'excédent des palements de la R.F.A. et du des paiements de la R.F.A. et du Japon. Les contraintes exigées des Etats-Unis en échange de leur privi-lège monétaire dans le cadre du sys-tème de Bretton-Woods n'existaient (Live la suite page 18.)

(Lite la suite page 18.)

(1) Quelques analyses récentes du rôle de dollar et de ses implications dans la crise actuelle : J.-P. Vigier et sl., la Crise de l'impéralisme et la troisième yuerre mondiale, François Maspero, Paris, 1976; M. Aglietta, « Rôle du dollar et hégémonle financière des Étais-Unis », Economie et Statistiques, Paris, février 1978; G. Vus. « Au-delà du dollar, les investissements dans l'impasse », Economie et Statistiques, février 1978.

(2) Une politique d'émission massive de D.T.S., qui requiert ene majorité des deux tiers ao F.M.I., pourrait théoriquement modifier cette situation et donner le premier rôle sux D.T.S. Mais, pour que cette politique o'impilque pas un secroissement dangereux des liquidités internationales, u faudrait que l'émission de D.T.S. no se substitue et ne se surajoute pas à celle de dollars. Le P.M.I. devisedrait alors véritablement une banque centrale mondiale. Les Estat-Unis conserversient une pouvoir primordial dans le

drait alors véritablement une banque centrale mondiale. Les Estat-Unis conserversient un pouvoir primordial dans le système modétaire international, mais moindre que celui qui teur est accordé aujourd'bui. Néanmoins, ils pourraient être amecés à accepter ce compromit dans les ancées qui viennent. C'est dans ce sens que se sitent les propositions de F.M.I. du printempe 1978 d'acheter des dollars contre des D.T.S., et donc de stériliser une partie de la dette américaine à l'égard de l'étranger (volr l'International Heruld Tribune de 13 avril 1978). Elles ont été rejetées faute d'une volonté américaine d'accepter des engagements en matière de création monétaire. Leur acceptation et celle de leurs conséquences supposent un degré d'accord entre les principaux pays capitalistes — en fait entre les Etais-Unis, la B.P.A. et le Japon — qui n'est pas actuellement atteint. La récente décision du F.M.I. (septembre 1978) de créer environ 2 milliards de D.T.S. de liquidités supplémentaires en trois ans (1 D.T.S. veut actuellement environ 1,25 dollar) témot-gne néanmoins de progrès dans ce sens.

### LOIN DU NEW DEAL ET DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

# La révolte des contribuables américains et les « nouveaux politiciens »

N politique Intérieure, l'année 1978 eura été marquée eux Etats-Unis par le révolte des contribuebles. Au cours des eix demiere mois, et plus particuliérement à l'occasion des élections de novembre, des référendume ont été orgenisés sur le régime de l'impôt dens un grend nombre d'Etats et se dérouleront prochainement dans d'eutres. C'est en Celliornie que le mouvement prit une ampleur insttendue lorsque tut voté, le 6 juin dernier, par une majorité de deux lecteurs sur troie, un projet de loi le Proposition 13 — qui réduit l'impôt Immobilier de 60 %. Dens les fiefs démocrajes et républicains, conservateurs et libéraux, c'est le même objectif qui est recherché : l'edoption d'un amendement à le Constitution de l'Etat visant son à la réduction îmmédiate et massive de l'impôt (le plus souvent immobilier), soit à la timin des dapenses de l'Etat dont le plafond est indexé eur le revenu des citoyens.

Devant ce raz de merée populaire, les hommes politiques évoluent entre deux puissant mouvement de contestetion qui nie une partie de leur pouvoir traditionnel, et alors ils ne sont pas élue ou réélus; ou bien, bon gré mal gré, ils prennent le ce mouvement populaire é leur profit.

Une caricature du Washington Post. reprise per de nombreux quotidiens et hebdomadaires, Illustre le nouvel état d'esprit. Image 1 : le visage ascétique de M. Jarry Brown, le gouvernsor de CaliforPar PIERRE DOMMERGUES

nie, généralement considéré comme le seul candidat démocrate eérieux dans le course à le présidence en 1980, réputé pour son hostilité à le Proposition 13 — Jusqu'à l'annonce de son triomphal succès exulte : - C'est le volonté du peuple. Je suis pour le révolte des contribuables ( » Image 2 : le regard extetique du président Carter, jusqu'alors opposé à une politique suivie de réduction de l'impôt : - C'est le volonté du peuple. Je suis pour la révolte des contribuebles ) » Image 3 : la visage hilare d'un membre du Congrès, par défi-nition peu favorable à le limitation de ses prérogatives financières : « C'est le volonté du peuple. Je suis pour la révolté des contribuables i » Demière image : un homme amalgri, ermë d'un vieux fusil et coiffé d'un bonnet qui évoque l'époque de tion, qui l'e faite ? =

Que signifie cette révolte ? S'agit-il d'une nouvelle Boston Tea Party (1) — en plus redical, pulsque l'ennemi n'est pas une puissance étrangère (l'Angleterre colonia liste), meie une force intérieure (le système capitaliste) difficile à identifier, à isoler et est persuadé qu'il an tire profit au moins en partie ? Plus radical aussi pulsque l'exi-gence du peuple n'est pas seulement un impôt juste, oblenu par une juste « repré-sentation » au Parlement (britannique), mels imposé par le peuple - directement

Ou s'agit-il, au contraire, d'une nouvelle manifestation d'un conservatisme (new-look qui s'implante avec l'avenement de la scolété à croissance limités ? On est trappé par l'énorme publicité faite à cette révolte dans les mass media, par la pulssance des intérêts qui se profilent derrière le mouvement, et par le matraquage idéologique qui accompagne l'événement. Ainsi, pour l'économiste Milton Friedman, conseiller du général Pinochet, ce mouvement est le preuve que « le populace (sic) qui consiste è gaspiller l'argent de l'Etat pour régler les problèmes aggrave la situation piutôt qu'elle ne l'améliore, et que chacun d'entre nous a avantage à

dépenser l'ul-même l'argent qu'il gagne

chargés de le dépenser à sa place ..

(Lire la sutte page 7.)

plutôt yu'ê le confier é des buresu

(1) En décembre 1773, des Bostoniens déguisés en Indians jettent par-dessus bord la cargaison de trois osyires de thé anglais pour protester ecotre l'impôt exide par le Parlement britannique, anguel les anglais pour protester costre l'impôt exigé par le Parlement britannique, anquei les Amèricains ne sont pas représents. C'est la phase la plus speciaculaire de la lutte menée par Samuel Adams et la bourgeoise locale contre le principe de « l'impôt sans représentation », et l'une des étapes qui mênact à la Guerre d'Indépendance. Aujourd'hui aussi, l'impôt est ressant comme hjuste. Es progression a été rapide de 1967 à 1977 : + 112 % (impôt sur les hénéfices des sonéétés) ;-132 % (immobilier), + 199 % (T.V.A.). Dans le même, temps, le budget fédéral afignente de 135 %, célui des Etats et des municipalités de 405 %.



# WASHINGTON, LA SYRIE ET

Les présidents penvent changer, des considerations contralguantes imposent la poursuite de certaines politiques. Lorsqu'ils s'englusient dans la guerre du Vietnam, les Etats-Unis avaient vonin voir dans la e doctrine Nixon » nn moyen de parvenir à lenrs fins tont en évitant d'engager leurs pro-pres tronpes. En ce sens, quelles qua solent les forces qui l'aient porté au ponvoir, le président Carter est, à sa manière, le continuateur d'une politique qui ne dépend pas exclusivament de lui ; en se tournant contre les chrétiens du Libra après avoir mas-sacré les Palestiuiens, l'armée syrienne jone sans aneun donte pour son propre compte, mais elle s'inscrit aussi dans la logique de la e doctrine Nixon » en devenant, avec le fen vert de Washington, un facteur de e stabllisation n an Proche-Orient...

A UX yeux des Américains, la classe politique chrétienne a fait, depuis 1973, la démonstration de son incapacité à tenir en main un Liban fragile et explosif. Washington a donc joué contre elle. Pour permettre une intégration sans risques du pays dans un Proche-Orient en vole de pacification, les Etats-Unis, à la recherche d'un nouvel équilibre libanais, ont cru voir dans la Syrie la seule force stabilisatrice possible. force stabilisatrice possible.

Les éléments d'information disponi-bles jusqu'à présent ne permettent pas pour autant de parler d'un « complot pour autant de parier d'un « complot américain » au Liban. Cette hypothèse a cependant été présentée comme une quasi-certitude par les divers protagonistes de la guerre : les Palestiniens comme les phalangistes, Kamal Joumblatt comme M. Eddé, la Syrie comme l'Union soviétique ont, tour à tour, expliqué l'éclatement du Liban par un par attenuer » sur lequel l'ombre « plan étranger » sur lequel l'ombre américaine a toujours plané. Sans doute l'avenir — dans six mois, dans dix ans — jettera une nouvelle lumière sur le jeu des puissances étrangères. Mais, pour l'instant, il est seulement possible d'entrevoir dans quel sens le polds de l'Amérique a successivement

La part du pétrole arabe dans les approvisionnements énergétiques américains a connu, depuis la guerre d'octobre 1973, une forte croissance : en déplt des efforts officiels, elle a presque doublé pour passer de 26,9 % à 49,4 % en 1977 (1). Cette dépendance accrue a incité les Etats-Unis à accorder une nette priorité à la stabilisation du Proche-Orient, C'étalt s'eugager dans la vole d'une paix américaine ; pour cela, il fallait briser — ou au moins brider — une résistance pales-tinienne installée, depuis la repression jordanienne de 1970, dans l'incertain Liban. La part du pétrole arabe dans les

Dès mars 1973, au lendemain de Dès mars 1973, au lendemain de l'assassinat de deux diplomates américains à Khartoum par un commando de Septembre notr, le premier ministre ilbanais, M. Salam, avait reçu de ses amis américains des rapports alarmants: s votre pays perd de plus en plus son caractère de pays touristique et de centre finoncier pour devenir un repaire du terrorisme international » (21. Un mois et demi plus tard, une opératiou israélienne qui semble une opération israélienne, qui semble avoir reçu l'aval des Américains, était avoir reçu l'avai des Americans, etat dirigée, en plein Beyrouth, contre trois importants dirigeants palesti-niens. L'évènement servit de détona-teur à une sévère épreuve de force entre la résistance et le pouvoir liba-

RECTIFICATIF. — M. René Cha-mussy, auteur d'un livre sur le Liban, (Chronique d'une guerre (le Liban, 1975-1977), éditions Desclée, Paris, 1976), nous signale que certains propos rapportés dans son livre lui ont été attribués par erreur dans la recension qui en a été faite dans notre numéro de septembre (« Les multiples facettes de la guerre civile libanaise », page 17). Décrivant la perspective de certains Decrivant la perspective de certains historiens maronites, M. Chamussy résumait ainsi leurs propos, dans une phrase citée sans guillemets : « Le Liban de demain (...) ne pourra se retrouver que s'il accepte de se libérer de ses membres gangrénes, de se retrouver le Pelit Libon à mojorité chrétienne des temps possés. »

nais. Le président Frangié, après avoir déclaré que « la présence de 300 000 Palestiniens ou Liban ne sera pas ac-ceptée sous la forme d'une ormée d'occupation » (3), fit donner l'aviation

contre les camos. contre les camps.

Mais la Syrie soutint aiors l'OLP.
en faisant subir au Liban la «douce»
pression de la fermeture de toutes ses
frontières terrestres. La confrontation
s'acheva par la signature dn protocole
de Melkart (4), qui constitue une victelra pelettiniente : non saviement les toire palestinienne : non seulement les accords du Caire de 1969 (5) sont re-conduits, mais deux importantes re-vendications de gouvernement libanais sont abandonnées: le retrait des armes lourdes des camps palestinlens et le retour de ces mêmes camps sous l'autorité des forces armées libanaises.
Un tel aboutissement inquiète évidemment les Etats-Unis: trois ans plus têt lle argient soutenu la candidemment les Etats-Unis: trois ans plus tôt, ils avaient soutenu la candidature de M. Fanglé à la présidence, car ils voyaient en lui l'homme à poigne qui convenait pour la confrontation qui s'annonçait au Liban avec les Palestiniens. Or, à leur déception, ils ont déconvert un bomme dont le comportement an pouvoir a soulevé la colère sociale et permis à la résistance palestinienne de s'affermir au Isban. Un journal de Beyronth faisait état, à l'époque, de rumeurs selon lesquelles « les Américains sont onzieux de mettre fin à la présence des commandos au Liban et la C.I.A. disposerait d'un budget de 60 millions de dollars pour atteindre cet objectif » (6).

La condamnation du régime Frangié

atteindre cet objectif » (6).

La condamnation du régime Frangié par M. Henry Kissinger était lourde de consequences puisqu'elle s'étendait à toute la classe politique chrétienne, détruisant l'équilibre constitutionnel et confessionnel sur lequel reposait, depuis 1943, l'indépendance du pays. L'équilibre confessionnel rendait très difficile de s'en prendre à la classe politique maronite, jugée incapable, en la dissociant de la communauté qu'elle représente. Joner coutre elle, c'était saper un élément essentiel du consensus sur lequel s'appuie la présence chrétienne dans le Liban moderne et qui veut que les chrétiens solent la communauté dominante. C'était donc jouer contre le Liban tel qu'il existait communauté dominante. C'était donc jouer contre le Liban tel qu'il existalt depuis 1943, et s'orienter soit vers la disparition de ce pays, soit vers la naissance d'un Liban fondé sur un autre consensus. Il sem ble que les Etats-Unis aient adopté une politique cohérente qui vise à garder sur la carte un pays qui s'appellarait le Liban, mais à modifler dans un sens délavorable aux chrétiens le Pacte na-

### Un trépied instable

A YANT joué contre la drolte chrè-tienne, les Etats-Unis devalent encore trouver par qui et par quoi la remplacer. « La situation au Liban pourrait dégénérer en guerre civile et atteindre des proportions extrêmement dangereuses si la Syrie décidant d'enover une partie de son armée ou Liban \* (10), déclarait, le 27 mai 1975, un peu plus d'un mois après le déclen-chement du conflit libanais, un « haut responsable américain » qui ne serait autre que M. Kissinger lui-même. En s'opposant fermement à une intervention militaire syrienne, les Etats-Unis avaient sans doute en mémoire le rôle joné par Damas dans l'échec de M. Frangié face à la résistance pales-tinienne. Ils préconisent donc simple-ment la recherche de « nouvelles bases de stabilité » (11). Le 1° septembre 1975, l'Egypte et

Le 1" septembre 1975, l'Egypte et Israël signent le deuxième accord de dégagement du Sinaï qui place la Syrie dans une position périlleuse. « La guerre civile libanaise aura été une conséquence inévitable de la politique des petits pas de M. Kissinger», nous a dit M. Hurst, correspondant du Guardian à Beyrouth. De fait, à chacune des percèus solitaires du président Sadate à correspondu une nondent Sadate a correspondu une noa-velle aggravation de la situation dans

la capitale libanaise. La période allant de septembre 1975 à juin 1976, date de l'entrée massive de l'armée syrienne au Liban, est marquée par un retournement américain qui a largement contribué à définir un nouvel équilibre libanais. C'est l'époque de la mission Brown, chargée par le gouvernement américain d'obtenir le remplacement de M. Frangié par M. Sarkis, et du « feu vert » donné par les Etats-Unis à l'intervention militaire de Damas, Cette politique a abouti, à travers hésitations et ambiguités, à metre en place ce que l'on appelle à Beyrouth un « trépied » dont l'une des fauthes serait le mérident l'une des jambes serait le président Sarkis, l'antre la Syrie et la troisième

Sarkis, l'antre la Syrie et la troisième les phalangistes modérés.

Ce nouvel équilibre indique qu'une certaine réconciliation a en lieu entre les Etats-Unis et certains dirigeants maronites. Il impliquerait un Liban qui resterait dans ses frontières internationales, mais qui serait dominé par la Syrie et dirigé par un président maronite obligé de compter sur Damas pour mettre an pas la gauche et les Palestiniens et sur la droite chrétienne pour mettre an pas la gauche et les Palestiniens et sur la droite chrétienne « raisonnable » pour en cadrer la population maronite. Cette solution supposerait une redéfinition du pacte intercommunautaire accordant aux musulmans un plus grand rôle dans le partage du pouvoir. Ces modifications institutionnelles avaient déjà été précisées par le président Frangié luimème dans un « document constitutionnel » présenté le 14 février 1976. Celni-cl fut près de mettre fin à la guerre, dans la mesure où la droite libanaise (qui se reconnaissait encore dans M. Frangié), la Syrie, les Etats-Unis et M. Arafat y étaient favorables. Seul Kamai Joumblatt refusa le marché et entrains derrière lui les autres che et entraîna derrière lui les autres membres du Mouvement national liba-nais. Moins d'un mois plus tard, le coup d'Etat d'un jour du général Ahdab, soutenu en sous-main par une importante fraction palestinienne,

Par SÉLIM TURQUIÉ

tional (7) sur lequel repose la coexis-tence des différentes communantés confessionnelles.

Jusqu'où les Etats-Unls ont-ils poussé cette politique? Le sentiment de leur « trahison » est largement répandu dans la population maronite. L'imagination, les rumeurs et la phobie du complot aidant, beaucoup de théories ont été échafandées. L'une d'elles parle d'un plan américain visant à réduire la population maronite (par la guerre, l'émigration et la soumission) au profit des Palestiniens. L'hypothèse est-elle vraisemblable? Le 15 avril 1976, M. Ford a proposé au président Franglé de faire évacuer la population maronite par la VI\* flotte dont les navires faisaient mouvement vers le Liban. Et dans son numero dn 3 décem-

marchite par la VI inter dut les navires faisaient mouvement vers le Liban. Et dans son numéro du 3 décembre 1976, Al Nahar cite un mémoire confidentiel du département d'Etat qui parle de la nécessité de mettre fin au rôle « des princes qui gouvernent le Liban ». L'ambassadeur américain George Godley, qui s'était illustré en Indochine, se serait laissé emporter devant un haut fonctionnaire libanals : « Je vois des maronites partout (...). Je n'oi pas confiance dans votre service de renseignements de l'ornée, il est truifé de maronites » (6). M. Raymond Eddé rapporte, pour sa part (9), que M. Godley lui a affirmé publiquement que « les Etats-Unis ne soutenaient pas les Phalanges dans

part (9), que M. Godley Iui 2 afirme publiquement que « les Etats-Unis ne soutenaient pas les Phalanges dans leur sale besogne ». Quant à Joseph Pitchett, du Herald Tribune, il confirme que les Etats-Unis étaient « fous de rage contre Frangié depuis 1973 ».

Ils le lui feront d'ailleurs parfaitement sentir, en novembre 1974, au moment où il débarque à New-York pour ouvrir, au nom des pays arabes, le débat sur la question palestinienne à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette date, c'est celle de l'Intervention de M. Arafat devant l'Organisation internationale. Mais, auparavant, les membres de la délégation libanaise avalent été curieusement accueillis : des chiens policiers avaient renifié leurs bagages pour s'assurer qu'ils flé leurs bagages pour s'assurer qu'ils ne contenaient pas de hachich. Les excuses présentées par la suite par le département d'Etat n'ont pas empêche les observateurs libanais de conclure que l'incident avait été sciemment proque l'incident avait eté sciemment pro-voqué pour humilier le président Fran-glé qui, après avoir échoué à liquider les fedayin, venait lui-même présenter leur chef devant les Nations unies.

donnalt le signal de l'éclatement, sur une large échelle, de l'armée, et par-tant de l'Etat libanais. Ce specta-culaire rebondissement d'une crise culaire repondissement d'une criste certes très grave déjà, mais qui aurait pu se solder à ce moment par un nouvean rablbochage confessionnel, conduira à l'intervention militaire syrienne, agréée par le gouvernement

américain.

Quand M. Brown arrive à Beyrouth,
le 31 mars 1976, il s'agit surtout pour
lui de préparer la succession de
M. Frangié. Les Américains essaient
de mettre en avant Kamal Joumblatt,
dont le programme est jugé somme
toute modèré, et qui avait fait montre
d'une grande fermeté à l'égard de la
gauche et des Palestiniens quand il
était ministre de l'intérieur en 1969.
Pour que le futur maître du pays soit
acceptable aux Américains, il devait
satisfaire à une condition impérative :
accepter un mandat syrien sur le Liban, satisfaire à une condition imperative : accepter un mandat syrien sur le Liban, ou au moins s'en accommoder. M. Eddé perdit toutes ses chances en refusant cette condition, comme li le rapporte dans une luterview récente (12). Kamal Joumblatt fera de meme. En torpillant le projet de « document constitutionnel », en refua document constitutionnei », en reiu-sant l'intervention syrienne et en déclenchant l'offensive palestino-pro-gressiste contre la montagne chré-tienne, Joumblatt a'élève contre l'équi-libre nouvean que la réalité du rapport des forces concourt à établir. Il palera de sa vie cette opposition.

Cette période révèle aussi la profondeur du gouffre entre les Etats-Unis et la droite chrétienne. M. Brown n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser ces « fossiles d'apant la civilisation moderne », ces gens aux « cerveaux préhistoriques » (13). En août 1976, l'émissaire américain e'expliquers sur le sens de sa mission au cours d'une conférence de presse radiodiffusée à Washington : « Je pense que la plapart des pays partagent un intérêt général, celui de voir le Liban non radicalisé, non (\_) divisé (\_) (qu'il ne devienne pas) un autre irak ou une autre Libye. Je pense que c'est un intérêt que nous partageons avec les Syriens, avec les Israéliens, probablement avec l'Union soviétique, estoinement avec les Saoudiens et la plupart de ceux que nous rangeons dans les nations modérées du Proèle-Orient » (14).

Orient » (14). SI la tendance générale de la période Sil la tendance générale de la période a bien été, finalement, l'émergence d'un nouvel équilibre fondé sur la domination syrienne, les choses apparaissent beaucoup plus contradictoires dans le déroulement des falts et la succession des déclarations. Le 8 janvier 1976, un porte-parole du département d'Etat déclare que les Etats-Unis « s'opposeront à toute intervention au Liban » (15). Le 22 du même mois, après l'annonce de l'entrée de deux mille soldats de l'Armée de libération de la Palestine (pro-syrienne), le président Ford « espère que les efforts syriens seront couronnés de succès » (16). Le 21 mai, M. Brown affirme : « Je suis convaincu que l'intervention syrien ne est utile » (17), alors qu'une semaine plus tard le département d'Etat soutient avoir toujours été « contre toute intervention militaire » (16). Il soulignera vention militaire » (16). Il soulignera de même, le 5 juin, que les Étais-Unis e n'encouragent pas la Syrie à intervenir au Liban » (19).

### Divergences israélo-américaines

CES contradictions ostensiblea reflètent une ambiguïté. D'une part, les Etats-Unis ne semblent pas très rassurés par la Syrie. Ils reconnaissent volontiers qu'elle est « modèrée », puisque le régime Assad, malgré sa fermeté, a engagé le pays dans un règlement négocié du conflit avec Israël. Mais ils préfèrent sans donte tester ses intentions en permettant et en bridant tont à la fois l'intervention de son armée au Liban. D'autre part, la méfiance israélienne D'autre part, la méfiance israélienne devant l'introduction des troupes syriennes au Liban a sans donte tempéré le « feu vert » donné par Washington à Damas. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que les Etats-Unis se soient souciés de mener

Etats-Unis se soient souciés de mener deux tactiques apparemment contradictoires: permettre, en falt, une intervention syrienna tout en s'efforçant de la contenir.

Cependant, d'autres éléments concourent à expliquer l'ambiguité. A partir de juin 1976 et jusqu'à aujourd'bui, les politiques américaine et israélienne concernant le Liban ont largement diverge quant au choix de la stratègie et des moyens les plus largement divergé quant au choix de la stratégie et des moyens les plus appropriés. Alors que les Etats-Uuis misalent de plus en plus ouvertement sur la Syrle contre la droite chré-tlenne, Israël e'employait à armer, entraîner et, au besoin, prêter main forte aux milices chrétiennes. Cette opposition s'est reflétée jusqu'à l'inté-rieur de la diplomatie américaine elle-même. Dans une série d'articles elle-même. Dans une série d'articles

(1) Cité par le Bureau of Mines, ashington.
(2) Bequesar, Anatomis d'une guerre
d'une occupation, éditions Galliée
roir le Monde diplomatique de septembre

1978).

(3) Al Nahar Arab Reports, 7 mai 1973,
(4) Du nom de l'hôtel dans lequel
les accorde ont été signés.
(5) Les accords du Caire, signés en
1969 par le régime de Charles Hélou,
reconnaissent, pour la première fois dans
un pays arabe, la légitimité de la résistance palectinique et edificat de la résistance palestinienne et codifient soc droit de maner des opérations militaires contre

Israël.

(6) Al Nahar Arab Reports, 18 juin 1973.

(7) Le Pacte national, non écrit, est l'accord passé entre les communautés ilbacaises au moment de l'indépendance et qui prévoit notamment une présidence maronité et un partage du pouvoir dans la proportion de aix députés chrétiens pour cinq députés musulmans.

(5) Benassar, op. cit., page 93.

publiés à partir du 14 juillet 1978, le quotidien libanais Al Safir (20) révèle l'existence d'une ligne « israélienne » et d'une ligne « américains » dans les ambassades des Etats-Unis à Beyrouth et à Damas. La crise interne sera finalement résolne en juillet 1978 par un involvent mouvement disla par un important mouvement diplo-matique qui mute les ambassadeurs américains à Beyrouth et à Damas, de même que les numéros deux et trois de la représentation des Etats-Unis dans la capitale libanaise.

Cet épisode est à rapprocher des récentes révélations apportées par le livre d'un ancien membre du Consell national de sécurité, M. Robert Morris, concernant la politique étrangère de M. Kissinger (21). Il écrit : « Penduai que le Liban piongeait dans une guerre civile sanglante, la CIA., avec la complicité des services de renseignement israéliens, intrépides mais de courte vue, était accusée, par certains officiels, de soutenir secrètement les officiels, de soutenir secrétement les combats (\_). Officieusement conduits par le bureau spécial israélien de la C.I.A., l'opération libanaise eut lieu, selon ces sources, alors que des diplomates américains peu connus (comme Korry au Chili) essayaient de négocier un cessez-le-feu (\_\_). Peut-être l'ironie un cesses-le-jeu (\_\_/. Peut-etre trome dernière aura-t-elle été que ces mêmes officiels, qui furent choqués par le rôle de la C.I.A. et le dénoncèrent (\_\_/, n'étaient pas tout à fait sûrs que Kissinger lui-même connaissait tous les détails et tous les mobiles des opé-

(3) Dans l'entretien qu'il nous a accordé le 10 octobre dernier. (10: Al Nahar Arab Reports, 2 julu 1975. (11) Ibid., 17 novembre 1975. (12) Cf. le Nouvel Observateur du 9 octobre 1978.

(13) Kamai Joumblatt, Pour le Liben, éditions Stock, Paris, 1978, 49 francs. Ce livre, qui vient de paraître, prend figure de testament poutique du leader de la gauche libanaise. (14) La cooférence a eu lieu le 10 soût 976. Citée dans Al Nahar Arab Reports

u 30 août.

(13) Quotidien en langue arabe Al Nahar u 9 janvier 1976.

(16) Al Nahar, 23 janvier.

(17) Ibid., 22 mai.

(18) Ibid., 29 mai.

(19) Ibid., 6 juin.

(20) Al Safir. Beyrouth : e l'Eolgme e la politique américaine au Liban s.

(21) Roger Morris Uncertain Greatness.

ditions Quartet, Londres, 1977.

1



### *LES RELATIONS* INTERNATIONALES (2º édition 1978)

par Charles Zorgbibe

"Modèle de simplicité, il réussit à combiner la présentation des approches théoriques et celle des réalités concrètes du jeu international actuel."

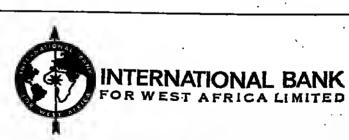
Pierre Hassner Revue française de science politique

"Un ouvrage extremement vivifiant." Charles Rousseau Revue générale de droit international

"Un nouveau manuel de relations internationales, qui s'impose d'emblée comme l'un des plus utiles et des mieux conçus.'

Albert Legault Etudes internationales (Québec)

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

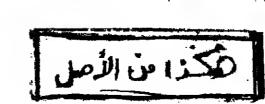


Notre Bonque offre oux investisseurs et exportateurs français intéressés par la rapide expansion de l'économie du NIGERIA, un concours efficace grâce à son implantation, son expérience et sa connaissance du-marché local qui dotent de près de quinze ons. Elle met à la disposition de sa clientèle dans le monde entier un

réseou de correspondents de tout premier plon. Filiale de la BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIOENTALE, qui possède en Afrique noire, en France et en Europe, cent soixante unités d'exploitation, elle compte parmi ses octionnoires de grandes banques françaises et n confirmé son caractère international en auvrant son capital ou Banco Do Brasil, à l'Union de Bonques suisses et à la Compagnie Interafricaine de banques. Télex: 21 345 BANCAF NG.

Siège social:

94, Broad Street LAGOS (NIGERIA). Téléphone: 23-347 et 57-535. Télex: 21 345 BANCAF NG. Quinze agences au NIGERIA.



A CONTROL OF THE STATE OF THE S

English Color Little English Little English Little Little

77.00

54: e/

11211 12

.

FR :: 1: 1

73

12: \* \*

45 = 4.

3

7535

se so . . .

the et . a

دني⊷ية فا

Des ...

eze: // .

lang gran

. .. .

Programme a

14723-2

Corner, . . . . . .

er .

014 .....

...

Deity ,

و د دو د د د و م

14.1 ...

src

The man plus end the man man of the control of the

to a sea constru to be de design to the construction to the construction of the

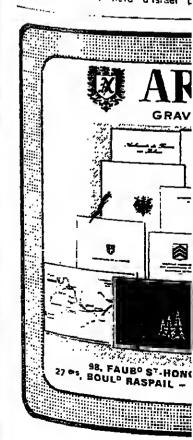
- vi na im-park lighter nordered lighter di lighter and north

The Delin Browner government of the control of the

y a single enne will ent .n.ar zp.emeni 1/3 se "OLF, 33 L nyellement detusalem. tue les farace binem -- massife 230s to 2 the temp attenduality dar les large ens, p comme un calle de . '&'e 3'25'6"50 1" t ипетет: Сат и ви vi Sunens, de asman er eure alles du damperer in the en se tangeant

r inner ennes (1). - Note: Contemped on i.a. avinage. 10.000 ment sur le Golan - 4 Jerusaiem 2.33 S ich de respect de entignant aux Byze : 'a Litani vers le s the rouge - que les la gens : ar o eur eus eusei, de franc lors at the new transition and S

> multiples timeM indu in ametiennes, les is-"""emen! dans 'eur ; inces de l'incren présid n dia recogni aux ; temme Gemayel, Car tit de rencontres a . Chamoun était app The un patenaire ; telerminé. Dans le S : Heddad e: Che: · +> nconditionnels enclaves le long de capaise aim de c 'e prolégean! Israél 'edayın. Ces encla raitachees de facto on encore, un millier huen: de se rendre : ie nord d'israel p



1.00

# de la doctrine Nixon?

# LES MARONITES LIBANAIS

rations de l'agence. (...) La C.I.A., en 1976, avoit encore la capacité bureau-cratique (...) de mener à hien sa propre politique au Proche-Orient. » Quelle que soit l'ampleur des contradictions de la politique américaine (les différents services concernés sont raremeut unanimes), les divergences entre Israél et Washington concernant le Liban seront telles qu'elles deviendront publiques au moment de l'intervention de l'armée israélienne au Sud-Liban en mars 1978. Alors que les Etats-Unis réunissent précipitamment le Conseil de sécurité, qui enjoint aux Israéliens de se retirer, les plus extrémistes des dirigeants maron l'ea, MM. Chamoun et Bechir Gemayel, profitent de l'occasion pour déclencher le combat contre l' « occupant syrien ». En ouvrant le feu contre les soldats de la Force arabe de dissuasion, en juillet puis en octobre 1978, les jusqu'an-boutistes maronites espèrent briser le projet du « trépied » Sarkis-Syrie-Phalangistes modérés et engager le « pays chrétien » dans une alliance avec Israél contre la Syrie.

Syrie.

En octobre 1978, M. Dean Brown déclare en substance qu'Israël pousse les maronites au suicide (22), alors que M. de Guirlogand accuse Israël de « poursutore un rêve aberrant de partage du pays ». Les autorités américaines sont tout aussi nettes. L'heldorradaire Neuroneak du 16 octo-L'hebdomadaire Newsweek du 16 octo-bre rapporte que a M. Vance a adresse une note au ministre israélien de la déjense, M. Ezer Weizman, l'averlis-sant avec une rudesse inhabituelle du fait. que les Etats-Unis étaiont « solennellement, énergiquement et catégoriquement opposés à l'intervention israélienne au Liban a et considéraient une telle initiative comme une « erreur historique ». La déclaration de M. Mondale, vioe-président des Etats-Unis, au dernier jour des bombardements syriens sur Beyrouth-Est, considérant que « la Syrie n'est pus seule responsable de ce qui se passe à Beyrouth »; le soutien officiel américain donné à la déclaration de M. de Guiringaud mettant en cause M. Chamoun (» Notre position à l'égard de la crise libanaise est conforme à celle de la France » (23); la libération des 90 millions de dollars d'aide américaine promise à Damas : tous ces éléments convergent pour démontrer que les Etats-Unis persistent à considérer la Syrie comme la seule puissance capable de jouer un rôle stabilisateur au Liban.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à le penser, puisqu'un vaste consensus

Le sort des Palestiniens

CETTE convergence n'exclut pas, évidenment, des divergences fondamentales entre les parties engagées
dans le conflit. La Syrie a interêt à
retarder la reconstruction d'un État
libanais fort, qui limiterait sa domination sur le pays, alors que les ÉtatsUnis y sont favorables. Mais, quel que
soit l'aboutissement de telles divergences, le nouvel équilibre libanais ne
pourra réellement é'instaurer qu'en
ramenant à la raison ceux qui souhaitent diviser le pays en États
confessionnels. Les Américains ont pu
juger, tout au long des trente ans de

international se manifeste dans le même sens : pendant que l'administration Carter « blanchit » la Syrie au Liban, le président Assad est reçu à Moscou où il se voit promettre une aide militaire accrue : les principaux pays arabes, hormis l'Egypte, réunis à Beiteddine, réaffirment leur soutien au rôle de la Syrie et condamnent les « factions elitées d'Isruël ». A l'exception de M. Begin, de M. Chamoun et de l'alle dure des phalangistes, le monde entier semble convainou qu'une période de mandat syrien sur le Liban, en attendant qu'un Etat centralisé se reconstruise à Beyrouth, est aujourreconstruise à Beyrouth, est anjour-d'hui la seule solution réaliste. Au sein même du parti phalangiste et de son bureau politique, cette opinion a dessiné une tendance s'opposant clai-rement à l'aventure partitionniste de MM. Bechir Gemsyel et Chamoun.

vie d'Israël, ce que coûtait à la pre-mière puissance du monde la construc-tion d'un état minoritaire dans une région hostile. Ils ne sont sans doute région hostile. Ils ne sont sans doute pas prêts à recommencer la même aventure au profit d'une principauté maronite, francophone de surcroit. Pour empêcher le projet, il semhient disposés à passer de la douce violence exercée à l'égard d'Israël en brutal rappel à l'ordre.

Dans la perspective de l'émergence d'un nouvel équilibre libanais, besucoup de questions importantes restent floses dans la politique américaine.

En particulier, que deviendraient les quatre cent mille Palestiniens présents au Liban? An cours de sa première rencontre avec le président Sartis, en février 1977. M. Vance se serait enquis, selon l'éditorialiste du quotidien Al Nahar, M. Aboujaoudé, des possibilités d'assimilation de réfugiés palestiniens au Liban. M. Georges Lane, premier secrétaire de l'ambassade américaine à Beyrouth, se serait renseigné, selon cette même source, sur l'éventualité d'une implantation palestinienne dans la douce a région des pommiers a cituée au nord du fleuve Litani. Au cours d'une interview télévisée (24), M. Saunders, adjoint de M. Vance, a fait une déclaration dont la presse libanaise a souligné l'ambiguité : a Je ne suis pas sûr de l'existence d'une i d'ée américaine concernant l'implantation des Palestiniens au Liban. En fait, nous n'avons, je pense, rien proposé de tel. » Pour M. Fakraconi, membre du bureau politique du parti phalangiste, les propositions américaines d'implantation palestinienne au Liban remontent au voyage de M. Sadate à Jérusalem, en novembre 1977. Il est, en tout cas, fort pleusible que les Etais-Unis aient lancé des ballone d'essai dans l'ettente d'un éclaircissement des perspectives régionales concernant le sort de la Ciajordanie et de Gaza.

Autre question : quelle forme consti-

Autre question : quelle forme consti-tutionnelle revétirait le nouvel équi-libre au Liban? S'agit-il simplement de revenir aux termes du « document constitutionnel » de février 1976? Ou bien l'idée de la création de cantons regroupés dans une même république libanaise est-elle encore envisagée?

Les éléments d'information aujour-d'hui disponibles ne permettent pas d'apporter une réponse à ces ques-

tions.

« Si vous voulez la paix au Proche-Orient donnez le Liban à la Syrie » (25), aurait dit M. Kissinger en 1975 au Conseil national de sécurité. Cette phrase a été rapportée à un éditorialiste libanais par un journaliste américain qui, aujourd'hui, se rétracte. Qu'elle soit authentique ou non, cette boutade est moins claire qu'elle ne le paraît à première vue, car tout dépend de ce que M. Kissinger entendait par « donner ». La partie émergée de l'iceberg parmet, en tout ces, de conclure que les Etats-Unis ont « donné » à la Syrie une domination politique et militaire sur le Liban, au détriment de la classe dirigeante chrétienne conservatrice et en attendant que se créent les conditions de la consolidation d'un pouvoir central dans lequel les communantés musulmanes seralent plus largement représentées.

Sélim Turquié.

(22) Interview publice par l'hebdomadaire de langue arabs Al Mostakbal, 21 octobre 1978.
(23) Tom Reston, porte-parole de département d'Etat, déclaration du 17 octobre. (24) Cf. le quotidien de Beyrouth en langue française L'Orieni-Le Jour du 14 octobre 1978.
(25) Cette phrase, à force de circuler dans les milieux libanals, subit parfois d'étranges modifications. Ainsi, pour K. Joumblatt, dans son livre cité plus haut (note 13). M. Kissinger aurait dit : e Pour contenter le Syris et le détourner du Golon, donnes-lui une partie du Liban. » (Page 123.)

gerdes de s'ingérer ouvertement dens les

combats elleurs que dens le Sud, où

# Israël et la tentation chrétienne

Par AMNON KAPELIOUK

DES le début de le crise (ibenaise, le politique laraélienne visa essentiellement et invariablement à limiter les activités de l'O.L.P. ou Liban et, si possible même, à les supprimer lotalement Non seulement Jérusalem n'e pae bougé lorsque les forces syriennes lirent une entrée messive dans ce pays en 1976, bien qu'une felle éventualité eltété considérée par les israéllens, pendant des ennées, comme un casus belli, meis dans le capitele Israélienne on e'en est télicité ouvertement. Car il s'agisealt elors, pour les Syriens, de combattre les Palestinlens et leurs aillés du front Islemo-progressiate en ea rangeant du côté des forces chrétiennes (1).

Sur le plan militaire, l'intervention des Syriens eu Liban avait l'evantage, eux risque d'effrontement aur le Golen. On se souvient que Jérusatem aveit posé une seule condition : la respect de ses de ne pas (ranchir le Litan) vers le eud, la femeuse « ligne rouge » que les leraéliens e'abstinrent, eux eussi, de franchir lors de leur invasion du Liban du Sud,

Des relatione multiples furent nouées avec les milices chrétiennes, les isradliens favorisant nettement, dans leur elde melérielle, les forces de l'ancien présidant Camille Chamoun par rapport oux pha-langleles de le femille Gemeyel. Car, à le euite d'una série de rencontres evec les intéressés, M. Chamoun était apperu oux leraellens commo un partenaire plus crédible et plue déterminé. Dans le Sud, les commandants Haddad et Chedlak davinrent des elliés inconditionnels at e'emparèrent des encleves le long de la trontière ieraélo-libaneise efin de créer un cordon sanitaire protégeant Isreel de furent d'ailleurs rattachées de facto à Israēl; aujourd'hut encore, un miller de travallleurs continuent de se rendre chaque matin dens le nord d'Israél pour

y louer leurs services, regagnant le soir

Par la suite, le changement de la polltique syrienne au Liben eut pour effet de renforcer l'ellience entre chré-tiens conservateurs et laraéilens. Et si l'arrivée de le droite nationellate eu pouvoir à Jérusalem n'a guère modifié ces rapports, les déclarations des dirigeants israéllens en toveur de l'engagement aux côtés des chrétiene se firent

A PRES le revirement de la politique du président Assad, les milices chrébennes n'eurent de cesse d'entralner les jereéllens dans une guerre ouverte des Syriens et de leurs elliés islamoniens perinettrait la création d'une entité chrétienne esparée our le soi Ilbanais. Tout récemment encora, l'un des M. Chamoun, Interrogé sur le point de savoir si le cessez-le-lau serait maintenu à Beyrouth, donneit la réponse suivante « Franchemeni, fout dépend dans quelle mosure les essurances d'Israel son sérieuses en ce qui concerne l'aide qu'il dolt nous apporter. S'll maintlent engagemants, les milices ouvriront sans doute le teu pour provoquer les Syriens. concerne le création d'un Etet chrétien couvrant 10 000 kilomètres carrés du territoire libanais » (3). Rapportant ces propos, le journal israétien Jerusalem Post souligne qu'ils reflétent la conviction de la droite libansise de pouvoir entraîner Syrie au Liban. La visite que l'ancien président Chemoun aurait effectuée en israél en eoût demier eurait été liée eu projet de création d'un « mini-Etat »

Dès le déclenchement de la guerre eu Liban, une polémique s'est engagée en teraël sur l'empleur de l'ingérence israé-

plus fréquentes. L'alde militaire qui leur-était apportée e'accrut pour etteindre aujourd'hul 1 millard de livres teraé-llennes depuis le début de le guerre civile, seion le premier ministre laradien lui-même (2). Les observateurs militaires israéllane conviennent que, sans ce soutien, les forces chrétiennes se sersient

< Nos leaders comptent sur Israël...>

lienne. Mela Il faut dire que les discuselons, entra les partisans de l'intransi-geance et les éléments plus modérés eu sujet du Liban sont eussi anciennes que la création de l'Etat. Le journal Maarly reproduisant, dans son ádition du octobre 1978, un passage du Journal Moshe Sharett dens lequel l'ancien premier minietre, ancien ministre des affaires étrangères, rapporte qu'en février 1954 M. Ben Gourion avait dejà demandé de pousser les maronites à « proclamer un Elst christien au Liban. Je lui el dit que c'est un mirage. M. Ben Gourion e Irer la blan-fondé historique d'un mini-Etat chrétien ». Devant les objectione de Moshe Sharett feisant ressortir les risques d'une tella aventure, Ben Gourjon déclera alore qu'il fallait « envoyer des messagers et verser de l'argent. Lui eyant fait observer qu'il n'y avait eucun crédit disponible à cette fin, il répondit que cele était une bêtise et qu'il failait absolument trouver de l'argent, sinon auprès du Trésor public, du moine en puisant dans la calsse de l'Agence Julys. Pour que cet 1 million de dollars. Alors il se produira un changement redical au Proche-Orient

el una ère nouvelle commencera ». Bien que M. Begin es soit montré plus réceptif que son prédécesseur tra-vailliste, M. Rabin, eux demandes répétées des milices chrétiennes en faveur d'une intervention militaira ouverte de le part d'israél, ses sotdats se sont blen

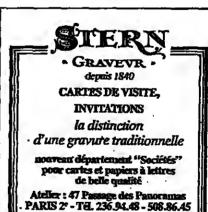
l'Intervention atteignit son paroxisme en mars dernier, cans toutefois réaliser son dessein stratégique (4). Des chars et des canons

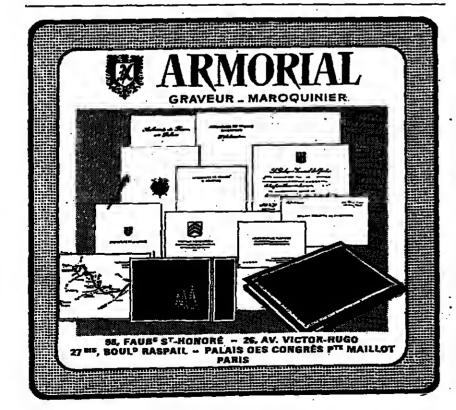
I A polémique se poursuit au sein de l'establishment leréellen entre « laucons », qui poussent à une intervention militaire encore plue ective, at les modérés qui refusent, pour leur pays, le rôle de « gendama du Proche-Orient ».

\* Jul pour de ces moralistes dont l'attitude morale va miraculeusement de pair avec leura opiniona intransigeantes », a dit, par exemple, le député travalifiste Yosel Sarid (5), eliant à l'encontre de la propagande officialle qui faissit état d'un génocide » su Liban. Mais, pour l'heure, la premier ministre est tenu par le souci accords de Camp Devid. Récemment encore il felasit savoir ott'il examinerait te situation - mille fois - svant d'envoyer Les envole d'armes, en revanche, se sont Intensifiés : eclon le presse leraéflance. des chars du type Super-Sherman et des canons de 130 mm ont été utilisés par les forces de Camille Chamoun à Beyrouth et ellleurs. Pendant le batalle da lienne directe fut le bombardement, per des canonniérae de le flotte, des posicapitelo. Les milleux politiques isreé-Hens avaient alors l'impression qua le nouvel ellié égyptien eeralt favorable à une opération qui « freineralt » les Syriens : « Un altence trop prolongé de le part d'Israel renforcera finalement les quent, attaibiles l'Egypte », écrivait Zeev Schitt, le shroniqueur militaire du journal Haaretz, le 10 octobre dernier.

e mis fin eux réves des - feucons -Isreéliens. Mais une Intervention au Liban n'est pas définitivement exclue. Si les Syriens, per exemple, maintiennent leur ettitude de refus face à le collaboration laraélo-égyptienne, on ne serait pas étonné de voir cette éventualité resurgir. Pour le moment, les Américaine ont choisi le prudence, dans l'attente de voir la Syrie entrer à son tour dans des pourpariers avec Isreel.

(1) Cf. Amnon Kapeliouk, c le Bôle multiple d'Israël dans la crise libanaise », le Monde diplomatique, décembre 1976.
(2) Hauretz, 18 octobre 1978.
(3) Jerusalem Post, 9 octobre 1978.
(4) Cf. Amnon Kapeliouk, c la Sécurité d'Israël et le glacis libanais », le Monde diplomatique, svrll 1978.
(5) Cf. Dapar, 13 octobre 1978.







## Le rôle de l'Europe dans les rapports internationaux,

# Le triangle

A Chine maoiste était par excellence le pays du texte formulaire. Le discours s'y falsait plus volontiers assertif que démonstratif; l'argumentation y comptait moins que l'énoncé rituel de la thèse. D'où cette impression que nous avions souvent, à la lecture des textes politiques chinois, que leurs auteurs prenaient volontiers leurs désirs pour des réalités. Point de vue superficiel et qu'il faut corriger. Disons plutôt que, par leurs textes, its pensaient instituer des réalités conformes à leurs désirs.

En dépit des changements rapides

ils pensaient instituer des réalités conformes à leurs désirs.

En dépit des changements rapldes par lesquels passe actuellement la Chine, elle est à cet égard restée très proche de celle de Mao Tectoung. C'est toujours dans la lettre du texte que réside la parole créatrice bien plutôt que dans le discours argumenté. Si certaines évolutions se poursuivent, il n'en sera peut-être pas toujours ainsi. Mais aujourd'hui, c'est hien encore le cas. L'analyste doit donc, lorsqu'll étudie la politique chinoise, accorder la plus grande attention à la production textuelle et à ses fluctuations.

Four qui revient aujourd'hui en Chine après plusieurs années d'absence, le texte politique frappe à la fois par ses traits de permanence et par les modifications qu'il comporte. En politique étrangère, les orientations nouvelles sont, comme il est naturel, moins brutalement tracées que dans d'antres domaines. Dans ses grandes lignes, l'analyse de la situer.

grandes lignes, l'analyse de la situa-tion internationale reste apparemment identique à ce qu'elle était. C'est le identique à ce qu'elle était. C'est le même pessimisme qui continue d'inspirer le jugement porté sur le monde actuel; c'est la même conviction que la rivalité des superpuissances conduit à une guerre qu'il est tout au plus possible de retarder. « Tant qu'existent le social-impérialisme et l'impérialisme, la guerre sera inévitable », rappelle M. Hua Ruo-feng le 25 février 1978, dans son rapport à l'Assemblée populaire nationale. C'est la même sévérité à l'égard de l'U.R.S., qui, des deux superpuissances, est la plus durement tratée. C'est elle, en effet, qui est considérée comme ayant effet qui est considérée comme ayant la plus grande part de responsabilité dans cette émulation mortelle et qui dans cette emilation mortelle et qui a constitue le plus dangereux foyer d'une nouvelle guerre mondiale a. C'est elle qui, sans cesse, se met en position d'agresseur. a A l'heure actuelle, dans la rivalité soviéto-américaine, dit encore M. Hus Kuofeng, la situation stratégique est constituée sur la fait au la social. caractérisés par le fait que le social-impérialisme soviétique mêne l'offen-sive, tandis que l'impérialisme américain se trouce sur la défen-

Face à cette situation inchangée, la Chine n'innove guère. Elle continue d'accorder sa sympathie et son soutlen aux pays du tiers-monde. Elle entend pratiquer avec les autres pays d'Asie, et notamment avec le Japon, une politique de bon voisinage. Elle appule « les efforts que les pays

d'Europe occidentale déploient en vue de s'unir contre les hégémonies » et ae sunir contre les hégémontes » et souhaite une Europe « unie et puissante ». Enfin, en dépit de ses divergences avec les deux superpuissances, elle est prête à améliorer avec 
celles-ci ses relations d'État à État 
sur les bases qu'elle a, depuis longtemps déjà, définies.

Ce tableau, tracé voici environ six mois, pourrait être beaucoup plus ancien et ce n'est pas là que se trouve l'originalité nouveile de la politique étrangère chinoise. C'est dans une vision du monde et notamment dans une approche du temps et une perception de l'espace qui différent profondément de celles de la Chine maoiste. Une approche du temps caractérisée par les délais plus breis, les échéances plus rapprochées et les rythmes plus rapprochées de maîtriser. Approche qui se traduit par le dessein expressément proclamé d'égaler en vingt ans les puissances industrielles les plus développées (1), alors que naguère encore les dirigeants chinois affirmaient volontiers qu'ils n'étalent pas pressés et qu'un siècle serait nécessaire pour ce rattrapage. Il n'y a pas seulement dans cette affirmation un projet

économique et social. Il y a aussi l'expression d'une volonté politique tendant à assurer effectivement à la Chine l'égalité avec les superpuissances qu'elle conteste.

C'est là sans doute le corollaire de la politique de rétablissement de l'ordre, de restauration institutionnelle, de planification économique et de retour aux valeurs culturelles traditionnelles que la Chine a entreprise par ailleurs. C'est aussi, par là même, un premier pas dans la voie où s'engagent, les unes après les autres, toutes les révolutions, à savoir la politique de puissance. Le discours que tiennent les Chinois à leurs interlocuteurs étrangers témoigne d'ailleurs déjà de ce changement d'attitude. On n'entend plus guère aujourd'hui ces protestations de modestie qui avalent d'abord surpris, puis rassuré et séduit. Et loin d'affecter, comme elle le faisait li n'y a pas si longtemps, d'entendre avec intérêt les conseils d'autrui, la Chine d'aujourd'hui en dispense au contraire voloniters avec une autorité toute naturelle, n'ayant pas en à apprendre le langage des grands qu'elle par le n'ayant pas eu à apprendre le lan-gage des grands qu'elle parle d'instinct.

### Trois pôles différents des trois mondes

L A Chine d'aujourd'hul a aussi de l'espace une vision différente, mais plus difficile à cerner que celle qu'elle a du temps, car elle n'est pas, comme celle-ci, expressément formulée. Elle transparait déjà à certains détours du texte, mais c'est surtout à travers les choses dites qu'elle se manifeste, se superposant ainsi à la configuration qui nous est familière, à cette division tripartite du monde décrite nar Mao Tse-toung ainsi à la configuration qui nous est familière, à cette division tripartite du monde décrite par Mao Tse-toung et qui est aux yeux des Chinois l'une de ses contributions conceptuelles importantes an marxisme-léninisme. Comme on le sait, le monde, selon cette « théorie », ne se diviserait plus actuellement en deux camps, comme l'avaient proclamé les marxiete s soviétiques à la suite de la révolution d'Octobre, mais en trois parties. Mao l'avait, récemment encore, formulée de la façon suivante : « A mon avis, les Etats-Unis et l'Union soviétique constituent le premier monde. Les forces intermédicires, telles que le Japon, l'Europe et le Canada, forment le second monde, Quant à nous, nous sommes du tiers-monde... Le tiers-monde a une population fort nombreuse. Toute l'Asie, à l'exception du Japon, fait partie du tiers-monde. L'ansemble de l'Afrique appartient au tiers-monde. L'Amérique latine aussi. »

Cette classification, dont les critères ne sont pas évidents, n'est aans doute pas mérité le nom de « théo-rie » si elle n'avait pas été liée à une stratégie originale dans laquelle, si le tiers-monde constitue la force principale de lutte contre les super-pulsances, le second monde repré-sente une force d'appoint susceptible d'être également utilisée. Mao avait même précisé : « Il jout nous gagner les pays comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne occidentale » (excepte 1970).

cotobre 1970).
Cette vision du monde et cette stratégie avaient été reléguées au second plan de l'idéologie officielle, pendant une partie de la révolution culturelle, par les thèses fort différentes que Lin Piao avait soutennes. rentes que Lin Piao avait soutennes.
On se souvient de cette division hinaire du monde qui opposait, de façon manichéenne, les pauvres aux riches, les campagnes aux villes et, transposée sur le plan international, les pays sous-développés aux pays industrialisés. Cette conception, où la Chine prenaît la tête de la croisade contre les nantis, n'avait jamais vraiment supplanté la théorie des trois mondes, étant plutôt venue s'y surajoutex.
C'est une superposition du même

surajouter.

C'est une superposition du même ordre — mais d'un sens radicalement opposé — que nous observons aujourd'hui. La description de l'espace politique que font les Chinois dans le discours qu'ils nous tiennent, tout en se référant scrupuleusement à la théorie des trois mondes, donne de cette division trivertite, une force de la course division trivertite, une force de course division trivertite, une force de course division trivertite, une force de course division trivertite une force de course division trivertite une force de course division trivertite une force de course de course de course division trivertite une force de course de cours cette division tripartite une image fort différente. D'une part, les deux superpuissances, naguère mises à peu près sur le même plan lorsqu'il était question d'évaluer leurs forces res-

" Université de Paris-L

Par YVES DELAHAYE \*

pectives, se voient désormais traitées de façon de plus en plus déséquillhrée. L'accent est mis toujours devantage sur les progrès de l'expansion soviétique, sur l'infériorité croissante de l'Amérique, ainsi que 
sur la mollesse de ses réactions. D'autre part, les Chinois (et ceci est 
plus sensible encore dans ce qu'ils disent que dans ce qu'ils écrivent), 
conseillent sans ambages à leurs 
interhorateurs européens de corriger 
ce déséquilibre en ne ménageant pas 
leur appui à la politique américaine 
et en veillant notamment à ce que 
l'Europe unie qu'ils construisent 
demeure étroitement ilée aux EtatsUnis et s'engage plus activement aux 
côtés de ces derniers dans la lutte 
antisoviétique. Les illusions dangereuses d'une politique de détente, le

renforcement de l'alliance atlantique, le caractère irrationnel de la division actuelle de l'Europe, tels sont les thèmes favoris, jusqu'à l'obsession des Chinois. Thèmes à certains égards anachroniques, évocateurs de guerre froide et de roil back, mais intéressants dans la mesure où ils révèlent qu'au-delà du problème du rapport de forces, c'est essentiellement en fonction de deux autres acteurs — l'U.R.S.S. et les Etats-Unis — que la Chine perçoit désormais sa position dans le monde, et blen moins qu'auparavant en fonction du tienmonde et des forces révolutionnaires. Ainst, au-delà de la division en trois mondes, il semble que la Chine ait pris conscience de l'existence d'une autre triade dont les pôles sont Washington, Moscou et Pékin.

to a comparate and a comparate

್ವಾಗ್ಯವರ್ಷ ಇತ್ತ್ ಪ್ರಭಾಗದಲ್ಲಿ ೧೯೮ ಪ್ರಭಾಗತ ಕಾರ್ಡು

The protection of the control of the

\*\* companies. est \*\* Year per cerus \*\* In the cerus \*\*

drute en laut - with the Tune Eur mainteart de course mouvements a les Eurs-Eurs

Elle residental Liurite (arap G

the economicus

kt.que réquires as com desminació

American (Eur derelopter davan) (E) [U.R.&S. c)

Périn pense mar d⇒ withter de la fr:

HE MORUT, CRAINAN torce america

formations triadic formula de verifier for de développer formes par G. Sim forme de développer

memenia reletes a

iona de les impol

in travel dama inque, ches le positive, des so Vincine, des Arb unt élabore

one d'ou il rea o dana les tels

in i s sont de fo

p Gieura cas p Dina le pror des trois éleme

C: aucune coalu C: aucune coalu C: aucun is

l'aliunce de Dans le seconn

4 The Capter, Two ega tage, w. Capter, Two ega tage, Frank, Prentice I

Cappoint europe souvient de s dans les

present, a la pi mationales am

Details

gue penc

 $\mathbf{X}^{-1}$ 

d- 2-

00 Q 20 . 300A. - Dr

a65 (7 (, 1)) 1

 $con_{200} \rightarrow ...$ 

bien cara.

notarion -

160

de) 94.35

### Un brillant second des États-Unis

I L y a, dans cette nouvelle vision I du monde, comme la reconnaissance implicité d'un phénomène déjà ancien et que j'avais appelé, voici près de douze ans, le « jen triangulaire », désignant par là les interactions qui tendaient à s'établir entre les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine. Il serait intéressant de s'assurer de la réalité concrète de ces relations à trois, d'en analyser la structure, d'en retracer la genèse et l'histoire.

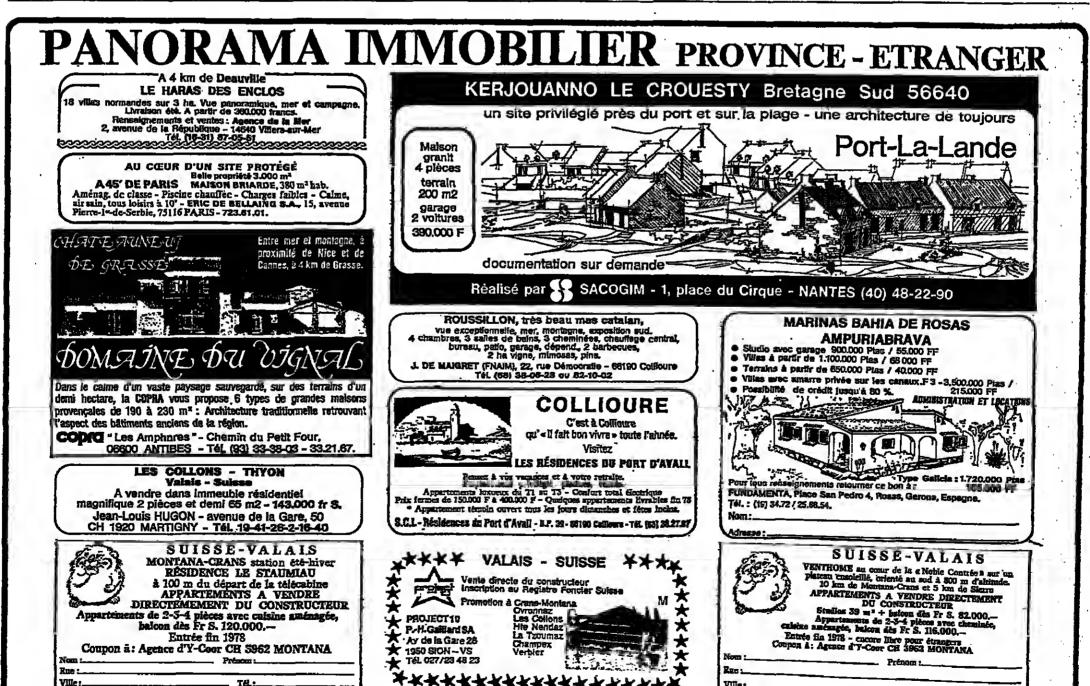
Michel Tatu nous les décrit (2) Michel Tatu nous les décrit (2) comme une série d'antagonismes et de colinsions entre les membres de la triade. Il en étudie séparément les composantes et s'efforce d'en prévoir les évolutions. Son analyse, qui est d'un observateur politique et d'un sociologue, est claire et pertinente. Elle n'appelle de ma part qu'une seule réserve, qui porte sur le fractionnement excessif de ce qui me parait être au contraire une structure cohérente. Le jeu triangulaire. me parait être au contraire une struc-ture cohérente. Le jeu triangulaire, s'il a quelque réalité, n'est pas seu-lement l'addition de trois relations bilatérales. Il ne peut s'agir que d'un ensemble dont chaque élément est inséparable des autres et en inter-action avec eux.

schion avec cur.

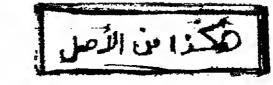
Stanley Hoffmann a, lui aussi, note l'existence du triangle (3) et, dans un balancement de structures binaires et ternaires qui lui est familler, il le perçoit tantôt comme pluralité de dyades, tantôt comme triade : « Peut être n'y a-t-il aujourd'hui que trois puissances qui puissent encore rêver d'une grande politique etrangère : les deux Grands ont chacun un arrenal redoutable à entretentr, un empire à préserper (sous chacun un arsenal redoutable à entre-tentr, un empire à préserver (sous des formes différentes), une collision grave à éviter; la Chine conteste l'un et l'autre au nom de l'anti-impérialisme et tente de desserrer l'étau que FURSS. maintient autour d'elle. Pour eux trois, le jeu tradi-tionnel de l'influence au dehors a encore un seus, mais, même pour eux, les frustrations l'emportent sur les gains. »

Je serais tenté, faisant appel à des critères sémiotiques, de définir la triade Washington-Moscou-Pèkin à la fois comme cadre de fonctionnement d'un code de communication et comme lleu de production d'un texte signifiant. Code de communication encore rudimentaire — les silènces mêmes y sont autorit de me sliences mêmes y sont autant de mes-sages — mais peut-être moins récent qu'on imagine. Ne serait-ce pas au cours de la crise de Formose de 1954 qu'il s'est pour la première fois mani-festé ? Sa fonction, essentiellement phatique, est de permettre, dans un premier temps du moins, le maintien d'un contact minimum entre les acteurs. Quant à la production tex-tuelle, elle est la somme de ce que chaque acteur dit de ses rapports avec les deux autres. Production inégale selon les acteurs, chaqun de ceux-ci ayant de la triade une perception très différente. Négative, en ceux-ci ayant de la triade une perception très différente. Négative, en
ce qui concerne l'U.R.S.S. qui répugne à introduire un tiers hostile dans
ses relations avec Washington. Hésitante, de la part des Etats-Unis qui,
pour des raisons opposées, trouvent
un avantage à l'entrée de la Chine
dans le jeu, mais ne sont peut-être
pas encore prêts à la reconnaître
comme un partenaire égal. Des trois
acteurs, c'est celle-ci qui paraît la
plus précise. C'est elle qui semble
tenir le plus à ce schéma assurément
conforme à ses intérêts dans la
mesure où elle y entre sur le même
plan que les plus grands. Tout son
discours en témoigne : les références
insistantes qu'elle fait aux deux
superpuissances, le déséquilibre qu'elle
croit constater entre elles, sa préoccupation de renforcer celle qui lui
paraît la moins inquiétante. C'est paraft la moins inquietante. C'est

(1) Voir l'article d'Alain Bouc dans le Monde diplomatique de mars 1978. (2) Michel Tatu, le Triangle Washing-ton-Roscou-Pékin et les deux Europs, Custerman, Paris, 1972. (3) Stanley Hoffmann, Essai sur la Fronce, éditions du Scull, Paris, 1876, page 318.



Cette rubrique paraît dans Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochaine parution le 1º décembre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.



VIIIe:

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

ETRANGER

祖教的哲学不

## essai d'interprétation de la diplomatie chinoise

# et le carré

bien un monde à trois composantes dont la Chine semble souhaiter la formation. Un monde dans lequel l'Europe occidentale, loin d'être un partenaire à égalité dans le combat contre l'hégémonie des deux super-puissances ne serait que le brillant second des Etats-Unis dans la lutte contre l'Union soviétique.

contre l'Union soviétique.

Il ne semble pas en effet que la Chine accorde une grande crédibilité à l'hypothèse d'une Europe indépendante. Il y a sans doute à ce scepticisme des raisons historiques. La Chine sait que la route de l'indépendance est longue et combien il en coûte de la choisir de préférence à celle de la facilité. Elle a sulvi ce chemin à maintes reprises au cours de son histoire quatre fois millénaire, Depuis sa libération, elle s'y est engagée de nouveau, avec le succès que l'on sait. Les Chinois sont donc, plus que quiconque, conscients des sacrifices qu'exige une politique d'indépendance. Ils ont des raisons de douter que l'Europe soit prête à faire les efforts nécessaires et qui pourtant seraient pour elle moins pénibles, compte tenu ûn niveau de développement qu'elle a déjà atteint. L'incapacité où elle se trouve de se doter d'une politique de l'energie, de l'espace et de l'informatique — qui sont aujourd'hui les trois clefs de la puissance — en est la meilleure preuve.

Mais la Chine ne fonde pas seulement son analyse sur les conclusions qu'elle peut tirer de son
expérience nationale. Elle fait aussi
un raisonnement logique. Certes, elle
ne croit guère à la possibilité d'une
véritable indépendance de l'Europe.
Mais, ce qui est plus grave, c'est
sans doute qu'elle estime ne pes y
avoir intérêt. Une Europe indépendante aurait en effet pour conséquence
de transformer le triangle en carré.
Devenue, dans cette hypothèse, centre
de décision unique, l'Europe occidentale, compte tenu de sa force économique et de son rayonnement
culturel, serait par là même promue
au rang de partenaire égal des trois
plus grands pays. De la triade, on
passerait à la tétrade, et c'est un
autre type d'équilibre (ou de déséquilibre) que le monde connaîtrait.

Or (c'est sans doute en tout cas

or (c'est sans doute en tout cas ce que la Chine redoute) une Europe ainsi devenue maîtresse de son destin et libre de ses mouvements ne serait plus pour les Etats-Unis un second doclie. Elle résisterait en particulier, de tout autre façon qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, à la pénétration des multinationales américaines. La rivalité économique qui se développerait alors de part et d'autre de l'Atlantique réduirait assurément la position dominante des Etats-Unis et amèmerait l'Europe occidentale à développer davantage ses rapports avec l'U.R.S.S. et les pays socialistes de l'Europe orientale. La Chine u'y trouverait évidemment pas son compte.

Au contraire, Pékin pense u'avoir que des avantages à tirer de la triade composée selon ses vœux, c'est-à-dire dans laquelle la force américaine serait grossie de l'appoint européen. Faut-il invoquer ici la théorie de Caplow ? On se souvient de ces observations, faites dans les anuées 50, sur des situations triadiques expérimentales en vue de vérifier et, le cas échéant, de développer les hypothèses formulées par G. Simmel dès la fin du siècle dernier. Sur la base des comportements relevés aussi dès la fin du siècle dernier. Sur la base des comportements relevés aussibien dans des relations de jeu (pachisi, notamment) que de travail, dans la famille ou en politique, chez le primate comme chez l'homme, des sociologues (Caplow. Vinacke, Arkoff, Gamson, etc.) (4) ont élaboré une théorie des coalitions d'où il ressort en particulier que, dans les triades dont les trois élémeuts sont de force inegale (A>B>C), plusieurs cas peuvent se présenter. Dans le premier cas, celui où l'un des trois éléments est plus fort que les deux autres réunis (A>(B+C), aucune coalition ne se forme, A n'ayant aucun intérêt à rechercher l'alliance de l'un des deux autres. Dans le second cas,

(4) Theodore Caplow, Two against one - Coalition in triads, Prentice Hall, Eaglewood Cliffs, 1968. (Trad. fr. A. Colin, 1971.)

ceiui où l'élément le plus fort est cependant inférieur en puissance anx deux autres réunis (A< (B+C), deux coalitions sont possibles et se rencontrent effectivement (AC on BC). En effet, A s'efforce de s'allier à l'un des deux autres, cependant que C fait le même calcul, mais que rien, en revanche, n'incite B à rechercher l'alliance de A. Même éventualité d'une coalition AC on BC dans les triades dont deux éléments (A et B) sont à égalité et plus forts chacun que le troisième (C), mais moins forts que les deux autres réunis. Chacun des deux premiers a en effet intérêt à s'allier au troisième, mais n'en a aucun à s'entendre avec son égal.

Sur la scène internationale, nous sommes sans doute passès, au cours du dernier quart de siècle, de la première hypothèse à la dernière. C'est ce que paraît suggèrer l'analyse du rapport actuel des forces américaines et soviétiques. Ce qui est incontestable en tout cas, c'est que, des trois grands pays, la Chine est le plus faible. On voit bien, dès lons, quel est pour elle l'avantage de la situation triadique. Dans le premier cas, il ne se passe rien. Dans le deuxième et le troissième, elle a le choix entre deux alliés. En aucune circonstance elle ne risque qu'une coalition se forme contre elle.

Mais laissons là cette théorie des coalitions. Tout comme dans la théorie des jeux (dont A. Rappoport ini-même a montré les limites en ce qui concerne l'analyse politique), elle suppose des acteurs idéaux, dotés de réflexes parfaits, inaccessibles à l'er-reur, parfaitement conscients de leurs intérêts et toujours cohérents. Elle

Décrivons donc en d'autres termes l'intérêt de la Chine pour le jeu triangulaire. En termes de praticien par exemple puisque aussi blen la vision conflictuelle qui est calle de rékin s'accommode, mieux que toute autre, des vieilles recettes des diplomaties traditionnelles. Et, de fait, ce sont bien deux de ces pratiques que la Chine reprend à son compte lorsqu'elle préconise le renforcement de l'atlantisme (appelone les choses par leur nom). L'une, qui était chère aux rois de France, consistait à prendre l'adversaire à revers quand la géographie le permettait. L'autre, qui était propre aux embereurs de Chine, consistait à dresser les « Barbares » les uns contre les autres pour mieux les contrôler. Qu'on voie la chose d'une façon ou de l'autre, c'est bien cela que fait la Chine lorsqu'elle tente de dresser l'Europe occidentale contre l'U.R.S.S., tout en se gardant d'allieurs à présent de provoquer elle-même celle-ci directement. Attitude amingué qui n'est pas sans poser une question, celle de l'évolution des rapports sino-soviétiques.

venu en 1969 entre Kossyguine et Chou En-lai. Ils exigent de Moscou des « actes concrets » témoignant de la bonne volonté soviétique. Ils n'en ont pas moins ajouté récemment une demande supplémentaire à la liste de leurs revendications : l'éva-cuation par les troupes soviétiques de la République populaire de Mongolie.

### Les relations avec l'U.R.S.S.

Les relations à l'ancient de la persistance de l'hostilité ou rapprochement entre les deux pays, la prévision est actuellement difficile. Depuis dix-huit mois, des signes opposés sont en effet apparus. Dans le sens d'une détente, on a noté le ton des messages soviétiques adressés aux nouveaux dirigeants chinois après la mort de Mao et la pause intervenue dans les attaques de la presse soviétique. D'antres indices ont suivi, également positifs : conclusion de certains accords techniques (pêche, octobre 1977; commerce, avril 1978), messages chinois et présence du ministre des affaires étrangères à la réception de l'ambassade soviétique à Pékin à l'occasion du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre, retour de l'ambassadeur de Chine à Moscou et du chef de la délégation soviétique aux négociations frontalières à Pékin, proposition soviétique tendant à la publication d'une déclaration sur les principes destinés à régir les relations communes. D'autres faits, au contraire, témotgnalent de la persistance de la tension : rejet par la Chine de la proposition de déclaration commune, reprise de la polémique, voyage de M. Brejnev en Sibérie orientale le long des frontières chiorientale le long des frontières chi-noises, enfin noivel incident fronta-lier, le 9 mai 1978.

Pour apprécier ces indices à leur juste valeur, plusieurs éléments doi-vent être pris en considération.

1. L'état du contentieux. — Trois grandes séries de problèmes étaient, on s'en souvient, à l'origine de la querelle : direction du mouvement communiste international, idéologie, frontières. Sur aucum de ces chapttres, les points de vue ne paraissent s'être rapprochés. Mais les deux premiers ont bien perdu de leur actualité. L'éclatement du mouvement communiste international et la reconnaissance forcée, par l'U.R.S.S., du polycentrisme a, d'une certaine façon, mis une sourdine à cette première partie du débat. La querelle idéologique, de con côté, se poursulvra sans doute encore iongtemps, mais aucume des deux parties ne semble considèrer qu'elle doive faire obstacle à un règlement politique. La pièce essentielle du dossier demeure donc aujourd'hui le différend frontalier.

Sur ce sujet, l'intransigeance demeure, de part et d'autre. Les Chinois reprochent aux Soviétiques de n'avoir pas respecté l'accord inter-

suppose ausai des situations relati-vement stables. Or, les reistions internationales n'offrent guère de telles conditions. Tout y est mouvant, y compris la pulesance des acteurs, qui sont par ailleurs coutumiers de la méprise, de la maladresse et de la volte-face.

géographes ne tarderaient pas à trouver solutions et arguments.

2. L'évolution interne de la Chine.

— Spectaculaire dans la plupart des domaines, elle peut entraîner, pour les rapports sino-soviétiques, deux conséquences radicalement opposées. D'une part, dans la mesure où le nouveau cours suivi à Pékin s'écarte de la voie révolutionnaire pour se rapprocher du modèle soviétique (qui avait déjà inspiré, on e'en souvient, la Constitution chinoise de 1954), les possibilités d'une meilleure compréhension sont par là même créées. En même temps, dans la mesure où la Chine s'engage dans une politique de développement accéléré, elle multiplie à plus long terme les risques de rivalité de grande puissance entre les deux pays.

3. L'épolution intérieure de l'U.R.S.S. 2. L'évolution interne de la Chine.

3. L'évolution intérieure de l'U.R.S.S.

— Elément aujourd'hui négligeable, elle deviendra nécessairement demain

une réalité. La succession des dirigeants actuels posera une nouvelle
fois à l'Union soviétique le problème
de l'assouplissement de sa politique
et celui de la réforme de ses structures. Elle aura à les résoudre en
même temps qu'elle fixera son choix
sur des hommes. Ses rapports avec
la Chine feront inévitablement l'objet d'un réexamen dans cette perapective plus vaste, s'ils n'ont pas
déjà commencé à recevoir auparavant
un début d'aménagement.

4. La situation internationale.

un début d'aménagement.

4. La situation internationale.

Dans un contexte différent, notamment si la Chine avait continué à pratiquer une politique révolutionnaire, le poids du tiers-monde aurait pu entrer en jeu. En l'état actuel des choses, les pays en voie de développement paraissent dans l'incapacité d'exercer une action sur la triade. Restent deux facteurs susceptibles de peser sur elle : la politique américaine et l'attitude de l'Europe.

### La thèse de la guerre inévitable

La thèse de la gentale de la paix mondiale, pour se départir de la prudence nécessaire. Les pays d'Europe occidentale sont assurément aussi circonspects que les Etats-Unis, dans la mesure où lis partagent avec eux la responsabilité du maintien de la paix. Mais leur situation diffère sur un point de celle de l'Amérique. Alors que celle-ci a, depuis longtemps déjà, achevé son unité, ils n'en sont aujourd'hui qu'au début du processus qui conduit à la leur. C'est là une entreprise ardue pour laquelle ils ne rencontrent guère d'appuis, même dans les rangs de leurs propres amis. C'est ponuquoi on les sent déjà si attentifs aux encouragements que Pékin leur prodigue avec insistance.

De là à ce que renaisse, dans certains milieux politiques, le vieux rêve d'une Europe unie protégée par l'amérique et dirigée contre l'Europe orientale, il n'y a qu'un pas qu'il serait léger de franchir. L'une des conséquences d'une telle politique poursait être en effet d'amener l'U.R.B.S. à se rapprocher de la Chine et à régler son différend avec elle afin de pouvoir mieux faire face à ce qu'elle considérerait comme une pression accrue à l'ouest. Résuitat qui serait bien à l'opposé du but imprudemment visé.

Qui sait d'ailleurs si l'objectif de la la part de la chine et a regle avec manis protégément en rouse.

ment visé

Qui sait d'ailleurs ai l'objectif de Pékin n'est pas précisément, en pous-sant l'Europe dans cette voie, de créer

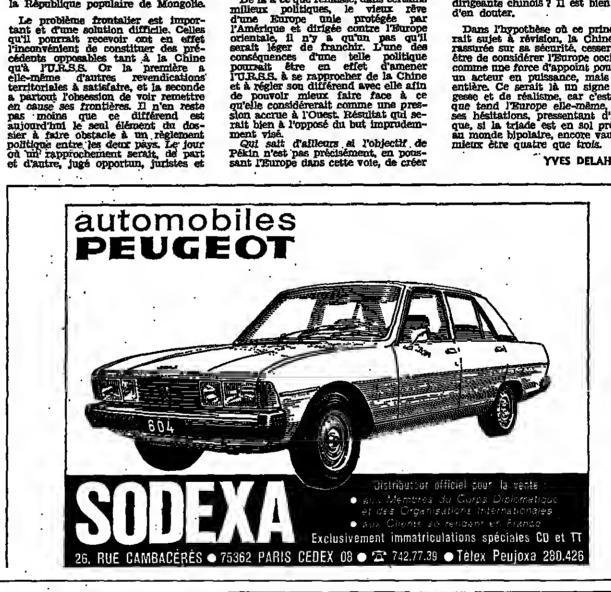
une situation qui permettrait un rap-prochement sino-soviétique aux condi-tions posées par la Chine ?

L'Europe n'a pour sa part ancune raison de souhaiter que se perpétue la querelle sino-soviétique. Aucun des différends qui opposent les grandes puissances n'est en soi rassurant. Chacun d'eux contient en lui les germes d'un éventuel conflit et représente donc un danger pour la paix. Mais l'Europe n'a pas à entrer dans ce jeu ni à prendre parti pour l'un ou pour l'autre des deux antagonistes. Elle a d'autant moins de raisons de le faire que le comportement de l'un d'eux demeure officiellement fondé sur une thèse aussi étrangère à notre pensée politique que celle de la guerre inévitable.

Mais qu'adviendra-t-il demain de cette thèse? Ne sera-t-elle pas, elle aussi, remise en cause? Recueille-t-elle en core, aujourd'hui même, l'adhésion profonde et unanime des dirigeants chinois? Il est bien permis d'en douter.

Dans l'hypothèse où ce principe se-rait sujet à révision, la Chine, enfin rassurée sur sa sécurité, cessera peut-être de considérer l'Europe occidentale être de considérer l'Europe occidentale comme une force d'appoint pour y voir un acteur en puissance, mais à part entière. Ce serait là un signe de sagesse et de réalisme, car c'est à cela que tend l'Europe elle-même, malgré ses hésitations, pressentant d'instinct que, si la triade est en sol préférable au monde bipolaire, encore vaudrait-il mieux être quatre que trois.

"YVES DELAHAYE.





### VISA POUR UN DÉSASTRE.

Par Yves Laulan.

E N 1944, les légions américaines dé-barquaient sur les rivages européens pour les libérer. Elles n'en sont jamais reparties. Or, depuis vingt ans, la chrysalide européenne s'efforce, sans succès, de se dégager de son cocon.

Et, si un sursaut européen n'intervient pas, l'Europe est condamnée à rester ce qu'elle est, c'est-à-dire peu de chose. Ce sursaut, qui autoriserait l'Europe à entrer dans l'age adulte et l'amènerait enfin à affronter les problèmes de sa sécurité avec la grandeur, et aussi les risques qui y sont attachés.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

# POLITIQUE ÉTRANGÈRE

(43° année)

Des abonnés dans 79 pays

SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMERO : Marcel MERLE, professeur à l'université de Paris-I. Le système mondial : réalité et crise. Jean KLEIN, chargé de recherche eu C.N.R.S. La gauche française et les problèmes de défense. Christopher S. TUGENDHAT, membre de la Commission de la C.E.E. L'Europe, l'idéalisme et les réalités financières. Polys MODINOS, embassadeur de Chypre en France. Chypre : quatre années de souffrances.

Mehdi MOZAFARI, professeur à la Faculté de droit et des sciences poli-tiques de l'université de Téhéran. Transformations sociales et problèmes politiques en Iran.

P. R. CHARI, directeur de l'Institute for Defense Studies and Analyses de Les facteurs déterminants de la sécurité de l'Inde. Buu KINH, ancien ambassedeur du Vietnam eux Netions unles.

Vers un nouvel équilibre asiotique. Chronique d'actualité internationale, par Jacques HUNTZINGER.

6 numéros par an : 120 P.

CENTRE D'ETUDES DE POLÍTIQUE ETRANGERE 8, rue Ferrue, 75014 PARIS - C.C.P. Paris. 1865-41.

# Les bantoustans en quête de capitaux étrangers

A détermination de l'Afrique du Sud à aller de l'avant dans sa politique des bantoustans (ou « homelands »), censée apporter une « solution finale » au problème racial, « homelands »), censée apporter une « solution finale » au problème racial, frôle maintenant la tragi-comédie. Après le Transkei et le Bophntatswana, qui accédèrent à la « souveraineté internationale » respectivement en octobre 1978 et en décembre 1977, volci que le Venda est à sou tour propulsé vers la même issue, promise pour la fin de 1979, malgré l'hostilité de la maiorité de se population.

Officiellement, la politique des bantoustans doit donner sa cohérence à l'objectif de « développement séparé » des différentes races. Cependant, en termes concrets, cela signifie que l'actuelle majorité noire, qui repré-sente 97 % de la population, sera consignée dans dix « hometands » (ou consignée dans dix a homelands, s'ou foyers nationaux) dont la superficie totale ne couvre que 13,7 % du territoire sud-africain. Les bantoustans sout géographiquement morcelés—pas moins de cent treize fragments,—ils renferment peu de ressources minérales et comprennent les terres des plus panyres et les moins aptes à la culture. En 1975, ces territoires fureut totalement incapables d'assurer un minimum de moyens de subsistance aux quelque huit millions de Noirs qui y résidalent. Selon des statistiques d'origine sud-africaine, 24 % seulement des ressources de cette population provenaient des réserves elles-mèmes.

En réalité, la fonction assignée aux bantoustans est de servir de réservoirs de main-d'œuvre. Ne pouvant gagner leur vie dans ces zones appauvries, les jeunes Noirs sont forcés d'aller chercher du travail en Afrique du Sud. Au gre de la conjoncture écono-mique, ils seront tantôt intégrés dans le marché du travail, tantôt exclus. Et le régime de l'apartheid n'aura plus guére à se soncier d'un taux de chô-mage frappant 20 à 30 % des Noirs puisque les chômeurs seront renvoyés

dans « leurs » foyers nationaux. Lè, les structures sociales demeurées traditionnelles et les relations de production encore au stade pré-capitaliste joueront auprès des travailleurs migrants le rôle d'un système de sécurité sociale prêt à les accueillir, limitant ainsi pour l'économie blanche les coûts de reproduction de la force de travail noire (1).

Pour mener à bien cet objectif éco-nomique, il a failu élaborer de nou-velles formes de domination politique. La programmation de l'accession de velles formes de domination politique. La programmation de l'accession de ces réserves de main-d'œuvre an rang de « nations indépendantes » répondait à la nécessité de briser le radicalisme croissant du prolétariat noir dans les années soixante et soixante-dix (2). Par la même occasion, le régime raciste privera tous les Noirs sud-africains de leur nationalité : du moment où un bantoustan accède à l' « indépendance », tous les habitants noirs des villes sud-africaines originaires de la région en deviennent des cltoyens. En procédant à cette « balkanisation » de la population noire, le gouvernement de Pretoria espère diviser l'opposition et laisser à ses intermédiaires chargés de gérer l'appareil d'Etat dans les bantoustans le soin de mener à bien la politique d'apartheid. Il pourra du même coup « abolir » le système tant honni des laissez-passer qui seront alors remplacés par des passeports émis par les autorités des bantoustans devenus « indépendants ». indépendants ».

Cependant, pour les cinq millions et demi d'Africains vivant dans les cités satellites construites à la lisière des villes blanches, l'appartenance à une réserve tribale u'a guère de sens. En particulier pour les jeunes qui sont nés et ont graudi dans des lieux comme Soweto Alexandria et En nes et ont grandi dans des leux comme Soweto, Alexandria, etc. En montrant toute leur détermination à résister à l'apartheid lors des événements de Soweto en juin 1976, ils ont convaincu les autorités blanches de la uécessité d'accélérer la « bantoustanisation » de l'Afrique du Sud.

### Manifestations électorales et résistance passive

M AIS, même dans les bantoustans, seules des tactiques répressives et des subterfuges politiques, ntilisés par les Sud-Africains et leurs marionnettes locales, permettent à la farce de l' « indépendance » de se jouer. Ainsi an Transket, par exemple, toute activité politique est interdite depuis 1960 en vertu d'une législation permanente d'état d'urgence. Le premier ministre Kaiser Matanzima s'est employé à écraser les opposants, à arrêter les

dirigeants politiques hostiles à l'indé-pendance et à mettre en place les privilèges économiques réservés à une petite élite bureaucratique. An Bophupetite elite bureaucratique. An Bophu-tatswana, ce fut seulement une frac-tion de la population (13 %) qui participa aux élections organisées pour consacrer la prééminence du chef Lucas Mangope. Dans une sorte de résistance passive, les Tswanas résidant dans la région de Johannes-burg omirent à 94 % de se faire inscrire sur les listes électorales lors de la demière consultation tenue dans le bantoustan. Qui plus est, un groupe d'étudiants parmi lesquels figurait le propre fils de M. Mangope mit le feu à l'Assemblée législative durant l'été de 1977 pour protester contre la collaboration du régime avec la politique de Pretoria.

### Par HOWARD SCHISSEL

Les manipulations politiques qui ont actuellement lieu dans le Venda four-nissent une nouvelle ll'ustration de la manière dont les agents locaux de Pretoria entendent forger un consenmanière dont les agents locaux de Pretoria entendent forger un « consensus populaire » en vue de l'indépendance. Dès 1973, d'ailleurs, il devint évident que le chef Patrick Mphepn dépendait entièrement des Blancs qui le soutenaient au sein du gouvernement sud-africain. Cette année-là, en effet, le parti de l'indépendance du Venda (VIP) — dans l'opposition — gagna treize des dix-huit sièges à l'Assemblée législative qui étalent à pourvoir par voie d'élection. Il ponvait aussi compter sur un certain soutien de la part des chefs désignés. De telle sorte que la plupart des observateurs s'attendaient qu'il se taille une nette majorité qui aurait mis l'allié de Pretoria en mauvaise posture. Mais, juste avant l'ouverture de l'Assemblée, les chefs désignés se virent soudain conviés à une expédition dans la réserve de chasse voisine. A leur retour, la popularité du chef Mphepu s'était si miraculeusement gonflée qu'il avait été éin premier ministre (chief minister) (3). Aujourd'hui, le VIP boycotte l'actrelle session de l'Assemblée législative (il avait remporté trente et un des quarante-deux sièges électifs lors des dernières élections) pour protester contre l'arrestation arhitraire de douze de ses députés. Pour donner le ton, M. Mphepu a indiqué qu'il était en faveur d'une indépendance dans le style du Transkel et que les partis politiques étaient étrangers à la tradition vends.

Tandis que le gouvernement Botha s'apprête à octroyer l' « indépendance » an Venda, on ne peut pas dire que sa politique des bantoustans ait remporté beaucoup de succès à l'étranger. Blen que le Transkel ait rompu les relations diplomatiques avec Pretoria an printemps dernier, il u'a res encors réusei à se faire reconnaître. rompu les relations diplomatiques avec Pretoria an printemps dernier, il u'a pas encore réussi à se faire reconnaître par un seul Etat. D'ailleurs, cette rupture est toute symbolique: l'Afrique du Sud continue de coutribuer pour 150 millions de dollars au budget du territoire; près de mille Sud-Africains détiennent des postes-clès dans son administration; les trains continnent de circuler en direction de l'Afrique du Sud, d'où trois cent cinquante mille travailleurs du Transkel continuent d'envoyer leurs salaires à leurs familles restées sur place.

### La principale cible

SEFTMA - 622-35-05

272.94.90

Réalisation ETUPRO S.A. 4. rue de Miromosnii - 75008 PARIS

P OUR améliorer la viabilité de ces eutités artificielles, le gouverne-ment sud-africain a lancé une vaste offensive de nature à attirer les capi-taux étrangers. Les stimulants sont de polds : en particulier, les salaires sont inférieurs de moitlé à ceux de l'Afrique du Sud et l'activité syndicale y est

du Sud et l'activité syndicale y est interdite.

La France, décrite un jour comme la « meilleure amie » de l'Afrique du Sud par un ministre de ce pays, est l'une des principales cibles de l'opération (4). En septembre dernier, une délégation de la Société de dévelopment de la commentaire de l'operation de la Société de dévelopment de la Comment de la pement économique (Corporation of Économic Development (CED), agence publique spécialisée dans la mise au point des opérations d'investissement étranger dans le bantoustan) s'est renetranger dans le bantoustan) s'est ren-due en France. Des préparatifs sont maintenant en cours pour ouvrir à Paris une succursale de la CED qui prendrait le nom anodin d'Associa-tion pour le développement de l'indus-trie en Afrique. Les sociétés françaises n'avalent pas

attendu cette visite pour sauter sur

les occasions offertes par les bantous-tans. Les Grands Travaux de Marseille sont en train de construire le port en ean profonde d'Umgazana au Trans-kei, moyennant un contrat qui repré-sente 150 millions de dollars. De son sente 150 millions de dollars. De son côté, la Compagnie française des pétroles y a ouvert une filiale, Total Transkei. Peugeot a transporté une usine de bicyclettes dans la zone industrielle du Bophutatswana. Et, assez curieusement, une brochure publiée par les P.T.T. français mentionne la Transkei parmi les pays étrangers disposant d'une llaison téléphonique automatique avec la France. Enfin, la quatrième mission de l'Union française des industries exportatrices a recommandé à ses membres de ne pas oublier les bantoustans, car « si leur developpement économique n'est pas oublier les bantoustans, car a si leur développement économique n'est pas aussi rapids qu'il serait politiquement souhaitable, les homelands n'en constituent pas moins des marchés qui auront tendance à devenir plus importants et plus indépendants. Nous conseillons à nos adhérents, quand ils songent à exporter vers l'Afrique

du Sud, de ne pas oublier ces régions qui s'équipent ».

Si la France est en tête du mou-vement pour accorder un soutien indivement pour accorder un soutien indirect au programme des bantoustaus, d'autres pays occidentaux et d'autres intérêts financiers jouent aussi un rôle important. Récemment, on a annoncé la présence à Umtata, capitale du Transkei, d'un représentant du consortium arabe Medi Dupnis, dont le siège est à Beyrouth, pour y négocier un prêt d'environ 525 millions de dollars à faible intérêt (5). A Londres, le bureau du Transkei n'a pas démenti cette information. En outre démenti cette information. En outre, au début de 1978, un prêt important provenant de sources de financement amèricaines était en cours de négocia-

Tandis que le gouvernement du premier ministre Botha oppose un dén aux plans réformistes mis au point par les puissances occidentales en vue de l'accession de la Nambie à l'indépendance, il redouble d'efforts pour mettre en œuvre, à l'intérieur de l'Afrique du Sud en crise, sou grand dessein de modernisation du capitalisme racial. Mais la dynamique de la résistance nouvelle à l'apartheid, depuis Soweto, a ranimé les espois d'un changement radical dans le pays. L'atmosphère est devenue telle que même les partisans de l' « indépendance » des bantoustans sont obligés de réaliser la faiblesse de leur crédibilità. Ainsi dans l'un de ses rares moments d'honnèteté, le premier ministre Mangope déclarait-Il, juste avant l'accession du Bophutatswana à l' « indépendance », qn'il « ne blâmait personne pour son scepticisme, pour son refus total personne pour son scepticisme, pour son cynisme, ou pour son refus total d'envisager, même pour une date éloignée, l'idée de l'indépendance » (7).

(1) Sur le rôle assigné aux bantoustans, voir l'article de Ruth First dans le Monde diplomatique d'août 1976. (2) Cf. Brigitte Lacharte, Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud.

(2) Cf. Brigitte Lacharte, Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud. Syros, Paris, 1977.

(3) D'autres cas de manipulations politiques sont cités par Barbara Rogers dans son livre Diviser pour régner. Editions Droits et Libertès, Paris, 1973.

(4) C'in q parlementaires français (MM. Charles Ceyrso et Jean Chambon, députés U.D.R.; Mme Crépin et M. Martin, réformateurs; M. Chauvel, nou-inscrit) avalent assisté le 26 octobre 1978 sux esrémonles de l'e indépendance y du Tranakel, aux côtés d'une vingtains d'autres personnalités politiques étrangères venues à titre d'e invités pérsonneis ». Aucun gouvernement étranger ny était représenté, à l'exception de celui de la République aud-articaine.

(5) Cf. Middle East, Loudres, n° 48, octobre 1978.

(6) CL Financial Times, Londres, 10 mai 1978.

(7) Cf. le Financial Times de Johannes-burg, 2 décembre 1977,

# PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

Secteur à forte demande locative PAJOL 5 - 70, rue Philippe-de-Gitard

STUDIOS 31,50 M2 166,300 F (octobre 1978) 2 PIECES 47 M2 237,600 F (octobre 1978)

PRIX FERMES ET DEFINITIFS A LA RESERVATION

**GRENELLE - CHAMP-DE-MARS** 

106-108, boulevard de Grenelle. Paris XV

IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMEDIATE

4 P 80 m² + Balcon 20 m² + parking 735 000 F 4 P 80 m² + Balcon 20 m² + parking 755 000 F 4 P 85 m² + Balcon et Terrasse 52 m² + parking 885 000 F Bur. de via sur place de 15 h à 18 h tous les jours et dimanche et mercradi Tél. 578.14.27

PARIS XV - Métro E.-Zola (à 150 m)

EXCELLENT INVESTISSEMENT

209-12-81 Bureau do vento et Témola

au cœur du MARAIS

6, rue des Haudriettes (3°)
Paris (3°)
PARKINGIE

VIAGERS - F. CRUZ

Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Banileue jusqu'à 100 km

Rens.: 8, rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

LE MARAIS HOTEL DE CHAVIGNY Construit au XVIII\* siècle, restauré au XVIII\* siècle, Rendu célèbre par le fameux Mege CAGLIOSTRO qui occupa le 1 et étage de cet immeuble dont le groupe Suez e entrepris la restauration dans le respect des plans d'origine qu'une étude historique poussée e permis de retrouver. Au charme et à la qualité de vie du XVIII\* siècle cette restauration a introduit le confort et la factifié de vivre du XVI siècle. SFPGI, 17, rue du Dr Lancereaux 75008 PARIS - Tél. 924-12-22 et eur place 1 et 3, rue Saint-Claude 75003 PARIS - Tél. 277-31-94

### Investissez dans un programme de qualité.

Qualité du quartier, entre la Seine Lyon et d'Austeritz aluminium, ardoise...

et le Marais, tout près des gares de et de l'isolation phonique. Organic profession plant plant Grand choix de studios et 2 pièces dots 2 himeubles dallerens.

**MORNAY CRILLON** 75012 PARIS

Bureou de vente, 15, houlevard Bourdon 75004 Paris
ouvert le tandi de 14 h 30 a 19 h et les jeudi, vendredi,
samedi et demanche de 10 h 30 a 13 h et de 14 h 30
a 19 h Tál 277 45 55 Tél. 277.45.55

Qualité des finitions

**PLACE DES VOSGES** Prestige - Elégance - Calme 민 du studio au 6 pièces Hôtel du XVIP elecie restauré par la groupe bancaire Suez 17, rue du D' Lancaregux, 75008 PARIS TH. : 271.72.80 - 824.12.22

RESIDENCE TESSON PARMENTIER

plein centre de Paris, à 100 m du mêtro Goucourt. A 100 m également de la ligne bus 46.

Bonnes isolations \*\*

Bonnes isolations thermique et pho-nique, ascenseur, vide-ordures à chaque étage, garage, A partir de 6500 F le m2. Crédit 80%.

PIERRES et BRIQUES - 372,38.89 Mercredi de 11 h à 17 h. Samedi et dimanche de 14 h à 18 h. 115, rue des Grands-Champs, 75020 PARIS

7.000 F moyen le m² à 100 m de l'avenue de Bret en plein quartier des ministères. Que vous soyez investisseur, ou que vous ch à terre la Résidence Buffon : une adresse "ra

STUDIO, 2 P. 3 P, 5 P/TERRASSE artament-modèle eur plece : 10, rus Frémicourt, tous les jours lesuf mardi et credil de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h - Tél. : 578.03.72 - ou écrirs SINVIM: 3, evenue Kleber, 75118 PARIS

Battanolles 75017 Paris Til. 203.30.80 Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire. Prochaine parution le 7 décembre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

PETIT IMMEUBLE ues menes de la Seina et du Bolsi, de Boulogne nos prestalions qu'à NEUILLY pour **5.500 F**/m² se gnamonta: "que les labres-midi de, 15 h la 19 h (saut dinian) 63, rus de Verdup • 92150 SCRESNES • 781, : **728,43,62** au **684,02,00** 

### RENOVATEUR vend:

• 35, rue Copernic (Paris 16°) Imm. P. de T., ascenseur. Burcau de vente sur place 704.99.76 F2 libres : 320.000 F - occupés : 200.000 F

F3 libres: 370.000 F - occupés: 250.000 F 61, rue de Vaugirard (Paris 6°) Rénovation complète studios : 255.000 F - 2 pièces : 450.000 F

• Rue Dutot (Paris 15e) Studios: 165.000 F (chauffage central immeuble, vide-ordures, ascenseur).

 Grande sélection de 2 p. et 3 p.: 14°, 15°, 16° et 17° arrondis. Pour tous renseignements écrire à : S.A. SAINT-BRICE

43, avenue de Suffren - 75007 PARIS - 567.66.77

à 200 mètres de l'ETOILE 10-12, rue Brey Petit immenble de imme A VENDRE STUDIOS A 3 PIECES LIVRAISON DEBUT 79

Appartement tempin on 266.92.00

« LA RÉSIDENCE DU MOULIN » Mêtro Pierre Marie Curie Excellent placement locatif: 4.850 F le M2 moyen farme. Chambres individuelles. Studios. 2 pièces. Pierre BARON S.A. 544-38-02 S. pl. 6, rue Barbes (lvry-sur-Seine) - Tél. 658-63-61

de St-Germain **MAISONS-LAFFITTE** au 4 pieces Petit immeuble, pierre de taille massive (Livraison : Juin 1979) Bureau de vente sur place Samedi et Dimanche 14h à 18h & Bdv:962.1049+Sogecim:531.80.97-250.88.78

A LOUER ANTONY

SUR 4061 M2 LOCAUX NEUFS

Modernes et personnalises. Entrepôt 1867 m2 + bureaux 547 m2 (divisibles 2 lots). Disponibles fin année. Bail longue durée.

S'adresser propriétaire heures repas (54) 76.11.79.

. – in kole kira. Fali ar i -- 1 19 pro!

the as as a

Harton all A . . . <u>193 131</u>090

್ರತಿ ಕಾಕಿಕ್ಕರ ರವಿಧಿ ⊲ತ್ತಿ ಸ್

Nego de o nome n

- 15 19 10 0:0

- -: 70: 2071-76

desp. او در

3 4- 2 45 EU-F

107 ್ಟ್ರಕ್ಕ ತಿನಿಕ ಎ.೯೯. ₹. -tyre-tage bid

. Provente ment or order a comme ar 12. 1 191 19 425 Name (Carte Carterio)

 A jing in ngt A71201. 100-100-100 rus - Los An

--1 .

2.3

133

E- 1

:::::--

1. 4:

T#1 14

ma:

Lorden by

Netfores .

D. .. . . . . .

for Air

1000

es ( )

1.0

3 of 12 to 12

Val. 5--

 $e^{-i\omega_{1}}=\frac{1}{2}\pi\frac{1}{2}MT+\frac{1}{2}\frac{1}{$ Colet. IN EPR 69 · --- -- :: 7' 32 F romma a a precede

. .... alab as vers La reduction

.. <u>4- - - m.-utian</u> (

green blom es sou araa (mas). Certa te r e gar oa modulat : - 30 4 201 09047494 nau produkt mar brak no crean Ce prom en de loche de 3 ement — do tot ê re si Teleforence m.b / e questionnement. ne sont accultons. re la masse des imp

s vormer dure t ent de reduire la mi it spine 1 =150 - bus TATES AFFICATORS ily de légilmation qui é tree during, or settling in de vote de la Prop

- fint ef ties; pas a uduston de timoŝi in ees pat Fortune is "Fauction a model est - area te dollars o in. Dus to 4 miliards in the esting militars )- · 후 글무지겁니다 선 소세년이 ಾಕರ ಗಾರಗಿಕ ಕೂ 3 ಹಾಯಿ. Anni proprieta reside in area se que 45 % Colores - o mess prognétaires of the troune following

may in dimpér sur Tue der anagement für terne, the transactus grand car · Title: are - bamba illier on d'une tér er principaux pénéficia · 10 hhtshement leurs empre ne secteur con .+ 4st plus courte, ap negative: elle

e de l'investisser The bas aux Elats-The part of themagne fedérale PROBLEM OF SUR CENTRE Not in the last in a Matter des se d) Bordeaux l- aumero 2 de midrieurs études

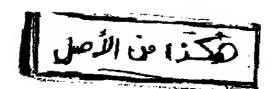
pidrieurs études
réculionnaire inoutaine de la rhetor
fainkin dans le co
fiér et sur le ust
faince en particulaire du
faint faintaire du
faint faintaire du
faint faintaire d'Or Figure 1 Pleasure d'Anison d'A

PEUPLES NOIRS

la seule grand entièrement ca OU VA L'EGLISE

CONTRE GISCARD D'ESTA!

Abonnement on 247. Tue des Pyrénoes CCP Peuple



### Loin du New Deai et de l'Etat-providence

# LA RÉVOLTE DES CONTRIBUABLES AMÉRICAINS ET LES « NOUVEAUX POLITICIENS »

(Suite de la première page.)

En fait, cette révoite est l'expression é ce jour la plus epectaculaire, le plus afficace eussi — du melaise profond qu'àprouve la classe moyenne depuis une dizaine d'années devant une politique d'expenalon gouvernementale qui, é ses yeux, la lèse eu profit des catégories sociales intérieures. Ce n'est pas la manilesialion d'une conscience de classe, mais un réflexe puissant, un cri de colàre qui n'est ni progressisia ni réactionnaire mais qu'il est tentant et lecile d'exploiter.

Ouel en est le messaga? En premter lieu, l'Etat est de plus en plue bureaucraliqua el de moins en moins efficace. Les services publics se détériorent, comme le montrs la crise fiscale des villes. Pourquoi nayar loujours daventsge pour des services toujoure Inlérieurs? Les sondages montrent que les Américains sont à le tois hostiles é l'eccroissement du pouvoir de l'Etat et favorebles é l'amélloration quantitativa et qualitative des services publics. Catte approche dielectique, qui révèle un bon eens inetinctual, est 
l'raifée avec condescendance per lee 
commentateurs officiels : « Les Américains veulent à le foie manger leur gâteau et le gerder ! »

En escond lleu, les conditions de via quolidiennes deviennent de plue en plus difficiles. Pour ceux qui ne sont pas eu chômege, les revenus réele sont eu mieux stallonneires par repport é le précédente décenne, at souvent en diminution. L'intiation pousse les contribuables vers des

tranches d'impôts chaqua année supérieures. La altuation est particuliarement critiqua en ca qui concame l'impôt immobiller : c'est un des rares impôts à ne pas être prélevé directement eur tes esleires, mele versé sur une base trimes-triella ou bisannualle; son augmantation esi autometiquament ilée à le réévalus tion annuelle des propriétés, alors que l'infletion est particulièrement élevée dans l'immobilier. En Californie, per exemple, la valeur des melsons e augmenté de 30 % par an au cours des trois dernières années, si bien que l'impôt immobilier e presque doublé dans is même temps. incapables d'ecquitter l'impôt, les retraités et les veuves, notamment, sont contraints de vendre leur melson et de s'installer dens un petit eppartement en ville. Aujourd'hul, l'inflation est considérée comme le problème majeur per 66 % des Américains, contre 39 % il y a un an. Enfin, le dernier espect du message est

Enfin, le demier espect du message est plus directement politique. Après les mésaventures du Vietnam, eprès l'affairs du Wetargete, la confiance, déjé réduite, dens les hommes, les partie et les institutions politiques s'est encore dégradée. On ne lait plus confianca eux vieux routlars, qu'ils solent démocretes ou républicains. Fait eignificatif, les référendume sont souvant proposés non pas par les instances législatives, mais par des groupes de citoyens ou des associetions. La Proposition 13 a recueilli un million et demi de signatures avant d'être soumlee aux élacteurs. L'initietive reviant eu peuple. C'est un des espects posilifs du mouvement.

### La réduction inégalitaire de l'impôt

L A révolte des contribuebles soulève d'importants problèmes. Certains sont largement évoqués par les médias : quel est la seull tolérable des dépenses da l'Elet par repport eu produit national brut et eux revenus Individuels ? Ce pourcenlage - actuel/ement de l'ordre de 30 % et 35 % respectivement — doit-il être redélini en tonction d'une croissance limitée ? Mals lé s'arrête le questionnement. Les autres interrogetione sont occultées : s'il convient de réduire le masse des impôts, quels seront les principeux bénéficialres el les principales victimes d'une talle mesure ? S'il convient da réduire la masse budgétairs dont dispose l'Etat, quelles seront les dépenses emputées : les dépanses sociales de légitimation ou également les dépanses qui favorisent l'eccu-muletion du capital ?

Au landemein du vote de le Proposition 13 en Californie, le situation est prolotypique. La question-clef n'est pes » Qui
profile de le réduction de l'impôt ? »,
mais « Qui en profite le plus ? » Selon
les etatistiques publiéee per Fortune (septembre 1978), le réduction d'impôt est de
l'ordre de 7 milliards de dollars ainsi
venilés: un peu plus de 4 milliards au
profit des grandes sociétés (13 millions de
dollers pour la seule Banque d'Aménique
en 1979): et un peu moins de 3 milliarde
pour les particuliers, propriétaires de leur
logement. Si l'on précise qua 45 % des
Calliomiens ne sont pas propriétaires de
leur logement et qu'aucuna loi n'oblige é
répercuter le diminution d'Impôt sur le
loyer, il est cleir qua cet allégement fiscal

L'inégalité est tellement flagrante que certains représentants du grand capital voient dans ce projet une » bombe é retardement », l'occasion d'une révolte plue radicale ei les principeux bénéficiaires ne réduisent pes sponlanément laurs prix. Mais dans l'ansemble, le secteur concurrentiel, dont la vue est plus courte, apprécie cette subvention négative : ella doit levoriser la reprise de l'inveatissement dont la taux est plus bes eux Etats-Unie qu'au Japon, en Allemagne fédérele, at

LES ANNALES DU CENTRE DE RECHERCHES SUR L'AMBEIQUE ANGLDPSONE de la Maison des sciences de l'homme de Bordeaux rassemblent, dans le numéro 2 de leur nouvelle série, piusieurs études sur l'Amérique révolutionnaire (notamment una analyse de la rhétorique de Benjamin Pranklin dans le conflit avec l'Angleterre) et sur le naturalisme américain (svec, en particulier, une interprétation féministe du rôle des femmes dans le théâtrei d'O'Neill et des articles sur Stephen Crane et H. L. Mencken). (Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, Esplanade des Antilles, Domaine universitaire, 3405 Talence Cedex. Le numéro 28 F.)

méma eu Royaume-Uni. Selon Fortume (juillet 1978), l'edoption de le Proposition 13 est un « vote en faveur du capitalisme ». S'il est vrai que l'impôt est un fardesu inévitable, « nous le supporterons d'eutant plus facilement que le grande révoire des contribuables sera canalises dans un sens qui reniorce les muscles et élargit les épaules du capitalisme ».

Quant à le seconde partie da le question occultée - « Oul va le plus souffrir de le réduction des dépenses de l'Etat ? » - la réponse est encors plus manifeste : ceux qui dépendent la plus de l'aide publique pour le santé, l'éducation, le travall, etc. Dès le mois de juillet, les restrictione se sont feit sentir en Cellfornie: suppression de cours d'été, licenclement de fonctionnaires, réduction des Indemnités journalières. Male ca n'est que dene un an que les conséquences En cette ennée d'élection, le gouverneur Brown, qui brigue un second mandat, e înjecté une providentielle réserve d'impôts da 5 milliards. En se rafilent in extremis à le Proposition 13, M. Brown s'est assuré le soutien des classes moyennes en colère et, en maintenent provisoirement la plu-part des acquie sociaux, il e évité la colère des peuvres et des minorités.

Un nouveau mythe est en train de naître, qui se substitue é celoi des années 60. A cette époqua, chacun evait fini par se convaincre qu'il proffiait è sa façon de la société de l'opulance : sans doute certeins achetaient-le des Cadillac neuves et d'eutres des Chevrolet d'occasion. Aujourd'hui, l'illusoire éga/ité n'est plus dans la consommation, mels devant l'impôt — la réduction de l'impôt. Checun n'en profite-t-il pes é sa façon ? Les une pour vivre un peu moine mai, les autres pour investir un peu mieux.

Révélatrica de ce nouveau consansus la conférence nationale sur l'impôt, organisée à Weshington en septembre demis par le magazine Time. Les participants ? Les représentants des grande Intérêts privés (Shell, Bendix, Avon, Bethlehem Steel entre eutres), les responsables de la politique économique du président Carter (MM. Blumenthal, Miller at Schultze) et l'élita politique de la nation (la sénateur Kannedy, les présidents des commissions des finances de le Chambre et du Sénat). En commun, la volonté de rédulte les tropôis, d'amputer les décenses et d'équilibrer le budget. La recherche d'une théorie qui pourrait lier la réduction des dépenses à la lutte contre l'inflation. Les seules divergances portent sur le » com-blan «, le » comblen da temps « et le - où - des coupes à effectuer.

Quant eux critères retanus par les membres de cette con/àrenca, lla sembient aussi divere que les intérêts perticusiers des candidate aux élections nationales, tis ne sont pas » politiques »

Vient de pareître le n° 4 da

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

la seule grande publication francophone entièrement contrôlée par des Africains.

OU VA L'EGLISE CATHOLIQUE AFRICAINE?

CONTRE ROBERT CORNEVIN

GISCARD D'ESTAING, L'ENNEMI PRINCIPAL....

192 pages, 25 F.
Abonnement descrie (six livraisons): 120 F.
341. rue des Pyrénées, 75020 PARIS. - Tél.: S66-80-94.
C.C.P. Peuples noirs. 21 691-92 Y Paris.

ao eens habituel du terme : il n'est pas rare que la proposition d'un démocrate soit soutenue par un républicain, et inversement. La seule classification possible est fonction de la neture da l'Impôt.

ll exiate un courant favorable é le réduction de l'impôt aur les plus-values : la proposition du député républicain du Wisconsin, M. William Steiger (ramener cet impôt da 49 %, niveau des années 70, à 35 % et, pourquot pas, é 25 %), reçoit l'appul de soixante et un cénalaure des deux pârtia et celui de... M. Georga Mesny, président de l'A.F.L.-C.I.O., pereuadé qu'en développant l'investissement le projet permettre la création d'emplois.

Un autre courant est favorebte à la

réduction de l'impôt sur le bénéfice des sociétés. Il est soutenu notamment par le séneteur Edward Kennedy — » démocrate » et « tibéral ».

Un courant plus radical propose un moratoire général des impôts.

Plus audacieux encore, deux députés républicains proposent une réduction de l'impôt fédéral sur les revenus — 30 % par an, pendant trois ans (projet de loi Kemp-Roth).

L'état d'esprit est parfaitement résumé par M. Berber Conable, député républicain de New-York, chef de la minorité é le commission des finances : « Sutiti tout ce bavardage sur l'égalité. Ce qui importe, c'est qu'on rédules nos impôts. «

### Le glissement de fonction de l'État

E N un demi-ciècie, l'Etat a progressivement assumé une grande partie des responsabilités socieles de l'employeur. Male vollé que le modique radistribution des revanus qu'implique cette prise en charge deviant trop cotiteusa. Il faut réduire les dépenses de l'Etat. La révolte des contribuables vient à point nommé. Nui besoin d'imposer l'austérité : les contribuables l'imposent eux-mêmes. Par le vole démocratique du vote, ils exigent le réduction de l'impôt. La logique s'impose d'elle-même. Moins d'impôts. Moine de dépenses. Moins de frais sociaux.

ti ne s'agit pas d'un mouvement poujadista é l'américaine, male d'un renversement fondemental da la politiqua intérieurs eux Etate-Unia. Cette révolte -- et eurtout l'utilisetion qui en est faite '-marque le fin de le politique roosevel-tienna du New Deal : l'Etat ne doit plus venir en alde au travailleur, mele à l'entrepreneur, Selon M. Al Ullmen, député démocrate de tendence libérale, « le netion est en train d'effectuer un virage d'une ampieur sans précédent, Après une décennia de politique tiscale tournée vers des objectifs sociaux, une orientation nouvelle se dessine. Nous nous dirigeons vers un système d'impôts qui tavorise le développement économique, la croissance et le formation du capital. La capital est la cief qui va permettre de résoudre nos problèmes de productivité, de concurrence sur les marchés internationaux, et d'inflation ..

On est frappé par la franchise — la cynisme? — de telles déclerations. Par la facilité avec lequelle l'élite politiqua — quelle que soit son appartenance — eccepte le glissement de fonction de l'Etat. L'Etat a toujours eu une double fonction d'eccumulation et de légitimetion. Entre les deux, l'équilibre a toujours été préceire et aans doute lifusoire. Mais, aujourd'hul, l'équilibre, même factice, n'est plus possible. Alors, on cautionne le dégradebon du eervica public et le renforcement de l'aide au accteur privé.

Comment e'étonner dans ces conditions que les magazines é grand tirage multiplient les articles sur la » monstrueuse bienveillence « des services couvernementaux chargés de gérer le santé, l'éducation, le logement? Comment e étonner que les lecteurs de ces magazinas affirment ansuite que le gouvernement est eource de gaspillage (selon les sondages, 80 % d'Américains le pensent eulourd'hul. contre 48 % an 1958) ? Comment e'étonner que Fortune ouvre ses colonnes à des P.-D.G. qui montrent . comment endlauer la fringale dépensière du gouvernement = ? Oane une modeste proposition, le vice-président de le First National Bank de Chicago n'envisage aucune réduction des dépenses militaires, ni des dépenses d'infrastructures; las soules soumises é la hachette sont les eubventions accordées eux sarvices publics, les « interminables programmes temporaires », les subveniions eux collectivités, les programmes d'enseignement « contestables », etc. Il est évident que l'on veut en finir avec l'Etat-providence.

Cette remise en question du rôle social de l'Etat est menée au nom de le liberté : individuella et collective. C'est un des points de rencontre entre les anciens libéraux et les nouveaux protofascistes. Nombreux sont ceux qui souscrivent à cette remarque da M. Howard Jervis, l'auteur de la Propoeition 13 : « Il feut tout simplement limiter le gouvernement. L'impôt axcessif conduit soft à le benqueroute, soft à la dicteture. «

Et cet inquiétant glissement de fonction va de pair avec le dânoncietion de l'éthique égalitaire des années 60 (le droit de chacun à le nourriture, à la eantà, à l'éducation, eu travail) et le retour de l'ancienne éthique de la responsabilité individuetie : « Aide-foi, le ciel t'aidera », male aussi : » Si tu es pauvre, o'est que fu n'as pas su être riche. «

Les élections da novembre confirment la tendance, amorcée aux élections présidentielles de 1976, qui e permis au candidat Carter d'être élu. S'il veut réussir, l'homme politiqua doit désormais projeter l'imege d'un non-politicien. Il y e quelques années encors, un candidat s'identifiait à un parti (ou à une tendance dans son parti), é un programme, à un électorat. Aujourd'hul, il ee dit « indépendent «, ce qui lui permat de briguer les voix des démocrates et des républicains. Il se dit « libre de toute idéologie », ce qui lui permet de ne pas préciser ses options fondamentales. Il se

dit » à l'écoute du peuple », ce qut tut permet de choisir le fragment du message qu'il désire entandre.

Le discours des » nouveaux politiciens «
est centré sur des réalités tengibles :
l'impôt, le bureaucratie gouvernementale,
l'infletion. Un candidat se distingue d'un
autre par l'importance qu'il eccorde é l'un
ou l'autre élément. Par son charisme,
également. La « personnelité « du candidet n'e jamais àté un facteur eusei
important depuie l'époque kennédienne.
Meis eiors le cherieme s'ajoutait é un
projet politique. Aujourd'hui, elle se
substitue au projet politique, Cu, plurôt,
ella masque une orientation conservatrica
qui n'ose pas toujours dire son nom.

primatres «, les gagnants sont caux qui répondent eu nouveau profil. Aux « pri-maires «, dans le Massachusetts, un Etat traditionnellement progressiste, c'e e t
M. Edward King, un démocrate partisan
d'una fiscalité rigoureuse, qui l'emporte
sur ta gouverneur cortant, M. Michael
Dukakie, àpinglé comme « dépensier ». En Caroline du Sud, M. Tom Tumipseed, le candidet républicain, connu pour ses options racistes dans les années 60, feit un demi-pas à geuche pour créer une coalition populiste de droite. En Caroline du Sud, un duel oppose un populiste de droite (le séneteur Jesse Helms, républicain sortant) et un populiste de geuche (M. John Ingrem). Les républicains se sentent les victimes de la surenchâre démocratique, alnsi qu'an temolgne cette remercue d'un de leurs députés cortants : . Il y a une loi contre le voi à le tire. Il devrait y en evoir une contre le voi des idées. Les républicains doivent clamer et proclemer qua les démocrates nous ont volé notre politique. »

Aux élections de novembre, comme aux

M. Jerry Brown est sans conteste le pius partalte incarnation de la nouvella génération électorele. Fils de M. Pet Brown, deux fois gouverneur de Californie, il aure querante-deux ens en 1980. Comma tout la monde, M. Brown vole le conservatisme fiscal aux républicains et le rhétoriqua libérale aux démocrates. Mals Il fait mieux : il vola l'anti-matérialieme aux barbue calitorniens. Un métalas par terre, dans la coin d'une piéce, lui suffit. Pour lui, » tout ce qui est petit est beau » (« Small is beautiful »).

### La politique non politicienne

COMME tout le monde, M. Brown considérs que seule le personnalité compte en politique : « Tout candidat part du degré zéro. Il fabrique se campagne. Le partifait l'appoint. » Il cultive son Image. Il croit en son image. Mais M. Brown fait mieux encors : It croit que le monde est un faleceau d'images, que « la seule réalité est le mirage des médias », il considérs que le politicien é venir est celui qui contrôlara !' « interconnection électronique ».

Comme tout le monde, M. Brown est religieux. M. Carter, par exemple, est baptiste. Meis M. Brown felt toujours mieux: Il est jésuite et zen bouddhiste. Trois ens chez les jésuites dans son edolescence. Au lendemein de sa premièra élection comme gouverneur, Il déclare é des prêtres que son edministration sera réglée par le onzième principe de saint ingace (« Le jésuite déleste tout ce que le monde alme ») et le douzième (l'abnégation). Du bouddhisme zen, M. Brown emprunte une philosophie de l'inaction: « Peut-être qu'en évitant de faire des choses, vous accomplissez beaucoup. »

Ou ancore : « L'inaction est peut-être le lorme la plus élevée de l'action. «

Comme tout le monde, M. Brown navigue é droite et à geuche simultanément, Mais, lé encore, il semble miaux faire que les eutres. Il prêche l'avénament da « l'ère des limiles » et en même tempe le venue de » l'ère des possibles ». La première est sans douta réservée é caux qui earont, dens un an, les victimes de le Proposition 13. La seconde à caux qui profitent de le récente et prodigieuse relance de l'économie californienne.

La « symbologie » remplace de plus en plus, chez les » nouveaux politiciens », la volonté de transformer le monde. Elle est inquiétante chez un homme qui risque un jour d'être le premier citoyen des États-Unis. » Les gens, dit M. Brown, veulent un dictateur par les temps qui courent (...). Ils attendent un homme eur un cheval blanc qui entre et leur dise ce qu'ils delivent faira. Un politicien peut faire rout ce qu'il veut, è condition qu'il manipule les symboles adéquets. «

PIERRE DOMMERGUES.

### Enfin...

une grande revue francophone consacrée aux problèmes internationaux :

# politique internationale

Chaque trimestre, les universitaires, gouvernants, industriels et diplomates les plus réputés du monde s'expriment dans

### politique internationale



Au sommeire du nº 1 : gaston thorn, david owen, helmut sonnenfeldt, helène cerrère-d'encausse, stanley hoffmann, andrew j. pierre, bernsrd ésambert, francis lecoste, pierre mayer, françois joyeux, frençoie de rose, franz josef streuss, henri ménudier.

Bon à retourner à : <b>pointique</b> 137, ev. Victo	e internationale r-Hugo - 75116 Pe <i>r</i> is
Je souscris un abonnement d'un 200 F (institutions) 50 140 F (particullers)	en au prix de ; 00 F (abonnements de sympathie)
Adresss	
Ci-joint :	DateSigneture

# Du National Security Council au Centre d'analyse et de prévision

# PLANIFICATION ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE

TVENEMENT eut les honneurs de ce journal d'opinion devenu institution nationale, le Canard Institution nationale, le Canara enchaîné, dans son numéro du Nuuvel an 1974. « Michel Jobert subodorait que le ministère français des affuires étrangères avait besoin d'un sérieux ravalement. Aussi u-t-il mis sur pied un commando de jeunes énarques. Révision tous azimuts: on cherche des idées, on calcule le prix de revient de la courbette diplomatique. On essaie même d'établir un tableau comparatif des quotients d'intelligance des énen. meme d'etablis un tubied comparatif des quotients d'intelligence des éven-tuels umbassadeurs...» commeutait Jean Manan, tandis que Philippe Tes-son, emporté par une tronie corrosive, grossissait le trait : « Ainst, et nous grossissat le trait . Anns, et nous ne le savions pas, il y a dans les soutes du Quai une grosse machine avec des tas de boutons et de manettes, nutour de laquelle s'affairent quelques polytechniciens et ingénieurs des mines triés sur le volet. Tous les matins, ces course technocrafie houvest le mains. triés sur le volet. Tous les matins, ces jeunes technocrates bourrent l'engin avec les volumineux rapports rédigés la velle par les diplomates français du monde entier sur la situation internationale. Dans la journée, on laisse chauffer la machine, qui mâche le papier, le digère, et le déglutit le soir sous la forme d'une brève note de prévision soumise immédiatement à l'attention du ministre. »

prévision soumise immédiatement à l'attention du ministre. >

Le modèle avoué était le National Security Council (Conseil national de sécurité) des Étaits-Unis, organe consultatif chargé de conseiller le président sur les grands problèmes de politique extérieure et de défense. Sous les administrations Kennedy et Johnson. le « conseiller spécial pour les affaires de sécurité nationale » — successivement McGeorge Bundy et Walt Rostow — avait surtout joué un rôle de coordination et de synthèse, assisté d'une équipe réduite, proche, par son fonctionnement, d'un « cabinet » français. Mals Richard Nixon et Henry Kissinger avalent considérablement élargi les attributions du Council et développé ses moyens : il ne s'agissait plus, désormais, d'effectuer la synthèse des opinions des services ministériels mais d'élaborer pour le président, à partir d'études analytiques prècises, les options envisageahles pour chaque problème majeur, accompagnées de leurs avantages et inconvenients probables à long terme.

La mise en œuvre, aux Etats-Unis, d'un processus d'alde à la décision si différent des méthodes diplomatiques et militaires traditionnelles répondait à un faisceau de nécessités nouvelles: les décisions de politique étrangère re-présentent une part essentielle du pôle les decisions de politique etrangere re-présentent une part essentielle du rôle du président et ont de profondes ré-percussions pour le pays; les consé-quences à lung terme des choix diplo-matiques et militaires doivent être soigneusement évaluées — il suffit d'évoquer l'exemple du choix d'un sys-tème d'exemps; les preplèmes de rolld'évoquer l'exemple du choix d'un sys-teme d'armes; les problèmes de poll-tique militaire et extérieure réagissent fortement les uns sur les autres, et il devient vital d'analyser ces interactions avant de passer à la décision — ainsi de l'impact du voyage de Richard Nixon à Pêkin sur les conversations sur la limitation des armements stra-tégiques avec les Soviétiques, lesquel-les unt elles-mêmes influé sur l'évolu-tion du conflit vietnamien.

pas des responsabilités comparables à celles des Etats-Unis sur l'échiquier de la agrande politique étrangère »; mais les relations économiques intermais les relations économiques internationales posent aux dirigeants francais le même genre de problèmes que
les Américains eurent à affronter dans
le domaine diplomatique et militaire.
Depuis la fin dn protectionnisme et
l'ouverture des frontières, l'environnement international pèse lourdement
aur les choix industriels, énergétiques
et agricoles de la France. Les décisions
prises ont généralement des répercussions durables qui ne sont pas toujours saisissables par la seuie intuition
de l'homme politique et réclament une
étude atteutive. Chaque action menée
dans un secteur donné — monnale,
é c h a n ge s commerciaux, investissements étrangers — réagit sur les autres solt pour renforcer l'efficacité des tres solt pour renforcer l'efficacité des efforts qui y sont déployés, soit pour les contrarier. Ainsi apparut l'utilité d'une transposition en politique économique extérieure du mécanisme amé-ricain d'aide à la décision, de la création en France d'un centre d'analyse stratégique des relations économiques internationales à même de renforcer les positions françaises et européennes dans la confrontation économique avec les Etats-Unis et le Japon.

### Théoricien et praticien

ETABLIR une hiérarchie d'objectifs Et à long terme compatibles entre eux. Présenter aux gouvernants un éventail de stratégies de rechange permetiant d'atteindre ces objectifs. De l'élaboration de scénarios pour la confrontation commerciale dite du « Nixon round » avec les États-Unis et le Japon aux analyses de système sur le Japon aux analyses de système sur la satisfaction des besoins européens en énergie, de la préparation du dia-lugue Nord-Sud à celle du plan fran-çais de désarmement (qui dépasse les ques...), le succès du Centre d'analyse et de prévision du ministère des affai-res étrangères — puisque telle est sa dénomination — n'est pas contestable. La petite équipe an im ée par MM. Thierry de Montbrial, professeur à l'Ecole polytechnique, et Jean-Louis Gergorin, polytechnicien et énarque, aura, par ses travaux, renforce la crè-dibilité des propositions de la France ; subsidiairement, en organisant une large collaboration entre universitaires

et diplomates professionnels, elle aura permis de transcender la division con-tumière, en clans et coteries fermés les uns aux autres, de l'appareil d'Etat et de la société française.

Reste le cortège de problèmes que suscite la pratique de la planification — ou prévision — de politique étran-

gère. Comment ajuster l'une à l'autre la démarche de l'analyste » et celle du diplomate — et particullèrement celle du «théoriclen », souvent d'origine uni-Certains courants de la science politique d'aujourd'hui. dominés par la my-thification du théorlque et par l'obsession méthodologique, détournent leurs grands prêtres et autres desser-vants des réalités d'un monde politique qui se prète mal à la e quantification » ou à la « systèmisation ». Ce retrait est d'autant plus regrettable que la disci-pline des relations internationales est, comme toute science politique, une science appliquée ; que l'analogie avec

### Par CHARLES ZORGBIBE

les sciences exactes, dans laquelle se drapent tant de théoriciens, est passablement fallacieuse, car les variables qui interviennent iel sont illimitées; que la distinction qualitative entre une recherche « pure » et une recherche appliquée, considérée comme n inférieure », parce que simple extrapolation à partir des luis et théories, n'est pas adaptée au champ des rapports internationaux, caractérisé par l'incertitude et l'instabilité. Déjà, certaines monographies a de laboratoire », décomposant le processus de décision de politique étrangère, apparaissent aussi désuètes que cet opuscule sur le sentiment de l'infini sur la rive occidentale du lac Victoria-Nyanza que vantait un diplomate du siècle dernier — le Norpois de Proust... Il est à souhaiter que nombre de théoriciens, d'experis universitaires, changent d'attitude, en finissent avec leur retrait du monde réel, acceptent de collaborer avec les praticiens — c'est-à-dire de contribuer implicitement à une meilleure conduite de la politique étrangère de leur pays, ce qu'ils peuvent faire sans perdre leur intégrité. Leur approche sera utile si elle utilise des concepts compréhensibles pour le praticien, si elle est assez élaborée et « distanciée » pour couvrir tous les éléments du problème considéré, si fuyant le dogmatisme, elle est ouverte à la confrontatiou avec la réalité, qui peut faire éclater son inadéquation et contraindre à sa révision.

Au praticien, il revient de rompre avec se conviction de l'inutilité de

peut faire éclater son inadéquation et contraindre à sa révision.

Au praticien, il revient de rompre avec sa couviction de l'inutilité de toute approche théorique ou raisonnée, avec sa crainte aussi d'une emprise des planificateurs sur son propre pouvoir de décision. Le diplomate est, en principe, un généraliste, au savoir essentiellement procédural, se préoccupant plus du « comment » que du « pourquol » des problèmes qu'il a à connaitre. Son style opérationnel est antimitellectualiste et anti-activiste; il aura tendance à transmettre à ses successeurs des politiques jamais remises en question ni redéfinies. Mais, même dans un monde révolutionnaire, la substitution progressive du concept d'interdépendance à celui de sécurité nationale assigne un rôle important à la planification et à la prévision. En outre, l'attente par les partenaires et les adversaires — Ktats ou groupes d'Etats — d'une réponse aux propositions on aux défis qu'ils ont lancès dans l'atmosphère quast-parlementaire des grandes organisations internationales coutraint à l'élaboration de véritables « projets » — ne seralt-ce que dans un bnt tactique — et exclut le scepticisme distingué et les réflexions désabusées sur les incohérences de la vie Internationale. Le diplomate « classique » oui, dans une séance de travail du Centre d'analyse et de prévision, soutieut avec force que le « nouvel ordre économique international » n'est qu'un slogan vide de sens, inventé par des représentants du tlers-monde encore surpris de leur succès, n'alde pas pour autant à l'élaboration d'ava des leurs un des leurs autores de la viente qu'un slogan vide de sens, inventé par des représentants du tlers-monde encore surpris de leur succès, n'alde pas pour autant à l'élaboration d'une autore l'étateur autore de l'en autore d'encore surpris de leur succès, n'alde pas pour autore de leur succès et leur succès en l'enternational » l'étateur des représentants du tlers-monde encore surpris de leur succès, n'alde pas pour surpris de leur succès, n'alde pas pour autant à l'élaboration d'une politique française vers le Sud... Sans doute le diplomate-généraliste est-il ntile dans la fonction de négociation, particulièrement lorsqn'il est en poste à l'étran-ger. Mais les emplois de « négocia-teur » tendent à diminuer face à ceux de l'administration centrale » sein de l'administration centrale, au sein de laquelle est nécessaire le diplomateexpert qui observe, analyse et rapporte les fatts internationaux qui entrent

dans son domaine de compétence, nécessité encore accrue par la spécifi-cité de questions telles que celles de l'armement nucléaire, des investisse-ments internationaux ou du dévelop-nement économique des la compétence. ments internationaux ou du dévelop-pemeut économique dans une société internationale désormais hétérogène. L'émergence d'un nouveau type de di-plomate est, certes, déjà en cours : certains de nos grands diplomates sont, en même temps, de très grands experts. Elle s'accentuera du fait de l'ouverture intellectuelle de la nouvelle génération et de l'existence du creu-

### Indépendance structurelle, démarche critique

OUELLE est l'influence concrète des planificateurs sur l'élaboration de la décision de politique étrangère? Une boutade courait uaguère à Wash-ington : les planificateurs ne sont in-fluents que s'ils ne font pas de plani-fication. Boutade ou constat? Une autre expérience américaine, celle du défunt groupe de planification politi-que du département d'Etat, incite à

que du département d'Etat, incite à poser la question.

Le Policy Planning Staff, créé en mal 1947 par le général Marshall, secrétaire d'Etat, et dirigé par George Kennan, avait été immédiatement confronté an problème le plus urgent du moment: il lui étalt demandé de formuler, dans un délai de deux semaines, des suggestions sur les moyens d'une reconstruction de l'économie curopéenne. Ainsi George Kennan et son maines, des suggessions sur les moyens d'une reconstruction de l'économie européenne. Ainsi George Kennan et son équipe allaient-ils avoir une action déterminante dans l'élaboration din plan Marshall, avant d'être appelés à réagir aux autres questions fondamentales de l'époque: le blocus de Berlin, l'avenir de l'Allemagne, l'unification de l'Europe, la mise en place de l'alliance atlantique, l'évolntion du Japon, de la Chine, de l'Asie du Sud-Est. Le gruupe de planification politique jousit donc un rôle privilègié, grâce à l'appui total que lui manifestait le secrétaire d'Etat; mais îl avalt tendance à se comporter en instance « Opérationnelle » participant activement à la solution des problèmes les plus immédiats et négligeant totalement la planification à long terme.

Le remplacement, en janvier 1949, dn

planification à long terme.

Le remplacement, en janvier 1949, du général Marshall par Dean Acheson à la tête du secrétariat d'Etat permet aux services du ministère de prendre leur « revanche » : ils obtiennent que les analyses du groupe de planification leur soient soumises avant leur présentation au secrétaire d'Etat (une réaction identique a pu être constatée au Quai d'Orsay, après le départ de M. Michel Jobert). Dé c u. George Kennan démissionne à l'automne 1949. Douze ans plus tard, à l'avénement de l'administration Kennedy, ses lointains Douze ans plus tard, à l'avenement de l'administration Kennedy, ses lointains successeurs ne jouissent plus de la confiance du secrétaire l'Etat : ce dernier, Dean Rusk, n'est manifestement pas convaincu de l'intérêt d'une consultation des planificateurs dans le cours de l'élaboration de la décision et porte un jugement plutôt négatif sur la qualité de leurs travaux. Elever le la qualité de leurs travaux. Elever le rang d'une institution pour la rendre inoffensive : le remède n'est pas seulement français. En 1961, le Staff devient Council ; il est désormais dirigé par un Assistant Secretary of State ; son influence rédulte à rien, il aura toute liberté de se saisir des problèmes à moyen et à long terme. En 1969, le Council sera supprimé comme eutité indépendante.

Ce déclin et cet échec sont révélateurs. Une unité conçue pour la planiset de l'Ecole nationale d'administra-tion (encore que les enseignements internationaux y soient trop réduits, et trop proches des causeries des An-nales dans les années 30...). La mutation ne sera réellement accompile que lorsque aura été surmontée la coutradiction fondamentale entre la pusition hérarchique et le degré de spécialisation, lorsque aura pris fin la subordination traditionnelle des ex-perts aux généralistes — raison essen-tielle d'une perception conservatrice de la société internationale.

fication politique à long terme ne peut fonctionner avec succès si elle est contrainte de jouer le « jeu bureaueratique » à l'intérieur du système courant de décision — celui du ministère des affaires étrangères ; pour avoir l'oreille du ministre, les planificateurs doivent entrer en compétition avec les autres unités administratives ; comme ils n'ont ul le pouvoir al la responsabilité émanant d'une position hierarchique, ils devrout se tourner vers les problèmes immédiats pour être plus compétitifs.

titifs.

Les conditions d'une véritable planification — cet effort pour contrôler on limiter l'incertitude en politique étrangère — nous semblent être au nombre de deux. Indépendance structurelle, d'une part : le groupe de planification devrait être rattaché non à une administratiun e opérationnelle » telle que le ministère des affaires étrangères mais directement à la présidence de la République — ainsi aurait-il l'autorité nécessaire pour assumer sa fonction de recommandation des sofonction de recommandation des so-lutions souhaitables, sans la tentation d'une ingérence dans le processus concret de décision. Démarche intellectuelle critique, d'autre part : im-prégnés de l'idée que leur contribu-tion est purement intellectuelle, les planificateurs devraient se préoccuper du « pourquoi » et non du « comment », adopter une perspective stratégique et non tactique, se concentrer sur une fonction d'innovation afin de mettre en question les attitudes reçues et re-chercher instamment des approches en question les attitudes reçues en rechercher instamment des approches
nouvelles. Démarche critique, et non
pas élaboration d'une philosophie politique, d'un cadre conceptuel de base
— laquelle ne peut revenir qu'à l'autorité politique. Sans doute, enfin, la
formule la plus ambitieuse pourraitelle consister dans une hiérarchisation
des groupes et des fonctions de planification parallèle à celle que Robert
Rothstein proposait naguère à l'administration amèricaine (1). Un tel
système de planification pourrait comprendre; un groupe d'études, stratégiques, à l'Elysée, dégageant des
perspectives nouvelles, proposant des
réorientations à long terme; diverses
équipes d'analyse à court terme,
à l'intérieu, des directions du Quai
d'Orsay, participant à la mise an point d'Orsay, participant à la mise an point des réactions à certains événements exigent une connaissance intime dn terrain, de la région concernée; un groupe de planification spécial au Quai d'Orsay, étudiant les conséquen-ces des politiques en cours — média-teur analytique idéal entre les diffé-rentes directions.

(1) Cf. Planning, Prediction and Policy-making in Foreign Affairs, particulate-ment pages 89-109, Boston, 1972, Little, Brown and Co.

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

DANEMARK (39 acut 1978)

Premier ministre : M. Anker Jorgensen;
ministre des affaires étrangères : M. Henning Christophersen; finances : M. Eund
Beinesen; ministre sans porteévulle,
chargé de la coordination économique :
M. Per Backkerup; environnement :
M. Ivar Norgaard; affaires ecclésiastiques : M. Egon Jensen; nifaires culturelles : M. Niels Mathiasen; nifaires
sociales : M. Sriting Jensen: lustice :
Mme Nathalie Lind; éducation nationais : M. Bitt Bierrequard: pêchs : male : M. Bit: Bjerregaard: pêche : M. Stend Jukobsen; Groënland : M. Jer-gen Peder Bansen: ministre sans portefeuille, chargée spécialement des ques-tions de politique étrangère : Mmc Lise Ostergaard ; nifaires économiques, impôts usiergaara; nifsires economiques, impôts et taxes: M. Anders Andersen; agri-culture: M. Niels Anker Kofoed; défense nationale: M. Poul Segaard; travall: M. Svend Auken; commerce: M. Arne Christiansen; intérieur: M. Krud Eng-paard; logement: M. Brinp Olsen; tra-vaux publica: M. Ivar Hansen.

Calendrier des fêtes nationales 16-38 NOVEMBRE Fête netionale Fête nationale Anniv. de l'indé-pendance 19 MONACO 22 LIBAN pendance Fête nationale Fête nationale Fête nationale Fête nationale 24 ZAIRE 28 LA BARBADE 28 MAURITANIE 29 ALBANIE 29 YOUGOSLAVIE Anniv. de la procl de la Rép. soc. fédérative 1-15 DECEMBRE z EMIRATS Pête nationale ARABES UNIS ARABES UNIS
2 LAOS
4 EMPIRE CENTRAFRICAIN
5 THAILANDE
6 FINLANDE
6 FINLANDE
6 FINLANDE
7 Fête de l'indépen-T COTED'IVOIRE

11 HAUTE-VOLTA Fête nationale
12 KENYA Anuiversaire & e
l'indépendance
Fête nationale

REPUBLIQUE DOMINICAINE (16 août 1978)

Président de la République : M. Antonio Guzman; secrétaire d'État (\*) des forces armées : général Antonio Valder Hilario E.N.; affaires étrangères : vice-amiral Ramon Emilio Jimanez Reyes; intérieur et police : M. Vicente Sanchez Esrel ; finances : M. Manuel José Cabral; éducation et culture : M. Julio César Castanes Espaillat : agriculture : M. Elpolito Nefia : travaux publics et communications : M. Rajael Corominas Pepin; travail : M. César Estrella Sahdala : antée et prévision sociale : M. José Rodriguez Selderillas ; industrie et commerce : M. Eamon Baez Romano; sports, loisirs et éducation physique : M. Jesus de la Rosa : secrétaire d'Etat ans portefeuille : M. Millon Ray Guevara : secrétaire à la présidence : M. José Maria Bernandez; chef des forces armées : général Alfredo Imbert Macgregor : chef d'état-major de la marine de guerre : vice-amiral Francisco Amiama Castillo; chef de la police nationale : général Esbinson Brez Garo; chef d'état-major de l'armée : général Enrique Peres y Perez.

(\*) Chaque membre du gouvernement (°) Chaque membre du gouvernement a le titre de secrétaire d'Etat.

EGYPTE (4 octobre 1978) Premier ministre : M. Mouetapha Kha-ili; vice-premier ministre, chargé des atfaires da l'assembléa du peuple : M. Fikri Makram Ebeid ; ministre da l'in-térieur : M. Mohamed Nabaoui ismail ; finances : M. Ali Loutii Mahmoud Loutii ; justice : M. Ahmed Ali Mouss; trans-ports, communientions et transport muri-time : M. Ali Fahmi El Daghestani; défense et production militaire : entrées défense et production militaire : cénéral derense es production militaire : general Kamal Hassan Ali ; pétrole : N. Ahmed Expedine Helal ; Industric et respources minières : N. Ibrahim Abdel Rahman Attalah : électricité et énergis : N. Mous-tapha Kamal Sabri : économie, commerce extérieur et coopération économique : M. Hamed Abdel Latt! El Sayed: mpprovisionnement et commerce intérieur : M. Nassef Tahoun : agriculture : M. Mahmoud Mohamed Daoud; boulfication des terres: M. Tewitk Hamed Charabu; planification : M. Abdel Razzak Abdel Meguid; recenstruction et nouvelles agglemérations : M. Hassab Ailah El Enfraces; babitet : M. Mustapha Metwali El Hefmnoui; trevall et formation professionnelle : M. Saad Mohamed

Ahmod: enseignement, euiture et recherche ecientinque: M. Hassam Mohamed Ismail; santé: M. Mamdouh Kamal Gabr; affaires sociales: Mme Amai Osman: taurisme et aviatian civile: M. Mahmoud Amin Abdel Baffez.

Ministres d'Etat: MM. Bautros Ghali (affaires étrangères), Soleiman Metwali Selaiman (affairts de le présidence du conseil et administration lecale), All Mohamed El Salmi (contrôle et supervision), Eamai Tevofik Ahmad Nassar iproductian militaire), Abdel Akher Mohemed Omar (affaires de l'assemblée du peuple), Gamal El Nazer (coopération éconemique), Hohamed Abdel Rahman Bissar (ministre des Wakis et ministre d'Etat pour les affaires da l'Azhar), Hosni Mohamed El Ayed All (babitat), Mohamed Abdel Habi Samaha iministre de l'irrigation et ministre d'Etat pour les affaires da Catat pour les affaires du Sondon), Mehamed Ahmed El Oteibi (sans portefeuille).

HONDURAS Junte militaire constituée le 7 noût, après la déposition du président Juan Alberte Melgar Castro le même janr : Chef des forces armées : colonel Poli-carpo Juan Paz Garcia ; commandant général de l'armée de l'air : colonel Dominpa Alvarcz Cruz ; commandant de la force de sécurité publique : lézifenanl-colonel Amiliar Zelaya Rodriguez. Membres du geuvernement t

Ministre de l'intérieur et de in justice : lieutenont-colonel Cristabul Max Garcin; affaires étrangères : colonel Raberto Palma Galves; défense : lieutenont-colonel Diega Lando Calane ; éducatien : M. Engenio Malute Canizales; finances : M. Portirie Zavain Sandoval : communications, travaux publies et transporte : lieutenant-colonel Mario Flores Teresin : santé : Dr Luis Ceusin ; travail : M. Aiberta Discha; ressources naturelles : M. Rafael Leonardo Callejas; culture, tenrisme et information : M. Armando Alvarez ; planification économique : M. Valentim Mendoxa; éconemie et commerce : M. Benjomin Villanuevo ; directenr da l'institut national d'agrocamia : M. Fabte Salgado. (7 apåt 1978)

IRAN (27 noát 1978) Premier ministre : M. Djaffar Charif Emami ; ministre des affaires étrangères : M. Amir Ehostop Ajchar Ghascomlou ; affaires étrangeres : communications et transports : M. Hassan Chalichian ; commerce : M. Mohammad

Reza Vichka'; justice: M. Mohammad
Baherri; sciences et enseignement supérieur: M. Bouchang Nahavendt; économie et finances: M. Mohammad Yeganeh; guerre: général d'armée Réza Azimi; postes at télécommunications: M. Karim
Matamedi; éducation netienale: M. Moneutchehr Gandfi; industrie et mines:
M. Mohammad Réza Amine; ganté et bien-être: M. Nasrollah Moghtader Mojdehl; agriculture et développement rural:
M. Anti Hossein Amir Parviz: culture et arts: M. Mohsen Forought; travail et arts: M. Mohsen Forought; travail et nifaires sociales: M. Rezem valit; energis: M. Djahampuir Mahamina; logement et urbanisme: M. Purviz
Apini; infernacion et tourisme: M. Ameli
Tehrani; intérieur: général Abbas Gharabaghi.
Ministres d'Etat: M.M. Fazdanvanah

Ministres d'Etat : MM. Yardanpanak (affaires parlementaires), Manoutcheh-Acemoun (affaires crécutives), Alinaghi Eani (chargé de l'organisation des fon-dations religieuses), Hassanali Mehran idirecteur de l'organisation du plan at du budget).

ISLANDE (ler eeptembre 1978)

Premier ministre : M. Olajur Johannesson; ministre des finances : M. Tamas Arnason; justice et agriculture :
M. Steingrimur Bermannsson; affaires
étrangères : M. Benedikt Grondal, pècha :
M. Rjartan Jehannsson; eanté publique
et affaires sociales : M. Magnus H. Magnusson; éducatien natienale et transports : M. Ragnar Arnaids; industrie et
energie : M. Hööreilur Guitormsson;
cammerco : M. Spavar Gestsson.

LIECHTENSTEIN (Z6 avril 1978)

Chef du gouvernement: M. Bens Brun-hart (présidence, intérieur, apselgue-ment, linances, cuiture, hâtiment): vice-chet du gouvernement: Dr Waller Kieber (leunesse, sports, économie, trafic, jus-tics). Conseivers du gonvernement : MM. Wel-ter Ochry (agriculture et sylviouiture). Anton Gerner (santé), Bymond Frommelt (sécurité sociale).

> PEROU (Elections du 18 juin 1978 à l'Assemblée constituante)

Nombre d'électeure inscrits : 4 996 906 ; nombre de votants : 4 173 561 ; nembre de suffrages valablement exprimés : 3 511 695. Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : parti communiste

péruvien (P.C.P.): 207612 voix, 6 sièges; parti pepulaire chrétien (P.P.C.): 835294 voix, 25 elèges; parti populaite péruvien (P.A.P.): 1241174 veix, 37 sièges; Front national des travailleurs et des payans (F.N.T.C.): 135552 veix, 4 elèges; Union démocratique pepulaire (U.D.P.): 160741 voix, 4 elèges; parti socialiste révolutionaire (P.S.R.): 232520 vaix, 6 sièges; Mauvèment démocratique pèruvien (M.D.P.): 68619 voix, 2 sièges; Oalen nationals (U.N.O.): 74137 voix, 2 sièges; parti démocratique chrétien (P.D.C.): 83073 voix, 2 sièges; Front onvrien paysan, estudiantin et populaire (FOCEP): 433413 voix, 12 sièges; divers: 39758 voix.

PORTUGAL

(29 sout 1978) Fremier ministre : M. Alfredo Nobre da Costa; ministre adjoint au premier ministre : M. Carlos da Costa Freika; ministre de la dérense nationale : colonel Mario Firmina Miguel; finances et plan : M. José da Súpa Lopes; accombinate interne : colonel Antonio Goncales Ribeiro : justice : M. Mario Ferreira Bastas Raposa : affaires étrangères : M. Carles Correia Gage : agrieuture et pêches : M. Apolinario Vaz Portupal : industrie et technalogie : M. Fernando Aupuste dus Sontos Martins : commerce et tourisme : M. Pedro José Pires de Miranda : trevall : M. Antonie da Casta Leal : éducatian et eniture : M. Carlos Alberte Liyod Bragn : affaires sociales : M. Acacio Pereira Magro ; transports et communications : M. Amilicar Gonzela Marques ; logement et travauz publics : M. Joso Orlindo Almeida Pina.

[Ce genvernement a démissionné le Premier ministre : M. Alfredo Nobre da [Ce genvernement a démissienné le 14 septembre.]

> ILES SALOMON (Ayant accédé à l'indépendance le ? juillet 1978)

le 7 Juillet 1978)

Premier ministre : M. Peter Rendores; vice-premier ministre et ministre des finances : M. Benedier Emilia; commerce exterieur, industrie et aravail : M. Palepada Ghemn. éducation : M. John Sannana: intérieur : M. Francus Rikolle; travaux et services publices : M. Mariaso Relest Obe; santé el bien-être social : M. Gideon Zoleveke Mbe: agriculture et terres : M. Vacca Ben; resources naturelles : M. Paul Tovua, transporte et communications : M. John Tepalia; ministre de la jeunesse et des affaires culturelles, chargé de la recherche, du développement social et du sourisms ; M. Daniel Ho'ota.

Ln nouvea réscau

d'alliances Les mi du redépl

indust

or stas ome orizone frança tionalisme Po violi forti po o de de Guero ិកសម្រែច គឺ កូរភូមិ. ក្រុស ស្រាស់ All of Smile about the ು. ನಟ ತಿಳಿಸಿದಾರ ೨೦ - ಎಲ್ಲಿಕ ಬೆ ・スペイ・ランドは こいいりごうか

and the competition . A 950 500 9''' at DOM

100

100

Carry .

RPA

ana.

CAME G.

27. ...

of the lost DOA of the control of th 10 of cormes ( t " Vutre .mp-ំ : រកសពក្សនេ នែ infrare imperialis par la palesan de se //alem dence une pla

relie impérialism (la que) et det 13 ponala i (à industriels pour les Etat . . . Grande-Bretagn et a 7 pour 2 Gwestissemen ne représet nou:emes 1 04 du Japon. Di industri Gue sans con zionnale q si monde enti

Lire pages 10 à 13; PAGES TO et 11 : Suite de l'or-Michel Beoud. -- 29 crédit interno-.... instrument de Christian Pal loi. Suzanne de Brunrotigie de soli-. es deuples du

h- u PAGES 15 of 13: Les fonde-Gerard Destanne de Bernis Det echanges Terrore l'énergle Fremlères **Geon-**Marie Chevalieri. — Le sort to Albane Cordeiro).

# Un nouveau réseau d'alliances

Comment s'exerce la domination de la France sur les pays sous-développés les plus directement soumis à sou influence ? Sous quelle forme pourrait-on pramouvoir une solidarité entre travailleurs français qui out bénéficié de l'expansion économique du dernier quart de siècle, et travailleurs du tiers-monde soumis à une exploitation renforcée ? C'est sous les auspices de l'Association des économistes du tiers-monde qu'un colloque a été organisé sur ce thème à l'ouiversité de Paris-VIII-Vincennes du 25 au 27 septembre, avac la participation de quelque deux couts personnalités, universitaires on membres des organisations de la ganche française : parti communiste (Alain Chetaille),

parti socialiste (Lionel Jospin), C.F.D.T. (Michel Reland), C.S.T. (Jean-Louis Moynet), Fédération de l'édecation nationale (Gny Lenehonanic), CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes, Manuel Bridier). Sont aussi intervenus les responsables de l'Association des économistes du tiersmonde : Sanir Amin, Abdelatif Benachenon, Ngo Man Lan, Togha Nah Tipotak et son président, Oscar Pino Santos.

Course s'autres pays industrialisés, la France se trouve dans une position à la fois dominée et dominante, et cela dans un contexte où les liaisons Mord-Sud sont souvent compliquées par les relations conflictuelles EstDuest. Il serait vain de penser qu'un tel pays pourrait atténner sa situation de dominé en renforçant ses propres instruments de domination. Une issue possible réside plutôt dans un nouveau réseau d'amitiés, d'alliances et d'échanges avec les peoples soumis à la double exploitation de l'impérialisme deminant et de l'impérialisme dit « secondaire ». Le souci de développer la coordination des forces anticapitalistes et anti-impérialistes dans les divers pays concernés a évidemment dominé les travaux du colloque, dont les principaux rapporteurs résument ici leurs propres travaux et les thèmes surgis en cours de discussion.

Les mirages du redéploiement industriel

# Une stratégie inscrite dans la hiérarchie impérialiste

E diagnostic est sans ambiguité : le capitalisme français reste un impérialisme. Pour certains, ce terme est flor ; pour d'autres, li relève plus du discours militant que de l'analyse rigoureuse. Précisons donc : c'est un système politique, économique, culturel, et aussi militaire, qui permet de prélever un surplus de valeur des clas is ouvrières et des paysanneries dans les pays où il exerce sa dominant les pays où il exerce sa dominant les pays où il exerce sa de l'analyse.

Dn fait de son histoire, l'impérialisme français (1) a une zone d'influence privilégiée : les DOM-TOM d'abord, l'Afrique francophone ensuite où, avec l'implantation des groupes minisrs et industriels, les ventes d'armes, l'enchaînement par le crédit, les multiples formès de « coopération », les interventions militaires, etc., s'épanouit le uéocolonialisme. Ailleurs, les groupes français ue sont présents qu'à l'abri ou avec l'appui d'un autre impérialisme et, en géuéral, du plus puissant : l'américain.

Car l'impérialisme français fait partie d'un système impérialiste mondial, dominé par la puissance américaine. Au sein de ce système, il occupe à l'évidence une place seconde avec un autre impérialisme déclinant (britannique) et deux impérialismes vivaces (japonais et allemand).

En 1971, les actifs industriels à l'étranger étaient estimés à 36 milliards de dollars pour les Etats-Unis, à 24 pour la Grande-Bretagne, à 9 pour la Prance et à 7 pour la R.F.A.; les flux d'investissements français à l'étranger ne représentent que le vingtième de ceux des Etats-Unis, les deux cinquièmes de ceux de la R.F.A. ou du Japon. Disposant d'un appareil industriel, technique et scientifique sans commune mesure, d'une monnale qui

### Lire pages 10 à 13 :

PAGES 10 et 11 : Suite de l'orticle de Michel Beaud. —
L'économie de crédit international, nouvel instrument de
l'assujetissement (Christian Palloix). — Dette et système
monétoire (Suzanan de Brun-

PAGES 12 et 13 : Les fondements d'une stratégie de solidarité ovec les peuples du tiers-monde (Gérard Destanne doublement inégaux : l'énergie et les matières premières (Jean-Marie Chevalier). — Le sort des trovailleurs Immigrés : vers un nouveau modèle d'exploitation ? (Albano Cordeiro). comme moyen de palement, d'un puissant appareil militaire, d'une diplomatie et d'une capacité d'intervertion mondiales, les Ritas-Unis conservent leur suprématie (2).

Dans ce système hiérarchisé, compte tenu de la crise, de l'accentuation des rivalités intercapitalistes et de la montée des revendications des peuples et pays du tiers-monde, l'impérialisme français est en quelque sorte pris entre le bois et l'écorce : il est amené à choisir entre le déclin et l'alignement. Une fois passée l'houre de la geste gaullienne, les dirigeants français, avec Georges Pompidou puis avec M. Giscard d'Estaing, ont accepté l'allégeance aux Etats-Unis.

sux Etats-Unis.

Sa dépendance par rapport à la puissance américaine s'est fortement accrue : les groupes industriels francais s'alifient de plus en plus aux groupes américains (nucléaire, informatique et, tout récemment, automobile); c'est sussi le cas des groupes financiers : Suez allié à Morgan, Lazard et Paribas à la Bank of America, et Empain Schneider à Westinghouse, lequel reste dans l'orbite de Mellon (3). L'industrie française est plus pénétrée par le capital étrangar que l'industrie allemande, et infiniment plus que l'industrie japonaise (laquelle l'est relativement peu). Dépendance aussi pour l'approvisionnement en pétrole (nos principaux fournisseurs sont étroitement llés aux Etats-Unis), pour l'uranium enrichi, l'approvisionnement en aliments pour le bétail, les télétransmissions par satellites, l'accès aux banques de données, le lancement des satellites,

### Le fer de lance

COMME les groupes américains pour l'impérialisme des États-Unis, les groupes industriels et financiers français constituent le fer de lance de l'impérialisme aujour-d'hui : on le constate dans les domaines qui se prêtent le mieux à l'internationalisation du capital (commerce extérieur, exportations de capitaux et crédit, multinationalisation de la production, vente de technologies).

technologies).

L'apparell d'Stat apporte les concours et les moyens d'intervention diplomatiques et militaires nécessaires : coopération et «aide », vente d'armes et coopération militaire, rôle de « commis voyageur des groupes » joué par des membres du grouvernement et certains hauts fonctionnaires. Derrière ces réalités, souvent spectaculaires, parfois masquées, il faudrait réussir à cerner le rôle et la démarche de l'oligarchie financière, mais anssi ses cilvages et ses divisions : depuis le début des années 60, par fusion de la fraction « moderniste suropénne » et de la fraction « coloniale reconvertie », elle s'est constituée en couche hégémonique de la bourgeoiste capitaliste. A l'évidence, elle s fait le choix de

etc. Dépendance même pour les interventions militaires «autonomes» qu'il peut être amené à réaliser dès lors que l'objectif est éloigné de l'Hexagone (exemple : les avions américains pour transporter les parachutistes français au Shaba). Cette dépendance conduit parfois le capitalisme français à jouer le rôle de relais : c'est à travers IBM-

Par MICHEL BEAUD

le capitalisme français à jouer le rôle de relais : c'est à travers I.B.M.-France qu'I.B.M. est présent dans nombre de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe ; en 1975, les banques américaines ne détenaient directement en Afrique que cinq succursales mais, à travers leurs filiales en France, elles détenaient environ cinq cents filiales ou succursales en Afrique (4).

Ce rôle de relais ne se limite pas

Ce rois de relais he se limite pas à cette dimension strictement économique, mais s'étend aux domaines politique, diplomatique et bien sûr militaire. Il ne doit évidemment pas être compris d'une manière mécanique: de même qu'il laisse place à la concurrence des autres impérialismes, de même il préserve une certaine autonomie, par exemple en matière de vente d'armes, d'avions de combat ou de centrales nucléaires, ou par le soutien qu'il apporte à certains régimes dont les Etats-Unis ne souhaitent pas forcément la survie.. Mais, dans le système de domination hiérarchisé, diversifé et mobile qui se met en place sous direction américaine, l'impérialisme français a indubitablement ea place et son utilité.

l'insertion du capitalisme français dans le marché moudial, de l'adaptation à la nouveile division internationale du travail et de l'acceptation d'un rôle second et dépendant dans la hiérarchie impérialiste.

A ce titre, alors que l'actuel président des Etais-Unis et plusieurs membres de son équipe ont travaillé au sein de la commission trilatérale, le fait que l'actuel chef du gouvernement français en a également été membre et que les dirigeants des principaux groupes financiers français (Paribas, Suez, Rothschild) en font partie constitus plus qu'un indice. La réinsertion de la défense française dans l'OTAN, l'acceptation de la défense française dans l'OTAN, l'acceptation de la dépendance technologique industrielle, la soumission aux règles du jeu commercial et monétaire définies par les Etais-Unis en sont les manifestations concrètes.

Cependant, pour mener à bien son projet, l'oligarchie financière doit conserver en France une assise so-

\* Professeur à l'U.E.R. d'économis politique de l'université de Paris-VIII Vincennes. Animateur du CERCA (Centre d'études et de recherches sur le capitalisme). ciale suffisante. Elle a, bien sûr, besoin de regrouper autour d'elle l'ensemble de la bourgeoisle capitaliste.
Au-delà, elle s'appuie sur les alliés
traditionnels de la bourgeoisle (professions libérales, commerçants, artisans, agriculteurs et autres entrepreneurs individuels) et sur des éléments des nouvelles couches salarlées
(dirigeants, cadres, ingénieurs...);
simultanément, et d'une manière
complémentaire, a été mise en œuvre
depuis une quinzaine d'années par
le patronat (et largement utilisée
par l'Etat-patron) une stratégie de
fragmentation du monde du travail
entre des couches relativement stables et protégées et des couches systématiquement soumises à la précarité (travail temporaire, contractuel,
vacataire, eutreprises de sous-traitance sans assiette solide, etc.):
facteur de division du monde ouvrier,
elle peut permettre à la droite de
trouver certains appuis soit au sein
des couches bénéficiant du plus
grand nombre d'acquis, soit, surtont
en période de chômage massif, dans
les couches les plus défavorisées.

Mais, pour l'essentiel, les cheix effectués par l'oligarchie financière la conduisent en fait à saper ses propres appuis et à affermir les forces anticapitalistes. En effet, la restructuration et la rationalisation du capitalisme français en fonction de la nouvelle division internationale du travail impliquent des fermetures d'entreprises portant des coups à des régions entières, des licenciements de rationalisation » et l'intensification de la production, une nouvelle progression du chômage; elles impliquent aussi d'élaguer la petite et moyenne industrie, de restructurer encore l'agriculture de c dégraisser » le tertiaire et la fonction publique, de réduire les ccharges » de la sécurité et de la protection sociales. Cela rend nécessaire une accentuation de la pression exercée sur la classe ouvrière et l'ensemble des salariés (limitation de l'action syndicale et de l'exercice du droit de grève, répression, propagande, etc.), ainsi que des nouveaux coups portés aux différentes catégories de producteurs indépendants (que la bourgeoisie doit à la fois laminer et conserver comme alliés).

salariés (limitation de l'action syndicale et de l'exercice du droit de
grève, répression, propagande, etc.),
ainsi que des nouveaux coups portés
aux différentes catégories de producteurs indépendants (que la bourgeoisie doit à la fois laminer et
conserver comme alliés).

La coalition sur laquelle s'appule
l'oligarchie financière tend donc en
permanence à s'effriter, et la droite
doit, pour continuer à conserver sa
majorité, recourir de plus en plus à
la propagande et à la manipulation.
Elle cherche aussi de plus en plus
à noyer la formation sociale francaise dans l'ensemble européen (politiquement, économiquement, pour
la monnaie), afin que les prochaines
échéances électorales (1981, 1983) ne
solent plus aussi cruciales pour le
capitalisme français que l'ont été celles de 1974 et 1978. L'Europe constitue en effet le premier lieu d'alliances possible : mais là, le prohlème principal est celui de l'attitude
à l'égard du capitalisme allemand;
comment a'allier avec lui sams en

devenir dépendant? Comment rester autonome sans être isolé? Comment renforcer les liens avec lui sans irriter les dirigeants américains? Plus profondément, le choix fondamental est le suivant: soit accepter que les trois impérialismes secondaires (allemand, hritannique et français) restent confinés, même en se coordonnant mieux, dans un rôle second et de relais; soit viser progressivement la constitution d'un impérialisme européen, probablement sous dominante allemande, mais capable de faire le poids » par rapport à l'impérialisme américain. Même si l'on peut trouver des indices dans un sens ou dans l'autre, ce dilemme n'est pas tranché et le débat reste ouvert au sein même de l'oligarchie financière.

Toujours hors de France, la tentative — la vellétté? — gaullienne de ranimer et de regrouper toutes les forces exprimant une volonié d'indépendance nationale a été balayée. Le choix de l'oligarchie à l'égard des pays du tiers-monde résuite de deux constetations : d'une part, ce sont les régimes les plus autoritaires et les plus répressifs qui sont les mieux à même d'imposer dans leur propre pays les contraintes de travail les plus dures et donc les « meilleures » conditions d'extorsion du surtravail ; d'autre part, les régimes qui, par leurs pratiques racistes, la répression contre les forces ouvrières, paysannes et populaires, le mépris des droits de l'homme et le recours aux méthodes les plus brutales de meurtre organisé et de torture, se trouvant les plus besoin d'un allié dont la puissance reste modeste mais qui est capable, d'une part, de vendre des armes et, d'autre part, de mener à bien un certain nombre de réalisations minières ou industrielles. D'où la préférence des groupes industriels et financiers et de la diplomatie giscardienne pour les régimes les plus autoritaires du tiers-monde. Sur ce dernier point, il ne semble pas y avoir de clivage sérieux au sein de l'oligarchie financière. C'est donc sur les deux autres problèmes — ceini de l'alliance de classes en France même et celui des relations avec l'Allemagne dans le cadre de l'Emrope — que les principales lignes de désaccord la traversent.

(Lire la suite page 10.)

(1) Parmi les ouvrages récents: CHORTIMA, l'Impérialisme j'ançais, Maspero, 1978; C.G.T., l'Industrie française depuis 1958; un bilan accusateur, 1978; les Socialistes et le tiers-monde, Berger Levrault, Paris, 1977; l'Impérialisme français aujourd'hui, Editions sociales, Paris 1977.

(2) Même si les responsables chinois et des économistes comme Christian Cour pensant que le déclin des États-Unis est commencé.

(3) Voir Allard, Beaud, Bellon, Lévy, Liénart: Distionnaire des groupes industriels en France, Seull, Paris, 1978.

(4) O. Pastré, le Capital financier international, thèèe, Paris, 1978.

MEN S

(Sutte de la page 9.)

Une autre stratégie, non impéria-liste, serait-elle concevable? Il ne peut être question ici que d'ouvrir quelques pistes.

Rappelons d'abord que l'adaptation du capitalisme français aux nouveldu capitalisme français aux nouvel-les perspectives impérialistes passe par une phase de pression sur la classe ouvrière française, sur l'en-semble des salariés et sur de larges secteurs de la petite production fa-miliele. Si cette edaptation était me-née à bien, elle se traduirait par une intégration accrue dans le marune intégration accrue dans le mar-ché impérialiste et donc par une ré-duction de la marge de maoceuvre dont disposent les forces démocratiques et anticapitalistes en France.

En second lieu, il est clair que la

lutte anticapitaliste et la lutte anti-impérialiste sont indissociables. Faire reculer le capitalisme et jeter les bases du socialisme en France ne peut se faire qu'en dégageant le pays de la domination américaine, en mettant en cause toutes les formes de domination coloniale, néo-colo-niale et impérialiste héritées du passé, et donc en renonçant aux avantages économiques qu'ils peu-vent encore comporter (5).

En troisième lieu, dans le monde actuel, une tentative d'avancée vers le socialisme dans un pays ayant la taille et les ressources de la France ne peut se concevoir dans un cadre autarcique : comme elle implique une marge minimale d'autono-mie par rapport au marché mondial, elle ne peut se faire que sur la base

d'une nouvelle coopération interna-tionale librement négociée avec des pays ayant au minimum une volonté d'indépendance nationale.

d'indépendance nationale.

Pour y parvenir, l'idéalisme ou la bonne volonté ne suffisent pas : car le système capitaliste mondial a créé une situation dans laquelle, malgré les liens fondamentaux de solidarité qui les unissent, existent des contradictions entre les travailleurs de France et les classes exploitées du tiers-monde ; une négociation devrait dès lors d'engager entre un gonvernement de gauche (en France ou dans d'autres pays capitalistes) et les goevernements du tiers-monde fidèles aux aspirations de leurs paysanneries et de leurs classes ouvrières. Il s'agirait de définir une charte de la coopération anti-impé-

rialiste > qui, dans les différents do-maines (energie, produits de base, développement et spécialisation in-dustrielle et agricole, technologie), fixe les objectifs, décide des mesures immédiates, définisse les étapes, tout cela en tenant compte à la fois de la situation et des intérêts des peuples et des classes productrices de tous les pays concernés.

(5) Il est difficile d'évalor le mon-tant du prélèvement dont bénéficie l'impérialisme français p. 61 et a. et les Socialistes et le tiers-monde. Berger-Levrault p. 55 et a. Notons, comme illustration, ce point de propaganée du graupe Pechiney Ugine Euhimann : « Question : en investissant à l'étran-ger, PUK exporte-t-fl du capital ? Ré-ponse : out, mais il en jair rentrer bien davantage » ; en témolgnent ces chif-

Ce projet, qui peut paraître hors de propos, car bien éloigné de l'actualité française — mais dans une période de crise, qui peut savoir de quoi demain sera fait ? — peut se préparer dès aujourd'hui par le renforcement de la solidarité et des actualistes. tions anti-impérialistes.

MICHEL BEAUD.

fres: pour la période 1971-1977, les investissements du groupa à l'étranger se sont sotées par une sortie cetts de capitaux ée 300 milliens de francs; pendant ta même période, le groupe recevait en Francs de aes filiales étrangères plus ée 1 320 millions de dividemdes é'intérêt et 200 millions de redevances d'ingéniers. é'aide technique et d'assistance de gestion. FUK. Un développement mondial, pourquoi? Avril 1978, p. 18.

### Les dilemmes d'une économie à la fois dominée et dominante

DEPUIS une décennle, c'est-à-dire depuie le mantée actuelle du capitalisme, la part des investissements directs en direction du tiers-monde dans le montant giobal (qu'il soit annuel ou cumulé) des investissements internationaux décline. Déciln de l'Impérialleme ? Non, car Investissement direct est relayé par l'économie de crédit internetional.

Les lormations eccleles impérialistes investissent, proportionnellement, de moina en moine dans le tiers-monde el concentrent leurs invesments eur les aires capitalistes développèes (1). En conséquence, non seulement les firmes multinationales y créent de moins en moins de filleles, mala elles se dégegent epparemment, Cele ne signifia nullement un dégagement du capital international, meis l'epparition de formes nouvelles liées à l'extension de l'àconomie de crédit International, qui relaie l'investissement internationel, dans le cours approfondi

ments directs à l'étranger est passé de 105 milliarda de dollers en 1987 à 287 millierde de dollars en 1976. Sur ce montant, le stock investi dens le tiersmonde régresse de 31 % en 1967 à 26 % en 1975 (il est inlérieur à 25 % aujourd'hui). Cecl e'est eccompagné d'une etagnation des flux annuels d'investissements directs y e ru cette zone, de l'ordre de 6 milliarde de dollars par an de 1973 à 1976 (hormis une pointe de 9 milliarde de dollere en 1975, en raison d'une conjoncture particulière de l'investissement amèricein).

Ce mouvement de retrait effecte toue l'Investissement cumulé américain dans le llers-monde n'est plus que de 21 % en 1976 contre 26 % an 1970, et ce investissement se localise de manière privilégiée en Amèrique latine : 81,4 % de l'investissement amèricain dans les Industries menufecturières (le Mexique et le Brésil en recoivent 51,1 % à eux deux). En ce qui concerne le R.F.A., le pert de l'investissemeni cumulé dans le tiers-monde passe de 23,6 % en 1987 à 20,4 % en 1977. Il en est de même pour la Grende-Bretagne, l'Italie, Seuls les investissements extérieure japonais continuent de e'orienter assez maseivemeni vers le liers-monde, avec, cependant, un léger mouvement de recul : 55,7 % du mentant cumulà des investis-aements en 1977, contre 57,2 % en 1974.

La France n'échappe pas à ce mouvement généralisé. Ses flux d'investissements directs nets vers le tiers-monde régressent annuellement en tendance, puisqu'ile eoni pessés de 339 milllons de dollars en moyenne pour le

# L'économie de crédit international nouvel instrument de l'assujettissement

Par CHRISTIAN PALLOIX \*

période 1985-1987 à moins de 250 mililona de dollars par an de 1970 à 1976. Aussi, la part de l'investissement de la France en direction du tiers-monde ne représente-t-elle plus officiellement. aujourd'hul, que 30 % de son investis sement à l'étranger (20 % après cor-

Le redéploiement industriel des pays

PARALLELEMENT à cette etonie génàrele (à nuencar, évidemment, seion les espaces régionaux) de l'investissement internetional dans le tiersmonde (à l'exception de quelques pays : Srésil, Mexique), un fail eurprenant : des unitée industrielles (en projet, en construction, en fonctionne eurgissent un peu partout et pourraient faire supposer qu'une industrielisation eccélérée y sereit en cours, en toute eutonomie, à l'égard des pays împé-

Il est vral que des unités industrielles \* Maitre de conférences agrégé. Insti-tut ées eclences économiques d'Oran, IREP, Greneble,

raît mythique eous l'angle de la pro-duction par des investiseemente directs et création de filleles de firmes multinationeles. Quelle que soit le réslité du redéplolement de l'Industrie française, il leut admettre que, dane une telle perspective, l'impérialisme français diepose de formes nouvelles de report de la preduction qui ne se limitent pae à l'Investissement et à l'implantation de filieles de firmea multinationales, formes nouvelles qui passeni par l'extension de l'économie de crédit

Le rôle des groupes bancaires et financiers

socielas diles sous-développées, en raison de l'Importance du financement Interne et externe pour l'achat d'unités industrielles vendues par les pays déve-loppés; outre que celles-ci n'entrent pas toujours effectivement et efficacement en production, il ne s'egit ganéralement que d'usines eppartenant à d'autres (le capital dit nationel) et qui ne fonctionnent réellement que sous la coupe du capital intamationel,

Si les formations socieles du tiersmonde ont tendence è àire de moine en moins réceptrices de capitaux étrangers s'investissant sur piece, soil direc-

tement (création de filiales), soit par des prises de participation, elles sont, par contre, contraintes de recourir au financement bancaire international pour l'ochet et la mise en ceuvre de leurs unités de production, pour la création des infrastructures portuaires, ferrovizires, routières, etc.

La Corée du Sud, per exemple, a lergement leit eppel eux ressources finencières extérieures pour la mise en place de son système productil (toumà vers l'extérieur, on la seit) : à 81,5 %. par l'àtranger en 1962, et à 42 % en 1975. Sur ces reesources financières. la part des investiasements directs chute de 81 % en 1962 à 16,3 % en 1975, elors que celle du financ bancaire s'àlève de 19 % à 61,7 %.

L'Algérie représente un eutre cas de constitution d'un système productil contraint de recourir su financement extèrieur : 29,7 % et 32,6 % en 1975 et 1976 de le formetion de cepital des entreprises publiques. D'où un elourdis-

(1) Ceci est corroberé par deux rapports récents : C.C.D.E., Coopération pour le développement, examen 1977, nevembre 1977; ONU, Transmational Corporation in World Development : e re-examination E/C/10/38, New-York, 20 mars 1978.

### Le rôle de la zone franc

# DETTE ET SYSTÈME MONÉTAIRE

Par SUZANNE DE BRUNHOFF \*

ORSQU'IL est question d'endettement et de mannie, deux tendonces différentes se fent jour (1). Pour l'une d'elles, ce qui touche nu financement est secondaire par rapport oux operations concernant la productinn et l'échange. Qu'il s'ogisse des investissements directs des entreprises moltinotienoles, nouvenu portage des morchés, ce sont ees éléments-lo de la noquelle division internetionole du travail » qu'il fout considérer co priorité, l'orgent et le crédit n'étont que des moyens subordonoès à l'industrie et nn com-

li est vrai qec, done le système capitaliste, c'est lo mise en voleur do capital prodoctif par l'explaitation du travoit solurie qui est déterminante, et que l'impériniteme en caractérise d'obard par une exportation du rapport

\* Chercheur au C.N.R.S.

salorial. Mois l'ovance de capital-argeet joue toujoers un rôle inducteor, ce qui force à en considérer les formes et les modalités. Aejourd'hui, le développement et le contrôle de la dette extérieure des « pays du tiers-monde » (2) sous l'égide des grandes banques copitalistes ressortit è le domination du « copital financier », exportateur de capitaux o long terme. La puissance financière s'oppuie sur ene bégémonie monétoire, celle des principales nnoies copitalistes, ou centre désaueiles s trouve ectuellement le doller. Soos penr outaot identifier capital et capital fiooncier, ni englober dons le second, pris camme oo tout, le différentes formes et fractions capitalistes, il pareit indispensable de recoonaître l'importance des mouvements de cepitaux liés eu crédit et à la moeneie, et d'en préciser le rôle dons les rapports octuels entre pays capitalistes développés et « pays en voie de déve-

Un eutre préaleble doit égolement être avoocé. On os peut osolyser les conditions netoelles du financement hors do contextu de lo crise internationale qui o éclaté en 1974, et doet les effets n'ont pas fini de se faire sentir. Sans doute l'événament o-t-il été nnancé par diverses madifications. En matière finoncière, si la dette des pays en voie de développement noo producteurs de pétraln o brutolement triplé de 1973 à 1975, de taçoo générole l'endettement du tiers-monde ovoit nugmenté depuis le début des ouvées 1960. Quant à la monnaie, la ette et le coup du force da dollor en 1971 s'inscrivent doos l'histaire de l'effondrement du système de Brettoo-Woods. Malgré ces prémices, la crise de 1974 introdoit ene nouvella phose, qu'il s'egisse du volume, de la composition oo de lo destinn-tion des flux finenciers.

Pour les pays do tiers-monde nen prodoc-teurs de pétrale, lo forte ougmentation de la dette extérieure norés 1973 n un dooblu nepect : financement du déficit de la bolanca des paiements, comprenent lo «factura pé-trolière » ; finoocement des exportations de biens d'équipement on provenonce des pays

capitalistes développés qui cherchent é surmonter lo crise par l'ouverture de nouveaux débouchés. En même temps que le volume de lo dette augmente, sa composition se modifie : il y o une diminution relative des ottributions de crédits publics eu tiers-monde, et une eugmentation du financement par les grandes banques privées, notamment oméricaines, Celles-ci, moins sollicitées par les entroprises capitalistes en reison de la canjonctura de de profits dons les prêts oux pays en voie de développement. Ce déplacement vers le privé concerne l'ensemble de lo dette du tiersmende (y compris celle de certains pays de l'OPEP), oinsi que lo eouvelle offectation de crédits eux ochats de biees d'équipement.

L'oogmentation de valume et du coût de lo dette o fuir envisager le risque d'on krach fineocier, dont les difficultés do Zaïra ou do Péroo en 1977 et 1978 ont pu donner un avant-goût. Mois, parmi les experts occiden-tura placés près des bailleors de fonds, les optimistes semblent octuellement l'emparter. Les raisons invoquées sont les suivaotes : n dynamisme économique » des peys les plus fortement endettés, comme le Brésil ou la Corée du Sud, qui développent one certoine industrialisation et devraient être à même de respecter leurs engogements ; incidence de l'inflation intereetiocole, qui allège le poids des dettes ; meilleure connoissance des Etats emprunteurs por les bacques internationnles; iotervention disciplinoire des experts du Fonds monétaire international (F.M.I.) dans les cas

Pour les pays les plus pouvres, un morn-taire (on l'onnaîntion d'une portie des dettes) n été demandé depuis longtemps par les représentants officiels de pays en voie de déve-loppement (les «77 ») ; Il n déjà été occepté par la Soède, lo Suisse, les Pays-Bas, le Canada, in Grande-Bretagne.

Ces prafandes inégalités à l'iotériour du tiors-monde effectent oussi les pays efricains de la zone franc, bieo qu'oucun d'entre oux

n'oit une situation comparable à celle du Bresil ou de lo Corée do Snd. Ce sont les plus n riches » (Côte-d'Ivoire, Common, Goben) qui reçoivent lo plus gronde port des crédits extériours et qui ont le plus facile accès ou finencement bancaire (crédits garontis et emprunts sur les enremarchés). Pour les nutres, par contre, le pourcentage des concours bilatéraux publics reste le plus important (Bénin: 70 %; Mali: 79 %).

### Les pays < solvables > au Sud

et à l'Est

A VEC l'nogmentation de l'endettement des pays en voie de développement non pra-ducteurs de pétrole depuis la eriso, il faut cansidérer lo modification générale de la structure de le dette, ciosi que le destination des funds. Et tenir compte du développement inégal, iohérent ou copitalisme, qui divise le tiersmonde malgré sa communu dépendance ó l'égord des pays capitalistes dévaloppés. Le problème serait olors celui de le fonction de in dette per report à l'accumolation intérioure de capitol, et à lo fermotism de oeuvelles enuches et classes sociales en report evec les oppereils d'Etat. Une telle enoiyse devrait compléter, ou infláchir, celle qui est présentée lei et qui concernu la fanction de lo dette par rapport à l'insertion des pays en voie de développement dons le « marché mon-diol », en relation avec le crise économique capitaliste et le report particl du poids de celle-ci sur le tiers-moodc.

Does ce contexte, la France apparaît comme un maillon d'one chaine impérialiste, à la fois en position de concurrence et d'elliance

(I) Ce texte est issu é un travail fait en collaboration avec MM. Daniel Biron. Gilles Cohen, Pierre Grou, Fernand Pons. (2) Les termes de tiers-monde, oe de pays en voie de développement (P.V.D.), sont emprunée au langage courant.









ES MOYENS 1. 21.15 June ie – 12270 ing a serion 14 19 01 VAS 7 

. . . (4 . . . ----

3

10-140-15

\$ 14 TO 18 T

LA FART CROISS

e untilet stellen in : the prime a second TOTAL ...... ..... 2000 batted to ment bas aux form.

g...-1-10 847 e de la companya de l . v | dit | 182 1824 | 616 -tripe (result agm di 1.23 1.42 TAS 1.721 52 12.35 \$ 101-21 2-3 = 227 : --:--:-:-:-:- E . . . ( ) - perce par 16 194 7777 1 107775 Bub ( . . . g. -1; 12₹ -1∆ -63 er earth and a

Financer les exp

10 027727 A 2 ... + 1 Un # 12m 07 219: 13 142 c A state of a torque :- 20 —=3:55 the little to author 11:11:19 2 27:30% . . i mortoe du capa

evec les autres pays capitalistes pes Quiller but spient so paisso tiva es les particularités de son coloniale, cii participe pleinoment rement general actual qui offecte des pays in soir de developpement. quiers financent ses expertateurs d'equipement con genvernement su Depuis in arise, les crédits com

a long term. -coonsés dens le bo

palements comme a sorties de cepite

terme des (es.donts a) sant devenus principale acs emplois de fends à ipor rapport aux investissements nontant de passe de 3,2 milliards en 1973 : 18 miliards on 1977. Co siedits bancaries prives, mois les com gomatis ps. un systeme d'essurone interets bombles par le Trésor. Ainsi l sont socialists alars que les profits banques. Callester vau elles saient no es privees son partie integrante d tal tinancia. A la suite des rel 1966-1967 l'ur concentration s'est accrue er depuis le debut des mone urs activitie in crostienales so so derablement consloppees. Leur lien é l'Eter est un clament de puissance. Peut se dimander dans quelle me hel force sor contration ne comparte des elemin' d. taiblesse, des ablign

st.dit. commerciaux susc "Hus de pribus a qui a en sens int Cornelery tinancies : inferets et amo des prèts Destines a financer des biens d'causement, ile suscitent villes rees an tens inverse »; de 1974. Ics violes aux pays du tir tant passers a co o des exportot coiles de biens d'équipement. Les peuvent et rouves dans lo seule z base traditionneile de l'impérialisme Sont Consideres comme prioritoiros,



sement de l'encours de la datte qui, en 1976, portait pour 50 % vars les prêts bancaires internationaux privés icontre 19,7 % en 1972]. Dane ce glistement de le structure de la dette elgérienne vere les prêts privés, les banques francalses jouent un rôle important (35 % des créances bancaires privées sur l'Algérie en 1976). Une telle évolution souligne que les pays impérialistes

contralgnent l'Algèrie à se financer presque exclusivement our le merché financier infernational.

D'alliaurs, l'onsemble des formetione socielos du tiers-mondo subleseni de plein louet le développement de l'économie de crédii internetional, comme l'etteste l'évolution de la structure de

LA PART CROISSANTE DU CREDIT PRIVE len milliords de dollars)

	1987		1974	
	Montant	<b>5</b>	Montant	%
- Alde poblique + A.P.D - Autres aides multilatérales	20	41,7	57 13	27,5 6,3
- Crédits à l'exportation	17	8,3 35,4 14,8	62 75	29,9 36,3
TOTAL	48	100,8	207	180,8

Source : O.C.D.E.

Le plue remarquable dans cette situation est que les consortiume bancaires Internationaux ne prétent pas aux formetions aocieles du tiers-monde sur la base de leurs propres fonds male largement our la bese de capitaux originaires du tiers-monde (recyclage des pétrodollersi.

L'impàrialisme Irançaie n'est paa è l'écart de ce mouvement de relais de l'invectissement international par le finencement bencaire international, En 1976, les ressourcee financières mises à la disposition du liere-monde par la France cont, pour 55 %, des apports privés, contre 45 % d'apports publics (60,5 % d'apports publica en 1965-1967). Sur cette contribution d'origine privée françaice oux ressources finan-cières externes du tiers-monde, la part des investissemente directa est de 8,3 %, la pert des prêle bancaires de 39,3 % el celle des crédits privés à l'expertation de 51,1 %.

pays sous-développes par des formas nouvelles liées à l'extension du crédii internationel. Pour ce laire, le sys-tème bancaire et financier irançais e'est étroltoment imbriquà aux groupes bancaires el financiere internat (eméricains, allemands, angleis).

Le redéploiement industriel du capi-

talleme Irançale, el redéplolemoni il y a.

ne passe certes pas par l'investissement

direct dans la tiers-monde. Mais l'àco-

nomie française conlinue do contrôles

l'évolution des systèmes productifs des

Globalement, dans le phase actuelle, les groupes bancaires et financiers aont le vecteur principal de l'internationalisation du capital, et non pas les firmes multinetionales par internetionalisation directe da le production, du moins en direction du tiers-monda. C'est le capital financiar qui joue le rôle hégémonique au pien mondial.

### Financer les exportations industrielles

BIEN sûr, on peut se demander si le développement de l'économie de crédit international est liè à une conjonclure particulière (la crise du capilelisme) ou e'il représente una lendance lourde de l'évolution de l'impérialisma. En lali, il s'agli de l'un et de l'autre il lallalt une conjoncture (la crise), al cette evolution est inscrite dans cella de l'impérialisme (le montée du capital linanciar au plan mondel).

L'économie de crédit, avec la monnais de crédit, est la forme spécifiqua de la circulation capitaliste, alors que le circulation merchande, avec le monnele-merchandise, e une fonction de validation du Iravali eoclei. Le problême de la régulation capitallete, el régulation il y s, réside dans cette liaison intima et nécessaire entre circulation capitalista at circulation

L'économie de crédit liée à la circulation capitalista est una - contrainte de promeseo do travoli social - lant en ca qui concerno le travail mort approprié par les capitalistes sous le torme de moyens de producton et de moyens intermédiaires qui doivent rentrer dans un procès de production, qu'en ce qui concerne le travail vivani, la lorce de travall, le tout étant l'objet de créances (monnale de crédit) détenues par le système bancaire. Ces créances ont précisément pour objet de contreindre l'enesmble du travall sociel (mort et vivant) à e'engeger dans une promesso de travail social... qui doit être tenue. il revient à le circulation marchande de validor ou non socialement cette promesse do travali sociei.

Aujourd'hul, l'àre impériellete prend toute sa dimension avec l'extension de le circulation capitaliste, et donc de l'économie do crédit, vers les formationa sociales du llers-monde. Da quoi o'agit-il ? Au e a i n des formations sociales impérialistes, la crise se manifesto par uno rupture do la circulation merchande, ce qui pose le problème de la velidation du travail social evancé (financement) dans la circulation capiteliste, qui ne peut être recharchée que dane la fulte en avant par une pseudo-validation qui se développa eu sein do l'économie de crédit et est génératrice d'infletion. Le rétablissement de la circulation marchando et da sa liaison intime avec la circulation capitalisto est recherché eu plan mondiel par lo recours aux axportations do marchandises, notamment de biens d'équipement.

A l'inverse de l'investissement internctional, le pert des exportations de formations sociales capitalistes avancées en direction du tiers-monde ne cessa de croître ces damières années, contrairement à le période précédente Le pourcentage des exportations de le R.F.A. vers le tiers-monde remonte de 13,6 % en 1970 à 17,8 % en 1975. Pour la France, cette pert pesse da 18 % on 1978 à 25 % en 1976. Dans ces exportations, les biens d'équipement occupent une pieca de plue en plus importante, notamment usine clef an main, produit en main (voire marché an maini. Pour le R.F.A., dans les commandes d'ensembles industriels, la part du tiers-monda e'est élevée de 20,5 % en 1969 à 52 % en 1975,

Mais ces exportatione d'unités industrielles posent le problème de leur financement. Le développement de l'éco-nomie de crédit international, supporté par le tiers-monda, sert ainsi avani lout, non pas à l'industrialisation de ces



(Photo Sygma.)

FILIALE-ATELIER EN AFRIQUE Eviter de recourir à l'investissement direct pour échapper aux risques sociaux.

zones, mais eu financement des exporta-

tione de marchandises industrielles des pays impérialistes, tant par les crédits fournisseure que par les prêts bencaires (liés souvent à des occorde de compeneation), encore que l'aide publique au tiers-monde, on le calt bien, n'est eccordée, elle oussi, que pour finances les exportations de produits Industriels des métropales impérialistes. Le financement interne (économie de

crédit) do l'ecoumulation du capitel dans les pays impérialistes tente aussi de trouver sa validation sociale per financement des exportationa vere le liers-monde téconomie de crédit internetional), financement supporté par celul-ci, blen entendu. En effet, les créances aur la formation du capital dans le tiers-monde sont validées pour partia immédiatement per le prélévement sur les ressources minières et ànergétiques de ces pays. Elles aont validées ensuita pour partia, lorsqua les usines vendues entrent effectivement en production, per reprise des marchandises produites, ces usines n'àtant, en telt, qua des filiales-ateliars, mêma el la capital n'est pas le proprièle des pays

Toutefols, cetta extension da l'économie da crédit eu plen mondial n'offre nullement una solution pour l'impériailsma, cer la liaison entre la circulation

capitaliete (même internationaloj et la circulation marchande n'en est pas réta-blie pour autani (cf. l'obsence da monnaie internationale). L'économie mondiale capitaliste e'est durablement installée dans la crise.

Si iss métropoles impárialistes sont passées de l'investissement direct à l'économia de crédit intarnationel, c'est en releon de la montée des luttee de classes et dans le tiers-monda et dans les métropoles impérialistes alles-mêmes. Dans lo tiers-monde, la rédéploiement industriel est battu en brache par les luttes de la classe ouvrière en tormation dans ces zones (absentéisme, turn-over...], interdisant la création d'un collectil de traveil à le disposition doclie du capital Internellonal ; la capitel International préfàre elors recourir à l'économie de crédit plutôt qu'à semant direct. Dans les métropoles impérialistes, les luttes da le classe ouvrière génèrent la nécessité d'una transformation affective du procès da travall. Le capitalieme tente de faire face à cette eituation par le pseudo-redéploiement pour contraindre la classe ouvrière à entrer doctlement dans un procès de travail du capital dont elle ne veut plus, el que la capi-talisme en crise esi incapabla d'amé-nagar, même dans una vole réformiste.

CHRISTIAN PALLOIX.

ovec les outres pays copitalistes dévelop-pes. Quelles que soient sa paissance relativo et les particularités de son histoira coloniale, elle participe pleinement on mou-vement general octuel qui offecte la dette des pays en voie de développement. Ses bauquiers finoncent ses expartateurs de biens d'équipement, son gouvernament survoille su monngie.

Depuis lo crise, les crédits commerciaux o long terme (recensés dans lo balance des nts comme « sorties de copitaux ó long terme des résidents ») sont dovenus la forme principale des emplois de fonds à l'extérieur (por rapport oux investissements directs et aux investissements de portefeoille). Leor montont est passé de 3,2 milliards de francs en 1973 ò 78 milliards en 1977. Ce sont des crédits boacaires privés, mois les contrats sont gorantis par un système d'assurence, et les intérêts bonifiés par le Trésor. Ainsi les risques sont saciolisés, alors que les profits vont oux banques. Celles-ci (qu'elles soiont notionolisées ou privées) sont partie Intégrante du « copitol finoncier». A la suite des réformes de 1966-1967, leur concentration e'est fortement occrue et, depuis le début des onnées 1970, leurs octivités internationales se sont considérablement développées. Leur lieu étroit ovec l'Etat est un élément de paissance. Mais l'on peut se demonder dons quelle mesure one très forte concentration de comporte pas oussi des éléments de falblosse, des obligations onéreuses (3).

Les crédits commerctuux suscitent des « flux de retour » ou « eu sens inverse » de coractère financier : intérêts et amortissement des prêts. Destinés à financer des ochats do biens d'égoipement, ils suscitent oussi des « flux réels en sens toverse » ; de 25 % en 1974, les vantes oux pays du tiers-mondo sont passées o 40 % des exportations françoises de biens d'équipement. Les clients ne panvent être trouvés dons la senio zono franc, base traditionnelle de l'impérialisme français. Sont considérés comme prioritoires, « du folt du miveou de lour solvobilité », soit des pays

producteurs de pétrole (Indonésie, Algéria), soit des pays jugés « dynomiques » et riches en ressources da toutes sortes (Brésil, Afrique du Sud). Au nombre de treize, ils reçoivent environ 24 % des crédits récemment recensés dans la balonce des paiements. Ainsi, par des opérations commerciales particulièrement sures et rentables, liées à de profitables opérations finoncières, une partie de la « focture petrolière > so trouve repartée sor le tiers-mo en même temps qua la crise pout être attennée.

Mois cela ne suffit pas pour coractérisor le rèle impérioliste du capital finoncier. Si l'on considere les crédits commerciaux en direction des pays de l'Est, leur montont est opproximativoment le même que colui des crédits distribnés oux pays prioritoires du tiers-monde. La Fronce se comparterait olors simplement comme on industriel qui vend à crèdit. Cortains parlent d'on « impériolisme mercontile ». Paor comprendre l'effet de damination lié aux pratiques do capital finoncier, il fout tenir compte du fonctionnement des réseaux de crédit, da leor implantation à l'étronger, des moyens de coatrôle qu'ils donneut sur les opérutions de production des pays destinataires et sur les politiques finoncières et monétoires de ces pays.

Un des éléments constitutifs de l'impérialisme français est le rôle du franc comme monuoie atllisée sur les marchés internationaux. Les structures monétaires font partie des repparts de forces. Le cas de la zona franc est exemplaire à cet égard, qualle que soit l'évolution partiella de son organisation ou cours des récentes années. De cette zone coptive sans véritable monnoie, les capitaux o court terme et les devises gagnées par les pays membres sout drainés vers la paissance dominante. On compara parfois les rapports de domination da franc françois et des monnaies ofricaines evec coux du dollur et da franc. Il est vrai que, dons les deux cas, le drainage des copitaux à court terme se fait vers le pays dont le moonoie domine ou plon mol. Mais la dépendance à l'égard

do la zone franc est bien plus grande, voire qualitativement différente. Car la manade émise dons les pays membres n'o de partée qu'ou plan intérieur. Pour que ces pays cient occès à la circulation internationale, ils doivant disposer de france français.

Le franc, par contre, fait partie des grandes monnaies copitalistes qui constituent les élé-ments da système monétaire international, même si la dollar o uno position hégémonique Les représentants des pays en vois de déve-loppement (les « 77 » l'ont à plusieurs raprises préconisé la formation d'une « monnaie de tiers-mondo », faisant office de « monnoie contropoids » par ropport nux grandes de-vises convortibles. Ca projet, comme colui d'one moonaie gogée sur des stocks de mo-tières premières, ou de nouvelles monnaies regionoles, n'o pu voir le jonr. Une des conditions de sa mise on œuvre ourait été l'interdépendence commerciale entre pays du tiersmonde. Or celle-ci est foible par repport oux échanges des pays copitalistes développés entre eux oo avec les pays en voie de développement. Sons circulation morchands, pas d'émergence d'un « équivalent général ». On peut égolement se demonder comment une manuoio do tiers-moude verruit le jour à partir de monnoies qui n'ont pas un véritable caractère étatique et notionel et opparaissent comme des sortes de sous-multiples de grandes onnoies copitalistes. Cela renvoie oo problème d'uno accumulation « ontocentrée ».

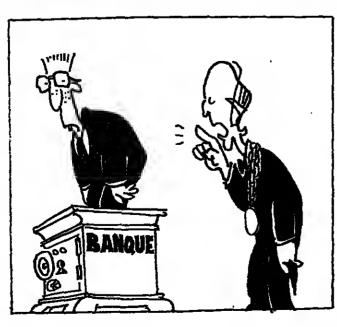
En conséquence, les débuts ou les offrontemonts qui concernent une nouvelle organisation du système monétaire international, et l'hégémonie du dollar, ont lion entre les pays capitalistes développés. Depuis les occords de lo Jonnique (jouvier 1976), le seul projet de réforme qui risque de voir le jour est celui d'une zone monétaire enrepéence dominén per l'Enrepe da Nord, où d'entrée de jeu l'Enreps du Sud se trouverait placée dons one position subalterne, « L'histoire ovance toujours par son mauvois côte », disait Marx oprès Hegel. Sans doute, par repport à la damination da dollar, le partée de le réforme envisagée depuis l'été 1978 (4) est-elle diversement oppréciée. Pour certains, il s'ogit d'un oppui suropéen au dallar, négocié avec l'accord des Etots-Unis, fovorables à una plus grande stu-bilità monétaire en Eurape. Pour d'autres, lo réforme comparte des risques pour le dollar, ovec lo mise en question de la flexibilité des toux de chonge, et lo formation d'uo nonvel instrument de réservo ; d'où l'intervention en cours. Mêma si l'« otlontisme » resta dominant, il semblo raisonnoble do tenir compte do fait que les a contradictions secondoires » entre pays impérialistes concernent, avec le commerce, les repports monétaires.

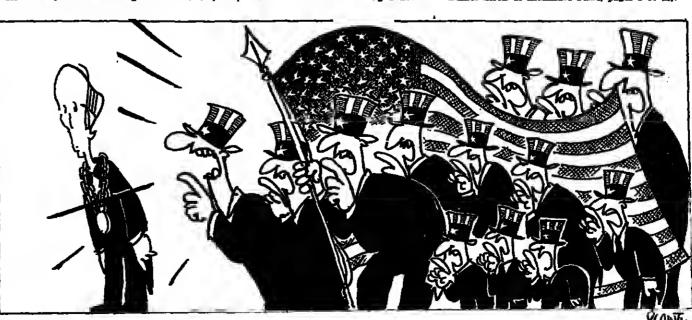
Ce débat échoppe oux pays du tiers-mobde, même si son issue o des effets sur l'ensemble des flux finonciers et commercioux. Il en vo de même pour l'oménagement du Fonds monétaire international. Les mesures d'émission de nouvelles liquidités qui viennent d'être prises lors de lo session de septembra 1978 semblent viser surtout le renforcement des mayene d'oction déjó en vigueur. Si les crédits privés oux pays déficitaires sont souvent omorcàs per des prêts da F.M.I., celui-ci doit disposer do fonde suffisants, con activité finoncière étant étroitement liée à son rôle de surveillant des balonces des paiements. Quant ao rôle prépandérant des États-Unis, il a'est nallement offectà par l'entrée de l'Arabie Saoudite on conseil d'odministration du Fonds, bien ou contraire. Le réformisme monétaire reste pour le moment l'opanoge des pays capitalistes développés. Tout aménagement de lo dette du tiers-moode s'inscrit dans ce contexto.

SUZANNE DE BRUNHOFF.

(3) Comme les prêts accordés au Zaire es 1977, à la demande pressante du gouvernement

(4) Constitution d'une monnaie de compte européanne (ECU, European Curency Unit) si d'un Ponds monétaire européan, contrôle com-mun des functuetions de parité (cf. l'article de Daniel Biron et Alexandre Faire, pages I et 18).





men

. •

### Solidarité objective du peuple français et des peuples du tiers-monde

TMPERIALISME trouve une base objective dans l'inégalité économique des nations ou des régions du monde. Il pourrait aussi se renforcer d'éventuelles contradictions entre les peuples des pays avancés et ceux du tiers-monde à défaut, de leur part, d'une stratègie commune anti-impérialisme : si la classe ouvrière françaises é'est enrichie grâce à l'impérialisme, elle peut en être devenue complice ; les faibles salaires payès par les firmes trans-nationales dans le tiers-monde ou les conditions de travail précaires qu'elles peuvent y imposer permettent au patronat français de rejeter plus facilement les revendications concernant les salaires ou les conditions de travail ; les créations d'emplois dans le tiers-monde empêchent le maintien du plein emploi dans les pays avancés, etc. Une analyse qui ne s'en tient pas aux apparences fait au contraîre apparaître une solidarité véritable entre le peuple français et ceux du tiers-monde, sous rèserve d'en hien préciser les termes.

D'un côté, nous avons une alliance de classes, nouée au cours de luttes sociales et politiques parfois déce-vantes, regroupant autour de la vantes, regroupant autour de la classe ouvrière, son axe essentiel et son responsable principal, les larges couches de la population qui, à des degrés divers et dans des conditions différentes, sont victimes du capitalisme et sans lesquelles la classe ouvrière elle-même ne pourrait envisager d'aller seule à la bataille politique. Ce peuple français, même traversé de rapports sociaux contradictoires et d'intérêts divergents, ressent le besoin fondamental et unificateur de se libérier de l'exploitation et de l'allénation capitalistes.

En face, se trouvent de grandes masses de paysans destructurées par l'impérialisme, de travailleurs à très faibles salaires et de chômeurs, affrontées à des problèmes très dif-

### L'extension du champ de la lutte de classes

E XPORTATION de capital, l'impérialisme est par nature extension du champ du rapport social que ce capital porte avec lui, extension du champ de la lutte de classes. Très schématiquement, trois grandes caractéristiques doivent en être analysées qui correspondent à trois types de difficultés dans la prise de conscience de cette solidarité objective.

- L'impérialisme s'est d'abord 1. — L'impérialisme s'est d'abord manifesté comme prélèvement du surplus du travail sous les formes que permettait, à chaque période, le développement des forces productives : surplus du travail des paysans précapitalistes (d'où la destruction des structures sociales et des sols, la désertification, la famine) ; rente liée à l'exploitation des gisements minéraux (d'où leur « écrémage ») ; intérêts des prêts aux Etats ; plusférents d'une région à une autre du monde, mais victimes, sous des formes diverses, des prélèvements de valeur effectués par le capital impérialiste. Le plus souvent, une bourgeoisie, elle-même complexe mals dont certaines couches, et souvent les couches dominantes, sont liées de manière plus ou moins étroite à ce capital, et une classe politique très étroite imposent à ces peuples du tiers-monde, parfois par la violence, des gouvernements préoccupés d'assurar devantage l'ordre interne que l'indépendance et la satisfaction des besoins des masses, et capables d'imrindependance et la satisfaction des besoins des masses, et capables d'im-poser leur propre idéologie aux orga-nisations (syndicales, politiques) censées exprimer les besoins des masses : le plus fondamental d'entre eux, c'est bien la libération de l'exploitation et de l'aliénation capl-talistes

Il na s'agit pas d'ériger cette convergence effective des intérêt collectifs les plus essentiels, cette solidarité objective, en pétition de principe! La meilleure voie de recherche serait de la faire surgir de l'histoire de la lutte anti-impérialiste en France. Celle-ci s'est développée à travers une série de contradictions, à l'intérieur de la gauche française, entre les forces progressistes du tiersmonde, entre les unes et les autres. Elle a connu des moments de ruptures et des périodes de raillements. Elle a été indissociable de la lutte pour le socialisme en France. Nous pour le socialisme en France. Nous ne partirons pourtant pas de cette histoire : elle n'est pas écrite, elle est difficile à écrire, elle dépasse ce qui est ici possible.

Nous partirons plus simplement de quelques aspects importants des structures de l'économie mondiale dans le cadre de l'impérialisme et de sa crise. Puis nous observerons quel contenu est actuellement donné à cette solidarité par les organisations politiques et syndicales de gauche en France.

values liées aux investissements directs : épargne locale drainée par les systèmes bancaires transnatio-

directs: épargne socale drainée par les systèmes bancaires transnationaux, pétrodollars recyclés, etc.

La classe ouvrière française en a-t-elle bénéficié? Les travailleurs n'ont pamais participé aux décisions, mais il faut aller plus loin. D'une part, sans même évoquer l'Importance de la perte cumulée de pouvoir d'achat de 1937 à 1965-1969 et nou compensée depuis, on conviendra que l'augmentation des quantités consommées rélève pas le niveau de satisfaction des besoins si, dans le même temps, s'accroît le niveau des besoins engendrés par l'appareil de production, et uui ne peut nier que ce fut effectivement le cas depuis la fin du dix-neuvième siècle. D'autre part, le salaire exprime le volume des consommations que, grossièrement et sous réserve de fluctuations dues

# Les fondements d'une stratégie commune

### Par GERARD DESTANNE DE BERNIS \*

à l'évolution du rapport des forces, les capitalistes estiment nécessaire à la reproduction de la force de travail dans les structures géographiques et professionnelles désirées par eux. Dès lors, sans nier que l'impérialisme ait l'argement en influencé les structures (voire le niveau) de l'emploi, ou qu'il ait permis l'amélioration des conditions de certaines catégories dont les capitalistes voulaient s'attacher la collaboration (cadres), ou ne voit pas ponquoi des cadeaux « non nécessaires » auraient été faits aux travailleurs, avec le seul résultat d'abaisser le taux de profit au-dessous de ce qui aurait été possible. Cette influence sur les structures et le niveau de l'emploi explique que la suppression brutale de ces prélèvements de l'impérialisme et les bouleversements structurels qui en réaulter a i en t entraîneraient des conséquences uégatives et immédiates sur les conditions de vie des travailleurs français et le niveau de leur emploi. Cela ne signifie nuilement que ces prélèvements doivent être maintenus : dans le cadre d'un gouvernement démocratique, une négociation conforme par ailleurs aux intérêts des uns et des autres (d'où la uécessité de mettre alors en œuvre des structures de négociation qui garantissent l'égalité réelle des parties en présence) permettrait de les éviter en donnant aux tra-

### Destructuration des systèmes productifs nationaux

3. — L'impérialisme est aujour-d'hui en crise. Celle-ci résulte d'abord de l'ensemble des luites politiques, économiques et sociales des pays du tiers-monde et des luites contre l'exploitation menées par les travail-leurs français qui, ensemble, ont mis en cause le taux de profit et le procès d'accumulation du capital. Dans le même temps, la crise peut être appréhendée comme un procès de destructuration des systèmes pro-ductifs nationaux sous l'influence des ductifs nationaux sous l'influence des contradictions qui se développent entre les branches qui se sont plus rapidement internationalisées et celles qui continuent à fonctionner celles qui continuent à fonctionner essentiellement au niveau national. Il en résulte une perturbation profonde de la loi de la valeur qui ue fonctionne pas encore au niveau international alors qu'elle ue peut plus fonctionner au niveau national. Les Etats sont mis dans l'incapacité de maintenir ou de rétablir la cohérence de ces systèmes productifs nationaux et le développement du capital transnational déplace progressivement leurs pouvoirs.

\* Professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble.

vailleurs français la liberté et les délais nécessaires pour opérer une restructuration de la distribution des revenus en France et un aménage-ment planifié des structures indus-trielles. Il est donc essentiel d'avoir précise l'origine des coutradictions éventuelles (le pouvoir du capital) nt 2. — Manifestement, l'extension du

2. — mantestement, retrensin du rapport social capitaliste due au procès de transnationalisation du capital conduit à l'èmergeuce de ce que l'ou peut nommer une classe ouvrière moudiale. Les travailleurs français peuvent en prendre asses facilement conscience car ce procès renforme les peuvent en prendre assez facilement conscience car ce procès renforce les conditions de leur propre exploitation. Ce procès crée aussi les conditions d'un élargissement de l'exploitation des travailleurs du tiersmonde, mais la prise de conscience en est moins évidente: elle passe par la compréhension des véritables conditions du développement, de la possibilité de créer des emplois en dehors des firmes transnationales, du caractère « tronqué » de la lutte des caractère « tronqué » de la lutte des classes si elle est analysée au seul niveau national, de toute la stratègie de division que peut développer le patronat des firmes multinationales.

Il faut blen reconnaître que le mouvement ouvrier marque un certain retard par rapport à cette situation nouvelle, même si des germes très positifs apparaissent dans les premières conférences syndicales mondiales, dans la création d'unions régionales, dans certaines organisations professionnelles.

On pourrait s'atteudre que la crise renforce la prise de conscience des solidarités fondamentales. Elle peut au contraire susciter des craintes ou des contradictions. Il est plus facile de lier spoutanément le bouleversement du procès de travail à l' « exportation des emplois » et donc la sauvegarde de l'emploi à un renforcement des protectionnismes que de comprendre la complexité du mouvement du capital et de la restructuration de l'emploi. On est plus facilement porté à s'inquiéter de la concurrence, sans en voir la cause concurrence, sans en voir la cause dans le capitalisme, qu'à rappeler que l'ampleur des besoins est telle qu'il y a uécessairement du travail pour tous.

De la même manière, les issues capitalistes à la crise, dont la nature dépend de la capacité des impérialismes à développer les zones de coopération plutôt que de conflit, peuvent créer des contradictions nouvelles entre le peuple français et les peuples du tiers-monde ou au contraîre remforcer leur solidarité objective. C'est ici qu'il faudrait développer toute l'analyse, d'une part, de la volonté de renforcer l'Europe

(politique et monétaire); d'autre part, des procédures de concertation qui se développent entre les Etats qui viseut à s'ériger peu à peu en directoire des affaires mondiales (commission trilatérale, sommets mondiaux à sept, codes de bonne couduite, etc.), ces deux stratégies pouvant, du peste, ne pas être alternatives. Initiative essentielle, si l'on veut assurer le renforcement de la conscience des solidarités fondamentales.

Dans la situation politique actuelle, la gauche française est amenée à définir ses axes d'engagement à l'égard des relations internationales de la France, à engager une lutte anti-impérialiste conséquente et à la lier à sa lutte contre l'exploitation capitaliste dans des conditions assez mobilisatrices pour déboucher sur un changement néel de pouvoir qui permettra de metire en œuvre une politique effectivement anti-impérialiste.

Le développement des actions antiimpérialistes u'est pas dissociable de la lutte contre l'exploitation, dans la mesure où l'issue capitaliste à la crise de l'impérialisme passe par l'accroissement du taux de profit. L'explication de ce lien, de cette eolidarité, à travers les intres demeure un aspect essentiel du cette

Dans ce cadre, la gauche apporte son soutien aux peuples qui veulent se libérer de l'impérialisme, poli-tique ou économique. Ceci n'implique pas le soutien à u'importe quelle action ou revendication des Etats du tien-moude. Meleré ses difficuldu tiers-moude. Malgré ses difficul-tés, mais pour éviter tout arbitraire, une discussion approfondie avec les organisations effectivement repré-sentatives des peuples concernés est indispensable.

Ceci implique, en particulier, la dénonciation de tous les aspects impérialistes de la politique fran-caise et l'affirmation d'objectifs clairs sur chacun de ces points. Prenons-en quelques-uns :

— la nature des relations directes entre la France et les pays du tlersmonde impose quelques thèmes : d'abord, l'opposition au statut colonial des DOM-TOM, l'affirmation de leur droit à l'indépendance ou à l'autodétermination, la dénonciation du caractère impérialiste des ventes d'armes et l'exigence de leur cessation immédiate la reconsidération de d'armes et l'exigence de leur cessa-tion immédiate, la reconsidération de la politique dite de « coopération a. Mais, de manière plus générale, c'est tout le rapport de la France aux peuples du tiers-monde qui est de nature impérialiste : les aconds avec les régimes racistes ou à ten-dance fasciste, auxquels s'oppose la nécessaire discussion avec les groupes convirtés de ces pass nour déteropprimés de ces pays pour déter-miner les actions les plus efficaces, en sont un exemple et on pourrait eu citer bien d'autres dans un ordre

Des échanges

doublement inégaux

# L'ÉNERGIE ET LES MATIÈRES **PREMIÈRES**

Par JEAN-MARIE CHEVALIER \*

N nxamen de lo structure des importa-tinns françaises en matière d'éxergiu et de matières de base fuit ressortir la concentration des opprovisioonements sur un petit nombre de pays avec lesquels lo Fronce antretient des relations généralement déséqui-librées. Ce schémn est le résultat d'une straropports inégalitaires ; il pose la question de sovoir quels changements pourraient être apportes dons one aptiqua de lutte centre

Les impartations énergétiques de la France ont été profondément modifiées par les changements interveeus sur le marché mondial dn petrole entre 1971 et 1974. Les hydrocorbures representaient un valeur 9,4 % des importations françaises en 1969 et 19 % an 1977. Près de 80 % des achats pétroliers de lo France sent mointenent concentrés sur le Proche-Orient (Arabie Saoudite : 37 %; Irak: 15,5 %; Abou-Dhabi: 8,2 %; Iran: 8 %; Koweït: 3 %; autres: 6 %. Tatal: 77,7 %).

En ca qui concerne les autres biens éner-gétiques, le gaz natural et le charbon progetiques, le gaz naturel et le charbon pro-viennent essentiellement de pays a'apportenant pes au tiers-monde: Pays-Bas, Allemagne da l'Ouest, Pologne, Etats-Unis, Uoien soviétique. Seul pays du tiers-monde, l'Algerie compte pour 18 % des opprovisionnements français en gaz outurel. Quant à l'uranium que la França importe, il proviéot essentiellement de deux pays: le Niger et le Gabon.

Pour les matières de base uon énergétiques, les flux d'approvisionnement sont égolement concentrés sur au petit combre de pays :

" Professeur à l'université de Paris-XIII.

Côte-d'Ivoire (café, bois, fruits), Moroc (phosphates), Gabao (bois, miocrais), Sénégal (oléa-gineux), Maloisie (caoutchouc), Brésil (groines, aléagineux, minerais), Afrique du Sud (minerais, fibres).

La simple énomération de ces fooroisseurs el l'analyse des conditions de production mettent cloirement en évidence la stratégie de l'impériolisme françois: il s'ogit essentiellement de crèce on de perpétuer dans un petit nombre de poys choisis des conditions économiques et politiques telles que la production copitaliste lo plus traditionnelle poisse fonctionner sons

Cortes, chacun de ces portenoires commerciaux de la France est correctorisé por une structure de classes qui lui est propre et qui rend difficile unu anolyse globale. Toutefois, dans bien des cas, le closse oa pouvoir reçoit de l'extérieor une coution et an soutien Ini permettant de maintenir un système de pro-ductioo à l'intérieor duquel elle s'approprie uoe fractioo de lo rente (rente pêtrolière, rente minière ou reote foncière). C'est oins qo'au com de la sécurité des approvisionne-ments on aboutit à la mise en place d'ana logistique militoire qui débouche parfois sur l'intervention ormée.

De nombreux trayaux de recherche sont encore à faire à propas des conditions dans lesquelles les firmes fronçoises ponctionnent le surplus de certains pays de tiers-monde luranium ao Niger et ou Gaban, pêtrole ou Gaban et au Congo, bois en Côte-d'Ivoire, fer en Mnoritanie, pour ce citer que les exemples

Parmi les firmes françaises qui interviennent Parmi les firmes françaises qui interviennent dens ce domaion, an trouve soit des multinationnles françaises — à copitaux privés ao 
publics — soit de petites sociétés privées. 
Malgré l'importuot potentiel de transformation des relations d'échanges que représentent 
les sociétés à copitaux publics, elles jouent un 
jeu très proche de celoi des firmes privées, 
nuxquelles elles servent d'nilleure souvent de 
coponert.

Dans certains cas, ce sont les firmes francaises qui assurent directement la production, soit seules, soit en consortium ; dons d'autres cas, les firmes capitalistes out obandonné le contrôle direct de la production pour trans-fèrer leur pouvoir de domination au niveau de le techaologie et de le commercialisation.

Il y o là, spécialement dans le secteur de l'énergie, une mutation fondamentale de le stratégie impérialiste, mutation qui ne remet nullement au cause la puissance de lo domination, mais bien plutôt ses formes.

Dans la mojorité des cas, les flux d'approvisiocoemect en matières énergétiques et en produits de base sont donc des flux introfirmes ou interfirmes qui, du point de vue finaucier, ne sont récilement contrôlés par aucuu des deux États concernés ; lo marge de liberté reste assez considérable pant ce qui est de la localisation optimale des profits.

Les échanges extérieurs français ne sont donc en foit que l'oddition d'un certaia nombre de stratégies iodividuelles : les firmes fracçaises vont produire on ncheter lò où les perspectives de profit à court terme sont les plus fovorables. Il en résulte des échonges doublemnat inégaux : parce que les pays choisis sout souveot ceux où l'exploitation capitaliste pout se faire sans beaucoup de limites ni de coatrôle, et parce que les pays chuisis ne sont pas taojours ceux qui seraieut susceptibles d'acheter les prodoits français.

La balance est ninsi chroniquement déficitairo ovec taus les pays fouraisseurs de petrole, à l'exception de l'Algérie et de lo Libye, pays qui, globolement, comptent pea doas les opprovisionnements fracçais 14,2 % et 2,4 % respectivement en 1977, eo volume).

### Rééquilibre et coopération

Q<sup>UE</sup> pourrait être une réorientation de la stratégie fronçaise dans le dozoine des opprovisionnements en énergie et eu matières de base? Quelques propositions ont abteno on assez lorge conseesus un sein de la commission a énergie et matières de base » do colloque, mois il est bien clair que certaines d'entre ulles impliquent qu'un chaagement politique oit été opéré en France.

Le premier problème, souvent posé par les pays du tiers-monde, ut auquel ane réponse claire doit être apportée, est colui de lo revolorisation do prix des matières premières. Les structures de classes sont fort différentes d'un pays du tiers-monde à l'nutre : il est donn difficile d'affirmer qu'il existe ane solidarité glebale entre toes les Etats — notamment dons le domaion des prix — solidarité qui seroit fondée sur le caractère goiforqui seroit fondée sur le caractère aoiformément progressiste de leore revendications.

Toutefois, il est important de rechercher les conditions de base d'uno telle solidorité, qui, malgre ses ambiguités, reste fondamentaloment dirigée ceotre l'impérialisme.

Uo accord sembla s'être réalisé ao seia de la commission sur l'idée que le prix International d'un produit doit être tendonciallement représentatif de ce qu'il faut dépenser soit pour renouveler ce produit, soit pour fabriquer un produit qui lui seroit substituable,

Ce principe, qui paraît voluble au niveau international, doit être nuunce lorsqu'il s'agit de lo gestion et do lo vulorisation des richesses d'un pays doncé dons son cadre actional, Cheque pays dolt olers panyoir détermina soo rythmn de production en fonction de ses objectifs de développement o long terme ; il

انها والمستقدد و النواز و المعادية النواز والمعاد<sup>ي</sup> به المعادية النواز والمعادية المعادية المعادية المعادية الم

détermice par la même le voleur qu'il occords priacipe de la souveraineté de chaque pays sur ses propres richesses. Il serait d'oilleurs souboitable que ce second principe soit pris en compte dons l'établissement des prix internationoux. Toute revendication sur la revolorisation du prix des matières de base implique que l'on remette en cause, ou même moment, non seolement la structure de répartition de la rente afférente à chaque prodoit, mois aussi lo structure de répartition des revenes

Une seconde ligne d'oction viserait à assure nn meilleur contrôle des firmes multioatio-nnles, d'abord en exigeant d'elles — soit sous forme bilatérole, soit sous forme multilatérale — des informations réelles concernant leurs cooditions d'opprovisionnement et leurs coûts.

Uce troisième ligne d'actico consisterait n encourager la signature d'necords d'Etat n Etat de facou à limiter les effets du jeu iedividuoliste des firmes cherchant par tous les moyens des profits à court terme. De tels occards sout revendiques por plusieurs pays du tiers-monde : ils ne sauroient en aucune façan êtra considérés comme uo remêde miracle, mois ils rendent possible, ò plusieurs oiveaux, lo réduction des déséquilibres.

Un accord d'échonges économiques qui est signé entre deux États implique d'abord qu'il y oit, de part et d'outre, libre choix du parteyour, de pair et d'outre, libre caoix du paire aoire en foaction d'un cansensus politique minimum. Un tel accord constitue un codre à l'intérieor doquel peuvent être organists les échages de personnes, de biess et de services, sur lo bese d'un respect mutuel et d'ann confignes que les ners de tiers-monde d'ane conficces que les pays do tiers-ra ont beaccoup de mai à trouver. Dans le cas de lo France, des occords de ce type permet-traient en autre d'artiliser de façon plus efficece les vecteurs publics existents et de contrôler davantage les firmes multinationales. Les transferts de technologie, enfin, d'ano importunce vitale ponr les pays en voie de développement, pourralent être assurés sur des bases non exclusivament commerciales et

La crise économique que traversant les pays capitalistes est sans doute marques par trop d'incertitudes et d'aléas pour que l'an puisse iavonter rapidement les priocipes d'un nouvel ordre économique international. Les quelques lignes d'oction suggérées ici peuvent paraître timides ; elles pauvent constituer toutefois l'amorce d'un rééquilibrage des échaoges : rééquilibrage des balances individeelles dans l'offirmation d'une volouté de cooperation, rééquilibrage dans le sens d'une réduction des rapports inégalitaires.

Le problème fondomental des comptes extérieurs n'est pas le règlement de la facture pétrolière, mais lo recherche de tels équilibres.

VERS UN NOUVEAU

Le surl

des travailleurs in

CONTRACTOR STATE -tarrie, des exp

onth times a la bai

is that de lifetations

vice dans se doma

- - - markers in traverse

Por ALBANO COR

UJOURD'HUI end A globale du fon rants internotion . :: insuffisente. Mois l · : nant de l'ethnelogie percevair la parenté is ±: trevail migrant € cuisent essenticlieme ments de mein-d'œuvre (Ancen) et le système c scuric entre les r " blanches » en Afriq

face e lo politique "Otation des forces de par les économies utilis Jeuvernements des pafan: que gérer « ou m Pour eux une donnée comportant en geronts ed par interim », il: mannaient la perte de the l'emigrotion per cort et à moyen term et flux réguliers de mo rationaux. Ces derniers tuts d'investissement o 'issements qui n'induise lorpement capitaliste «

Le système de trov \* ssieu le « besain » d cacies et hierorchises. ac la mein-d'œuvre, l tope " social » de ti morganisė, inadaptė, septer certoins poster aiveaus de soloires, entre les postes, les er En disposont de ce

Collect acquiert in " emplesement » d le production et dons essuré que le fo e de certains mécn Lo legislatien spéci entree et le mobilité dons le morché du l intuation d'infro-droit niveau des pratiques po prises que l'en tire par sette moin-d'œuvre, q

\* Character & PERE



S VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS S Qu'est-ce que le nouvel ordre économique international?

plus économique ()e rôle attribué à l'agriculture française, l'attitude à l'ògard des prix des matières premières, etc.).

— l'insertion de la France dans le réseuu mondial de l'impérialisme contribue aussi à dunner à la lutte anti-impérialiste un certain contenu; refus de l'emprise des investisse-ments étrangers sur des secteurs entiers de l'économie française, du redéploiement industriel, des expor-tations à tout prix liées à la balsse de la consommation interne et entrainant un accroissement de la dépendance à l'égard de l'extérieur. Encore faut-il noter dans ce domaine qu'un désaccord profond traverse la

gauche française quant à la nature de l'Europe et qu'il n'est guère pos-sible d'en attendre actuellement des actions communes à ce sujet, même si, dans l'ordre syndical, la C.F.D.T. et la C.G.T. reconnaissent l'impor-tance de l'action syndicale régionale (lutte contre (exploitation su piresu tance de l'action syndicale régionale (lutte contre l'exploitation au niveau de l'ensemble européen, lutte contre l'emprise des transnationales dans les relations avec les pays d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (A.C.P.), etc). Les actions communes à ce niveau passant au demeurant par l'entrée de la C.G.T. à la Conférence européenne des syndicats (C.E.S.).

— l'attitude de la France dans les organisations internationales lui

donne un rôle tout à fait efface, sauf à en faire un membre discipiliné de l'alliance impérialiste (et parfois son gendarme) et ceci d'autant plus facilement que ces questions ne sont jamais débattues publiquement. Une démocratisation réelie (discussinn publique, contrôle parlementaire) de cet aspect de la vie politique française elimposa. Sur le fond, il s'agit, d'une part, de désolidariser le peuple français de la gestion monétaire et financière de l'impérialisme mondial par les organes issus des accords de Bretton-Woods. La crise les a dépossédés de la fonction de régulation monéde la fonction de régulation monétaire du capitalisme mais ils ont été chargés implicitement de la tâche

d'orientation et de contrôle des finances publiques et de l'ensemble des politiques des Etats du tiersmonde pour le compte du capital transnational. D'autre part, la France a jusqu'à présent soutenu l'attitude occidentale la pins décidée à bloquer toute négociation au sein de la CNUCED (refusant même de prendre en considération les propositions des pays de l'Europe du Centre et du Nord) : elle doit au plus tôt accepter l'ouverture d'une véritable négociation sur la base des propositions des pays du tiers-monde pour un nouvel ordre économique international.

 Texploitation par le capital français des travailleurs originaires du tiers-monde ou dans le tiers monde constitue la manifestation la plus concrète des bénéfices directs que le capital français retire de l'impérielleme et en même temps le que le capital français retire de l'im-périalisme et en même temps le terrain où luttes contre l'exploita-tion et luttes anti-impérialistes sont le plus indissociables. Albano Cor-deiro souligne dans l'article ci-dessous cette forme très réelle de la lutte anti-impérialiste qu'est la lutte en France contre toutes les formes de racisme, contre toute discrimina-tion et en particulier pour la reconnaissance aux travailleurs immigrés du droit de c'organiser pour leurs propres luttes. La lutte autl-impérialiste, c'est aussi l'ensemble des actions et des luttes de solidarité avec les travailleurs du tiers-monde, soit à l'occasion de l'exploitation ou de la répression étatique dont ils sont victimes à l'intérieur même des firmes transnationales (salaires, conditions de travail, droit syndical, droit de grêve...). La constitution progressive d'organisations syndicales régionales face à la crise qui traverse les grandes confédérations mondiales constitue un élément susceptible de faciliter la prise de conscience d'une classe ouvrière mondiale et son expression. mondiale et son expression.

C'est sur l'ensemble de ces bases que la mot d'ordre e vivre et travailler au pays pour le rendre actif et prospère » peut être généralisé à l'ensemble du monde. Il ne présente ancune contradiction si ce n'est quand apparaît la logique du profit.

Mais, au-delà de ces actions et à travers elles, la gauche française dessine le contenu de ce que serait la politique anti-impérialiste d'un gouvernement démocratique en France.

### Comment < sortir de la crise >

I L faut d'abord sortir de la crise, i mais cela ne signifie pas la mémo chose pour le peuple français et pour les capitalistes. Sortir de la crise, c'est échapper aux manifestations de la crise capitaliste (sous-emplo), baisse du pouvoir d'achat, rétrécissement de l'appareil de production), mais c'est aussi beaucoup plus, ce n'est pas un plan meilleur mais un plan autre. Il faut produire autrement (transformation progressive du procès de travail mais aussi (ogique de la satisfaction croissante des besoins dans leur ordre et leur hiérarchie, instauration d'un véritable contrôle social, élargissement hiérarchie, instauration d'un vertable contrôle social, élargissement du secteur public pour assurer plus d'indépendance nationale, une nouvelle cohérence de l'économie nationale) il faut produire autre chose, c'est-à-dire inverser la situation actuelle et articuler la production au hereit estimateur des la communique de la communique des la communique des la communique des la communique de la communique des la communique besoin social, qui comprend les besoins liès à l'affirmation concrète de la solidarité avec le tiers-monde.

La faiblesse relative des réseaux actuels de dépendance de l'économie française interdit d'envisager une déstabilisation d'ensemble et immédiate de ses relations avec l'extérieur. Mais un gouvernement ne saurait se dire démocratique sans entreprendre cette déstabilisation qui d'exprimera en termes d'établissement de complé-mentarités dans le respect des indé-pendances nationales.

pendances nationales.

Ainsi, la nouvelle coopération partira d'abord des exigences que le tiers-monde exprime quant à son développement en précisant le contenu qu'il veut donner au nouvel ordre économique international (élévation du degré de satisfaction des besoins des masses par le développement des forces productives sur la double ligne de la rupture de la constitution d'une base d'accumulation interne dans le cadre d'une profonde reconsidération des liens avec le marché mondial). Elle implique l'élimination de l'impérialisme français, une politique de coopération active dans laquelle se trouveront engagés tous les secteurs de l'économie française (agriculture et recherche comprises), et une réorientation structurelle de la politique extérieure de la France.

GERARD DESTANNE DE BERNIS.

### Le sort

. . .

Sec. 1

400

e . . . ·

. .

....

100

40.00

1.00

. . . . .

1.75 . . .

. . .

mmura

### des travailleurs immigrés

# VERS UN NOUVEAU MODÈLE D'EXPLOITATION?

Par ALBANO CORDEIRO \*

A UJOURD'HUI encore, la compréheasion globale du fonctionnement des couronts internationaux de maia-d'œuvre est insaffisante. Mais les opports récents provenant de l'ethnologie (1) aideat à mieux percevoir le perceté intime entre le système do travail migroat en Eorope occidentale (puisant essentiellement dans les « gisements de main-d'œuvre » du bassin méditerranéen) et le système de rotation de la maind'œuvre eetre les réserves et les zones « blanches » ea Afrique austrole.

Face à la politique d'importation et de rotation des forces de travail mise en place par les économies atilisatrices dominantes, les gauvernements des pays exportateurs (2) na font que gérer « au mioux » ce qui devient pour eux uae donnée structurelle. Parfois, se comportant en garants de « sociétés de travail par intérim », ils excellent à répondre aox a besoins » des utilisatears (3). Ils monaient la perte de ressources que constituo l'émigration por des « avoctages » à court et à moyen terme : immobilisme social et flux réguliers do moyens de poiement internationoux. Ces derniers dovienacet des sabstituts d'investissement on servent à des investissements qui n'induisent pas lo propre déve-loppement capitaliste de l'économio da poys.

Le système de trovail migrant e comme essieu le « besoin » de statuts sociaux diffé-ranciès et hiorarchisés. En effet, en important de la moin-d'œuvre, le patronat charche au type « social » de trovailleur : valnérable, inorganisé, inadapté, mis en situation d'accopter certains postes do travail, cortains niveoux de salaires, ano certaine mobilité (entre les postes, les entreprises).

En disposoat de ce type de travailleur, la potrocot acquiort la capacité de déficir l' « amplacement » de ces travailleurs dans la production et dans la cité (oa, du moins est-il assuré que le fonctionaement « actu-rel » da certains mécanismes y condaira).

La législation spécifique d'exception règle l'eatrée et la mobilité du travailleur immigré dans le marché du travail et institue ane situation d'infra-droit pour la population immigrée (4). Mais c'est principalement au niveau des protiques patronales dans les entreprises que l'on tire porti do la vulnérobilité de cette main-d'œuvre, qu'ou la fixo dans ane

« oire sociale » précise et qu'on ossigno ue cadre do controintes qui déterminora son mode

Le système du trovail migroat permet and séparation, pour la main-d'auvre concernée, entre coûts d'entretien et coûts de reneuvel-lement de le force de travail sur lesquois sont

réalisées des économies considérables (5). L'occroissement de sout mondarisé du renouvellement et de l'entretien do la force de travail dons les économies dites déveleppées peut devenir moîtrisable dans son évolution et dans ses conséquences si l'on reporte les nouvelles discriminations sur la « population des réserves n, et si on leur fait supporter des couls pris en charge pour d'outres gr socioux,

D'ane manière générale, ce transfert de risques et de charges permet d'éporgner des couts sociaux importants inhérents ee fonctiogoement (normal) du mode de production (6) et do les déverser (dénationaliser, en désamorçant des répercussions politiques possibles) sur cette population,

Ea ce qui concerne les formations socioles et économiques des pays dominés, ano aftention spéciale devroit être portée non sualement aux différenciations et biérarchisations qui s'acceptuent entre pays-réserves de main-d'œovre à faible coût de reproduction et paysrelais impérialistes, et à lenrs nouvelles fonctions, mais aussi aux effets à termo des lavestissements en matière d'édacation et de santé dans les pays-réserves qui anomncoat une évolation vors an type de main-d'auvre plus adoptable à différents besoins du morché internationalisé da travail.

Les modèles migratoires qui répondent le mieux aux variations de l'activité économique, sont les modèles de rotation que l'on pout voir à l'œuvre en R.F.A. et, dans uno certaige mesure, en Suisse : un grand nambre do travaillours sons contrat onnuel oa de dix mois, et perdaat lour droit de séjour à chaquo échégoce. En Fronce, des préoceupations démographiques et les caractéristiques du fouctionnement du marché do travail du marche au travair (domaines de négociation syndicole, moindre place des cantrats à darée déterminée, etc.) aboutisseat à aa modèle qui vise un foit à des résultats semblables mais dans des temps

Actuellement, le discours dominant teurne autaar de deux idées maîtresses : la « reyolorisation da travail manuel » ot lo « redéplojement iadustriel », qui doivent faciliter le remplocement do la main-d'œuvre étrangère. La « revalarisation du travail maacel »

relève essectiellement d'ua discours Idéologique qui masque ua processus de déqualifi-cation généralisée de la maia-d'œuvre. Dans la logique du système économique en vigueur (et dans la situation actuelle de crise), qua telle revalerisation n'est possible qu'en ougmentant sensiblement la productivité (nouvel aquipement entrainant la réduction à court terme des besolns de main-d'œuvre) et en désposant d'un marché « ou expansion » (7).

Quant au « redéplaiement industriel », à l'exportation des emplois, ils touchent autout la main-d'muyre française quo la main-d'muyre etragère. Mais celo ae suffit pos à diminuer le râle essigné à l'assemble de l'immigration qui contiauera à être sollicitée pour répondre à des demandes do travail « en expansion » (tertiniro infériour) et à des offres do travail spécifiques pour certains emplois non « exploi-tables », porticulièrement pénibles sur le plan des boraires et des conditions de travail (équipes do zait des transports collectifs, filles do salle des cliniques, etc.).

Les recherches de R.E. Verhaeren, en porticulier sur le comportement da secteur da bâtiment et des travaux publics (B.T.P.) depuis le début de la crise, moatrent les limites ouxquelles se beurte la substitutioe de la maind'œnvre immigrée, ainsi que le rôle Important que joue le statut précaire des ouvriers immigrés du B.T.P. dens les capacités de ce secteer o opérer une restructuration du copital.

### Des statuts sociaux différenciés

D'APRES les hypothèses de restructuration des marchés « nationaux » du travoil, on pout s'attendre à des modifications sensibles dans le fonctionnement du modèle migrotaire :

1) L'opparition de catégories de travailleurs (nationaax et immigrés) saamis à des « gestiens spécifiques » et différenciées dans le mode de reproduction, dans le mode d'insertion dans le marché da travail et dans la mise en valeur de la force de travoil. Ce qui pourra avoir comme carollaire la création de statuts socieux différenciés et hiérorchisés propres à certaines catégories ; embauchés et sans-travail « clandastins n; temporoires permanents: « établis en France »; « deuxièmo enération », etc., avec des emplois assigués à chaque catégorie. La gestion d'un voloat important de chômeurs nationaux se troavera focilitée, car la situation sera mieux définio en ce qui coecerne les conditions d'emploi et de chômago des immigrés.

2) Une distinction plus actte eatre masses do travailleurs immigrés destinés sélectivement à ace « stabilisation », avec droit d'établissement, et masses de travailleurs immigrés soumis à un régime de rotation (travaillears avec « retoar garaati ») par un contrôle croissant des durées de séjoar, le rythme de rotation devenant matière à négociation dans les accords du main-d'auvre.

3) L'entrée en jeu d'une nouvella réservo de main-d'œuvre à bon marché basée dans l'espace national et constituée par des communautés étrongères combreuses (B) et so reprodoisant à foible caût (deuxième génération et travailleurs « établis »).

4) La participation croissante des Etats des pays d'origine à la moltrise des divers temps du porcours migratoire. On peut njou-ter, por ailleurs, que cette maîtrise des divers ps da porcours migrotoire, l'institutionnalisation des retours et le mode réglé d'insertion dans le marché de l'omploi s'accompagneront de nouveaux instruments idéologiques, tsl celui do la « formation en poche » à la fia d'au coutrot de durée limitée (9). Cette formo de mise en valeur da travail migrant pourrait faire oppel à une main-d'œuvre ayont déjà été scolarisée dans le pays d'origine et qui serait mise à la production dans les écono-mies atilisatrices pour une dorée limitée.

### Quelle réponse politique?

DLUS que jamais le mot d'ordre de l'égalité L de droits entre travailleurs immigres et travailleurs français apporoît comme l'axe portent de la latte à cagager, en particulier contre la précarité du droit do téjonr mais aussi contre la résurgence du racisme at da chauvinisme. Mais d'autres mesures s'imposent, en promier lieu l'affirmation do droit d'expression et d'association pour les travalleurs étrangers, avec en conséquence l'abolition des décrets d'avril et septembra 1939 sar les associations dites étrangères et la levée des limites apportées au regroupement de travail-leurs étrangers dans les associations du type

La lutta pour l'unité des travoilleurs fronçais et iminigrés est une lutte contre les focteurs qui entretiennent leur division. Cette division est ua problème de la société fronçaise, elle est olimentée por l'idéologie demiconte et par une organisation sociale qui essure la reprodection de cette division,

Tenir compte des différences pour les dépasser, ce n'est pas les transformer en « focteurs de division ». Lutter pour l'onité passe donc par le respect de l'autonomie (relative et insérée dans une dynamique vers l'unité) que les travailleurs immigrés revendi-Quent, sans pour autant refuser l'aaité dans l'action. Pour les partisons de la « reconaaisassocietions) de travailleurs immigrés n, il n'est question de recognoître cette outonen que dans les luttes hors des ontreprises et spécifiques à la condition de travailleur Immigré et d'étranger.

Le mot d'ordre « liberté de circulation et d'établissement » suscite de sérienses réserves de la part des organisations syndicules et politiques do gauche, même dons la perspectivo d'ua goavernement « ouvront la vala à une transition vers le socialismo » (pour tenir compte des priorités de la planification démocratique et de la persistuaco des écarts internationo ex de développement). Toutefois, certaines forces tienaent à le couserver sous réserve de l'accompagner de san carollairo iadispensablo : le droit de vivro et de travailler

(1) Notamment les travaux de Claude Meillessoux, P. Ph. Bey et autres.

(2) Ces gouvernements de représentent que
les alliances de classes nationales et internationales qui les coutiennest. Les économim de Isurs
pays sont subordonnées au marché capitaliste
mondial et fonctionnent dans la logique (loi
de la valeur) qui régit co marché.

(3) Le gouvernement tunisien, par sammple,
met son honneur à offrir les « spécialisations
exigées par la demande de l'étranger ».

(4) Le « bational » réside dans « son » pays
par droit de asistance (le sang et la terre). Le
« con-national s (et les membres de sa femilie)
de peut régider que s'il trouve un patron qui,
en l'embauchant, le fait « saitre » à l'égard 0s
la législation nationale. On peut donc affirmer
que le patron est is « mère » de l'étranger ;
il est enfanté par les « besoins économiques »,
c'est-à-dire par les « besoins économiques »,
c'est-à-dire par les politiques patronales
d'entreprise.

(5) Ils arrivent sains, résistants à la maiadle
st capables de récupèrer vite et bien après un
accident de travail. Postes de travail éaugereux,
atéliers pathogéniques, habitat insalubre : la
résistance physique din travailleurs immigrés est
constamment mise à l'épreuve. Les caves de
Paris, où aujourd'hui les Mailens tombent tubercuisux, sont les mêmes que celles où les Francais
bretons tombaisent tuberculeux su éébut én
siècle. On éénationalise les risques, les caves,
le silicose...

(6) A ce sujet, voir les rocherches de l'REP

siècle. On éénationalise les risques, les caves, is silicosa...

(6) A ce sujet, voir les recherches de l'IREP de Grenoble et l'étude interministériells sur le hilan économique st social es l'immigration étrigée par A. Le Pora.

(7) Le prétendue « substitution de la mainécouvre immigrée » cache mai une relève cartielle d'anclennes couches de migrante par 
d'autres (sinsi l'arflux em réfugiés éu Sud-Est 
saistique : mille par mois). L'immigration dite 
« politique » est écatinée probablement à 
s'accroître, écutant plus que les raisons politiques sont sujourd'hul à l'origine des écolacements parmi les plus importants an oiveau 
mosdial.

(3) Des communautés d'origine étrangère,

cements parmi les plus importants an olveau mondial.

(8) Des communautés d'origine étrangère, vastes, anciennes, foactionnent désormais — en peut combre — comme des « microsociétés autonomm » evec leurs rites ée vie, leur vie culturelle propra Le statut éétranger es se justifie pas dans co qu'il a ée restrictif sur le plan ées droits é'expression culturelle et politique.

(6) Le modèle pouvant être l'accord de maiu-écutiques pour 197ê ée l'ONAMO montrent bien la sélection extrémement poussée que comporte co type é'accord : il concerne des travailleurs très jeunes, célibataires et é'un niveau scolaire très élevé (plus de 90 % ées candidats retesus evalent accompil plus de le moitié ées études secondaires).

.....

Chercheur à l'IREP, Gregoble.

# La nécessaire solidarité du mouvement ouvrier international

# POUR UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

« L'attitude des syndicats des pays développés à l'égard d'un nouvel ordre économique » : c'est sur ce thème que l'ONU a organisé à Vienna (Autriche), les 23 et 24 octobre, un colloque au cours duquel es produisirent de vifs affrontements entre syndicats des pays riches et représentants du tiers-monde. Les ealariés des pays industrialisés sont-ils solidaires des travailleurs des pays pauvres ? Participent-ils à leur exploitation ? Ces questions étaient présentes au colloque de Vincennes (voir pages précédentes). On trouvers ici la position du secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail.

PERSONNE ne peut nier le solidarité ldéologique du mouvement des pays développés avec les peuples du tiers-monde, es tradition internationaste, son soutien actif aux luttes de libération politique et économique du tierspassant par l'Amàrique latine, - son refus affirma de e'entermer dans une sorte de ciub des ouvriers riches qui seraieni solidaires de leur petronat pour défendre leur saigire et leur emploi contre les ouvriera du tiers-monde.

Mala, d'autre part, parsonne ne peut nier non plus les limites de catte solidarité : limites de l'action des organiesbons syndicales des pays industrialisés dans tes firmes multinationales pour améliorer le cort des travallleurs des paye en voie pour faire pression our nos gouvernements et nos petronets dana le sens d'une véritable cooparation internationale favorable à un développement autocentré des pays sous-développés, orienté vers la satisfactions ; limites, enfin, pour fatre reculer le racisme à l'égard des travailleurs migrants comme pour obtenir avec eux l'égalité des droits.

Il est facile de montrer qu'au moins pour une part ces insuffiesnces de notre action trouvent jeur origine dans les réalités économiques contraignanjes qui pèsent eur les travellleurs. Faut-il en rester d ce consist et à l'ecceplation qu'il implique d'une Impuissance du mouvement ouvrier à changer le coura des choses ? Je dis impuissance car dans le choc du pot de terre des idéaux abstraits contre le pot de far des réalités objectives, on eait d'avance qui sortirs vainqueur...

Soulignons d'abord que, avec une telle le champ libre. Ainsi la montée du chômage structurel dans les paye développés est tantôt mise aur le compte des immigrés qui prendraient la place des Européens. tantôt décrite comme la conesquence de la concurrence des produits industriels exportés de façon croissante par les pays en vole de développement, sans compter ceux pour qui la crise trouve con origine dane ta revalorisation du prix du pétrole et des metières premières. Même l' «alde», pourtant dérisoira, des pays Industriele eux peys en voie de dévelop pement se voit accusée d'être source de

Cette logique d'une prétandua divergence d'Intérêts concernant l'emploi entre travalieurs du « Nord » et du « Sud » reseamble fort eu diacours que l'on entend encore dans nos pays européens lorsque certains présentant les travailleuses comme les concurrentes des traval·leurs sur le marchà de l'ampiol. D'une façon gènéraie, un tel raisonnement conduit sous couvert de réalieme en cette période de à courte vue, limitée eu plan national ou continantal, renvoyant le développement du tiers-monde à plus tard, quand la prospérité sere revenue... Cette politique eveugle conduit à une impasse. Car le constat est fauesé, il omet l'essentiel.

### La croissance productiviste à l'origine de la crise

S i le crise, comme nous le pansons, est le produit du type de croissance imposé par le système capiteliste, les divergences apparentes entra travellieura ne tont qu'en reflater les coneé Elles peuvent donc se résoudre s'ils luttent ensemble pour définir et imposer un eutre

DEDEDEG

ILL LILU

LE MENSUEL

DU C.E.R.E.S.

Contre

la gauche américaine

Radio libre:

les balbutiements

de la liberté

Prix de numero : 15 P. En vente dans les kiosques ou en 13, bd Saint-Martin,

75008 PARIS, - Tel. : 887-76-42,

d'échanges, un nouveau type de dévelop-

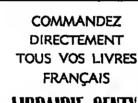
syndicales, ne consiste donc pas à gomun diecours idéologique. Leur problème

4, rue des Ecoles 75005 PARIS

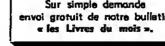
Sur simple demande envoi grotuit de notre bullatin « les Livres du mois ».

type de production, de consommation et

Ce ne sont pas les intérêts des traveilleurs aul les opposent les uns eux conditions économiques, socieles, culturelles, politiques de l'émanciostion et du libra développament de leur personnalité est profondément commune, Ce sont les situatione qui tea divisent, qui les conduisent à avoir des priorités différentes. Et ces eiluations leur eont imposées par leurs patronats ou leurs États. Elles système capitaliste, de le division internelionale du travall qui en est le coneéquence. La solution, pour les organisations mer les divergences nées des cituations qu'ile subissent ou à fuir les réalités dans



## LIBRAIRIE GENTY (nncien. librairie DELAMAIN)





### Par EDMOND MAIRE \*

esi de construire une solidarité plus réalie, d'en montrer les fondements objectife par des luttes syndicales communes ou convergentes qui révelent les causes pro fondes du développement inégal et tracent tes axes d'un projet alternatif et solideire

Démystifier et informer, vollà la première nécessité, il est faux de présenter l'amplot mondial comme un gâteau à psrtager, tout ampiet créé queique per entrainant la suppression d'un ampioi allieurs, alora qu'eu contrairs les besoins satisfaire appellent une dynamique de la création d'emplois. Il est faux de présenter le monde comme composé de systèmes clos, alors que t'expansionnisme capitalista e imposé un type da consommation et de culture comme modèle pour la déclin de bien des entreprises et des branches comma résultant de la concurrence des paye du tiers-monde alors que ca sont tes interêts petronaux qui conduisent à déplecer les industries de main-d'œuvre vers les paye en vole de ent, réservant les eccleurs de pointe eux pays développés, assurant ainsi ta continuité de l'échange inégal et de teur domination.

Meie cet effort d'analyse est insuffisant. Le mouvement ouvrier des pays industrialisés se trouve contronté à une mutation considérable dans la structuration el te répartition des forces productives au plen mondiel. Il volt agir deux laisceaux de torces qui ont chacun, maigré des contradictiona internes, une dynamique et un but cohèrents :

- D'une part, les pays en vole de développament qui aspirent à se doter d'une politique économique fondée sur leurs propres ressources :

- D'eutre part, les Etats capitalistes el les firmes multinationales qui se restruc-turent et es redéploient pour trouver de nouvelles bases essurant le maintien de laur hégèmonie.

### Proposer un nouveau type de développement

S'IL sait aller eu bout de ses polentialités, le mouvement syndical des pays développés peut intervenir avec force dans les forces de progrès du tiers-monde, conformément non seulement à ses principes idéologiques, mais eux intérêts fondamentsux des travailleurs qu'il ras-semble. Pour cele, il doit proposer une solution de rechange, un projet solidaire et, au minimum, un ensemble d'exas de lutte qui donnent aux luttes sociales une double dynamique : celle d'una epproprietion du pouvoir par les travailleurs et les peuples, celle d'un changement de l'actuel type de croissance productiviste dominant au plan mondial en un typa de développement répondent aux besoins essentiels. Ce faisant, le mouvement syndical créera les conditions d'un dépassement des divargences d'intérêt aujourd'hui epparentes entre travaillaurs du . Nord » et du « Sud ».

Au point de départ de ce projet solldeire, es trouve un égat refus du productivisme par les travailleurs de divers types de pays. Le productivieme et le surbordination des échanges commerciaux à le loi de la jungia qui en est le conséquence cont en effet à l'origine d'un fantastique gaspillage mondial des ressources humaines et matérielles, où le recherche de le rentabilité à tout prix pour une minorité dirigeante e'accompagne d'une intensificelion de la charge de travail, du retard des équipements collectifs, de la recherche parmanente d'économies de meind'œuvre et donc d'un chômage structurel, de la division sociale du travall contre laquelle e'élèvent les travallieurs des pays industriele comme ceux des pays en vole de dévaloppement

A la base de ce projet solidaire, se conjuguent donc le confestation par les travailleurs des paya Industrialisés d'un type de croissance allénant et inégelitaire et la révolte des travallleurs et des peuples des pays eous-développés contre l'échange inégal, les forces de domination économiques et politiques externes et leura elliés internes. Mais on ne peut en rester à ce ratus. La danonciation commune des impérialismes et des politiques capitalistes ne gerantit nullement l'unité du combat. ni son débouchà émancipateur.

Heureusement, le passage de le contestation à le proposition est en train de e'opérar. La recherche par les paye en voie de développement, et notsmment les non-elignés, d'un nouvel ordra économique international comme la lente maturation

Secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail.

dans le mouvement ouvrier des peys dévetoppés d'un projet socialiste autogestionnaire qui réconcille sociatisme et liberté et assure une nouvelle orientation de la croissance constituent des tenlatives pour ébeucher l'Indispenesble solution de rechange solidaire.

La C.F.D.T., par exemple, a défini des exes pour un eutre type da développement en s'afforcant d'éviter les oppositions et, mleux, de tenir compte au maximum des orientations des forces progressistes du tiers-monde. La propriétà sociala des movens de production, la planification démocratique n'ont pour nous de sens qu'eu service de quelques grande objectifs caractéristiques d'un autre type de développement autour desquels nous tentona de ressembler une majorité de la

Alnei le réduction des inégelités de ealeires el de revenus comme des Inègelités dans le droit à l'emploi nous apparatt répondre à une aspiration fondamentale des travailleurs de notre pays et constituer un des fondements d'un type de production et de consommation qui privilégie les satisfactions collectives par rapport à l'accroissement du pouvoir d'echet direct. Sommes-nous el loin d'un des buts que nos camarades du tiers-monde fixent au « développement autocentré » ? De plus, toute action contre les inégalités internes développement inégal entra pays.

capitaliste national ou multinational à tous tes types de migration, à la nature et à la Un emploi utile pour tous, la réduction

du tempe de travall, la revelorisation do tampe hors travali, des activités d'échange comme des loisire, autant de revendications correspondant à des besoins essentiele et donnant déjà lleu à des ections convergentes. Il ne e'agit pas seulement d'économie. Vivre au pays, c'est répondre sux besoins de la vie quotidienne, c'est loppement prioritaire de services collectifs et individuele échappant souvent à l'économia de marchà et non comme la segle consommer. N'est-ce pes là un thème autour duquel les hommes et les fammes du monde entier se donneralent volontiers

● Le développement du pouvoir des

travailleurs sur le contenu de leur travail

- c'est-à-dtre à la fois sur les conditions

de travall, sur l'organisation du travail,

sur l'outil de travail et sur l'utilité sociale

des produits et des activités - nous

Et l'objectif de » vivre et travaille

au peys » ne s'ettaque-t-il pes de plein fouet à le logique du développement

 Un nouveau type de développement, c'est eussi un nouveau type d'échanges. Le mouvement ouvrier n'est pas atteint de cécité à cet égard. Il nait blen aujourd'hui que ses dirigeants l'ent souvent enferma dans un plage, per exemple en llant leur emploi à l'exportation d'armes tandis que les mames dirigeants tendent l'autre entrée du plège aux jeunes Etats en voie da développement en liant leur indépendance à une militariestion forcenée. N'est possibla de sortir du dilemme en egissant pour un nouveau typa de coopération fondée aur una plenification contractuelle des échanges industriels et agricoles, La réponse eu sous-développeme et au chômage des eutres passe par l'accession des pays eous-développés aux blens d'équipement et aux infrastructures leur permettant de mettre en ceuvrs le développement qu'ils euront choisi. Une tella politique implique le revalorisation du prix de leura metiéres pramières

nombre de leurs productions. Ne le nione pas, le convergence pour un nouveau type d'échanges sera difficile à établir entre le mouvement ouvrier des pays industrielisés et les peuples du tiersmonde, tent que des progrès n'euront pas nouveau type de développement.

comme le possibilité d'exporter on certain

## Quelle action?

CET effet, Il nous feut Intensifier A CET effet, il nous reut miserale. En nes confrontations el nos actions. En confrontant nes points de vue, nous noue efforcons d'élaborer des solutions qui ne solent pas conçues comme des compromie entre intérêts divergents, mals comme des éléments de dépassement de nos eltuations respectives, dépassements pertiele certes, male eignificatifs d'un projet plue ambitieux. Nous nous efforçons aussi de discemer les terraine où nous pouvons mener des luttes communes. Ainst la ciation de le convention de Lomà a donné lieu à des confrontations poeltives, d'une part, entre les syndicats de le C.E.E., d'eutre part, entre des syndicats des cinquante-daux pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, enfin entre la Confédération européenne des syndicats et l'Organisation unitaira des syndicats atriceles

Au-delà de ces confrontatione, il est évident que c'est par des actions concrêtes que les convergences et les adilderités s'approfondissent le mieux. Un

certain nombra d'actions au agin des firmes multinationales ont montré le possibilité d'une lutte plus colidairs portant eur les salaires, les conditiona de travail, les droits syndicaux, le contrôle ouvrier. Il est en même temps possible et nécesealre d'accentuer la pression syndicale dans les entreprises européennes particu-lièrement lièes au racisme institutionnalisé d'Afrique du Sud ou aux dictatures sanglantes d'Amérique letine, en liaison avec les syndicalistes de ces pays.

La dimension continentale de l'action

syndicale est une nécessité pour le mouvement ouvrier s'il veut peser d'un polds suffisant sur les Institutions et les détenteurs du pouvoir économique et e'il veut àtablir des reletions syndicales vraiment débarrassées de toute séquelle de domination entre paye de niveaux de déve-loppement différents. Il eersit très utile de ce point de vue que la dynamique syndicale unitaire eu plan conlinental ee manitesta au-delà de l'Europe occidantale et de l'Afrique.

# Recevez un CADEAU

Le Monde **DE L'EDUCATION** 

Le Monde de l'éducation, une publication essentielle. Chaque mols, l'onclyse d'un problème important de l'éducation, scolaire et un ensemble de conseils pratiques et de reponses oux questions que vous vous posez.

Abonnez-vous: vous ne polerez que 60 F pour onze numéros, ou lieu de 66 F (78 F à l'étranger) et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros que nous ovons déjà publiés.

BULLETIN	D'ABONNEMENT

Ja vous règle la somme de 60 F pour mon obonnement d'un an (onze numèros) ou Monda de l'éducation, et ja reçois es cadean l'un des numeros cochés ci-contre,

OPTION : Je désire, en outre, recevoir les outres numéros que l'ai cochés ; la vous les règle sur lo base de 6 F l'exemplaire.

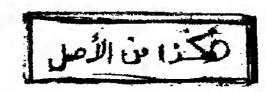
RECEVEZ EN CADEAU

l'an des aumèros suivants : ☐ < Mai 68 - Mai 78 », nº 39, mai 1978. □ < Mai 68 - Mai 78 >, n° 39, mai 1978.
□ < Les jounes parents >, n° 38, avril 1978.
□ < Les Uvres d'énfants >, n° 37, mare 1978.
□ < Le vote des enseignants >, n° 36, février 1978.
□ < Le politique an lycée >, n° 36, février 1978.
□ < Le jouets >, n° 34, décembre 1977.
□ < L'anfant et la ville >, n° 31, novembre 1977.
□ < Qui sont les étudiants ? >, n° 32, octobre 1977.
□ < Les débouchés du bec >, juin 1978.
□ < Le Palmarès des universités 1978 >, juilletaoût: 1978.

Vous Pollupre et moite le southettes commandét. 68

Vous pouvez, si vous le souhattez, commander, en plus de votre numéro esdeau, d'autres numéros-il suffit que vous rajouttez à votre réglement la somme de 6 F par exemplairs demandé.

Envoyez votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Meade), au Monde de l'éducation, service Abannements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09. (Tél.: 246-72-23.)



Lexpans

11.0

Children.

 $q_{\rm H,H_2}$ 

14. E

F :: : : :

99.4.4

(A ....

en aust derniet in Boussac par Agi ... rque la fin continui doni Pesso ... on coloniale. A a. d'archives, l'a reposite comment trançais - Rol comercait, veila

de laire pres . dan- la politiqu ent des colonies u - en ceten les fila estal a comple ..... e. A:  $-\Delta (r - 1) \Delta (r) = 8 4 \pi \Delta r$ biruze Brassa e - 4 - 15 m2.550

-----ing year at Hadien in the product of the Park attitude pro-್ ಕ್ಯಾಕ್ ಕ್ರಾಡ್ಗಳ ಕ i ki aki de itugh: Na peray mesa. B 201 10 1123 ್ತು ಕೃತ್ವಾಗಿ ವಿಧಾರಿ ಕೃತ್ತಿಗೆ ಕೊಡ್ಡು ಕೃತ್ತಿಗೆ ಕೊಡ್ಡು ಕೃತ್ತಿಗೆ ಕೊಡ್ಡು ಕೃತ್ತಿಗೆ ಕೊಡ್ಡು ಕೃತ್ತಿಗೆ ಕೊಡ್ಡು ಕೊಡ್ಡು ಕೊ 1.47 + 255 224 minificación cum ensi 4: 5 ° 0° 6' 5 A Educin français

ista Ekima biz . . (\* ::-:::. :e"e 11 menten 1. La arethe series are the rundterger Cappia court rest stements is ningerig boli ka bilist trusan trancer, un ins le mêma tempo Civing the distance were mout en Haute-Voria ener gauverneur de -o de dotor alegati.

> 1919 F 1851 (ev 97 mis ac travers etc. ALSTANCE SEE es les imetres de pistes Hit is nulterna du m il Sila adioaniero turesur à Ousquio . e Degrupou Liba-: ar on ide Appella O THE BOUSSAC + Le. Tremer dien des d Toute la

in sulour de la cultur e little en dale - Pinne indre de s

Dan

100 ATIONALE, fort

100 ATIONALE, fort

100 Colon de Paris et retrornilist

100 ATIONALE, presente Tumero presente

Francia, David C.

Francia, David C.

Francia, David C.

Francia, David C.

Francia, Carcara d'Encausse

Alle nouvelle r

Andrew par les Pr

France avec

Pr C. le co-dree

retieur de la

retieur de l

REPERES. publiar REPERES. publiar REPES. est consact for interfeste claire. The Europe Socialis and discount for account of the Europe Socialis and discount for account for a

anterialne of anterialne of anterialne of anterialne of a fecuperation of de droite pure problems in a fecuperation of the support of the problems in the fecuperation of the support of the pour of t

Although the cetter of the cet

Bertin - Trement natur (a.m. fusqu') : (a.m. f

The definition of the Paris, j

The Filling was desired out to the standard of the standard of the standard out to the

## A propos de la disparition d'un «empire» plus que cinquantenaire

# L'expansion industrielle de Boussac et l'exploitation coloniale

Le rachat, en août dernier, du groupe textile Boussac par Agache-Willot marque la fin d'an « empire » familial dont l'essor fut liè à l'expansion coloniale. A l'aide de documents d'archives, l'article ci-dessous rappelle comment un industriel français — Robert Boussac — s'efforçait, voilà cinquante ans déjà, de faire prévaloir ses intérêts dans la politique de développement des colonies afin de ravitailler en coton les filatures de la métropole.

ES activités de la maison Boussac prennent leur essor à compter des ennées 20, eu moment où se développe le culture cotonnière en Afrique-Occidentale françaisa (A.-O.F.). Dès 1903, une Association cotonnière coloniale avait été créée: mals c'est surtout au lendemein de la signande guerre que le pénurie de coton sur le marché européen stimula les intérêts publics et privés en taveur da cette production dans les territoires d'A.-O.F., notamment eu Soudan frençais, au Niger et en Heute-Votta. Les possibilités de produire le coton

en cuture pliviale et Irriguée sont elors étudiées et, eur les recommandations d'une mission d'étude condulte par l'Ingénieur Bélime, un premier projet d'eménagement de le vellée du Niger est étabil (programme Carde, 1920), L'ingénieur eat nommé, plue tard, é le tête du service général des textiles et de l'hydreullque egricole, chergé d'améneger des caeiers irriguéa le long dea rives du Niger. En 1925, deux casiere (Niénébalé et Baguinede) eont prête é produire du coton au Souden Irançale, En 1930, 3 000 hectares Irrigués y sont en production, tandia que Bélime présente un nouveau projet portant, cette fois, sur plus de 500 000 hectares. La création, en 1932, de l'Office du Niger, en evai de Ségou, doit concrétiser l'epplication de ce projet, qui ne connaît pourtant qu'un début de réalisation (1).

Tandie que des Investissements considérebles sont consentis pour is production cotonnière eu Soudan françaia, un programme de culture du coton soue pluie est conduit, dens le mâme temps et à moindre cout, dans les colonies volsines, eu Niger et eurfout en Haute-Volta.

Là, le lleutenent gouverneur Hesling est conveincu — et il en persuade ses administreleurs, les e commandants de cercle e (2) — de pouvoir exporter des milliers de tonnes de coton auseltôt qu'un mode de trensport fecile et économique eure élé créé. De 1919 à 1927, les peysane voltaïques sont mis eu travall, d'abord sur les pletes eutomobilisables et les ponis (6 000 kilomètres de pistes sont aménagés en 1925, le huitième du réseau routier de l'A-O-F-), puie dans les champs. Dès 1924, l'Association cotonnière coloniale établit des bureaux à Ouagedougou. Bobo-Diculasso el Dégoudou. L'edministrateur de l'Association, délégué à Ouegadougou, se nomme R. Boussac. « Le coton passe elors au premier plan des préoccupations edministretives. Toute le vie voitaique gravite eutour de le culture de

Une circuleire locale, en dete du 25 janvier 1924, donne l'ordre de semer du coton. Un arrêté général du 6 mars de le même année et une circuleire du gouvernement général de l'A-O-F. organisent ensulta la production du coton non irrigué et poeant les principes généraux de la politique ootonnière à euivre. Ainsi le circulaire nº 951 du 28 avril 1924, edressée eux e commandents de cercle e stipule-belle que : « L'intérêt général exiga une production poussée é l'extrême limite de ess possibilités. (...) Cene cee conditions, en appelant le populetion de votre cercle é développer ces cultures et en exerçant sur elle toute pression nécessaire, v o u e agissez en tulaur evisé et eutoriaé, en conséquence, é exiger l'effort demendé. « Le 24 evril 1924 est créé le Service local des textiles, chargé de diriger l'intensification des cultures et d'organiser les marchés. La malson Boussac préside aux décisione de ce service. La récolte de 1924, commercialisée eu début de

Prix d'achat dérisoires et disettes

C'EST que les paysane voltelques ne veulent et ne peuvent plua vendre de coton, compts tanu, d'une part, du prix d'achet jugé trop feibla (les commerçants rétorquent, non sane raison, que les prix en Europe s'effondrent) et, d'eutre pert, d'une conjoncture agricole déficiteire due é des aécheresses et à des vols d'acridians qui dévastent les récoltes et provoquent des disettes. « La question de l'alimentation des populetions devient extrêmement angoissante «, annoncent les « commandents de cercle «. D'autant qu'ils n'ont cessé, en epplication des circuleires, de forcer les populatione à produire du coton eux dépens des cultures vivriàres.

Le rapport de l'inspecteur des affaires administratives B. Soi est parfeitement explicite our les causes du déficit des campegnes cotonniàres de 1927-1928 : Destiné auparavant eux besoins tamiliaux et eux échanges de cercle à cercle, aprèe transformation de le fibre en bendes tissées, le coton produit a été eutoritairement dirigé sur les marchés d'exportation, où il e été payé à des prix dérisoires : maximum à Ouagadougou 5725 F le tonne; minimum, 1850 F le tonne. Transformé en bandes, le producteur en retire un prix quetre tois supérieur eu prix offert par le commerçant européen et seize fois supérieur au prix minimum. (...) Contraints de vendre leur production eu commerce européen, les paysane ne peuvent plus peyer l'impôt de capitation. De plus, deux disettes, depuis 1926, ont ravagé l'ensamble du pays.» Le repport précise encors ; « 1 hec-tare eemé en coton produit, en Hauts-Volta, 50 kilos de coton brut (chiffre élevés payés par les commerçants de Heute-Volta depuis 1924 e été de 1,65 F le kilo non égrané, soit, pour 1 hectare de coton, un revenu de 82,50 F. La mil donne 400 kilos à l'hectare, et le valeur moyenne eat de 0,50 F le kilo, solt un rapport, per hectare, de 200 F pour un travall moindre que celul de le cotonnerale. La différence an faveur du mil est donc de 117,50 F. . B. Sol conclut : Par J.-Y. MARCHAL et L. WILHELM\*

l'année 1925, procure aux malsons de commarce près de 4000 tonnes de coton brut. Au cours de la campagne 1925-1925, près de 6000 tonnes sont offertes au commerce européen. Le chitire officiat de le-quantité da fibres expertée est de 1247 tonnes, soit le tiere de l'axportation de l'A.O.F. (3900 tonnes pour 1925-1925). Pour eccroître cette production, une circulaire du 4 juin 1926 précise : « il doit être réservé à la culture du coton destiné à l'exportation une auperticle de 4 hectares pour 100 hecteres de cultures edit, pour 3 millions d'hectares, 120 000 hecteres. « Mais la récolte de 1927 est bruequement déficitaire (640 tonnes de fibres exportées), elnsi que calle de 1926 (515 tonnes de fibres exportées).

La régime de production n'a été qu'un régime de prastetions. Le régime commercial, un régime de réquisitions eggrevé du tait que le prix de la réquisition était, par une délaillence inadmissible de l'eutorité, lixé non par elle-même, an tenant compts de pus les éléments du problème, mais par des commercants (4).

Expriment ses inquiétudes à ce aujet, dans une lettre adressée, le 28 février 1928, au gouverneur de le Heute-Volts, R. Boussac, administrateur délégué de la maison du mêma nom, indiquait les mesures qui, à son avis, pouvelent contribuer à redresser ses affaires.

- Monsieur le gouverneur,

 Nous avone l'honneur de vous confirmer la conversation que notre administrateur délégué, M. R. Boussac, a eue avec vous hier matin. (...)

1º La récolte cotennière de 1928 (...)
 e'annence comme considérablement déficitaire par rapport eux prévisions insérées au Journal official de la Haute-Volta du 1<sup>est</sup> décembre 1827,
 Ces prévisions officielles annon-

Ces prévisions officielles annoncalent 15 760 tonnes d'apport de ector
brut. Or nous estimons que le récolte
totale de le Haute-Voltá n'etteindra pas,
catte année, 3 000 tonnes. (...)
 Si nous recherchons les causes de

ce déficit formidable dont les conséqueços vont êtra; un désastre pour tout le commerce de la Haute-Volta et pour nous en particuller, nous constatons d'abord (...) qu'elles ne peuvent êtra ettribuées é des circonstances météorologiques délavorables ; le saison des puiles a été excellente. (...)

En conséquence, de deux choses l'une : ou blen M. le gouverneur intérimaire de le Haute-Volta s'est lourdement trompé dens ses prévisions officielles ; ou bien les indigènes ont conservé pour eux le coton qui aurait dû être vendu eu commerce. Dans l'un et l'autre cas, la conséquence set la même : les quantitée de coton qui pour

" Respectivement géographe et sociologue. ront être echatées catte ennée par notre maison en particulier ne nous permettront même pas d'amortir notre matériel, tous les trais généraux restant à notre

cherge.
2º La situation étant sans remède pour cette année, nous avons envisagé tes conditions économiques créées par cet état de choses pour l'evenir. Nous vous avons indiqué qu'à notre avis (...) la production totale de coton brut vendue au commerce ne pourra jamaia dépasser la quantité de 7000 tonnes environ qui représentent la récolte totale de l'année produit le plus gros effort et alors que les plantations de coton étalent faites dane des terres ancore vierges et non épuisées comme elles commencent à l'étre ectueilement. Ce maximum de 7 000 tonnes, même s'il était attemt chaque année, esrait ebsolument insuffisant pour pouvoir faire vivre toutes les maleons de commerce qui sont actuellement installées en Heute-Volta. Et, d'autre part, deux autres conditions viennent s'ejouter à le principale. La première est que l'Indigène de ces régions-ci n'ayant absolument eucun besoln ne fait des plantatons de produits pour le commerce Il cherche à y échapper par tous les moyens. La deuxième est que le culture du coton représente pour lui un intérêt conserve pour sa consommetion person-nelle que s'il le vend au commerce.

On peut, en affet, évaluer à plus de 5000 tonnes de fibres, c'est-à-dire 25000 tonnes de coton brut, le quantité absorbée par le consommation locale en Heute-Volta, sous forma de bandes de coton filées et tissées par l'Indigéne solt pour es vétir, soit pour l'exportation en Gold Coast (5).

 Si ces 25 000 tonnes, ou tout au moins une partie importante da catte quantité, pouvaient être livrées eu commerce, le question cotonnière sereit résolue en Haute-Volta et le altuation économique complètement rétablie. (...)
 Si la cotonie de Heute-Volta veut

Si la colonie de Heute-Volta veut continuer à se consacrer exclusivement à la production cotonnière, il n'y a qu'une seule et unique solution qui parafira peut-être brutale mele qui constitue notre aeul moyen de salut; c'est d'interdire aux indigênes le fabrication des bandes de coton. (...)

a Si cette solution est impossible, il est absolument indispensable que l'administration envisage, des maintenent, de faire faire à l'indigène, en plus des plantations de coton, des plantations d'un produit supplémentaire qui ne peut étre autre que l'arachide (5) (...). •

Signé: Robert BOUSSAC.

Voilà qui en dit long eur l'ingérence de la maison Boussao dans le politique de « dévaloppement économique » de le colonie et prouve à l'évidence eur quelles bases a'est constituée, à l'entre extrémité de le chaîne capitaliste, le prospérité du » roi du coton ».

A l'époque, la elituation économique tant déplorée par R. Boussac fut jugée suffisamment grave pour que la ministre des colonies décide de l'envoi d'une mission d'inspection dont il a déjà été

fait état an citant le rapport da B. Sol. La mission conclut é l'arrêt da le politique des produits industriele en Haute-Volta. En 1932, Albert Sarraut, ministre des colonies, dans une lettre adressée au gouverneur général da l'A-O.F., écrit :

La mission d'inspection qui, an 1931, e enquêté en Haute-Voite e constaté que les ettorts de l'administration locala pour intensifier le production des matières naturelles ausceptibles d'une utilisation industrisila evalent abouti, par voie de conséquence indirecte, à faire négliger les cultures vivrières indispensables à le subsistence des indigènes.

- Le résultat de cet état de tait, qui a maineureusement rencontré, il teut le dire, des conjonctures détavorables (sécherasses, role d'ecridiene), e été d'eugmenter en nombre et en durés les disettes partiettes qui sévissent, d'une manière en quelque sorte endémique, dans les régions considérées.

Or il est évident que notre politique doit tendre, avant toute eutre préoccupation, à assurer l'alimentation conveneble des populetions dont nous essumons le tutelle (7). »

Le démembrement de le Haute-Volta, per décret du 5 exptembre 1932, vient compléter cette décision. Perse que les populetions n'ont pu répondre dans les temps eux termes des marchés concluentre les maisone de commerce et les file-tures métropolitaines, le colonie est qualifiéa de « territoire non viable » (8).

La maison Bousago n'ebandonnera pas pour eutant aes - comptoire - établis dans la région. La proposition d'associer la culture de l'arachide é celle du coton (habilement suggérée dans la lettre citée ci-dessus) sere mise en epplication dès 1935, une fois que les populatione auront reconstitué leurs forces et que les effets de la crise mondiale se seront epoisés. Dane le cercle de Kaya, proche de Ouagedougou, le production d'arachide commercialisée passe de 100 tonnes en 1937 à 700 tonnes en 1939 et 1 200 tonnes en 1940. Les tonneges de coton brut, dans le même cercle et é la même périoda, représentent environ le dixième de le production arechidière (ce qui est encore élevé), Les meisons de commerce se contemeront toutefois de ces productions, qui viendront honorablement compléter celles extraites des eutres colonies.

(1) 25 000 bectares étalent ancénagés en 1945 ét 60 000 le sout artuellement, cultivés eo rix, coton et canné à sucre.

(2) Chaque colonie est divisée en circonscriptions, ou « cercles », à la têto
desquelles se trouvent des administrateurs : les 4 commandants de cercle ».

(3) Cf. B. Sole, rapport ne 36, mission
d'inspection 1931-1932.

(4) Rapport B. Sol, mission d'inspection 1931-1932, ne 38, pages 53 et 88.

(5) Il s'agit o'un commarce traditiounel antre les régions de sevanes et les

(4) Rapport B. Sol, mission d'inspection 1931-1932, no 38, pages 53 et 88, (5) Il s'agit O'un commerce traditiounel entre les régions de sevance et les régions de forêts, plus eu sud. Du fait de l'emprise britannique ru Gold Coast (actual Chana), ce commerce na profitait pas aux commercants français, (6) Extraits d'une lettre annexée au rapout B. Sol.

rapoort S. Sol.

(7) CL Ministère des colonies à gouverneur général, Dukar. Objet : nécessité
d'intensifier les oultures viorières dans
fex-Houte-Voita, 1932.

(6) Le Oécret Ou 4 septembre 1947 rétahira la Haute-Voîta dans ses limites de
1932.

## Dans les revues...

El Une importante innovation: POLITIQUE INTERNATIONALE, fort blen présentée, sous la direction de Patrick Wajsman, professeur et éditortaliste ou Figano. Ce premier utuméro présente una sèrie de brillantes signatures, parmi tesquelles Gaston Thoro, David Owen, François de Rose, P.-J. Strauss, Henri Ménudier, Héiène Carrère d'Encausse, etc. Le lancement de cette nonvelle revue, qui occupe une place qu'il convenait de prendre, avait été annoncé par tes Presses Universitaires de France, avec une co-direction. Les PUF et le co-directeur ont disparu. Le directeur de la publication et son caractère ouvert et e pluridisciplinaire . (Nº 1, antomne 1978, trimestriel, 56 F. – 137, avenne Victor-Hugo, Paris-16\*.)

El une bonne partie ou numéro double in 55-56) Os REPERES, publiant le XIII colloque on CERES, est consacrée à l'Europe. L'ansemble manifeste clairement la difficulté o'une positiou antre l'adhésiou socialiste à une Europe socialiste et le refus, qui va de soi, o'un pouvoir capitaliste renforcé et institutionnalisé; et cela, au moment où, selon le CERES, la France serait bien placée pour provoquer la rupture avea le capitalisme. Dens le numéro d'octobre (u° 57) de la même revue, on retiendra surtout le vigoureux articte oa J.-P. Chevènement courre la gauche américaine > qui oémoute admirablement les mécanismes de cétournement et ce récupératiou de la gauche par une pensée de droits puissamment servie par les moyens de communication de masse. Critique d'une cepensée > qui préteoo résoudre les problèmes individuels sans toucher aux structures oe la société, et qui substitus les impératifs ou oésir à la lutte pour le pouvoir. (Mensual, 20 P le n° 55-56; 15 F le n° 57. - 5, roe Payenne, 75003 Paris.)

El Bien qu'avec des objectifs forts différents, L'APPEL va dans dans le même sens : oui à una Europe des nations, non à l'Europe des mitinationales. Flus que méfiance é l'égard d'un ars (impérialiste et capitaliste) « Berlin » — Washington, avec prolongement naturel à Tobye. L'APPEL va même jusqu'à répercuter en... appel pour l'abstention franche et massive aux élections européranes. (No 48, septembre-octobre, menanel, 9 F - 39, roe de Lille, Paris.)

FAIRE euvre un dossier sur le mouvement étudiant : ll a un grano passé, a-t-il même un petit avenir ? Dans le même numéro de la revua du socialisma autogostionnaire : recherche pour un développement qui rejetterait le productivisme ; et une interview d'Alain Touraine sur son projet de sociologue. (N° 36, octobre, mensuel, 15 F. - 48, rue Saint-Anne, Paris-2".)

E Sous une nouvelle présentation, ECONOMIE et POLITIQUE annonce qu'elle seta de ptus en plus la revue qui exprime la politique du P.C.F. dans l'entreprise et préseute un dossier sur etes patrons dans l'entreprise». Ciande Montagny as penche. O'autre part, sur le «modèle allemand », si vanté actuellement. (N° 18 (290), mensuel, 14 F. -8, cité d'Hauteville, 73018 Paris.)

El le premier numéro de NOUVELLES CAMPAGNES vient de paratre. La revue se propose de traiter des problèmes paysans sous l'angle de la inte de classes tout an rétablissant e le llen fondamental antre l'expérience et la réfission ». Un premier dossier : sur l'étargissement de la C.E.E. (N° 1, ectobre-novembre, cinq numéros par an, 12 F. - c/e Brune Buffaria, 19, rue Sainte-Ursule, 31890 Touleuse.)

Elle « capital financier » fait l'objet de la dernière livraison de CONTRADIC-TIONS, consacrée aux mécanismes de capitation ou pouvoir économique. Le fonctionnement oes sociétés anonymes, os la Bourse, du capital bancaire et des groupes financiers y est eraminé de manière, souhaitent tes auteurs, à « constituer un ouvrage de référence pour tous caux qui Oésirent combattre le pouvoir ou capital », (No 17, octobre, 20 F. – Drève du Duc, 58, Bite 8, 1176 Eruxalles.)

E DEFENSE NATIONALE présente (sous la signature de Joseph Martray) ta politique française de la mer, dans une sorte d'introduction à un numéro consecré à divers aspects importants des forces navales françaises, avec la collaboration de l'amiral Lannusel, on vice-amiral Accry, on contre-amiral Lacoste et du capitaine de vaisseau Beaussant (34° année, octobre, mensuel, 15 F. -1, place Josire, 75700 Paris.)

El Une nouvelle revus publiée per l'université de Malte, MEDITERRANEAN STUDIES, e conçu un riche sommaire pour son premier uuméro où les problèmes etratégiques et de sécurité dans la région méditerranéenne out une bonne place. Des questions plus spécifiques y sont aussi abordées comme la réforme agraire et la payvrété en Egypte ou la situation de la paysanneris On Marroc. (Vol. 1, nº 1, été-printemps 1978, bimestiel, abonnement annuel : 3 dollars.— Midsta Books Ltd. Strait Street, La Valette, Malte.)

lette, Malte.)

ESOPE publia le tarte du traité sino-japonala signé le 12 août dernier et cousaire un long commentaire à ce document, « gigantesque éthec politique pour l'U.R.S.S. sans être du tout un succès pour l'Occident ». Par ailleurs, un dossier sur l'économis du Japon vus par l'O.C.D.E. (No 333, septembre-octobre, mansuel, 10 F. – 12, rue du Quatre-Septembre, Paris-2-.)

E On trouvers dans AFEICA RESEARCH BULLETIN, périodique très précieux par la régularité et la diversité de ses informations sur l'Afrique, le terte anglais original (varsion diffusés par Associeted Press) des accords de Camp David conclus te 18 septembre à Washington. (Vol. 15, nº 9, 15 octobre, mensuel. - 18 Lower North Street, Exeter, Angleterre.)

If En marge de son thème principal (« Structures et échange international »). Is revue de François Perrous MONDES EN DEVELOPPEMENT consecre trois études à l'océan indieu où le rôle du Japon est, comme il es doit, en vedette. Avec te collaboration de l'amiral Henri Labrousse, qui évalue l'importance de la région en termes de stratégie, de démographie et de richesses en matières pramières. (N° 21, 1978, trimestriel, 49 F. - Ed. Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris.)

Paris.)

El Un texte d'une rare éloquence et plein de détails sur la vie des paysens péruviens dans INPRECOS: le discours d'Eugo Blanco (dont on lira une nouvelle dans ce unméro, page 19) devant les qu'inse mille personnes rassemblées à Tanna, où il fut jugé et condamné en 1966, pour fêter son retour dans la ville la 25 soût dernier. Discours politique aussi, où le militant trotakiste évoque les « luttes hérolques » des popriations jusqu'aux récentes élections. (N° 35, 5 octobre, 5 F. – B.P. 57, 83181 Montreuil Ceder.)

E « Y-a-t-li des prisonniers politique à Cuba ? » URGENT AMERIQU LATINE présente, sur ca thème, u reportage de Fatricia Lera asserti d'in formations so riferant à Amnesty International, Gabriel Garcia Marquez et... Fidel Castro. (N) 6, octobre, mensuel, 6 F. - 8, rue An Maire, 75803 Faria.)

THE MAGHREB REVIEW, publiée é Londres, consecre une étude à l'industrie du gas neturel en Algérie sous la signature de Keith Sutton. L'auteur envisage les potentialités impressionnantes qui s'offrent en ce 0omaine, la production devant atteindre su 0ébut des années 80 environ 100 milliards 0e mètres cubes par an, et déjà presque totalement placée à l'étranger au vertu de contrats signée ou en cours de négociation. (Vel. 3, n° 9, septembre-octobre, bimenseal, abonnement annuel : 19 livres. - 96, Marchmont Street, Londres WCIN 1 AG.)

El Dans Le PETROLE ET LE GAZ ARARES, une étude du Dr David H. Sambar, président du groupe Sharjah de Londres, qui résume — sous le titre « Les investissements arabes en Europe » — la stratégie de piscement des pétrodollars et l'accueil qui leur est réservé dans les pays hôtes O'Europe. (Vel. X, nº 229, 1° octobre, bimensuel, abonnement annuel : 1856 F. - 7, avenue ingres, 75781 Paris.)

A l'occasion de la nouvelle année, L'ARCHE a fait paraître un numéro spécial faisant une large place aux grands problèmes du judaisme, notamment les relations entre Inraèl et la Diaspora. (Nº 258-259, septembre-octobre, mensuel, 15 F. - 14, rue Georges-Berger, 75917 Paris.)

Elle numero 2 de THE CRANE BAG (revue irlandaise) vient 0e paraltre. Littérature : un ensemble sur James Joyce. Sous le titre « Mythology » sont régulièrement réunies les études de culture at civilisation irlandaises : Cièmence Baunoux y traite, cette fois, des symboles dans la tégende celtique. Un autre Français, au chapitre des « poll-tiques » : una interview de Paul Riccur (en anglais, comme touto la revue). (Vol. 2, 1978, semestrie), les deux numéros : 3 livres. — Balmagowan, University Centre, Falmerston-Park, Dublin 6.)

E Dans les ETUDES, Ph. Waquet, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, donne une véritable consultation eur le problème de l'expuision des étrangers. Analyse cittique des textes, des droits et des pratiques, qui est ausal une proposition pour que ces pratiques —

souvent déplorables, exorbitantes, abusives ou simplement illégales, — ou attendant d'être abolies, ce qui n'est pas pour damain, trouvent plus de coutrôles et de freins. (Octobre, mensuel, 13 P. – 15, sue Monsieur, Paris-7°.)

### CINÉMA

El Ciande Degand, dans LA MIRADA, propose une radiographia de t'incustrie cinématographique américaine (1967-1977), et J. G. Requena analyse, du point de vue tééologique, la machine bollywoodianne. (Nº é, octobre, mensuel, 150 ptas. - Industria, 218 3° 2a - Bartelone.)

El La revue algérienne LES DEUX ECRANS présente, dans sa dernière livraison, un sammaire très riche; notamment une étude sur « la diffusion du chéma dans les zones rurales d'Algérie avazz la deuxième guerre mondiale »; un dossier sur le chéma tunisien et une brillante analyse des feuilletons projetés à la télévisiou américaine. (N° 8, octobre, mensuel, 5 dinars. - 7, bo Khémisti - Alger.)

Alger.)
[3] Jean-Pierre le Pavec, dans CINEBEA.
76, analyse la situation actualle de l'économie du cinéma français. Il note qu'une
certaine amélioration s'est produite dans
la mesure où le premier semestre 1978 a
vu, par rapport à l'an Oernier, le nombre
Oes spectateurs augmenter da 8.88 %, et
les recetten de 20 % l (N° 238, octobre,
mensuel, 12 F. - 6, roe Ordener, 75018
Paris.)

E ECRAN 78 propose, dans un article de Georges Boisaier, une intéressants description de la situation (Oéplorable) du cinéma à la Réunion. Dans la même livraison, un article sur le nouveen cinéma allemand et une étude de l'œuvre de Wim Wenders. (N° 73, 15 octobre, mansuel, 12 F. - 69, avanne Belivar, 75018 Paris.)

E LA REVUE DU CINEMA public un volumineux numéro hors certe consacré à la programmation 1978-1979 de l'UFO-LEIS. Une quarantains de films (dont Omar Gatista) y sont finement décrits. Une fiche technique, un résumé du scéuario, de longs extraits des principales critiques parues détaillée sont proposés pour chaqus film. L'ensemble constitue un excellent ouvrage de riférenes et de travail. (N° 331 bis, novembre, 35 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 67.)

fecilite les ejustements. L'enseignement

médical y est plutôt d'orientation commu-

nautairo, et c'est ce dont nous evons le

plus besoin dans nos pays en développe

ment. Nous eurlons ou étudier dens des

pays occidenteux, male nous euriona été

moine bien armés pour noue attaquer

A conférence des Netions unles eur la coopération technique entre pays an vole de développement, qui e ast lanue Aires, a cenfirmé le rôle que l'on onlend désormaio réserver, dens la plupert des Etata industrialisés, eu développement de le coopèreiton Sud-Sud : au même titre que agement des reletions Nord-Sud. celle-ci devrait constituer l'une des don-

nées essentielles d'un nouvel ordre éco-

Pour le tiors-monde, cette prise de conscience n'est pes nouvelle. Dès 1973, à Alger, le quatrième contérence au sommet des peye non alignés evalt couligné la nècessité, pour les membres du mouvement, d'intensifier lours échanges mutuels. Trole ene plue tard, devant les malgres progrès enregistrés par te centérence de Paris eur la ceopération économique intarnationele, le conférence de Colombo déclereit cet objectif prioritaire et, en 1976 é Mexico, te « groupe des 77 » étudieit les moyene pretiques de le mettre en œuvre.

Au cours des deux demiéres décennies dix-sept programmes d'Intégration, ou communeutée économiques, ont été mis en quatorze banques régioneles étalent crêées. A pertir de 1973, les associetions de producteurs et d'exportateurs de ma-tières premières do l'hémisphère sud se sont multipliées. Douze nouveeux groupsments de ce type ont été constitués. Et pourtant, le coopération Sud-Sud reste un élément merginal de l'ordre économique ectuel. Ainet, les exportetions de produits Industriele du tiers-monde destinées é d'eutres Etate pauvres ne représentent que 30 % du volume global de ses expor-

L'objectif de le conférence de Buenos-Alres était précisément de systématiser et de coordonner, dans toue les domeines, ce qui ne constitueit jusqu'é présent que des initietives isolées et souveni éphéméres. Un plen d'ection edopté é cet effet recommande la création de « points de convergence netioneux », organes chargés d'évaluer les possibilités et les besoins des pays en voie de développement en metière de coopération technique, et de négocier, en collaboration evec les bureaux régioneux des organismes spécialisés de l'DNU, des accords d'échanges d'expertise enire Etsta de l'hémisphère

« Point de convergence global », un tion technique entre pays en voie de développement (C.T.P.D.), devrait, eu sein du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), coordonner les ectivités de ces orgenes nellonaux et régioneux et veiller à l'application des recommandatione du plan d'ection de le conférence de Buenos-Aires.

Male si le principe de le création do cette nouvelle institution est acquis, ea composition, ses ettributions et eon mode de fonctionnement - eutant de points eur lesquele les avis divergent sonsiblemoni -

Les peye en voie de développen souheitent disposer du pouvoir de décieion eu sein de l'institution chargée de

promouvoir una ccopération qu'ils conoidèrent de leur eeul ressort. Le » groupe des 77 » devait donc préconleer le création - rejetée à Buenos-Aires - d'une instance complètement eutonome é l'égard du PNUD (où le polds des centributions financières est déterminent) et regroupant quelquo cent cinquante Etats disposant checun d'une voix. En revanche, principaux bellieure de fonds du système des Netions unles los pays industrielisés

### ontandent, è ce titre, conserver un droit

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

de regerd aur les activités des divers organiomes concernés, dont celui chergé de promouvoir le coopération Sud-Sud-Dane un tal cas les orientationo définies do Buenos-Aires risqueraient d'être sèrieu-sement infléchies.

### Des méthodes coûteuses et inadaptées

A U-DELA du développement des rete-tions entre les pays du tiers-mondo, c'est en effet tout le cencept de ceopération technique tel qu'il e été applique jusqu'è présent que ce document propos de réviser é un moment où l'assistance technique traditionnelle, sane être rejetée

Dans son repport pour l'ennée 1977, M. Bredford Morse, edministrateur du PNUD, e énuméré quelques-une des griefs tormulés par le tiors-monde è l'endroit de ce mode de transfert des conneissances. Dn est de plus en plus préoccupé, couligne-t-li, per le tait que beaucoup de technologies provenent des pays dévelopeux besoins des pays sn développement. Certaines d'ontre elles exigent des capiteux et des moyens techniques trop Importants. O'autres encouragent les revenus et lo niveau de vie d'uns petite traction de le population. L'élément metéusines, les fabriques et les équipements grève souvent les ressources des pays, surtout loreque l'élément » logiciel » ganisation regulses pour taire fonctionner les premiers - leur manque crueflement, »

Selon une estimetion de le conférence développsment (CNUCED), le translert de technologie, et notamment l'ecquieition do brevets, de droits de fabrication aous coûté eux peys en voie de développement 1 millierd de doilers eu cours de la demière décennie. Le blian des ennées 70 pourrait se chiffrer à 8 milliards de dollers.

Or certaines de ces techniques se sont révélées totalement inadéquates dens le tiers-monde. Ainsi, des mechines conçues pour l'egriculture de pleine des Etats industrialisés n'ont pes donné les résultats escomptés dans les peys du Sud où ce sectsur de l'ectivité économique e'étend également eux régions de montagne.

L'utilisation de metèriel hautement eutometisé epparaît de plue en plus comme un paredoxe dens des paye disposant généralement d'une main-d'œuvre surebondente. La revue New Internetionalist (1) cite notamment le cas de parkinge à asceneeure hydreuliques et do stationsservice eutometiques dont le tonction ment ne nécessito qu'un employé. En oulre, faute de personnel qualifié, le plupart des paye on vole de développement dolveni e assurer du cenceurs d'experts et de techniciene de l'hèmisphère nord. Dens le tiers-monde, on trouve également illogique d'Importer eu prix fort des techniques è base de produits synthétiques précleément mls au point pour concur-

rencer ses propres matières pramiéres. L'inadaptation de certains schème occidentaux eux réalités des pays en vole ds développement est particuliérement évidente dans la domaine de le formation. Dans un numero de Santé du mondo (2) consacré à la coopération technique entre les Eteta du tiers-monde, un étudiant et le tèpre par exemple étent des pro-

népalais en Inde exprimait un avie largement partagé é ce sujet. » // sst aventageux, expliqualt-il, que les étudiants en médecine du Népai fassent leurs études dans des écoles de médecine indiennes pour de multiples raisons. La morbidité est voleine dans les deux pays - le paiudisme blèmes communs — alors que les peys occidenteux n'ont pas ces maladies. Mais, par ailleurs, nous sommes proches géographiquement et culturellement, ce qui

nent eux nombreux problèmes qui nous attendent. » Ce décalege entre le tormetion reçuo dans les Etats industrielisés et les réalités des paye peuvres incito un grand nombre do techniciens du tiers-monde à émigra vers l'hémisphère nord.

Entre 1960 et 1972, les pays en voie de développement ont elns toumi trois cent mille experts eux Etats riches per le biale de ce » transfert inverse de technologie ». Les Etats-Unis comptent aulourpins. Un nombre égal de praticiens indiens exercent dans les Etats riches alore que leur pays d'origine ne dispose que d'un médocin pour quatre mille cent hebitents (centre 1 pour 760 en Angletorre el 1 pour 610 eux Etats-Unis). Depuis 1969.

cet - exode des compétences - eure coûté eux paye en voie de développement 50 milliards de dollars en talents perdus. Lo plen d'action de le conférence de demlers » de planitior et d'organiser ta mobilité » de cette main-d'œuvre qualifiée développement » où elle ast temporairement an excédont vers là où elle tait

Favoriser la communication

E plan d'ection de le contèrence do Buenos-Aires entend également mottre un terme é le eituation de dépendance dans laquelle l'assistance technique traditionnelle maintieni les peye du tiersmonde. Par le blals d'une sèrie de restrictions ellant de l'interdiction d'utiliser pour l'ecquéreur d'echeter du matériel et des pièces de rechange eux firmes exportatrices, ce mode de transfert des connais sances « lie » en effet le pays bénéficleire su donateur. C'est ca que dénonce le « décleration de Koweit » éleborée per un groupe d'experts en Juin 1977 dans le cedre des travaux préparatoires à la contérence de Buenos-Aires; - l'assis-tance technique treditionnelle a consolidé les ancionnes formes de dépendance et tendu en tatt à étoutter les possibilités d'eutonomie des pays en dévaloppement »,

affirme-t-elle. Male la responsabilité d'un lei état de tait n'est pas imputable eux eeuls Etats industrialisés. Allénés per des elècles de domination culturale de l'hémisphéra nord, do nombreux dirigeants de peys en vole de développement censidèren encore que le savoir et l'expertise ne peuvent venir que de l'Occident. Ces - barrières psychologiques - ont jusqu'é

présent constitué l'un des plus tormidebles obetacles é l'établiesement d'un dielogue Sud-Sud. Les divergences politiques et idéologiques en sont un eutre. Elles ont, eutant que les considérations financières, rendu irréalisables certaine projets d'institutionnalisation de le ceopération entre les pays du tiers-monde.

L'absence de communication entre les pays de l'hémisphère sud et notamment le menque d'information eur leurs possibilités respectives en matiére de coopéretion technique ont également freiné le développement des échanges eu sein du tiers-monde. Dans un numéro epécial consacré é le C.T.P.D., Intermedie, organe de l'Institut International des commu ceflons (3), e souligné le rôle déterminant que sera amenée à jouor l'Informetion dans l'epplication des résolutions du plan d'action de le conférence de Buanos-Aires. Pour es part, le PNUD e dèjé recensé plus de mille deux cents organisationa ou institutions de pays en volo de développement à même d'offrir des services é d'autres Etats de l'hémisphère eud en mabére de coopération technique (4). Certains paye y apparaissent nettement plue avancés que d'autres et le risque existe qu'ile solent, eux eussi, tentés

nique comme une simple occasion de trouver de nouveaux débouchés à leurs produits. Tout comme les Etats Industrialisés, certaine d'entre eux accordent déjà des crédits à l'exportation è leurs On e remerqué, é Buenos-Aires, l'indifférence ou même les réticences quo manitestèrent quelques-uns do cas paya technologiquement avencés de l'hémisphère eud è l'égerd de le propocition du groupe des 77 ».

lee peye en voie de développement se heurtera à d'eutres écuells ot notamment à l'opposition des sociétés multinationales même el. par le bieis de leura nombreuse filiales au seln du tiers-monde celles-ci llens entrs les Etats pauvres. Selon la revue New Scientiet (5), les cempannies Westinghouse of General Electric n'aurelant pas du tout epprécié d'avoir été récomment eupplentées par lo firme Indienne Bharat Heevy Electricals limited jore de négociationo pour l'implantation d'une centrale thermique eu Proche-Drient, Le plan d'ection de la contérence de Buenos-Aires souligne toutefois la esaltè d'essocier les pays industrialisés eu dévoloppoment de le coopération Sud-Sud. Dene esteins domaines telles la pêche en oeu protonde ou le transfornation des produits agriceles, remarqu M. Bhim Mahalen dans un article paru dene Ceres, revue de le F.A.O. (6), cette ceopèration « nécessitere l'active participation et le soutian des pays industrialiséo » qui disposent de le technologie et des ressources indispensables. Meie le réclication des objectifs de

Buenos-Aires dépendre pour beaucoup de l'efficacité de l'instance chergée d'appliquer les recommendetions du plan d'action. Or, en l'absence d'un organisme disposant d'un véritable pouvoir de décision et où prévaudraient les points ds vue des promoleurs du nouveeu concept de evec M. Godfrey Gunetilleke, directeur du Centre d'études sur le développement de Sri-Lanka, qu'un - centre edministratif noyé dans le vaste eppareil de l'ONU ne se bome à soutenir » quelques progremmes tragmentaires de coopération technique dans diverses parties du monde = (7).

(1) New Internationalist, mensuel public à Runtington (Grande-Bretagne).
(2) Santé du monde, revue de l'Organisation mondiale de la santé, Genève sation mondiale de la sante, Geneva (janvier 1978). (3) Intermedia, Londres, décembre 1977,

(3) Intermedia, Londres, décembre 1977, vol. 5, no 6
(4) Répertoire des services disponibles aux fins de la coopération technique entre pays en développement |deuxième édition, juin 1978).
15) New Scientist, Londres, 6 avril 1978.
(6) Ceres (mai-juin 1978), Romé.
17) Forum du développement, mensuel publié par le Centre d'information économique et sociale de t'DNU (OLES.), soût-septembre 1978, Ganève.

**BEN JELLOUN** Moha le fou, Moha le sage

"La voix înexorable d'un prophète de malheur chez qui l'espoir n'est pas éteint. Le grand et beau poème d'un amant déçu". Le Canard enchaîné

"Une forme de récit qui renouvelle la tradition orale, une façon de verser un vin jeune et chaleureux dans les vieilles outres des auteurs orientaux." Roger Vrigny/Le Point "Tahar Ben Jelloun ancre son récit dans la tradition et lui donne une dimension lyrique."

"Moha. La mèmoire totale, celle d'un peuple\_\_il est, lui, de ces morts qu'on n'enterre pas! André Miquel Le Monde

Claude Bonnefoy

Les Nouvelles littéraires Roman 192p. 39F.

M. George Dove-Edwin, ambas-sadeur du Nigéria, a donné uno réception le 2 octobre à l'occasion do la fête nationale.

● A l'occasion de la fête nationale. l'ambassadeur de la République de Corèe et Mmo Suk Heun-yun ont offert une réception le 3 octobre. ● L'ambassadeur d'Arabie Saoudite et Mme El Hejaïlan ont donné une réception le 4 octobre à l'occasion de la fête nationale.

● A l'occasion du départ de M. Dimo Stankov, conseiller à l'ambassade. M. Constantin Atanassov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a offert un cocktail le 5 octobre.

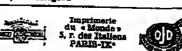
M. Radomir Radovic. ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavio, a donné un cocktail le 5 octobre à l'occasion du départ de MM. Dusan Pesic. correspondant de Politika et vice-président de l'association de la presse étrangère, et Stans Ivanc, correspondant de Delo.

A l'occasion de lour départ, l'ambassadeur de l'Inde et Mme R.D.
 Sathe ont offert une réception le 6 octobre.

M. Ali M.F. Gad. contre-amiral, attaché militaire naval et de l'air près l'ambassade de la République arabe d'Egypte, a donné une récoption lo 6 octobre pour célébrer la fête des forces armées.

● En commémoration de la découverte de l'Amérique, l'ambessadeur

Edité par la SARL le Monde. Gérants : lacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sarvagent.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord ovec l'administration. Commission paritaire des journaux

d'Espagne et Mme Solano ont offert un cocktail lo 12 octobre.

• L'ambassadeur de la République démocratique do Somalie et Mme Mo-bamed Said Samantar ont donno une

réception le 20 octobre pour fêter le neuvième anniversaire de la révolu-tion. ● A l'occasion de le conférence générale de l'UNESCO, l'ambassadeur

de Grèco et Mme Dimitri Papaioannon ont offert uno réception lo 25 octobre.

Nécrologie

M. Henri Bonnet, ambassadeur de France, est docédé le 24 octobre à l'âge de quatro-vingt-dix ans. Il avait été le premier ambassadeur è Wash-ington de la France libérée.



Objectif prioritaire pour Citroën: mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaiter. La CX Pallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe. Citroën vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désis

comme à vos besoins. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement

qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A. CITROEN
6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Télex TT Citro 204.833 F. Tél. 567.55.62

CITROËNA, MITTAL

**CITROEN** \*

Modèles 78: garantie un an.

dans les p

to no un precèdent ar theories Corm re administre rearris e alors certains i les politiques con-cier a la moderni co malaise se tradi-colorie et la conduen accusati i conne conduite
communité des pays in A perendique let Longies en l'in-Longies en l'in-Longies en l'entre longies l'intres THE CONTROL OF THE CO

> 797232 00 70 3 03 0507 80 0 3 5322 00 7 12 50 00 2: 19m1 and the state of t

de la Milli

rrálens (Tasel Sien Directions (Tasel rechniques es inic ្រី (2.27 c. 14) grkau e. ក្ ក្ ್ರಾವರಿಸಿರುವ ಭಾಕತ್ವ ಪ್ರವಿ. ೧೯ - ಸಾಧಾನಿಕಾಕ ಸಂಪ್ರವಿಸಿಕ separation of the second

wit Wit te ballows

to lost der stor

with a partagon and

to ballows

to ball

vint sur la lochmo ....lure. ses n mis sur la maturo. ...e des firmes n incolore du capita - Déballe

CEST

official que se remocr direi el lo do la la recuerner l'els la res da transfer d'acce de la company Controller etc. etc. code de controller code de controller. controller. TA que les pro 11 que des legisti de terende to-monde to partitions dans to-mondo Finale "Taje tucceptation directs ou ...

West issements di Jament pour perm Jament pour perm Jament par les a Jament par les a Jament par les a 05.000 gunt parait (r 05.00 qu'il parait (r 05.00 dehors d'elle i pensée marxir "ide contemporair dd transfert aux de mais pour

may a caping fatt, elles n'ont lature de la techno dacquisition ou dacquisition ou dacquisition ou dacquisition ou dacquisition de film the support de support de support de sur les mandalistes de training de la considerar le training de la considerar de la cons chnologie acca inultinationales endance a cons The de pres anelogie intermé in avze en aggrav Gunde en matié da re oppemen

-nd cation d'un on caution u un de dont on a de de de cycle de cycle de controlleres controlleres de les val permet de les val de nouveaux m

decides a acquerir con louis la gamme con modernes acquelle

. - . . . .

# dans les pays pauvres

# LES FIRMES MULTINATIONALES ET L'ACCÈS DU TIERS-MONDE A LA TECHNOLOGIE MODERNE

Dans un précèdent article sur les avatars de l'idéologie du dévelop-pemeut, Georges Corm repdaît compte du malaise grandissant dans la pensée économique relative à la croissance et au développement (1). Il soulevait alors certains problèmes d'ordre méthodologique quant à la nature des politiques économiques mises en œuvre dans le tiers-monde pour accèder à la modernité. Dans la même ligne, il observe lel comment le même malaise se traduit dans les analyses portantes le transferi de technologie et la conduite des multinationales (2), ces dernières étant souvent mises en accusation. La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a entrepris l'élaboration d'un code de bonne conduite des multinationales, mais jusqu'à présent les représentants des pays industrialisés et ceux des pays du tiers-monde n'ont pas réussi à se mettre d'accord (3). Dans un précédent article sur les avatars de l'idéologie du dévelop-

E tiers-monde revendique toujours la suppression des entraves mises par les firmes multinationales aux transferts de technologie, mais les liens entre ces firmes et la technologie n'ont pas toujours été soigneusement examinés. De ce fait, il apparait de plus en plus que les multinationales sont la seule source où l'ou puisse acquérir un potentiel minimum de capacité technologique. Le fait que l'Union soviétique, depuis plusleurs années déjà (4), et, plus récemment, la Chine se soient tournées vers elles vient renforcer cette situation.

Théoriquement, la pensée écono-

Théoriquement, la pensée économique ne sépare plus les problèmes de développement et d'acquisition d'un potentiel technologique de l'analyse (positive et négative) du comportement des firmes multinationales. Prament des firmes multinationales. Pra-tiquement, à l'exception de quelques pays comme l'Albanie, le Cambodge ou Cuba, aucun investissement mo-derne d'importance ne se réalise plus sans les multinationales : les grands travaux ou le montage d'usines elés ou produits en main sont devenus monnale courante dans les pays qui privilégient l'industrialisation par le secteur étatique. secteur étatique.

privilégient l'industrialisation par le secteur étatique.

Cette situation — qualifiée de « sous-développement industrialisé » dans le cas de l'Amérique latine (5) — prend de l'ampleur, en dépit de l'abondante littérature qui en dénonce les effets pervers, notamment en ce qui concerne l'agro-business qui, ces der n'lère sannées, a pris une importance grandissante (6). Il ne saurait guère en être autrement alors que toute autrement alors que toute autre solution que le recours à la superpuissance des firmes multinationales semble avoir disparu du champ de vision des théoriclens aussi blen que des praticiens. D'autant que la référence aux technologies intermédiaires (7), dites perfois « douces » (soft) ou « adaptées », laisse le tiersmonde indifférent lorsqu'elle ne suscite pas l'hostilité. Ce paradoxe n'est qu'apparent si l'on veut blen admettre les erreurs méthodologiques qui ont conduit dans une impasse les analyses des problèmes posés par les transferts de technologie.

En effet, le débat entre marxistes libéranx s'est virulence, non point sur la technologie elle-même, sa nature, ses modes d'acquisition, mais sur la nature, bien-faisante ou noclve, des firmes multi-nationales, symboles du capitalisme moderne. Ainsi, pour les marristes, ce n'est pas la technologie elle-même qui pose des problèmes, mais sa monopo-lisation par les firmes multinationales, dont la stratégie consiste à faire entrer le tiers-monde dans une nouvelle divi-sion internationale du travail, au bénéfice des centres industrialisés et par la perpétuation du système assu-rant la maximisation des profits. L'abondante littérature sur ce thème s'alimente des controverses en tre auteurs. Pour eux sortir du sous-déve-

L'abondante littérature sur ce thème s'alimente des controverses en tre auteurs. Pour eux sortir du sous-développement technologique imposé par les multinationales du centre industrialisé requiert de sortir de l'orbite des échanges avec le monde capitaliste pour entrer dans nne « division internationale du travail » socialiste : e'est, dans le vocabulaire spécialisé, la « stratégie de rupture ».

Invoquée par les économistes progressistes du tiers-monde les plus radicaux, cette stratégie a évidenment perdu du terrain après les échecs de la coopération économique entre certains pays sons-développés et l'Union soviétique, ou après leurs désillusions, fondées ou pas, quant à la qualité de la technologie soviétique. Dans le même temps, on a insisté sur la différence d'approche entre un Etat qui s'efforce de conserver la maîtrise de ses richesses et de son développement et un Etat qui l'abandonne à l'investissement étranger, e'est-à-dire aux flumes multinationales qui assurent la majeure part des investissements internationaux, notamment dans le tiers-monde.

Pour les libéraux, au contraire, les

nationaux, notamment dans le tiersmonde.
Pour les libéraux, au contraire, les
firmes multinationales sont à la haze
de la prospérité internationale; le
monde leur est redevable de tout le
développement de la technologie moderne et du mieux-être qui s'en est
suivi; leur qualité d'organisation, leur
capacité d'action à l'échelle internationale, leur potentiel de « recherche
et développement » (R. et D.) en font
des partenaires indispensables pour le
tiers-monde (8). Certes, les libéraux
reconnaissent que la puissance des
firmes multinationales et leur situation
de monopole en certains donaines
peuvent les pousser à des abus
d'influence et à des pratiques restrictives. De ce fait, les pays du tiersmonde peuvent ne pas bénéficier
d'un véritable transfert de technologie, d'où la nécessité, estiment les oun vertante transfert de territo-logie, d'où la nécessité, estiment les libéraux, de contrôler les firmes et d'aider leurs partenaires sous-déve-loppés à négocier leurs contrats dans des conditions plus favorables.

### «Déballer» le prêt-à-porter .

C EST à ce point que se rencontrent le courant libéral et le courant C'EST à ce point que se rencontrent le courant libéral et le courant progressiste pour réclamer l'élimination des entraves an transfert de technologie (9), dont un élément important serait le code de conduite mis en projet par la CNUCED. Blen sûr, les libéraux ont des positions moins « militantes » que les progresaistes. Ils estiment que des législations trop contraignantes peuvent conduire au tarissement des investissements dans les pays du tiers-monde qui enteudent se protéger. Cette position trouve aussi des partisans dans certains pays du tiers-monde. Finalement, la politique libérale (acceptation des investissements directs ou « joint-ventures ») et la politique progressiste (refus des investissements directs, mais achat d'usines clés en main et de brevets) s'additionnent pour parmetire aux firmes multinationales, admirées par les uns, abhorrèes par les autres, de règner sans conteste sur le développement technologique du tiers-monde à tel point qu'il paraît impossible de trouver en dehors d'elles une solution satisfalsante.

En réalité, ni la pensée marxiste ni

solution satisfaisante.

En réalité, ni la pensée marxiste ni la pensée ilbérale contemporaine ne e'intéressent vraiment aux problèmes réels, concrets, du transfert aux pays sous-développés des techniques de l'industrie automatisée dn capitalisme de masse : ce n'est jamais pour eux, et accessoirement, qu'un argument pour démontrer le bien-fondé de leur doctrine globale. Les deux écoles envisagent le bonheur de l'humanité à pour démontrer le bien-fonde de leur doctrine globale. Les deux écoles envisagent le bonheur de l'humanité à travers le même modèle de consommation. De ce fait, elles n'out guère réflèchi à la nature de la technologie. à ses modes d'acquisition ou aux mécanismes historiques de l'innovation qui servent de support à ce modèle de consommation. Tout leur effort d'analyse porte aux les moyens les plus aptes à accélèrer le transfert brut de cette technologie accaparée par les firmes multinationales (10). C'est pour cette raison que libéraux et marxistes ont tendance à considèrer que tout ce qui touche de près ou de loin à la technologie intermédiaire conduit à une impasse en aggravant le retard du tiers-monde en matière de technologie et de développement. De là surgit la revendication d'un codé de bonne conduite dont on attend qu'il rende plus fructueux, pour les sous deux des la reche de leurs de respectation de pres de leurs de leurs de leurs la reche de leurs la reche de leurs le resulte de leurs de de bonne conduite dont on attend qu'il rende plus fructueux, pour les pays sous-développés, le cycle de leurs èchanges avec les firmes multinatio-nales : matières premières contre une technologie qui permet de les valoriser tout en dégageant de nouveaux moyens financiers destinés à acquérir pro-gressivement toute la gamme des technologies modernes actuellement

aux mains des firmes multinationales.
Nous sommes alors en plein univers
ricardien où technologie et matières
premières s'échangeralent sur la base
des avantages comparatifs. A ce jeu,
le tiers-monde sera indéfiniment perdant.

Cependant, d'autres étéments de réflexion commencent à se faire jour concernant les conditions qui assureraient le succès du transfert jour concernant les continues qui assureraient le succès du transfert d'une technologie complexe dans un pays sous-développé. C'est ce que les auteurs anglo-eaxons appellent le a déballage de la technologie » (unpacking technology) (11). Si les mécanismes classiques de transfert n'ont pas joué, e'est parce que les firmes multinationales proposent une technologie de « prêt-à-porter » qu'il est irès difficile d'aménager pour l'adapter aux conditions des pays sous-développés. Pour procéder à de tels aménagements, les pays sous-développés devraient avoir atteint une capacité de maîtrise technologique (notamment en matière d'ingénierie industrialle) qui, en fait, leur permettrait de se passer d'une intervention massive des multinationales, auxquelles ils se contenteraient d'acheter des licences et des brevets, ce que les Japonais ont fait avec succès.

Dans certains pays du tiers-monde, l'évolution récente montre d'affleurs que la greffe technologique ne semble réussir que lorsque le pays hôte joue intégralement le jeu de la division internationale du travail aouhaitée par les multinationales sans se préocuintégralement le jeu de la division internationale du travail aouhaitée par les multinationales, sans se préoccuper du marché intérieur. Tel est le cas de Taiwan, de Hongkong, de Singapour, de la Corée du Sud. Dans de telles conditions, les firmes sont directement intéressées au succès de la greffe et, pour l'obtenir, mettent en œuvre toutes leurs aptitudes. Tel n'est évidemment pas le cas lorsque la firme vend uniquement une technologie empaquetée (système clés en main) à des pays soncieux d'obtenir une autonomie d'action sur le marché intérieur ou international. Tel n'est pas uon plus toujours le cas lorsque le pays d'accueil (ce fut le cas pour certains pays du Pacte andin) entend exercer un certain contrôle sur les mécanismes de transfert et sur l'harmonisation de la politique des multinationales avec sa politique des multinationales avec sa politique économique générale.

Le problème de la modernisation technologique se pose donc à plusieurs niveaux. Pour entrevoir d'autres soluniveaux. Pour entrevoir d'autres sont-tions que le recours à la technologie offerte par les firmes multinationales, il faut analyser différemment le rap-port développement/technologie/multiPar GEORGES CORM \*

nationales. Ce qui est en cause à est égard, e'est l'impossibilité de « déballer » la technologie fournie par les multinationales lorsque le pays hôte refuse de s'intégrer à la division internationale du travais ou n'accepte de s'y intégrer que sur un pied d'égalité avec les pays du centre industrialisé. C'est en général dans ce cas que le pays hôte, cherchant dans le court terme à créer un tissu industriel intégré supporte les surcoûts les plus élevés. Ces surcoûts bloquent assez rapidement son schéma de croissance en créant un déficit de la balance des paiements et des distorsions dans la structure 'interne des prix à la consommation ; les efforts en faveur

### Gigantisme et innovation

L'efus de se sonmettre aveuglé-ment à la division internationale L' refus de se sonmettre aveuglèunent à la division internationale
du travail ne suppose nullement le
renoncement à la technologie moderne,
mais il demande de ne pas recourir aux
firmes multinationales sauf dans les
domaines où elles ont un monopole
absoin du savoir et de la production
technologiques. Il é-agit de domaines
irès sophistiqués (télécommunications
par satellites, transports aériens, énergie nucléaire, armements modernes)
dont les populations du tiers-monde
n'ont, an stade actuel, qu'un hesoin
relativement marginal alors que tant
de problèmes de base ne sont pas
résolus. On peut d'ailleurs s'interroger
sur la logique qui préside, par exemple,
à des achats extrêmement onéreux
de réacteurs nucléaires lorsque la technologie d'une raffinerie ou d'un générateur électrique n'est pas mattrisée
par l'ingénierie locale et alors que des
quantités démesurées d'énergie sont
exportées vers les pays industrialisés.
On oublie trop souvent que, avant
d'être une marchandise du commerce
international, la technologie est d'abord
du savoir et de l'organisation. S'il est
ntopique de réver d'une indépendance
technologique absolue, en revanche il
est possible de maitriser, dans une

du savoir et de l'organisation, s'il est ntopique de réver d'une indépendance technologique absolue, en revanche il est possible de maîtriser, dans une première étape, beaucoup de domaines du savoir. En dehors des problèmes macro-économiques dus aux contradictions entre les firmes multinationales et la politique des gouvernements du tiers-monde, beaucoup de problèmes de transfert out une source bien précise : l'incapacité des administrations publiques en matières d'ingéniere et de comusissance des procédés industriels de base, de telle sorte que l'apport technologique de la firme multinationale ae présente véritablement comme un corps étranger qu'il est impossible de gérer dans les conditions générales d'organisation et de productivité locales.

Cela est d'autant plus vrai que la dimension des unités installées et la

Cela est d'autant plus vrai que la dimension des unités installées et la complexité des équipements impurtés aggravent les problèmes de gestion et de maintenance. Pour le tiers-monde, et contrairement à ce qui se passo dans les pays industrialisés, on devrait en fatt, parier de déséconomies d'échelle produites par la technologie moderne. L'histoire de la technologie dans les pays du centre nous apprend d'ailleurs que les firmes qui ont réussi à la développer out été, à l'origine, celles qui ont su le mieux organiser le travail d'un grand nomine de sous-traitants de petites dimensions — souvent de simples artisans — qui participalent, à un stade ou à un antre, à l'élaboration du produit (13).

Economisto libanaia, auteur de Al Intissad al Arabi Amam al Tahadás (i Eco-nomis arabe mise su défi), Dar el Tali'a, Beyrouth, 1977.

(1) Le Monde diplomatique, avril 1978.

(2) On verra notamment les études présentées au téminaire « Technologie et industrialisation en Afrique », organisé par l'Assonation des économistes du tiers-monde et le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique, à Algur, du 14 au 16 janvier 1978, et dont on trouvers des comptes rendus dans Révolution africaine, n° 725 du 18-24 janvier 1978, et n° 729 du 6-14 février 1978, ainsi que dans l'Economiste du tiers-monde, n° 24, mai 1978. Par alleura la Revue tiers-monde d'avril-juin 1978, conserée au thème « les firmes multimationaire et le dévaloppement », rend compté de plusieurs congrés récents sur les multimationales, ainsi que les problèmes de technologie et d'innovation dans la tiers-monde.

technologie et d'innovation dans la lieramonde.

(3) « Un code international pour le
transfert des techniques ». Doc. des
Nations unies TD/B/0.5/AC 1/2, ainsi
que le rapport du groupe intergouvernemental d'experts chargé d'élaborer le
schéma préliminaire de code (TD/B/C.5/1).
Voir aussi Jean Touscoa, « le Code international de conduite pour le transfert
des techniques (projet de la CNUCED) »,
Transfert de technologie et développement, sous la direction de P. Judet, Ph.
Kahn, A. Ch. Kiss, J. Touscoa. Lib. Techniques, Paris 1977, pages 197-22.

(4) Voir Ch. Levinson, Vodéacola, Stock,
1977.

Luis G. Bresser Pereira, « les Entre-1977.

(5) Luis C. Bresser Pereira, « les Entre-prises multinationales et le sous-dévelop-pement industrialisé », in Révus Mers-monds, toure XIX, n° 74, avril-juin 1978, pages 299-329.

pement industrialiss 7, in review termonds, tome XIX. nº 74. avril-juin 1976, pages 299-229.

(6) Ci. Susan George, Comment meuri routes moiris du monde, Laffont, Paris, 1978, et Gérard Carreau. 1º 2470-Business. Calman-Lévy, Paris, 1977.

(7) E. P. Schumacher, Small is Becutiful, A Study of Economiss as if People Mattered, Abacus, Londres, 1974, ainsi que, sous la direction de N. Jequier. la Technologis appropriée, problèmes et promesses, publications du Centre de développement et 1°C.O.D.E. 1976.

(8) Une flustration de cette thèse se trouve, pour le Proche-Orient, dans Elis Galnaga, « Capitaux et développement avec référence sur page arabes s. dans Proche-Orient et études économiques, revue de la faculté de sciences économiques et de gestion des entreprises de l'université Salint-Joseph de Beyrouth, n° 17, mai-décembre 1975, pages 193-246, et, notammeut, pages 227 à 233.

(9) On verre, cur ce plan, différents documents de la CNUCED et du départe-

d'une meilleure redistribution des revenus, destinés à autocentrer la croissance, a'en trouvent alors paralysés. Dans ce cas, au lieu d'accélérer la croissance, la technologie moderne aggrave à long terme le acus-développement. Ce qui se manifeste alors, e'est le phénomène du transfert inverse de technologie : désespérant de voir une amélioration durable (matérielle, culturelle et politique), l'élite du secteur moderne de nombreux pays du tiensmonde émigre vers les pays du centre industrislisé, qu'elle vient renforcer. Ce transfert inverse représente, pour les pays du tiens-monde, un manque à gagner chiffré à plusieurs milliards de dollars. Cette somme, dont profitent les pays industrialisés, dépasse largement l'aide qu'ils apportent aux pays en vole de développement (12).

Le succès du Japon et des pays du Sud-Est asiatique qui suivent son modèle confirme ce point; au contraire, on est en droit de penser que la source des problèmes technologiques en Europe de l'Est et en U.R.S.S. réside, pour une part, dans la dimension excessive des unités de production et dans la centralisation abusive de leur restion.

la dimension excessive des unités de production et dans la centralisation abusive de leur gestion.

Enfin, on ne saurait oublier que, même dans les pays capitalistes, une grande partie de la production est encore réalisée de façon indépendante par des firmes moyennes ou petites dont la production relève souvent de technologies irès « nobles ». Le gigantisme u'est donc nécessairement ni la conditiou ni l'aboutissement de la technologie moderne dans tous les domaines. Dans la réalité, un nombre infini de petites entreprises continuent de fournir, aux firmes multinationales, des produits intermédiaires et des produits semi-finis, Le gigantisme, attribut des firmes multinationales, témoigne d'abord de la concentration du capital à l'échelle internationale; mais cette concentration résulte du développement des capacités d'organisation au nivean de l'ensemble de la société dans les pays industrialisés, et elle se réalise plus au niveau de la propriété qu'au niveau des modalités de production.

Savoir, capacité de gestion et capacités, d'imposation constituent

de production.

Savoir, capacité de gestion et capacité d'innovation constituent les piliers de tout développement technologique; c'est dans ces domaines que les efforts doivent porter en priorité, avant d'engouffrer un pays dans l'« enfer » des importations « sauvages » de technologies lourdes et « prêtes-à-porter », anquel s'ajoute l'« enfer » de l'endettement externe qu'entrainent ces importations. Ce n'est pas la machine qui en tant que telle permet l'accumulation et donc le relèvement de la production, c'est l'organisation de mellèures conditions de production et l'introduction tions de production et l'introduction avec succès, grace à elle, de procédés techniques amplifiant les gains de productivité apportés par le progrès dans l'organisation. C'est cela l'ingénierie, e'est cela la recherche et dévelopmement.

Sur ce plan, l'effort des pays en voie de développement est à peu près nul, a lors qu'ils consacrent des sommes colossales à l'importation d'équipements et à la rémunération de constitueur interpations tous déquipements et à la rémunération de consultants internationaux, tous plus ou moins liés aux firmes multinationales ou, en tout cas, n'ayant aucun intérêt à concevoir une ingénierie sortant des nomes et spécifications de ces firmes. D'après les statistiques des Nations unies, les pays en voie de développement ne consaerent à la R. et D. que 0,2 % en moyenne de leur P.N.B., contre 1 à ment économique et social des Nations unites, ainsi « Transmational Corporations : Issues involved in the Formulation of a Code of Conduct » (E/C. 10/17), « The Acquisition of Technology from Multi-national Corporation by Developing Countries » ST/ESA/12), « Grands problèmes découlant du transfert des techniques sux pays en vois de développement » (TD/B/AC.11/10), « Possibilité et faisabilité d'un cods international de conduits en matière de transfert des techniques » (TD/B/AC.11/12), « Pratiques commerciales restrictives vues sous l'angle du commerce et du développement das pays en vois de développement (TD/B/O.2/119), etc.

(10) Les problèmes de technologie et d'innovation ent suscité pen de réflexions sérieuses ches les économistes contemporains ; en réalité, la mythologie nocive qui antours les firmes multinationales et la technologie est due en partie aux travaux d'économistes chièbres tels que Schumpeter et Rostow et à leur ignorance des données historiques. C'est chez les spécialistes d'histoira économique, et l'on trouve l'analyse minutique des mécanismes de l'innovation et de ses relations avec le développement de l'artisanat, de l'organisation et des ses relations et developpement et es se relations et developpement actualment mei et elles étalent systématiquement mei et de la formaision et des ses relations et developpement et avogue, résisteraient cartainement mei et de la formaision put de espital n'a pas toujours accommagné, cartique basée eur les données historiques concrètes. Voir, par example, S. Kunnets, Crofssance et rivacture économique, Dalmann-Lévy, 1972, qui montre qu'un accroissement de la formation brute de espital n'a pas toujours accommagné la croitsance du revenu aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés su cours de la révolution industrielle et pendant le dix-neuvième siècle.

(11) Voir P. Judet et J. Perrin : « Technology é technologie et stratégie du développement, cité ci-dessus pages 11-67. Le litérature auglo-sasconne est plus shoudante; citous industrielles ne s'est élav

3 % dans les pays industrialisés. Le Japon, par exemple, consacre à la R. et D. 12 dollars par habitant, avec un taux d'accroissement de 22,18 % par an, alors que, dans les pays de l'Asie de l'Ouest, ce chiffre n'est que de 0,2 dollar par habitant, soit 0,06 % du P.N.B. (14).

Le retard des pays en vole de développement, par rapport aux paya industrialisés, est parfois un pen trop facilement utilisés pour justifier les erreurs de politique économique dans le tiers-monde. Car. s'il faut combler ce retard, l'effort doit d'abord porter sur l'ingénierie et la R. et D., en fonction des conditions effectives de productivité existantes et non pas en fonction des normes et spécifications des firmes multinationales, de leurs experts et de leurs bureaux de consultants. C'est et te première étape qui permettra ensuite de combler le retard quantitatif trop souvent apprécié en termes de nombre dusines, de réfrigérateurs par habitant. L'accumulation du savoir en termes quantitatifs et qualitatifs, et l'amélioratiou des capacités de gestion dans le cadre des conditions effectives de productivité locale doivent accompagner, sinon précéder, toute politique d'importation massive de capital technique, surtout lorsqu'il e'agit d'un capital « prêt-à-porter » qui requiert des structures d'accueil susceptibles de lui assurer les conditions de sa productivité. Ces éléments, qui impliquent l'indispensable arrêt des mécanismes du transfert inverse de technologie, permettront, bien plus efficacement que tous les codes de bonne conduite des multinationales, d'accélérer une greffe réussie de la technique moderne dans le tiers-monde. Ils permetront aussi de supprimer, selon l'heureuse formule d'un économiste algérien, le « Ubérulisme en matière de choix technologiques » et de choix des procédés industriels, ce libéralisme qui s'exerce dans le tiers-monde au profit des multinationales (15).

Le dilemme du tiers-monde ne se pose pas dans les termes habituellement retenus dans les débats en cours.

des multinationales (15).

Le dilemme du tiers-monde ne se pose pas dans les termes habituellement retenus dans les débats en cours. En fait, l'alternative n'est pas entre la technologie des firmes multinationales et des technologies dites « alternatives » (technologie intermédiaire, ou « douce » ou à haute intensité de main-d'œuvre), mais entre deux voies d'accès à la technologie moderne.

On neut cemendant se montrer

On peut cependant se montrer sceptique sur la possibilité de certains pays sous-développés de faire un tel choix alors qu'ils ont déjà pris des options irréversibles en engageant des sommes fabuleuses dans les mécanismes « traditionnels » du transfert de technologie (16). La machine publicitaire des multinationales et les idécipeies « vulcaires » du développement logies « vulgaires » du développement — stalinienne ou néo-classique — sont largement responsables de cet état choses qui justifie quelques inquié-tudes quant aux évolutions futures Le tiers-monde risque fort, en effet, d'être paralysé aussi bien par les distorsions macro-économiques et finan-cières que par les déséquilibres orga-nisationnels et les déséconomies d'échelle provoqués par la rerpétuation des actuels mécanismes de transfert de technologie. Tant que les firmes muitinationales resteront le pivot de ces mécanismes dans tous les domai-nes, et tant que les débats théoriques ressoritront au discours théologique sur la nature divine on diabolique des firmes muitinationales et de leur tratécte dans la division internatiotorsions macro-économiques et finanstratégie dans la division internatio-nale du travail, il y aura peu d'espoir de mettre en œuvre d'autres voles d'accès à la modernisation du tiers-monde.

liards de dollars pour la même période. Voir « The Reverse Transfer of Technology: its Dimensions, Economic Effects and Polity: Implications ». (Doc. CNUCED TD/B/C6.7.)

(13) C'ast notamment la raison de la supériorité de la technologie sméricaine sur la technologie britannique dès la fin du dix-neuvième siècle et le début du vinguième siècle. Voir N. Rosanberg, Perspectives on Technology, Cambridge University Press, 1876, pages 137 et anivantes. Les travaux de Rosenberg regroupés dans cet ouvrage montrent bien, par ailleurs. l'importance de l'ingénierie industrielle dans le développement technologique des Etats-Unis. On pourra voir sussi, D. L. Burn, « The Genesis of American Engineering Competition, 1850-1870 », in Technological Change: The United States and Britain in the 19th Century, ed. par S. B. Saul Methuen & C° Ltd. Londres, 1872.

(14) Voir « Regional Plan of Action for the Application of Science and Technology to Development in the Middle East ». Doc. Nations unies, STUNES CB/11.

(15) A. Benachenhou, « Economia algérienne, en jeux et réslités », in Révolution africaine du 21 décembre 1977. Alger. Voir sussi, du même auteur, « les Firmes étrangères et la transfert des techniques vers l'économie algérienne », in cahiers du Centre de recherche en économie appliquée, n° 2, octobre, décembre 1977. Organisme national de la recherche salentifique, Alger.

(16) La position de monopole absolu, acquis sinsi par qualques dizaines de firmes multinationales pour être la véhicule du transfert de technologie dans le tiers-monde, a permis des hauses varigineuses des prix facturés pour les équipements et le technologie dans le tiers-monde, a permis de hauses varigineuses des prix facturés pour les équipements et la know-how « prêt-à-porter » vendu an tiers-monde par les multinationales. In u'est plus rare de voir les contrats se chiffrer en milités par la suita, les offres s'étaient toutes élevées à c milliards), Actuellement, l'Egypte négocie un contrat d'acquérir a monde par les multinationales de coditars i Le no

ère dans

# Le mark souverain

(Suite de la première page.)

Le fait que les partenaires — et eoncurrents — des États-Unis aient consenti à cet accord peut paraitre surprenant. Il faut toutefois rappeler la situation qui prévalait immédiatement après la hausse du prix du pétrole. Les États-Unis étaient (et restent) moins dépendants de l'extérieur que l'Europe et le Japon pour leur consommation énergétique; la bausse du prix du pétrole devait permettre la mise en vaieur de ressources énergétiques de rechange abondantes sur leur territoire et, à terme, assurer l'autonomie énergétique; la lutte contre l'inflation avait produit des résulitats aux États-Unis; l'Europe et le Japon n'étaient pas assurés de rééquilibrer durablement leurs palements. En bref, la R.F.A. et le Japon escomptalent un la R.F.A. et le Japon escomptalent un maintien du déficit des palements américains à un niveau raisonnable et une stabilité du dollar par rapport au mark et au yen. Dans ce contexte, les accords de la Jamalque comportaient des environses. taient des avantages : on augmente-rait les liquidités internationales au rait les liquidités internationales au niveau nécessaire pour payer le pétrole sans étrangler l'économie occidentale, on palerait en somme le pétrole en papier. Enfin, à l'époque, seuls les Etats-Unis paraissalent en mesure de diriger efficacement la résistance contre ce qui était présenté comme une offensive économique générale du tiers-monde, doublée d'une montée des mouvements sente comme une offensive economique générala du tiers-monde, doublée d'une montée des mouvements
populaires en Europe du Sud. Il fallait
serrer les rangs autour de Washington.
La suite des événements devait
remettre en cause ce contexte. Le
rythme d'épuisement des ressources
énergétiques américains déjà exploitées se révélait plus rapide que prévu.
Les ressources de rechange étaient
trop coûteuses à exploiter. La R.F.A.
et le Japon obtenaient des résultats au
moins comparables à ceux des EtatsUnis sur les marchés des pays de
l'OPEP. De solides excédents allemands et japonais faisaient pendant à
un déficit des paiements américain
atteignant des niveaux jusqu'alors
inconnus. Le président Carter ne parvenait pas à « remettre de l'ordre venait pas à « remettre de l'ordre chez lui ». Au contraire, il s'employait à multiplier les pressions pour élimi-ner les excédents allemands et japo-nais : accords commerciaux « d'auto-limitation » imposès au Japon en

1976 et 1977 : tentative de sabotage des 1976 et 1977; tentative de sabotage des ventes de centrales nucléaires allemandes au Brésil; suspension du projet de bombe à neutrons qui rappelle à la R.F.A. qu'on pourrait la laisser seule face à l'Union soviétique, etc. La politique de « benign neglect » à l'égard du dollar va dans le même

sens.

Le choix devant lequel les dirigeants allemands et japonais se trouvent placès est le suivant : acheter massivement du dollar pour soutenir le cours de ce dernier : laisser leur monnaie se réévaluer par rapport au dollar ; arrèter la réévaluation de leurs monnaies réévaluer par rapport au dollar; arrèter la réévaluation de leurs monnaies en relançant leurs économies. La première politique a fait la preuve de son inefficacité : on accumule des dollars qui finissent par se déprécier sans exercer la moindre pression sur les Etats-Unis. C'est surtout à la seconde politique qu'on a recours depuis l'été 1977; mais elle inquiète, car elle rabote les marges des entreprises exportatrices en dépit des limitations des bausee a de salaires obtennes chaque année; on perçoit l'essoufflement des exportations, on craint leur effondrement; on craint aussi, plus qu'aux Etats-Unis, qu'une poursuite de la dépréclation du dollar ne décienche une crise de confiance provoquant une panique financière internationale qu'on avait évitée de peu en 1974, dans des circonstances différentes, lors de la faillite de la banque Herstatt.

La troisième politique est celle que

différentes, lors de la faillite de la banque Herstatt.

La troisième politique est celle que M. Carter tente d'imposer à la R.F.A. et au Japon. Elle inquiète aussi plus qu'aux Etais-Unis. Pour les dirigeants allemands et japonals, une reprise mondiale, relancerait l'inflation et provoquerait des tensions sur le marché pétroller, qu'on sait moins bien maîtriser qu'à Washington, car ce n'est pas da Bonn et de Tokyo que dépendent la sagesse et la sécurité de l'Arabie Saoudite et de l'Tran. Somme toute, on pense à Bonn et à Tokyo que M. Carter tente de compenser la mauvaise tenue de l'économie américaine en contraignant la R.F.A. et le Japon à adopter des l'économie américaine en contraignant la R.F.A. et le Japon à adopter des politiques qui, non seniement les défavorisent mais, de surcroît, peu-vent metire en danger la stabilité relative que le monde capitaliste a pu rétablir dans ses relations interna-tionales depuis deux ans. C'est contre cela que Bonn a voulu réagir.

### Une redéfinition de la solidarité atlantique?

L a création d'un système monétaire curopéen correspond d'abord à la défense des intérêts immédiats alle-mands. En limitant les marges de fluctuation entre monales européen-nes, il s'agit d'établir une zone où les nes, il s'agit d'établir une zone ou les exportations allemandes ne seront plus menacées par la réévaluation du mark par rapport à des monnales qui ont eu tendance à s'aligner sur le dollar. Ce simple résultat mérite quelques crédits dans le contexte actuel, surtout s'ils sont econfiés sons condition. s'ils sont accordés sous condition :

on y reviendra.

Mais, de plus, la création d'un système monétaire européen représente en raison de ce qui est considéré comme la déficience et l' « irresponsabilité » du leadership américain.

Peut-li s'agir d'arrêter une dépréciation du dollar à l'encontre des volontés américaines? A l'heure actuelle, la manière dont le système interviendra sur la parité dollar-mark (au-delà du fait que la spéculation se portera moins facilement sur le mark, « tiré vers le bas » par des monnaies plus faibles, et plus sur le yen) n'est pas encore connue. Les yen) n'est pas encore connue. Les banques centrales européennes inter-viendront-elles uniquement en mon-nales européennes on aussi en dollars? La première solution semble techni-quement difficile à appliquer et risque de compromettre l'efficacité du sys-tème. La seconde peut impliquer des mouvements sur le dollar. C'est pour-quoi les Etals-Unis, qui ne poient resmouvements sur le dollar. C'est pour-quot les Etats-Unis, qui ne voient pas d'un bon œil s'organiser une unité d'intervention aussi puissante sur les marchés des changes, qui pourrait contrecarrer les volontés tactiques de la Federal Reserve Bank, multiplient, directement ou par l'intermédiaire du F.M.I., les mises en garde à l'en-contre de toute action concertée des banques centrales européennes sur le dollar.

Mais ce n'est pas là l'essentlel. Car le système monétaire européen, tel

qn'il est prévu actuellement, ne peut agir sur la parité dollar-mark qu'en s'engageant dans une politique d'achats massifs de dollars. Il pourra être plus efficace dans ce domaine que la seule Bundesbank. Mais, en définitive, li n'en coûterait qu'aux Européens, et les Etats-Unis n'ont pas d'objection majeure à voir ceux-cl supporter les charges d'une stabilisation du dollar. Ce qui constitue une menace réelle pour les Etats-Unis et l'intérêt majeur du système monétaire européen actuel du système monétaire européen actuel pour la R.F.A. dans ses relations avec les Etats-Unis, c'est que cette étape dans la construction monétaire euro-En 1983, la création d'ECU (ECU : European Currency Unit), en suppo-sant que ceux-ci jouent un rôle plus sant que ceixe et joient un role plus significatif que ceixi d'une simple unité de compte ivoir encadré), a atteint un volume substantiel. Ceux-ci dor-ment dans les banques centrales des pays excédentaires de la Communauté. pays excédentaires de la Communauté. Le dollar coutinue de se déprécier. Pourquoi ne pas indexer le prix du pêtrole sur l'ECU? Pourquoi ne pas payer le pétrole en ECU? Pourquoi ne pas emprunter et prêter en ECU? Bref, tout serait prêt pour la création d'une véritable monnaie de réserve internationale consurrente du dollar internationale, coneurrente du dollar, et sur l'emission de laquelle les Etats-Unis n'exerceraient aucun contrôle. La compétition entre la dollar et l'ECU contraindrait les Etats-Unis (comme naguere la Grande-Bretagne engagée dans la compétition dollar-livre) aux disciplines traditionnelles. En laissant planer la menace de s'engager dans cette deuxième étape, la R.F.A. oppose des limites à la liberté des Etats-Unis en matière monétaire et regagne une partie du terrain perdu à la Jamaïque. Peut-on pour autant penser que les dirigeants allemands visent dès au-On ne saurait sous-estimer leur irrita-tion à l'égard de l'équipe dirigeante américaine actuelle, Mais on doit se

### Les principales dispositions du système monétaire européen

1) Mise en place d'un système coordonné d'Interventions pour limiter les Auctuations de change. Il s'agirait, en fait, d'un - serpent - dont les marges devralent être - au moins eussi strictes - que celles du - eerpent -ectuel (2,25 %) liant le mark aux monnaies du Benalux, La France, ainsi que la Grande-Bretagna et l'Italia, avait proposé que pour une monnaie quelconque ces marges, su-delà desquellae chées, soient calculées par rapport à l'unité de compte européenne (délinie et non per rapport à checune des autres monnales comme dans le « ser-pent « ectuel, La R.F.A. a amené la France à abandonner en tait cette solution, mains contraignante pour les pays à monnaie telbie, eu somme t franco-allemand d'Aix-la-Chapelle les 14 et 15 septembre 1978 (voir le Times de Londres du 18 septembre). Des possibilités de - miee en congé -, de - dévaluation -, at des formules de transition pour les nouveaux adhérents sont prévues. Elles ne sont pas connues avec précision.

2) Création d'un Fonts monétaire européen (F.M.E.). Il remplacerait le Fonds auropéen de coopération moné-

taire actual. Conçu comme un embryon de Banque tédérala européenne (avec adoption des décisions per vote selon les contributions respectives des États membres et non à l'unanimité), il dis-poesrait de 20 % des réserves en devises et en or des Etets membres qui lui seralent transiérées (coit environ 26 millards de dollars). Ces réserves — considérables — seraient destinées à des crédits aux Etats membres dont les monnaies seralent menacées. Le terme at les conditions de cee crédits sont en cours de négocietion, le R.F.A. ent à limiter la durée des crédits à un an et à durcir leurs conditions. Le F.M.E. devrait progressivement acquerir à l'àchalle européenne les mêmee fonctions que la F.M.I.

3) Accroissement du rôle de l'unité de compte européenne. Il est moins substantiel que prévu au début de l'été 1978, car c'est le solution de le grille de parités qui e été retenue finalement pour le délinition du - serpent -. Néan-moins, les banques centrales recevront des ECU (European Currency Unit) en contrepartie des réserves qu'elles affecteront au F.M.E. L'ECU circulara donc comma monnaie de réserve dans le circuit des banques centrales

souvenir du fait que la collusion gersouvenir du fait que la collusion ger-mano-américaine a toujours pris la pas sur la rivalité entre les deux pays pour ce qui concerne les questions fon-damentales: attitude par rapport à la politique étrangère française à l'épo-que gauiliste; réaction à la hausse du prix du pétrole; position lors des né-gociations Nord-Sud; ottitude devont l'instabilité politique en Europe du Sud, etc. Il en sera probablement tou-jours ainsi tant que la R.F.A. ne sera pas en mesure d'assurer sa propre dépas en mesure d'assurer sa propre dé-

### L'affirmation de la puissance allemande

A L'EVIDENCE, l'Allemagne traverse A mieux la crise que ses partenaires européens. Traditionnellement blen placée aur le marché des blens d'équipement, eile a réussi en trois ans à retrouver un surplus dans ses échanges avec l'OPEP. Elle encaisse jusqu'anjourd'hul les dividendes de la défaite de la classe ouvrière allemande dans les années 30 sons la forme d'une capacité, rarement égalée dans les pays industriels, d'étouffer la contestation politique et de maîtriser l'inflation. Elle entraîne avec elle les économies satellites du Benelux qui sont véritablement intégrées dans son espace économique. Ailleurs en Europe, les excédents ou les équilibres des palements d'avant 1973 se sont transformés en déficits vertigineux jusqu'en 1976, encore substantiels en 1977.

Jusqu'à cette date, les pays défici-L'EVIDENCE, l'Allemagne traverse

Jusqu'à cette date, les pays déficitaires avaient tenté à plusieurs reprises de convaincre la R.F.A. de
mettre en place un système d'emprunts communautaires (donc gagés
sur les réserves allemandes) qui servirait à financer leurs déficits. Les
s facilités Ortoli » constituaient un
premier pas dans ce sens, mais la
R.F.A. a'est opposée à leur extension.
Elle préférait prêter directement (à
l'Italie par exemple), mais au-delà
d'un certain niveau, conditionnait son
accord à celui du F.M.I. Bref, les dirigeants allemands, confrontés à une
Europe dn Sud et à une Grande-Bretagne considérées comme dépensières
et turbulentes, ne voulaient pas engager leur argent sans contreparties soger leur argent sans contreparties so-lides. Ils ne pensaient pas pouvoir obtenir ces contreparties et surtout les moyens de les garantir dans un cadre exclusivement européen. Qu'y a-t-il de nonveau, an-delà de la dé-préciation dn dollar, qui ait pn les amener à changer d'opinion?

amener à changer d'opinion?

Le système monétaire européen comporte des contreparties pour la R.F.A. Certes, les réserves allemandes seront mises à contribution pour éviter que les monnaies faibles ne sortent du « serpent ». Mais ces crédits seront accordés sous conditions, des conditions sans doute de même nature que celles du F.M.I. 14). La R.F.A. avec ses satellites monétaires, d'une part, et l'un des trois autres grands (France, Grande-Bretagne, Italie), d'autre part, y disposera d'une majorité. Il n'y a néanmoins rien de nouveau jusqu'iel : néanmoins rien de nouveau jusqu'ici : c'est ce que les Allemands auraient pu obtenir en 1975, 1976 ou 1977.

Ce qui est nouveau, c'est la levée de l'hypothèque majeure que consti-tuaient les élections législatives fran-çaises. Le gouvernement français avait été contraint, par son déficit des pale-ments en 1976, de pratiquer une poli-tique déflationniste en 1977. Le reste de l'Europe ne pouvait que suivre. En consequence, la convergence des poli-tiques économiques, exigée en préa-lable par les Allemands, a été amor-cée, blen que l'écart entre le taux d'inflation de la R.F.A. et ceux des autres pays reste considérable. Il res-tait à savoir si cette amorce n'allait pas mener à une défaite électorale de la majorité en France et remettre en cause les orientations déflationnistes. Une fois passé le cap des élections, et les intentions du gouvernement français d'accentuer la déflation étant connues, il s'agissait d'aller très vite pour consolider cette convergence économique à travers les nouvelles institutions monétaires.

En somme, avant les élections francaises, l'influence de la R.F.A. sur les politiques économiques européennes ne semblait pas pouvoir être confortée et accrue par une institution telle que le FME, dont le fonctionnement et la cestion auraient comporté trop de risques. Après les élections françai-ses, les dirigeants allemands considé-rent qu'un F.M.E., assis sur une majorité « de démarrage » franco-alla-mande, peut jouer ce rôle.

Ainsi, pour les dirigeants allemands, l'intérêt économique du système monétaire européen (constituer une zone dans laquelle leurs exportations sedans laquelle leurs exportations seront protégées) se double d'un intérêt
politique. Quels avantages ce système
comporte-t-il pour laurs partenaires?
En principe, un financement plus facile de leurs éventuels déficits des
paiements à travers le F.M.E. Mais il
faut y regarder de plus près. Les autres pays de la Communauté ont,
dans l'ensemble, des échanges déséquilibrés avec la R.F.A. Ce déséquilibre
s'est significativement développé des'est significativement développé de-puis quelques années (voir le tableau), ce qui s'explique en grande partie par ce qui s'explique en grande partie par la politique déflationniste de la R.F.A. depuis 1973, dont 50 % des importa-tions environ proviennent des pays de la Communauté. Les pays de la Communauté dans lesquels la pression sociale pour la relance est considéra-blement plus forte qu'en R.F.A. tire-raient un grand avantage d'une re-lance allemande, qui leur recenter. lance allemande, qui leur permettrait une croissance plus soutenue à eltua-tion inchangée de leur balance des paiements. Cet avantage serait incontestablement supérieur à celui que leur accordera le système monétaire européen : il vaut mieux ne pas avoir à s'endetter que de pouvoir s'endetter sous conditions, même si c'est plus ter sous conditions, meme si c'est plus aisément. La R.F.A. a constamment refusé de jouer ce rôle de locomotive. C'est pourquoi on ne parlait plus à Bruxelles en 1977 et jusqu'à cet été que de « relance concertée », chacun devant, dans la mesure de ses moyens,

fense. Et, de fait, les dirigeants alle-mands cherchent à minimiser le rôle de l'ECU pour rassurer les États-Unis. Il semble qu'à l'heure actuelle il s'agisse surtout pour les dirigeants allemands de reconstruire un rapport de force monétaire par rapport aux Etats-Unis pour les conduire à négocier sérieusement avec eux dans ce domaine; et à mettre réellement en pratique une gestion trilatérale (Washington-Bonn-Tokyo) du capita-lisme mondial.

narticiper à l'effort de relance. Les participer à l'effort de relance. Les recommandations dans ce sens d'un groupe d'experts auprès de la C.E.E. chargé d'examiner les perspectives à moyen terme devalent être complétées (exigence allemande) par un dispositif monétaire, permettant au convol de la crelance concertée » d'avancer en

ordre.
C'est ce seul dispositif monétaire qui subsiste aujourd'hul. La relance allemande, qui devait en constituer la contrepartie, est laissée à l'initiative de Bonn: des mesures de relance par l'investissement qui neutralent avoir de Bonn: des mesures de relance par l'investissement qui pourralent avoir quelques effets de court terme, mais dont on peut sérieusement douter qu'elles solent efficaces à moyen terme

terme.
Les partenaires de la R.F.A. sem-blalent être partis d'un objectif de soutien de l'activité et de lutte contre l'extension du chômage. Ils se retron-vent, et c'est là l'essentiel, avec dispositif qui, protégeant les exporta-tions de la R.F.A. dans la C.E.E., limiters en R.F.A. nême les pressions en faveur d'une relance significative et permettra aux dirigeants allemands de conserver l'orientation déflation-

niste de leur politique (5).

Dans ces conditions, l'effet défia-tionniste du serpent monétaire euro-péen deviendra rapidement évident.

Le taux d'inflation en France en 1979 serait, an mieux, proche de 8 % contre moins de 3 % en R.F.A. La compéti-tivité des produits français en sera affectée, et l'équilibre commercial, pé-niblement atteint après trois années d'austérité, pourrait être remis en



cause. Pour restaurer cette compétitivité, il sera théoriquement possible, 
après consultation, de dévaluer le 
franc par rapport au mark dans le 
système monétaire européen, blen que 
la R.F.A. cherche à limiter cette disposition. Mais M. Giscard d'Estaing 
répugners d'autant plus à le faire, et 
de porter ainsi atteinte à la crédinilité du système monétaire européen, 
qu'il cherche à apparaître comme son 
initiateur. Il ne restera plus qu'à choiair entre une accentuation de la déflation interne et l'endettement sons flation interne et l'endettement sous condition (6).

condition (6).

Il reste à comprendre pourquoi le gonvernement français, co-initiateur du système monétaire européen, tient à se lier par un accord apparemment si peu avantageux. La raison essentielle semble être de ponvoir précisément se servir de l'autorité et des recommandations des autorités monétaires européennes dans le débat intérieur français. Sun osons grams taires europeennes dans le débat intérieur français. Su pposons qu'un « printemps chaud » en 1979 se traduise par un rapport de forces social différent de ce qu'il est aujourd'hui. Ces recommandations seront sur la table de négociations, nanties du prestige — et du pouvoir diviseur dans la politique intérieure française — de l'autorité européenne. S'agira-t-il de relancer l'économia pour préparer les élections présidentielles de 1981? Au contraire, on négociera des crédits auprès de la R.F.A. en arcordant les près de la R.F.A., en accordant les contreparties nécessaires. Ainsi, le gouvernement français appelle-t-il, à travers le système monétaire européen, une immixtion accrue de la R.F.A. dans la politique intérieure française. Pour lui, il ne s'agit pas d'un mai mais d'un bien.

### Les «avantages» et le danger

O N peut penser que, dans la situa-tion actuelle et si l'on choisit, comme le fait le gouvernement, de ne pas agir sur les structures de l'économie, une relance par la consom-mation pe constitue par la consoml'économie, une relance par la consommation ne constitue pas le meilleur moyen de préserver l'indépendance économique de la France. Mais cela n'implique pas qu'on s'engage sans contreparties dans un accord qui, par le biais monétaire, consolide la convergence des politiques économiques exclusivement vers le bas. Cela ne gène pas les dirigeants allemands. Ils savent pouvoir maintenir la paix sociale chez eux. Ils n'eprouvent donc pas de besoin pressant de sortir de la défiation actuelle. Au contraire, celle-ci leur permet, d'asseoir leur incelle-ci leur permet d'asseoir leur in-fluence financière, économique et po-litique en Europe et dans le monde. système monétaire européen les autorise à poursuivre dans ce sens. Pour le gouvernement français, il semble qu'il s'agisse an mieux d'obtenir, en payant un prix élavé, un stra-pontin à côté du poste de commande. L'échange apparaît inégal. Il ne l'est pas, car on attend des contraintes qu'implique pour la France sa parti-cipation au système monétaire euro-péen un soutien efficace à la lutte contre toutes les catégories d'a ennemis intérieurs n.

mis intérieurs a.

Ceux qui ont gagné les élections de mars 1978 sont obsédés par la réussite économique de l'Allemagne. Eile en arrive à leur faire perdre la tête: les Allemands réussissent-ils à exporter mieux que nous malgré l'appréciation du mark qui, au demeurant, les inquiète au plus haut point? Lions le franc au mark pour exporter autant qu'eux. Les Allemands n'ont pas beaucoup de textile et d'agriculture et beaucoup de blens d'équipement? Li beaucoup de biens d'équipement ? Li-quidons notre textile et notre agriculture, et nous aurons beaucoup de

Même dans l'optique de ses promoteurs, le raisonnement est aussi ab-surde qu'il en a l'air. Les sacrifices surde qu'il en a l'air. Les sacrifices qu'il impliqua à court terme sont évideuts. Les bénéfices qu'il est censé procurer à long terme sont douteur. L'industrie française n'est pas l'industrie allemande. Cette dernière, déjà blen adaptée à la demande mondiale, contra avec de la despation avec cette adaptation avec cette adaptation avec les despatées de la despation avec cette adaptation avec les despatées de la despation avec les despatées de la despation avec les despatées de la despation avec les despations de la despation de la despa peut poursuivre cette adaptation avec

un flux minimum d'investissements. Ce n'est pas le cas de l'industrie française. Une croissance faible, même, légèrement supérieure à celle de la R.F.A., est insuffisante pour combler l'écart qui la separe de l'industrie allemande.

allemande. Le raisonnement est surtout dange-reux. Essayer de le tenir implique que l'on imite la R.F.A. en tout, non seu-lement en matière de politique éconqmique, mais aussi, en définitive, en matière d'interdictions professionnelles. Cela peut-il être compensé par l'apparence de progrès vers une indépendance de l'Europe à l'égard des Etats-Unis que semble receler la constitution d'un existère propriétation d'un existère propriétation de la constitution d'un existère de la constitution de la constitut titution d'un système monétaire euro-péen ? Il ne s'agit la, on l'a vu, que de manœuvres dont la signification est limitée. Et quelle importance pour-rait avoir la dépendance ou l'indépendance à l'égard des Etats-Unis si l'Europe était en définitive condam-née au modèle aliemand ?

### DANIEL BIRON et ALEXANDRE FAIRE.

et ALEXANDRE FAIRE.

(3) Ou pourrait imaginer une troisième étape de fractionnement commercia succédant à cells du fractionnement du monde capitaliste so zones manétaires distinetes. La diversification multicortinentale des échanges commerciaux et des investissements allemands rend tout à fait improbable qu'ells soit l'objectif visé par les dirigeants de la R.P.A.

(4) La Grands-Bretagns exigerait que les pays systématiquement excédentaires soient aussi liés par des obligations. C'est ponnquoi elle s'opposait, par exemple, à le solution de la grille de parités qui à été. finaisment, retenue dans l'accord franco-allemand d'Aix-la-Chapelle. (Voir succaré.) Son editésion mu système monétaire europése est en tont état de cause très problématique.

(5) Les motivations et implications de cette politique en nt analysées par B. Kayser, « les Chnix de la R.P.A. », lu Economie et Statistiques, judisétaoù 1918.

août 1978.

(61 Bisn entendu, il sera toujours possible d'emprunter sur le marché de l'eurodollar, comme le gouvernement français l'a fait jusqu'iel à travers les sociétés natinnales, et sans condition (une marre de mnmenvre substantielle existe sneure dans estte direction); ou de rompre l'accord monétaire européen. Mais ces solutions ne seront eovisagété qu'avec encore pins de réticences que la dévaiuation dans le cadre du système mnnétaire européen.

## La détérioration des échanges des pays de la C.E.E. avec la R.F.A. (1)

Le taux de couverture relatif du commerce avec la R.F.A. par rapport au commerce global décroit entre 1972 et 1977 pour tous les pays à l'exception du Danemark. Le défleit du commerce avec la R.F.A. constitue une part importante du déficit global pour tous les pays, à l'exception des Pays-Bas et de l'Italie.

	au commerce		a commates		relatif : ratio		R.P.A. dans le déficit commercial
	1972	1977	1972	1977	1972	1977	(3)
nanemark Belgique-	88.0	0.70	0.56	0.59	0.65	0.78	34 %
Luxembourg, Pays-Bas France Italie Boyaume-	1.03 8.96 0.97 4.96	0.93 <b>6.96</b> 0.90 0.93	1.06 1.22 0.92 1.05	0,94 1,20 0,83 1,65	1.03 1.27 0.95 1.14	1.25 1.25 0.92 1.11	20 % 31 %
Uni	8.57	4.90	<b>8.70</b>	0.78	0.80	0.78	30 %

salculs effectuée à partir des chiffres du commerce extérieur (CAF-POB) de PO.C.D.E.

(1) Mesurée par l'évolution du taux de couverture relatif. Le taux de couverture est lui-même défini comme le ratie des exportations (FOB) aux importations (CAF). (2) Les sanées 1972 et 1977 pauvent être considérées comme les années « pré-hausse du prix du pétrole » et « post-hausse du prix du pétrole » les plus voisines (crossances modérée par rapport nux années vnisines; relative homogénéité des conjonctures européennes).

europeanurs.

(3) En 1977, comme en 1972, les Pays-Bas et l'Italie sont giobalement déficitaires mais excédentaires avec la R.F.A. Les Pays-Bas constituent un cas partieuller en raison des importations allemandes de matières premières transitant par ce pays.

ere in fernie mill sellemen or community same ri parès ses fer teris : Arri may en espagnol ( . ise. preumoni prelience. On hawdhia niy et has tellement. trompé aver la ... gavoureuse et l ..... C'est pourq statoup, memo we somite dead. namente nous

 $A\mathcal{P}^{(k)}$ 

rer . Da

reii

 $MN^{-2}$ 

je me i

CV

ma:

5.1

700 L

eign gen

a inc.

detta a÷

0.11

ES feuilles d (a) 2550lons Nous les Diff evacuent in

tenandie et

that old o

nanasse, a la l ionanter les contrate pas ion num ret e au!! qu Z-!!: >" in Purce of it is negative. de mille neuf parent de nave cur les venda - l'entime, Cure or to sujet du Nac: -xpliqua leur of parce que ver ontre les pere de lett centralsieta ti uni de i i Value de q

est de Cuzco. s du partir de Cuzco. s di 11... : que le - demen les trains suchtir de ferre, la gins: 1000 1000. — Σ π's .773 ? - Blen aut on dit qu'il est ....t pas de tremt n plus aller en unaient le « denu . ope. sa volx. La . navet hawch'a, meme terre qui · · · de voir le « dém

Chamorro survec patre on . . . . . . . . . . . invalide. L - Ser, an Indien comme tot treu- dit ist tripes; le plus dans were the real confidence of the confidence Je je i pardini et sua que cji

der ereine mon sang bouti. - Tarr or dis-moi. Er .. . o du des choses que j cond. Para-para : les

de coop. ... les terres de la munnan. ... des itres de Margraph , mala, que les pays u en etalt le seur (60)g orner, qu'il n'avai nettar. " Wait pas cède 65 1700 ar Santo-Domingo Que, par er ler tueurs ne le c le de pr avec la même ma Same . The dors il fut touche Tompagnons se p

Non! laissez-n moi ... A capez-le .... et aloi Son con craignaient d'all Mais le d'annes y allaient, Visite a comme : jusqu'à ce et soit et soit cours d'expliquer en ch

Vouc abused de Seigneur a pa Blanca pare le rôle qu'il joua dan la parens dans la valiée de la language. Implique dans la vance de dei Implique dans le mentre de dei manifestaturi, il fut arrêté en 1963 lique dans le commode en vin l'én l'én le commode en vin l'én l'én le toue que nons publicus des la l'én l'én l'én l'éne de l'én l'éne dans le l'éne dans le l'éne d'autre l'éne de l'éne d'autre l'éne d'autre l'éne d'autre l'éne de l'éne d'autre l'éne de l dant; andidats de ganche, is hin Gorniot. Dirigeant on par de tendante trotskiste. Il fut, malg publisher. dir FOCEP (Front d l'Assemblée coustifu:

sans par and a mettre sur pied de On'nn dingereux agitateur p la fait de blienomène est assez rant paysan, de depuis qu'il écrivit i indient de sont eocore aggravée da sont pas considérés cor

## Une nouvelle d'Hugo Blanco

ES feuilles de mouterde cuisinées, nous les appelons « navets hawch'a » (1). Nous les aimons beaucoup, bien qu'elles évoquent la mort dans sa cause la plue répandue et la plus silencieuse : la faim.

Quand vient la faim, elle dévore les fèves, les maïs, les pommes de terre, la fécule de patate; elle ne laisse rien à l'Indien; rien, seulement les feuilles de moutarde, sans beurre, sans oignon, sans ail, sans sel même.

Après et encore après ces feuilles, arrive la mort ; elles eont ses « hérants verts ». Arrive la mort avec ses différents pseudonymes en espagnol et en quechua : tuberculose, anémie pernicieuse, pneumonie, pujyu (source), wayra (vent), layqa (sorcellerie). On l'appelle par ses pseudo-nymes, parce que son nom véritable est un très vilain mot : LA FAIM.

Mais le navet hawch'a n'y est pour rien, c'est pour ça que nous l'aimons tellement. Je ne dis pas qu'il soit savoureux, je ne m'y connais pas dans ces choses-là; je me suis déjà trompé avec la fécule de patate, je disals qu'elle était très savoureuse et les connaisseurs affirmaient que c'est insipide. C'est pourquoi je dis seulement que nous l'aimons beaucoup, même s'il est lié au souvenir

Ces famines au cours desquelles parfois les gringos (ils sont si gentillets !) nous envoient en aumône du mais avec des charançons et du « lait » en pondre qui parviennent à la paroisse, à la mairie ou à la municipalité — et de la vont alimenter les cochons des propriétaires terriens. Je ne demande pas qu'on nous distribue cette aumône, j'exige qu'on nous rende ce qui est nôtre pour qu'il n'y ait plus de famine. Ce fut mon premier frère, Zeuon Galdos, qui demanda qu'on nous les distribue; ça lui a coûté cher. Parce qu'il avait exigé cela, M. Araujo, le maire de Huanoquite, l'a tué d'une balle. M. Araujo n'a pas été arrêté, il est de bonne famille.

Un dimanche de mille neuf cent quarante et quelque, savourant ma ration de navets hawch'a, je bavardais avec la paysanne qui les vendait, assise dans la boue du marché de San-Jeronimo, Cuzco.

Nous bavardions du sujet du jour : les tremblements de terre. Elle m'expliqua leur origine : ils étaient envoyés comme châtiment parce que les Indiens de l'ayllu (2) e'étaient soulevés contre les pères dominicains de l'haclenda de « Pata-pata ». Voici ce qu'avait dit M, le curé à la messe du matin : « Le démon n'est pas mort, il est à l'hôpital de Cuzco. » M. le curé n'avait pas dit estil tellet me le curé n'avait pas dit qu'il fallait que le « démon » meure pour que cessent les tremblements de terre, la paysanne l'avait compris ainsi toute seule.

— Il mourra ?

Bien sûr, on dit qu'il est très mal, tout ça, c'est

Elle ne voulait pas de tremblements de terre, elle ne voulait pas non pins aller en enfer, c'est pourquoi ses paroles condamnaient le « démon ».

Mais son visage, sa voix, la boue dans laquelle elle était assise, le navet hawch'a, son cœur — tout était de terre, de la même terre que le « démon » qui était à l'hôpital, d'une terre qui hurlait silencieusement son désir désespéré de voir le « démon » survivre.

Et Lozenzo Chamorro survécut... il survécut à moitié, parce qu'il demeura invalide. Le médecin lui avait dit : - Seul un Indien comme tol peut être vivant avec six trons dans les tripes; le plus embétant, c'est la balle qui t'a atteint à la colonne vertébrale.

C'est ainsi que je l'ai connu longtemps après, déjà dans son coin : du pus, de la saleté, des sabots, un grand poncho, une voix vibrante, des yeux de feu.

Je le regardai et sus que c'était vrai qu'il provoquait des seismes : mon sang bouillonnait, je tremblais tout entier quand je m'approchai de lui pour l'étreindre.

- Tayta (3), dis-moi.

5 6 to \$120

1.000.0075.00

Et il me dit des choses que je savais dejà : qu'à l'ha-Et il me dit des choses que le savais dejà : qu'a l'hacienda de « Pata-pata », les dominicains continuaient
de s'approprier les terres de la communauté, que la communauté avait des titres de propriété, que la justice
n'arrivait jamais, que les paysans avaient organisé un
syndicat, que lui en était le secrétaire général, qu'on avait
voulu le suborner, qu'il n'avait pas cédé, qu'on l'avait
menacé, qu'il n'avait pas cédé, que, pendant qu'il était
en train de travailler sur les terres en litige, le prieur
du couvent de Santo-Domingo et des tueurs arrivèrent. du couvent de Santo-Domingo et des tueurs arrivèrent, que parce que les tueurs ne le connaissaient pas, le prieur le désigna « avec la même main qui consacrait le Très-Saint », qu'alors il fut touché par les balles de l'un des

— Tous mes compagnons se précipitèrent pour m'aider; je leur disais : « Non l laissez-moi l Attrapez-le ! Laissez-moi !... Attrapez-le !..., et alors je perdis connaissance.

Il n'y a pas eu d'arrestation parmi ceux qui avaient blessé l'Indien, ni d'indemnisation pour l'Indien blessé; cela va de soi, nous sommes au Pérou.

Les paysans craignaient d'aller lui rendre visite dans son coin d'invalide, c'était dangereux, compromettant... Mais les paysannes y allaient, « seulement pour rendre visite à sa femme », jusqu'à ce que M. le cure l'apprenne et soit obligé d'expliquer en chaire :

— Mes fils, le Seigneur a pardonné à ce village, mais vous abusez de ea bonté, vos femmes continuent de se

Depuis le début des années 60, on connaissait le nom d'Hugo Blanco pour la rôle qu'il jouz dans l'organisation de syndicats Blanco pour le rôle qu'il jour dans l'organisation de syndients de paysans dans le vallée de la Couvencion, près de Curco. Impliqué dans le meurire de deux policiers au cours d'une manifestation, il fut arrêté en 1963 et condamné à mort. Cette peine ayant été commuée en vingt-ciuq ans de détention, Hugo Blanco fut interné au pénitemeier du Fronton, où l'écrivit en 1969 le texte que nous publions ici. Amnistié par le gouver-uement du général Vélasco en 1976, il commut alors l'exil au Mexique et en Suède, puis rentra au Pérou d'où il fut expulsé, avec d'autres candidats de ganche, à la veille des élections du 18 juin dernier. Dirigeant du parti socialiste des travallieux, de tendance trotskiste. Il fut, maigré cet exil forté, én camme tête de liste du FOCEP (Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire) à l'Assemblée constituante qui siège actuellement sans parvenir à mettre eur pied de neuvelles institutions.

Qu'un « dangereux aglisteur » se double d'un écrivaln de talent, le phénomène est assez rare. Pins significatif encore est le fait que, depuis qu'il écrivit El Maestro, la condition des paysans se soit encore aggravée dans ces hautes vallées où les indiens ue sont pas considérés comme des hommes.

rendre à la maison du « démon ». Une pluie de feu va s'abattre sur San-Jeronimo !

Les paysannes évitèrent la pluie de feu, elles cessèrent d'aller voir la femme de Chamorro,

– Mon fils aîné pleurait en grattant sa guitare, il en est mort de chagrin.

MOI, je continuais à lui rendre visite, en quête de la pluie de feu, je la sentais en écoutant des histoires incomnues :

— Tu connais le mont Pico ?

l'anti-humanité qui blesse l'homme. Une machine bes-tialisée qui ne pense pas. Un frère est enfermé dedans, c'est sûr, mals, tant que le frère ne surgit pas, c'est toujours cela : machine et bête, fabriquées pour blesser l'homme.

De l'autre côté, « les Indiens » : représentants de l'homme en général, humanisés au-delà de la beuverie, parce qu'aujourd'hui seule la rébellion transforme l'homme en homme. « Les Indiens » luttant pour l'homme, pour la terre ; pour leur terre à eux et pour celle de tous

— Ils arrivèrent soudainement. L'un d'eux m'attrapa et me fendit la tête d'un coup de pieu; je tombai raide, mais je me suis relevé pour lui planter un conteau dans le corps avant de retomber raide. Après je ne sais combien de temps, je commençai à entendre au loin les cloches sonner. « Que se passe-t-il ? me disais-je; pour qui sonnent-elles, pour moi ou pour le chien du gamonal ? » (5). Après, je bougeai un peu, me révelllai bien et me rendis compte que j'étais vivant. Je me tranquillisai, c'était pour

— Oui, tayta, on le voit aussi du Cuzco; et puis du chemin de Paruno; depuis très loin on le voit, ce mont. — Celui-là aussi, ils voulaient nous l'enlever. Ils envoyèrent des gardes à cheval. Nous, nous étions préparés.

Les gardes ne se rendaient pas compte que le chemin se faisait tortueux pour rendre leur ascension plus difficile; ils ne voyaient pas que les p'ata kiskas (cactus) ouvraient en les menaçant leurs bras hérissès d'épines; ils ne prirent pas garde à la haine des pierres, des pierres rondes; ils ne comprirent pas que, si la grande blessure rouge de la montagne prenaît couleur humaine, c'était de colère, de cette sainte colère de voir des gardes où il ne devait y avoir que des hommes.

Blentôt, quelques pierres bougèrent ; ce n'était pas des pierres, c'était des Indiens frondeurs ; comme les Indiens d'autrefois, comme les Indiens de toujours, avec les frondes de toujours. Les frondes des troupes de Tupac Amaru, les troupes qui lançaient le cri de rébellion : Warak'as ! (4).

le  $\epsilon$  compère du gamonal > qu'elles connaient. Comme ça, même s'ils te cassent la tête, si tu dois continuer à te battre, tu ressuscites.

— Avec des procès, nous les Indiens on ne gagne jamais; il faut que ce soit comme ça, en nous battant. Les juges, les gardes, toutes les autorités sont avec les riches; pour l'Indien, il n'y a pas de justice. Il faut que ce soit comme ça, en se battant.

— Oui, tayta, comme ça, en se battant.

I L me conta beaucoup d'autres choses, il me conta qu'il ne e'était pas rompu les os en sautant du train en marche qui l'emmenait prisonnier,

- Tu racontes à des professeurs ce que je te dis ?



(Dessin d'Alain Eleinmann,

Mais, cette fois-ci, les projectiles n'étaient pas ceux de toujours, ce n'était pas des pierres indiennes... c'était de la dynamite !

Le cerveau des gardes s'est embrumé; avant qu'ils ne se rendent compte de ce qui se passait, les chevaux étaient sur deux pattes et eux à quatre, dégringolant vers le bas au milieu des explosions, sans se soucier des bras féroces des p'ata kiskas qui s'enlèvent facilement du corps de la plante, mais difficilement du corps de l'homme ou de la bête.

— Ils ne sont plus revenus. C'est ainsi qu'il faut se battre, apprends, avec la warak'a et la dynamite; avec la dextérité des Indiens et l'habileté des métis; il faut bien reconnaître ce qui est à nous et ce qui est leur.

- Oul, tayta... il faut bien reconnaître ce qui est à nous et ce qui est leur pour mieux nous battre.

ET les leçons continuaient.

- Touche ma tête ici. Qu'est-ce qu'il y a ?

- Un trou, tayta, il n'y a pas d'os, un trou seulement.

Je vais te raconter ce trou : c'était à Oropeza. Les Indiens, nous étions en litige avec le propriétaire terrien. Il avait trouvé des compères ; nous, nous faisions attention Mais, une fois, nous avons en une fête et nous étions en train de nous saouler ; c'est alors que vinrent les complices du propriétaire, qui voulaient nous tuer à coups

Les vieilles batailles, celles de toujours, celles des stècles, celles de la Terre entière; d'un côté, les « compères du propriétaire » : mélange de bêtes et de machines, comme tout ce qui se bat pour le maître — qu'il soit mercenaire, marine yankee, ranger ou jaune. C'est

- A quelques-uns seulement, tayta.

- Que te disent-ils ?

— Les uns me disent : « C'est comme ça », ils t'aiment, tayta ; d'autres me disent : « Ce sont des idées étrangères. »

- Qu'est-ce que c'est que ça ?

- Je ne sais pas, tayta.

Et les leçons d' « idées étrangères » continuaient. Une

Impotent, enfermé, il me passait son flambeau. Mais, quelquefois, il éclatait.

— Au diable ! Je ne peux plus me battre ! Ces maudites jambes ne peuvent plus aller dans la montagne ! Mes mains ne servent plus à rien. Je ne vaux rien. Je ne peux plus me battre, au diable !

— Si, tayta! Tu continues à te battre! Tu n'es pas vieux, tayta; tes mains, tes pieds seuls, sont vieux. Avec mes jambes, tu iras rejoindre nos frères, tayta; avec mes mains tu te battras, tayta; c'est comme si tu changeais de poncho, rien de plus. Mes bras, mes jambes, tu les prendras pour continuer la lutte. C'est eculement comme si tu changeais de poncho, tayta i tu changeais de poncho tayta. comme si tu changeais de poncho, tayta!

(Traduit de l'espagnol par Claude B. Levenson.)

<sup>(1)</sup> Hawch's ; cruel, impitoyable, inhumain (en quechus). (2) Village indian.

<sup>(3)</sup> Marque de respect en quechus; peut signifier e père, père, seigneur ».

<sup>(4)</sup> Warak'a ; fronde, (5) Gamonal : proprietaire terrie

# DÉVELOPPEMENT D'UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

# La IV<sup>e</sup> Internationale a quarante ans

N septembre 1938, une trentaine de délégués venus de onze pays participérent, dans la région parisienne, à le conférence de fondetion de le Internationale. Créée sous l'Impulsion de Léon Trotaki, celle-ci rassemble le polgnée de militanta communiates qui s'âtaient opposés à l'emprise du stell-nieme eur l'Union eoviétique et sur l'Internetionele communiste. Son détachement principal, plusieurs milliers de bolcheviks-léninistes d'Union eoviédque, evalt élà extermino jusqu'au demier homme au cours des grandes purges de 1936-1937. Aucun d'entre eux n'evait le dictateur sanguineire La - lutte contre le Gouleg », les précurseurs et fondele IV<sup>e</sup> Internstionele ne l'ont pas découverte eu cours des demiéres années. Ne l'ont manée sens relache depuis quarante-cinq ens.

Qu'est devenue, eujourd'hul, l'organisation créée par Léon Troteki ? Tout en restant de dimensions fort modestes, elle s'est sensiblemant renforcée. Elle est présenta dans plue de solxante pays, eur lous les continents. Le nombre de ses adharents e plus que décuplà par rapport à 1938, à 1948 ou à 1968, quand il ful plus ou moins stagnant, il s'élève eujourd'hul à des dizaines de milliers de militants. Le tirage de sa presse etteint deux cant cinquante milla exempleires. Le nombre de ses sympethisante se chiffre par centalnes de milliers. Ceux qui votent pour elle dépassant largement

Et surtout ; dans des pays comme le France, l'Espegne, l'Argentine, le Mexique, les Etats-Unis, le Colombie, le Grande-Brstegne, le Suède, le Japon, le Suisse le Belgique, le Portugal, le Pérou, Sri Lenka, l'Allemagne occidentale, le Brésil, l'Iran, le Caneda, efle e ecquis des racines eu celn du mouvement cyndical, eu sein des entreprises at du mouvemant de messe en général. Elle est devenue une organisation composée d'une mejo-rité écrasante de saleriés et de syndi-

Aussi l'image conventionnelle des d'Intellectuels en proie à d'élemele déchirements, est-alle passablement dépassée. Depuis quatorze de ecission internationale. Elle e impulse une série d'unifications et de ragroupemente é l'échelle netionele, qui se poursulvent d'ellleurs et qui, dans quelques-une des peys mendonnés plus haut, peuvent donner naissance à des organisations révolutionnelres qualitativement plus fortes que tout ce que l'on a connu depuie le stellnisation du Komin-

La IVº Internationale est une organisation qui cherche à dégager, à la gauche des partis sociaux-démocrates et communisies, une force politique orientée vers un but précie : le prisa du pouvoir per les travailleurs. Elle conçoit l'exercice do ce pouvoir à travers des consells ouvrisrs (soviets) démocratiquement élus, eu sain desquels eucun parti n'est intardit ou restreint dens se liberté d'action.

Elle estime que, périodiquement, mûrissent, dens les peys impérielistes, dans les pays dits du tiers-monde, et dens les pays où le capitalisme e été renversé mais où règne une buresucretie privilé-glée, des crises révolutionneires du type de celle de mel 68 en France, du « Cordobazo • ergentin de 1969, ou du - prin-temps - de Pregue de 1968. De telles crises peuvent déboucher sur le prise du pouvoir par le classe ouvrière, à condition que celle-ci eit eccumulé suffisammani d'expérionces des luttes et d'euto-A condition euesi qu'il y eit des organisations révolutionneires déjà suffisamment fortes pour pouvoir disputer à la socialdémocratie et eux P.C. l'hégémonie politique au sein des masses entrées en

Cette orientation vere le révolution pert d'une anelyse d'enesmble de la crise qui secoue notre elàcle. Le capitalisme est arrivé eu bout de se mission historique. Maie II ne dispsrait pas autometiquemant. Il faut le remplecer par une ection consciente et victorieuse des

evorte, clors le régime se survit danc des convulsions qui précipitent l'humanité, périodiquement, dens de véritables catas trophes. Deux guerres mondiales; les dictatures fascistes; Auschwitz, Hiroshime; l'extension de la torture par le monde les manaces que la racherche du profit et le concurrance font peser eur l'environnement ; l'ombre d'une guerre nucléaire mondiele qui continue à piener sur notre plenète : vollè quelques manifestations qui donnant un contenu précis eu dilemme. : eocisiisme ou berberle.

La IVº Internetionale rassemble les militanta qui oni tiré les conclusione stratégiques de l'échec historique du réformisme et du gredualleme. Ceux-ci ont, certes, obtenu des améliorations velables des conditions d'existence des travatileure, du moins dans les pays industrielisés, et dans les périodes d'expsnsion économique. Meis ils n'ont pas réusel à modifier le naturs même du régime. Celui-ci produit périodiquement des crises économiques et des ten-efons eoclales qui l'obligant à remettre en question cel ecquis et é evoir recours à des moyens de gouvernement répreseifs et terroristee. La victoirs périodique de dictatures sanciantes, c'est le prix que les peuples payent pour le rafus des réformistes de renverser le réglme capitaliste à des moments d'essor tumultueux du mouvement de masse, lorsque devoir des révolutionnaires, c'est de préparer ce renversement par laur ection constante au cein des masses laborieuses en faveur d'un programma de transition, en feveur des mobilisations les plus uni-

La IVº Internetionele rassemble les militante qui ont tiré les lecons programmetiques de l'expérienca stalinienne, ils eont convaincus que le stalinisme, join d'être l'enfant légitime du marxisme ou du communisme, en est le négetion impltoyable. Il exprime les intérêts socieux d'une couche sociele particuliers, le bureaucrade, qui détient le monapole du pouvoir dans tous les domaines de le vie sociele, qui e'approprie d'énormes privilèges metériels sur le base de ce monopole, et qui ne peut conserver ses privilèges qu'en écartant le classe ouvrière de l'exercice du pouvoir et en

Le socialisme n'e rien é voir avec cela.

Par ERNEST MANDEL \*

eu monde. Il est inconcevable sane un régime de producteurs démocratiquement associés, gérant leurs propres effaires, jouissant de plus de libertés politiques que ceux qui existent dans les réglmes

perlementaires bourgeols.
C'est pourquol le IV\* Internationale rejette résolument la price du pouvoir eans l'appul de le mejorité des salariés, le régime du perti unique ou le subordination des syndicata à l'Etat ou à un parti, après l'abolition du capitalisme. C'est pourquoi elle es prononce pour le dàmocratie socialiste la plue large, pour le réduction radicale des inégelités de rémunération et d'éducation, pour le réduction redicalo de la journée de lo refoulement progressif des mécanismes effective de l'économie et de l'Etat par les travailleurs resterelt un leurra.

### Aucune fatalité technocratique

A IV Internationale a-t-elle rempli les esparances de ses fondateurs ? Pas encore, al l'on donne à ces espérances toute leur dimenelon audscieuse : créer une nouvelle direction politique du prolétariet qui permettra le victoire de le révolution socialiste mondiale.

L'erreur de ses fondeteurs n'e par consisté à surestimer les changements que se deuxième guerre mondiale elleit provoquer dana le monde. La certitude qu'ils evalent, contrairement au pessi-misme prévelant é l'époque, que ni les dictatures fascietes, ni le dictature militaire jeponalse ou celle de Tchiang-Kaïchek, ni les empires coloniaux n'ellaient survivre é le guerre et à l'après-guerre, s'est révélée juste.

Mels les fondateure de le IVº Internetionele evalent sous-estimé les effets démoralisanta que vingt années de défaites ouvrières allaient exercer sur fe projétariet International. Celui-ci émerges de la dauxième querre mondiale avec une conscience de classe beaucoup plus felble qu'eu cours des années 1917-1919,

\* Membre du secrétariat unifié de la IV înternationalo; parmi ses ouvrages récents : Oritique de l'eurocommunisme (édit, Maspero) et le Troisièse Age du capitalisme (collect, e 10/18 »); membre du comité de rédaction d'Imprécor (B.P. 57, Montreuil, Cedex 93101).

La IVº Internetionale est le seule organisation internetionale qui foncdonne eulourd huf effectivement comme telle au eein du mouvement ouvrier orgenisé. Elle est plus - mondialiste - que n'importe qualle eutre force politique.

Elle sait qu'aucun des problèmes-clés auxquale l'humanité est confrontée supprimer la falm et le sous-développement du tiers-monde : éviter les guerres nucléaires et d'autres catastrophes; parmettre é l'humanité de diriger consciemment son devenir eocial ne peut être résolu sinon à l'échalla mondiale, Pour oile, l'option en faveur de l'internationelisme véritable, qui ne soit subordonné aux impéradfs diplometiques Elle correspond eux exigences objectives de le lutte de classes, qui e'internetic-nalise de plus en plus en foncdon de l'internetionalisation des forces productives et du capital lui-même (les

Ce fait facilitera le maintien du contrôle des epparsile bureaucratiques traditionnels aur les messes pourtant rebelles de l'immédiat eprès-guerre. Mais si les fondataure de la IVº Inter-

nationale ne virent point leurs espoirs rapidement confirmés, leur enelvae des forces motrices de l'histoire du vingtième siàcle e'est montrée execte é plus long terme. Si, contrairement à laure prévisions, le dictature stalinienne e, elle, aurvécu à le deuxlàme guerre mondiale. une crise lente male de plus en plus profonde e commencé à ébrenier le stabilité du système stalinlen.

Simultanément, des contradictions non moins profondes ont sapé le stabilité relative des pays impérialistes, malgré vingt années de croissance économique. Le coup de tonnerre de mai 68 en France révéla que ces peys étaient en prole à une cries globale, sociale, politique, culturelle, é laquelle allait se joindre bientôt, comme prévu, une crise économique non moins profonde.

Dans ces conditions, l'emprise des epparells bureaucratiques traditionnels sur l'avant-garde ouvrière et sur la jeunesse rebelle ellait être de plus en plus ébraniée. Certes, ces apparells conservent encore l'hégémonle sur le mouvement ouvrier organisé dene eon ensemble. La batallie pour le leur arracher reste une betallie de longue haleine, axée sur une epplication correcte de la politique de front unique.

Mels le crisa conjointe do l'impertalleme du capitalisme et du sta tevoriee l'epperition d'une nouvells evant-gerde ouvrière, d'une direction de rechange du mouvement de masse, il n'est pas àtonnant que, dans ces conditions, la longue période d'isolement et de « treversée du désert » elt pris fin pour le IV° internedonale. Ells peut envieager son avenir organisacionnel avec une confiance mieux fondée que celle de ses créateure en 1938. Telle qu'elle existe et vit aujourd'hui

le IV\* internetionale n'est encors que le noyau de le future internationale communiete de messe. Elle lui epporte un pronemente tumultueux, qui correspond aux expériances des luttes des travailleurs de tous les pays. Elle lui apporte des cadres expérimentés qui incament cs progremme, et qui se sont rassemblés esns étre attirés par de quelconques evantages matériels. Elle lui apporte la victoirs hietorique que constitue la condamnetion universelle des pratiques el crimes du stalinisme par le mouvement ouvrier international, ainsi que la réhabilitation éclatante de ses victimes. Elle devra sane doute encore passer par blen des fusione et des regroupements evant de toucher au but.

Les betailles décisives pour éliminer définitivement l'Impérielisme, pour assurer l'épanoulssement librs de toutes les nationalités, pour dépasser le nationalisme, renverser le règne du capital, supprimer le dictaturs bureaucratique sont encore devant nous. Mais ces batallies ne cont plue perdues dens les brumes d'un evenir qui semble reculer sans cesse. Leurs contours commencent é émerger des explosions révolutionnaires des dix demières ennées.

C'est pourquoi les militants de la IV" Internetionale peuvent présenter aux exploités et opprimés du monde entier des perspectives crédibles. Le vieux projet du socialisme scientifique ne e'avérera pas utopique. L'humanité se libérera des chaînes du selarlat et de le bureaucratie. Aucune fetelité technocratique ne inexorsble décadence. Les producteurs associés soront capables d'assurer le paix du monde et l'avenir du genre humain.

### Des positions inconciliables

## Un «marxiste révolutionnaire» face à l'eurocommunisme

DOUR certains membres du P.C.F. (1), la réhabilitation de Trotski serait dans la logique du désaveu du stalinisme. Mais cela ue veut pas dire que la distance idéologique séparant depuis plus de cinquante ans les deux grands courants do pensée marxiste soit près de se combler. La Critique de l'eurocommunisme (2) que fait Ernest Mandel donnerait putêt à penser le courreire : les éléles bésiplutôt à penser le contraire : les fidèles héri-tiers de Troiski trouvent en effet dans l'évo-lution actuelle des partis communistes européens de nouvelles confirmations de la justesse des vues du fondateur de la IV<sup>a</sup> Internationale.

Il s'agit de démontrer, avec cet assemblage d'essais regroupés dans un ouvrage cohèrent, d'essais regroupés dans un ouvrage cohèrent, que l'eurocommunisme, pas plus que le « phénomène stainiem » n'est un accident de l'histoire, mais qu'il s'inscrit an contraire dans la filiation directe du stalinisme, dent l'erreur principale fut de vuuloir édifier le socialisme dans un seul pays. A l'aide de citations, Ernest Mandel rappelle que Léon Trotski avait déjà prèvu tous les effets qui allalent découler de cette décision, et pour l'avenir de la révolution soviétique — figée, dans le carcan de la bureaucratie, au stade d'une société de transition. — et pour la révolution internationale sition, — et pour la révolution internationale remise aux calendes. Placés sous la tutelle de l'appareit stalinien, les autres partis communistes européeus se virent réduits à sobir les incessantes tentations du réformisme : ainsi

en France, pour no citer que cet exemple, lors du Front populaire on après la guerre.

Les dirigeants trotskistes, quant à eux, n'ont jamais admis la possibilité du changement gradoel et demeurent, aujourd'hui encore, convaincus de la nécessité de l'affrontement. D'où cette insistance, chez Ernest Mandel, à dénoncer la « stratégie de l'épuisement » de Kautsky, qui inspira tout le monvement social-démograte curopéen et que les eurocommunistes

### Par MICHELINE PAUNET

scraient en train d'admettre à leur tour impli-citement, en renonçant eux-mêmes à l'affrou-tement de la manière la plus officielle cette

Union de la gauche en France, pour l'accession ao pouvoir; « compromis historique » en Italie : bien entendu, toute cette Critique s'appuie sur l'histoire récente des partis communistes d'Europe occidentale et les apports de leurs principaux théoriciens, en particulier Jean Elleinstein (dans un chapitre intitulé « le pétard Elleinstein », ce qui vent tout dire) et Santiago Carrillo, qui se voit, lui, reconnaître le mérite de dénoncer clairement la véritable

nature de l'U.R.S.S. (c'est  $\alpha$  la bombe Carrillo »).

ERNEST MANDEL entend aussi prouver que l'eurocommunisme est de toute manière voué à l'échec en raison de l'ambivalence de ses positions. Car il u'est pas contesté ici que le phénumène a engendré parmi les travailleurs une dynamique en faveur de la démocratisation. Ou bien lo P.C. cède à cette logique et fait droit à leurs aspirations révolutionnaires — et c'est l'affrontement. Ou blen, conformement à l'autre l'arroutement. Ou sien, conformement à l'autre logique, il s'allio avec le pouvoir pour leur imposer l'ordre et l'austérité en cette période de crise — et c'est la solution social-démocrate avec, à terme, la perte de l'électorat communiste. Ayant réglé son sort à l'eurocommunisme ouest-européen, l'auteur se tourne vers Rudolf Bahro, l'auteur est-allemand de la Solution de rechangement de la solution de la communication de

de rechange, emprisonné depuis lors pour uvoir fait publier son livre en Allemagne de l'Ouest (3). Il accuelle naturellement avec l'Ouesi (3). Il accueille naturellement avec enthouslasme cotte critique du système soviétique venue « de l'intérieur » et présenta l'ouvrage comme « l'œuvre théorique la plus importante qui nous soit parvenue des pays où le capitalisme a été aboil depuis « la Révolution trahie », de Léon Trotsky », uon sans formuler, pourtant, de sérieuses réserves sur les limites d'une peusée qui u'envisage ni le pluralisme des partis ni la disparition de l'Etat. et ne conçoit qua de vagues propositions pour rompre avec le système et réaménager la socialiste de demain.

(1) Tel Francis Cohen, dans ea préface à l'U.R.S.S. et nous, Editions sociales, Paris, 1978, 222 pages, 45 P.
12) Ernest Mandel, Critique de l'eurocommunisme, Maspero, Paris, 1978, 319 pages, 13 F.
13) Voir à ce propos l'article de René Wintzen dans le Monde diplomatique d'octobre dernier.

### *LE MONDE "* diplomatique Abonnez-yous

régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous et une somme correspondant au prix de votre abonnement annuel. Vous recevrez en supplément l'un de nos récents numéros,

Pour ceux d'entre vous qui souhoitent recevoir

Jo vous règle la somme de 65 F pour mon obonnement da un an (douze

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les outres numéros que j'ai

cochés; le vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

numéros) ou Monde diplomotique, et la reçois en supplément l'un des

Choisissez l'un des numéros suivants :

□ 293. Peut-oo se fier aux prévisions?
□ 292. Le regalo d'agitation eu Iran.
□ 291. Le Chill des contradictions.
□ 290. Uce droite triomphante aux Etats-Unia, mai 1978.
□ 289. L'Italie de la violence, avril 1978.
□ 288. Le droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mare 1978.
□ 287. Le démocratie trahie par les manipulations descrites trahie par les manipulations descrites en questina, janvier 1978.
□ 285. Le jauxice en questina, janvier 1978.
□ 285. Le gauche française et les contestataires soviétiques, décembre 1977.
□ 284. Le Grèce entre le scepticisme et l'inquiétude, novembre 1977.

Envoyez votre bulletin et votre régionent (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monds), ou Monda diplomatique, service abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09. - (Tél.: 246-72-23.) - Réf.: 1 P 11.78.

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abunnement annuel (en francs) VOIE NORMALE

France, DOM. TOM, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanis, République malgache, Maii, Niger, Sénégal, Tchad, Hante-Vnita, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Foste navaie, Andorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et taxes) : 

DOM. Cameroun, Ceotrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mall, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tebad, Togo, Haute-Volta, République de Dji-bouti

TOM, République maigache. Etat comorian 126 Libye, Egypta, Arabie Szoudite, (Chèque postal : Paris nº 4207-23)

\* . . \* . . . .

ement et taxes):

Iran, Irak, Israël, Jordania, Liban, Syrie

Birmanie, Brunei, Chine, Corse,
Hoogkoog, Indonésie, Japon,
Macao, Maissie, Mongolle, Philipptoes, Stogepoor, Talwan,
Thailsode, Vietnam, Australie,
Nunvelle-Guinée, Pidji Nouvelle
Zeiande Lace, Cambodge
Caoada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud,
autres pays d'Afrique d'Amérique et d'Asis

Mis n° 4207-229

Rédaction et administration, à rue des Italiens, 25427 PARIS CEDEX 09
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23.
Adr. télégraphique : Journoods Paris
Télez : Le Monde 650-572 Paris Télez : Le Monde 650-572 Paris

e proletaires et il elles sont telles que le "resentent ? Est de révolution est c-aint par N. D. C. "raient l'engendr 40.10 dise de la repor TPLE TOP - disproportionne . mais parce q Cet acte sere Cela ne don  $\mathbf{a}_{-p \in \mathcal{H}^{*}_{k}}$ Decnir ? : ait pu-

Time Calle

Bolen qui v

1 2190

server green and

ige Brigade niger onlypi

reteient w

remaining points 76

a construction

to mount don't

er i de comate. 3

with part of

nereiner dumi sich

viduisent la stra

it done objective

zeu! qui scit e

intuition d'homin

in the bref artic

then, se yould't a

même Bowa :

್ ದೇ ದೆಂಬಕಿಕು ಕಿಳಿ

i curre, que, de des **Brigades** re

n mornehoble avski

r ent révolutionna

··· les jailles qui

int qu'il combat il ne sait pa

and adictions

le ce regime, é es explosent, o

reire. Et por

: : : : : : : : : : : : de

ordparer et de

inutes sortes d'e

Brigades roug expliquer co

 $J_{c}$ interprétatio

de celle de l'i

done un sens delui de Leni

erron des Briga

: changement

. t.dire. mest-ci

er un coup de

167

2000

St 11

6077.5 G

pre -

Se 1777.

0% (c

Torre ....

la peri

para

Free ...

Congress

th ...

100

 $iE^{i}m$ 

€1

 $J(ev_{\mathbf{A}})_{\mathbf{H}(v)}$ 

publ...

bien a ..

cette

la logique po l'ecua qui

the state of the same of

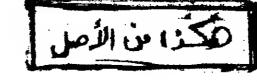
erra. Life.

aujourd'hui, je intervention c "Tre quelque peu dans la seconde Whinetiquement ides rouges et dans l'optique c l'ois ans aupars l'avais publié ou lugement difference clair, de f Que a distance rouges étais

> Ir M UNE ÉDITI SÉLECTIC

5, RUE DES ITALIENS

Numé



# Affaire Moro, vérité officielle et vérité tout court

L'enlèvement d'Alde Muro, président en parti démocrate-chrétien, par les Brigades rouges le 16 mars dernier, et son assassinat, après cinquante-cinq jours de captivité, le 9 mai, prennent de plus en plus, avec le recul du temps, la valeur d'un tragique révélateur de la situation politique italieme. Jamais on n'avait assisté en Italie à un tel déchalnement de mensonges et de conformismo an service d'une prétendre raison d'Etat, fidèlement servie par une entente politique entre communistes et catheliques qui, avant même de s'ériger en régime, montre déjà sa volonté d'imposer une sente vérité, la siegne.

Ganvernement, partis, journaix, radio et télévision furent conduits par un même mot d'erdre : fermeté abselue, « défense de l'Etat », refus de toute négociation avec les terroristes. Corollaire naturel : Mero, grand artisan de la rencontre historique entre catholiques et communistes, devait en être la victime expiatoire. Fruit de la terture ou de la felie, tout ce que le président démocratechrétien écrivait de sa prison était dépenye de signification.

Dans cette marée de cynisme déguisée en conscience du « seus de l'Etat », l'écrivais sicilies Leonardo Sciascia faisait entendre que voix dissidente — la même voix qui, si souvent dans le passé récent, avait gêné, par sa lucidité et sa prévoyance, le cours impavide du mensonge politique.

Sur l'enlèvement et la mort de Moro, Sciascia a écrit en pamphlet, l'Affaire Moro (car il s'agit bien d'une affaire) qui est d'abord, avec les moyens de la littérature, une pénétrante recherche de la vérité bafenée. Le sent fait de rechercher une vérité antre a désigné Sciascia comme cible de cheix. Bes jours et des jours derant, les médias aut stigmatisé, jusuité, dévalué le travail de Sciascia auquel ils n'ent pu opposer que la « vérité » officielle. Et cela d'incroyable manière, avant même que son livre ait en être la. Entre-temps, l'enquête judiciaire, confuse et dangerense, a révélé des decuments, en particulier celui que l'ou appelle le « mémoire » de Moro, qui donnent raison à Sciascia.

Cela n'a nas empêché le Parlement italien de célébrer, le 25 actobre, no macabre débat-rituel qui voglait être que pesante pierre tembale sur Moro lui-même et sur l'affaire qui porte seu nem. Mais, longtemps encore, cette affaire que l'on vondrait emblier restera un signe de contradiction dans le triste marais de la politique italienne.

ANS le Terrorisme italien, le livre de Giorgio Bocca qui vient d'être publie, on lit à la page 63 : « Le rapt Sossi (1) provoque une marie de commentaires d'où les Brigades rouges et leur réalité politique sont pratiquement absentes. Tous les journalistes, y compris celui qui écrit ici, répétent systématiquement l'erreur commise par les Brigades rouges : elles n'ont pas tenu compte de la logique externe normale, et de même la grande presse d'information ne fait pas le moindre effort pour comprendre la logique du groupe terroriste. Mon raison-nement de l'époque, par exemple, est entièrement dans la logique politique normale, réformiste : ceux qui ont enlevé Sossi avant le référendum sur le divorce ont voulu donner un coup de main aux modérés qui conduisent la stratégie de la tension, ils sont donc objectivement noirs (fascistes). Le seul qui soit arrivé à la vérité, par une intuition d'homme de lettres, est Leonardo Sciascia... >

Et il cite ici un bref article de moi, public alors par l'Espresso, et qui, si je m'en souviens bien, se voulait une reponse à un article du même Bocca:

• Il n'y a pas de doutes, selon l'ortho-doxie révolutionnaire, que, dans le cas Sossi, l'action des Brigades rouges a été absolument irréprochable aussi bien quant à son opportunité que quant à ses effets. Si un mouvement revolutionnaire ne sait pas s'insérer dans les failles que la société, le régime et l'Etat qu'il combat lui offrent, et les élargir, s'il ne sait pas faire en sorte que les contradictions internes de cette société, de ce régime, de cet Etat ne s'aggravent et explosent, on ne comprend pas pourquoi et en quoi il peut se dire révolutionnaire. Et pourtant dans l'arc (2) dit révolutionnaire de notre pays on a donné toutes sortes d'explications de l'action des Brigades rouges sauf la plus évidente : l'expliquer comme étant la façon de préparer et de commencer une révolution. L'interprétation la plus bienveillante a été celle de l'infantilisme extrémiste, et dans un sens qui ne me paraît pas être celui de Lénine. Ne pas reconnaître l'action des Brigades rouges comme revolutionnaire, n'est-ce donc pas un symptôme du changement de rapport entre les classes prolétaires et révolutionnaires, telles qu'elles sont aujourd'hui représentées et telles que le pouvoir et l'Etat se les représentent ? Est-il possible de parler encore de révolution si le geste révolutionnaire est craint par les forces même qui devraient l'engendrer, et non seulement à cause de la réponse contrerevolutionnaire disproportionnée qui pourrait s'ensuivre, mais parce que, en soi, intrinsèquement, cet acte serait contre-révolutionnaire ? Cela ne donne-t-il pas à penser, à réflèchir? >

A la relire aujourd'hul, je comprends que cette brève interventiou de ma part ait put apparaître quelque peu obscure eu particulier dans la secoude partie où j'évaluais trop synthétiquement le rapport entre les Brigades rouges et le P.C.I. s'il n'est pas lu dans l'optique du Contexte qui était paru trois ans auparavant et de Todo Modo que j'avais publié ou que j'allais publier cette année-la, eu 1974. Mais le jugement y était très clair, de toute façon, que les Brigades rouges étaient rouges,

et uon uoires comme tous les partis dudit arc constitutionnel le désiralent. Et je suis plus inquiet que satisfait en constatant aujourd'hui, dans le livre de Bocca, que j'ai été le seul à dire une « vérité si évidente », une vérité que déjà alors je considérai comme évidente. Est-il possible que, dans un pays où on remue tant de papier imprimé tous les jours, où on fait

image de vitalité et d'intelligence, est-il possible que j'aie été le seul, l'unique à arriver à une aussi simple vérité ? Hamlet dirait : « Il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark. » Dans la Rèpublique italienne, c'est plus que quelque chose. Et je ue m'enorgueillis pas d'être le seul a avoir eu l'intuition d'une vérité qu'il y a quatre ans personne n'a eutendue

# L'antique tragédie du pouvoir

Par Leonardo Sciascia

tant d'analyses et trouve tant d'artifices dans un pays où il semble que tous savent tout de tous et de tout, dans un pays qui réussit encore à donner de lui une et qu'aujourd'hui ils reconnaissent; cela m'abat plutôt. Cela me donne le sentiment d'évoluer dans la réalité l'talienne non comme un voyant mais comme un fantôme.

### L'indépendance et le détachement

B OCCA dit: « par une intuition d'homme de lettres ». Mais je ne suis pas le seul homme de lettres en Italie. Et puis: qu'est-ce que l'intuitiou d'un homme de lettres? Peut-être la capacité d'arriver à une synthèse en faisant au moins des analyses, de rassembler et de représenter publishements. synthétiquement — par états d'âme, par symboles, par emblèmes — ce que Machiavel appelle « la vérité réelle des choses ». Mais ce n'est pas tout. Il faut une condi-Mais ce n'est pas tout. Il faut une condi-tion pour qu'une telle capacité s'exerce sur les faits actuels, sur la matière grave de l'histoire quotidienne : et cette condi-tion c'est l'indépendance, l'isolement, l'absence de lien avec toute forme de pouvoir constitué, l'indifférence à tout chantage économique, idéologique, cultu-rel et même sentimental Ce qui autrefois chantage economique, ineologique, culti-rel, et même sentimental. Ce qui autrefois s'appelait solennellement détachement des biens de ce monde. C'est une condition extrêmement difficile à réaliser, mais dont nous pouvons d'une certaine façon nous approcher, ou au moins le tenter.

Cette digression, qui peut sembler de la vanité alors que c'est de la tristesse, pour dire que précisément au moment où Bocca, eu honnête autocritique, me reconnaissait des intuitions d'homme de lettres, les termes « homme de lettres », « littérature », « grand écrivain », « artiste », et ainsi de suite, étaient utilisés à mou égard dans un sens tout à fait opposé par une partie de la presse italienne : la littérature et

l'art étant des degrés d'éloignement de la réalité et de la vérité. Ou présente l'homme de lettres, l'artiste, comme « une chose légère, aérienne et sacrée », l'ècrivain, l'artiste, comme capable de fasciner, d'émouvoir, de convaincre, mais seulement par art, par artifice, « la vérité réelle des choses > étant autre, bien différente.

Tout a commencé par une uote de mon journal publiée par le Corrière della Sera. J'y disais mon état d'âme après avoir fini d'écrire un pamphlet sur l'affaire Moro, et je faisais des considérations sur la littérature précisément, qui est pour moi

la forme la plus absolue que la vérité puisse assumer, et j'eu ai pris pleinement conscience depuis que j'ai fini d'écrire sur la disparition de Majorana (3). La presse quotidienne et hebdomadaire s'est îmmè-diatement déchaînée avec une curiosité frénétique à laquelle je ne m'attendais pas et qui m'a paru incroyable. De toutes parts, ou me demandait des déclarations sur le livre, on me réclamait des bonnes feuilles. Je fis des déclarations, je donnai des pages à l'Espresso et au Corrière della Sera. Avant même leur publicatiou, la Republica y consacra un article de fond; le directeur, Eugenio Scalfari, déclarait avec des accents émouvants sa foi en moi, écrivain : « Sciascia est un grand écrivain. Je suis convaincu que nous serons fascinés et émus quand nous lirons le texte de son pamphlet comme ce jut souvent le cas dans d'autres occasions... Mais tant de confiance ne l'empêchait pas d'avancer une grave réserve : j'aurais dû lui épargner, à lui et à tous les Italiens qui pensaient comme lui, un livre sur l'affaire Moro écrit avec les intentions qu'il m'attribuait, suppositions en partie gratuites, en partie fondées sur mes déclarations. De toute façon, étant donné que j'avais eu la méchante idée de l'écrire et que je persévérais dans l'erreur en le publiant, Scalfari procédait à une distinction qu'on peut condenser en parodiant un dystique du poète dialectal romain, Cesare Pascarella : « L'artiste, je le respecte, l'homme je lui flanque une torgnole. > Il commit ainsi une petite imprudence, une petite erreur : il devait au contraire cogner à la fois l'artiste et

Il l'a commise par hâte, par impatience, mais il put la réparer un mois plus tard en publiant un autre article de fond dans La Repubblica, c'était d'ailleurs un des plus longs qu'il ait jamais écrits. « J'avoue, disait-il en conclusion de cet article, que cette fois le miracle de l'art auquel je m'attendais ne s'est pas produit. > Il avait finalement lu le livre, et il u'en avait été ni ému ui fasciné. Le miracle qu'il attendait comme les dévôts de San Gennaro (4) qui chaque année atteudent la liquéfaction du sang, u'était pas arrivé. Cela signifie que, désormais, s'il veut vraiment continuer à croire aux miracles, il lui faut justement croire à celui de San Gennaro plus qu'à celui de l'art.

### <L'immense plaisir de vous avoir perdus>

J E parle de Scalfari et de sou journal parce qu'il s'est comporté de façon exemplaire à l'égard de mon livre; exemplaire dans un sens uégatif, en servant d'éclaireur aux autres. La Repubblica a publié quatre articles sur mon livre, dont deux ayant de le lire. Trois de son direc-teur, et un compte rendu réel d'une de ses rédactrices. Deux pour dire que le livre ne couvenait pas dans son contenu, et deux pour dire que la forme non plus n'était pas bonne. Des données et des documents sortis après la publication des deux premiers articles prouvaient la justesse de mes déductions et de mes jugements; le tir a dû se déplacer sur la forme, sur le miracle qui ne s'est pas produit. Comportement vraiment remar-quable et qui a beaucoup servi d'exemple. Il faudrait les rassembler, ces exemples, Il faudrait les rassembler, ces exemples, cela servirait à donner une idée de la manière dont un pays libre se sert précisément des instruments qui devraient être ceux de la liberté pour se rendre à un régime et, en un certain sens, le créer. On pouvait déjà le repérer pendant le déroulement de l'affaire, du 18 mars au 9 mai de cette année, mais plus encore aujourd'hui, au moment où, la réflexion ayant succédé à l'émotion, la meilleure partie du peuple italieu croit que la vérité va finalement être mise eu lumière.

Quant à moi, je crois avoir contribué à éclairer la vérité avec ce petit livre. Tout ce qui est arrivé depuis le 24 août, date à laquelle j'ai fini de l'écrire, m'en donne confirmation. Je regrette seulement de ne pas avoir connu les pages qui parais-

seut sous le nom de *Mémoires* : ces pages que les Brigades ronges ont rassemblées en montant des choses dites et des choses écrites par Moro dans la « prison du peu-ple ». Il y en a qui sont d'une vérité spleudide, de cette vérité dont Moro, désormais tragiquement libre, s'était finalement approché. « J'ai un immense plaisir à vous approche. « J'ai un immense puissi à vous avoir perdus », dit-il à ses amis d'un temps qui lui aura semble très loin, « et je sou-haite que tous vous perdent avec la même joie que celle avec laquelle je vous ai perdus. » Ce sont-là des paroles qui semblent nous arriver de l'antique et éternelle tragédie du pouvoir.

(1) Le juge génois Mario Sossi fut enlèvé le 18 avril 1974. Intervenant à la veille du référendum sur le divorce, cette action des Brigades rouges fut la première à avoir un grand retentissement. Le juge Bossi fut libéré vivant après un interrogatoire qui révéla de très graves manigances dans les milleux judiciaires, politiques et économiques de Gênes.

de Gênes.

(2) Formula forgée par Sciascia et faisant pendant à celle de l' « arc constitutionnel ». L'arc constitutionnel est una locution courante pour désigner les sept partis qui, nès dans la Résistance, participèrent à l'Assemblée constituante de 1946. (N.d.T.)

(3) Ettore Majorana était un physicien du groupe d'Enrico Fermi, qui devait jouer un rôle déterminant dans la fabrication de la première bombe atomique. U disparut mystèrieusement le 26 mars 1838. Leonardo Scisscia e reconstruit le personnage Majorana et le mystère de sa disparition dans un livre qui met en avant la thèse suivante : ayant en l'intuition des effrayentes conséquences qui étaient implicites dans les études de l'école de Permi. le jeune et génial physicien avait organisé lui-même sa propre disparition. Cf. L. Sciascia, la Disparition de Majorana, édit. la Quinzaine littéraire, Peris, 1976.

(4) Saint Janvier.

(4) Saint Janvier.

It Monte réalise chaque semaine

UNE ÉDITION INTERNATIONALE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Numéro spécimen sur demande

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS - Cedex 09 - TÉL 246 72-23

# «L'EMPIRE ÉCLATÉ», d'H. Carrère d'Encausse

Par YVES FLORENNE

Son titre, et plus encore l'image « éclatée a qui l'illustre, dramatise à l'excès un livre que marquent à la fais la rigueur et la prudence de la démarche historique. Il y apparaît que l'éclatement est tout an plus potentiel. Le fatt que les explosifs sont en place depuis si knogtemps pourraît être, somme toute, rassurant quant à l'explosion, e'ils n'avaieut été soudain réactivés dans les dernières aunées, et selon une dynamique propre à bouleverser l'avenir.

Historien confirmé de l'Union suvlétique, mime Hélène Carrère d'Encausse excèlle fel à décrire le dessin constant qui, depuis 1917, a animé les dirigeants, à travers des uppositions, contradictoires, virages et retours dont les aspects spectaculaires dut pu tromper l'abservateur superficiel. An moment en il ouvre la « prison des peuples a qu'était l'empire des tars, Lénine saisit l'accasion de mettre les nationalités, dont il ne souele guère, au service de la révolution prolétarienne, laquelle n'est nullement le moteur de ces nations soulevées. L'empire, alors, a bel et blen éclaté. Mais Lénine voyait, dans ces nations libres et égales — y compris la nation russe— une étape nécessaire, aussi longue qu'il faudrait, vers leur dépérissement spontané. L'avenir montrerait ce qu'il eu est de ce dépérissement, comme de celul de l'Etat.

A la veille de sa mort, Lénine a la vision désespérée de ce que va être cette réalité « officiellement appelée (le mot, révélateur, est de lui) Union des Républiques socialistes soviétiques ». Natien dominante, État total : l'entreprise stalinienne est commencée. Elle trouvera son couronnement un lendemain de la guerre : l'empire russe est reconstitué. L'auteur exprime de façon le titule de la guerre de l l'empire russe est reconstitué. L'auteur exprime de façon lapidaire un processus qui se lit en clair dans l'évalution de l'histoire afficielle : « mal absolu », la colonisation impériale devient « mal relatif a, puis « moindre mal », sinon mal nécessaire et même mal bénéfique, paur devenir, par une mutation brusque, un « blen absolu ». C'est le moment où Staline proclame la victaire du « peuple russe a (et non du peuple soviétique) et consent à cet aven grandiose, que, o'il avait été un juge aévère et non un père indulgent, il aurait « dû déporter le peuple ukrainien tout entier » : quarante millions d'individus.

d'individus.

Violente, brutalement contralgnante, confraire à tont
principe socialiste dans sa méthode, ce n'était pas moins
toujours la pensée unitaire de Lénine. Khrouchtchev la
reprendra dans sa pureté initiale avec la théorie de
l' « épanonissement » des nations, pais de leur « rapprochement », enfin de leur « fusiou » ; aboutissement qui
se confond lui-même avec l'achèvement du communisme,
Cotto vision itéale et cette dectine reprises se confond lui-même avec l'achèvement un communisme.
Cette vision idéale et cette doctrine, reprises en
compte par les successeurs, restent, jusqu'à anjourd'hni,
la figne officielle du pouvoir. Avec estte différence
que l'étape-nations, le fédéralisme, sont devenus plus
formels que jamais, notamment dans la Constitution
de 1977. Le « changement de nature » annoncé par
Khronchtchev est réputé accampli, et tout se fonde

sur l'existence sans cesse proclamée du « peuple sovié-tique » uni et unique. L'historien regrette que l' « incantation », daut l'insistance trahit chez ceux qui s'y livrent le « désarrol » et même la « panique », ne suffise malheurensement pas à produire le fait. Et il est bien abligé de voir les peuples soviétiques, qui non soulement subsistent mais s'affirment vigou-rensement.

non seulement subsistent mais s'affirment vigourensement.

L'auteur s'aitache à l'analyse très peussée des
éléments et des forces propres à favoriser l'intégration
an à fartifier les nations. Il s'arrête à la Géorgie,
viellie « rebelle »; au peuple géorgien qui nous est
montré réfractaire à toute russification, et que caractérisent son humeur primesantière, un tantinet anarchisante, son « esprit frondeur », sa « fantelsie méridionale » : en somme, le portrait robot d'un certain
géorgien surnommé Stalline.

Mine Carrère d'Encausse va au cœur du problème
en interrogeant les peuples dont la religion est indissolublement liée à l'identité nationale. Et si cette
religion est non seulement croyance et pratique, mais
mode de vie et philosophie de l'existence. Tel est
bien l'islam. Or l'islam soviétique, coutraint de
s'adapter à la stricte règle soviétique, au lieu de se
laisser intégrer l'a intégrée l'al-même, de telle sorte
qu'il a fait du communisme un « sous-produit de
l'islam ». Et voilà qu'à travers l'homo sovieticus encore
mythique — à travers et à l'intérieur — se manifeste
un homo islamicus immuable et neuveau, non contestataire et irréductible. tataire et irréductible.

HENOMENE déjà exorbitant. Pour eu mesurer toute l'importance, il faut lire l'étude de démographie comparée sur laquelle le livre s'articule. En gros : déclin général, en particulier du groupe russe, face à une croissance accélèrée du groupe musulman : quatre-vingt millions dans les prochaines années. Si eu ajoute la soixantaine de millions de l'Ukraine et du Caucase, pour s'en tenir à eux seuls... « La question nationale, que Ehrouchtchev disait résolue, est désormais une question démographique, »

Ce n'est pas sans intention que l'auteur a mis en exergue de son l'ere ce propos d'autant plus significatif qu'il est banal : « Taus nos peuples égaux ont un frère ainé : le grand peuple russe. » Il évoque à la fnis le mnt sur le peuple « plus égal que les autres », et le « frère ainé » repris aux tsars par Stalline mais qui, depuis, est un leitmotiv des écrits et des discours. Un frère ainé aqui n'est, trop évidenment, que la figure — à peine socialiste — du « Père ».

Solide, dojectif, dénué de toute passion mais non d'un discret humour — et involontairement psychanalytique — le livre suggère fortement que ce père impérieux, déguisé en frère tutélaire, commence à soupponner, avec une croissante inquiétude, qu'il a engendré et nourri un Œdipe que l'observateur voit déjà au travail.

« Flammarion, Paris, 1978, 318 pages, 48 7.

< Plammarion, Paris, 1978, 318 pages, 48 F.

### SOCIÉTÉ

LE CERS CACHE. Inégalités culturelles et ségrégation politique. — Daniel Gaxie ★ Le Senil, Paris, 1978, 260 pages, 59 F.

Signazios politique. — Udilici banco 

\* Le Senii, Paris, 1972, 258 pages, 59 F.

Il est généralement admis qu'un vote 
est l'expression d'une opinion politique. 
Et qua l'opinion elle-même est le produit 
d'une réfixion. L'analyse sociologique 
montre qu'il n'en est rien, et l'étude de 
D. Garie a le mérite de remettre eu came 
bieu des idées reçues : appartenance de 
classe, catégorie socio-professionnelle, 
âge, sexa, niveau des études, intervienneut 
dans la formation des opinious. Qui, statistiquement, ne doivent presque rien 
à une prise de position réfiéchle : si 
la majorité des citoyens accomplit son 
« devoir électoral », la même majorité 
est politiquement indifférente : plus de 
la moltié des Français (60 %) — mais les 
chiffres varient pen d'un pays européan 
à l'autre — déclarent ne pes a'intéresser 
à la politique. A ce point que beaucoup 
(60 %) ne savant pas où se situer sur 
l'axo gauche-droite, que d'autres (4 %) 
na liseut pes les articles politiques de 
leura journaux, que très peu (10 %), en 
période électorale, assistent au moins à 
une réunion, et que la majorité (57 %), 
durant la même période, ne discutent ni 
des programmes, ni des parier au nom 
des c masses » ou du « penple », prennent 
leurs fantasmes pour des réalités.

M.T.M.

LA REGION, L'ETAT ET LA SOCIETE LOCALE. Renaud Dulong.

★ P.U.F., coll. « Politiques », Paris, 1978, 248 pages, 65 F. 1978, 248 pages, 65 F.

Entre la rigion telle que la vent la pouvoir et le « pouvoir régional » qui sat d'abord un alogan, peut-être un garget, que se passe-f. Il et peut-il se passer, — on plutôt advenir ? A traveux une enquête sur aept régions françaises qui réviernient a'll an était besoin l'actrême diversité des attuations, des problèmes, des revendications — quoi de commun eutre la région Bhône-Alpes, groupement économique dans un certain espace, et le Bretagne, culture et « nation » ? — l'auteur s'attache à mettre en évidenes l'uniclé d'un monvement qui exprime une erise eutre la société locale et l'Etat.

Il est significatif que cette recherche

et l'Etat.

Il est significatif que cette recherche sur la région renvoie toujours à l'Etat : à sa nature, ses structures, et su boulevarsement qui tend à s'y manifester. D'abord eu cect qu'il ne serait plue la lieu de es bouleversement, le lieu, en tout cas, du changement : ce lieu, c'est la société même. La « société locale c est aspect et figure d'« une sutre société». Autre, mais une : celle dont « La France. Autre, mais une : celle dont « la France aut grosse ». Et que l'autaur accouche : en prospective et théorie.

TRAITE ELEMENTAIRE DE PREVISION ET DE PROSPECTIVE. — Sous la direction d'André-Clément Decouffé

\* PUF, Paris, 1978, 432 pages, 138 F. De es qua les prédictions des hommes politiques et des économistes aux ordres se révèlent généralement fausses ou mensongères. Il ue résulte pas que toutes les prévisions solent fausses, ni que la prospective soit une recherche inuitie. Mais prospecter u'est pes prévoir, encore moins prédire : si ces deux dernières attitudes e'apparentent trop souvent à la pensée magique, la dremière tente actuellement de se donner un stabilique.

la pensée migique, la gremière tente actuellement de se donner un status actuellement de paraître — la premier du genre, et qui mèrite d'être pour cette jeune discipline ce que la Tratié de G. Gurritch est encore à la sociologie : un envrage de référeuce foudamental. D'abord, par l'effort d'explicitation qu'il représente, au niveau du langage et des coccepts. Ensutte, par l'honnéteté intellectuelle qui nime ces analyses : qu'ils étudient la prévision en démographie on en économie, en technologie ou en histoire, les auteurs, tous spécialistes en leur domains, excellent à souligner les difficultés de l'entreprise. Si bisu que cet ouvrage moutre à l'envi à quel point la démarche prospective est plaine de risques; par là même, il dit à quelles conditions et dans quelle mesure elle devient possible : méthodologie d'abord. Reste à mattre à l'épreuve les coucepts ainsi définis : on attend done avec le plus grand intérêt la suite de ce travail.

LE POUVOIR PUR. — Jean Baechler \* Calmann-Lévy, Paris, 1978, 273 pages,

Poses A > B, quels que soient A et B (individu, groupe, composante psychique: la raison, eupérisure aux passions, on vioe-vensa); vous avez une relation de pouvoir. C'est-à-dire nne tension, puisqu'elle est en même temps une relation d'inégalité. Cette équation posée, analyses de plus près se nature, see modellés requ'elle est eu même temps une rélation d'inégalité. Catte équation posée, analyses de plus près sa nature, ses modalités, sa logique, son drigine, sa fin : au hout do compte, vous construises un modèle. C'est ce que fait J. Eacchier : ne se procecupant pas, dans cette première approche, de l'expérieues historique ni de la réalité vécue du pouvoir, il s'attache essenticillement à eu étudier le concept. Travail assurément indispensable dans la compsion idéologique dont le pouvoir est aujonri'hui l'un des hants lienz qu'ui le dénoues comme toujours répressif et politique (alors qu'n ne se réduit pas à ses appareils ul à la seule gestion de la cité) ou qu'on l'exaite. Volocté de puissance et de dépendance, insécurité, hypertrophie du mdi. J. Barchier met impitoyahiement à un les raisous (deruières) qui poussent tant d'hemmes à rechercher le ou du pouvoir. Mêma al l'ou regrette parfois la géuéralité de certaines descriptions, on us peut qorappréder l'arizence de leutités de Penteur taines descriptions, on us peut qu'ap-précier l'exigence de lucidité de l'autsur, la froideur acientinque du tou, la rigueur décapante de sou analyse.

e PREUL BLANC, par René Bureau : « Propos d'un ethnologue sur l'Oc-cident », dit le sous-titre du livre. De fait, il e'agit de réflexions toutes personnelles d'un auteur qui charche à interpréter la « crise » de l'Occident à la lumière de certaines valeurs ayant cours dans les sociétés d'Afri-que. (L'Harmattas, Paris, 1978, 231 pages, 45 F.).

## **AMÉRIQUES**

**S.O.S** 

**CULTURE!** 

livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER

ouvrez un comple par une provielon de 150F minimum ou l'équivalent en devises Vous commanderez livres et disques disponibles. Ils bous parciendont dans les meilleurs délais,

en mondre cont (deteze de 6.5% sur les livres -remise de 10% sur les disques et casselles) Envois en recommande. Pas de frais de dossier pour toule commande supérieure à 100F (staon 4,50F)

Frais récls de port (action ou surface à votre choix).

38. 40 avenue des gobelins . paris xm . tel. 535.08-46

inter-livres

LE SANG ET L'ESPOIR - Charles Antoine \* Le Centurion, Paris, 1978, 252 pages, 27 F.

Présentation presque saus commentaire — ils u'en ont pas besoin — de témoignages sur la répression et la persécution des chrétiens authentiques en Amérique latine. Certains sout effroyables. D'autres étrangement révélateurs, comme ce dialogue entre un évêque, et un colonel c catholique ». Ou les déclaration a d'un autre évêque, parmi les quatorze arrêtés à la même époque, celui-là de sang indien. Ou apprend aussi que e la Bible est devenue un livre subversi saisi d'égal des livres révolutionnaires » et que le Magnificat, e cantique révolutionnaire », est interdit par la censure.

### **AFRIQUE**

MAIN BASSE SUR L'AFRIQUE — Jean Ziegier ★ Le Seuil, Paris, 1978, 290 pages, 49 F.

\*\* Ale Seuil, Paris, 1978, 290 pages, 49 F.

Américains, Soviétiques, Français, Belges, Allemands — quel paya riche ne participe aujourd'hui, eous le couvert de la coopération » on de l'e alde militaire », an pillage de l'Afrique? A le mise à mort — physique (faim, maladies, tueries) et culturelle — de millions d'Africains (dont l'espérance de vie est an moyenne de 42 ans)? « Le monde dans lequel nous vivons est un immense comp d'extermination », dit J. Ziegler; mais les exterminateure sout moins ceux que les mass-media jettent en pâture à l'opinioo — Amin Osda, Mobutu, Bokassa. — que ceux qui ament et ricancent ces modernes « sairopes »; chiffres et faits à l'appui, Main basse sur l'Afrique en donne l'éclatadte démonstration, Main cet ouvrage est devantage qu'un blian; c'est eussi un essai d'interprétation sociologique de l'histoire qui se fait — et, an Afrique, se défait; d'au l'intérêt de l'appareil conceptuel qu'il élabore. A l'ogposé de l'Europe, l'Afrique ne es composerait que de « protonations » — nations rudimentaires, issues de la nouvelle stratégie impérialiste — ou de régions sur lesquelles ont été disqués, en guise d'Etate, de simples « appareils de contrainte », tel l'« appareils Hobbutu», que l'étranger manipule à son gré. Un continent entier soumis an e discours de la marchondise » et à la violence du capitai ! la libération de l'Afrique n'est décidément das pour demain, et l'on surait aimé que, dans ses dernières pages, J. Ziegler explicität plus concrètement l'« espérance » que, malgré tout, il n'e pas perque.

ZIMBABWE-NOTES AND REFLECTIONS ON THE REGOESIAN QUESTIONS ON THE REGOESIAN QUESTION: une analyse de la stiatification sociale rhodésicone et des investissements étrangurs dans un pays qui s'engage vers une indépendance tourmentée. Rédigée en 1976, cotte étude reste, dans ses grandes iignes, valable aujourd'hui. (Contre d'étndes africaines de l'université Eduardo-Mondiane, Maputo, Mozambique, 47 gages).

Mapato, Mozambique, 47 dages).

BCHANGES ECONOMIQUES EXTEREBURS DU ZAIRE. DEPENDANCE
ET DEVELOPPEMENT, par Daniei
Van der Steen: ce travail très documenté, réalisé par un ehercheur du
Centre d'études et de documentation
africaine de Bruxelles, doune un
aperçu complet de la dépendance de
l'économie zairoise eu se fondant sur
trois composantes essentielles: les
échanges extérieurs, len flux financiers et les tronsfèrts de technologie.
(Les Cablers du CEDAF, nº= 4-5, 1977,
122 pages, 7, place Royale, B-1860
Braxelles, 500 francs beiges).

MOUS, MORES AMERICAINS EVADES DU GHETTO. - Melvin McNair, Joyce Tillerson, George Brown, Jean McNair

★ Le Seull, Paris, 1978, 320 pages, 45 F. Sous es titre, Nous, Noirs américains todés du ghetto, vient de paratre le livre écrit par quatre jeunes Noirs amé-ricains emprisonnés depuis deux ans et demi à Fleury-Mérogis où ils attendent d'être juges le 20 novembre devant la cour d'Assises pour le détournement d'un avion américain sur Alger en 1972 (Voir

le Monde diplomotique da mai 1978). Chacun des quatre de Fleury — deux remmes et deux hommes — raconte aou expérience personnelle dans les ghettos des Elas-Unis où lis furent quotidienne-ment aux prises avoc les différentes formes du racisme : pauvreté an milieu de l'abondance américane, brutalités policières, discriminations aur les plans du logement, de l'emploi, de la vie sociale, etc. Le lecteur y voit comment et pourquoi ces jeunes ont été poussés, d'abord, à la clandestinité, puis à une action aussi épectaculaire que le déteur-nément d'un avion.

En quelques mots simples, Jayce Tillerson, l'une des deux femmes, résume les mobiles politiques et morsux de leur geste désespéré : « Nus scons voulu que l'Amérique roctate tesse de nous main-tenir d genoux. Loisses-nous vivre, pour construire la paix. Voild notre combat.

Ce ilvre passionuant comporte en outre une préface sous forme d'interieu avec Marie Cardinal, une introduction sur l'affaire dar le Comité de défense des quatre, un aperçu hien documenté sor « la Situation de l'Amérique noire en 1978 », un article sur « les Oix de Wil-mington » et d'antres « prisonniers de conscience » aux Etats-Unis, entin un commentaire aur « le Droit d'asile aujourd'hui a par les avocats des

### ÉCONOMIE

THE EVOLUTION OF OPEC STRATEGY. -Fariborz Ghadar

\* Lexington Books, D.C. Heath & Co. Lexington (State-Unis) et Toronto, 1978, 196 pages, 19,30 dollars.

Lexington (Exp.-Unis) et Toronto, 1978, 198 pages, 19.20 dollars.

L'auteur de ce livre est un Iranien formé à Harvard et au M.I.T., actuellement founctionnaire de la Société financière internationale (fillale de la Banquemondiale) et qu' a cocupé précédemment la charge de vice-ministre des affaires écocomiques d'Iran. Son livre est consecré à l'émergence des acciétés pétrollères nationales des pays de l'OPEP. Une première partie décrit le contexte historique et économique de l'industrie pétrollère mondiale et montre commeot, à la faveur de la concurrence engagés an landamain de la seconde guerre mondiale entre les c sept sœurs » et les «inéépendants », les compagnies nationales dut pu cootourner les unes après les antres les c barrières d' l'antrés » de l'industrie pétrollère (tallia des investissements, technologie, commercialisation). La seconde partis retrace plus en détail cette évolution dans les cas de l'Iran (NIOC), de l'Arabie Bacudite (Fetromin) et de l'Indonésia (Petramina). Pour l'auteur, les sociétés pétrollères nationales de l'OPEP aout appelées, à l'avenir, à davenir des multinationales à pert entière.

Dans le chapitre consacré à l'Iran, le docieur Ghadar justifie le coup d'Etat

multinationales à pert entière.

Dans le chapitre consacré à l'Iran, le docteur Ghadar justifie le coup d'Etat coutre Mossadegh (sans faire allusion au rôle des Frats-Unis dans cette affaire) en écrivant que cellu-ci avait « continuellement cherché d'dissimuler les conséquences catasirophiques de la nationalisation » du pêtrole et qu'il « raignait sur le parti communiste traien » (p. 68). Ou sait pourtant aujourd'hui, et des ouvrages récents l'ont rappelé, que l'absence de soutien des communistes iraniens à Mossadegh est sans doute une des raisons pour l'esquelles il put être renversé al facilement. Les dirigeants communistes iraniens a Mossadegh est sans doute une des raisons pour l'esquelles il put être renversé al facilement. Les dirigeants communistes iraniens rescapés de la c chasse aux sorcières » qui gensulvit cont même fait leur autocritique sur ce point. La propagation, aulourd'hui encora, de ce qui fut à l'époque la thèse officieite de la propaganda américaine us pant que jeter un deute sur le sérieux avec lequei l'auteur a examiné la question.

ET LA LUMIERE FUT NATIONALISEE. - René \* Editions sociales, Paris, 1978, 276 pages, 39 F.

Ce livre est l'histoire de la bataille

politique schamée qui aboutit à la loi du 8 avril 1946 portant ustiqualisation des industries de l'électricité et du gaz eu France et regroupant quelque 3 000 entre-prises en deux entités : E.D.F. et G.D.F. Marcel Paul, ministre communiste de l'industrie dans le gouvernement Félix Gouin, en est le personnage principal. C'est son témolgnage que René Gaudy, auteur dramatique et essayiste, a recueilli et qui forme la matière essentielle de cet onvises.

anteur dramatique et essayista, a recusilli et qui forme la matière essentielle de cot onviage.

Autour de estre ligne directrice ont été rassemblés et organisés un grand nombre d'informations et de documents (comptes rendus des discussions au Pariement, extraits d'articles da presse, notices blographiques eur les personnalités, texte de la loi, données sur les sociétés ustionalisées...) qui permetteut au lecteur de comprendre les anjeux et les tactiques suries. Une nate de Marcel Paul luimméms, rédigés en 1978, insiste sur le fait que e le vots de textes indiscutables et à l'abri de toute déformation dépend du caractère démocratique du Parlement et de de capacité à rejeter « mille pressions directes et indirectes », et que l'application des textes de lois dépend fortement de la nature du gouvernement en place. Indépendamment de son intérêt historique extain, ce uvre permet de mieux comprendre aujonrd'hui l'attitude d'EDF. Isea, d'une part, à la remise en cause par les écologistes de sa « toute-puissance » et, d'autre part, à la tendance à la privatisation des esrvices publics.

### RELIGION

THE VOICE OF CHRISTIANS FOR PEACE. -Or Karoly Toth

\* Hangarian Refermed Church, Budz-pest, 1978, 201 pages.

Pest, 1978, 281 pages.

Recuell intéressant de différentes prises de position de la Conférence chrétienne pour la paix de 1971 lusqu'à sa dernière réunion mondiais tenne à Prague cet été. Il touche à diverses questions théologiques, politiques, économiques ainsi qu'à la contribution des chrétiens pour la salt.

logiques, politiques, économiques ainsi qu'à la contribution des chrétiens pour la gaix. La Contérence chrétienne pour la paix (C.C.P.), tout comme le Mouvement de la paix se trouve sous l'influence des pays de l'Est, mais, étant un organisme chrétien, il met un acceut teut particulier aux les questions qui intéressent les lidéles. C'est ainsi que la C.C.P. traite du droblème de la collaboration entre chrétiens et marxistes, des droits de l'homme, des luttes anticoloniales, de la femme, et de développements particuliers à certaines régions du monde. Ainsi, pour ce qui est de la crise du Proche-Orient, la C.C.P. es gronomes pour l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, le retrait des forces israéllemes des territoires arabes occupés depuis 1967, le droit de tous les pays de la région à l'existance et la créstion d'un Esta palestinien indépendant. Cepondant, les propos du professeur Albert Laham (du Levant) apportent une dissonance, posant d'autres conditions, quant su caractère de l'Etat d'Israél, à la restauration de la paix au Proche-Orient (p. 122). Quant au secrétaire général de la C.C.P., la docteur Essoiy Toth, il critique à la fois les éléments chrétiens autisémites et les milieux chrétiens autisémites et les milieux chrétiens qu' soutiennent incouditionnéllement la pditique d'Israél en se référant aux Saintes Ecritures.

### DROIT

POUR UN DROIT DES PEUPLES. — Ouyrage collectif

\* Berger-Levrault, Paris, 1978, 224 pages, 58 F.

La « Déclaration d'Alger », même si elle ne coustitue blan évidemment, qu'uns proposition, témoigne avec éclat du mouvement qui tend à mettre en œuvraun houveau droit international; cependant que se manifestent partout de nouveaux sujets de ce droit nouveau. Les penples ne sont-lis pas les premiers de ces « sujets » (mot ambigu) ? Il soct pourtant encor juridiquement ignorés comme tels, d'où les longs efforts d'hommes, an premier rang desquels se place Lelio Easso, et qui out treuvé un premier aboutissement dans l'élaboration et la proclamation. face aux différentes chartes, et déclarations des droits de l'homms eo de droit des Estats, d'une déclaration des droit des peuples.

Ce livre eu publie le texts, accompagné de tout un faisceau d'études et commentaires sous la direction d'étimond Jouve et d'Antonio Cassese qui y apportent en outre leur contribution, le premier pour justement marquer l' « émergenes » de ce « droit des peuples ».

Outre les considérations générales, juridiques et politiques, sur la déclaration même, les auteurs développent des points particuliers, très divers, tel celui du recours à la force, du terrorisme d'Etat ou de l'écologie. Un seul, B.V.A. Rolling, est et se déclare éritique : non qu'il conteste en rien le principe de la Déciaration, mais il anteud mettre en évidence ses ambiguités et ses dangers. On ne s'étomera pes que ces mises en garde, visant essentiellemant les articles per le recours à la force, dont Antonietta Di Biase, dans edu commentaire sur ces mêmes articles, envisage les éventualités d'un cour généreux, mais qu'on pourra trouver, solon une formule cétèbre, un peu « léger ». \* Berger-Levrault, Paris, 1978; 224 pages, 50 F.

## MÉMOIRES

DE LA GUERRE FROIDE A LA DETENTE -Willy Brandt

\* Gallimard, Paris, 1978, 372 pages, 62 F. Premier volume des mémoires, mais le dernier chronologiquement, puisqu'il a'ouvre sur la construction du mur de Bertin (1981) et e'arrête à l'année 1978. Maire de Bertin, pour qui le c mur e est une « hqureur » et un symbols, chef des accieux-démocrates, ministre des affaires étrangères, enfin chanceiter : U y a la quinze anuées d'histoire, pas seulement zilemande : Ostpolitik, Europe, relations avec Kennedy et de Gaulle, « moments historiques », dout l' a agenoutilement de Varsorie ». Pour plus tard : la femesse, la résistance. Et peut-étre un troisième volume, di la fortune voulait que l'anteur eutre, de quelque façon, dans les a perspectives e qu'il évoque à la dernière page de celui-ci.

Ouver tous les jours th, the Gazzn (Pers Montsouris)

POLITIQUE

CHEMP

's- artistique, un inc maissande animaida capendont evec rile qui de paradoxalement, es du point : ... cconomique, parn Le maled a du cinéma allemand quent per en ques chiffres cecub quent par les de spectateurs : errors:

ontrainant is ... meture de quelque forsont de magne un veritable gree, en Carrer une seule solle po Come scharmen, curieusement, u t omencaines paramment dons le sect omencent assure le démantélement contrete de leur pauri strige de recettes est p

ecrons

(France 3 895

pa: .

dianti

De. \*\*

political petition in petition

0 775

et Bright

ment die dant d

900000

de c:.-

727 · 41

Desa

Yanda 1

200

neuropean en

done factoring

Silving of

christ ngueur, e. .

\*\*\*.1\\* \\* \\*\\*

Dix ans with films quite the Cette que thank de gauche the Et il report

nont de la révol la Chenden la Berun, Dans o numb de soute la un the detout per de l'Acadoni directe in ellit Lorgery (1) no amons constitué p

tienati Edger (1) tienati Holger Main tieni tabriquet 1965: Une deuxier anndicalizate, se tens La base quantità les some-democrate -, notemment. Chr. dance, a laquel vinerali que l'hou le des films : no

...t maiter au ras ( ans, comme O. s politiques of P - k ne correspondo / la réalite La clas . . . n est pas simple imorphe atter int-parde nin (as intende n; elle and vidus, avec d

ertes, mais égal conces culturelle Tid - plus honnête. . Tid de cesser d'être t netver, sur le from on vertable métic emir a la transfo 1 15 a 1983, notre Mos ii graphique proiet. the de servir, par-.. de la classe ouvrièr de la propagan Kurt Weill. Pa Dudow... Ensemble lans mal, d'imposer

Alphort de prop flariat conservait i de culturelle du di : acceptait mal ! aliques du capitalism en soi. objet la classe ouvrier .. 29 des ouvriers all es projecteurs = sailes parce qu' 🤝 frims étaient d There's a cancus por Supporter for his lui-même a su Te soviétiques étaies

ns antifascistes como " de l'Ecole berlino d'ilett de : Du lointe Vera Romenke n'est p Minow a public to the index of Der Film Contact der Deutsche 175-1833. Ed. Obe 1871 (N.D.L.R.).

GIVERUNITYERSITAIRE

CDAJILLON DU LAC>



# R.F.A.: Misères d'un âge d'or

Plétbare de taleats, abon-dence d'écoles, bonheur des rede réussites : le quelque temps,

veca, sur le plan artistique, un incontestable âge d'ar. Une telle ranaissance caïncide cependent avec une importante crise structu-relle qui classe, poradaxalement, cette brillante ciaematographie, de point de vee écoeomique, pormi les plus fragiles d'Europe.

La maladie da cinéma allemand, sa profonde anémie, s'expliquant par qualques chiffres accablants: depuis 1967, quatre-vingt-onze millions de spectateurs aot déficitivement déserté les ècraos; l'indice de fréquentation, qui était de 15,5 en 1956, s'est rédeit à 2, le plus faible chiffre d'Europe (France: 3,3), entroinant la fermeture de quelque trois cents salles par an et foisant de l'Allemagne un véritable « désert cinématographique » evec, en moyeneo, une seele salie poer sept mille trois cents foyers

Cette situation, curieusement, a favorisé la présence des firmes américaines, notamment deus le secteur de la distribution (qu'elles cantrâlent depuis le démantèlement de la UFA nezie, en 1948) aù leur paercentage de recettes est passé, en cinq ens, de 37,7 %

à 43,1 %, tandis que celul des distributeam allemands chutait de 36,1 % à 11,4 % l Sur les trois cent tronte-neuf films acuveaux surtis en 1977, seviement cinquante-deux étalent allemands, contre cent huit américains. Il n'est donc pas étannant que les faillites se saccèdent; récemment encare, celle do la puissante société Constantin confirmait les périls de la conjuncture.

Pour stimeler, malgré toet, la création claématographique, les pouvoirs poblics ant promeigné depais 1967 diverses lais d'aide, dont la dernière (celle de 1974) vient à expiration à la fin de cette dont la dernière (celle de 1974) vient à expiration à la fin de cette anaés; sa reconductioe suscite actuellement d'apres débats. Le système, sons deute béaéfique, est relativement complexe puisselle conjugue une aide sélective sur projet et une aide de type automatique attribuée por l'Office pour le développement du fitm allomond (F.F.A.) auxquelles se joignant des contributions de ministère fédéral et des cebrentious des Etats. Ce fiacecement est encora soutena par les effets de la callaboration instituée avec les chaîces de télévisioe (Z.D.F. et A.R.D. notamment); elle a fovorisé la coproduction de quarante-six longs métrages en trois ons; films que les chaînes s'angagent à an diffuser que deux aux après lear exploitation en selle.

A l'heure actuelle, le moitié des films réalisés en Allemagne de l'Ocest sont des productions « aidées ». Et les critères d'aide encauragent indobitablement ce qu'an est couvena d'appeler les « films d'auter ». Cele n'est pes sons inconvénient poisque certains créa-teurs hors des normes, comme Werner Nekes, Rosa Van Pracleim ou Wereer Shroeter, s'en trouvent radicalement exclus. Dans l'en-semble, tautefois, ces lois ant permis à quelques réalisateurs (tel Uwe Brandner, auteur de l'admirable Holbe Holbe), de confirmer teurs dons ; cela aussi a aidé à l'épanontement d'une nouvelle génération de cinéastes parmi lesquels au ramorque gesiques réalisatrices douées d'une très sensible perspicacité (comme Margarethe Van Trotte, auteur de Second Eveil, dant un lira les propos cidessous) ; elles abservent, d'une manière finement politique, l'éceme

Politiques, les réalisateurs auest-allemands le sont pour le plu-port ; et dans un sens séverement critique à l'égard de leur poys si prospère. Ils décrivent une société hostile, soapçonneuse, défiante, en dérive d'une histoire qui le fascine et lui répegne ea même temps en aerive d'une histoire qui le foscine et lui répegne en même temps lvoir ci-dessous le texte de Jacques Grant); en monde clas, tombro, sons autre vérité au ambition que celle de, besogneuxement, s'em(petit)boargeoiser. Comment s'étoaner que les cinéassement, plus militants (on se souvient de Holger Meins) cient vouls, un temps, chaeger le monde avant de changer le cinéma (cf. ci-dessous le témoignage exemplaire de Hans-Rüdiger Minow, mittant et cinéasse)?

Le génie, considérable, des cinéastes risque de ne point suffire Le genie, considerable, des cineastes risque de la point surrile à sauver la ciaématographie ellemande de la grave crise qu'elle troverse; à moins qu'ano loi d'aide plus intelligente ee porvieone, à la fois, à soutenir l'art nt l'industrie. Dans la cas controire, les firmes américaines qui contrôlent l'économie de ce cinéma viendraient à en hériter les talents. Wim Wenders (l'Ami américain) tourne déjà à Hollywood ; d'autres s'apprêtent à la faire. Le braindrain de ferait-il que commencer?

IGNACIO RAMONET.

## Dix ans d'images et d'engagement

OMMENT faire des films qui servent les luttes? Cette question, tout cinéaste do ganche se l'est un jour posée. Et la réponse n'est guère évidente.

En 1967, an moment de la révolte étudiante, l'étudiais à l'Académie cinémetographique de Berlin. Dans le but de réaliser des films de soutien au S.D.S. (la Fédération des étudiants socialistes), nous avons détourné une pertio du budget de l'Académie, et la direction (le directeur était le documentariste Erwin Leiser) (1) nous a oxoulsés. a oxpulsės.

Dehors, nous avons constitué nn « groupe de cinéma socialiste »; il a vite éclaté, en raison do désaccords politiques, en trois fractions : une tendance anarchisante, liée au groupe Baader-Meinhof, qui considérait toute culture comme « capitaliste et bourgeoise », ot voulait seulement faine des films « didactiques et subversifs ». A ce groupe appartenait Holger Mains, qui réalisa Comment fabriquer un cocktail Molotov (1968). Une deuxième teodance, disons syndicaliste, se tenait cockiaii Moloto (1968). Une deuxième teodance, disons syndicaliste, se tenait en contact avec la base ouvrière et était tolérée par les socio-démocrates. En faisalent partie, notamment, Christian Ziewer (2) et Max Willutzi (3). La troisième tendance, à laquelle j'appartenais, considérait que l'heure n'était pas à faire des films; nous pensions un'il fallait militer au ras de la classe ouvrière; et nous sommes

J'ai passé trois ans, comme O.S., devant les chaînes des usines Siemens et Bosch. De la classe ouvrière, je n'avais qu'une idée abstraite, puisée dans les manuels politiques et j'ai pu vérifier qu'ello ne correspondait pas entiérement à la réalité. La classe currière en effet n'est pas simpleouvrière, en effet, n'est pas simple-mont une « masse amorphe s atten-dant qu'une s avant-garde » lui fasse « prendre conscience »; elle se compose aussi d'individus, avec des besoins matériels certes, mais également avec des exigences culturelles. Il m'a donc semblé plus honnête, an bout de trois ans, de cesser d'être un feux ouvrier et d'exercer, sur le front de la culture, mon veritable métier de cinéaste pour servir à la transfor-mation de la société.

Dėjā, de 1918 à 1933, notre Mouvement cinématographique prolèta-rien 14) s'était interrogé sur la meilloure manière de servir, par le film, les objectifs do la classe ouvrière. Munzenberg, chargé de la propagande eu K.P.D., travaillait alors avec Ber-told Brecht, Kurt Weill, Paul Dessau, Slatan Dudow... Ensemble ils essayerent, non sans mal, d'imposer le cinéme comme support de propagande. Le prolétariat conservait la nostalgio do la vie culturello du dixnauvièmo siècle ; il acceptait mal les progrès technologiques du capitalisme, les estimait « pervers » en soi, et donc néfastes pour la classe ouvrière. Dans les années 20, des onvriers allemands cassaient les projecteurs et incendiaient les salles parce qu'ils estimeient que les films étaient des « artéjacts capitalistes » conçus pour « abrutir les masses ». Seuls, à la riguonr, les films soviétiques étaient eupportés. Brecht lui-même a subi

(1) Auteur de films antifascistes comme Mein Kampf (1980) ou Mourir pour Hitter? (1988). (2) Cher de für de l'Ecole berlinoise du film ouvrier, auteur de : Du lointain, fe rois mon pays (1978).

(3) Auteur de Vera Romeyke d'est pas dans les normes (1975). (4) Hans-Rodiger Minow e publié un livre sur cette période : Der Füm in Apitation und Propaganda der Deutschen Arbeiterbeuegung - 1918-1833, Ed. Oberbaumverlag, Berlin, 1971 (N.D.L.R.).

## CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours 28, rue Gazan (Pars Montsouris) Par HANS-RUDIGER MINOW \*

l'opposition des membres de son parti qui désapprouvaient le réalisa-tion de Kuhle Wampe (1931).

En 1973, les cinéastes de gauche allemands étaient préoccupés par la guerre dn Vietnam. Nixon avait fait guerre du Vietnam. Nixon avait fait bombarder les studios cinématographiques de Hanoi et nous nous sommes mobilisés pour rassembler des fonds au profit du cinéma vietnamien. Nous y evons consacré toutes nos énergies; notre collectif do solidarité, avec l'appui de ceux qui s'étalent constitué dans le monde (en France, par exemple, où militalent Godard, Costa-Gavras, Karmitz, etc.; ou aux États-Unis, autour de Jane Fonda) e pu offrir au Vietnam un important matériel cinématographique. Nous sommes allés an Vietnam filmer la lutte du peuple et avons obtenu que la télévision allemande diffuse des films favorables an G.R.P. En 1975, j'al filmé moi-mème la libération de Saigon.

Cet acte marqualt cependant la fin d'un engagement et la fin d'un temps. La solidarité avec le Vietnam, nécessaire et sans doute juste, nous avait permis de fuir nos responsablités politiques à l'égard de notre pays. Il était temps de revenir en Allemagne.

Tout près de nous, il y avait une souffrance concrète que nous n'avions pas su voir. La vie en R.F.A. m'appa-rut soudain semblable à celle d'un asile. Dans nos pays, les asiles sont des sortes de poubelles de la société, des sortes de poubelles de la société, où le capitalisme rejette ceux qui ne peuvent plus travailler, produire. J'ai réalisé plusieurs documentaires sur l'univers astiaire, et je n'éprouve aucune fascination pour le monde de la folle. Les fous constituent l'autre versant de notre normalité; leurs difficultés psychologiques sont uniquement dnes à la dureté de la vie dans nos sociétés de compétition et de concurrence. Mon premier film de fiction souligne cela et insiste eur la métaphore : Allemagne fédérale égale asile.

Ce film appartient à une tendance moins connue de cinéma allemand, cello qui se nouvrit d'expérience per-

\* Réalisateur, euteur de la Clinique

C'est à cette union que, par mes films, je voudrais contribuer.

sonnelle et où l'on évoque la situation douloureuse des gens simples de notre pays. L'autre tendance, à laquelle appartiennent les Fassbinder, Herzog, Syberberg, Shroeter, Wenders, etc., est seulement préoccupée par l'art pour l'art, et n'exprime que l'angoisse de la bourgeoisie; les réalisateurs qui le composent proposent des fictions internationales qui correspondent à la phase multinationale du capitalisme internationales qui correspondent à la phase multinationale du capitalisme d'aujourd'hui; leur destin, d'allleurs, est de constituer une relève pour Hollywood, ce qui n'a rien d'étonnant puisque notre pays est actuellement le représentant, en Europe, du capital et de la culture américains. L'Allemagne est le bastion des forces conservatrices européennes et un plus grand durrissement est à craindre si toutes les forces qui ont souffert naguère du fascisme ne a'unissent pas. C'est à cette union que, par mes films,



a SECOND EVEIL S La complicité des femmes par-delà le monde de la délation.

# Le second éveil des femmes allemandes

effectué dans une Allemagne enfiévrée por l'obsession de la e chasse à l'homme ». Sous prétexte de combattre la violence, cette chasse s'est largement étendue oux prétendus e sympothisants » des ter-ronstes, dont les médias répétalent qu'ils étoient aussi des criminels. qu'il falloit les dénoncer. La délation était érigés en octe civique. En roison de ces conditions, mon film porte autont sur ces sympathisonts que sur l'action violente elle-même. Au départ : un cos authentique, celui d'une jardinière d'enfants qu ovait ouvert, en 1971, oprès la révolte des étudiants, une crèche e sauvage » où alle appliquait les nouvelles idées sur l'éducation des enfants; elle souhaitait les élevor dans un esprit différent de celui des crèches officielles, trop attachées à inculquer aux tout-petits l'ardre, lo discipline et la « propreté ». Cette teune fille, Margit Czenki, se retrouva à court d'orgent et, pour

E tournage du Second Eveil s'est

ovec l'oide de trois amis. Deux furent vite arrêtes, l'un paria et Marait fut condamnée à sept ons de détention. Je lui ol écrit à so prison; je voulais foire un film d'oprès son expérience. Mais ce projet fut ratardé porce que entre-temps Hein-rich Ball avoit public l'Heaneer perdu de Katharina Blum et nous ovons préfére, ovec Volker Schlön-

souver so crèche, commit un hold-up

Par MARGARETHE VON TROTTA

darff, filmer tout de suite ce texte qui convenoit mieux au moment dromatique que vivait alors l'Allemagne fédérale. Cependant, je n'oi point oublié le projet. Margit ou bout de cinq ans était sortie de prison; elle ovait pris ses distances avec la nouvelle génération de militants, à laquelle oppartient toujours un des garçons qui l'occompognoient dans le hold-up : Rolf Heider (libéré, en echange de M. Lorenz, por la Fraction Armée rouge, et encore dans la clandestinité).

Il convient d'établir une différence entre ce hold-up perpétré en 1971 dans un but humanitaire, et le actions des militants armés d'oujourd'hui. Ce n'est plus la même génération. Il y o un tel décaloge qu'on ne parvient plus à comprendre. Boader, Meinhof et Ensslin luttaient, pendant la guerre du Vietnam, contre la porticipation indirecte à cette guerre de la R.F.A.; c'étalent des idées politiques dont ils avaient expliqué la cohérance. Après, toute la lutte des militonts a eu pour but de libèrer leurs camarades emprisonnés ; at cette lutte étant davenue de plus en plus cruelle, la peuple n'arrive

\* Réalisatrice, euteur du Second Eveil (1978) projeté à Paris (cinémas Hautefeuille et Parnsstjans) à partir du 8 novembre.

Je n'al pas voulu mai-même faire un film où l'on parle de politique; (a) montré la politique dans les actes et dans les attitudes des personnages. Christa Klages, la personnage principal, en vient à prendre conscience, tout ou long du film, que les octions violentes ne conduisent nulle port si ce n'est à l'Isolement au à la mort.

Mais, ce qui m'intéressait le plus, c'était de mantrer comment, malgré l'adversité, une profonde complicité peut s'établir entre trois fernmes: Christa Klages, Ingrid et Léna. Ces trois fernmes, le les vols d'alleurs comme une seule et même personne placée an trois situations différentes, fréquentes dans la vie d'une femme. Au début, Léna, employée correcte et ponctuelle, révant à une installation bourgeoise, ou mariage, etc.; ensuite, Ingrid, déjà mariée, possé-dant tout ce dont rêve l'employée mais s'apercevant que tout cela a peu d'importance, que l'essentiel serait de vivre différenment ; et puis, Christa Kloges, aut o connu les deux périodes précédentes, qui a été mariée, a eu un enfant, maie a divorcé pour trouver un travail, une action (sa crèche) qui donne un sens à so vie. Le film, en trois person-noges, évoque en foit l'itinéraire d'ane femme qui se libère petit à petit et s'aperçoit soudain qu'alle ne peut oller ou-delà porce qu'alle se heurte oux limites de notre société.

## Restes de nazisme?

MOMME toutes les idéologies, le nazieme est dane con essence une structure et un projet d'espoir. L'espoir-phênix et ses rites de mort expiatoire : le sacrifice, le révolution, l'almentation-neutralisation des masses.

Il relève de le paresse et de le malhonnéteté intellectuelles de dénoncer un renouveau du nazisme dans l'Aliemagne officielle d'eujourd'hul. Le nazisme, comme tout totalitarieme, est ceractérisé par une mise en piece de le contrainte : rien à voir avec les interdictions catégorielles, si graves soient-elles, et les violences sporadiques de l'Etat libéral. Fassbinder, dans sa plèce Der Müll, die Stadt und der Tod, dont Daniel Schmid e fait un film Intitulé l'Ombre des enges, montre constante interchangesbilité des rôles ; n'importe qui peut être nazi un le nazieme revient, à nouveau menecant, Le nazieme est dena nos têtes, pret à se manifester, mals pas dens une structure d'Etat étrangère à l'homme. Le film e été mal accueill. C'est évidemment besucoup

Dens le film d'Uki Lommei, l'Homme de l'Oberseisberg (projeté en Allemagne sous le titre Adoit und Meriene, male qui n'est pas encora corti en Frence), on volt le comédien Kurt Raab, qui joue un Hiller sans moustaches, réglar evec Rudolf Hess la mise en ecène de sa prochaine apperition publique, seul avec lui, sur le balcon où il se montrera le lendemain. Aucun plan sur rien d'eutre - et eucune reconstitution du discours ni, à aucun moment du film, de le foule.

L'écrivain Heinrich Böti fait très justement remarquer dans Une mémoire allemande que, enfant, il voyait en l'uniforme brun des Jeunesses nazies - je cite -« le couleur de le merde ». Rien d'attirant dans le triste corps nazi. L'epparet nazi, sa fascination, est à chercher allieurs : dans tout ce qui est traileble per la quantité — foules, perlection des mouvements d'ensemble, poids des péchés des ennemie, volume de la grandeur ellemande,

Les films antinazie témolgnant de l'horraur pazie à coupe d'accumulations films-chamiers, sont einsi dens la logique de l'entreorise de Hitler : lis es battent sur le terrain qu'il e choisi - à magne, de Syberberg (ectuellement sur les écrans parisiens), sept heures de bouille romantique qui, se présentant ouvertement comme un contre-spectacle de la médiocrité hitiérienne, fonctionne parelllement eur le quantité-à-recevoir.

On voit elors où mène la confusion entra le nazisme et l'Etet d'aujourd'hul : situant leur cinéme dans l'opposition, les cinéastes militants, ou même les cinésates vraiment humains et radicalement elncères, comme Schlöndorff, ne font, comme Syberberg et les débats télévisés, que de le contre-information ((voir les eketches, sauf celui de Faesbinder, de l'Allemagne en

Alors que, de plus en plus, les diverses écritures du « nouveau cinéme allemand », aussi blen le beroque de Shröter ou le comique de Bockmayer que le hautain de van Ackeren ou la sualité de Srandner, témolgnent d'un état d'esprit tout à lait hors de le structure mentale pazie. Elles travallient eur les ennemis les plus flegrants du nazisme, et sans cesse désignés dans Mein Kampi : la rigueur, l'individuelisme, le négativité.

L'Homme de l'Obersalsberg dépauple

l'univers de Hitler, Fassbinder saleit les

comportements nazis. Ces films n'ont pas peur de reorésenter le corps nazi - que ce soit celui de Hitler ou le nôtre. Fassbinder, an particulier, renvoie aux vieilles lunes le fameuse et el commode cabilité - : entre le charnel et l'effectif, il montre combien les relations entre les êtres sont au contraire faites d'éléments forts, qu'ils solent de l'ardre de l'horreur au de la tendresse, et que c'est dane les nœuds de ces relatione que peut exister l'horreur. L'horreur ne tombe pes du ciel de l'Etat. Alors que Syberberg e besu répéter que le nazisme est en chacun, son système giobalisant de représentation le mythifie résolument (ce qui n'est d'ellieurs pas sane intérêt, hélas n.

Si le nouveau cinéme aliemand est de lain eujourd'hui le plus important, c'est sans doute parce qu'il est celui qui -ainsi d'allieurs que toute une tendance du jeune cinéme françaie (un parallèle qu'il serait intéressant d'étudier) - est fait de constructions aussi étrangères que posalbie à la logique idéologique. Cinéma do le maledie, de le colère, de le sophistication, il représente peut-être le plus heut relus, le rejet le plus vigoureux at du totalitarisme intérieurs.

JACQUES GRANT.

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

### ONU

Le Conseil de sécurité adopte le rapport sur la Namibie

rapport sur la Namibie

T.E. Conseil de sécurité des Nations unles a
L. adopté le 29 septembre par douze voix pour
et avec deux abstentions (Tchécoslovaquie et
U.R.S.S.), la Chime ne participant pas au vote,
le rapport du serrétaire général sur la Namibie
(voir le Monde diplomatique d'octobre 1978).
La résolution réaffirme que l'objectif de la proposition occidentale de règlement est le retrat
de l'administration illégale sud-africaine et le
transfert du pouvoir au peuple namibien. En
même temps, le Conseil a créé un groupe
d'assistance des Nations unies (prévu dans le
rapport) chargé d'aider le représentant spécial
du secrétaire général à assurer dans un proche
avenir l'imdépendance de la Namibie au moyen
d'élections libres, sous la supervision de l'ONU.
Le texte adopté constate que la SWAPO est

d'elections libres, sous la supervision de l'ONU.

Le texte adopté constate que la SWAPO est
prête à coopèrer à l'application des dispositions
contenues dans le rapport du secrétaire général
et demande à l'Afrique du Sud (qui avait fait
remettre au secrétaire général une note rejetant
le rapport peu de temps auparavant) de déclarer
nulles les mesures unilatérales prises en relation
avec le processus électoral.

Le Conseil préconise un cessez-lefeu au Liban...

Réuni en session d'urgence le 6 octobre, le Conseil de sécurité s'est préoccupé de la situation au Liban et a demandé, dans une résolution adoptée à l'unanimité, que tous les éléments engagés dans les hostilités mettent un terme aux actes de volence et observent scrupuleusement un cessez-le-fen immédiat et effectif. L'objectif était le rétablissement de la paix intérieure et la récondiliation nationale o sur la base de la préservation de l'unité, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté du Liban ».

...et regrette l'octroi par Washington d'un visa à M. Smith

ingion d'un visa à M. Smith

D'autre part, le 10 octobre, le Consell a adopté par onze voir pour et avec quatre abstentions (Canada, R.F.A., Royaume-Uni et Etats-Unis) une résolution notant avec regret la décision du gouvernement américain d'autoriser l'entrée de M. Ian Smith et de certains membres du régima illégal de Rhodésie aux Etats-Unis. Le Consell rappelle qu'il avait demandé en 1968 à tous les Etats d'empêcher, l'entrée sur leurs territoires de personnes résidant en Rhodésie; il juge la décision de Washington contraire aux obligations imposées par la charte de l'ONU qui prévoit l'acceptation des dispositions du Consell. Enfin, la résolution prie les Etats-Unis d'observer scrupuleusement les sanctions.

Dans une déclaration conjointe publiée le 4 octobre, les présidents du comité spécial de la décolonisation, du comité spécial contre l'apartheid et du conseil des Nations unies pour la Namibie avaient protesté contre la décision des Riats-Unis d'accorder un visa à M. Ian Smith, leur levent un appel pour ou lis reconsidérent leur levent un appel pour ou lis reconsidérent. leur lançant un appel pour qu'ils reconsidérent leur décision.

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES FORCES DE L'ONU AU LIBAN ET DANS LE SINAL — Le Conseil de sécurité a renouvelé pour quatre mois, le 18 septembre desnier, le mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban. La décision interimaire des Nations unies au Liban. La actuon o sité prise par douze voix pour, aucune contre et avec deux abetentions (Tchécoelovaquie et U.R.S.S.), la Chine ne participant pas au vote. D'autre part, la 23 octobre, le Consell a prolongé de neuf mois le mandat de la Force d'urgence des Nations unis (FUNU) stationnée dans le Sinal. La résolution a élé votée dans les mêmes conditions que la précédente.

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE GENERALE. LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE GENERALE. —
Poursuinant les travaux de sa trenle-troisième
session, l'Assemblée pénérale a terminé son débat
général le 12 octobre. Au début de la session, elle
avait admis les lies Salomon comme cent cinquantième Etat membre des Nations unies.
Le 11 octobre, nne séance spéciale a été organisée
pour célébrer l'Aunée internationale contre l'apurtheid. A cette occasion, l'Assemblée a décerné sept
mécalies d'or, dont quatre d'itre posithume, à des
personnalitée s'étant distinguées dans la lutte contre
l'avantheid.

l'apartheid.

DESARMEMENT. — La commission du désarmement, que l'Assemblée générale de l'ONU avait remise sur pied lors de sa session extraordinaire consacrée au désarmement, a tenu à partir du 9 ostobre une session préparatoire d'une semaine. Composée de lous les Étais membres, elle a pour tiche d'examiner divers problèmes dans le domaine du désarmement et de foire des recommandations à ce propos. Elle doit aussi donner suite oux déticions pertinentes de l'Assemblée extraordinaire et présenter chaque année un rapport à l'Assemblée générale. M. A. Vellodi (Inde) en a été étu président. générale. M. A. Vellodi (Inde) en a été élu président.
INTERDICTION OU LIMITATION DE L'EMPLOI
DE CERTAINES ARMÉS. — Une conférènce préparatoire, réunie à Genève dn 28 août au 15 septembre derniers, a décidé de recommander à l'Assemblée générals que se tienne à Genève dn 10 au 23 septembre 1979 la conférènce des Nations unies sur l'interdiction de l'emploi de certaines armes qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessife ou comme frappant sans disarimination.

OCEAN INDIEN. — Le comité de l'océan Indien, qui s'était réuni le 26 septembre à New-York, a terminé so session au début d'octobre. Il a recommandé d'Assemblée générale de convoquer une réunion des Etais du littoral et de l'Intérieur, du 2 au 13 juillet 1979, à New-York, aux jus de préparer la convocation de la conférence sur l'océan Indien. En outre, le comité a démandé la prompte reprise des pourpalers entre l'UR.S.S. et les Elais-Uais an sujet de leur présence militaire dans l'océan Indien, pourparlers suspendus depuis la 17 février.

AFARTHEID. — Le comité spécial contre l'apariheid a adopté le 21 septembre un rapport spécial
destiné d'l'Assemblée générale de l'ONU et portant
sur l'embargo sur le pétrole destiné d'l'Afrique du
Sud. Un autre rapport concernant la collaboration
avec l'Afrique du Sud a également été adopté. Le
premier document demande que le Conseil de
sécurité décide un embarga abligatoire sur le
pétrole en vertin du chapitre VII de la charie.

pétrole en vertn du chapitre VII de la charie. PROTECTION DES MINORITES.— Au cours de sa trente et unième session, qui s'est tenue d'Genève du 28 août au 15 septembre, la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a approuvé un ensemble de projets de principes pour la protection des personnes détenues et des prisonniers. Ces principes pourraient constituer le fondement d'une foirre convention sur les droits de l'homme des détenues et des prisonniers. La sous-commission, organe enbsidaire de la commission des droits de l'homme, est composés de vingt-six experts agissant à titre personnel, et non comme représentants des gouvernements.

. 15-commission a aussi demandé qu'une étude La sous-commission a aussi demandé qu'une étude soit faite sur les mesures pouvant assurer l'indépendance de la justice; que la commission des droits de l'homme examine un projet de déclaration sur les droits des personnes qui ce sont pas ressortissants des pays où elles viveat et que la commission examine en toute priorité, d sa procheixe session de férrier, le dossier des allégations de violations des droits de l'homme au Eampuchéa démocralique. Parmi les autres décisions, on noie celle qui prévait la présentation à l'Assemblée générale d'un rapport

# 

constatant que l'assistance économique étrangère au Chili a ou des effets négatifs sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. SOCIETES TRANSNATTONALES. — Le groupe de travail intergouvernemental sur le code de conduite des sociétés transnationales a terminé en cinquième session au début d'octabre. Il reprendra ses travaux en janvier 1979 pour continuer la mise au point d'un projet de cods.

e COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — Le 9 octobre, le Cour internationale de justice (C.I.) a tenu audience dens l'ajfaire du plateau continental de le mer Egée, opposant le Grèce d la Turquis. La Cour a entendu les plaidoiries sur sa compétence pour connaître de ce dijjérend.

n COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Le comité de l'habitation, de la construction et de la planification de la Commission économique des Nations unles pour PEarope (C.E.E.-ONU) a tenu en trente-neuvième session à Genève du 11 au 14 septembre. Il a examiné en particulier la suite donnée par la Commission à lo conférence sur les établissements humains tenue à Vancouver en 1976. Thème principal des trapaux : comment rendre las établissements humains plus vivables, en tenans compte natamment des aspects mésologiques et énergétiques? — Selon une étude sur Les économies d'énerges

— Seion une étude sur Les économies d'énergie dans l'industrie chimique préparée par la secrétariat de la C.E.B.-ONU, le pétrole brut et le gaz naturel renteront prédominants durant les années 80 dans cette industrie. Le charbon peut améliorer ea position non comme matière première, ni comme source de chaleur, mais saulement comme producteur d'énergie électrique.

— Le comité du bois de la C.E.E.-ONU a publié en septembre une Etude sur Le commerce et l'utili-eation de feuillus tropicanx d'où à ressort, notem-ment, que les pays industrialisés ont accru d'une jaçon considérable leur utilisation de jeuillus tro-picaux au cours des vingt-cinq dernières années.

### Haut commissariat pour les réfugiés

Au comité exécutif : les activités en 1979 et la protection internationale

Le comité exécutif du programme du haut commissariat des Nations unles pour les réfugiés a tenu va vingt-neuvième session à Genève du 9 au 17 octobre. Il a approuvé les projets d'activités pour 1979, qui représentant des dépenses se montant à 37 830 000 dollars. Tous les Etats ont été invités à accroître leur aide aux Etats africains « de première ligne » pour faciliter la prise en charge des réfugiés venus de Namible, du Zimbabwe et d'Afrique du Sud. A cette occasion, le comité s'est déclaré préoccupé par la précarité de la condition de ces réfugiés qui risquent d'être refoulés, arbitrairement détenus ou de se voir refuser l'asile et dont la sécurité est, de surcroît, menacée par les attaques organisées par les régimes racistes d'Afrique austrâle.

Autres sujets de préoccupation particulière

Autres sujets de préoccupation particulière ette année : la situation des réfugiés victimes des hefulités au Liban et le nombre croissant des réfugiés en Asie du Sud-Est. Le comité a attiré l'attention sur la nécessité de porter secours en haute mer aux réfugiés ayant fui leur pays à bord d'embarcations légères.

En marge de ses activités sur le terrain, le comité exécutif a adopté un certain nombre de décisions sur la protection internationale, réitérant l'importance fondamentale de cette fonction. Il a relevé, en particulier, la persistance de cas de non-observation des droits fondamentaux du réfugié, rappelant que le principe de non-refoulement interdit le renvol principe de non-refoulement interdit le renvoi d'une personne dans un pays où elle a lieu de craindre d'être persécutée. Un sous-comité plénier, créé en 1976 éoccupe spécialement de la protection internationale : lors de cette session, il a examiné la question de l'effet extra-territorial de la détermination de l'effet de réfugié et les titres de voyage pour les réfugiés.

NOUVEAU CENTRE DE REINSTALLATION EN TANZANIE. — Aux termes d'un accord tripartite signé d Genève le 18 octobre, un nouveou centre vo être crét en Tanzacie, à Mishamo, pour accueillir 37 000 réjugits burundais. Ceux-ci seront installés sur des terres offeries par le gauvernement tanzanien, où ils devraient — grâce an projet qui vient de faire l'abjet d'un accord — accèder rapidement à une autonomie financière et decnomique. Les trois pariles d'l'accord sont le haut commissariat pour les réjugiés, le gouvernement tanzanten et la Fédération luthérienne mondiale.

AIDE AU HONDURAS. — Un représentant du haut commissuriat des Nations unies pour les réfuplés o été envoyé fiu septembre eu Honduras, à la suite d'une demande d'aide du gouvernement de ce pays. Le Honduras doit, en effet, faire face à un afflux de Niscraguayens qui es sont récemment réjugiés dans le sud du pays.

### Santé

Un accord de coopération avec la Chine

U N mémorandum d'accord élargissant la coopération technique entre la République populaire de Chine et l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a été signé le 5 octobre à Pairin

accord comprend l'établissement de centres collaborateurs en Chine qui permettront de poursuivre les travaux de recherche pour POMS. dans différents domaines de la santé : la formation de spécialistes chinois à l'étranger pour acquérir des connaissances souvelles, ainsi que acquérir des connaissances aouvelles, ainsi que des voyages en Chine, sous les auspices de l'OMS., d'hommes de science éminents. Aux termes de cet scoord, la Chine recevna des égnipements de base qui lui permetiront de moderniser ses services de santé et de recherche. Il s'agit du premier accord de coopération technique signé par la Chine avec une institution appartenant au système des Nations unies.

PLANTES MEDICINALES. — L'O.M.S. a réunt, du 3 au 13 octobre, à Genève, un groupe de spécialistes de la pharmacie, de la botanique et autres disciplines de la santé pour procéder d la sélection et d lo espactérisation des planles médicinales idroques végétales), dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution de l'Organisation mondiale de la saaté ayant trait à l'allisation de ces planles. Cette activité est d'une grande importance pour les pays en voie de dévilappement, paisqu'elle leur permettra de résoure un certain nombre de problèmes de santé publique urgents malgré le monque de moyens économiques et financiers.

Conférence régionale pour

A L'INVITATION du gouvernement portugais A et en coopération avec la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, la conférence régionale de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) pour l'Europe s'est tenue à Lisbonne du 2 au 7 octobre. Les délégués de vingt-trois pays européens membres de la F.A.O., ainsi que des observateurs des Etats-Unis, de la République démocratique allemande et du Saint-Siège, ainsi que de nombreuses organisations internationales y participaient.

Les délégués ont insisté notamment sur la nécessité de parvenir à la conclusion rapide d'accords avec les pays du tiers-monde pour leur permettre d'exploiter leurs nouvelles zones de pêche, qui s'étendent à présent jusqu'à 200 milles an large de leurs côtés.

La conférence a également étudié le pro-

La conférence a également étudié le pro-blème de la rapide angmentation de la consom-mation de bois en Europe et l'établissement de liens plus étroits entre les bureaux de recherche d'Europe et des pays du tiers-monde.

recherche d'Europe et des pays du tiers-monde.

MEILLEURES PERSPECTIVES POUR LES CEREALES. — Les bonnes conditions atmosphériques qui ont prévalu ces temps derniers en Amérique du Nord et en U.R.S.S. ont amélioré les perspetites des récoltes de céréales pour 1978. En Extrême-Orient, les importantes inondations causées par lo mousson ent certes provoqué de zérieux dégâts aux cultures, mais ont eu peu d'effets négatifs sur l'ensemble des récoltes de l'Asie.

Telles sont les principales constatations du rapport Penspectives de l'alimentation, publié le mois dernier par la F.A.O. Dans ce rapport, la F.A.O. revise encore une fois en hausse ses prévisions pour la production mondiale de blé et de céréales secondaires qui devrait atteindre 1 141 millions de tonnes (soit 4,6 pour cent de plus qu'en 1977), ce qui représente une augmentation de 12 millions de tonnes par rapport aux estimations précédentes.

BANANES. — La troisième session du groupe de

tonnes par rapport aux estimations presenence.

BANANES. — La troisième session du groupe de travail sur les éléments d'un accord international sur le banane s'est tenue au début d'octobre à Rome. Devont un possible excédent de bananes sur le marché mondial, les principaux paye exportateurs et importateurs de ce produit ont souligné l'urgence d'un accord international. Les participants ont estimé qu'un tel accord pourrait prévoir des mesures destinées d contrôler la production, d stimuler la demande et d maintenir les prix d l'intérieur d'une fourchette convenable.

FORETS. — Devant le huitième Congrès forestier mondial, qui s'est tenu récemment à Djalarta, M. Edouard Saouma, directeur de la F.A.O., a attiré l'attention des délégués (environ 2500 forestiers venus de plui de cent pays) sur le rythme alarmant de la destruction des forêts dans le monds — 16 millions d'hectares rayés de la carte chaque ganée.

COOPERATION TECHNIQUE, — Bix techniciens chinois sont arrivés en Italie, en France et en Espagne en octobre pour une tournée de quatre semaines ajin détudier la production et la traitement des olives dans ces pays. Ce voyage était organisé et financé per la programme de coopération technique de la F.A.O.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — Le comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire du Frogramme alimentaire mondial ONU-F.A.O. (PAM) a siépé d Rome au mois d'actobre. A cette occasion, le directeur exécutif du PAM, M. G.N. Vogel, a constaté que les objectifs du programme (750 millions de dollars pour 1979-1980) n'étalent pus encore atteints et que le programme était loin de pouvoir répondre d toutes les demandes d'aide.

d'aide.

L'année 1978 a été, en effet, une année record pour les cutastrophes naturelles. La situation est particulièrement préoccupante en Ethiopie où la sécheresse, la guerre et les invasions de criquets ont combiné leure effets pour créer de graves risques de famines localisées.

Les pays donateurs ont été instamment invités à accroître et d'accélérer leurs contributions au programme, de façon d'int permettre de faire face d'acc immenses responsabilités.

d ses immenses responsabilités.

— Une adde alimentaire d'urgenee d'une veleur de 27 milions de dollars a été accordée au Vietnam au titre du Progromme olimentaire mondial (PAM) pour contribuer au ravitaillement de 15000 personnes — dont les récoltes ont été gravement endommagées par des pestes et des inondations dans le delta du Mékong. Le directour général de la F.A.O. a également approusé, le 22 septembre, un don du PAM de 3,9 millions de dollars pour aider les victimes des inondations dans la nord-est de l'Inde. Enfia une aide alimeutaire d'urgence d'une valeur de 1,6 million de dollars a été accordée au Zaire pour contribus ar ravitaillement de groupes vulnérables de populations éprouvées par la sécheresse dans deux régions du pags.

NOMINATION. — M. Bajael B. Moreno (Ghill) a été nommé directeur de la division des ressources humaines, des institutions et de la réforme agraire. Il a pris ses jonations le 2 octabre.

e ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRA-VAIL. — Le Bureau international du travail (BIT) a organisé du 26 septembre au 3 octobre à Genève une réunion consultative triparitte sur le travail de nuit.

● DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL .— L'Organi-sation des Nations untes pour le développement industriel (ONUDI) a organisé du 2 au 12 octobre à Kuala-Lumpur (Malaisie) des sonsuitations répio-nales sur le perjectionnement des cadres at Pané-lioration de la gestion dans les pays asiatiques.

e ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE — La cent cinquième session du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui s'est tenze d Paris dn 25 septembre au 19 octobre, a été essentiellement consacrée d la préparation de la session de la conférence générale, qui s'est ouverte le 24 octobre au sièpe de l'Organisation.

le 24 octabre au siège de l'Organisation.

m UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — Le plan directeur pour le réseau
régional de télécommunications du Proche-Orient et
du bassin méditerranéen a été adopté au cours d'uns
réunion qui s'est tenue du 25 au 29 septembre su
siège de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) d Genève. Les pois de la région
avaient envoyé soitante-neut délépués à ostie réunion. d laquelle participaient également des représentants de sept organisations internationales et
régionales. Une fois achèvé, ce réseou s'étendra sur
8 000 klomètres, de la Mauritenie au sultanat
d'Onan, et constituera un réseou régional de télécommanications pour vingt-huit pays.

— L'Ammunire statistique des télécommunications

— L'Annuaire statistique des télécommunications du secteur public, qui rassemble les renseignements journis par cent cotrante et un paye sur leurs zerpices de télécammunications, a été publié le 26 septembre par IT.J.T. Cette cinquième édition contient des statistiques pour la décennie 1967-1976.

• UNION POSTALE UNIVERSELLE. — L'Union postale universelle (UPU) o célébré le 9 octobre l'anniversaire de lo signature, par ringt-deux pays, du traité de Berne en 1874, qui institua une Union générale des postes.

générale des postes.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Les addépués de plus de quatringts pays ont participé du 18 ou 22 septembre d'vienne (Autriche) à la vingt-deuxième session de la conférence générale de l'Agence internationals de l'énergie atomique (AIEA). La conférence a éxaminé le budget pour 1979 (65 177 000 dollers, soit 27 % de plus qu'en 1978 et le programme pour la période 1978-1984. Au cours de le session, ouze teats membres ont été élus ou conseil des goissermeurs : Arabie Saoudite, Bréail, Finlande, Grèce, Gualemala, Hongrie, Indonésie, Maroc, République unie de Tonzanie. Thailande et Venezuella. — Enriron trois cents experts originaires de plus de trente pays se sont réunis à Vienne du I sul 6 octobre pour participer d'un colloque international sur les garenties à appliquer aux matières nucléaires, organisé par l'AJEA. — Quelque deux cents experts venus de vingt et un pays ont tenu d'Son-Francisco. (Etais-Unis), du 16 ou 21 octobre, un colloque international sur le comportement du tritium dans l'environnement organisé par FAJEA, et l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire.

pour l'energie nucleaire.

• ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. La conférence internationale de droit aérien qui s'est tenus d'Montréal du 6 au 23 septembre eous l'égide de l'Organisation de l'autation civile internationale (O.A.C.I.), o révisé certaines dispositions de la convention de Rome de 1952 (relative our dommoges causés aux tiers à la surface par des aérons!s étrongers). Les modifications concernent la responsabilité des companies aériennes à l'égard des tiers. Dans un protocole comportont plusieurs amendements d'la convention, les délégués des chnquante-huit pays présents à la conférence ont prévu, entre autres, nue augmentation des limites de sette responsabilité en cas de dommages causés par certaines catégories d'avions.

# 

Session annuelle du F.M.I. et de la Banque mondiale

La trente-troisième session annuelle des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque mondiale s'est déraulée is Washington du 25 au 28 septembre. Ses travaux avaient tr. M.I. et de la banque mondaire s'est derause a Wasnington du 25 au 28 septembre. Ses travaux avaicus été préparés par des réuaions séparées du groupe des Dix et du groupe des Vingt-quarte, par une réunion du comité coujoint F.M.I.-Banque mondiale le 23 (use deuxième réunian a eu lieu le 27), et par la réunion du comité intérimaire du F.M.I. le 24. Dans au communiqué, le groupe des Vingt-quatre a démoncé le danger que le protectionnisme des pays industrialisés fait courir aux pays en voie de dévelappement; en ee qui concerne l'aide au développement, le groupe u remercié les pays de l'Organisation des pays expertateurs de pétrole (OPEP) de l'aide qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays excident qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays excident qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays excident qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays excident qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays excident qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays excident qu'ils apportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les pays la contract de la leur pays l des pays expartateurs de pétrole (OPEP) de l'uide qu'ils upportent au tiers-monde, et félicité les Pays-Bas, la Suède et la Norvège d'être les seuls pays accidentaux à consucrer plus de 0,70 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement. La commaniqué reproche également aux pays industrialisés de ne pae avoir réussi à renfarcer les possibilités d'emprunt des pays en voie de développement sur les marchés internationaux de capiteux; il souligne enfiu l'aggravation du déficit des pays non producteurs de pétrole et la détérioration des termes de l'échange pour les pays du tiers-monde.

Les deux principales décisione de l'assemblée commune des conseils des gouverneurs concernent l'augmentation des droits de tirage spéciaux : les nouveaux D.T.S. seront eréés à raison de 4 milliards de dallars par an pendant trois ans (le chiffre annoncé au départ par le directeur général du Fonds était de 6 milliards). Il a également été décidé que le taux d'intérêt dant sont assortis les D.T.S. serait eugmenté et que l'abligation d'en raconstituer une partie écale à 30 % uprés utilisation serait réduite

eugmenté et que l'abligation d'en raconstituer une partie égale à 30 % après utilisation serait réduite de moitié (à 15 %). Parmi les autres décisions, an note que l'augmentation de moitié des quotes au F.M.I. sera uniforme pour tous les membres, à l'exceptian de anze d'entre eux, presque tous des pays pétroliers (dant l'Arabie Sanudite). Les onze verront leurs quotos s'eccraitre plus que proportionnel lement (en revenche, ceux de Taiwan et du Cambodge u'augmenteront pas). De même, l'Arabie Sanudite va ubteuir un sièce à part entière dans la conseil d'administration de F.M.I. va ubteuir un siège à part entière dans le couseil d'administration du F.M.I., composé jusqu'alors de viagt membres, dant cinq sealement représentent des pays à titre individuel (France, Etats-Uais, Allemague, Grande-Bretagne, Jopon). Le conseil comprendra désormais vingt et un membres pour faire place au représentant du pays qui est devenu le principal tresorier de l'arganisation.

Ont également été évoques, au cours de la session : le politique économique des États-Unis, la chute du dullar et la dégradation du système monétaire international, le système muestaire européen et l'état de l'économie mandiale.

l'état de l'économie moediale.

## Groupe de la Banque mondiale

Cinq crédits de l'IDA

ASSOCIATION internationale de développe-ment (IDA), filiale de la Banque interna-tionale pour la reconstruction et le développe-ment (Banque mondiale), annonce l'octroi d'une

- Comores (6 octobre) : 5 millions de doilars pour un projet routier situé à Anjouan, une des principales îles de l'archipel. C'est la première operation de l'IDA dans ce pays;

- Ezypte (6 octobre) : 25 millions de dellars pour le second projet de planification démo-graphique (qui concernera environ le quart de la population égyptienne) :

- Niger (6 octobre) : 15 millions de dollars

## de développement Car . Trets

Banque africaine

reame de développer ring prèts le 12 200 s : millions d'u.r. (em T A 3- . . . . F.A. pour une dur ir le projet Electr reseau electrique ren/o. -::. 4.2 millions d'u.c. de F. C.F.A. sur note un projet de n millions d'u.c. (en A hillions d'u.c. tenmillion self FA. pour dix-sept pour dix-sept distribution d'eau p

4.5 m...19

Office du S. 20 Troduction du S. 20 Troduction

er es poisibil

control DE LA control de prof control de mariano control de control de marantes control de marantes control de profes

BANQUE MG

A COMMENTATION OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

13 ATLONS — 12 ... 13 ATLONS — 12 ... 14 ATLONS — 12 ... 15 ATLONS — 12 ...

The late of the la

DE LA SOCIETE

De la SOCIETE

De la Societe de la Societe

requirement Arg responding to the state density of states & Arg Seminatively.

n 199 Ed danstrudt. Eigen bis kiede

50.

21074

18.37 1871 8 1

450.

pour un distribution u eau p la rec. Sone! 10 mil equal consider F. C douge pour un projet nezon de entre les deux pay THE SE OF SESSEEN

THE SESSEEN

T

Banque européer d'investissement Pr. de la France et à l'

~ .

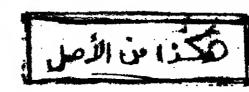
 $d\in \{0,0\}$ 

 $\delta m \cdot g_{a_{1},a_{2}}$ 

the de crédit ont par la Banque prét d'une contr incs français (14 mi 2 9.50 %) à l'Un dinancement d' permettant de mo m Bertal viteries et fromage va Normandie







destinés à accroître la production de céréales, de riz, de sorgho et de légumes;

— Mali (12 octobre) : 4,5 millions de dollars pour un projet d'assistance technique et d'ingénierie destiné à améliorer la capacité technique et gestionnaire de l'Office du Niger, la plus importante entreprise de production du pays;

— Népai (12 octobre) : 14 millions de dollars pour un projet d'irrigation qui permettra d'accroître la production et les possibilités d'emploi d'envirou deux cent seize milla personnes dans la zone irriguée par le canal de la région est du Népal.

du Népal.

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. — La Yougoslavie a recu le 5 octobre de to Banque mondiale
un prêt de 55 millions de dollers afin de renjores
la production agricole dans la région de BosankaRrajina, en Bosnie-Herzégovine. La 12 octobre. la
Colombie a emprissié 61 millions de dollers à la
mêma institution pour un projet aéronautique qui
comprend l'amélioration des aéroports de Bogota
et de Cartagène et la construction d'un nouvel
aéropart national à Médellin. Le même four, la
Banque o onnoncé l'octrol d'un prêt de 10 millions
de dollars à la Guyane pour l'aider à acrottre la
recettes d'exportation des produite forestiere at à
fournir des grumes pour l'utilisation nationale.

OPERATION CONJOINTE DE LA BANQUE ET DE L'IDA. — Le 12 octobre, un prêt de la Sanque mondiale, de 5 millions de dollars, associé à un crédit de l'IDA du même montant, ont été accordés à la Guyone, afin de lni fournir les devises nécassaires pour l'importation de matières premières, de biene à investissement et de produits intermédiaires.

EMPRUNT DE LA BANQUE MONDIALE AU JAPON. — La Bonque du Japon et lo Banque mondiale ont signé, le 13 octobre, un accord de prêt aux termes duquel la Banque du Japon devest prêter 30 milliarde de yens d'ia Banque du Japon devest prêter 30 milliarde de yens d'ia Banque mondiale de la date du 36 octobre 1978. Ce prêt est destiné d refinancer par anticipation les emprunts non amortis orrivant prochainement d'echéance, et constitue le troisième tranche d'un programme qui o débuté en octobre 1977. Ca prêt porte intérêt ou touz de 5,14 % l'an, payable semestriellement. Il a une durée de six ans et demi et arrivere d'échéance le 26 arril 1925.

et demi et arrivera d'échéonce le 26 avril 1925.

EMISSION D'OBLIGATIONS. — La Banque mondiale a annoncé, le 18 septembre, le placement, surdes marchés extérieurs aux Etats-Unix, d'uno émission d'obligations libelides en dollars. d'un montant de 350 millions.

Ces nouvelles obligations de la Banque mondiale, qui sont intitulées e Two-Year Bonds of 1978, due September 15, 1980 » (obligations à deux ans de 1978, à échéance le 15 septembre 1980), portent intérêt au taux annuel de 8,35 %, poyable semestriellement, et caront amorties la 15 septembre 1980. L'émission à été vendua au pair.

1980. L'emission a été vendua au pair.

INTERVENTIONS DE LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONAL. — Un prêt de le Société jinancière internationale (S.F.I., filiale de la Banque mondiale) de 10 millions de dollars o été accordé le 9 octobre à la société pétrochimique argentine IPAEO (Industrias Petroquimiaes Argentinas S.A.), pour contribuer au linancement d'un nouveau projet de jobrication de 110 000 tonnes métriques par on de polydithylène à basse densité; ce projet, dont le coût total est évalué à 117 millions de dollars, est l'un des éléments-clés du complexe pétrochimique en cours de construction à Bahla-Blanca, au sud-est de Busnos-Aires.

La S.F.I., a égulement accordé la 12 octobre un prêt de 2,15 millions de dollars pour un projet de jobrication de moteurs pour velomoteurs en Turquie, d'un coût total de 7,69 millions de dollars,

### Banque africaine de développement

Cinq prêts

A Banque africaine de développement (BAD)

L a annoncé cinq prêts le 22 août en faveur
des pays suivants:

— Algérie: 5 millions d'u.c. (environ 1.428.8
millions de F. C.F.A., pour une durée de douze
ans à 7 %) pour le projet Electricité III de
renforcement du réseau électrique de la ville
d'Alger pour 1976-1980: d'Alger pour 1976-1980;

— Libéria: 4.2 millions d'u.c. (en viron 1300,19 millions de F. C.F.A. sur vingt ans 5 7 %) pour financer un projet de reboisement:

— Guinée: 5 millions d'u.c. (environ 1428.8) millions de F. C.F.A. pour treize ans à 7 %) pour

financer im projet d'adduction d'eau à Conakry;
— Tunisje: 5 millions d'u.c. (environ 1428,8
millions de F. C.F.A. pour dix-sept aus à 7 %)
pour un projet de distribution d'eau potable dans
la région du Sahel;
— Côte-d'Ivoire-Ghana: 10 millions d'u.c.
(environ 2857,8 millions de F. C.F.A. pour
douze ans à 7 %) pour un projet d'interconuexiou électrique entre les deux pays. financer un projet d'adduction d'eau a Co

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — L'Argentine est devenue le 27 septembre membre porticipant du Fonds africain de développement avec une contribution de 2 millions d'u.c.i. (environ 512 millions de F. C.F.A.).

### Banque européenne d'investissement

Prêts à la France et à l'Irlande Prêts à la France et à l'Irlande

DEUX opérations de crédit ont été annoncées le 16 octobre en, faveur de la France
et de l'Irlande par la Banque suropéenne
d'investissement (BEL):
— France: un prêt d'une contre-valeur de
80 millions de francs français (14 millions d'u.c.,
pour douze ans, à 9,50 %) à l'Union laitière
normande pour le financement d'installations
et d'équipements permettant de moderniser et
de rationaliser la collecte du lait et la production dans des laiteries et fromageries situées
en Bretagne et en Normandie;
— Irlande: un prêt d'une contre-valeur de

Nice, ville de congrès vous attend. Nice a mis an point une

structure d'accueil pour vous

44 64 4 4.

Nice-Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice, Tél. (93) 55.02.02 et 55.18.55. Telex :

20 millions de livres irlandaises (30 millions d'u.c., pour vingt ans, à 8,2 %) à l'Electricity Supply Board (E.S.B.), pour la construction d'une centrale électrique à Aghada, dans le comté de Cork.

Opérations au titre de la convention de Lomé

Au titre de la convention de Lomé, la Banque européenne a d'autre part accordé des prèts aux pays suivants :

— Mali (21 septembre) : un prêt de 3,65 millions d'unités de compte, pour la construction d'une rizerie à Dioro, deus la région de Ségou : c'est la première interveution de la B.E.I. au Mali :

Mall:

— Niger (4 octobre): 2,4 millions d'unités de compte, pour la modernisation d'une usine textile à Niamey. C'est également le premier financement de la Banque dans ce pays. Il fait l'objet de deux opérations distinctes (un prêt ordinaire de 1,5 million d'u.c. consenti à la Sonitextil pour une durée de dix ans au taux de 5,20 %, et un prêt conditionnel de 0,9 million d'u.c. consenti pour vingt ans au taux de 2,6 à la République du Niger pour financer une partie de sa contribution aux fonds propres de la société);

— Kenya (4 octobre): un prêt de 12 millions

de la société);

— Kenya (4 octobre) : un prêt de 12 millions d'unités de compte pour contribuer au financament d'un barrage formant un réservoir de 1400 millions de mètres cubes et d'une centrale électrique de 40 mègawatts sur la rivière Tana, au centre du Kenya.

### Fonds européen de développement

Nauvelles opérations sur les ressaurces du quatrième PED

A LA suite de l'ayis favorable émis par le ... Comité du Fonds européen de développement (FED), la Commission des Communautés européennes a pris les 21 et 26 juin et la 6 juillet de nouvelles décisions d'aide à accorder sur les ressources du quatrièms FED:

— Ensemble des ACP.: aide nou remboursable de 180 000 u.c.e. pour l'organisation du Forum des investisseurs à la Foire internationale de Dakar, qui se tiendra du 4 au 8 décembre prochain;

nale de Dakar, qui se tiendra du 4 au 8 décembre prochain;
— Fidji : prêt à conditions spéciales de 2 850 000 n.c.e. pour la construction d'une nouvelle route côtière dans l'île de Vanua-Levu;
— Royaume de Tenga : side nou remboursable de 1 430 000 n.c.e. pour l'achat du matériel néessaire à la construction et à l'entretien des routes, aux ouvrages de génie civil et aux projets généraux de construction;
— République de Grinée (Conakry) : aide nou remboursable de 850 000 n.c.e. pour l'équi-

(LNP.P.);
— Pays de l'OCAM; aide non remboursable
de 500000 u.c.e. pour la construction de bâtiments à l'Institut africain d'informatique de
Libreville (Gabon) où sont formés des informa-

aungenia et Privatt.

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — Lo Bunque interaméricaine de développement a approuvé le 14 septembre un prêt de
43 millions de dollars de l'acte du Fonds d'opérations epéciales, pour quaronte ans, d'un taux de
1 % l'an pour les dix premières années et 2 %
l'an ensuite), pour l'amélioration et l'extension des
services de conté dans les zones rurales de l'est
du Baranum.

du Paraguay.

e CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS BELATIPS AUX INVESTIBERMENTE. Le consed administratif du Centre
international pour le réglement des différents relovils aux invegtissements (CIRDI) o tenu as douzième
session annuelle d Washington le 27 septembre, au
moment de l'assemblée annuelle du conseil des
gouverneurs de la Banque mondiale. Le conseil des
gouverneurs de la Banque mondiale. Le conseil de
approuve une proposition sutorisent le steritariet
du Centre d'administrer certaines procédures de
conciliation et d'arbitrage metiant on cause un
Fini et un ressortissant d'un autre Etat. Il o aussi
approuvé la budget de l'exertice financier en coure
abut que le rapport annuel pour 1977-1972 relatif
eux autivités du Centre.

Le 26 septembre, les Philippines et les Comores
ont signé le convention pour le réglement des différends relatifs aux investissements, dovenant unsi
respectivement les cotrante dix huttème et
eoixente-dix-neuvième Etats signatoires.

pement et l'assistance technique destinés aux facultés agronomiques;

— Bépublique de Guinée-Bissau; aide non remboursable de 1000000 d'u.c.; pour la construction et l'équipement de deux établissements acolaires à Farim et Catio;

— République des Seytchelles; aide uon remboursable de 1480000 u.c.e. pour un programme de services publics d'aménagement de sites;

— République du Zaire; aide non remboursable de 170000 u.c.e. pour le recyclage du personné enseignant et technique de l'Institut n'ational de préparation professionnelle (LNLP.);

diciens pour les secteurs publics et privés des pays inembres de l'OCAM; — République du Zaire: annuistion partielle de l'engagement de 1588 91293 u.c.e. (troisième FED) pour la construction de la digue d'Akula.

e HANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

— La Banque estatique de développement a annoncé des prits en l'aveur des pays submints, en espisable:

— Indonésie (14 septembre): LI mélion de dollars (sur les ressources ordinaires) pour un projet d'amélioration des aéroports nationeur du pays; es prêt est ausoril d'un don d'assistance technique de 150 000 dollars;

— Hongkong (14 septembre): 19.5 mélions de dollars (sur les ressources ordinaires, pour treise ans, d'un hopital de 1400 litt;

— Thallende (21 septembre): 1,5 mélions de dollars (sur les ressources ordinaires, pour dix ans, d'un kopital de 1400 litt;

— Thallende (21 septembre): 1,5 mélions de dollars (sur les ressources ordinaires, pour dix ans, d'un taux de 7,7 % par an) pour le développement de deux ports en sau projonde au sud du paye; Songichla et Phuket.

— BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPE-

que l'éducation peut jouer pour préparer les jeunes à la vie active et leur faciliter l'accès à l'emplot. A l'issue de la réunion, les ministres de l'éducation des pays membres de l'O.C.D.E. et de la Yougoslavie ont adopté une « déclaration sur les politiques futures en matière d'éducation dans un contexte social et économique en évolution », définissant les objectifs prioritaires dans l'élaboration des politiques d'éducation.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. —
Les pays membres de l'O.C.D.E. doirent accrolire
repidement leur production de charbon. Telle est lo
principale conclusion de lo rétution d'outomns du
conseil de direction de la rétution d'outomns du
l'énergie (A.I.E.), qui s'est tenue le 21 et 22 septembre à Paris. Il sarait souhaitable, selon les
experts de l'A.I.E. que la production des pays
mambres double d'ici à 1985.
L'A.I.E. a constait, par affleurs, « le retard considérable » dans l'exécution des programmes
nucléaires des diférents pays, notamment en relson
des problèmes d'évocuation des déchets radioactifs.

TOURISME. — Le rapport annuel du comité du tourisme de l'O.O.D.E., publié le 19 septembre sous le titre Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'O.C.D.B., 1978, porte sur l'évolution du tourisme et de le politique gouvernementale en matière de tourisme au cours de 1977 et de le première moitid de 1978. Il souligne la progression secélérée du tourisme international on 1977 (qui semble s'être poursuivle au début de 1978).

— Comment concilier tourisme et politique de l'empronuement et, ce jaisant, comment améliorer le qualité de le vie des résidents des sonce touristiques aussi blem que des touristes? Cette question était au centre des travaux d'une réunion d'experts de l'O.C.D.E., qui s'est tenue à Strasbourg du 17 au 20 octobre.

RECENTES PUBLICATIONS

RECENTES PUBLICATIONS

Pratiques commerciales restrictives relatives and marques, 87 pages, 1878.

La chaine migratoire: rapport syant pour objet de déterminer dans qualle mesure on pourrait établir un lien plus étroit entre, d'une part, le phénomène de la migration et les politiques de main-d'œuvre dans les pays d'immigration et, d'autre part, les mesures de création d'emploi et de développement régional dans les pays d'émigration. 59 pages, 1878.

Benques et les fonds arabes de développement : différentes formes de coopération trilatérals; volume II: Les différentes formes et possibilités de coopération trilatérals; de coopération trilatérals; de coopération trilatérals; de coopération trilatérals).

• ACCORD GENERAL SUE LES TARIFS DOCANIERS ET LE COMMERCE. — Le groupe consultetif
des Dix-Ruit a tenu ec huttième réunion les 12 et
13 octobre d'Genève.
Conformément à so pratique hobituelle, le groupe
a analysé l'évolution récente des publiques commerciales et du commerca international. Sur le problème
des pressions protectionnistes. À a concentre particulièrement son attention sur lo nécessité d'encourager les aménagements de structure.
Le groupe o poursuivi son examen des éconconfronté après l'achèvement des négociations commertiales multilatérales du « Tokyo round », Il a
été décidé qu'il conviendrait, en première priorité,
de donner pleinement effat aux résultats des négociations du « Tokyo round » proprement dites,

A ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-BCHANGE. — Le comité de parlementaires des paya de l'Asociation suropéenne de libre-échanyo [AELE] s'est réunt d Stockholm (Suède) les 12 et

(ALLE) s'est réunt à Stockholm (Suède) les 12 et 13 octobre.
Les parlementaires ont disculé des perspectues économiques des pays de FAELE, et paysé en revue les activités de l'Association depuis la dernière réunion du somité, en novembre 1977. Sur ce dernier point, le comité o examiné les traveux en coure pour intensifier lo ecopération en sein de l'Association.
Les parlementaires ont procédé également à un échange de vues sur l'état Cavanesment des négociations en vue d'établir un accord commercial multilatéral entre les pays de l'ALLE, et l'Espagne; ils ont examiné lo coopération avec la Yougoslavie pour laquelle un comilé miste AELE-Yougoslavie eté récomment établi.

« CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

slavie a été récemment établi.

• CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUFILE. — Réuni du 27 septembre ou 1° octobre à Oulan-Estor (Mongolis), le comité exécutif du Conseil d'assistance économique metuella (C.A.E.M. ou COMECON) auvait, selon des informations parues dans lo presse, adopté des mesures propres à aider le Vietnam à poussitire la construction des outrages commencés aves l'aide technique de le République populaire de Crins. Au coure de cette quatre-ciapi-septième session, le constit aurait également défini les mesures à metire en œuvre pour sider le Vietnam à modernier la ligne de ohemin de fer Hanoi-Ho-Chi-Minh-Ville.

agne as onemin at fer Hanoi-Ho-Chi-Minh-Ville.

• MAROHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — La elzième réunion des directeurs des douanes nationales du Marché commun contrandiricain r'est tenus d'Gustemale du 16 ou 25 septembre, avec la participation de représentants du projet tarijaire SIECA-PNUD-CNUCED. Elle s'est consacrée aux problèmes et rapportant, d'une part, à la formation professionnelle du personnel des administrations et, d'autre part, à la restructuration du système douanier contranéricain.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFE.
— Réunis d'Londres depuis le 13 explembre, l'Organisation internationale du café (O.J.C.) s'est séparés par trois semaines de traseur sons apoir réuses d's'entendre sur le relèvement du prix d'intervention prévu par l'accord international de 1976.
Lo fixation de ce prix peut conduire d'un contingentement des exportations et constitue une garantie de ressources pour les paye producteurs. L'échec serait d'à d'un vive résistance des États-Unis face aux pressions exercées par le Brésil et le Colombie.

# 

### Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La dix-huitième session du conseil

A dix-huitième session du conseil du com-T A dix-huitième session du conseil du conmerce et du développement de la Conférence
des Nations unles sur le commerce et le
développement (CNUCED), qui a pris fin le
17 septembre après trois semaines de délibérations à Genève, a adopté l'ordre du jour provisoire de la cinquième session de la Conférence,
prévue à Manille (Philippines) en mai 1979.
Il a aussi examiné une serie de questions intèressant de nombreux aspects des travaux de
la CNUCED:

1) Le programme intégré pour les produits de base a fait l'objet de trois résolutions : la première reporte à la fin de 1879 l'échéance du programme, afin de prévoir plus de temps pour les négociations sur les différents produits ; la deuxième résolution souligne la lenteur des travaux préparatoires dans ce domaine et note « quec inquétude les effets des amples fluctuations parsistantes et de la fablesse des cours mondiaux d'un certain nombre de produits » ; la troisième; qui concerne le cuivre, demande au secrétaire général de la CNUCED de convequer une cinquième réunion préparatoire avant la fin octobre. Une décision distincte a été prise au sujet du tungstène ; IA CNUCED : an sujet du tungstène ;

au sujet du tungstène;

2) Pour ce qui est des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, le conseil a adopté une résolution dans laquelle il souscit à l'objectif d'une augmentation substantielle et effective de l'aide publique au développement, afin de permetire aux pays les moins avancés d'atteindre un taux minimal de croissance annuelle de 3,5 % par habitant, en valeur réclie. A cette fin, le conseil demande au secrétaire général de la CNUCED de convoquer, sprès la session de Manille, une réunion spéciale d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance finantière et technique et de représentants de pays les moins avancés;

3) En matière de pratiques commerciales restrictives, le conseil a recommandé à l'assemblée générale de convoquer, entre septembre unles qui négocierait un ensemble de principes et règles équitables pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives préjudiciables au commerciales restrictives préjudiciables au commerciale restrictives préjudiciables au commerciale deux résolutions (l'une, présentée par le « groupe des 77 », l'autre par le « groupe des 77 », l'autre par le « groupe économiques et sociaux différenta.

COOPERATION ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVE-LOPPEMENT. — La deuxième session de le commis-sion de coopération économique entre pays en voie de développement de la CNUCED s'est tenue à Genève du 2 au 10 octobre. La commission a passi en revue les proprès accomplis dans ce domaine et envisegé l'action future. Elle a également examiné un projet de résolution présenté par le « proupe des 77 », à la dernière session du conseil du commerce at du développement.

CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL CNUESD-GATT. — Le directeur du Centre du commerce international CNUCED-GATT a annoncé le 18 septembre que l'accord établissant l'Association internationale de promotion du thé entrernit en vigueur le 23 février 1979, les intruments de ratification agant été déposés en nombre sul'itent pour estisjaire aux conditions de l'entrée en vigueur.

### Groupe andin

Le développement de la production d'engrais chimiques T E groupe d'experts des problèmes des engrais L chimiques an sein du Groupe andin a siègé du 19 au 25 septembre à Lima. Formé des représentants des secteurs de la production, de la commercialisation et de la consommation des cinq pays, il s'est préoccupé de la mise au point du programme sous-régional de développement de la production en fonction des préviaions de la demande intérieure au cours de la prochaîne décennie. D'après les experts, ce programme exigerait des investissements de l'ordre de 50 millions de dollars à 100 millions de dollars par an. On s'attend à de sérieuses difficultés de financement.

NOMENCIATURE DOUANIERE. — Une réunion d'experts, à laquelle ont participé les membres de l'organs technique de l'accord sous-régional, s'est l'organe technique de l'accord sous-regional, s'est tenue de Lima du 2 su 18 octobre afta d'examiner un projet de proposition du comité portant sur l'actualization de la nomenclature douantère communa (NABANDINA), pour tentr compte, notamment, de la mise en route des programmes esticiels de dévalopment des industries de la machine-outil, de la pétrochimie et de l'automobile.

## O.C.D.E.

Première réunion des ministres de l'éducation

L'equité de l'éducation de l'Organisation de L'coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a tenu sa première réunion au niveau des ministres les 19 et 30 octobre à Paris. Il s'est particulièrement préoccupé de deux questions: 1) Comment améliorer la qualité de l'éducation en général et continuer à élargir l'accès aux possibilités d'éducation, dans un contexte d'incertifude économique et de changement structurel; 2) Comment remorter le rôle

# 

### Marché commun

Les discussions sur le futur système monétaire

Les ministres des finances des Neuf ont fait des progrès, le 16 octobre à Luxembourg, dans leurs discussions sur le mécanisme du futur système européen. Selon plusieurs participants, les points de vue se seraient rapprochés afin d'arriver à un compromis acceptable par tont le monde, c'est-à-dire permettant l'inclusion de toutes les monnales de la C.E.E., y compris la livre sterling et la lire italienne, dans le nouveau système.

Ce compromis porte sur le mécanisme des interventions des banques centrales en cas de faiblesse on de hausse anormale d'une des

monnaies. Les Neuf sont d'accord pour associer dans le système la grille des parités qui est l'expression du marché (chaque monnaie à un taux central fixé par rapport à toutes les autres) et la corbeille des devises de la C.E.E., comme indicateur de divergence lorsqu'une monnaie tire le système vers le haut ou vers le bas. Cette corbeille corrige tant soit peu la loi du marché. Un compromis franco-beige propose d'intervenir avant que les monnaies aient trop varié les unes par rapport aux autres; il reste à savoir si ces interventions seront automatiques dès qu'un certain niveau de divergence aura été constaté.

Il faut encore trouver un dénominateur commun pour satisfaire aussi bien les Allemands, qui veulent privilégier la grille des parités, que les Italiens et Britanniques, partisans d'un mécanisme correcteur obligatoire.

Au cours de la même réunion, les ministres

Au cours de la même réunion, les ministres

# ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

Tél. 033-05.97

**AUX URNES L'AFRIQUE** 

Elections et pouvoirs en Afrique noire . Un ouvrage de 260 pages .....

prouver que tourisme et congrès ne sont pas incompatibles : un aéroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hôtelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Exposition de 17000 m2. Le Pelais des Expositions

des finances ont accueilli favorablement la réévaluation du deutschemark, décidée le 15 octobre par les pays du « serpent » : Allemagne occidentale, pays du Benelux et Danemark.

Tension avèc les Etats-Unis

L'Europe des Neuf a décidé le 17 octobre à Luxembourg de ne pas conclure les négociations commerciales multilatérales au sein du G.A.T.T. (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) tant que le Congrès américain n'aura pas abandouné son attitude protectionniste. Le conseil des ministres des affaires étran-gères de la C.E.E. a chargé la présidence alle-mande d'en avertir les Etats-Unis. Selon les Neuf, ceux-ci devraient assouplir leur attitude, en particulier sur les importations de produits européens béuéficiant de subventions à l'expor-tation.

D'autre part, dans le secteur de la pèche, M. Roy Jenkins, président de la Commission européenne, a mis l'accent sur la gravité du blocage britannique qui empèche la conclusion blocage britannique qui empêche la conclusion d'accords-cadres avec les pays tiers (Suède, Norvège, lies Feroe et Espagne). Français, Irlandais et Danois ont demandé à la Commission de Bruxelles de saisir la Cour européenne de justice de Luxembourg, ces trois pays estimant que les mesures nationales prises par Londres (interdiction de la pêche an hareng, élargissement du maillage des filets pour la pêche aux langoustines notamment) sont contraires au droit communautaire.

contraires au droit communautaire. Enfin, dans le secteur sidérnrgique Enfin, dans le secteur s'idern'rgique, M. Etienne Davignon, commissaire européen chargé du dossier de l'acter, a demandé la mise en place de mesures sociales à l'échelle commu-nantaire pour lutter contre' le chômage crois-sant dans la sidérurgie qui résulte des diffé-rentes opérations de restructuration effectuées par les pays membres de la C.E.E.

### Ouverture des négociations avec le Portugal

La Communauté européenne et le Portugal out ouvert officiellement le 17 octobre à Luxembourg les négociations qui doivent permettre à Lisbonne de devenir membre du Marché commun dans les années 80.

Lors de la session ministérielle d'ouverture, M. Correia Gago, ministre portugais des affaires étrangères, a estimé que sou pays avait besoin d'une longue période de transition pour adapter son agriculture aux organisations de marché et rèples de prix communautaires. Il a également souigné que l'agriculture portugaise ne constitue aucunement une menace pour les agricultures des Neul. culteurs des Neuf.

culteurs des Neul.

Le ministre portugais est également d'avis qu'une période de transition sera nécessaire dans les secteurs de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux. Pour permettre à son pays de s'adapter dans les meilleures conditions possible à l'économie des pays du Marché commun, M. Gago propose la mise sur pied de programmes communs entre le Portugal et la C.E.E. dans la période de négociations.

De son côté, M. K. von Dohnanyi, ministre d'Etat ouest-allemand qui préside le conseil des ministres des affaires étrangères des Neul, s'est montré très compréhensif pour les difficultés

montré très compréhensif pour les difficultés économiques actuelles du Portugal. e Nous savons très bien, a-t-il dit, que l'adhésion à la C.E.E. ne peut pas à elle seule résoudre tous les problèmes. La C.E.E. est disposée à étudier avec vous d'éventuelles mesures complémentaires qui pourraient soutenir vos efforts. » Les négociations avec le Portugal pourraient

Des hôpitaux «aux pieds nus»

Les "Mobiles" sont des véhicules étudiés

pour assurer des interventions médicales et sanitaires hors des installations hospitalières

Modèles de petite série ou équipés sur demande, ils donnent la possibilité de fournir

Ils permettent aux équipes médicales de bénéficier des techniques modernes là où il était impossible de les utiliser auparavant. De conception fort différente suivant le milieu

aménagés pour des usages multiples: dispensaire, centre de prélèvement, de petite chirurgie, cabinet dentaire, d'obstétrique, laboratoire d'analyse, de radiologie etc...
Les spécialistes des différentes disciplines

concernées ont été réunis par IFFA-CREDO,

filiale spécialisée de l'Institut Mérieux pour répondre à toutes les exigences des instances

lis sont à votre disposition pour étudier avec vous tous les problèmes particuliers.

Une documentation "Mobiles" est à votre disposition

Désire recevoir une documentation "Mobile"

Désire rencontrer un technicien "Mobile"

IFFA CREDO

BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresie, France

tél. (74) 01.13.99, télex 330424 F

à des populations isolèes des soins ou une

d'intervention, les "Mobiles" peuvent être

surveillance de haute qualité.

nationales et internationales.

Etablissement ou organisme\_

Nom.

traditionnelles.

durer plusieurs années, et l'adhésion de Lis-bonne au Marché commun se faire en 1982 ou

LA PRANCE CONTRE LE « GEL DES PRIX >
DES PRODUITS LATTIERS. — M. Pierre Méhaiquerie, ministre français de l'agriculture, a indiqué,
le 26 septembre d'Bruxelles, qu'un « gel des prix »
des produits laitiers, proposé par la Commission
de la C.E.E. pour réduire les excédents de beurre
et de poudre de lait, n'est pas une solution applieable politiquement.

Commentant, devant le consell des ministres de
l'agriculture des neuf, le rapport de le Commission
eurapéenne sur la réforme du marché laitier, le
ministre irançais a estimé que, d son avis, it fallait
tauer en priorité les producteurs utilisant du sofa
pour nouvrir leur bétail, c'est-d-dire les « usines à
leit » du nord de l'Allemague de l'Ouest et des
Pays-Bas. La consommation de sofa dans l'alimentation des vaches laitères, a-t-û ajouté, a été
multipliée par quaire au cours des dernières
années et est principalement à l'origine de la
supproduction actuelle de producte militaires.

De son côté, la Belgique a plutôt mai accueilli
les suggestions de la Commission de la C.E.E. Si
ces messures sont appliquées, dit-on du côté belga
l'ensemble de le production agricole en Belgique
ac trouvera menacé.

UNIFICATION DES REGLES DE FUSION ENTRE

UNIFICATION DES REGLES DE FUSION ENTRE FIRMES. — Les fusions nationales entre sociélés anonymes vont se jaire désormais sur le même modèle dans tous les pays de la C.E.E., a décidé, le 10 octobre, le conseil des ministres de le justice des Neuf.

des Nouf.

Cetta décision doit permettre d'accorder, dans la Communauté européanne, un niveau équivalent de protection à toutes les parties concernées par des fusions de sociétés (essociés, créanciers, actionnaires et salariés). Les Parlements nationaux disposent maintenant d'un délai de trois ans pour traduire, dans les différentes législations, estis directive communautaire préparée depuis plusieurs aux les empets européans.

directive communautaire préparée depuis plusieurs années par les experts européens.

Pour les actionnaires, la directive prévoit que toule fusion doit être décidée en assemblée générale à le majorité qualifiée. Pour les créanciers, alle prévoit une protection des créanciers ayant des droits à jaire valoir, auesi bien sur la société absorbante que sur la société absorbante que sur la société absorbante réalfirms les mesures spécifiques de protection en cas de fusion déjà adoptées l'année dernière par le conseil des ministres des Neuf, qui prévoit, notamment, le transiert des contrats às travail de l'entreprise absorbée à l'entreprise absorbée.

TRAVAII. — Una réunion des ministres du travail des Neuf a eu llos à Gravenbruch, près de Francjori, les 21 et 22 septembre. Il s'agissait d'une réunion informelle et aucune décision n'a été prise. Elle a surtout servi à préparer la rencontré e tripartité » (syndicate, paironais et gouvernemenis) prévue pour le 9 novembre à Bruxelles.

PECHE." — Les ministres de la péche des Neuf sont finalement parsenus à un accord, le 25 septem-bre à Bruxelles, sur les droits de pêche des navires espagnois dons les ceux communantaires pour le dernier trimestre de cette année.

CONVENTION DE LOME. — L'Assemblée parle-mentairs C.E.E.-A.O.P. est javorable à une réjérence au respect dez droits de l'homme dans la nouvelle convention de Lomé. Tel est l'élément essentiel d'une résolution adoptée le 29 septembre à Luxem-bourg par les cent huit parlementaires à la fin de lour session de trois jours. Ce texte est le résulta d'un compromis entre les cinquante-quaire délégués européens et les cinquante-quaire délégués A.C.P.

ACCORDS AVEC LES PAYS TIERS. — La C.E.E. s'apprête à conclure un nouvel accord commercial de cinq ans avec le Tongoslavie, beaucoup plus ambiticus que le précédent, arrivé à échéance le 30 septembre dernier.

AIDE AU TIREE-MONDR. — Les ministres du développement, réunis le 16 octobre à Luxembourg, ont approuvé la répartition de l'aide que la C.E.E. fournira, en 1978, aux pays du tiers-monde qui ne lui sont pas associés.

COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Mme l'a-brizia Baduet Glorioso, l'une des dirigeantes de la Confédération Italienne des syndicats de transilleurs (C.I.S.L.), a été nommée, la 18 octobre, présidents du Comité économique et social des Commungutés européennes. C'est la première lois qu'une l'emme est nommée à ce poste. Elle succède à M. Basil de Faranti.

### CEÇA

Soutien accru à la production de charbon

DEUX débats au sein du Parlement européen Det de la Commission européenne ont, à quelques jours d'intervalle, souligné en octobre l'importance pour la Communauté d'un soutien accru à la production de charbon. Cinq ans après la crise pétrolière de 1973, il apparaît, en effet, que le risque d'une pénurie à terme d'énergie n'est pas exclu pour le monde dévelonné.

loppé. M. Brunner, le commissaire européen spécia-lisé, a souligné à ces occasions que la Commis-sion avait mis en chantier des « scénarios pour I'an 2000 », qui seront précèdes de scénarios pour l'an 2000 », qui seront précèdes de scénarios in-termédiaires et complétes par des vues prospec-tives pour 2030. Ces schémas font apparaître le danger provoqué par un épuisement des res-sources pétrolières. Aussi convient-il sans doute

sources pétrolières. Aussi convient-il sans doute de recourir, à l'avenir, davantage au charbon.

Les investissements énergétiques représenteront d'iel à l'an 1990 quelque 25 milliards d'unités de compte par an dans la CECA, soit 7.5 % des 
investissements industriels totaux de la Communauté et 1,5 % du produit intérieur brut, alors 
que les dépenses énergétiques représentent dès 
à présent 5.2 % du produit intérieur brut et 
environ 10 % des coûts industriels, part qui est 
cependant appelée à croître encore.

Les conséquences qu'en tire M. Brunner sont 
qu'il faut tout à la fois continuer à faire des 
economies, raientir les importations de pétrole.

du l'aut du la la lois continuer à laire des economies, ralentir les importations de pétrole, poursuivre l'équipement nucléaire des Neuf, am-piifier la recherche-développement (125 millions d'unités de compte à cinq ans, au lieu de 59 durant le quinquemnat précédent), et alder la production communautaire de charbon : alde

durant le quinquennat précédent), et alder la production communautaire de charbon : alde aux échanges intracommunautaire de charbon : alde aux échanges intracommunautaires de charbon à vapeur destinés aux centrales électriques, subsides pour encourager les investissements dans des centrales basées sur l'emfournement de charbon, révision du régime d'aides en faveur du charbon à coke et du coke.

Réponse concrète à M. Fitch, socialiste britannique qui avait déplore à Strasbourg que l'on s'en tienne trop souvent aux « appuis verbeux », alors que l'on est « en train de passer de l'ère du charbon » — il a été propose par la Commission de Bruxelles d'améliorer le règime d'aide en faveur du charbon à coke et du coke aidérurgiques, en application depuis juillet 1973, pour permettre le maintien d'une production et de capacités de production communautaires de charbon à coke, face à la concurrence des fines à coke d'importation en provenance des pays tiens. L'écart entre les prix rendus des charbons d'importation d'une part, les coûts de production du charbon communautaire de l'autre, s'est creusé au cours des dernières années; aussi la Commission propose-t-elle une augmentation du fonds communautaire d'aide de 31 millions d'unités de compte actuellement à 70 millions d'unc ét 2.11 à 457 unités de compte par tonne considérée.

La décision ne sera prise par les Neuf qu'en décembre, car il leur faut simultanément chercher un accord sur l'aide aux échanges de charbon à vapeur destiné aux centrales électriques, ce qui est loin d'être fait. L'urgence d'une soiution apparaît en tout cas d'autant plus clairement que, faute d'initiative hardle, la production charbonnière des Neuf continue de fléchir :

1.7 % en moyenne depuis le début de l'année

charbonnière des Neuf continue de fléchir :
— 1.7 % en moyenne depuis le début de l'année par rapport à la production correspondante de 1977 (avec des points beaucoup plus forts en France: — 6,7 %, et en Belgique: — 9 %). On estime actuellement que la production des Neuf n'atteindra pas cette année les 240 millions de tonnes de l'an dernier, alors que l'objectif assi-gné pour 1985 était de 250 millions de tonnes.

Le « plan acier » approuvé et complété

Le Parlement européen a approuvé solennellement le 11 octobre l'effort entrepris par la
Commission européenne pour « encadrer » et
a restructurer » la sidérurgie des Neuf. Il l'a
fait eu votant la résolution présentée par l'ancien ministre français, M. Vincent Ansquer, qui
estime que les critères de compatibilité des aides
nationales avec le dessein européen retenus
par Bruxelles répondent aux exigences de la
restructuration souhaitable, sans méconnaître les
impératifs régionaux et sociaux. Le Parlement
demande que l'application de la procédure d'encadrement « ne conduise à aucune discrimination entre entreprises, quel que soit le régime
de propriété des entreprises ».

La Commission devia veiller à l'application
effective des plans nationaux de restructuration
et: à la bonne utilisation des aides attribuées à
cette fin. Le retour à une compétitivité accrue
de l'industrie sidérurgique, qui constitue l'un
des objectifs essentiels de la politique anticrise
menée par la Commission, « implique, ajoute le
Parlement, que les aides à la restructuration
soient dégressives et temporaires ». Seul le
groupe communiste à Strasbourg s'est prononcé

soient dégressives et temporaires ». Seni le groupe communiste à Strasbourg s'est prononcé

ontre ce texte.

Pendant ce temps, la Commission a prorogé Pendant ce temps, la Commission a prorogé su-delà d'octobre et précisé le régime de cautionnement qu'elle avait mis en place pour décourager les infractions des entreprises aux régles de prix minimaux. Ce cautionnement sera perçu s'il y a des indices d'absence de certificat de conformité accompagnant la marchandise, de non-correspondance des poids déclarés dans les certificats et factures avec les polds réels, de mésentation d'un certificat de canformité dans lequel un ou plusieurs éléments essentiels font défaut.

défaut.

Les autorités compétentes des Etats peuvent cependant soumettre le cas à la Commission dans un délai de vingt-quaire heures à compter de la date de la présentation de la marchandise et des documents réglementaires correspondants.

La Commission intervient sans délai auprès des entreprises et négociants en cause en vue de constater s'il y a lieu on non de fixer une constater s'il y a lieu on non de fixer une amende. L'absence d'une telle décision de la Commission dans un délai de sept jours ouvrables à compter de la date de soumission du cas vaut instruction à l'administration nationale concernée d'exiger le cautionnement

Dans le cas d'une simple présomption d'inpar le cas d'une simple presomption d'in-fraction, le cautionnement ne peut être exigé par une administration nationale que sur ins-truction de la Commission dans un délai de vingt-quatre heures. Le cautionnement peut alors être constitué par un engagement de l'exportateur d'acquitter la caution, garanti par un institut bancaire établi dans l'Etat membre où le cautionnement est existiple où le cautionnement est exigible.

LA PRISE DE CONTROLE POLITIQUE EN FRANCE. — En France, le Parlement a rutifié les deux profets de loi mettant en œupre le prise de contrôle de l'Etat sur la sidérurgie (poir notre précédent numéro). Il a été précisé, au cours des débats, qu'en contrepartie de l'aide financière

importante apportée par la puissance publique — le chiffre de 10 milliards, dans un premier temps, a été prononcé — le holding Chiers-Châtillon, contrôlé. A plus de 30 % par le groupe Parlbas, apportanti d sa filiale d 100 % Société sidérurgique de Neures-Maisons-Châtillon sa participation dans les Tréfileries et Câbleries Chiers-Châtillon-Gercy, ainsi que (pendant cinq ans. sous forme d'aumoce d'actinanaires non rémunérée) 30 % des dividendes perous de diverses filiales (Aciers spéciaux de le Ohiers, Laminoirs d'iroid de Thionville, Magnésia, Sofresidet,). Au lotal, la participation de la Chiers-Châtillon, dans les entreprises appartenant fraqu'alors à son groupe, se trouvera ramenée de 100 %; à 30 %.

UN NOUVEL EMPEUNT CECA de 806 millions de frances a été placé auprès d'un consorbism bancaire luxembourgeois, et taux de 7.75 % et é dix aux Le produit en servira aux investissements des mines et de la sidérargie suropéenne.

des minet et de la stastutue europeennes.

UN ACCORD DE COMMERCIALISATION ESTRE
LA METALLURGIE DE NORMANDIE ET IBENT
STEEL a été signé. La firme normande ève engage
à commercialiser, sur le marché français de Fueles,
le production de Triuh Steel, quaqu'à concurrence
de 80 000 tonnes par an ; Irish Steel commercialisers,
de son côté, sur le marché friandais, un tonnege
équivalent, notamment des fils machine. La Métallurgique normande arrêtera, par afficurs, un train
d laminés marchands.

LE NOUVEAU PRESIDENT DU COMITE CONSUL-TATIF de la CECA est Sir Derek Ezra, président du National Coal Board. Il remplace M. Ackermana (Luxembourg).

HOESCH A PRIS LE CONTROLE DE SIEGENER, firme sidérurgique du groupe Estel, qui fabrique 275 000 tonnes par en de tôles revêtues de zine on de plastique (405 000 pour l'ensemble du groupe). de plastique (405 000 pour l'ensemble du groupe).

L'ADEZ DES NEUF A LA RECHERCHE CHAR-BONNIERE devorat attendre, estis année, 172 millions d'unités de compte, soit 16 % de plus qu'es 1977 (182 millions). Pour se part, la CECA fournirait 16 millions, contre 16,5 l'an dernier. Les afjordit principaux portent sur la sécurité dans les mines tiutes contre le grisou et les pressions de terries; et les conditions de travail au fond (contrôle de la ventilation et de l'environnement), l'augmentation les télécommande, le télécontrôle, le perfectionnement des transports souterrains, la sûreté de l'équipement des transports souterrains, la sûreté de l'équipement minier et l'élargissement des aganme des charbons cokéfiables. Le miveau des subventions n'tionales est le plus élevé en Belgique apec 25,5 arrêtés de compte par tonne, suivi de la France (22), la B.F.A. (8,5) et de Royaume-Uni (8,3).

AIDE A L'INVESTIBSEMENT CHARBONNIER.

(22), la B.F.A. (8,5) et du Royaume-Uni (8,3).

AIDE A L'INVESTIBSEMENT CHARBONNIER. —
La Commission de Bruzelles a accordé un crédit d'investissement de 13 millions de livres sterling au National Coal Board, pour le financement partiel de treize projets allant du domaine des machines d'extraction à l'amélioration des systèmes d'ediage et de transport dans les mines, en passant par des travaux de construction ou d'agrandissement de dépôts ainsi que par l'amélioration de la préparation du charbon.

AIDE A LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS,

— La Commission européenne a civert des crédits
a/fectés au financement partiel de 2 685 logements
sociaus: pour les mineters et les sidérurgistes :
2 228 en Allemagne, 233 en France, 93 en GrandeBretagne, 33 en Belgique, 22 au Luzembourg, 23 au
Danemark et 10 en Irlande.

PARLEMENT EUROPEEN. — L'Assemblée par • PARLIMMENT EUROFEEN. — L'ASSEMUSES pur-lementaire européenne a approuve, la 12 octobre à Strasbourg, dans ses grandes lignes, la projet de décision de la Commission de Bruxelles instituint des règles communautaires en matière d'aides à l'industria sidérurgique (voir cl-dessus).

# 

### Conseil de l'Europe

Les travaux de l'Assemblée parlementaire

T'ASSEMBLEE parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg du 27 septembre au 5 octobre, s'est prononcée pour l'adhésion du Liechtenstein comme vingt et unième membre de l'organisation. Ses travaux ont également porté sur l'élargissement du champ d'application de la convention européenne des droits de l'homme, la situation en Tchécoalovaquie, les conditions de la communauté juive en Union soviétique et les problèmes d'énergie et d'environnement.

En matière énergétique, l'Assemblée de Strasbourg a réjeté le recours au étout nucléaire ».

L'Assemblée s'est également prononcée pour la

En matiere energétique, l'Assemblée de Strasbourg a rejeté le recours au « tout nucléaire ».

L'Assemblée s'est également prononcée pour la
remise en ordre du système monétaire international par deux mesures à réaliser en priorité :
la fixation du prix du pétrole selou « un panier
de monades » et non plus en fonction du seul
do l'la r, d'autre part, l'établissement d'un
deuxième piller monétaire sous forme d'un
Fonds monétaire européen doté de moyens
d'intervention importants.

L'Assemblée a lancé, à l'unanimité, un appel
pour que les pays membres aldent les juifs
soviétiques. Préoccupée par la sévérité des
condamnations contre les dirigeants du mouvement soviétique pour l'émigration, l'Assemblée
souligne que la campagne antisioniste en
U.R.B.S. a « des résonances fortement antisémiles ». L'Assemblée relève cependant que le
nombre des émigrés tend à augmenter depuis la
conférence d'Reisinki: 15 885 en 1976, 18 219 en
1977 et 12 692 pendant le premier semestre 1979.

Session de la commission des droits de l'homme

Au cours de sa cent trente-cinquième session à Strasbourg du 2 au 12 octobre, la commission européenne des droits de l'homme a examiné une requête interétatique (Chypre contre Turquie) et cent neuf requêtes individuelles. Dans l'affaire entre Chypre et la Turquie, la commission a approuvé le texte complet de la décision rendue publique le 10 juillet dernier (voir le Monde diplomatique du mois d'août) et décidé de la procédure à suivre pour l'examen de la requête en vue de parvenir à un règlement amiable.

Cuant aux requêtes individualles le commission de la requête en suivre pour l'examen de la requête en vue de parvenir à un règlement amiable.

requête en vue de parvenir à un règlement amiable.

Quant aux requêtes individuelles, la commission a déciaré irrecevables l'affaire présentée par M. de Napoles Pacheco contre la Belgique de requêrant se plaignait que l'Etat belge s'était emparé sans indemnité d'un bien dont il avait la propriété légitime) ainsi que onze autres requêtes, et en a rayé douze de son rôle. Trentedeux autres affaires ne soulevant pas d'importants problèmes ont également été déclarées irrecevables. D'autre part, la commission a décidé de porter onze requêtes à la commission a décidé de porter onze requêtes à la commission a udécidé de porter onze requêtes à la commission a recevables sur la recevabilité de ces requêtes.

Procédant à l'examen de requêtes précédemment déclarées recevables, la commission a adopté son rapport dans les affaires suivantes : de Weer contre la Belgique (droit à un e procès équitable » sur le bien-fondé de toute accusation en matière pénale); Arrowsmith contre le Royaume-Uni (condamnation d'une militante pacifiste aux termes de la loi relative à l'incitation à la désertion); X... contre le Royaume-uni (concernant les délits en matière sexuelle); Zand contre l'Autriche (droit à un e tribunal

uni (concernant les délits en matière sexuelle) ; Zand coptre l'Autriche (droit à un e tribunal

indépendant établi par la loi ») et Bocchieri contre l'Italie (durée d'une procédure pénale). La commission a également procédé à des audiences des parties sur le bien-fondé des affaires Geerk contre la Suisse (frais de pro-cédure en matière pénale) et Campbell et Cosans contre le Royaume-Uni (pratique des punitions corporelles dans les écoles écossaises).

AMENAGEMENT DU TERRITORR. — Matriser la croissunce des grandes concentrations urbaines dans le triangle surpeuplé du nord-ouest de l'Europe et stimuler le développement des régions qui l'entourent ainsi que celul des régions periphériques du sud : tels seront désormais les Objectifs de la politique de l'eménagement du territoire dans les vingt pags membres du Conseil de l'Europe. Cette décision a été prise lors de la quatrième conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire, réunis d Vienne (Autriche) du 5 au 7 vetobre, sur la thème de l'avenir de l'espace et du monde rural.

# AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monaments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans élas sans relôche, construit son avenir ELLE YOUS OFFRE



(Ph. ATZINGER.)

LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINTBENEZET, populatio à travers le monde
par la légende et la chanson, ses nombreur
édifices civils et religieux; (
LES TRESORS DE SES MUSEES;
DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS à TRAVEES
LA PROVENCE;
SON FOLKLORS (dansen et visibles tradiLions)

tions); UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet -15 août). Théâtre chorégraphique, cinéma,

15 août). Théatre chorégraphique, chiermusique;
DES SALLES DE REUNION;
DES SALLES DE REUNION;
DES SALLES DE REUNION;
DES SERVICES REGULIERE DE TRARES

« autos-couchetes » aller et retour au départ
de Paris, ETAPLES (Le Tonques), BOULOGNE, LIFICE, BRUXELLES, AMSTERDAM,
DUSSELDOER, HAMBOURG, KARLESURS;
SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE
FRUITS ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands crus (Châteaunsin-dinFape, Côtes-du-Rhône, Gigondes, Tavel, etc.);
LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec soh
équipement pour toutes les manifestations ét
congrès, ses grandes et luxursuss salles de
conférences. de restaurant, son immense
parking. parking. Visiter AVIGNON » La Sonneuse de joie 1— 1

Renseignements : Maison du Tourisme. cours Jean-Jaures.

The second and the se

THE STATE OF THE S

11.0

rectional condi-rection of order rections and con-rections and con-rection of the con-traction of the con-rection of the con-traction of th

Parabelen come de la programa de la

Croix-Rouge

Jun.

dispersion bro

ESTA CALITY

1.51

70

 $\pi P^{*}$ 

4 12.7

R1 477-17

3 -

Gar.

6100

60 5±

74-9

\* 150\*\*

8u., 4

Water

Converse.

Ocercia.

esentat .

la gla; ;·

100 14

\$90(a) (5.6)

enjend ---

 $\mathbf{p}_{0,\phi,0,\phi}$ 

Dialog .

69 /OP 9

متنا

13. Dair gara

 $a_{\ell(q),\gamma_{\ell}(p,q)}$ 

detect.

542mg

Interior Section Line C.I.C.-R.

ind Company of the control of the co DE LA PRESENCE SULL SO L'OSSE LO CITTRE A SE le CFF-R 4 Se in a trace, the dole Protona - Armque verment (Seriese a memorial (Seriese a memorial de devolegment les vertices as each

Organisation mor du tourisme

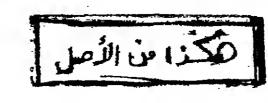
Une e mérence africaine TINE of the reference is afficial Para in a developpement 90747. . . . 5074 ... ment par l'O

> - elimens terribles -, ."Poressi" de la gra Sussicions, 10 5 : Crandum au secréta inti de mignoter les ··· a'ine a l'occasion errore un - focsin de g ti. Timie mondiale pr it querie.... En mi

> me us premier impe \* Pairence, fermeté 44+ a l'expansion : 5 mars 1946, dans . :niii é.cque - le ric i Stellin dans la Ba จบร laid, Staline · aimées blanches -7" \_e 27 aoû!, è · : cours de l'univer ta: une « idéologie « ™of d'ordre, en ilnion sovietique : :4", eu plan Marsh · :- au relevement c a réunion consu

27 septe. ... el, s'ouvre sur le Jans le monde... -7 — ou • bureau apparu comme .⊒⊐iste, cu Komi ·\*:00. chercheur à il a la oillétence o permasent, la Kom i ielie : ses seules ( e ses mois grand · · es · secretes · de -ne demogratie popu i enen: ideologique

ele successivement l'ommunistes euri de Tito le 28 estion, entin, au débi du . M. Serion, Entre paix .. Townships des début le gue de la succès de la succè The Party Party Page. Mais Si fly-on the light semble avoir re du and de commune et transfe du moine e croil on alors, les continues e continues es continues e continues du pagni l'estice pas, en partie



L'EQUILIBRE VIILE-CAMPAGNE. — Environ deux cents délégués gouvernementaux, autorités cammunales, architects et urbunistes de quinze pais membres du Conseil de l'Europe ont partient du 10 au 13 octabre à Ferrare (Italié des centres conflontation sur la thème « Vitalié des centres historiques : facteur et produit de l'équilibre ville-campagne ». Plusteurs personnalités d'Étals non membres du Canseil de l'Europe, natamment de pays de l'Est, ont participé à lo réunion.

### Croix-Rouge

Intervention du C.I.C.-R. au Nica-

A LA suite des graves affrontements qui se A sont déroulés à la fin du mois d'août au Nicaragua, le Comité international de la Croix-Rouge (C.LC.-R.) a mis sur pied une action d'urgence en vue d'apporter protection et assistance aux victimes. Une première visite a été faite le 26 septembre dans un lieu de détention de Managua, où les délégués du C.LC.-R. ont vu cent dix-sept détenus. Paralitélement à ses efforts dans le domaine de la protection, le Comité s'est préoccupé des besoins en assistance matérielle (à la fin de septembre, on dénombrait au Nicaragua vingt-cinq mille personnes déplacées ayant fui leurs habitations, alors que plus de nauf mille autres s'étaleut réfugiées dans les pays voisins, au Honduras notamment). Cette situation a amené le C.LC.-R. à renforcer son dispositif par l'envoi à Managua, le 23 septembre, de trois délégués supplémentaires et à lancer un appel financier (32 millions de francs suisses) pour l'achat de vivres, de médicaments et de matériel chirurgical. Pendant les combats, le C.LC.-R. a organisé, en collaboration avec la Croix-Rouge nationale, des convois dans plusieurs villes du paya pour évacuer les blessés et certaines catégories de non-combattants (femmes et enfants hotamment).

ACTION AU LIBAN. - La tension restant très ACTION AU LIBAN. — La tensium restant très le C.I.C.—R. a organisé, e ncollaboration evec la présente ou Liban o mis en plece à le fin du mois de septembre un dispositif d'urgence afin de permettre une action étroitement coordonnée avec la Croix-Rouge locale. Des équipes du C.I.C.—R. out également effectué plusieurs visites dans des villages du nord du pays. Dans le sud, une opération de rapotriement dans leur village d'origine de cinq personnes détenues par Israél depuis les événements de mars 1978 r'est déroulée le 10° septembre sous les auspices du C.I.C.—R.

les auspices du C.J.C.-R.
VISTE DE PRISONNERS. — Les 22 et 23 sepjembre, le délégué du C.J.C.-R. en Iran a visité,
dans une prison de Téhéran, cent soizante-trois
personnes nauvellement arrêtées, dont une trenjersonnes nauvellement arrêtées, dont une trenjersonnes nauvellement arrêtées, dont une trenjersonnes d'in juin, deux équipes de déléguée et
médecies du C.J.C.-R. avalent ejectué le troisième
série de visites de lieux de détention à Téhéran
ct en province où se trouvaient deux mille quarante
personnes détenues pour des moils ou des délits
palitiques ou pour atteinte à lo sécurité de l'Etat.
De juillet à expiembre, des visites intermédiaires
ant été joiles oux personnes arrêtées en raison des
événements at avant l'entrée en vigueur de la loi
martiale.

evenements at avant personal une mission que Phimartiale.

— D'autre part, poursuivant une mission que Philippines commencée en août dernier, les délégués
du C.J.C.-R. ont visité en septembre once lieux
de détention dans l'île de Mindanao. Ils ont également écalué les desoins des personnes déplacées
en raisun des combats entre l'armée gouvernementaic et les forces du M.N.L.F. (Moro National Libemilles Front!

RENPORCEMENT DE LA PRESENCE DU C.I.C.-R. EN AFRIQUE. — En raison de l'extension de ses idenes humanitaires, le C.I.C.-R. e décidé de renjorcer son implantation en Afrique. Avec l'accord, des gouvernements conservés, une délégation régionale sera ouverte à Pretorio (Afrique du Sud) et 
un bureau à Kharioum (Soudan). Ils permetiront 
de couverr respectivement l'Afrique oustrale — y 
compris la Namible — et de développer l'action du 
C.I.C.-R. en faveur des victimes du conflit érathréen.

### Organisation mondiale du tourisme

Une conférence africaine

U NE conférence régionale arricaine sur la tourisme et le développement économique, organisée conjointement par l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) et la Commis-

sion économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.), s'est tenue à Banjui (Gambie) du 16 au 19 octobre. L'objet de la réunion était de dégager les ilgues de force du tourisme africain et de définir l'orientation que celui-ol devra prendre dans le futur afin de contribuer plus efficacement au développement économique et social des Etats africains.

La réunion avait sussi pour tâche d'analyser les éléments fondamentaux affectant le déve-loppement du tourisme, de façon à assurer une plus layse participation des États africains sur le marché touristique mondial.

STATISTIQUES. — Aves plus de deux cent que-rante millions d'arrivées, le tourisme international a connu ene croissance de plus de 9 % en 1977. C'est ce qu'indique le volume 31 de 1977 des Statu-tiques du tourisme mondial, publié le 15 septembre à Madrid (Espagne).

### OTAN

Au groupe des plans nucléaires

L'estoupe des plans nucléaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord
(OTAN), réuni pour se vingt-quatrième session
ministàrielle à Bruxelles les 18 et 19 octobre, a
examiné le problème de la sécurité de l'alliance
et de son maintiem par la modernisation des
forces nucléaires du théâtre d'opérations :
rappelant la directive des chafs de gouvernement, lors de la réunion de Washington en mai
1978 (voir le Monde diplomatique du mois de
juillet), selon laquelle a tant qu'il ne deviendrait
pas possible d'aboutir, par des accords réalistes
et vérifiables de réduction de lorses, à un
équilibre satisfaisant entre des forces de niveaux
moins élevés, les Alliés continueraient de dégager
les ressources nécessaires pour moderniser et
renjorcer leurs propres forces dans la mesure
requise pour assurer la dissuasion et la défense s,
les ministres ont souligné à nouvean que a des
progrès en matière de limitation des armements
supposent nécessairement que le pacte de Varsoule soit disposé à agir avec mesure dans la
poursuite de son effort militaire e.

Se félicitant des progrès accomplis dans les négociations SALT II, les ministres ont toutefois mis l'accent sur le fait que « l'Union soviétique doit faire preuve de modération dans le déve-loppement et le déploiement de ses forces nucléaires, en particulier pour celles qui mena-cent la zons européenne de l'OTAN ».

Les ministres ont sussi délibéré des aspects militaires des plans des Etats-Unis et de l'Oran concernant l'emploi de l'arme nucléaire. Ils se sont à nouveau déclarés e convaincus de la nécessité de maintenir le lien essentiel entre les forces nucléaires stratégiques, les forces nucléaires de théâtre d'opérations et les forces classiques qui forment la triade de l'Oran, garante de la dissuasion et de la défense ».

Le secrétaire à la défense des Etats-Unis a informé les ministres du contemu d'une décla-ration faite par le gouvernement américain le 18 octobre au sujet de la modernisation d'armes nucléaires du champ de hataille.

### Union interparlementaire

Sessians d'automne

L'UNION interparlementaire a tenu sa soixante cinquième conférence annuelle. À. Bonn (République fédérale d'Allemagne), du 5 au 13 septembre, en présence de cinq cents parlementaires venus de soixante dix pays. Elle a adopté sept résolutions portant sur le désarmement et le développement économique; la question du Proche-Orient; la lutte contre le terrorisme international; la fixation da prixéquitables pour les produits de base et l'allége-

ment de la dette extérieure des pays en voie de développement : l'Anmée internationale de l'enfant : la lutte contre l'analphabétisme ; l'élimination complète du colonialisme.

Le Conseil interpariementaire, qui siégeait de son côté à Bonn les 4 et 13 septembre, a admis comme membre de l'Union l'Assemblée nationale populaire de Madagascar, et a suspendin l'affiliation du Pariement de la Mauritanie, qui avait été dissous en juillet 1972. Par allieurs, la Conseil a adopté des résolutions sur la situation au Chill et sur les Parlements et les Nations unies.

Enfin, sur avis du comité spécial traitant des violations des droits des parjementaires, le Conseil interpariementaire s'est promonos sur les cas de vingt-cinq parlementaires dans les pays suivants: Argentine, Bahrein, Brésil, Chili, Indonésie, Kenya, Singapour et Uruguay.

POLLUTION DE LA MER MEDITERRANES. — Le sous-commission pour l'étude des moyens de luite contre la poliution de la mer Méditerranée a siégé à Athènes les 9 et 10 octabre. Les représentants dus de la presque totalité des pays obtiers de la Méditerranée ont débuttu, à catte occasion, des moyens de mettre on ouvre le plan d'action pour la Méditerranée adopté à Barcelons se jévrier 1975.

ACENCE SPATIALE EUROPEENNE. — La réunion annuelle prévue entre l'Agence spatiala européeune (ASE) et lo NASA dans le codre du propramme Spaceibb a eu lieu à Paris le 7 octobre. A cetta conscion. l'ASE et la NASA ont rigné trois mémorandums d'accord portent sur l'utilization des données transmises par les satellites américains de télédétection Landsal 2 et 3, Nimbus G et Seasal.

e COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE.— Le comité technique de la Commission suropéenne de l'ariation civile (O.E.A.C.) a. au cours de sa sixième réunion ordinaire, débaitu, en appembre, à Paris, d'un certain nombre de problèmes tels que l'exploitation tous ismps, les équipements de secouris et de sécurité et le bruit occasionné par le transport aérien. Les projets de recommandations gréparés par le comité devaient être soumis soit à la réunion des directures généraus de l'aviation civile des États membres de la C.E.A.C. (à Paris, les 25 et 25 octobre), soit à la prochaîne session piémière de le Commission (è Strasbourg en juin 1979).

en jun 18/1).

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD, — Le dix-huitième conférence du Pacifique sud s'est tenue du 7 au 13 octobre, au siège de la Commission du Pacifique sud (C.P.S.), à Nouvala. La conférence depat, notamment, examiner et adopter le programme de travail oinsi que le budget de le C.P.S. pour 1879. Deux thèmes spéciaux étaient inscrits à l'ordre du four : e L'éducation, pour quoi faire? Préparation des feunes aux réalités de le via : les decles sécondaires communautoires constituent-elles le réponse? » et « Les problèmes particuliers des petits pays insulaires ». Lo conférence devait également faire le point des travaux entrepris pour définir une approche océanienne du développement rural, thème défé débattu lors de la précédente conférence.

- La C.P.S. a inauguré, le 3 octobre, un nouveau programme de formation d'animateurs de feunes et du développement communautaire. Co programme, qui a débuté aux iles Salomon, sere conduit par une équipe itinéranta d'instructeurs et se déroulers sous la lorme de cours d'une durés de neuf mois, organisés en fonction des besoins de chaque pays ou territoire demandeur.

o ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. —
Le comité directeur permunent du Congrès panaméricain des routes a tenu sa dis-hutilème session d
Washington du 26 au 29 septembre. Les travaux ont
porté notamment aur le projet de construction de
la route penaméricaine dans la région de Darien
Penama) at dans la partis correspondant au territoire colombien. Le comité directeur a aussi fixé
la plan de travail et le réglement du treszèue
Congrès panaméricain des routes qui oura lieu d
Panamo en 1973.

— 4/in de préparer la cinquième conférence por-tuaire interaméricaine, qui aura lieu 8 Guayaquil (Equateur) du 13 au 17 novembre, le comité tech-nique permanent des ports a tenu une réunion spéciale à Washington. Il a poursuivi la mise au point de l'ordre du jour, les principales questions portent sur : l'agrandissement et la modernisation des ports, le développement des installations de manuscrition et de stockage des marchandises, les problèmes de développement des flottes marchandes nationales, le simplification et l'harmonisation des procédures douanières, etc.

— Un accord a été signé à Washington le 4 octo-bre écraier entre l'Organisation des Etats américains ai l'Egypte prévoyant use coopération technique entre les deux signatairs dans le domaine du déve-loppement rural. Cet accord comprend trois volets : les stages de formation et l'échange d'experts; l'essistance technique directs à la réalisation de projets et l'échange régulier d'informations sur les techniques de production propres aux particula-rités des agricultures des deux parties.

— Dans le cadre da son programme de dévelop-pement régional en javeur des pays membres, l'O.S.A. a conclu, le 5 octobre, ovec le gouvernement équatorien, un accord de coopération technique destiné à metire au point un avant-projet de déve-loppement socio-économique de la région centrale du pays.

• ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Le sous-comité de l'Organisation du traité central (CENTO) pour lo science et le technologie (qui a succèdé au conseil pour l'enseignement et lo recher-che scientifique) s'est réuni du 3 ou 5 octobre d Aukaro (Turquie) pour délinir un nouveau pro-gramme biennal d'activités du CENTO dans les domaines de la science et de lo technologie.

— Des experts du trajis aérien des cinq pays membres du CENTO ont participé, du 2 au 6 octobre, d New-York, d un séminaire sur le contrôle du trafte aérien.

PLAN DE COLOMBO. — Réunt le 28 septembre à Colombo, le conseil du Plan de Colombo pour la coopération technique en Azie et dans le Pacilique o approusé la nomination de M. Noboru Tobato (Japon) au poste de directeur du Bureau du Plen, en remplacement de Mme Leonore E.T. Storar (Grande-Bretagne).

### BIBLIOGRAPHIE -

### «Normes internationales du travail : universalisme ou régionalisme ? » de Christian Philip

Lors de se création en 1919, l'Organisation Internationala du travail (O.I.T.) était la esula organisation à vocation universalle intervenant dans la domaine du travail. Après la asconde guerra mondiale, evec la création d'organisations régionales à compétences sociales (notamment an Europe), on a assisté à le multiplication des normes et des textes relatifs aux conditione de travail, d'où des problémes de doubla emploi et de competibilité que Christien Philip e'attacha à mettre en évidence dans cet ouvrage (1).

Qui dans ce cas delt l'emporter, entre la norme universelle et la norme régionale ? S'attachant à recharcher la plus haut dagré de pro-

tection sociele, l'auteur compare la niveau da prolection assuré par des textes comme le cherte sociale (adoptée par le Cohsell de l'Europa la 18 octobre 1981 é Turin) ou le coda européen da sécurité sociale, à celui qu'établissent les convenflors el les recommandetions de l'O.I.T. Il en conclul à la supériorité des normes de l'O.I.T., considérant qu'en matière de travail » la droit universal a précédé l'apparition des droits régionaux ai leur est supérieur », l'un des argumen — et non des moindres — qui militent en faveur de l'O.I.T. étant sa composition tripartite.

(1) Bruylant, Bruxelles, 1978, 316 pages.

Recherches universitaires

# L'INTROUVABLE INTERNATIONAL

1946-1947 : « années terribles », ennées de le paix manquée, du déchirement progressif de le grande coalition antihitérienne et de la montée des euspicions, Le 6 janvier 1945, le président Trumen, dans un mémorandum au eocrétaire d'Etet James Byrnes, trancha : - J'an al assez de mignoter les Soviets. - En tévrier, le discoure prononcé per Staline à l'occasion des élections eu Soviet euprés est perçu comme un « tocsin da guerre irolde » — » le système capitaliste de l'économie mondiale porte en soi des éléments de crise publiques : le 5 mars 1946, dans son discours du collège da Fulton, Winston Churchili évoque • le rideau de fer descendu é travers le contioent, de Stettin dens la Baltique à Trieste sur l'Adriatique ». Quelques joure plue tard, Staline réplique en comparant ees annemia éventuels eux - armées blanches des ennées 20 - et en prédisant leur écrasament. Le 21 août, é Laningrad, Andrei Jdanov, révélant la glaciation en cours de l'univers communiste, dénonce l'imprégnation des arts par une • idéologie étrangére • et décrète le • rés socieliste ». Le mot d'ordre, en Occident, est désormels à l' = endi-guement = de l'Union soviétique : de la doctrine Trumen, proclamée le 12 mars 1947, au pian Marshall, Jancé le 5 juin, les Etats-Unis entendent alder eu relévement des nations manacées. A l'Est, la 27 septembre, la réunion constitutive du Komintorm, à Szkiarska-Poreba (Pologne), s'ouvre sur le constat de Jdanov : • Deux camps se sont formés dans le monde... =

Le Komini n - ou • bureeu d'information des partie communistes - - ( apparu comme la résurrection de l'ancienne inter-nationele con uniste, ou Komintern. En réalité, nous rappalle Mme Lilly Marcou, chercheur & la Fandetion nationale des sciences politiques (1), à la différence du Komintern, organisme etructuré, centreliseleur, permanent, le Komintorm n'e pas de véritable armeture institutionnelle : ses equies expressions publiques ecnt, en dix ane d'existence, see trois grandes réunions (juin 1948, novembre 1949 et les assises « eccrètes » de 1950), et surtout en revue, Pour une paix durable, une démocratie populaire. Manitestation du repli défensit et du durcissement idéologique du mouvement communiste, le Kominiorm e été successivement un elmple organe de liaison des principaux perlla communietes auropéens, puls, à partir de l'exclusion de la Yougoslevie de Tito le 28 juin 1948, un tribunal avec pouvoir d'excommunication, enlin, au début des années 50, le coordonnateur du « Mouvement de le paix ». Expression de l'eurocentrisme du mouvement communiste des débuts da la « guarre iroide », il s'ellece lorsque, à partir du succès de le révolution chinoise, change l'enjeu — de l'Europe vers l'Asie. Maie el, à la fin da la période stalinienne, l'Union soviétique semble avoir réussi à tormer un bloc monolithique soumle é la loi commune et trensformé en profondeur jusqu'é annuler, du moins le croit-on siore, les clivages économiques et politique du passé, n'exi-ce pas, en partie, eu Komintorm qu'elle le dott -

per l'intermédiaire duquet ella e formulé ses directives et imposé ess orientations eux pays frères?

Rareté des documents, inaccessibilité des archives : le rédection d'una monographie sur la Kominform pouvait eembler une gegeure. L'essai historique de Mme Marcou est pourtent une totale réusaite : l'enalyse précise et intelligente des quelques documents disponibles les entrations avec plusieurs des témpine et ecleure de l'odyssée du bureau d'information, la confrontation des données éparaes, des pupements habites ont permis à l'auteur de combier ses handicaps. En fait preuve le relation de l'esflaire Togilatile, qu'avait déjà shordés M. Dominique Desenti dans ses souvenir sutocritiques (2): au cours d'un voyage de convalescence en U.R.S.S., à l'hiver 1950, après l'attentat et l'accident de volture dont il a élé victime,

### Par CHARLES ZORGBIBE

Togliatti ea voit proposer par Staline d'abandonner la direction du parti communiste italian pour prandre le secrétariat général du Kominiorm - avec résidence - quelque part à l'Est, par exemple en Tchécoslovaquis ». D'abord perpiexe, le leader Italien décline linelemant l'offre ; l'interprétation de est épisode reste ouverte : préoccupation da Stalina pour la sécurité personnelle d'un des plus prestiglaux chais de file du mouvement communiste? tentative de réorganisation du Kominform, dans un socal de plus granda efficacité? moyen oblique de faire triompher les tenents de la «ligna dure » du parti italien, représentée per Longo et Secchia, eu détriment de - voie Italianne vers le socialisme », précontaée par Togilatti ?

On s'arrêtera également eux développements que Mme Marcou consacra é l'affrontement soviéto-yougosleve. Dossier dépassionné — eussi éloigné des anathèmes - kominiormistes - de 1948 que des explications eimplistes de Khrouchtchev, lors de sa visite à Belgrade en 1965. Il e'agit, soutigne Mme Litiy Mercou, d'un conilit eux dis sions multiples: un conflit classique, entre une granda puissance at un petit pays; un conflit idéologique, entre deux régimes liés par le même doctrine léministe ; un conflit de personnes qui deveit large-ment influencer le déroulement et l'issue finèle de la crisa. Le maráchal Tito eurait pu être pour Staline un - brillant second - ; malo il était aussi un - concurrent poiential », en raison de son influence sur le mouvement communiste est-européen. M. Richard Lowenthei le remarqualt : • Tito ne se contentalt pas de la défense de son Indépendance : des la début de 1948. Il enparalesait comme un concurrent de Moscou, exerçant sa propre influença eur les démocraties populaires du Sud-Est européen et sur les communistes grecs (3).

DE nombreuses études ont été consecrées aux » lendances internationales - des Constitutions modernes, aux interactions entre droit constitutionnel et droit internetional ; mals, pour la plupart, alles ont ignoré les Constitutions des Etats socialistes dans leur spécificité.

C'est cette lecune qu'entendait combier M. Jaen Viret en coneacrant une trèse très denee, au Droil International é travers les Constitutiona des Etats eoclalistes (4). L'intérêt du eulet ne seurait être sousestimé : le phénomène constitutionnal socialiste epparaît, dans le dicholomie fondamentala da la ecciété internationale actuelle, comme une réalité indéniable - intérêt encore accru par l' « universalisme » de le vision marxiste, par le primeuté eccordée par le monde socialiste eux questions internationales. La recherche de M. Viret répond é l'attente du lecteur : bien que menée de mentère partois trop formella, une part excessive étent laite é l'exégèse des textes, elle a la mérite d'être Imprégnée d'une grande rigueur et d'offrir un veritable panoreme du edroit internetional de la coexistence paci-liqua et du droit des rapports entre Etele socialistes.

Une des effirmatione fiminaires de l'auteur na manquara capendant pas de surprendre : après avoir évoqué l'environnement infernational hostile qui lut, aux origines, celui du premier Etet socialiste — la Rusele ecviétique de 1917, — M. Viret ajoute : - La eltuation n'e guère évolué depute lors. Par rapport au monda capitaliste, à la société internationale et au droit international dominé traditionnellement par les nations européennes, les Etats ee réclement du marxisme vent en butta à le même hostilité : le - conspiration - dont est scouté si souvent la monde societiste procède de le même incompréhension de l'universalisma de le doctrine marxiete que le mythe de l'exportation de la révolution. »

Avoyons notre déseccord fondamental. D'Etat encerclé, isolé par son régime politique du reste de la communeuté intarnationale, l'Union soviétique s'est progressivement élevée eu rang — mais aussi à le psychologie - de grande puissance, l'un des Ceux Grande, effrontant son adversaire-parlensira en une compétition permenente pour le gouvernament du monde. Le retour au primat de l'internationalisme prolétarien, l'abelssement corrélatif du principe de souvereineté, si nels depuis l'affaire de Tchécoslovaquie da 1968, ne peuvent dono faire oublier que l'idéclogie qui sous-lend le développement de ces concepts universelistes a perdu sa cohérenca historique. Au lendemein d'Octobre, l'asseut mané contre la notion de souveraineté e une fonction libérstrice — ne sereit-ce que parce qu'il ouvre eux ditiérente peuples soviétiques la voie, théorique, de l'eutodélermination netto-nele. Un demi-siècle plus tard, le réhabilitation des premières normes internetionalistee peut-elle être considérée autrement que comme le hâtive justification idéologique du rétablissement de l'ordre qu'entreprend l'Union soviétique eu sein du » bloc » qu'elle dirige et qui lui semble en proie à des tendances centrituges?

(1) Le Kominjorm, Presses de la Fondation cationale des sciences olltiques, Paris, 1977, 344 pages, 120 P.
(2) Les âtalintens, Fayard, Paris, 1973, 383 pages, 54 P.
(3) Khrouchtchev at la désagrépation du bloc communiste, almann-Lévy, Paris, 1964, 338 oages, 14,95 P.
(4) Thèse de doctorat en droit, université d'Aix-Marseille-III, 1975. 503 pages (ronéotypées).

VS POLITIQUES

SOCIALES



# LE MONDE DIPLOMATIQUE

# INTERROGATIONS

LUSIEURS centaines d'associations de quartiers, une douzaine de confédérations ou d'organisations nationales, la présence de « représentants des consommateurs » dans un nombre non négligeable d'instances publiques : le mouvement des consommateurs est hyper-institutionnalisé, mais ce phénomène de forte structuration masque mai d'énormes difficultés à a'engager dans une action conflictuelle qui justifierait l'hypothèse de l'insertion des « consommateurs » dans un mouvement social, c'est-à-dire dans un conflit mettant en cause les grandes orientations de la société. Deux composantes du mouvement des consommateurs donnent cependant l'image d'actens engages dans une lutte sociale.

D'un côté, des militants pour qui il s'agit avant tout de maintenir côté consoms'agit avant tout de maintenir cote consom-mation les avantages acquis de haute lutte côte production et d'enrayer l'érosion du pouvoir d'achat. D'un antre côté, une composante plus offensive que défensive, aux alhires résolument modernistes. Ici, le sens des conduites et du discours est à cbercher sur-le-champ même de la con-

ES deux composantes dessinent une image désarticulée des forces vives du mouvement des consommateurs. L'une se définit par son insertion dans un combat de classe anticapitaliste, dans lequel elle ne saurait occuper une position centrale: la lutte contre l'exploitation capitaliste passe avant tout par les organisations politiques on syndicales du mouvement ouvrier, et on voit mai comment des organisations de consommateurs pourraient jouer un rôle moteur dans un combat qui est celui des travailleurs. L'autre ne parvient guère à se présenter comme un acteur de classe et épronve les plus grandes difficultés à ne pas apparaître comme le portecultés à ne pas apparaître comme le porte-drapeau de couches moyennes cherchant à maintenir ou à accroître ses privilèges.

La première pense son action dans les catégories de la société industrielle, la seconde est nettement plus sensible à des thèmes qui recourent à l'idée d'une société post-industrielle. La première met l'accent sur les inégalités, l'exploitation, les difficultés économiques des familles ouvrières ou populaires. La seconde dénonce les absurdités de la croissance, les atteintes à la santé, la pollution, le gaspillage. La première trouve ses références chez Marx, la seconde va plutôt les chercher chez Illich.

N thèorie, tout cela pourrait se tra-duire par une sorte de complémenta-rité, voire de spécialisation. Aux uns le combat défensif, économique; aux antres la définition d'un projet social, la mise en avant de thèmes plus culturels, d'une autre conception des orientations à donner à la société de consommation. Il est viai que sur le terrain on peut observer des pratiques qui indiquent de réelles pos-sibilités de convergences. Mais il faut bien voir qu'il y a là deux conceptions sociétales voir qu'il y a là deux conceptions sociétales différentes et qui ne se rejoignent que dans la défensive. La composante « consumé-riste » du mouvement véhicule une vision du développement et de l'épanouissement de la personnalité qui passe par une réorientation et une antolimitation des besoins et qui s'oppose nettement à la conception marxiste de la potentialité illi-mitée du développement des forces pro-ductives et des besoins sociaux.

C'est pourtant d'ordinaire une image très homogène qui domine à propos du monve-ment des consommateurs. Ce qui n'a rien d'étonnant, tant l'intervention étatique des quinze ou vingt dernières années est par-venue à canaliser ce mouvement. L'Etat a venue a cansaiser ce mouvement. L'estat a su construire une image unifiée de la « défense des consommateurs » et, plus encore, développer et encourager l'action des organisations de consommateurs tout en s'assurant le contrôle de ce développement. En distribuant fanteuils et strapontins dans diverses instances, en accordant aux des consommateurs et en accordant des consommateur aux représentants des consommateurs » la possibilité de réaliser des émissions de télévision, en dosant aides et subventions, l'Etat a largement contribué à façouner une idéologie et des pratiques qui corres-pondent, de son point de vue, à un projet économique et social dont les maîtres mots sont ceux de la concurrence et du

Als la pseudo-homogènèité du mouvement des consommateurs, ne serait-ce que dans ees deux composantes les plus actives, ne résiste guère à l'analyse : il y a des potentialités, il y a dans une certaine mesure, une pratique qui refuse ce bourbier participationniste dans lequel l'Etat et certaines franges modernistes du patronat et de la publicité moulent le mouvement : c'est à partir du moment où ces potentialités s'expriment que s'impose avec force l'image d'un éclaque s'impose avec force l'image d'un écla-

tement.

Eciatement où se joue le sort du mouvement, écartelé entre une insertion dans un
mouvement ouvrier qui ne peut lui accorder
qu'un rôle d'appoint et l'engagement dans
un conflit spécifique, mais porte par des
catégories sociales qui se situent dans
l'entre-deux sociologique des couches

Mais parler de « couches moyennes » (ou de petite-bourgeoisie) ne suffit pas, sauf

entre le mouvement des consommateurs et d'autres mouvements, à commencer par le mouvement ouvrier.

E sentiment diffus d'allènation (la littérature consumériste insiste : le consommateur est frustré, plégé manipulé), l'appel à la nature, aux vrais besoins, témoignent d'une perception réelle d'une domination, mais ne désignent qu'en termes vagues ou très généraux les forces sociales qui contestent cette domination. sociales qui contestent rette domination.

Quel est l'adversaire social? Le commerce, mais aussi les « producteurs », c'est-à-dire les industriels et, parfois, l'Etat.

Mais tout se passe, la plupart du temps, comme si le conflit, tont en obligeant fréquemment tel on tel adversaire à reculer, c'est-à-dire à modifier ses pratiques, n'avait qu'une incidence négligeable sur l'ensemble du système social. Les activités de certains producteurs ou distributeurs sont corrigées par la pression qu'exercent les consommateurs » mais, globalement, celleci va dans le sens d'un assainissement des pratiques, d'une modernisation de la production ou de la distribution, quand ce combats de portée sociale genérale. Quels peuvent être ses rapports avec le mouve-ment onvrier et, parmi d'autres mouve-ments naissants, celui qui lui est le plus proche, le mouvement antinucléaire

Participation active de consommatenrs » à des boycottages auxquels penvent s'associer des organisations syndicales, acs'associer des organisations syndicales, actions communes avec des syndicats pour
dénoncer des produits (amiante, pesticides) aussi dangereux pour les travailleurs
qui les manipulent que pour les consommateurs qui les utilisent concertation pour
établir et diffuser une information inédite
sur la composition des produits, les modes
de fabrication ou les éléments intervenant
dans la formation des prix: les points de
convergence possible sont nombreux entre
syndicats et organisations de consommateurs, mais dans des limites qui sont celles syndicats et organisations de consomma-teurs, mais dans des limites qui sont celles du rapport de force qui lie de puissantes centrales à des associations qui ont un impact notoire sur l'opinion publique, mais une force militante réduite. Dans la conjoncture actuelle, la convergence semble devoir passer par l'adhésion des « consom-mateurs » à un projet syndical qui, aussi cuvert soit-il, donne la priorité aux condi-tions de travail ou à l'emploi.

tions de travail ou à l'emploi.

Or, souvent, les revendications consumeristes, lorsqu'elles cessent d'être défensives, s'opposent aux intérêts à court terme des travailleurs. Une pression locale sur l'appareil commercial, pour obtenir par exemple d'une grande surface qu'elle étargisse ses horaires d'ouverture ou réduise les files d'attente aux caisses de sortie, se tradnit le plus souvent par une dégradation des conditions de travail du personnel salarié; la remise en cause d'un produit ou d'une marque peut mettre une entreprise en difficulté et aboutir dans certains eas a des suppressions d'emplois. Sur un autre registre, le refus du modèle actuel de croissance et de consommation heurie fréquemment ceux qui, dans les syndicats ou les entreprises, sont loin d'avoir simplement goûté aux bienfaits d'une consommation de masse que les « consommatents », après en avoir épuisé tous les charmes, récusent anjourd'hui.

RESOUDRE de telles tensions sans les escamoter implique bien davantage que de simples propositions an coup par coup. Cela exige un projet global dont l'élaboration reste à faire, sanf à se sometire au projet d'autres forces, syndicales (et je pense ici, bien entendu, à la C.F.D.T.) ou politiques, ou encore à se fondre progressivement dans un monvement plus yaste où les geonsommateurs à amortée. vaste où les « consommateurs » apporte-raient une sensibilité, la force d'un courant d'opinion bien plus qu'une vision originale. Si l'on recherche, parmi les diverses signi-Si l'on recherche, parmi les diverses signi-fications des conduites collectives des consommateurs, celles qui visent le niveau où se jouent le modèle culturel et écono-mique, les orientations essentielles du chan-gement social, c'est cette dernière hypothèse qui semble la pins fondée, du moins au vu des rapports actuels des forces vives du mouvement des consommateurs, avec en particulier le mouvement écologiste et anti-nucléaire. Tout se passe très souvent comma nucléaire. Tout se passe très souvent comme si la consommation constituait la première étape d'un militantisme qui, lorsqu'il ne c'èteint per se déplace pour le consoliure dans une action antinncléaire ou écologiste tet, plus rarement, féministe), comme si la consommation tendait à ne définir qu'un premier niveau d'un mouvement qui la dépasse par sa capacité de mobilisation et, peut-être aussi, à porter la contestation au nivean des orientations générales de la société.

Le mouvement des consommateurs, dans l'euphorie économique de la fin des années 60 et au début des années 70, était porteur

Ces espoirs n'ont pas disparu, mais ils se sont souvent fixés ailleurs, sur une thématique plus générale, qui est celle de l'écologie et du combat antinucléaire. La constitution des « consommateurs » en acteurs spécifiques d'un conflit central est aujourd'hui de moins en moins vraisemblable.

(1) Cas formules sont de J.-P. Ciret, secrétaire général de Que choisir? (Communication au séminaire « Comsumériams - Manifestation sociale, phénomèns économique », 1 et et 2 février 1878.)

# Les consommateurs entre Marx et Illich

Par MICHEL WIEVIORKA \*

à accepter le discours courant, et en particulter celui de nombreux marxistes contem-porains pour qui la seule question intè-ressante est de savoir si politiquement, voire électoralement, ces couches sociales vont hasculer dans le camp de la bourvont hasculer dans le camp de la bourgeoisie ou dans celui de la classe ouvrière,
et dans quelles proportions. Les conduites
collectives des militants « consuméristes »
n'entrent que très partiellement dans les
schémas classiques de la lutte des classes;
on peut voir là la preuve de leur incapacité
à se constituer en acteurs historiques et les
réduire à des mouvements de modernisation. Leur faible capacité de mobilisation
il n'a signais en en France d'action tion. Leur faible capacité de mobilisation — il n'y a jamais eu, en France, d'action de masse ou de grande manifestation de « consommateurs » — ou le fait que leur impact doit beaucoup aux medias renvolent effectivement à l'idée d'un groupe de pression, d'un courant d'opinion, d'une sensibilité, bien plus qu'à celle d'un acteur engagé dans un conflit central. Mais on ne saurait exclure l'hypothèse de l'émergence d'un mouvement social qui se cherche, ce qui conduit à voir dans les millitants « consuméristes » les plonniers ou les éclaireurs d'une contestation née du passage d'une société industrielle à une société programmée ou post-industrielle.

TYPOTHESE certes volontaristes, mais qui oblige à approfondir l'analyse, évitant de figer ces « consommateurs » dans le marais des analyses courantes des couches moyennes et condulsant à chercher le sens de leur action dans leur pratique, et nom dans des catégories préétablies qui les rejettent du côté de la bourgeoisie ou du côté de la classe on-YPOTHESE certes volontaristes, mais

La dénonciation du gaspillage ou des atteintes à la santé, la mise en avant d'une nouvelle conception du progres ou de la croissance, la lutte contre la manipulation croissance, la lutte contre la manipulation des besoins, la participation de plus en plus nette à la contestation écologique et antinneléaire, la conviction, souvent formulée en termes apocalyptiques, d'une décadence des sociétés industrielles, tout cela peut aussi être l'expression de l'insertion dans un nouveau mouvement social, aussi important pour la société à venir que l'est ou l'a été le mouvement ouvrier pour la société industrielle. Ce qui pose de nombreuses questions, et en particulier celle de la nature même d'une contestation populaire de la consommation, et celle des rapports

n'est pas dans celui d'une concentration n'est pas dans celui d'une concentration économique qu'elle tend à accroître. Y a-t-il un projet global? Les élèments qui pourraient contribuer à le définir oscillent entre une utopie illichienne et une vision rationalisée de la société dans laquelle les aspects critiques sont plus nombreux que les perspectives positives précises.

les perspectives positives précises.

Contre les incobérences de la « société de production », convainces que « les inconéments du progrès commencent à être supérieurs aux quantages qu'il nous procure » (1), les militants de la consommation luttent pour « faire mieux et plus avec moins ». L'objectif affiché par par l'U.F.C. de « partir des besoins » (motion d'orientation pour 1978) indique une volonté de définir les normes de consommation et de les imposer comme normes de production, afin, dit J.-P. Circt, « d'essayer de mieux rivre dans le monde qui est le nôtre, de nieux profiter des possibilités fechniques et industrielles que nous n'en profitons aujourd'hui ». Tout cela est blen vague — ce qui n'est pas un reproche : une doctrine déjà solidement établie serait peut-être nuisible aux développements ultérieurs du mouvement. Tout cela, surtout, en dehors de généralités ntopiques, désigne blen plus un programme d'aménagements de la structure sociale existante qu'une contestation globale des grandes orientations de la société. tions de la société.

L serait simpliste d'imaginer l'avenir sous la forme d'une juxtaposition de mouvements, chacun occupant son terrain (région, femmes, consommation, production, etc.), de même qu'il serait aberrant duction, etc.), de même qu'il serait aberrant d'imaginer le champ social comme une scène de théâtre d'où sortirait par une porte l'ancien mouvement (le mouvement ouvrier) tandis que le nouvean ferait son entrée. Admettons — ce qui est déjà faire preuve d'un très grand optimisme — que le mouvement des consommateurs soit capable de se libérer de l'emprise étatique et surtout de définir clairement sa spécificité, c'est-à-dire une identité, un adversaire et un enjeu. Admettons également — ce qu'il est une antre rageure — qu'il soit ce qui est une antre gageure — qu'il soit soucieux de ne pas sc laisser enfermer dans le ghetto des problèmes dits de consommation, et se veuille partie prenante de

\* Sociologue, auteur de l'Etat, le Patronat et les Consommateurs, PUF, 1978.

### Dans ce numéro :

### PAGES 2 et 3:

WASHINGTON, LA SYRIE ET LES MARONITES LIBANAIS, par Selim Turquié. — Israel et la tentation chrétienne, par Amnon Kapeliouk.

LE TRIANGLE ET LE CARRE : essai d'interprétation de la diplomatie chinoise, par Yves Delahaye.

### PAGE 6:

Les difficultés du « développement séparé » en Afrique du Sud : les bantoustans en quête de capitaux étrangers, par Howard Schissel.

### PAGE 7:

Suite de l'article de Pierre Dommergues sur la révolte des contribuables américains.

### PAGE 8:

Planification et politique étrangère, par Charles Elections législatives et nouveaux gouvernements.

LES MOYENS DE LA DOMINATION FRANÇAISE : Une stratégie inscrite dans la hiérarchie impérialiste, par Michel Beaud. — L'économie de crédit international nouvel instrument de l'assujettissement, par

Christian Paliolx. — Dette et système monétaire, par Suzanne de Brunhoff. — Les fondements d'une stratègie de solidarité avec les peuples du tiersmonde, par Gerard Destanne de Bernis. - Des changes doublement inégaux : l'énergie et les matières premières, par Jean-Marie Chevalier. Vers un nouveau modèle d'exploitation des travailleurs immigrés? par Albano Cordeiro.

POUR UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MON-DIAL, par Edmond Maire.

### PAGE 15:

L'expansion industrielle de Boussac et l'exploitation coloniale, par J.-Y. Marchal et L. Wilhelm. Dans les revues...

### PAGES 16 et 17:

Comment organiser la coopération technique entre pays en vole de développement? par Marie-Claude Gèleste. LES FIRMES MULTINATIONALES ET L'ACCES DU TIERS-MONDE A LA TECHNOLOGIE MODERNE, par Georges Corm.

Suite de l'article de Daniel Biron et Alexandre Faire sur le mark et le projet de système monétaire

### **PAGE 19:**

EL MAESTRO : une nouvelle d'Hugo Blanco.

### PAGE 20:

Les quarante ans de la IV<sup>a</sup> Internationale, par Ernest Mandel. Un « marxiste révolutionnaire » face à l'enrocom-munisme, par Micheline Paunet.

Affaire Moro, vérité officielle en érité tout court L'ANTIQUE TRAGEDIE DU POI MR. par Leonardo Sciascia.

### Les livres da mois

PAGE 23:

# Cinéma politique: R.F.A.: Misères d'un âge d'or, par Ignacio Ramonet, Hans-Rüdiger Minow, Jacques Grant et Margarethe von Trotta.

### PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales. Recherches universitaires : l'introuvable Internationale, par Charles Zorgbibe.

Le numèro du « Monde diplomatique » d'octobre 1978 o été tiré à 110 000 exemploires.

Novembre 1978

an adementa on heres aimabi

second, progres comblemt pas us in la deuxième or grants d'Ani

Supple

president Balen. A to distere 2 million objects of The second states in gen bei eine mit die eine .... 226 u. . du  $\ll No$ 

nous décl Estritaba, chaf de table news repoil ..... presidenticl a wan solkan-.. restes au mard de time so tellifer

·::::emd #444 5 % ::Liler ses des-

2100

2000

10. 4

0.000 0.000 0.000 0.000 0.000 0.000 0.000

~ 1 · 6

 $\rho_0 = \rho_{\rm eff}$ 

64 mm . .

Popularia

Post .

n Explomation no known a Massa-note that a Police Bittanizite West to un tee do

- ile du comin. male, a Faul de male habi comité opérat. o avec le sostème o says socialistes type who est pas to sout a temps.

ne para speta-ri qu'en le vetille licins d'après les ili iliyadi.ci, a la mano va san

Times pour 

imposer un musie, Quand permettroni, i-iwndera gu aenezsité d'un 🦠 😘 umigue est dArasear pares le concurrence es factions wher a pas feu-to to sano. Volta

et provents per-Frence moisaine teta bien susciter parti unique. haieau ne doit à charge pour

----- Lire page " Sectionalists

le l'article de l.-P. L.). in progressiste dat Charles Ecotions County De : Vae :

 $(v,v) = \sup_{t \in \{v,v\}_{t}} \mathbb{E}[v] = \mathbb{E}[v] = \mathcal{L}[e]$ Domenich in 1

in - Caus traditi Conflict Avia Shatenne.

The second secon

Supplement

# MADAGASCAR La révolution paisible



Décidement, l'expérience malgaebe attire les épithètes aimables : révolution paisible, socialisme en douceur, progressisme subtil. Pareils qualificatifs ne semblent pas usurpés. Trois ans après la proclamation de la deuxième République (30 décembre 1975), les dirigeants d'Antanauarivo affichent une sérénité où la prudence vient tempérer la certitude d'avoir fait le bon choix. « Chi va piano, va sano... », assure le president Ratsiraka.

A la différence d'autres régimes du tiers-monde dont les chefs s'enivrent d'une logomachie mystifiante, la «révolution nationale démocratique» malgache u'abuse ni des slogans, ni des emblèmes, ni des banderoles qui ne sont trop souvent que les eripeaux d'un « socialisme du verbe ». Une exception pourtant : le

lution, dont l'adoption massive par référendum en décembre 1975 conféra au régime sa légitimité.

Pragmatique, méliante envers les « modèles » étrangers, la révolution malgache se montre aussi résolu-ment pacifiste. « Nous avons fait l'économie d'une hécatombe », entend-on souvent dire dans les allées du pouvoir. Les événements sangiants de mai 1972 restent gravés dans chaque mémoire. D'où ce speciacle étrange d'une capitale qui vit sans police et ne s'en plaint guère. A ce réalisme, à cette modération — après tout peu surprenants dans une société ayant toujours eu le goût du compromis et de la concer-tation — répond une stratégie du rassemblement.

Toutes les familles de la ganche malgache out été invitées, en janvier 1977, à se regrouper dans un Front national de défense de la révolution (F.N.D.E.). Il n'est pas que stien, au stade actuel, d'imposer le système du parti unique. Le régime malgache a ressenti le besolo, il est vrai, d'élargir au maximum son assise populaire avant de relever les grands defis des années 80 : poursulte de la décentralisation, accroissement de la production, mise en œuvre du plan, refonte de l'éducation, résorption des disparités régionales. Dans cette sagesse réside sans doute l'originalité de l'expérience socialiste malgache.

J.-P. L.

# «Notre expérience est en passe de réussir»

nous déclare le président Ratsiraka

M. Didier Ratziraka, chef de l'Etat malgache, nous recoit dans le bungalow présidentiel de Foulpointe, à une soixantaine de kilomètres au nord de Tamatave, où il aime se retirer pendant le week-end. pour s'y détendre ou étudier ses dos-

« Trois ans après le déclenche-ment de la révolution à Mada-gascar, quels sont les traits ori-ginaux de l'expérience socialiste

— La révolution socialiste malgache est originale en ceci que le citoyen malgache est sollicité tout le temps. Il ne fait pas délégation permanente de ponvoir aux élus. Le peuple malgache est responsable, tous les jours, toutes les semaines, tous les mois, toute l'année. Le citoyen n'est pas sculement électeur. Il est aussi responsable de sa communauté. Icl, par exemple, à Foulpointe, il doit y avoir mille habitants. Il y a un comité exécutif qui exécute les décisiens d'un censeil populaire. La révolution socialiste malcenseil populaire.

b La différence avec le système des pays dits capitalistes est évidente. Mais il y a aussi une différence avec les pays socialistes parce que le citoyen n'y est pas non plus sollicité tout le temps. Deuxièmement, les pays socialistes aboutissent, qu'on le veuille par des distributions de la company de la comp ou non, du moins d'après les expériences vécues jusqu'ici, à la

société de consommation. Or nous ne voulons pas d'une société de consommation. Nous voulons une société de justice, d'égalité. Il y a aussi la décentralisation. Ou n'accapare pas le pouvoir en haut. On décentralise effectivement le pouvoir, le savoir, l'avoir, le savoir-faire et le faire-savoir. C'est asses risqué, car il peut y avoir une atomisation du pouvoir, une évanescence des responsabilités, Mais, avec le centralisme démocratique, on pallie est inconvénient. société de consommation.

Pouvez-vous dresser un pre-mier bilan de la mise en place de ces collectivités décentrali-sées?

La mise en place est pres-que temmée, je, dis presquet car chaque collectivité n'a pas encore son comité exécutir. On n'a pas seses d'administrateurs. J'al voulu dans la « batmile du riz », pour l'augmentation de la production, mettre les gens à l'épreuve pour voir de quoi ils étaient capables. Je leur al dit: « Voilà, on va vous donner de l'arrent. Vous allez dresser des evaient capanies de leur al dit« Voilà, on va vous donner de
l'argent. Vous allez dresser des
projets avec une liste de priorités.
Je vous donne six mois pour les

En bien i j'ai été agréablement surpris. Le pourcentage de « dé-chets », dans les dossiers, est beaucoup moins fort que je ne l'avais prévu. Donc, si tant est qu'on puisse faire un bilan au bout d'un an, je suis eptimiste.

nationale démocratique, corane si la nature pouvait faire des sauts. Un jeune arbre ne peut pas pousser par saccades. Ces gens-là sont des contre-révolutiennaires. Ce radicalisme de gauche rejoindra toujours fatalement le radicalisme de droite, lequel nous empêche d'alier de l'avant, nous met des bâtons dans les rouss, soit par des runeurs, soit par des sabolages économiques, soit par soit par des rumeurs, soit par des sabotages économiques, soit par une certaine inertie. C'est pour-quei nous faisons d'ahord la révolution nationale démocrati-que. Nous jetons les bases saines, solides de l'édification de notre socialisme. Pour ce faire, écou-tex, je ne vais pas assessiner tout le monde!

de la gendarmerie en février (Lere in muite page 22) 1875; assessinat du colomei Batal-

COTONA

Notes Longue Marche. Il faut bien l'accomplir maintenant », re marque M. Charles Ravosjanahary, doyen du Conseil suprème de la révolution (C.S.R.) et l'un des proches collaborateurs du prée ide ut Ratsirales. El l'avènement de la Denxième République malgache fut le produit d'une évolution historique, l'arrivée au pouvoir de l'ancien ministre des affaires étrangères résults surtout d'une succession d'accidents » (émentes de mai 1972, entrainant la chute du régime de Philibert Tairanana; démission du général Ramsmantsos après la mutinerie de la gendannerie en février

filature

teinture

tissage

impression

mandrava) et uon d'un long combat clandestin ou armé, ayant emanté un noyau militant, formé aux tâches politiques. Autrement dit, la révolution malgache s'est faite « à coup de décrets » auxquels les dirigeants d'Antanana-rivo s'emploient aujourd'hui à donner vie.

La «longue marche»

vers le socialisme

Par JEAN-PIERRE LANGELLIER

Dans ces conditions, la seule stratégie concevable reposait sur la formation d'un large consensus excluant les scules forces hostiles au moindre changement. D'où la mise en place du Front national de défense de la révolution (F.N.D.R.) au sein duquel se sont retrouvés les partis ayant approuvé les principes socialistes contauts dans le Ligra. rouge-Géfficiellement aréé su januter. 1977, le Front regroupe aujourd'uni cinq corganisations révolutionnaires : l'AREMA (svant-garde de la révolution maigache, dont M. Didier Ratsiraka est le secrétaire général); l'AK.F.M.-K.D.R.S.M. (anclen parti du Congrès de l'indépendance, prosovetione, et dirigé par le pasteur Richard Andriamanjato); le M.F.M. (Parti du pouvoir aux cartegie concevator reposant sur a formation d'un large consentes au moindre changement. Sont la mise en place du Front lational de défense de la révolutions du rélational de sont retrouvés les partis ayant présidence de la République dont proponent arés en lauxier nationale et dirigé par un premier ministre — le lieutenant colonel présidence de la République dont le titulaire est éin pour sept ans au suffrage universel; le gouvernant cinq a organisations révolutions de la révolution moistre — le lieutenant colonel périre Rakotorijaona — membre de droit du C.S.R.; l'Assemblée nationale populaire, composée de cont trente-cept députés éius au suffrage universel pour cinq ans ; le comité militaire pour le développement, que le férillition de tout programme de défense et de développement; la Haute Cour constitutionneile.

prolétaires, formation railiée au Front après les élections générales du 30 juin 1977 et animée par M. Manandafy Rakotonirina); le Vonjy (Parti de l'unité nationale, qui rassemble, sous la houlette de M. Jérôme Razanabahiny Marojama, des raillés de l'ancien régime) et l'UDECMA (Union des démogrates-chrétiens de Madademocrates-chrétiens de Mada-gascar, conduite par M. Norbert Andriamorasata).

## « Chi va piano va sano... >

Vous vous en tenez pour le commandant de consulter tout l'instant à un régime multi- le monde.

partite; pourquei?

— Que pensez-vous des criti-

partite; pourquei?

— Parce que le parti unique u'est pas mûr. Nous faisons du socialisme, de la vraie démocratie, uons u'allons pas imposer un parti unique au peuple. Quand les circonstances le permettront, quand les choses arriveront à maturation, on demanders au peuple s'il voit la nécessité d'un parti unique. Le parti unique est fort utile à Madagascar parce que le démon de la division est toujours là, et il y en a qui en profitent. Il y a cette concurrence malsaine entre les factions. Encore faut-il y aller à pas feutrés. Chi va piano va sano. Voilà la clé de la question.

— Pourtant, on présente par-

Pourtant, on présente parfois cette concurrence malsaine comme une rivalité fructueuse?

— On peut très bien susciter une sorte d'émulation socialiste à l'intérieur d'un parti unique. Pourquol plusieurs têtes ? Moi, je suis marin. Un batean ne doit aveir qu'une tête. A charge pour

— Que pensez-vous des criti-ques émises par ceuz qui, à l'extérieur comme à l'intérieur du Front pour la défense de la révo-lution, vous reprochent d'aller trop lentement, de composer avec les ferces hostiles à un change-ment en projondeur des structures sociales malgaches?

J'ai toujours donné l'exemple de trois véhicules. La voiture de course va très vitte mais pas très loin. Elle u'a pas assez d'essence et peut tomber dans un ravin. Le rouleau compresseur ne va pas vite du tout, il est trop lourd. Entre les deux, j'ai choisi l'autobus, le tari-brousse, qui emmène toute le monde d'un pas raisonnable et mesuré, qui arrive sûrement à destination. Quand il y a une panne quelque part, tout le monde peut descendre pour pousser. Il y a eu des gauchistes chez nous. Il y en a toujours. Il y en a de moins en moins, il faut le dire. Ils ont voulu sauter tout de suite l'étape de la révolution

-Lire pages 23 à 33 : ---

Suite de l'article de Jean-Pierre Langellier. — Avec la France, une coopération misux adaptée sux besoins du

- Un pôle progressiste dans l'océan Indien (Philippe Leymade).

- Des structures économiques en profonde mutation (J.-P. L.).

Prois personnages de dimension internationale (Philippe

Le pays où la parole est un serpent toujours renaissant (Bakoly Domenichini Ramiaramanana).

De la musique traditionnelle aux chants et danses popu-laires (Michel Razzkandraina).

- La Grande Ile : Une « arche » parmi les esquifs... (Jacques

P. Zi. - Suite des déclarations du président de la République.

P. 33. -- La presse : ancienne, vivante et nationale (Ph. L.).

SIÈGE SOCIAL ET USINE A ANTSIRABÉ

ZANY LAMBA COTONA

TOY NY TANDROK OMBALAHY SADY INTEGO NO FIAROVANA manendrika raha isalorana

LA COTONNIÈRE D'ANTSIRABÉ

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.906.000.000 F.M.G.

ROUTE D'AMBOSITRA B.P. 45

### Le parti du président

vieux leader « sudiste » et paysan, Monja Joana, demeure aujourd'hui à l'écart du Front qu'il a quitté en juin 1971. Pour les militants du MONIMA, la révolution a été d'ores et déjà « récupérée par les bourgeois compradores et les bureaucrates ». Dans une récente interview au mensuel malgache l'Eclair, l'animateur de la révolte paysanne de 1971 affirme que « les agents de l'ancien régime reviennent en force à tous les échelons du pouvoir » et, tout en maintenant son soutien au gouvernement, il réclame une « épuration » de l'apparell administratif.

Les adversaires du MONIMA admettent que M. Monja Joana exerce encore sur les paysans antandroy du Sud (la région la plus déabéritée de l'île) un pousoir charismatique qui fait de lui l'un des personnages-clés de la scène pelitique. Son intransigeance, ses qualités de tribun et son aptitude à exprimer les aspirations des plus pauvres ont préservé son prestige. Les «svances» du chef de l'Etst en directlou d'un homme dont il recherchs le souhomme dont il recherche le soc-tien actif n'ont guère ébranié le vieux leader. Effes ont seulement provoqué une scission au sein du MONIMA et la naissance d'un « MONIMA socialiste», favorable tu retour dans le Front. Pour-tant, le MONIMA souffre de deux graves falblesses qui, à terme, peuvent lui être fatales. D'une part, Monja Joans, qui a soixante-dix-sept ans, u'a formé aucun héritier de sa trempe. D'autre part, il n'est jamais parvenu à faire du MONIMA un parti national. Son assise, en effet, de-meure, pour l'essentiel, ethnorégionaliste. Il u'empêche que le parti de Monja Joana représente une « force potentielle de mécontentement > avec laquelle tout gouvernement doit compter.

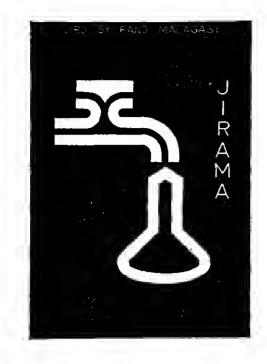
Le rôle politique majeur revient donc à l'AREMA, le parti du président. Sa suprématie institutionnelle est incontestable. Ainsi dispose-t-il, au sein de l'Assem-blée nationale, de cent douse décontre settlement seize à l'A.K.F.M., sept au Vonjy et deux à l'UDECMA. Il contrôle les six

S EUL le MONIMA (Madagas-car aux Malgaches), parti du la quasi-totalité des cent-dix vieux leader « sudiste » et paysan, fivondrana (anciennes sous-préfectures). Avec ses quatre-vingtdix mille militants, l'AREMA constitue d'ores et déjà le creuset du futur parti unique malgache. Il est la seule formation dont les structures ne reproduisent pas celles d'un parti français, mais au contratre épousent étroitement la pyramide des collectivités décentralisées. Là est sa grande force. Les militants du parti gou-vernemental assument en même temps des tâches administratives. « C'est une école de prise de res-ponsabilité », note M. Ravosjana-hary. L'AREMA u'est pas, pour autant, un bloc monolithique. C'est un parti cattrape-tout » qui possède ses conservateurs et ses « gauchistes ». Mais, en cette période de transition, les dirigeants de l'AREMA tiennent une telle

diversité pour inéluctable. Toute l'habileté du président Ratsiraka a consisté à associer le plus grand nombre de forces politiques à la conduite des affaires, transformant ainsi des opposants potentiels en des partenaires loyaux. Cette tactique visait prin-cipalement l'A.K.F.M. et le M.F.M. Fortement structuré, rassemblant des militants dévoués et discipli-nés, l'A.K.F.M. se réclame du socialisme scientifique. Depuis vingt ans, aucun gouvernement n's pu le déloger de la capitals dont il contrôle la municipalité. Force d'opposition par excel-lence, l'A.K.P.M. bénéficie de la part de la petite et moyenne bourgeoisie mérina d'une « prime de confort » et d'un attachement sentimental «Tana» vote A.K.F.M. per tradition.

Or, pour survivre face à un parti AREMA mis en place par le régime socialiste, l'AKFM. n'avait guère d'autre choix que de participer au Front, quitte, ensuite, à tenter dy faire prévaloir ses vues. Cette décision u'est-elle pas à terme suite. u'est-clie pas, à terme, suici-daire? « Absolument pas, rétorque le pasteur Andriamanjato.

(Lire la suite page 24.)



# RAMA

# UNE ENTREPRISE MALAGASY DE POINTE

PUIS l'avenement du gouvernement ectuel (15 juin 1975). EPUIS l'avènement du gouvernement ectuel (15 juin 1975). la politique da netioneliastion des grandes entrepriaes e'est appliquée en premier lieu à le Jiro sy Rano Melegasy (JIRAMA), qui, on le esit, est née d'une fusion antre deux sociétés, le Société d'Energie de Medegascar (SEM) et le Société Malgache da l'Eau et de l'Electricité (SMEE). La SMEE a repris en 1974 les anciennes exploitations da le société Electricité et Eau de Medegascar (E.E.M.), société concessionneire du asrvica public de production et de distribution d'aau et d'électricité dans les principales villes de Msdagascar depuis 1928.

bution d'aau et d'électricité dans les principales villes de Msdagascar depuis 1928.

La SEM; créée en 1953, s'est vu confier au landemain de l'accession de Msdagascar à l'indépendance toutes opératione nouvelles en matière d'électricité et d'eur.

En 1974, une ordonnance portant réorganisation des secteuro de l'eau et de l'électricité evait créé le Société d'Intérât Netional de l'Esu et de l'Electricité (SINEE) qui devait regrouper les deux sociétés précitées.

per les deux sociétés précitées. En 1975, le SINEE e étà dissoute pour feire place à la JIRAMA (ordonnence du 17 octobre 1975).

### LES OBJECTIFS DE LA REVOLUTION

La meeure de netionalisation était d'autant plue urgante que La meeure de netienalisation était d'autant plue urgante que le développement industriel de Madagascar et l'électrification du pays, qui eont parmi les objectife majeure de la révolution, appailent nécessalremant l'ection de l'État dans le domaine de le production de l'énergie. Il s'agit de servir en prierité non pas des intérêts particuliers mais ceux de la nation.

Medagascar à choisi la voie eoclaliste, définissant einsi la mentalité é edopter, le ligne de conduits de chacun, l'organisation du travail.

mentalité à edopter, le ligne de conduits de chacun, l'orga-nisation du travall.

L'un des objectifs centraux du régime actuel vise en premier lieu eu changement radical de psychologie dans l'entreprise. Est-il nécessairs de rappeler à cet effet qu'une révolution s'élebere evant tout dans les esprits 7 La charte de la révolu-tion socieliete malagasy est explicite à cet égard, elle « exige un changement protond de mentalités et de comportement, et suppose une transformetion fendamentale du système écono-mique et commerciel -

Les travailleurs doivent ee convaincre que, désormale, le bonne marche et le euccàs de l'entreprise dépendant uniquement de leur travail et de leur niveau de conscience. Mais il leur feut comprendra aussi qu'il ne suffit pas qu'une entreprise soit nationalisée pour présenter un label de garantie contre l'inefficacité eu une mauvaise gestion. L'anieu est trop important pour qu'on puisse ee permettre de tellee bévues dans une entre-pries vitale comme la JIRAMA.

Les responsables acluels sont conscients de ces problèmes el ont su évilar juequ'à présent le plage de la démagogie tacile qui coneiste à se nourrir de chimères en préconisant les selutione de facilité. Solutione de fecilité qui n'sccorderaient pas suffisamment d'importance, par exemple, eux notione de rendement et de rentabilité, pillers d'une benne gestion et d'une erganissien conséquente. En effet, une antreprise, dont la production ne répond pas à une certaine norme correspondent è se capscité réella, et dont la rentabilité est déficiante, encourt sériausement le risque de périciter à terme.

Cette éventualité est d'autant plus grave pour un pays pauvre

qu'il peut difficilement supporter da telles charges. De plus, la JIRAMA, pour son équipament, deit recourir ebligateirement à l'importation de la totalité de son matérial, ce qui représente una sortie de devises extrêmement élevée. De ce tait, elle doit veiller de très près é l'équilibre de son

budget, et pouvoir e'assuror également une merge aufilsante peur le financement de ses travaux

### UNE POLITIQUE DE DECENTRALISATION

Une centralisation excessive des activités e toujours présenté un frein su développement hermenieux et équilibre d'un paya. La JIFAMA a pressenti, dès le début, ce danger — c'est aussi l'una des préoccupations tondamantales du pouvoir révolution-naire — at e mis au point un système de décentralisation naire — at e mis au point un systeme de decommendament auivant des groupements répondant à certains critéres tels qua la eitustion géographique, l'Importance de l'exploitation, les

Ces groupements possèdent une cartaine eutonemie, qui laur parmet d'assumar afficacement des responsabilités locales teuchant en eubstance le service public. Catte décentralisation représente, en eure, le symbole même d'une veritable participation des travailleurs à le gestion de

l'entroprise, car chacun se sent directement concerné par le bonna marche de son secteur.

Le partage des responsabilités a donnà des résultats extrêmement anceurageants. Il constitue en etiet un tremplin idéat pour une saine compétitien. Chaqua secteur essale de sensibiliser et d'informer le public de son mieux sur les problèmes d'àlectrilication et d'adduction d'eau.

La décentralisation ne doit cepandant pes âtre vécua an vase clos, eu chaque erganisme se contenteralt, en quisiqua sorta, de s'eccuper uniquement de son domaina ou de sa zona d'intàrêt. L'électrification d'un pays est l'attaire de tous, et cela nécessite une formatien et une prise de conscience permanente das travallieurs sur le rôle qui incombe à checun.

### DES REALISATIONS DE TAILLE

Enlin. l'un des objectits fondamentaux de la décentratisation est l'électrification des zones rurales. La distribution de ast l'électrification des zones rurales. La distribution de l'energle, è Madagascer, se caractérisait naguère par un déséquilibre important antre les villes at les campagnes. C'est un phénemèna proprè aux paya en vois de développemant car la vie économiqua se concentre dans quelques grands centres. Pour y ramèdier, les responsables publica ee dépèchent de combler cet écart qui, si l'en n'y prend gerde et s'il s'accroît, présentera un péril national.

Dans la cadre de cetta politique, la JIRAMA sere amenée à utiliser avant teut les possibilités locales : hydro-électricité, gaz natural, charbon de la Sakoe, énargie aoiaira.

Le programme quinquennal de le JIRAMA prévoit le réalisatien annuelle de neuf à dix électrificatiens rurales el de trois à quatre adductions d'eau. A le fin de 1977, le JIRAMA compte

à quatre adductions d'eau. A le fin de 1977, le JIRAMA compt

cinquante-cinq centres d'exploitation élactrique et una produc-tion annuelle d'énergle de 271 300 000 kilowatts. Les eutres réalisations de taille ectuellement en cours sont celles des cantrales hydro-électriques d'Andekaleka (112 000 kilowatts) et de Namorona (5 000 kilowatts). Elles se situent approximativement à l'est et au sud du pays. Compte tenu du volume

des investissements et de l'anvergure des travaux - important pour le peys — le JIRAMA à dû recourir è des sources exté-rieures de financement. Plusieure raisons ont amené le société à réaliser ces

- La volonté de ne plus dépendre de l'extérieur

La volonia de ne plus dependre de l'extendur en manere d'énergla;
 La développement sens casse croissant de le consommation, liè essentiellement à l'extension ou à l'implantation d'industries nouvelles. On estime en effet que, è partir de 1982, les installistions de la zone dite interconnectée ne earont plus euffisantes pour faire face aux demandes de l'exe Moramangs - Antananarivo - Antairabe;
 Enfin, le dèsir de mettre en valeur les ressources nationales face et cout de riuse en plus élevé de l'évertie.

nales, face eu coût de plus en plus élevé de l'énergie

### LE BARRAGE D'ANDEKALEKA

La région d'Andekaleka est située à 125 kilométres environ La région d'Andekaleka est située à 125 kilomètres environ d'Antananarive, eur le versant est. Elle offra les conditions requises pour un eménsgement hydro-électrique, avec une chule brute de 230 métres et un débit garanti de 45 mètres cubes/seconde. L'usine sure une puissance installée finale de 112 000 kilowetts, dont la production est destinée à satisfaire les besoins en énergle de l'axe Moramanga-Antananarivo-Antairebe. Les caracléristiques du projet sont les aulvantes :

linyestissement : 116,3 millions de dollers U.S.;

Flauve : Vohitra ;

Bassin versant : 1873 kilomètres carrés ;

Chute : 298 mètres :

Chule: 238 mètres;
Puissance installée: 112 000 kilowatts;
Energie productible: 460 000 000 de kilowatts par an;
Ligne: 150 kilomètres. La financement est assuré par des orgenismes de finance-ment nationaux et Internetionaux, ainsi que par Medagascar:

— Agence Canadienne de Développement international

- Agence Canadienne de Développement international (ACDI): 14 millions de dollars canadiens;
- Internationel Dévelopment Aid (IDA) (banque mondiale): 33 millions de dollars américaine;
- Banque Arabe pour la Développement Economique de l'Afrique (BADEA): 10 millions de dollars U.S.;
- Calsse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E.): 15 millions de dollars U.S.;

- Fends escudiens: 12 millions de dollare U.S.;
- Fende kowaitiens: 10 millions de dollars U.S.;

- Abou-Dhebl : en cours. D'eres et déjé, Madagescar e annoncé sa décielon de perti-ciper pour 15 millione de dollars U.S. La réalisation du projet est conflée à la JIRAMA, qui e'assurera le concours de le Société Canadienna d'ingéniarie Cartier

En ce qui concerne les financements extérieurs, le gouverne-ment melagasy repréters à le JIRAMA les fonds qu'il eura obtenus auprès des organiemes de financement au titre du

La mise en service d'Andekalaka est prévue pour 1962, Cette mise en service sers en quelque sorte la garantie du rembour-sement de l'emprunt. A cet égard, l'évolution de le demande répondra à deux hypolhèses. La première correspond à une croissance normale de la demande, la seconde é la réalisation de différents projets industriale, gros consemmeteurs d'énergia, dont l'usine de ferro-chrome de Morsmanga, una usine d'engreis azotà à Temetava, una usine de celluiosa, etc.

### L'AMENAGEMENT HYDRO-ELECTRIQUE DE LA NAMORONA

Le projet Namorona consiste à amànagar una usine hydro-électrique de 5 000 kilowatts eur le Namorona — à quelque 400 kilomètres au aud d'Antenanarivo — et à installer des moyens de transport et de transformation pour relier l'usine aux réseaux de distribution de la ville de Fianarantsoa et des agglomarollone de la région.

La résitation de ce projet parmettro de faire lace à

l'sugmentation des besoins en énergie de Flansrantsoe, de satislaire aux demandes relatives è l'implantation de nouvelles industries et d'alimenter certaines agglomèrations. Le financement du projet est assuré par la gouvernement Japonals qui, par l'intermédiaire de l'Overseas Economic Corporation Fund, e eccordé à Madagascar an 1973 un prêt

de 2 militards de yen.

A le suite de l'augmantation des coûts du projet due à l'inflation et au retard dans la démorrage des traveux (juin 1977), le montant du prêt a été porté en 1976 è 3 mititards de yen (enviren 2 686 000 000 de trance melegasy).

Le JIRAMA, désignée pour réaliser le projet, assurere le finencement des dépenses non couvertes par ledit prêt. Le montant de la participation de la JIRAMA est estimé é 1 425 000 000 de yen, soit anviron 1 267 000 000 da franca malegasy.

1 425 000 000 de yen, soit anviron i soi conclusiva par l'appal d'offres lancè en février 1977 e conduit é la conclusion d'un contrat evec la firme Japonalsa Nissho-iwal. Ce contrat, dont le montant s'élève é 2 850 000 000 da yen (anviron 2569 000 000 de troncs melagasy), concerne la feumiture des àquipaments et la construction du barraga da prise d'eau, de l'ameriéa d'eau, de la centrale et de la étation élévatrice. Ce controt concerne àgelement la tourniture des équipaments

### CARACTERISTIQUES DU PROJET

• Investissement : 3 milliards de france malagasy : • Travaux : 1977-1978 ;

Travaux : 1977-1979 . Fleuve : Namorone :

Bassin versant : 475 kilométres carrés ; Objet moyen annual: 12,74 mètres cubes/seconde;

Puissance Installée: 5 000 kilowatta; Energie productibla: 39 000 000 da kilowatta par an; Ligna 60 kilowolis: 45 kilomètres.

TRAVAUX REALISES PAR LA JIRAMA

### La JIRAMA, pour sa part, assurara les prestations

- Eludes et construction de la ligne heute tension Rangmaiana-Flanarantsoe:

- Etudes et construction de le sous-station de Fianarantsoa et des locaux d'habitation refaills au projat,

Enfin, le JiRAMA se chargera également de le direction, de la eurveillanca at du contrôte des traveux de construction du barrage de price d'éau et de la centrale.

orenda Lyanta es La Elidemi

HINT EXPLANA

್ಯಾಚಿತ್ರ ತಂದಾಗಾಗಿ ಆತ್ರಂಭ ವರಣಾಧಿಕ

en flagment en flagment en en eur se

nembreux.

177

de e

3.77

co: . . .

1007

1.7

707.5

### LES EQUIPEMENTS DE PRODUCTION

Medagescar compte sctuellement aix cantrales hydrsuliques dont is puissance totale installée est de 51 992 (an kilovoits-ampères) et la productibilité moyenne de 191 000 000 de kilowatts. Il exiate, par altieurs, quarante-deux centrales thermiques dont la puissance varie de 40 é 20 000 kilovoits-ampères. La puissanca thermiqua totale installée est de 74 292 kilovoits-ampères.

### CHIFFRES D'AFFAIRES

Ces chiffres d'affaires de ces cinq demiéres années, hors taxes, en france melegasy, • 1973 : 4 799 millions ;

• 1974 : 5 251 millions • 1975 : 6 682 millions

• 1976 : 6 178 millions :

- 1977; b 737 millions.
Reppelons que 2 F français valent 100 france malagasy:

### CAPITAL HUMAIN

Nombre de travailleurs : — Cadres : Agents de meltrice :

Employés et euvriers ; 3 004 3 872

Masse saleriale distribuée: 1 890 millione en 1977.

### PRODUCTION (cinq dernières années) Electricité en mégawatts :

1973: 228 606:

1974 : 244 559 : 1975 : 245 845 ; 1976: 254 552; 1977 : 271 345.

### **PROJETS**

Madagascar s'intéresse de très près à l'évolution des techmauagascai s interesse de tres pres a l'evolution des tech-niques modernes en matière d'énergie nouvelle. A cet égard, deux des plus grandes entreprises da l'îte (le SOLIMA et le JIRAMA) vont procéder à la création d'une eutre société, cella des énergies neuvellas (selairs, géetharmique, àotienne). L'Etat perticipere pour 10 % du capital sur un total de 100 millions de france malaresse. de france malagasy.

Enfin, avec le colleboration de la Chine populeire, le JIRAMA construira une centrale hydro-électrique de 1 200 kilowetts à Antatore (chute de la Lily), à une centaine de kilométres anviron, à l'ouest d'Antananerive.

L'électrification couvrire une surface d'enviren 25 kilomètres de l'ayon à partir du berrage, dens la région de l'ilasy et de la Sakay. Cette zone représente une importance de premiar erdre au plan de l'agriculture et da l'élevage.

### « A LA MESURE DE TOUT HOMME »

L'un des grands thèmes du eocielisme melegasy, que la JIRAMA essale de réaliser dans son demains, est celul de l'association du personnet à la via de l'entreprise. Pour ce taire, la JIRAMA as garde bien da se laisaar entrainer dana une ferme d'erganisation bureaucretiqua. Car la bureaucretie, par con impersonnellié et l'exietence d'un système hiérarchique contraignent, et qui implique suberdinetten et contrôle, est une source d'ellenation.

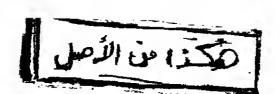
Cepandent, eucune antreprias ne peut tonctionnar sans organisation, et cela d'autant moins que ees dimeneions sont plue censidérablee. Il cenvient de précieur lcl que près da quetre mille personnes travaillent à la JIRAMA. La creation d'une erganication rigoureuse est une vérité d'expérienca qui a valeur de règle, règle que la JIRAMA se doit d'appitquer scrupuleusemant pour éviter d'ancourir un échac qui serait tatal é son exlatence même.

Alnsi, la gestien du personnel e fini par être considérée Ansi, la gestien du personnel e fini par être consideres comme posant, elle eussi, un problème d'organisation. La pramière obligatien que le JIRAMA s'est proposée est de treitar at de rétribuer dignament aon personnal. En effet, ti s'agit moine de payer da hauts saleires que da rémuner evec équité. Si un euvrier eccupe le poste qui tul convient et qu'il diepoes d'un bon eutillage, il travaillere mieux, davantage et plus volonilers. S'il a le sentiment de n'être pas un moyen et settice d'internation de n'être pas un moyen et settice d'internation. eu service d'une fin, mais d'appartenir à une communeuté où it e rang da collaborateur, il accompilra sa tàche an homme, non point en eutomate. Actualiament, l'administration du personnel de la JIRAMA

relève de la cempètence de la direction du personnel et des reletions humaines. Non seulement elle s'eccupe d'une manière eletions humaines. Nen seulement elle e'eccupe d'une ma glebale des travallieurs auxqueis e'applique sans distinction la politique du parsonnal, mala aussi, d'una mantère individuelle, de ces travailleuro à leur poate et dana leur groupe. La direction a comprie qu'elle a te devoir de tonder ses appréciations sur des critéres objectite et de tenir eelgneusement compte des qualités individuelles, pour les opérations des récrutement alle e recours à des extrements au les recours à des extrements aux des critéres de les récours de compte des qualités individuelles. da recrutement, alle a recours à des mathedes modernes, cont les tests psychotechniques oftrent un exemple particulièrement

Cependant, l'épanouissement de ces travailleurs resterail dans Cependant, l'epanouissement de ces travailleurs resterair uans la domaina des vœux pieux s'il eubsistait encore une inégalité pour le promotien et le fermatien protessiennelle. Sur ce point, le JIRAMA s'efferce de dévelepper et d'amàllorar lee centres da formation protessionnelle, qui tenctionnent déjà dans quelques villes. Ces centres s'occupent, en général, de le formation tachnique, administrativa et même de l'alphabétisation. Devant l'ampleur de la tâche le JIRAMA n'ingre pas que formation tachnique, administrativa et même de l'aipnaceuseure. Devant l'ampleur de le tâche, le JIRAMA n'ignere pas que sa réussite dépend également en grende partie de l'esprit d'équipe qui doit enimer sen personnel. La miee en application de le charte des antraprises socialistes invitara chaque travailleur è s'informer d'una mantère rigoureusa sur la part da responsabilità qu'il e é assumer su sein de l'enfreprise, et la niece qu'il personne dans la dévalencement du page. plece qu'il occupe dans le développement du pays.

RAZAFINDRATANDRA Zingha,





Supplément Madagascar ===

POLITIQUE

PO

(EMT. D) (DUITH)

RES DOWN ON

有工夫。 -



(Suite de la page 21)

Je ne vals pas assassiner tous ceux qui sont contre moi! Où vais-je donc trouver les cadres pour l'économie nationale? Les élites, les gens opérationnels, les cadres, je les preods où je les trouve. L'essentiel est qu'ils ne sabotent pas. Evidemment, si je mapercols qu'ils sabotent pas elimine sans pitté.

Les dirigeants malgaches jont état, en privé comme en public, de la résurgence ou du maintien de phénomènes inquiétants: corruption, la xisme,

public, de la résurgence ou du maintien de phénomènes inquiétants: corruption, la xis me, incompétence des cadres. Ces protiques et ces insuffisances ne risquent-elles pas de faire dévier l'expérience malgache de ses objectifs socialistes?

— Oui et non. Vous savez, ces pratiques ne vont pas très loin. La corruption porte sur de toutes petites sommes. Je ne suis pas sûr que la spéculation immobilière ou les histoires de potsde-vin chez Look heed ou alleurs aient pu compromettre le développement de la société capitaliste. Ce genre de choses se passe partout. Seulement vollà, les mass media exagérent quand il s'agit d'un pays du tiers-monde, à plus forte raison progressiste. Quand on parle de vols à main armée à Madagascar, tout de suite on grossit l'affaire. Mais, à côté de l'assassinat d'Aldo Moro ou de l'enlèvement du haron Empain, etc., il faut garder les proportions des choses. Tout le monde n'est quand même pas corrompu. Et puis, nous sommes en train de préparer les cadres de l'avenir qui remplaceront ceux éventuellement pris en flagrant délit de corruption, et qui se trouvent emprisonnés en ce moment. Ils sont nombreux, Peut-être un millier. Ils ont monde n'est quand même pas corrompu. Et puis, nous sommes en train de préparer les cadres de l'avenir qui remplaceront ceux éventuellement pris en flagrant délit de corruption, et qui se trouvent emprisonnés en ce moment. Ils sont nombreux, peut-être un millier. Ils ont productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement. Le maître pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs?

— Le budget de 1973 aurs le même volume que l'aunée dernière pour les dépenses de fonctionnement. Le maître pour les dépenses de fonctionnement. Le maître pour les dépenses de fonctionnement au prajit d'investissements productifs (no productionnement au prajit d'investissements productifs (no producti

de la République

Les déclarations du président

confondu la caisse de l'Etat avec leur caisse personnelle. On sévit. L'Ecriture sainte n'a-t-elle pas dit : « Aimez-vous les uns les cutres »? C'est un coup d'épée dans l'eau, tant que vous ne changez pas les structures sociales. C'est pourquol il faut se donner les moyens de sa politique. Dans les usines, les travailleurs sont partie prenante dans la gestion. Il y a des contrôles permanents a priori et a nosteriori. Cela va donc limiter a posteriori. Cela va donc limiter ces pratiques.

« Une révolution ça ne plaît pas à tout le monde »

— Envisagez-vous de facüster les investissements étrangers qui, pour l'instant, boudent votre pays?

 Je ne les appelle pas telle-ment. Je lutte contre l'extraversion de notre économie. Ils ne boudent pas notre pays. C'est nous qui refusons certains investissements. Je ne veux investir que dans des secteurs primitaires. Le gros han-dicap de l'économie malgache, ce n'est pas le manque d'argent, mais le manque de projets.

— Le budget de l'État mal-gache permet seulement pour l'essentiel d'entrelenir l'appareil administratif. N'y aurati-il pas intérêt à réduirs ces dépenses de fonctionnement au prafit d'inves-tissements modurités? — Je n'al pas dit quotidiennament, mais en permanence.
Il y a une volonté délibérée
de déstabilisation. La presse
occidentale est un peu désabusée
par les complots imaginaires ou
imaginés par tel ou tel d'entre
nous. Mais le régime malgache
est assez ancré dans la population pour n'avoir pas besoin d'af-

- Comment concevez-vous le

- Les militaires maigaches ne sont que des militants en uniforme. Ils sont là pour défendre la souveraineté de Madagascar. C'est le rôle classique. Mais ils sont là aussi pour défendre la révolution et ses acquis. Ils ont un rôle politique. Et un rôle économique considérable. A terme, l'armée devrait être autosuffisante et pouvoir assurer son sante et pouvoir assurer son propre ravitaillement.

à long terme.

tement à l'extérieur très pru-dente. Maintenant, on va y aller galement. Il faut s'endetter et investir dans les projets rentables à long terme

tions france-malquehes?

— Il y a Franca et France. Avec la peuple français, il n'y a pas de problème. Le peuple français n'a jamais été contre le peuple malgache. En politique, il n'y a pas d'amitié ni d'inimitié éternelle, il n'y a que des intérêts permanents. Nous sommes non alignés, engagés dans une lutte anti-impérialiste, antiraciste, antinéocoloxialiste. C'est à partir de ces principes fondamentaux que nous définissons quels sont nos amis et nos adversaires dans telle on telle phase de notre lutte. Il arrive que les vues du gouvernement français s'opposent aux vues du gouvernement malgache s'opposent à celles du gouvernement chinois ou soviétique. Auquel cas nous le disons sans ambages. C'est tout. Si on parle d'impérialisme, c'est qu'il existe. Le colonialisme existe encora, malheureusement. Quand je réclame les lies qui sont à long terme.

— Depuis votre arrivée au pouvoir, vous avez régulièrement
dénoncé les tentatives de déstabilisation qui visent votre régime.
On n'a pas toujours pris très
au sérieux, à l'étranger notamment, cet aspect « révolution assiégée » de l'expérience malgache.
Croyez-vous vraiment qu'en cette
fin d'année 1978, des puissances
ou des agents extérieurs s'emploient quotidiennement à saboter le socialisme malgache?

— Je n'al pas dit quotidien-

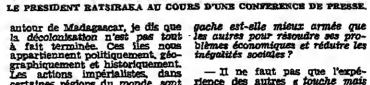
fabuler pour mobiliser les gens.
L'expérience malgache est originale, éminemment humaine, et en passe de réussir. Elle risque de faire tache d'huile. Or, quand on fait une révolution, ca ne plait pas à tout le monde. Il y a des gens qui veulent garder leurs avantages exorbitants d'antan, des nostalgiques du passé qui n'arrivent pas à avaler cette pilule. Pour convaincre les gens de nous déstabiliser, on brandit l'épouvantail du communisme. On dit que Ratsiraka est l'agent de Pidel Castro. l'agent des Soviétiques. A un moment donné, l'étais maoiste; maintenant, je suis l'agent des Soviéto-Cubains. Ne peut-on pas imaginer tout simplement que l'on veut vivre indépendant en paix à Madagascar, selon notre propre génte. Est-ce si difficile que cela à imaginer? Pourquoi ne nous laisset-on pas la paix? Le peuple jugera le bilan qu'on lui présentera à la fin du septennat. Je ne m'immisce pas dans les affaires intérieures des autres pays, sauf quand cela touche le plan international sur les questions de principe (l'affaire de Camp David celle du Sahara), ou est intraitable.

— Après la « décrispation »

— Après la « décrispation » qu'a marqué votre récent voyage à Paris en septembre 1978, comment voyez-vous l'avenir des relations franco-malgaches?

graphiquement et historiquement. Les actions impérialistes, dans certaines régions du monde, sont critiquées par vos journaux, par le P.C., le P.S., peut-être même par les chiraquiens plus que par nous. Quand on bombarde les combattants sahraouis, nous ne pouvons pas être pour ceux qui bombardent. On le dit sans animosité, avec franchise. Les relations avec la France dépendant de la France nous avons démontions avec la France dépendant de la France, nous avons démontré notre bonne volonté en allant à Paris par deux fois. Nous avons décrispé en indamnisant les banques, les assurances, mais il y a une limite à cela. Il y a en des abus, Les gens se sont déjà surpayés sur notre dos. Si vous voulez vivre en bonne intelligence avec nous, respectez notre option politique, notre idéologle, et nous nous entendrons très bien. Mais, encore une fois, nous ne cesserons jamais de réclamer le retour de ces iles à notre pays.

— La quasi-totalité des expé- La quasi-totalité des expériences socialistes dans le tiers-monde rencontrent beaucoup de monde rencontrent beaucoup de difficultés, économiques notamment, à tel point que certains dirigeants socialistes, en particulter en Afrique, pour apaiser le mécontentement populaire, rétablissent, d'une manière plus ou moins ouverte, les mécanismes du lûtre marché. La révolution mul-



inégalités sociales?

— Il ne faut pas que l'expérience des autres « touche mais corrige peu », comme disait La Bruyère, je crois. Cette expérience nous sert. Il ne faut pas aller trop vite. Ces régimes socialistes sont allés trop loin et trop vite. L'expérience coréenne vant la peine d'être étudiée. Ce pays éminemment industriel est devenu agricole et autosuffisant. Cette expérience, nous pouvons la réussir mieux que les Coréens, parce que nous n'avons pas leurs charges militaires. Nous n'avons pas de frontières communes avec d'autres Etats. C'est un atout. Ensuite, nous sommes un pays potentiellement riche. Nous pouvons produire tout. Nous formons cinq mille bacheliers par an. La relève est assurée. Et puis, il y a la volonté politique d'aboutir. La vole est tracée. Nous faisons des changements de cap, au coup par coup. Evidemment, nous n'alions pas virer loi pour loi. Nous corrigeons le tir à mesure qu'il se fait. Nous ne faisons pas de démagogie comme d'antres régimes socialistes. Maintenant nous disons « Production... production...

Propos recuelllis par JEAN-PIERRE LANGELLIER.



# OFFICE MALGACHE DES TABACS

# LA PRODUCTION DE TABACS DANS L'ÉCONOMIE MALGACHE

Madagascar compte dans sa production agricole la culture du tabac, laquelle porte depuis 1966 sur trois variétés destinées à la fabrication de produits à chiquer et trois variétés à cigarettes : tabacs noirs et tabacs blonds type Virginie et Burley.

Au cours des dernières années, la production a évolué comme suit en tonnes métriques :

	Tobacs	Tabacs pour cigarettes .			
Années	à	Tobocs	. Tabacs blonds		TOTAL
	chiquer	légers noirs	· Burley	Virginie	
1974	991	7 481	582	354	3 408
1975	632	1310	560	873 ·	3 375
1976	1 260	1 337	700	718	4 0 1 5
1977	960	884	620	872	3 236
1978 (prévisions)	1 730	- 1700	785	852	5 067

La culture de tabacs a taujours été pratiquée de pair sur des explaitations modernes et par des familles paysannes, ce demier secteur prenant une part relotive de plus en plus impartante de la production. Les explaitations modernes restent cependant prépondérantes dans la production des tabacs blonds.

La culture familiale est encodrée directement por l'Office Malgache des Tabacs, qui a succédé à la Mission SEITA ayant exercé à Madagascar de 1925 à 1970. L'Office achète la totalité de la production familiale et la revend pour son propre campte.

Les tabacs blands sant achetés par la Société Internationales des Tabacs Malgaches qui les traite dans ses installations sises à Majunga, second port de Madagascar, ladite société étant formée entre les planteurs, quelques clients et l'Office Malgache des

Les tabacs produits par Madagascar sont pour partie vendus aux manufactures locales de tabacs à chiquer et de cigarettes et pour partie destinés à l'exportation.

A l'avenement de l'Office Malgache des Tabacs, un objectif de 15 000 tonnes d'ici à dix ans a été fixé l'optique d'une exportation accrue.

Les produits manufactures, impartés au de fabrication locale, sont commercialisés par un service de manopale d'Etat, la Règie Malgache des Tabacs.



POLITIQUE

### DIPLOMATIE

## La «longue marche» vers le socialisme

(Suite de la page 21)

L'A.K.F.M. est in plus visitle organisation du pays. Son expérience est précieuse pour la révolution. Nous voulons oider les dirigeants à trouver un type d'action socialiste adapté aux réalités malgaches. Nous ne sommes pas jaloux de l'AREMA, qui a été créée avec notre connivence. En 1975, il fallait combler le vide politique et créer une organi-Pour nous. l'important, c'est le respect d'une unité et d'une discipline d'action en vue d'appliquer un progromme clair, celui du Livre rouge, qui o été accepté

por la majorité de la popula-tion.

tion.?

Le chef de l'AKFM accuellie avec quiétude la perspective du parti unique: « Nous ne nous jaisons pas hara-kiri. Au contraire. Par ses idées et ses méthodes, l'AKFM. s'intégrera de jaçon constructive dans le futur parti. D'ailleurs, nous avons toujours envisagé la situation de manière dynamique. L'unification ne nous fait pas peur. L'AKFM. kui-même est né d'une fusion de cinq petits partis. Nous souhaitons accélérer les chases. Sons fixer d'échéance, nous espérons fixer d'échéance, nous espérons que le parti unique verra le jour dans le courant de l'onnée pro-

Une stratégie du consensus

I l'AKF.M. court un risque sérieux d'être court-circuité par l'AREMA. Un example : l'A.K.F.M., naguère partenaire privilégié de l'Union soviétique, n'est plus seul à entretenir des relations régulières avec Moscou. Dans les délégations officielles malgaches séjournant en U.R.S.S., ses repréde l'AREMA, En outre, l'A.K.F.M. partage avec ses partenaires du Front les bourses d'études offertes par Moscou, Quant an M.F.M., mouvement d'extrême gauche fondé en 1972 par M. Manandafy Rakotonirina, il risque, lui aussi d'être « avalé » par l'AREMA. L'ancien chef des contestataires de mal 1972 a largement recruté

lumpenproletariat des villes. La plupart de ses militants émanent les célèbres ZOAM (jennes gens sans travail à Madagascar). Conscients de la gravité du chômage, le gouvernement et l'AREMA ont commencé à organiser leurs pro-pres ZOAM, s'attachant, de ce fait, une nouvelle clientèle politique. En ralliant le Front, le chef du M.F.M. pourrait bien avoir perdu une partie de son influence auprès de la jeunesse urbaine, qu'elle soit intellectuelle ou pro-

Fidèle à cette « stratégie du consensus » qui est au cœur de dent Ratsiraka s'efforce de satisde mal 1972 a largement recruté faire les diverses composantes du parmi les jeunes marginaux, sou-vent chomeurs, qui composent le leadars avant d'opérer la syn-

thèse des positions en présence: «Le chej de l'Etat n'odopte pas toujours le point de vue de l'AREMA, souligne le pasteur Andriamaniate. Il soit mesurer ce qu'il y a de positif dans les autres jormations du Front. » Ainsi le président apparaît-îl comme un homme d'équilibre et de compromis, un arbitre tranchant audessus des paries. « Il n'est ni l'homme d'un parti ni l'homme de l'armée, note un observateur. Il consulte ious ses parienaires — en ce sens, c'est un émietteur — et ne prend une déciron que s'il est assuré d'être largement approuvé. En outre, c'est un homme qui estime avoir le homme qui estime avoir le temps. >

Il fandra beancoup de temps, en effet, pour que le processus révolutionnaire en cours emporte l'adhésion des masses rurales (85 % de la population) concernées pourtant au premier chef. Le paysan maigache, profondément individualiste, s'est réfugié, de l'aven même des dirigeants, dans un certain attentisme. Le coupure entre les univers rural et urbain demeure très nette. Les projets dune administration. urbaine par nature, sont souvent mai perçus par la « hrousse ». Cependant, le travail politique accompli dans les campagnes notamment par le relais de la radio — a suscité un début d'émancipation paysanne (une « conscientisation », pour repren-dre le vocabulaire de la révolution malgache). Il reste aux dirigeants d'Antananarivo à vaincre le « désintéressement » dont font souvent preuve les paysans. Ce sers sans doute leur plus lourde

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

# Avec la France, une coopération mieux adaptée

PAR son ampleur et sa qualité, la coopération technique et culturelle est l'un des plus surs indices du climat politique régnant entre deux pays. Que celui-ci se détérique et celle-là en soutire tôt ou tard. Aussi, la «décrispation » intervenue ces demiers mois entre Antananarivo et Paris laisse-t-elle présager une relance de la coopération franco-malgache, mieux assortie sans doute aux besoins du pays hôte.

S'il est un domaine où les aléas

doute aux besoins du pays hôte.

S'il est un domaine où les aléas
de la politique ont sensiblement
affecté le volume de l'assistance
française à Madagascar, c'est
celui de l'alde financière aux
investissements (t'i t'e six du
FAC) (1). Ayant considérablement diminué depuis 1972, date
à laquelle Madagascar semblait
encore l'a enfant chéri a de la
coopération, le montant des engagements français dans ce secteur vital pour l'économie de la
Grande lle avolainera, en 1878,
12 millions de francs français.
An demeurant, la stagnation du
budget général de la coopération
a largement contribué à riger a
l'alde aux investissements au niveau ch elle était descendue ces
dernières aunées.

Les domaines d'affectation de

Les domaines d'affectation de cette aide sont très divers : équipement en matériel et formation du personnel du régiment du génie civil : ét u de a agro-industrielles ; encadrement de la culture cotonnière et de l'opéra-

tion café-polyre; création d'un diplôme d'études approfondies (biologie) à l'université de Madagascar : lancement d'un centre de formation d'exploitants forestiers. 1979 devrait ouvrir à cette aide

aux besoins du pays

associée à l'immense projet d'aménagement de la régiou du lac Aloatra. Il s'agit d'une œuvre colossale dont la réalisation sera échelonnée sur quarante ans, et à laquelle la Banque mondiale s'intèresse de près. Elle doit permettre, grace à l'abaissement du nivean du lac, de degage resouées à la riziculture. Le FAC financera les études de « faisabilité » confiées à une société française.

Ayant partiellement relayé le FAC, la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.) joue un rôle croissant à Madagascar. Sous forme de prèts à long terme, à conditions relativement favorables (6,5 % d'intérêt), la C.C.C.E. participe au financement de trois grands projets : construction du barrage et de la centrale hydro-électrique d'Andrekaleka, création d'une minoterie géante à Antsitabé, modernisation du central téléphonique d'Antananarivo. Elle aidera également au rajemissement du réseau ferroviaire.

permis de « dépassionner » — en

le dépassant - ce conflit culturel

hérite de la colonisation. Aujour-

d'hui, le français est enseigné

comme première langue vivante

Six cent cinquante assistants techniques

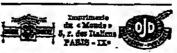
L'E deuxième grand domaine d'activité de la France à Madagascar est celui de l'assistance technique, directe ou indirecte. La seconde, naguere importante, est aujourd'hui réduite. En revanche quelque six cent cin-quante personnes servent dans la Grande Ile au titre de l'assistance directe. La majorité sont ensei-gnants. Au début de 1978, on comptait 396 assistants techniques dans des établissements malga-ches, dont 91 dans le supérieur et 276 dans le secondaire et le tech-

L'important est que le gouvernement malgache, conscient de ses besoins en la matière est de nouveau demandeur d'enseignants. Conformément aux secords de « globalisation ». mis au point en 1977 par la commission mixte franco-malgache et qui fixent un plafond financier à la coopération bilatérale, la France a décidé en juillet 1978 de pourvoir à soixante-huit postes d'en-seignants (dont trente-cinq à l'université). Mais le traitement da ces assistants techniques sera versé par l'Etat malgache. Il faut également signaler que cent trente-huit enseignants exercent dans les établissements scolaires de type français.

En matière de bourses et de etages, Madagascar demeure pri-vilégié vis-à-vis des antres pays relevant de la coopération. Le Cameroun, qui, en l'espèce, arrive an deuxième rang, reçolt seulement la moitié du contingent de bourses allouées aux jeunes Maigaches. Environ quatre cents «bourses d'études » permettent à ces élèves de recevoir à Mada-gascar une spécialisation postuniversitaire, notamment, dans les grandes écoles. Ces bourses sont réparties par les antorités malgaches. En outre, cent trente bourses de stages et de recherches bénéficient à des étudiants dont le séjour en France varie entre deux mois et deux ans.

Toote politique de coopération culturalle se soucle évidemment du statut de la langue française. Or, le « mai malgache » participa largement, en 1972, d'un phénomène de rejet de ce que les étu-diants qualifièrent à l'époque d'a impérialisme culturel français ». Depuis, la maigachisation progressive de l'enseignement a

Edité par la S.A.R.L. la Monde Gérants : es Fauvet, directeur de la publication. SCHOOL SERVERSE.



commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438

étrangère. Dans le secondaire, la malgachisation est effective de la sixième à la quatrième. Les élèves du primaire reçoivent un effective de la primaire reçoivent un effective de quatre heures par semaine. Le français est désormais conçu, en bonne logique, comme un cutil, non plus comme de difficultés inhérentes à l'élaboration, dans certaines disciplines, d'un «malgache commun » et l'absence de manuels scolaires en langue nationale.

tionale.

Dernier aspect des relations franco-malgaches: les échanges commerciaux. Malgré Famores d'une diversification de la part du gouvernement malgache, ceux-ci restent privilégiés. Premier fournisseur et premier client de Madagascar, la France allmente environ 35 % du commerce extérieur malgache. On a cependant enregistré en 1978 une baisse sensible des échanges franco-malgaches, qui tient d'ailleurs, en partie, à la stagnation globale du commerce extérieur de la Grande Ile. Les achats de la France représentent 0.4 % de la totalité de ses importations; ses veutes à Madagascar, 0.18 % de montant de ses exportations.

Longtemps excédentaires au bé-

montant de ses exportations.

Longiemps excédentaires au hénéfice de la France, les échanges
commerciaux se sont inversés au
profit de Madagascar. Paris
achète surtout des produits agricoles (café, vanille, poivre, cacao) ainsi que du chroma et des
cotonnades. Antananarivo importe
essentiellement des apparells mécaniques et électriques, des pièces
détachées, des produits sidérurgiques et pharmaceutiques.

AIR MADAGASCAR La Compagnie de l'Océan Indien

Lorsque, à la verticale de Majunga, l'hôtesse prononce ses traditionnels souhaits de blenvenue sous le clei malgache, et que le regard scrute par les hublots ces immenses étendues qui rappellent l'Afrique toute prache, bien rares sont ceux qui, parmi les prafanes, s'ottendraient à débarquer dans quelques minutes dans un décor et une ombiance qui pourraient se situer quelque part dans le Iointain Orient sans paur autant jurer ovec les sacro-saintes règles de la géographie. Une lle à la mesure d'un continent ou la réplique de tout un mande à la dimension d'une île, une Encore-l'Afrique-et-délà-l'Asie, Madagascar la Belle est sortie du bois au elle sommeilloit loin des regards indiscrets, pour enfin lever le voile de son charme. Un charme qui émone de l'étrange unian de l'infinie variété et du trait commun, de la multiplicité et de l'unité, une beauté qui ne risque pas de leurrer, encore moins d'ennuyer.

Tanonarive, capitale de l'île. Un haut lieu pétri d'une histoire dont les plus lointaines racines sont à jamais cristollisées dans les récits et les chants du pays de l'Imerina, saigneusement conservés et tronsmis de génération en génération. Située à 1 500 mètres d'altitude, une hauteur au l'on se sent tout de même plus près du soleil. Le solell ne se lasse d'ailleurs jamais de jouer avec le pittoresque unique au monde de la ville, faisant éclater les couleurs du marché oux fleurs et oux fruits du Zoma, ou anvoyant ses plus beaux rayons pourpres du sair mourir sur la nuée de petites maisons insolites accrochées aux flancs des collines. La ville s'est mise au rythme de toutes les grandes copitales du monde, mais les petites ruelles sont toujours là. Et les escaliers où se pressent mille et un métiers ombulonts. Et le lomba blanc des femmes. Et tous les signes omniprésents du passé, à l'image du Palais de la Reine dont les tours continuent impassiblement à veiller sur la ville des Mille...

 Un peu plus d'une heure suffit oujourd'hui aux Boeing-737 d'Air Madagascar pour opérer la métamorphose et transporter le voyageur en mal d'exotisme dans la petite ila de Nosy-Be, dont le nom — paradoxalement — signifie « la grande ile » en malgache. Grande, Nosy-Be l'est incontestablement par sa beauté qui lui a valu les éloges plus enthousiastes les uns que les autres de tous ceux qui l'ont visitée. A l'heure de la civilisation du bétan, où la course ou titre de dernier paradis terrestre est ouverte, Nosy-Be port confiant en ses atouts. Ses fonds mains d'une remorquable clarté. ses pinges de sable fin au l'adeur du large vient à la rencontre du parfum enivrant des ylan-ylang, sa fauna et sa flore, tout a concouru pour faire de cette perle amarrée au nord-ouest de la grande terre malgache le nid de rève où l'on souhaiterait

 A quelques minutes de vol de Nosy-Be, Diêgo-Suarez étale son damier ou fond d'une des plus belles bales du monde. Cette ville au la nonchalonce des vieilles cités tropicales côtoie en toute quiétude la fébrilité d'un port où viennent s'amarrer des bateaux du mande entier, cette ville a aussi un passé qui se perd dans la brume des temps. N'est-ce pas dans ces parages qu'une horde de forbans et de proscrits avait, au dixseptième siècle, jeté les fondations éphémères de Libertallo, cette cité utopique au bons et mauvais pourraient vivre libres et égaux?

Plus au sud de Diégo-Suarez s'étend la riche région de Sambava et d'Antoloha, fief incontesté de la vanille, une orchidée dont l'orôme maintes fois copié mais jamais égalé a conquis toutes les bonnes culsines des cinq continents. Il est Intèressant de savoir que la vanille malgache repré-sente plus de 90 % de la production mandiale. Et la longue et luxuriante bande du littoral est se poursuit sur des sites riches en couleurs, tel que Tomatave, premier part de l'ile, et Sointe-Marie, aù la pêche sous-marine est reine, mals qui pourrait aussi bien s'appeler l'île aux Souvenirs. Un lieu où les conons à jornais ravillés et les inscriptions gravées por les corsaires ne peu-vent qu'incîter à la méditation.

 Madagascar, c'est enfin le Sud, un For South à lo fois rude et grandiose que le solell inonde à longueur d'année. Terre d'aventures pour les amateurs de longues randonnées en volture et de ces découvertes inattendues que seules les petites pistes peuvent réserver, le Sud est aussi une terre d'avenir, notomment en matière tourstique où, dans l'aptique du développement bipaloire de l'île, Tulear est promis aux taus premiers rôles. Les centres d'intérêt sont nombreux dans ces Immensités de bout du monde: Fort-Douphin, ville historique au, en 1643, Pronis edifie un fort en l'honneur du futur Roi Solell de France, ville historique en blen d'autres points encore, mois également paradis des huitres et des langoustes. Ampanihy, célèbre pour ses magnifiques tapis mohair. Les mossifs de l'Isalo aux contours apocalyptiques, aù la vie semble s'être à jamais figée. Et icl et là, dans ce silence que les minus-cules feuilles des boobabs géants n'arrivent pas à froisser, les curieuses tombes bara et antondroy tapissées de comes de zébus et surmontées de statuettes noïves où les vivants ant gravé les aspirations souvent secrètes des dispans... Vaus qui mettrez le cop sur cette terre de vérité et de contrastes, Madagascar la Belle vous attend. Le soleil et le sourire y seront vos meilleurs

T. ANDRIAMANORO.

### SOCIETE TANANARIVIENNE DE REFRIGERATION ET DE BOISSONS GAZEUSES

Société ononyme ou capital de 2 250 000 000 Fmg Siège social : Andranomahery, route de Majunga

ANTANANARIVO (Madogascar)

B.P. 3806 — Tél. : 277-11 — Télex 22315

HISTORIOUE

En 1947, la société ROCHEPORTAISE evait créé une brasseric à Antairabe, Madagascar. Le 18 septembre 1953 elle fondait la STAR (Société tananarivienne de rérigération et de boissons gazeuses) un capital de 30 000 000 F C.F.A. poor exploiter le franchise d'embou-teillage de « THE COCA-COLA COMPANY ».

En 1960, le société ROCHEFORTAISE apporte sa brasacrie à la STAR, détermioant ainsi l'activité actuelle de cette dernière : — Production et distribution de la bière sous les marques THREE HORSES BEER et KRONENBOURG EXPORT (cette dernière sous Production et distribution de boissons gazeuses sous les marques CAPRICE, COCA-COLA et FANTA.

EVOLUTION DE LA SOCIETE

CAPITAL 1953 : 30 millions C.F.A. 1973 : 629.152 millions Pmg. 1960 : 150 millions C.F.A. 1978 : 2 250 millions Fmg. EFFECTIFS

1967 : 764 employés. 1978 : 1 548 employés. CHIFFRE D'AFFAIRES

1955: 33.507 millions F C.P.A. 1975: 3 902,864 millions Fmg. 1960: 303,633 millions F C.P.A. 1977: 6 006,249 millions Fmg. 1965: 546,423 millions F C.P.A. 1978: 8 000,000 millions Pmg (prevu) 1970: 1 596,551 millions Fmg.

PRODUCTION DE BIERE 1955 : 6 223 hectoutres. 1960 : 9 467 hectoutres. 1965 : 38 747 hectoutres. 1970 : 91 884 hectoutres. 1975 : 170 816 hectoutres. 1977 : 247 950 hectoutres. 1978 : 300 000 hectoutres.

1970: 91 884 hectolitres.

La STAR dispose de trole brasseries (Antsirabe, Antananarivo. Diégo-Snatz) pouvant produire ensemble 190 000 hi de bière, ainsi que quatre unités de production de boissons gazeuses, ayant uns cepacité de 210 000 hi.

Pour distribuer ess produits, la STAR a actuellement vingt-dent agences commerciales réparties dans toute l'île.

Afin de répondre à l'expansion du marché intérieur, la STAR vient de mettre eur pied un programme d'iovestissement réalisable en 1978-1880 pour un coût de 10 milliards de Pmg. Ce programme a pour objectif l'agrandissement des brasseries d'Anteirable, Antananarivo et Diégo-Suarez, la création d'une nouvelle et importante unité de boissons gazeuses à Antananarivo, la création d'une nouvelle brasserie à Tulear. Le potentiel de production de la STAR passera en 1931 de 300 000 à 625 000 hi pour la bière et de 210 000 à 400 000 hi pour les boissons gazeuses.

Durant la période 1978-1982, la STAR projette d'oovrir uns diraine d'agences de veote.

Le STAR et ses sociétés fillales constituent un groope important à Madaguscar.

NY VIPOTSY, fabrique de bouchons couronnes métalliques.
C. A. 1977 : 44,010 millions Fmg.

● MALTO, malterie noo encore opérationnelle.

MELLIS S.A. vins, C.A. 1977 : 737.656 millions Pmg.

SEMA (EAU VIVE), exploitation de source minérale, C. A. 1977 : 45.241 millions Fmg. • KAJY MIRINDRA, société de services informatiques créée le 23 janvier 1978 en associetion avec la SOMACODIS.

Le Rochefortaise S.A., groupe important français, côté en Boursé, déteoait 67 % du capital de la STAR jusqu'ec dérembre 1977, daz à jaquelle elle céda la majorité du capital à l'Etat Malagasy : cette évolution s'inscrit dans le cadre de la transformation de l'économie unationale définie par le Livre rouge du président de la République démocratique Malagasy. La Rochefortaise S.A. renze partenaire de l'Etat Malagasy avec 25,63 % du cepital de la STAR et a signé-un contrat d'assistance téchnique.

In p dans

Ante de este

to the day que to the control of the

Village da Bud et in la contineta (state) pour le fateatt figure

of thems le to

par les diffi
of the en Afrique

to the en Afrique

to renforcement ties mutaires ... dans es tes memen. Olanie avant tout la montrie et la

ರಣ ಕೆಗುಕಬೇಕು ದೇ ಭರ್ಷ ಗುಡಿಸುಗಳಾಗಿತ coulsion des pa-alonnaires (r. t-Ivato et Diego-endication post dependanci. — Themenis qui st Amanamarivo ont for de refour-tie d'alliances de

Contre les bases étran

que, como

ocean Indien e do fraga, du cont africain, renduc - ia: eurs un simple retour (1) increa Madagasca a connicia one des siecles un a comité de partir de part Gens et la la la cadants d'Afri-caine La proy et ait donc, avan la lattre, couset de l'afro asatteme to ton verra se deve lopper so to the forme militant apres to the puerre mondiale to Mannings ont fact beau donner in trans de l'art de l'

Un differend qui s'

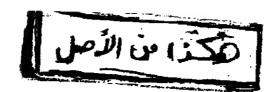
tt pour quelque C Statistic kilometres

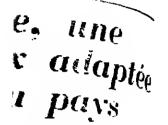
petits archipel Mocamb - mare du canel de entre Madagascar e (%) chies in thines, mais situes en pient en de la route du percie a cont les noms por len la cont les noms por contrat de des navigaleures \*toagnois ou trançai du les recomment - ou en pri ren positive en : Europa, Bassa de India - den de Nova, les Glo fiensas

reuses de Nova, les Glo
Ces d'il ont ete longtemp
inhabitat à l'exception de Jud
de Nova de le chosonate a ét
en forte d'issue la fin des années
netatent des conditions qualitatique des sans rappeler l'en
en forte de la burd hui, trois d'ent
aour de la sans de Station métée queiques 1.3:on des cyclones queman, 1.5:on des cyclones queman, 1.5:on en contact quot non pur Sind-Denis da la Rei Tan. 2 Junes d'une

dien auer Smit-Denis de la Rémon Des ellupes d'une qui du 2 PPTIMA de la Réunid de 2 PPTIMA de la Réunid Récent es symbolique de Le stat d'autre des liters de la Réunid de la la Réun Ts.ranana ancien president ma Gather that Cade en 1960 st laughter that the de les lies cont deriver a tradition of the de-thanks a tradition of the de-thanks a tradition of the colonia

Majagas a: de la colonia : Mars e problème s'est posé nouveau lorsque la Réoublique maigache à décide, en 191







Supplément Madagascar

### DIPLOMATIE

# Un pôle progressiste dans l'océan Indien

Par PHILIPPE LEYMARIE

N l'espace de quelques années, sous l'influence d'une gauche qui a progressivement renforcé son pouvoir dans l'île, la République malgache a pris conscience de son enracinement régional et établi des dens diplomatiques ou militants avec les pays progressistes de la côte est-africaine, comme avec les forces de gauche des îles du sud-ouest de l'océan Indien.

Cette évolution n'allait pas de soi. L'∢ insularisme « est une donnée permanente de la culture et de la vie politique malgaches. Et le régime social-démocrete du président Tsiranana (1958-1972) privilègiait de beaucoup ses liens avec Paris et l'Occident, affichant volontiers indifférence ou mépris à l'égard des voisins « naturels » de la Grande IIe. Rappelons simde la Grande Re. Rappelons simplement, pour fixer les idées, que les sympathies de l'ancien chef de l'Etat malgache allaient en priorité à Formose et au Sud-Vietnam pour l'Extrême-Orient; au Malawi, à l'Afrique du Sud et à la Côte-d'Ivoire sur le continent africain; ou à Israël pour le Proche-Orient...

Madagascar, qui faisait figure à l'époque « d'enfant chèrie de la coopération française », se sentait cooperation française », se sentait fort peu concernée par les difficultés rencontrées par les mouvements de libération en Afrique ou dans l'océan Indien. Loin de s'indigner d'un renforcement éventuel des activités militaires et économiques occidentales en Afrique australe ou dans les les voisines, son gouvernement nasvoisines, son gouvernement passalt pour craindre avant tout la « poussée communiste » et la « menace chinoise ».

mai 1972 — motivées notamment par la dénonciation des « accords d'esclavage », l'expulsion des pa-rachutistes et légionnaires fran-cais stationnés à Ivato et Diegocais stationnes à trato et Diego-Suarez et la revendication pour une «seconde indépendance» — les divers gouvernements qui se-sont succède à Antananarivo ont eu d'abord à cœur de « retour-ner » le système d'alliances de Madagascar: priorité a été don-née aux pays « progressistes » en général, à l'Est et à l'Extrême-Orieut sur l'Ouest, à l'Afrique eur l'Europe, tandia que le pays exigeait de Paris un réexamen global des relations franco-mal-gaches, sortait de la zone franc, et nationalisait les principans

gaches, sortait de la zone franc, et nationalisait les principaux interêts économiques français.
L'accent a été mis, sur le plan idéologique, sur un anti-impérialisme militaut qui renouait avec une tradition très vivace chez les Malgaches. On peut en déceler les prémices dans la résistauce de certaines tribus malgaches à l'encontre des royautés Mérina— l'ethnie originaire des Hauts-Plateeux— aux dix-septième et dix-hnitième siècles; puis dans le combat difficile mené par l'île réunifiée, durant la deuxième moitié du siècle dernier, contre les pénétrations étrangères et notamment française.

La charte de la révolution

les pénétrations étrangères et notamment française.

La charte de la révolution socialiste publiée en 1975 sous forme d'un «livre rouge » insiste sur ces « traditions séculaires de luttes », rappelle l'agitation nationaliste des intellectuels du V.V.S., en 1915, ainsi que le travail de précurseur de Ralaimongo durant l'entre-deux-guerres.

La montée en puissance du mouvement anticolonial et nationaliste semblait irrésistible en 1945; mais l'échec de l'insurrection générale de mara 1947, qui n'avait pas été voulue par les principaux chefs nationalistes et fut noyée dans le sang par l'armée française, avait renvoyé à une semi-clandestinité les idéaux d'unité et de libération de l'Afrique ou de solidarité afro-asiatique. Ils se sont réveillés à l'heure de la « loi-cadre », et ont été entretenus avec ferveur par le Parti du congrès pour l'indépendance de Madagascar la E.F.M.) et le MONIMA de Monja Jaona sous le régime de Philibert Tstranana, pour exploser finalement en avril 1971 (soulèvement des paysans du pour exploser finalement en avril 1971 (soulèvement des paysans du sud) et en mai 1972 (manifesta-tions des jeunes à Antananativo et dans les principaux centres de

Contre les bases étrangères

Touverture vers les épays le debat sur ce thème paraissant frères » de l'océan Indien et accaparé par le couple plutôt ampossible par ce déblocage politique, constitue d'ailleurs un simple tananarivo plusieurs conférences que, constitue d'ailleurs un simple retour aux sources. Madagascar a connu an long des siècles un peuplement compiexe où dominent de loin des hommes originaires des archipels malais ou indouésiens et des descendants d'Africains. Le pays était donc, avant la lettre, le creuset de l'atroasiatisme que l'on verra se développer sous une forme militante lopper sous une forme militante après la seconde guerre mondiale. Les Malgaches ont fait beaucoup, depuis quatre ans, pour donner un contenu régional au concept un peu vague de « l'océan Indien, zone de paix ». Alors que

INQUANTE kllomèlree carrés eu total; quatre llots ou pelits archipels

perdus eu milieu du canel du Mozamblque, entre Medagescar et

Mozambique, entre Medagescar et les côtes elficaines, mals situés en plein milleu de la « route du pétrole » et dont les noms portent la marque des nevigateurs portugeis, espagnois ou français qui les « décourrirant » ou en prirent poesession : Europa, Bassas de Indie, Juan de Nova, les Giorieuses.

de Indie, Juan de Nova, les Glorieuses.

Ces îlots ont été longtemps 
Inhabités, à l'exception de Juan 
de Nova où le phoephale e été 
exploité jusqu'à le iln des années 
60 dens des conditions qui 
n'étalent oes sans rappeler l'esclavage. Aujourd'hul, trois d'entre 
eux serveni de station météo, 
pour le prévision des cyclones : 
quelques agents, ralevés périodiquement, sont en contact quotidien avec Saint-Denis de la Réunion. Des équipes d'une quin-

nion. Des équipes d'une quin-zaine de fuelliers marins détachée du 2º R.P.I.M.A. de le Réunion

Un différend qui s'éternise avec Paris

Et pour quelques îlots de plus...

de gouvernements ou de partis, voire d'Eglises se réclamant du « non-alignement », du « progres-sisme », de la « démilitarisation de l'océan Indien » et de l'« anti-

impérialisme » Le président Didier Raisiraka dont il ne faut pas oublier qu'il est ancien officier de marine, et qu'il a été durant trois ans ministre des affaires étrangères — a pris nettement position contre l'établissement de bases étrangères dans l'océan Indien. Mada-gascar a fermé son pays à tout établissement militaire étranger,

s'opposant même à ce que des navires de guerre relâchent dans navires de guerre relachent dans ses ports, quels que soient leurs pavilions. Sa diplomatie s'est émue à de nombreuses reprises des travaux effectués par le marine américaine à Diego-Garcia, pour y construire une base aéronavale ultra-moderne, et les relactions américano-una les ches es contitors américano-una les ches es conti

d'Antananarivo. Un contentieux durable existe toujours avec la France sur ce même thème. Madagascar n'a cessé d'affirmer sa souveraineté sur les flots épars encore occupés par la France dans le canal du Mozambique (voir encadre cidessous). Il est toujours resté intransigeant sur l'appartenance de Mayotte à l'archipel indépendant des Comores, même au plus fort de la brouille qui s'est déclarée entre Antananarivo et Moroni après les émeutes anti-comoriennes de Majunga, en décembre 1976. Et il a défendu avec constance le droit à l'autodétermination de l'île de la Réunion, notamment cette année, lorsque l'Organisation de l'unité africaine s'est saiste du problème.

Les milieux diplomatiques et politiques malgaches out le sen-

tions américano-malgaches se sont tendues depuis la fermeture de la base de « poursuite » de satel-lites de la NASA, eituée près

politiques malgaches out le sen-timent que la présence militaire française dans ces îles ou dans ces caux constitue en germe une menace pour leur propre sécu-

Mobilisation et vigilance

P OUR desserrer ce qu'il considère un peu comme un cencerclement », le gouvernement malgache s'est efforcé de fisser des liens plus étroits avec les gouvernements et partis pro-gressistes des lles voicines ou de la côte est-africaine, Antanana-rivo entretient désormais des liens rivo entretient désormais des liens étroits avec les formations autonomistes réunionnaises, et notamment avec le parti communiste de Paul Vergès. Le coup d'Etat de mai 1977 aux Seychelles, qui a amené les socialistes au pouvoir, a permis d'ouvrir des relations confiantes d'Etat à Etat. Paul Bérenger, secrétaire général du Mouvement militant mauricien (M.M.M.) — l'opposition de gauche dans l'île Maurice, — a effectué de nombreux déplacements à tué de nombreux déplacements à Antananarivo, où son parti est considéré comme le futur déten-

teur du pouvoir.

Le cas des relations avec les
Comores est plus complexe. Traditionnellement, Madagascar. a
servi de « base arrière » à l'archipel, concurrenment avec la Tan-ganie aujourd'hui. Jusqu'au coup d'Etat de mai dernier, la Grande lle formati une partie des cadres comoriens et assurati le ravitali-lement de l'archipel en riz, sucre et carburants. L'instauration d'un et carporants. Instatutation d'un régime « révolutionnaire » à Mo-roni, entre 1975 et 1978, avait « politisé » ces liens, bien que les émeutes anti-comoriennes de Ma-junga — trois cents à mille morts, seize mille réfugiés — leur aient seize mille réfugiés — leur aient enlevé beaucoup de chaleur. Après la prise du pouvoir par Bob Dénard et ses mercenaires français en mai dernier, le gouvernement malgache a décidé de corper toute relation aérienne et maritime avec l'archipel, en attached au corpe l'archipel, en actediation acres l'archipel en actediation acres l'archipel

couper toute relation aérienne et maritime avec l'archipel, en attendant une normalisation qui est actuellement en cours.

Cette initiative, tout comme les nombreux voyages effectués ces derniers mois par M. Di die r Ratsiraka à Maputo, Dar-Es-Salaam, Alger ou Tripoli, montrent combien le règime malgache craint par-dessus tout une recrudescence des entreprises de « déstabilisation » dans son paya, qu'elles prennent une forme militaire (menace, intervention) on qu'elles s'appulent sur les difficultés économiques de l'île (ravitallement irrégulier, communications malaisées).

Une série d'« affaires » récentes ont troublé les autorités malgaches, an point qu'elles ont fait aujourd'hui de la « mobilisation » et de la « vigilance révolutionnaires » les thèmes favoris de leurs discours. Ainsi, en janvier 1977, un bimoteur Cessna a survolé sans autorisation le sud de l'île; et ses occupants, deux Sud-Africains et un Américain, convaincus d'attainte à la sécurité de l'Etat,

sans autorisation le sud de l'île; et ses occupants, deux Sud-Africains et un Américain, convaincus d'atteinte à la sécurité de l'Etat, ont été condamnés à cinq ans de prison. Le survol d'un autre avion provenant de Durban, en Afrique du Sud, a été constaté en novembre 1977, ce qui a motivé la décision du Conseil suprême de la révolution « d'abattre désormais tout avion violant l'espace aérien malgache sans autorisation». Et à la fin du mois de septembre dernier, alors que le président malgache s'apprétait à se rendre en France. l'armée a été mise en état d'alerte à la saite du survol de la région d'Antananarive par plusieurs av lons supersoniques non autorisés, et de l'appartition au large de Tamatave et de Diégo-Suarez, de plusieurs sous-marins...

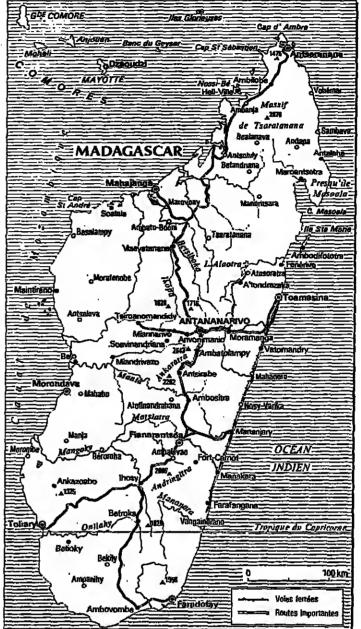
rité, et en tout cas une tentative de dissuasion. Ils considèrent que l'antenne géante « Omega » de Saint-Paul rattache la Réunion à un système de télécommunications militaires au service de l'Occident; et que les mille deux cents hommes du ? régiment parachutiste d'infanterie de marine (R.P.I.M.A.) établis dans cette lie à la suite de leur départ de Madagascar, en 1973, sont une troupe d'intervention extérieure bien plus qu'une unité de défense de ce département français. Ils voient aussi d'un mauvais cell la présence d'une unité de la Légion étrangère à Mayotte, et pensent que la flotte française de l'océan Indien — qui représente près d'un cinquième des moyens opérationnels de la marine française — s'arroge par trop une fonction de « gardien principal » de cette région, au nom de la défense de l'Occident.

L'o p'er ation de mercensires montée par Bob Dénard aux Comores, en mai 1978, ne pouvait que conforter les Malgaches dans leur conviction que certains milieux en France — pour ne pas dire certains secteurs du gouvernement et de l'armée — souhai-

milieux en France — pour ne pas dire certains secteurs du gouver-nement et de l'armée — souhai-tent toujours jouer un rôle actif dans la politique intérieure des lles du sud-ouest de l'océan Indien. Les interventions mili-taires françaises récentes an Tchad, en Mauritanie et an Zeire Tchad, en Mauritanie et an Zaire ne sont d'ailleurs pas passées inaperçues à Antananarivo, comme Didier Ratsiraka — en visite à Paris à la fin du mois de septembre — n'a pas manqué de s'en ouvrir an président Giscard d'Estaing avec une franchise qui a parfois désarçonné ses interiocuteurs.

Une partie des Français, des Réunionnais et des Indiens francophones évincès de Madagascar et des Comores ont trouvé refuge à la Réunion où la défense du drapeau français prend facilement des aliures de « dernier carré » ou de « rond-point des nostalgies ».

Ce sentiment d'insécurité, qui trouve un aliment dans des faits troubiants et dans le climat de « veillée d'armes » perceptible dans toute cette partie de l'océan Indien, renforce une tendance naturelle des formations de gauche malgaches à interpréter certains prices nationales demandes taines crises nationales demeu-rées sans explication par la mystérieuse intervention d'agents



étrangers. Il en a notamment été ainsi pour l'assassinat du colonel Ratsimandrava, l'incendie du pa-lais du premier ministre, le déchaînement anticomorien à Ma-

junga, les ruptures de stock dans le ravitaillement en riz, ou les émeutes d'étudiants et de jeunes chômeurs en mai dernier, dans la capitale.

# NY HAVANA

### **COMPAGNIE MALGACHE** D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES

TÉL.: 267-60 - B. P. 3881

ANTANANARIVO (Madagascar)

Télex : 22.377 - Adresse Télég. : HAVASSUR TANA

Première compagnie de droit malgache en matière d'assurances et de réassurances, NY HAVANA o été crèée en octobre 1968, à l'initiotive conjointe du gouvernement malgache de l'époque et des compagnies d'ossurances étrangères représentées par leurs agences générales ou délégations générales.

NY HAVANA vient donc de fêter son dixième armiversaire et il est jugé opportun de retracer

Le capital social qui était de 120 000 000 Fmg est possé à 250 000 000 en 1977, copital détenu dans sa très large majorité par l'Etat Malogasy.

Exploitant toutes les branches d'ossurances (terrestres, maritime et aviotion, vie), NY HAVANA se lance actuellement dans les assurances de collectivités décentralisées et du monde rural, demandant ainsi le concours de bientôt deux cents employés tous molgaches, répartis ou siège et dans les bureaux de vente directs Installés dans les six chefs-lieux de province de l'île. L'effectif n'étalt constitué que de cinq personnes ou départ.

Le retrait d'ogrément des compagnies étrangères, les opplications de l'ordonnance 75.002 du 16 juin 1975, instituant le monopale de l'Etat des opérations d'assurances, étalt un peu à l'ori-gine de ce renflouement de l'effectif.

effet, ont été regroupées autour de NY HAVANA quelques agences générales et délégations générales telles que l'U:A.P., le G.F.A...

Sur le plan International, la politique « tous azimuts » prônée par le gouvernement malgache est suivie. NY HAVANA o olnsi noué des rela-

tions réelles avec les marchés mondiaux et cherche encore à les oméliorer et les élorgir davantaga notamment vis-à-vis de ses voisins et collègues d'Afrique et d'Asie. A noter par exemple, qu'elle est membre de l'O.E.A.I. (Organization of Eastern African Insurers) et 1'O.A.A. (Organisation officaine des assurances).

Sur le plan des réassurances, la compagnie s'efforce également d'intensifier ses relations over les marchés suisse, onglois, ollemand, françals, suédois, coréen, chinois, turc, norvégien, maro-coin, algérien, kényan, vénézuellen, mauriclen, bolivien, mexicain, etc.

Le résultat est que son chiffre d'affaires, net de coassurances, reflète une santé bien ossise :

1968-1969		13 269 263	Fm
1970		66 856 886	Fm
1971		401 947 547	Fm
1972		367 819 983	Fme
1973		497 369 607	Fm
1974	,	658 344 552	Fme
1975		1 020 779 082	Fmg
1976		1 562 467 180	Fm
1977		2 115 836 988	Fme

il est signale que NY HAVANA et les compagnies d'ossurances en général, ferant partie d'un secteur financier et bancoire dans l'esprit de la mise sur pled des entreprises socialistes à

Le but de la restructuration du secteur, sans anticiper, ne peut évidemment être que la maxi-misation du rendement par la participation consciente et active de l'homme qui ne peut plus rester instrument de production.

### NY HAYANA :

- UNE GAMME COMPLETE D'ASSURANCES POUR TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITES :
- UNE VOCATION INTERNATIONALE A SATISFAIRE, EN REASSURANCES;
- UN RESEAU DE PRESTATAIRES DE SERVICE DANS TOUTE L'ILE

ARIA EN STOTE STATE #C.5:07:0 120.035

高端温差 タブード しけけんご

du 2º R.P.I.M.A de le Réunion meintiennent égalemeni uns présence militaire symbolique de le France dans checune de ces îles. Le elatut ectuel des llots — territoire françale dépendent administrativement du préfet de la Réunion — est conlesté par Madagescer et par l'île Maurice (pour ce qui concerne l'îloi Tromein, au nord de la Réunion). Philibert Teirmene l'ancien président mei-

au nord de la neution, rimant Teiranana, l'ancien président mei-gache, aveit cédé en 1960 eur l'appertenance de ces îles, consi-dérées autrefois com me des dépendences - de la colonie de Medagescar. Mais le problème s'est posé à nouveau lorsque le République malgache a décidé, en 1973,

d'étendre ses esux territoriales à 90 kilomètres et les fimites de son plateau continental à 180 kilomètres, anglobant ainsi plusieure lometres, anglopant ainsi pusieure iles. Paris s répondu en envoyant d'urgence les soldets chargés de « matérialiser » le présonce fran-çaise Et le 3 février 1978, Il a prie un décret créant des zones d'exclusivité économique de 200 milles marins eu large de ces

Le gouvernement malgache en a eussitoi coniesté le légitimité comme il l'avait constamment fait depuis 1973. Tananarive estime notamment que les arguments invoqués per les Français — droits du premier occupant, documents domaniaux, etc., — sont surtout des erguties juridiques destinées é cacher le volonté de la França de control de co

des erguttes jurioques desurres 
à cacher le volonté de la France 
de conserver le contrôle de passeges-clès : ces lles éparses el 
désolées du cenal du Mozambique soni utilisables esna précautions particulières — pense-t-on 
à Tananarive — et peuvent servir 
de bases militaires ou de points 
d'apput en cas de nécessité, volre 
de support à des Instalistions de 
télécommunications, de contrôle 
électronique de le région ou à 
des systèmes d'armés. 
L'ancien embassadeur de France 
à Tananarive — M. Pierre Hunt, 
aujourd'hul porte-perole de l'Elysèe — ne cachait pas, en 1977, 
que l'ermée française avait l'imoression, grâce à la détention de 
ces llots et de Meyotte, de contrôler tout le canal du Mozambique et de pouvoir surveiller a'-:al 
Madagascar, le Mozambique et 
même le Tenzanie. C'est blen ce 
que Antanenarivo e du mai à 
admetire...

# CAFE · VANILLE · GIROFLE

Trois produits caractéristiques d'une île carrefour entre l'Europe l'Asie et l'Afrique :

# **MADAGASCAR**



Cueillette du cofé...

Trois produits connus dans le monde pour leur qualité exceptionnelle



Vanille en fleur

Vanille : Madagascar produit 80 à 85 % de la production mondiale.

Premier rang dans le monde pour sa qualité.

Trois des richesses agricoles du sol malgache chez vous



... Triage des clous de girofle

Girofle : parfum, table, santé

Pour tous renseignements concernant

CAFÉ, VANILLE et GIROFLE de MADAGASCAR

s'adresser à:

CAISSES DE STABILISATION DES PRIX du CAFÉ, de la VANILLE et du GIROFLE

Angle rue Paul-Bert

Antananarivo MADAGACAR

B.P. 804 Téléphone 221-90 Télex 223-32



en pr

. baiaille du riz⊅

N'AD des proud
Sampa eu de
Ele a mus o
Ar serie d'opera
Table m 0.02 fran
Abble mous mile
Franche rentre

SOLITANY (PETROLE

Capital: 2.50

Pour l'in et l'exp pétroliei

Une seule adresse :

SOLITANY

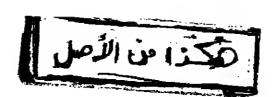
ANTANANARI Tereshina: 206-33, 201

> En outr à Mad à nos r

> > et de A

SOLEMOTEL Anosy

هَكُذَا مِنَ الأَصِلِ



ue:

esses

:hez vous



Supplément Madagascar

### ÉCONOMIE

# Des structures en profonde mutation

puis trois ans, les structures de l'économie nationale. Aucun secteur n'a été épargné. De l'agriculture au réseau bancaire, de la production industrielle au commerce extérieur, une gigantesque mutation est en cours. Toute restructuration économique afronte des moments difficiles. Toute etratégie novatrice, un jour ou l'autre, se cherche, hésite, trébuche. Dans l'ensemble pourtant, l'économie malgache a relativement bien traverse la longue période d'effervescence politique ouverte avec la révoite étudiante de mai 1972. Certes, le pari économique reste à gagner. Mais les plus graves écueils paraissent contournés.

A révolution malgache a profondément modifié, depuis trois ans, les structures l'économie nationale. Aucun réseur n'a été épargné. De l'agriliture au réseau bancaire, de la constituer a sans doute encore longtemps — le souci primordial des dirigeants malgaches. Deux sèries de chiffres situent le problème : en 1977, la production risicole a progressé de 7,7 % par rapport à 1976 (2 200 000 tonnes de paddy commercialisé a répressé de 14,6 % (308 000 tonnes de paddy commercialisé a répressé de de mai 1972. Cerres, le pari économique reste à gagner. Mais les plus graves écueils paraissent contournés.

La fragilité de l'économie maigache est particulièrement sengache est particulièrement sensible dans le domaine agricole. Le riz, blen sûr... Comment ne pas commencer par lui, omniprésent entre 100 000 et 200 000 tonnes de riz, ce qui grève lourdement sa balance commerciale. Lors d'un récent discours prononcé à Majunga, la président Ratairaka funga, la président a 7 milllards de F. Mg (1) la charge imposée à l'Etat par les importations de riz et d'arachide.

Celle-ci comporte plusieurs aspects: lancement d'opérations d'aménagement rural, notamment sur les 100 000 hectares de terres récupérées par l'Etat dans le cadre de la réforme agraire; en voi des fonctionnaires aux champs; amélioration de la collecte (en octobre dernier, une « Quinzaine du ravitaillement » visait à rassembler 8 000 tonnes destinées à l'alimentation de Tananarive). Ces efforts sont indissociables de la mise en place des coopératives socialistes et de diverses mesures d'accompagnement telles que la création de banques rurales. Il faudra du temps avant que le paysan joue, sans arrièrepensées, le jeu de la coopératives insure d'accompagnement visation. C'est une partie délicate, mais vitale pour l'avenir de l'économie malgache, car le gouvernement, tenu, pour des raisons Planification et sociétés d'Etat

Dans le aecteur industriel, on enregistre une morosité certaine. L'indice général de la production industrielle, après avoir régressé en 1976, bénéficie, il est viai, d'un taux de croissance de 5 %. Pourtant, plusieurs branches se débattent dans des difficultés continuelles. C'est le cas du bâtiment, des industries textiles, du raffinage pétroller. Les meilleures performances sont relevées dans la chimie, le papier et l'industrie alimentaire. La production minière est en manvalsa posture, notamment pour la chroposture, notamment pour la chro-mite et le graphite. En revanche, la commercialisation du mica

progresse,
Conformement à la charte de
la révolution socialiste malgache,
baptisée « Boky Mena » (« Livre
rouge ») et adoptée par référendum le 21 décembre 1975, la seconde. République malgache s'est dotée d'un instrument de planification socialiste. Ce plan

à long terme, ni impératif, ni indicatif, définit les grandes lignes de la stratégie du développement pour la période 1978-2000. Il envisage notamment un taux moyen de croissance de 6,3 % par an. Trois étapes ont été définies : mise en place des fondations du développement (1978-1934); consolidation de l'économie (1985-1992'; expansion et croissance (1983expansion et croissance (1993-3000).

ment. Sans erre alarmante, revo-lution des productions agricoles — notamment commerciales — ne suscite pas l'euphorie des res-ponsables. Une relance de ce sec-teur semble donc indispensable.

politiques évidentes, d'assurer aux grandes villes un ravitaillement régulier, ne pourra s'offrir indé-finiment le luxe d'importer d'étornes quantités de riz sur le marche mondial (100 F. Mg le kilo).

Les autres productions agricoles

Pour M. Rakotovao-Razaka-boana ministre des finances et du plan, cette planification a l'avantage d'être souple: « Il est difficile de planifier une éco-nomie en mutation, explique-t-il. En choisissant d'agir sur le long terme, nous nous réservons la possibilité de rectifier le tir si nécessaire. D'autant que l'introduction de la planification à Péchelon des collectivités décentralisées exigera une phase d'apprentissage. Nous sommes pragmatiques. Nous ne.

pourrons empêcher une période de tâtonnements. Ceux-ci devraient prendre fin en 1981. A nos yeux, les chiffres ont surtout valeur de repères. > Conséquence de la vague de nationalisations déclerchée à par-

nationalisations déclenchée à par-tir de juin 1975, les pouvoirs publics maîtrisent aujourd'hui de très larges secteurs de la vie in-dustrielle et commerciale. Cette reconquête par l'Etat d'une infra-atructure économique, naguère largement sux mains de l'étran-ger, lui permet de contrôler désormais 60 % du chiffre d'af-faires des entreprises (contre 10 % an 1972), soit par l'inter-médiaire de sociétés d'Etat, soit au moyen de prises de participaau moyen de prises de participa-tion majoritaires. L'Etat contrôle totalement les banques et les aesu-

rances, 85 % des exportations, les deux tiers des importations, l'essentiel de l'énergie et un tiers de l'industrie.

Miss au point à la fin de 1976, la « charie des entreprises socialistes » attribue aux représentants des travailleurs un rôle consultatif quant à la définition de la politique générale de ces entreprises mais ne leur recomnaît aucune participation directe à la gestion. S'agit-il d'une cogestion?

Non, répond M. Justin Rarivoson, ministre de l'économie et du commerce, qui préfère parier de « début de participation à la gestion ». Sil, assure le président Ratsiraka qui ne goûte guêre le mot « cogestion », mais ne voit pas « de meilleur contrôle que celui-là ».

### Idéologues et gestionnaires

Les autres productions agricoles évoluent diversement. Après avoir gravement chuté en 1976-1977, la production caféière a nettement repris, dépassant, avec 70 000 tonnes, le nivean de 1975. La production de girofle s'accroît régulièrement (la récolte obéissant à un cycle triennal), bien que les responsables commerciaux en aient volontairement limité l'exportation. Les productions d'arachide et de pois du Cap ont, elles aussi, ensiblement progressé en 1977. En revanche, d'autres cultures se portent moins bien. La production de vanille continue de chuter. Même déclin pour le tabac et le poivre (provoqué par la maladie du polyrier). Malgré une baisse de la production de canne, la quantité de sucre obtenue s'est accrue grâce à une teneur en sucre plus élevée. Enfin, la production de sisal se maintient tandis que celle-du coton progresse légèrement. Sans être alarmante, l'évolution des productions agricoles potamment commerçaies — ne A U-DELA de ces querelles A sémantiques, la place et la mission des sociétés d'Etat donnent lieu à un débat fort révélateur des divergences d'appréciation — inévitables — qui traversent l'équipe dirigeante. On assiste à la résurgence de l'antique concurrence — au demeurant fructueuse — entre les idéologues et les gestionnaires. Ceux-là ont tendance à négliger les impératifs de rigueur financière et de rentabilité jugés primordiaux par les seconds. Ecoutons les deux ministres en charge de l'économie malgache : « Il faut être très prudent, assure M. Rarivoson. On ne doit pas traumatiser les investisseurs, nationaux ou étraupers. On ne peut leur demander de prendre trop de risques. Il faut les laisser ne peut leur demander de prendre trop de risques. Il faut les laisser « digérer » le changement. Prenex les sociétés d'Etat. On leur demande de gérer leur actif, ensuite de remplir des objectifs à l'échelon national. Or, pour elles, gérer l'actif est déjà une gageure. C'est un trop grand pari. Il faut leur donner de nouveaux objectifs, moins ambitieux. »

M. Rakotovao - Razakaboana tient des propos analogues :
« Investir à outrance est un mot
d'ordre qui fait l'unanimité.
Quand on veut édifier une société
socialiste, il est normal de privi-légier les investissements de l'État.
Mois outrans les Mais on doit aussi encourager les mais on a off aussi encouraget les investisseurs privés et par conséquent sécuriser l'action économique. Les hypothèques idéologiques doivent être levées. Et puis tout investissement a pour vocation d'être rentable. Cela suppose

un règlement de nombreux prix. Une société d'Etat doit être gérée financièrement comme une entre-prise prinée. Vendre un produit cu-dessous de son coût est anti-économique ». Ces discours, clas-siques, empreints de réalisme — et que ne désavoueraient pas les gestionnaires capitalistes — n'ont rien pour exalter les théoriclens du socialisme malgache. Mais, rétorque à bon droit le ministre des finances, si l'important est a d'affecter les ressources à des objectifs socialistes, encore faut-it disposer de surplus ». Vollà pourquoi Madaeascar a financièrement comme une entre-

u disposer de surplus a.

Vollà pourquoi Madagascar a décidé, en toute sérénité, de s'endetter, l'épargne nationale étant trop faible pour financer les grands investissements. Le montant des emprunts à l'étranger s'élèvers en 1979 à 35 milliards de F. Mg. Endettement fort raisonnable, car l'Etat maigache dispose d'un confortable matelas de devises (équivalant à quatre mois d'importations). Pius alarmant est l'accroissement très sensible des créances de la Banque centrale aux dépens du secteur public. En revanche, la balance commerciale s'équilibre bon an mai an grâca à la bonne tenue de certains cours s'équilibre bon an mal au, grâca à la bonne tenue de certains cours mondiaux (café, girofle, vaniile) et au « tour de vis » effectué sur les importations. Quant à l'inflation, son taux fort raisonnablement contenu autour de 6 % est une preuve supplémentaire que les responsables de l'économie malgache ont autant de motifs de contentement que de sujets d'inquiétude.

J.-P. L.

La « bataille du riz »

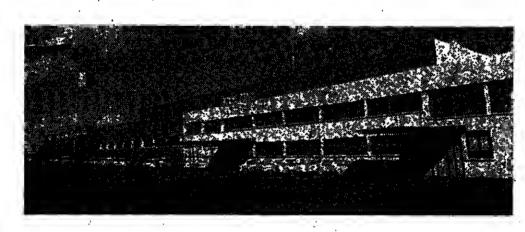
DE multiples facteurs expliquent cette carence en riz. En premier lieu, la démographie galopante (2,8 %) impose de nourrir chaque année quelque deux cent mille bouches supplémentaires, Ensuite, l'amélioration continuelle du niveau de vie entraine — phénomène familier au tilers-monde — une transformatraîne — phénomène familier au tiers-monde — une transformation des habitudes alimentaires. 
Ainsi les paysans du sud de l'île délaissent-ils peu à peu — et définitivement — le manioc an profit du riz. A cela, s'ajoutent l'insuffisance des moyens de communication, dans un pays au rellef très tourmenté : les déficiences des services de ravitaillement; l'inégale répartition géographique de la production ;
l'extrème morcellement des rizières; les difficultés découlant de l'extreme morcellement des rizières; les difficultés découlant de
la nationalisation du système de
commercialisation du riz. Ontouche là au cœur du problème.
Depuis 1973, une Société d'intérêt
national des produits agricoles
(SINPA) a pour tâche de collecter la récoite (prise en charge
et transport des sacs vers les
magasins ou les rizerles) et de la
revendre. Acheté au producteur paddy est vendu sur le marché local 55 F. Mg. La nationalisation des circuits

de commercialisation a en des effets heureux. Elle a mis de l'ordre dans une série d'opéra-

tions où les intermédiaires et les usuriers faisalent naguère la loi, régularisant le marché et garantissant un revenu minimum an producteur. Pourtant, elle n'a pas mis fin à une relative pénurie qui alimente d'importants circuits parallèles. Ceux-ci permettent aux Malgaches de contourner l'obstacle du rationnement (officiellement, la population doit se ravitailler dans des magasins spécialisés). En outre, certains fonctionnaires indélicats out organisé des détournements de stocks, pratiques désournais sévèrement réprimées par les autorités. Le casse-tête du riz sera seulement résolu le jour où le paysan malgache acceptera de vendre une plus grande part de sa production à la SINPA. Or, le producteur, individualiste et prudent par tempérament, hésite parfois à livrer sa récoite aux collecteurs issus des jokonolone (communautés rurales de base), qu'il tient pour des structures contraignantes depuis qu'elles sont devenues l'un des instruments polltiques de la des structures contraignantes depuis qu'elles sont devenues l'un
des instruments politiques de la
révolution maigache. De surcroît, le paysan maigache manque
rarement d'argent. Il dispose
même souvent d'un surplus monétaire, largement inutile, depuis
que la limitation des importations
a raréfié, dans les campagnes, les
produits de consomnation courante. Pourquoi, dans ces conditions, chercherait-il à acquérir
encore plus d'argent?

Conscient de ces blocages, le gouvernement a déclenché de-puis un an la « bataille du riz».





Savon de ménage « NOSY »

Savon de tollette « NOFY Poudre de détergent « maDio Pain de lessive « YAP »

Savon mou « MAZIKA ».

**ANTANANARIVO** 

GASCAR;

Prix de la décerné par l'INSTITUT INTERNATIONAL DE PROMOTION ET DE PRESTIGE.



SOLITANY MALAGASY

(PETROLE et DERIVES)

Capital: 2 504 500 000 FMG

Pour l'importation, la distribution et l'exportation de tous produits pétroliers à Madagascar,

Une seule adresse :

### **SOLITANY MALAGASY**

2, avenue Grandidier - Baîte postale 140 ANTANANARIVO (Madagascar) Téléphone: 206-33, 201-27

> En outre, pour votre séjour à Madagascar, faites confiance à nos motels d'Antananarivo et de Mananjary,

**SOLIMOTEL** (le motel SOLIMA)

Anosy - ANTANANARIVO (Madagascar) Boite postale 3850 - Téléphone: 250-40 - Télex: 22 393

)AGACAR

ITION DES PRIX

E et du GIROFII

2, santé

### HISTOIRE

# La Grande Ile une «arche» parmi les esquifs...

Par JACQUES TRONCHON \*\_

ES géologues font remonter la naissance de l'île de Mada-gascar aux lents cataclysmes qui provoquèrent, à partir de l'ère primaire, la dispartition du continent de Gondwana. L'Afrique australe, le sud du continent indien, les fles de la Sonde et l'Australie n'auraient formé primitivement qu'une seule masse continentale. Celle-ci se serait progressivement disloquée, fractionnée, com m e l'explique aujourd'hui la théorie de la dérive des continents.

Si, dans l'hémisphère nord, les

de la dérive des continents.

Si, dans l'hémisphère nord, les flots engloutissent l'Atlantide, au sud lis viennent battre contre un immense valsseau dont la prous effilée est orientée vers le nord. On dirait une arche de Noé, sanvant ce qui reste de Gondwana.

L'image permet, peut-être, de mieux discerner le creuset géo-morphologique où s'enraciners la

mieux discerner le creuset géomorphologique où s'enracinera la
civilisation « malagasy », l'arche,
refuge d'un antique passé, ressemble aussi à un vaste navire
poussé par les vents alizés vers
des rivages incomms.

La permanence, dne à l'insuiarité, d'une flore et d'une faune
« archaiques » fait encore aujourd'hui l'originalité de Madagascar.
L'homme est, semble-t-il, apparu
tardivement dans l'ile. La datation et les circonstances de cette
epparition soulèvent de nombreution et les circonstances de cette epparition sonièvent de nombreuses énigmes. Les scientifiques ont émis des théories contradictoires, certains estimant les premières vagues de peuplement antérieures à l'ère chrétienne, d'autres datant à moins d'un millénaire la naissance de la population malgache. Toutes ces théories ont un point commun fondé sur les recherches modernes de la linguistique et de l'ethnologie : si le peuplement de Madagascar est à dominant e malayo-polynésienne, il se présente aussi comme le résultat de diverses influences raciales provenant non seulement de l'Afrique voisine, mais aussi, pendant ces derniers siècles, de l'Arable, de l'Europe, de l'Inde et de la Chine.

Pourtant, il manque, à ces inter-prétations le support des recher-ches paléontologiques, qui ont été asses peu développées depuis les re mar que a consignées par les Grandidier dans le cadre de leurs travaux encyclopédiques. D'anti-ques légendes, en accord avec les théories scientifiques, qui font de ces primates les ancêtres des hominidés, racontent que certains lémuriens donnèrent naissance aux premiers hommes malgaches...

Il est de fait, en tout cas, que la plupart des habitants de Madala plupart des habitants de Mada-gascar se reconnaissent moins comms appartenant à une race syncrétique et allogène, que comme héritiers de la descen-dance commune et mythique des Razana (ancêtres), d'un peuple mystérieux de Kimosy ou de Va-zimba, présentés par les conteurs comme les premiers habitants de Madagascar aux temps préhisto-riques.

De l'autarcie à la conquête

PENDANT longtemps, ces peuples e prénistoriques » ont pu
vivre en autarcie, protégés par
l'immensité de l'île, son relief
montagneux, sa végétation exuberante, son éloignement durable
des grands mouvements de population. C'est l'époque où se sont
précisées, sans doute, les fondements de la civilisation «main
gasy»: civilisation agreste, où la
vénération des ancêtres n'exclut
pas un sens affiné de la personne
de Dieu, où le développement des
féodalités n'empêche pas la pratique démocratique du «Fokonolona» (communauté villageoise).
Entre les groupes humains dis-

(Publicité)

positions qui servent de relais à leur trafic maritime, et éventuellement de comptoirs commerciaux. Déjà, l'«arche» apparaît paradoxalement comme une terre tantôt accueillante — et c'est un carrefour où les races penvent se cotoyer —; tantôt inaccessible — et c'est ce Tanindrasana (terre des ancêtres) mystique que les vazaha ne peuvent pas longtemps profaner.

De nouvelles données survien-nent après le dix-septième siècle, du fait du développement des impérialismes européens et de la traite des esclaves. Pour la pre-mière fois, les populations mal-gaches sont en prole à de graves affrontements. L'introduction des armes à feu et la propagation des es p è c e s monétaires provoquent d'importants bouleversements soe s pèce s monétaires provoquent d'importants bouleversements so-ciaux. Des dynasties royales se forment, des nations s'organisent. Ces mouvements aboutissent fina-l'ement, à l'aube du dix-neuvlème siècle, à l'affermissement du lea-dership de la dynastle de Tana-narive et à la gestation d'un Etat

\* Doctour en histoire, suteur de ; l'Insurrection malgache de 1947, Mas-perc, Paris, 1974, et le Doctour Joseph Ravoahangy-Andriavalona (Encyclo-pedis les Africains, tome 1), éd. «Jeune Afrique», Paris, 1977.

neté à l'ensemble de l'île.

De Radama I<sup>ar</sup> à Ranavalona III, les gouvernants du
royaume de Madagascar doivent
lutter sur deux fronts : à l'extérieur, s'opposar aux tentatives
des deux « super-grands » du dixnenvième siècle, la France et la
Grande-Bretagne; à l'intérieur,
doser les réformes et juguler les
oppositions pour permettre à la
société malgache d'assumer le
choc de la modernité. Les deux
fronts se rejoignent parfois : choc de la modernité. Les deux fronts se rejoignent parfois : assimiler l'alphabet, la religion, les techniques, voire certaines coutumes des Européens, c'est autant se prémuir contre eux qu'introduire dans la place le cheval de Troie. Une succession de flux et de reflux, dont les plus spectaculaires sont la fermeture totale des frontières du royaume en 1845, sous le règne de Ranavalona I<sup>n</sup>, à laquelle suc-

La monarchie dans l'impasse

A PRES le traité de Berlin de 1890, où les puissances européennes se partagent comme un gâteau les pays afro-asiatiques, le développement des grands empires coloniaux fait naître une menace qui sera fatale à l'indépendance de Madagascar. Habituée aux évolutions lentes et à des protections naturelles qui jouaient autrefois en sa faveur, la société malgache est désorientée par le rythme précipité pris par les événements à la fin du dix-nenvième s'écle. Comptant seulement quelque trois millions d'habitants, elle a un réservoir humain trop faible pour réussir la révolution économique que connaît, par exemple, an même moment, le Japon du Meiji, qui brûle les étapes pour rattraper l'Europe industrialisée. Les nouvelles structures économiques qui prennent naissance à Madagascar sont fragiles et entre des mains attrangémes Saccapases lors d'une prement neissance a Madagascar sont fragiles et entre des mains étrangères. Saccagées lors d'une révolte en 1863, les usines de fonderie de Jean Laborde, à Mantasca, ne seront jamais relevées de leurs ruines. Déjà, Antananarivo a une croissance artificielle qui ne correspond pas au développement de l'ensemble du pays.

Sous le gouvernement de plus en plus autoritaire des premiers ministres Rainiharo. Raharo et Rainilaisrivony, l'écart se creuse entre le peuple (fokonolona) et ses dirigeants (fanjahana). Privée d'un réel soutien populaire, et isolée sur la scène internationale, la monarchie malgache se retrouve bientôt dans une impasse. La reine Ranavalona III peut bien déclarer, lors de son couronnement. le 22 novembre 1863. nement, le 22 novembre 1883, qu'a elle se dressera avec autant de force qu'un homme pour de-fendre l'intégrité du patrimoine national que lui ont légué ses ancêtres », cette rodomontade n'empêche pas la France de gri-gnôter, petit à petit, la souve-raineté de Madagascar et de pré-parer la conquête de 1895.

La fin du dix-neuvième siècle inaugure pour la civilisation mal-gache une épreuve sans précédent qui va durer un peu plus de soixante ans : le temps d'une coupure prolongée marquant plu-sieurs générations. Cette épreuve, c'est la colonisation française. Refoulé jusqu'alors à l'extérieur

naissance de l'Académie malga-che en 1902 va favoriser l'essor d'une activité cuiturelle propice à la civilisation malgache, même si elle vise aussi à étendre la cuiture française. En l'obligeant à s'affirmer, à se préciser, même si c'est parfois dans la clandes-tinité les soixente aunées d'occu-pation française maintiennent la civilisation malgache plus qu'elle ne la détruisent. cède, sous Radama II, un mon-vement d'ouverture radical en sens opposé, marquent plus que jamais les relations de Madagascar avec l'étranger.

Sons le gouvernement de Raini-laiarivony, premier ministre et prince consort des reines Raso-herina, Ransvalona II et Rana-valona III, le nouvel Et at se structure rapidement et semble trouver sa place dans le concert des nations.

L'attitude coloniale est du reste paradoxale, évoluant suivant les circonstances entre le mépris, le nivellement, la répression et, parfois, au contraire, la reconnaissance des valeurs malgaches Fondateur de l'Académie maigache, réorganisateur des fotonolona et restaurateur d'un certain droit coutumier, le général Gallieni est celui-là même qui fait procéder à l'écrasement du mouvement des Menalamba, à la violation sacrilège des sépultures royales d'Ambohimanga, à la décapitation de l'élite du royasme. Des contradictions analogues sont le fait de la plupart de ses successeurs. Le gouverneur général de Coppet, qui fait revenir en grande pompe en 1938 la déponille de Ranavalona III (morte en en là Alger) et qui milité pour la suppression du régime infamant de l'indigénat, ne peut empêcher que soit no yée dans le sang l'insuppression du régime infamant de l'indigénat, ne peut empêcher que soit no yée dans le sang l'insuppression du régime ambres indes nations.

Madagascar noue des relations diplomatiques et commerciales avec toutes les grandes puissances de l'heure. Antananarivo s'affirme comme la capitale du royaume et une ville de rang international : à la veille de la première guerre franco-malgache, en 1883, avec une population évaluée par certains à près de cent mille habitants, elle compte parmi les grandes villes de l'hémisphère sud.

Flux et reflux. Octroyée par l'an-cien colonisateur, l'indépendance recouvrée après 1960 conduit,

Les circonstances internstionales de cette fin du XX siècle ne sont plus toutefois ce qu'elles étaient en 1845 lorsque la reine Ranavalona I°, décidant d'expulser tous les étrangers, voulut revenir aux seules traditions hétitées des ancêtres. Cet isolationnisme n'aboutit en fait qu'à méchec, et fut de courte durée, il n'est sans douts plus vishle aujourd'hui, où les forces de pression des grandes puissances sont considérablement accrues. Pourtant l' « arche » voudrait flotter à sa guise comme autrefols, en à sa guise comme autrefols en jouant au milieu des esquifs représentés par les impérialismes

Le gouvernement du président Rateiraka pratique une politique « tous azimuts » proche du non-alignement. L' « arche » parsit attendre le retour de la colombe En 1958, Madagascar semble porteuse du rameau d'olivier. De sortir sans trop y croire de la quelle terre promise ne pas être dupe? la colombe ne viendra d'aucun des camps où se dureis-donne presque l'impression d'avoir été apprivoisé. Président de la messagère d'une civilisation montes implacables. Elle sera la messagère d'une civilisation montes implacables. Elle sera la messagère d'une civilisation montes implacables. diale où les droits des peuples seront respectés, et où l'antique tradition fokonolona, éprise d'unité et de fraternité, pourra

de l'« nrche», accueilli parfois avec rèticence, l'étranger s'y conduit désormais en maître. Grande figure coloniale, le géné-ral Gallieni écrit le 25 octobre 1896 à son ami Alfred Grandidier: « Je vais droit à mon but : fran-cier l'ète et de mon but : franque soit noyée dans le sang l'insurrection qui embrace l'Ile après le 29 mars 1947. Condamné ciser l'île et donner le plus grand apput à la colonisation française. » Les structures de la société mal-gache ont, cependant, trop de cohérence pour être ignorées par le colonisateur. Les c a d'res du royaume servent de fondement à l'administration coloniale. La à mort à la suite de cette insurrection, comme ennemi public de la France, le docteur Ravoahangy-Andriavalona sera gracie, puis décoré de la Légion d'honneur vingt are plus tard.

### La « deuxième indépendance »

L ES mêmes constatations valent en matière économique. Il ne suffit pas de dire que l'économie coloniale a été conque pour exploiter au maximum les richesses du pays. Il fant reconnaître aussi qu'elle a suscité l'essor des villes, le développement des moyens de communication et la naissance d'une économie moderne.

Les Malgaches eux-mêmes réa-Les Malgaches eux-mêmes réagissent de manière contradictoire
à l'occupation étrangère. Les
mouvements insurrectionnels violents visant à refouler l'occupant
au-delà des mers voisinent avec
les protestations d'allégeance aux
autorités françaises. Les revendications des nationalistes hésitent
entre la départementalisation,
l'autonomie et l'indépendance
radicale. Il n'est pas rare de
voir certains leaders tenir successivement ces discours opposés. Ces
antinomies apparentes sont souantinomies apparentes sont sou-vent le résultat de graves conflits d'intérêts au sein de la société malgache, où le civage des classes sociales devient progressivement plus déterminant que les différen-ciations traditionnelles des castes et des tribus.

En 1958. Madagascar semble sortir sans trop y croire de la longue épreuve de l'occupation française. Cet occupant, ce colon, donne presque l'impression d'avoir été apprivoisé. Président de la première République malgache, Philibert Tsiranana traduit sans doute une opinion répandue en disant, dans une boutade, que les Français forment la « diz-neu-vième tribu » de Madagascar...

après la révolution de mai 1972, à une seconde indépendance, plus radicale, où les Malgaches ont le sentiment de reprendre enfin pos-session de Madagasear.

trouver sa place.

# SINPA

# SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT NATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

Siège social: rue Fernand-Kasanga, TSIMBAZAZA

Tél: 205-58 - B.P. 754 - Télex: 223.09 - Adresse télégraph.: SINPA - Antananarivo.

19, Agences dans toute l'île

La Société d'intérêt national des produits ogricolea (SINPA), créée par le décret nº 73-315 du 16 novembre 1973 et placée sous tutelle du ministère des Transports du ravitaillement et du tourisme, a pour but de commercioliser les produits ogricoles sur toute l'étendue du territoire de la République démocratique de Madogoscor.

Les objectifs mojeurs de la SINPA consistent à gorontir une bonne organisation du morché des produits garicoles (amélioration du circuit) et à assurer le ravitalliement de la population en produits de première nécessité.

La SINPA exerce actuellement le monopole d'un certain nombre de produits (paddy et riz, orachides, cacao, mais, ricin) et peut déléguer ses pouvoirs de monopale à des structures d'Etot dans des zones bien déterminées.

L'achat aux producteurs, ensachage, stockage, gardiennoge oux centres d'ochat, est assuré por le Fakonolono movennant une rémunérotion qui vorie suivant les produits à

La SINPA ossure le financement des ochats, fournit le matériel de collecte, prend livroison des produits oux centres d'achat, se charge de leur évacuation vers les magasins centraux ou vers les unités de transformation et effectue le contrôle général de toutes les opérations correspondentes.

La commercialisation de paddy et riz (aliment de base de la population malagasy) reste l'activité dominante de la SINPA qui exerce également le monopole de la distribution du riz au niveau des centres de consommation.

Les Importations de riz sont en portie confiées directement à la SINPA depuis la

La SINPA intervient dans lo commerciolisation d'outres produits tels que : cofé, girofle, poivre, male en régime de concurrence libre. Comme ces produits sont surtout destinés ou marché extérieur, lo SINPA ossure également leur traitement et leur conditionnement,

La SINPA est à même de placer ces produits à l'extérieur et exporte égolement un certain nombre de produits à monopole tels que riz de luxe, mais, manioc sec et ricin.

Concernant le cacoo, lo SINPA ossure ellemême toutes les opérations de préparation depuis lo fermentation jusqu'ou conditionnement du cacoo marchand.

Ainsi donc, conformément à la nouvelle politique économique actuelle du gouvernement, visant à la maîtrise populaire du développement, la SINPA entend réaliser les différentes phases de la commerciolisation des produits agricoles en collaboration étroite avec la nauvelle structure rurole de base qui est le

## Deux ou trois conseils à un voyageur

ANTANANARIVO, il faut A d'abord digérer l'étonnement des pramiers jours, essouvir le désir d'exotieme, et, une fois pour toutes, n'hésitez pas, extaslez-vous, dès l'arrivée, sur la spiendeur des arbres, sur las llaques blanches de riz que miséreux piétinent le long de le route de l'aéroport, et vita, vovageur, épuisez le pleielr des crépuscules, le souvenir de le reine Ranavalo, son pelais d'été qui ressemble é la maison de Léon Toistol, et acceptez de trinquer chez les Français nostalgiques et baudelairiens de Diégo-Suerez au « pays parfumé

que le coleil caresse . Une fole débarrassé de la panoplie des naïvetés européennes, voua pourrez psut-être tenter de déchilirer le regerd de ce peu-ple, de pénétrer l'inquiétude riante de cette netion meurtrie par les luttes de ses ethnies et per l'ère coloniale, dans l'obligation, eujourd'hui, de naître eu monde du elècia demier et de la mechine. Il y e beaucoup de jeunes Lénine chez les Malga-

ches, et de Rosa Luxemburg... Si vous désirez les rencontrer. évitez les plages, les hôtels et les night-clube. Pourtant, un seul détour vous sers conseillé. C'est à Tametave, é » L'Amirei », une des boîtes les plus célébres de l'océan indien. Vous y trouverez dea merine é la Carco, des ba-leinlers norvéglens que guette la démence, des « lionnes » à la Zola, des Corses qui foni lortune, des Jeponals qui trafiquent (ils transforment les requins en boltes de miettes de thon destinées aux coopératives du monde

Par A. BOURSEILLER

entier) et des ingénieure de la Corée du Nord. Mala revenez vite aux choses sérieuses. Interrogez le soldat, l'homme de la rue, la lemme de le case, l'artisan de l'écaille, interrogez-les à propoa de la révolution. Les réponses vous surprendrant, vous découvrirez que vous etes un enlant gété, vous qui étes tou-joure prêt é vous ineurger quand vous écoutez les informations, au volant de votre voiture, dens les embouteillages du week-end. Les milliers d'enfents qui vont

à l'école et que vous croisez. portant leur cartable, dans les rues d'Antananarivo, ne doivent pas vous laire oublier que, le plupert du tamps, leurs perents ne savent ni ilre ni écrire et n'admettent pas l'ordra ou iss consignes des dirigeants qui domandent de transformer le riziàre en păturage. Le riz est un tabou religieux, une gioire quasi rédemptrice des dieux.

Voyegeur, vos Idées préconuse sont dures comme la peau des buffles. A Madegescar, il laudra vous y laire: la nation en marche n'a pas fabriqué des elogane importés de Berkeley ou de Turin, elle célèbre une évidence; et le militant qui, de relais en relois, passe le bătonnet témoin ne falt que répéter la même question, à vos yeux sans doute eimpliste : commer. vivre dignement sene se contenter esulement de survivre ?

Alnsi gardez votre sang-froid en arrivant par le train é Antsirabé, lorsque vous eerez

assallli, devant le gare, par uns vingtaine de « pousse-pousse ». Si vous avez la chance d'avoir plusieure bagages, pour trancher d'une façon plus ou moins équitable, répartissez-les entre quelques-una de ces hommes qui es cognent durement afin de vous tirer dans leur petite voidéposez un eac, une vallse, ou meme un livra, une paira de chaussures, n'importe, et dirigez-voua é pled vers le grand hôtel où le sultan du Maroc passa le temps de son exil. Accompagné d'une dizaine de pousse-pousse, vous na manqua-rez pas d'être troublé par cette procession chantante et gais, satisfaite d'exercer son métier, qui peut vous paraître dégra-

Quand ce n'est pas l'homme qui exploite l'homme, c'est la nature qui se met de le partie, avec ses pluies dévastatrices, aes inondetione, ses raz de marée. Il n'y e presque lemeis de repos, ni dens la brousse, ni sur les Heuts-Plaieaux, ni sur la

On prétend même que les morts ne aupportent pas de rester ellongés toujours sur le même côté. On les retourne donc périodiquement, et cela e'eppelle le retournement. On en profite pour ajouter aux enciens un nouveau suaire qui doil envelopper le coms ; il est donc blen nécessaire de le retourner. Le retournement des morts (- famadiheno ») donne lieu à une fête, et nous vous souhailone, voyageur, d'y assister.

Trodimer

Dani in itngue liste des ho un role ..... taut dans | histoir nages conspent use place de l'étolie s'ammes d'Elai : Raintia anno y (1828-1896) et

A N A M P O I
I N A. considere

I A tua comme le

I sur peu de

This lifet, les his
I sur peu la dia date

I sur lifet, les his
I sur peu la dia date

I sur lifet, les his
I s etement frad. gilly take Plateaus in 191 - /1; - vs. 21le hilletten fran-2.Jean 11. une grantien ...

Le fondatou**r de l'Éta**t

in de Napoleon I''. le comparé à l'em-

— surnom signi-paya d'eleveurs de featt come pays delevers de sours au temmpolismenta est le moutre dent Hubert Deschappa. The l'urité malgoche : La reste du colème to commence à l'époque ou Lous XVIII che en Franca, versits.

Jean **Ralaime** 

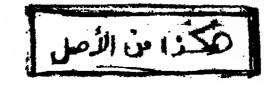
:::hai: Ralaimonpo Beautiup de jeunes, d on ter membasesit aujourd'hul su tere timbe figure historique ment ::: sire de résistance la (c): \_-:e française (1896-1897) "S en '+" + +1: Buss un membr ce 't . . 1. que regroupail tou les grants personnages de l'élit tul: .ee e: tu! bru!alemen: repr mee e 1915 paur avoir justemen Age, 147, 145 mus chymie meat les : e dréciteraient éventue lemin : a création, en 1946 dy Mr. Jament démocratique d '3 Irland' on malgache (certain 103 411 1258 (20503, de la jévo with me seche) qui fut sauve gemen : ::: spitée en 1947 : cer it will autalent retenu d

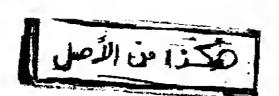
lagro et area sa participation, e

:414s d'Ho Chi-Minh, a

cotine - + Tours. Right: 5: ne fit, et ne lu ret :+ ::: cela. Si on lui prel iav. : -1: euz. moins pour garde le stricht de l'homme qu'il fr que :: donner de l'aesuranc any :: " mes qu'ils sont, bear co.5 ::: preis à broder e memory des fieurs-de-la-nation C'es: : 511 que, dans un pay qui ra minque pourtant pas c ligure: illuatres s'étant distin gueer tens les grands moment de a les stance nationaliste d nagione siècle, aucun ne per egale: Falaimongo. Avec se espo -; e: ses désillusions, sa v lu; פוקודייין א de l'époque cole niale -, son action, fondée si des print pes universels, eut u reien' sement dans le pays.

N = 1155 les merches occider mongo appartenait, par sa lamill d ca : 4.32nnat aisé, travaille et ingenendant, qui partait libr me: 3 2 conquête des terre desertes la Moyen-Ouest, Mai en come in du dix-neuvième si cle cu le pouvoir central, malg son avin tarisme, a arrivalt pl a enta er le bandilisme enden que dans l'Ouest, le jeune Rala mons: li evait une dizair d'ennes fui élevé par ui ban bance de pillards et échangé loin ..... neuf zebue. . Je re lai, ech. bill plue land dans ur de ses autobiographies, en escl vage thez les Baras jusqu'i 1896. Cesi-à-dire trois ane epr la page de Tananarive par I Français Je suis rentré chez m Patents grace é la France libér Ce fut la - on le comprend un événement capital dont Rair







Supplément Madagascar

#### HISTOIRE

## Trois personnages de dimension internationale

Par PHILIPPE DECRAENE

Dans la longue liste des hommes et des femmes qui ont joue un rôle important dans l'histoire du peuple malgache, trois person-nages occupent une place de premier plan car ils possédrient l'étoffe d'hommes d'Etat : Andrianempoinimerina (1750-1810). Rainiliaiarivony (1828-1896) et Radams II (1829-1863).

P'ANDRIANA MPOI-NIMERINA, considéré avco queique abus comme le premier unificateur de la α Grande-lle », cm sait peu da choses précises. En effet, les hischoses précises. En effet, les historiens ne connaissent pas la date
de sa naissance, qu'ils fixent approximativement à 1750, et îls se
disputent à propos de celle de sa
mort qui, selon les uns remonte
à 1809, selon les autres à 1810.
D'autre part, en dépit de l'abondance des récits hérités de la
tradition orale, on ne possède
au cu u portrait authentique du
plus grand des souverains merina. plus grand des souverains merina. Le dessin, trace au dix-neuvième siècle, qui le représente vêtu du lamba, pièce du vêtement tradi-tionnel des Hauts-Plateaux et brandissant une sagaie, est, af-firme le meilleur historien francais de Madagascar (1), « une pure ceuvre d'imagination ».

Contemporain de Napoléon I", quarts du territoire de l'actuelle : il a souvent été comparé à l'em-

pereur des Français, hien que les différences de culture et de civi-lisation entre les deux homnes et l'ampleur i u é g a le de leurs champs d'actiou respectifs soient considérables. Par ailleurs, tandis considérables. Par allieurs, tandis que l'aventure de l'obscur nobliau corse s'achève sur le rocher tropical de Sainte-Hélène par un échec, celle de l'héritier contesté d'un petit royaume du centre de Madagascar se termine en apothècse politique et militaire. Forçant le destin, Andrianampoinimerina a su, en dépassant le cadre étriqué des quatre royaumes merina réunités sous sa houlette, changer totalement le cours de l'histoire de l'île, en cherchant à en atteindre les ilmites naturelles. Le mot célèbre mites naturelles. Le mot célèbre qu'en lui prête, « la mer est la limite de ma rizière », est à l'origine des conquêtes de son fils Radama, qui s'emparera des trois

Le fondateur de l'État moderne

ricatif dans ce pays d'éleveurs de bovins, Andrianampoinimerina est le monarque dont Hubert Deschamps a dit que « l'unité malga-che est sa fille», La geste du célèbre toi commence à l'époque où Louis XVI règns en France, vers 1783, lorsqu'il s'empare par la capitale malgache, et beptisée le « Versailles malgache». Dix ans plus tard, il fait son entrée dans Antanansrivo, « la ville des mille que « l'unité malgache» pur le versailles malgache ». Dix ans plus tard, il fait son entrée dans Antanansrivo, « la ville des mille que riers », en est chassé l'année que riers », en est chassé l'année

UI, à Madageacer, ne connaît Relaimongo?

Beaucoup de Jeunes, si

on les Interrogeait aujourd'hul eur

cette grande figure historique. l'associeraient, oomme chef

la conquete française (1896-1897) :

ils an fersient eussi un membre

de la V.V.S. qui regroupait tous

les grands personnages de l'élite

cultivée et fut brutalement répri-

mée en 1915 pour evoir justement

voulu défendrs une culturs mena-

cée ; ils le créditeralent éventuel-

du Mouvement démocratique de

la rénovation malgeche (cortaine direlent, eans lapeus, de la révo-

lution melgache) qui fut sauva-

ement décapitée an 1947 ; cer-

tains, enfin, auraient retenu de

leure lectures sa participation, en

1920 aux côtés d'Ho Chi-Minh, au

rian de tout cela. Si on lui prête

tant, c'est que, moins pour garder

eux hommes qu'ils sont, beau-

C'est aussi que, dans un pays

qui ne manque pourtant pas de

figures illustres e'étant distin-

guées dans les grande moments de la résistance netionalists du

vingtième ciécle, aucun ne paut

ageler Ralalmongo. Avec ees

fut à l'exemple de l'époque colo-

ntale et son action, fondée sur

des principes universels, eut un

NE dans les marches occiden-tales du pays betelleo, Ralai-

mongo appartenait, par sa femille,

é ce paysannat elsé, travailleur

et Indépendant, qui partait libre-

ment à la conquête des terres

désertes du Moyen-Ouest. Mals,

en cette fin du dix-neuvlême siè-

cle où le pouvoir central, meigré

son eutoritarisme, n'arrivait plue

à enreyer le banditisme endèmi-

que dans l'Ouest, le jeune Ralai-

mongo — Il eveit une dizaine

d'années - fut élevé par une

ioin contre neut zébus. « Je res-

tal, scrivit-il plus tard dans une

yage chez les Baras jusqu'en 1898. C'est-à-dire trole ane après

la prise de Tananarive par les

Français. Je suis rentré chez mes

parents grâce è la France libéra-

Ce fut là -- on le comprend --

de ees autoblogrephies, en ea

bande de piliarde et échangé au

rstentissement dans le pays.

oirs et ses désillusions, sa vie

congrès de Tours.

ent de le création, en 1946,

Connu comme « le taureau aux force du trône d'Ambohimanga, ville de la banlieue de l'actuells capitale malgache, et beptisée le versailles malgache». Dix ans plus tard, il fait son entrée dans

nitivement. Puis il s'empare suc-cessivement du royaume de l'Ouest et de celui de Ramaromanompo, situé au sud-est.

Mais, comme le « petit caporal », Andrianampoinimerina n'est pas Andrianampoinimerina n'est pas seulement connu pour ses conquêtes. Il est également considéré comme le fondateur de l'Etat malgache moderne, alors que pourtant, lorsqu'il accède au pourtant, lorsqu'il accède au pourtant, lorsqu'il accède au pourtant, lorsqu'il accède au pourtant, sa personne est sacrée et qu'il est la cle de voîte de l'édifice social de l'époque. Il est vrai qu'il divisa l'imerina en six circonscriptions, organisant des assemblées de villages qui soumettaient les clans à la loi commune,

Rainilaiarivony, l'époux de trois reines

L'IRANGE destin que celui de cet homme d'Etat ué en 1828 sous un signe astrologique maléfique, et dont l'on se contenta de couper deux phalanges, alors que le respect de la tradition eût imposé sa mise à mort. Prèsenté à la cour d'Antananarivo à l'âge de quatorze ans. Il devint l'un des favoris de la souveraine. Quelques années plus tard, il allait épouser Rascherina, veuve de Radama II, et être en même temps promu premier ministre du royaume. La et être en même temps promu premier ministre du royaume. La façon dont il parvint à triompher de la muitiplicité des intrigues auxquelles la cour servait de cadre témoigne en faveur de sa grande intelligence et de son am-hition. La fréquentation des Euro-péens, et notamment de Laborde, alors très infinent, lui permit de compléter une instruction restée très sommaire.

A la mort de Rascherina le 31 soft 1868, Ramilalarivony parvint à imposer comme nouvelle

D'autre part, Andrianampoinimerina laisse une œuvre importante en matière de législatiou — pénale notamment — car le meintien de l'ordre public fut l'une de ses obsessions permanentes. Enfin, soucleux de progrès économique, il développs activement l'agriculture. Parmi les innombrables «mots» qu'on lui prête, l'un des plus connus est « le riz et moi ne futsons qu'un ». Effectivement, l'absentéisme fut combattu avec vigueur, tandis qu'était encouragé l'esprit d'émulation par la distribution systématique d'instruments aratoires et l'organisation de concours de travaux agricoles. Les disettes furent vaincues par la travail collectif, en partis forcé. Mais de tous ses mérites, celui qui semble lui valoir les éloges les plus nombreux fut l'habile réglement de sa succession. C'est en affet de sou vivant qu'il fit monter sur la pierre sacrée d'Andohalo celui de ses fils auquel il entendait confier le destin de son royaume. le destin de son royaume.

souveraine Ramoma, deuxième femme et cousine de Radama, couronnée sous le nom de Ranavalona II, qu'il épousa à son tour. Il entreprit alors une première série de réformes importantes et e'appuya sur les protestants, dont il reconnut la religion, remplacent les tellemens royaur par la cant les talismans royaux par la Bible lors des céremonies du conronnement, le 3 septembre 1868. Puis, le 21 février 1869, il se fit haptiser ainsi que son

Pour rendre compte de cette conversion, les historiens retiennent généralement les explications suivantes (2) : la grande religiosité de la souveraine, les progrès du christianisme au sein des élites malgaches et la formation d'un véritable parti protestant qui risquait de devenir une source de contestation du pouvoir, les difficultés croissantes avec la les difficultés croissantes avec la France qui cherchait à renforcer son influence. Ce dernier point est capital, car Rainilalarivony crut aincèrement trouver auprès des missionnaires protestants une protection efficace, l'Angleterre devant faire pièce aux préten-tions françaises.

En septembre 1868, Rainilaiari-vony promulgua le « Code des 101 articles», premier texte légis-latif imprimé, posant en principe l'égalité de tous devant la loi, remplacé en 1861 par le « Code des 305 articles», estimé suffi-samment adapté aux réalités du pays par les Francais pour que les Français pour ceux-ci le conservent sous le ré-gime colonial. Le premier ministre réorganiss également de fond en comble l'administration et l'armée, prohibs la vente de l'alcool, affranchit en 1877 les esclaves afri-cains et en installa une partie comme colons. Protecteur des miscomme colous, Projecteur des mis-alons, il encourages la London Missionary Society à développer l'enseignement sous toutes ses formes et les services d'assistance

qu'il généralisa le système des corvées et des impôts, la conscription et la mobilisation des populations pour assurer des tàches de sécurité.

D'autre part, Andrianampoinimerina laisse une cruvre importante en matière de législatiou — pénale notamment — car le maintien de l'ordre public fut l'une de se obsessions permanentes. Enfin, soucieux de progrès économique, il développe activement l'agriculture. Parmi les innominables a mois » qu'on lui prête, l'un des plus connus est a le riz et moi ne faisane mu'su s.

Progressivement, en dépit des préoccupations que lui causaient les affaires du Tonkin, la France renforce son implantation à Ma-dagascar, d'autant plus aisément que la Cour de Saint-James « lá-

chait : les Malgaches. Les géné-raux Hazo (forêt) et Tazo (fièvre) ne suffisent pas à barrer la route aux troupes françaises qui, après l'échec du résident Le Myre de Villers dans sa tentative d'imposer le protectorat de Paris, envahis-sent l'île après avoir débarqué en juillet 1895 à Majunga.

juillet 1895 à Majunga.

Après la prise de Tananarive,
Rainilaiarivony est momentanément assigné à résidence chez lui.
Puis, le 6 février 1896, il est exilé
en Algérie, à la villa des Fleurs,
sur les hauts d'Alger. Le 4 octobre 1900, la dépouille mortelle de
celui qui e'était éteint loin de son
pays fut ramenée é Tananarive,
où le général Gallieni prononça
un brillant discours proclamant
notamment: « Il était digne,
Malgaches, d'étre votre chef... »

Radama II ou la primauté de la réalité sur le rêve

DE ce souverain qui ne régna que deux ens, l'um de ses historiographes (3) note : a Il va disparaire assussiné le 12 mai 1863, au terme d'une révolution dont les péripéties shakespeariennes donnent brutalement le pas à la réalité sur le rève ». La brièveté de ce règne explique que le fils de Ranavolana I u'eut le temps d'attacher son nom ni à uns œuvre législative ou politique importante ni à des conquêtes—coutrairement à Andrianampoinimerine ou Rainilalarivony par exemple. « Cependant, à la manière de la Saint-Barthelemy ou de la Commune pour nous, il pèse dans l'histoire merina d'un poids hors de proportion avec so durée, jantôme qu'on exorcise perpétuellement », souligne, à juste titre, Françoise Raison.

Désigné par la reine, un an avant sa mort, comme son héritier légitime, le fils de la souveraine jouit de ce que les Malagaches appellent le hasina, la puissance a a c r ée héritée de la lignée royale, véritable capital de légitimité. Cette descendance dynastique est d'autant plus importante que l'on pe connaît pas tante que l'on ne connaît pas avec certitude l'ider ité du père de Radama II.

de Radama II.

L'entrée en scène de la technologie européemne dans le domaine m'ilitaire, l'enracinement du christianisme, les résistances à la transformation de la société hova pèsent sur l'évolution du pays. Le roi a choisi de vivre en communauté avec ses amis d'enfance, ceux que l'on appelle les Menamaso (« ceux qui n'ont pas froid aux yeux »), à distance du palais, dans un bâtiment isolé, pour le plus grand scandale des chrétiens malgaches et des Européens. L'houdémie, c'est le nom de ce bâtiment, devient symbole non seulement de lieu de plaisir, mais de foyer de subversion so- fin tragique.

Tandis que le souverain af-fronte l'ire des milieux traditio-nalistes et celle des vieux nobles réformistes, il décrète la privatisation de toutes les manifestations rituelles héritées de la tradition. «Le roi n'est plus ce personnage de chair et de song que le peurle « père et mère du souveruin, « porte sur son dos » et qui, récimédicale.

Cependant, deux groupes d'intérèls poussaient la France à occuper Madagascar: les catholiques,

sente au niveau du langage, à usage de la population et des Européens à la fois, tous les as-pects d'un dogme. >

Radama II a, de façon éphémère, aboll les corvées avant de les rétablir, puis réformé le système des échanges avec l'extérieur, en esprit acquis à l'idéologie du libre-échangisme, moteur, selon lui, du développement commercial des les britanniques. L'abandon des formes traditionnelles de rapports avec le peuple, la disparitiou des fêtes et des rites, qui constituaient autant d'étapes du calendrier de la vie sociale, répandent l'inquiétude dans les esprits. L'apparition d'une mystérieuse épidémis de possession qui, en mars 1863, deux mois avant la mort du roi, sévit à travers tout l'Imerina ajoute à l'aura maléfique qui pèse alors sur le royaume.

Un climat de protestation politique et de contestation sociale
d'inspiration millénariste prévaut
tandis que le petit peuple a le
sentiment que, l'Etat s'effaçant,
l'anarchie menace. Sommé de livrer les Menamaso à ceux qui
« veulent foire justice», le souverain, refusant de s'exécuter, se
condanne lui-même sans pouvoir
sauver ses compagnons. Quatorze
de ces derniers sont capturés par
la population de la capitale et mis
à mort. Quant à lui, il est, su
cours de la nuit du 11 au 12 mai
1863, étranglé par un groupe de
courtisans dirigé par l'oncle du
pre mi ér 'ministre,' Cependant,
l'imaginaire continue de iroubler
les masses et celles-ci refusent de
croire à la mort de l'homme, font
état de sa survie et de la promesse de son retour. Quant à
certains historiens, ils u'échappent point au vertige commun,
irocoment le folse urésumés de Un climat de protestation polipent point au vertige commun, invoquant la folie présumée de Radama II et rappelant les lois

(1) Hubert Deschamps, «Andria-nampoinimerina ou le raison d'Etat au service de l'unité malgache», Encyclopédie Les Africains, tome 2, pp. 73-98, Jeuns Arrique éditeur, 51, avenue des Ternes, Paris. (2) Eubert Deschamps, s Rainl-laiartvony, Thomme d'Etat malgache époux de trois reines », ibidem, tome V, pp. 389-323.

(3) Françoise Raison, «Radama II, ou le conflit du réel et de l'imagi-naire dans la royauté merina », ibitem, tome VIII, pp. 279-310.

#### Par JEAN-PIERRE DOMENICHI \*

Jean Ralaimongo, le premier des démocrates

mongo se couviendra toute ca Et c'est en bonne logique qu'il ee met à l'école de la ment populairs de résistance à France : il devient vite instituteur de la Mission protestante française, avant de passer eu service de l'administration. Ne se contentant pas de tenir les rôles secondaires, il veut égalar ses maltres et ees collègues français. Il n'obtient pas de bourse, mais réussit à partir en France en une familie française qui y prend son congé. Là, il obtient le brevet élémentaire, alors exigé des instituteurs en métropole. Ralaimongo rappellera plus tard un des eujets de rédaction qui lui furent proposés : « Démontrer, soit par un exemple, soit par un fait historique, que dans la démocretie, par le travall et par l'Intelligence, on arrive è tout. « Ralelmongo étalt blen décidé, pour illustrer le souvenir de l'homme qu'il fut ce sujet confectionné par des que pour donner de l'assurance maîtres républicains, é faire de sa vie un exemple de réussits. Il coup sont prêts à broder se mémoire des fleurs-de-la-nation. ne se doutait pas slors qu'ells entrerait dans l'histoire.

En effet, Ralalmongo fit crustlement - et plusieurs tois l'apprentissage de la discrimination coloniale, l'edministration une place à ceux qu'elle n'avait pas choisis pour leur doclité (au moins apparente), et encore moins à laisser à un indigène cans relatione une fonction destinée é un Français. Ralaimongo refusa de tenir pour nul eon nouveau diplôme et guitte le esrvice d'un Etat dont la pratique était al peu conforme é ses idéaux. Plus tard. après qu'il eut feit la « guerre du droll - comme engagé volontaire, il n'obtint même pas la citoyen-neté trançaise qu'il sollicitait st que la loi permettait de lui accor-

Révolté par de telles injustices, et réfractaire à l'engagement partisan, Relaimongo fut donc contraint à une action politique analogue é celle, manée en France, par la Ligue des droits de l'homme. Aussi, se consacra-t-il è dénoncer publiquement tous les manquements sux grands princi-pes qui fondent le liberté et la dignité de tout homme. Il refusa de vivre é genoux. Il n'était cas seul. En France, Il s'était fait de nombreux amis à la Ligue, mais eussi dans le Maçonnerie et les

Archéologue et historien.

milleux coopératifs, à le S.F.I.O. et au parti radical-socialiste. A Madegascar, où il comptait quel-ques solides amitiés, il rassembla tous coux - des Malgeches comme Ravoahangy, des Français et des Réunionnais comme Dus eac, des Comoriens - qu'animait la volonté de faire reconnaître juridiquement l'égalité des droits pour tous, inlassablement, lusqu'à l'époque du Front populaire, et melgré les persécutions, les pro-cés iniques et les décisions erbitraires l'exilant en France, ou l'assignant é résidence dens son propre peys, il organisa des associations de défense des paysans contre les spoliations de terres.

L E euccès du Front populaire laisse un moment croire que les revendications fondamentales des Malgaches allalent être sallefaltes par les partis victorieux. Ralelmongo adhère alora, il est vrai à la section melgeche du parti communiste français, créés par ses amie frençais et dirigée par Peul Dussac, mais Il n'y cocupe eucun poste de responsabilité. D'allieurs, catte section disparut dès 1937, abandonnée par le direction parisienne. Ralaimoneur l'U.R.S.S. l'affection qu'il portalt à la France. Dans la Profétarist malgache, il écrivit en 1937. mongo n'e d'autres patrie que celle qui l'a élevé au-dessus de lui-mêms. Or celle qui l'a slevé, c'est la France ».

Et, lorsque loin de son pays natal, il s'éteignit le 10 eoût 1949. sans doute n'avait-il pas le sentiment de s'être trompé, mais plutot calul d'avoir mené, utile et toujours renouvelé, le combat pour la défense de l'homme.

Ralalmongo fut same doute à Madagascar le premiar des democrates du vingtième elècie, et le premier à avoir pretique une action politique ouverte é l'éche!le du pays. Il fut le sentinelle des droits de l'homme, réclamant pour tous les droits de la citoyenneté, quel qu'en soit le cadre national. Les responsables qui, eu lendemain de l'indépendance, suivirent sea cendres jusqu'eu tombe au familial comme les plus Jeunes qui, récemment, l'accompagnè-rent eu mausolée national, rendalent un même hom mege à l'homme qui s'était adressé é tous les opprimés. Ils eavaient que le ment et absolument - que tous puissent mener une vis digne de



SOCIÉTÉ NATIONALE DE COMMERCE

SOCIÉTÉ D'INTÉRÊT NATIONAL POUR LA PROMOTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

SIÈGE SOCIAL : Làlana Dama-Ntsoha Razafintsalama Jean-Baptiste Ambanidia ANTANANARIVO-MADAGASCAR

> **EXPORT** IMPORT **TRANSIT** CONSIGNATION

B.P. 3187 - Tél. : 231.13 - Télex : SONACO 22258

un vovage

arbres des esprits de la vie, les helo. Dans notre ile, la chaîne sans fin de la tradition est bien

- par son contenu comme per son contenant - ce lieu com-

son contenant — ce lieu com-mun des génies (tamy) recon-duits chez eux, dans le firma-ment, sur une mélodie de fitte et par une mélopée de femmes, et laissant la place à d'autres génies de la parole. C'est la chaîne sans fin des révolutions de toujours.

C'est du moins ce que dit la littérature malgache réchauffant les anciennes promesses aux feux des joies et des peines qui brâtent en longs hainteny — quand on danse et s'aime pour les morts, ou qu'on pleure sur les vivants, en roulant dens la poussière. Fredy Rajaofera était de ceux qui, avant appris à l'appendique de la contra del contra de la contra d

ceux qui, ayant appris à l'en-tendre, demandaient avec insis-

tance qu'on s'en fasse l'écho en la traduisant. Pour tester nos aptitudes à la fidélité, il nous donna à traduire l'un de ses hainteny. Nous lui devions cet

Poète de langue malgache mais lecte or assidu de poèsie fran-çaise. Fredy Rajaofera, avec toute son indulgence, avait blen voulu nous faire compliment de notre fidélité; et nous avons longuement projeté de préparer ensemble la première traduction française d'un requeil de see con

de toujours.

Office Militaire Notional pour les Industries Stratégiques 21, Làlona Ruzanakombana — B.P. 1 bis — Tél.: 242-83 — ANTANANARIVO. Télex: OMNIS 23-370 Madegascar.



Le gouvernement Malagasy, soucieux de l'Industrielisation du pays, vient de créer l'organisation connue sous le sigle OMNIS (Office militoire national pour les industries stratéaiaues).

L'OMNIS est un argeuisme d'Etat d'intérêt national, placé sous la haute autorité du président de la République, chef de l'État, chef de toutes les armées et responsables de la défense nationale. Ses fonc-

tions principales sont :

— Déterminer, définir et administrer le palitique netienale en metières d'industries militeires et/ou stratégiques. Ces industries sont celles qui sont considérées comme primerdioles à l'économie, et à le défense, outrement dit, à le vie même de Madogoscar;

- Conduire des recherches, explorations et exploitations des ressources minières qui sont considérées critiques à notre développement; - Promouvoir et développer des Industries et surtout industrie minière notamment dans le pétrole, le gez, l'ènergie nucléaire, les grès

bitumineux, le ferro-chrome.
A présent, l'OMNIS entreprend des recherches, des explorations et bientôt des exploitations de :

- L'uranium et d'autres mine-rals radioactifs tels que uranathorionite, uranocircite et bastnoesite pour l'utilisation en énergle nucléaire :

Pétrale ;

Grès bitumineux;

 Schistes bitumineux; Porticipations et investisse-

ments par d'eutres organisations et pays encouragés. Toute demande d'Information doit être envoyée à l'odresse sus-citée.

L'OMNIS est composé de deux branches principales. Une branche entreprend des recherches et l'outre s'occupe du contrôle. La première correspond à lo

phose de démorrage de toute in-dustrie. Pour le moment, l'OMNIS entreprend des recherches qui oboutiront éventuellement à des industries reliées ovec l'énergie : notemment l'énergie nuclèaire et l'éner-gie du pétrole. Dans le cas des Industries minières, les gisements, c'est lo prospection proprement dite, Toutes les technologies les plus récentes sont utilisées, et de grandes compagnies internationales ant participe. Quand ces réserves ant été vérifiées, des études sont faites paur les évaluer. Des prospections sont encore envisagées, et des participations sont solicitées. Des réserves sont connues existantes (uranium, grès bitumineux), et des réserves ont été découvertes (pétrole, gaz). Dàs qu'une réserve a et quantifiée, l'OMNIS procède à la création d'une industrie pour son exploitation, ou bien à la création d'une industrie déri-

KIANJA M. D. R.M. Boite postale 936, ANTANANARIVO, Madagascar — Tél.; 243-04 — Tèlex; 22-234

> La KRAOMITA (Kraomito Mologosy) est une componie minière chrome, et étant donné la valeur stratégique du chrome, elle est plecée sous lo tutelle de

Télég.: KROAMA TANA

La KRAOMA a pour mission d'oménager et d'exploiter toute mine et corrière chromière à Modogascar. A présent, elle expleite et exporte deux gisements de chrome, qui sont celui d'Andriomene et de Befandriona-Nord. La mineroi de chrome est exporté sous trois

Concentré ;

Frioble.

Le chrome molagasy est de haute qualité : Cr/Fe : 2,7 minimum ; Cr23 : 49 % minimum.

Un outre avontage non négligeable de ce minerai de chrome est que le toux de phosphore est égol au minimum rencontré sur le plen international (.002). Ce minerol répond eussi eux exigences techniques requises pour lo tobricotion du ferro-chrome.

En 1976, le KRAOMA e com-mercieilse plus de 200.000 tennes à tous les pays qui sollicitent le produit.

Porticipation et investissement pour l'industrielisation du mineral de chrome ou d'outres minerals

Pour des renseignements supplémentaires et pour vos besoins en mineral de chrame, prenez

tions des systèmes électroniques;

- Des grues de 13 m à 24 m

- Des facilités modernes pour

- Remorqueurs, cargos, cobo-

- Nous construisons des ba-

Prenez note de nos facilités et

La SECREN est toujours prête à

vous ecqueillir et à mettre tout en

œuvre pour satisfolre vos besoins.

Pour des renseignements supplémenteires et notre plaquette, contoctez l'OMNIS, notre centre è

teoux jusqu'à 80 m de longueur du type LCT., LCM.

marquez-nous sur l'itinéraire pro-chein de vatre flotte.

la painture des coques;

SECREN: Société d'Exploitation pour Constructions et Réparations Novales DIEGO-SUAREZ (Madagascar) — Adresse télégraphique : SECREN, B.D. 135, DIEGO-SUAREZ. Télex : 930-103 et 220-227 SOMATRAM. - Tous les travoux et installo-



Pour tous vos besolas en chantier navel : réparation, construction et d'eutres travaux divers, vous trou-verez en la SECREN, le plus adé-quat et le plus complet chantier naval dans l'océan Indien.

Notre chantier naval à Diégo-Suarez est situé stratégiquement au croisement des routes du Moyen-Orient, de l'Afrique et du souscontinent asigtique. Nous offrons des services rapides et complets en réperations navales, constructions

— Bessin de Radoub de 200 mètres de long; - Situé sur un lieu bien déve-

loppé de plus d'un kilomètre carrè de surface avec une grande gamme de services et de travaux d'ingé-

- Tous les travaux de réparations des bâtiments en acier, en bois et en matières plastiques;

Diégo-Suarez ou nos ogences dans le monde entier :

teurs:

Au Royaume-Uni: KELLER BRYANT et C' Ltd, Télex: 887100 Londros;
 Europe; SOCOMET, Télex 630235 F, Paris;
 Scondinavie: HÉNNING ASTRUP A/S HENASTAS, BERGEN, OSLO;
 Moyen-Orient: SAUDI LINES JEDDAH, Télex BARSHIP 4015 Sj;
 Afrique: SOMATRAM, Télex 220277 ANTANANARIVO, Madagascar.

CULTURE

vée de cette réserve, et qui est considérée comme stratégique. La seconde branche est le contrôle de ces industries nouvelle-ment établies et des industries déjà existantes et jugées stratégiques. Le grand but ici est la créetion d'un « holding » pour englober toutes ces industries stratégiques afin de diriger mieux l'économie et surtout efin d'atteindre un niveau plus hout de prospérité à Mado-

Toute porticipation bien Inten-tiennés de toute erganisation et de pays, suivant lo palitique e tous azimuts » du gouvernement, est encourogée

Toute demonde de rensaignements doit être envoyée à notre odresse indiquée sur cette bro-

Un outre aspect des fonctions attribuées à l'OMNIS est le contrôle de quelques complexes industriels existents qui sont jugés comme de grands focteurs pour notre économia

A présent l'OMNIS contrôle le SECREN et lo KRAOMA. La SE-CREN goi veut dire : Société d'exploitaties pour constructions et réporations noveles, est un grand chantier naval dans l'océan Indien, eu nord de Madagescar comme indique sur lo carte en deuxième page. La KRAOMA, qui est l'ebré-viation de Kraomira Malegasy, est une industrie extractive du minerai de chrome. Plus de renseignements sur les octivités de ces deux exemples d'industries sous tutelle sont donnés ci-dessous.

Les fonctiens de l'OMNIS ici

- Suivre, coordonner et parti-clper oux octivités de ces entreprises placées sous se tutelle ; - Assurer une excellente ges tion, et contrôler au nom de l'Etat ofin d'assurer la bonne productivité de ces sociétés ;

 Guider, oider et suggérer des méthodes soines, partout où c'est possible dens les branches suivantes :

 Menagement ;
 Marketing ; Publicité ;

Politique des prix;

Gestion das stocks; Entretien et promotion des relations que ces sociétés ant avec le monde extérieur notomment ovec les clients, le public, le gou-

- Etudier et promouvoir tout développement industriel qui pourroit être dérivé des industries existontes. Maintenant, par exemple, l'OMNIS est dons la demière phase pour la création d'une grande usine Internationales et d'autres pays ont été un grand facteur pour la conception de ce projet.

FANAHY « Je vous ai cherchée de par le monde mais fe ne vous ai pas trouvés.

> » Je vous ai cherchée sur l'astre de la nuit m'élançant même jusqu'aux étoiles mais je ne vous ai pas aperçue.

» Je suis descendu jusqu'au cœur de la terre et fai touché jusqu'au fin fond des mers

et les profondeurs ont appelé les profondeurs cependant je n'ai pas eu écho de vous, je n'oi pas vu votre ombre

Le vent dont fattendais un murmure de vous a trompé mes espoirs l'herbe verte dont je révais un sourire de pous

m'a opposé son mépris et le fleuve qui chante dans le sable s'écoulant sans arrêt

n'a pas admis que je lui fisse demande du lieu où vous vous trouviez. Je vous ai cherchée dans les forêts lointaines

mais à la tristesse de mon regard elles ont répondu par l'écho de grosses gouttes de pluie tombant sur les jeuilles el qui élevèrent un chant de deuil

à l'unisson ovec les coucous. Je pous ai cherchée dans la muit mais cette muit où je vous ai cherchée

s'est révélée nuit sans matin et fétais aveugle les yeux ouverts. Je vous ai cherchée dans les orages

empruniant des lanternes d'éclairs.

» J'ai frappé à votre parte en compagnie du tonnerre et fe suis parvenu jusqu'ou cœur des nuages \_las fy élais seul

ayant échappé mes calloux comme une feune fille en train de jongler. > Les rouges couchants des petntres et les minuits des lunes de miel

furent également fades ne m'ayont pas rappelé votre saveur et me voici dans ma passion dans mon ivresse dans la siupeur et la confusion.

» Et même la réverie des poètes ainst que les chants du songe ont propoque la révolte des masques sous le bandeau du réel pour faire tituber la fot.

» Je vous ai cherchée parmi les choses créées mais je n'ai point trouvé toutes se sont unies dans un chœur que niait votre existence.

» Je vous at cherchée dans cela qui n'est pas, - et ce n'est qu'alors que je vous ai trouvée. mais je vous ai trouvée heureuse et comblée portée par la richesse des graces de mon malheur... »

# Le pays où la parole est un serpent toujours renaissant...

BAKOLY DOMENICHINI-RAMIARAMANANA \*

E génocide culturel existe, et as découverte peut être fetale quand, déjà le cœur est plus qu'ébranlé. Telle qu'elle nous fut contée, c'est la triste histoire d'un aspect de la mort d'un homme qui nons avait reçue, jeune chercheuse en quéte de la littérature traditionnelle maigache, comme si nous étions de ses enfants.

Fredy Rajaofera. Pen nombreux sont ceux qui le connais-sent hors d'ici, car, poète, il a'a écrit qu'en malgache. Son com pourrait se traduire — car tout pourali se traduire — car tout nom, chez nous, a un seus et souvent plusieurs — Prince (du/des) Bouvillon(s) de Fer et/ou Prince (du/des) Bouvillon(s) — sans-fraude et/ou Prince (du/des) Bouvillon(s) Dompté(s) : c'est le nom d'un enfant e do ventre de l'inventre de l'Imerina », mais qui ne prend son sens que dans les pariers de la périphérie de l'île; un sens et soc contraire, avec, entre les deux, une liane venue d'autre part mais parfaitement assimilée.

Les activités de Fredy Rajaofers allaient de la poésie an journa-lisme. Nous connaissions de renom ce grand bourgeois de naissance et de fortune, qui versa toujours plus que son obole à la littérature et au monde des let-

tres : créant des revues, animant des associations de journs-listes et d'écrivains, sachant leur faire surmonter les obstacles dus ac caractère restreint du cercle des lecteurs de publica-tions littéraires et à la difficulté

Nous vivons dans un pays où la parole, source de souveraineté depuis les origines, est un serpent arpenteur de forèts (fandrefiala), qui naît, comme les torrents, dans les sources des bois sacrès des plus hautes montagnes, à moins qu'il ne surgisse avec la marée, hydre à sept têtes (fananimpitoloha), ami de la briae et du feu. Le prio ce sakalava est un ampañito voia e un homme ou couteau d'or ou d'argent tranchant les sentences royoles tirées du ciel »; le prince merina des dernières dynasties, un andriamenjaka « un homme de l'eau répélant des paroles qui sont des ordres »; le prince betsimisaraka, un mponjakamena « un homme rouge répélant des paroles qui sont des ordres »; et chez les Vazimba, e alliés à plaisanterie » des uns et des autres, c'est le peuple, princes et hommes

de faire cohabiter plusieurs for-tes personnalités. Nous vivons dans un pays où

c'est le peuple, princes et hommes libres confoadus, qui est tom-pon'ny teny « maître et seigneur de la parole ».

La sagesse proverbiale

NON, nous n'avons pas oublié Predy Rajaofers, qui nous a enseigné l'importance de la mai-trise du soufile (aina), et a touinse di soulle (ana), et a tou-jours réservé dans son œuvre une place de choix aux paroles-héritées - du - passé - par - les-oreilles - attentives - au - souf-fle - de - œux - qui - ont-expiré et fidèlement - transmises-par - les - bouches - un - par par - les - bouches - qui - ne -font - que - s'ouvrir : la tradi-

Ny tantara Lovan-tsofina Volanim-bava.

Mais, comme la littérature orale à laquelle il redonnait vie avec ses propres accents, qu'il savait

aussi traditionnellement licites que ceux des ancètres (dans un pays où l'éternité à vue d'homme n'a jamais dépassé deux fois sept générations), Fredy Rajaofera était un homme dont les orelles furent toujours attentives aux

furent toujours attentives aux charmeuses mélodies des flûtes les plus jeunes, rythmées par le couteau des coupeurs de bambou. Car la sagesse qui informe le peuple, à travers les paroles savantes de la littérature proverbiale, les contes et légendes des veilles familiales, les chantefables et mythes des cérémonies rituelles, est un serpent qui se mord la queue, mais renaît bientôt, après le cycle du phénix (voron-ktisay) perché dans les

française d'un recueil de ses poè-mes. Celui dont nous donnons cicontre la tradection, et dont il nons laissa une copie signée de sa main, s'intitulait Fanahy. Ce mot avait été choisi par les mission-naires chrétiens du siècle dernier, pour traduire « ame ». Il dési-gne, dans la littérature grale merina, ce sans quoi l'on n'est pas un être humain : Ny fanang no olona. Fredy Rajaofera, de son aveu, était chrétien; il nous avait confié à quel point il avait été touché en découvrant la solidité de la foi chrétienne de sa fille dans les poèmes que celle-ci, morte la nuit de Noël, lui avait laissés. Il se considérait sans honte comme un apprenti dans la fréquentation de la littérature des anciens, telle qu'elle avait été recueillie par les missionnaires anglais et norvégiens, en collaboration avec leurs amis malga-Fredy Rajaofera, de son aveu

langue où, disait-il, se trouvait le farahy qui anime la véritable littérature malgache. Que char-chait-il, dans ce désespoir dont témoigne son poème? Il mourut peu de temps après, sans que nous ayons jamais su qu'il était

des profondeurs

La langue

boration avec leurs amis malga-ches. Il voulait acquerir cette

PREDY RAJAOFERA d'est-li pas aussi mort des premières traductions de son œuvre dans une langue qu'il maniait à la perfection : le français? Cette langue, en effet, n'avait jamais été pour lui la langue des profocdeurs. Elle n'avait jamais servi — sauf chez Rabearivelo, rongé par l'angoisse de la sollitude, qui finit par choisir le suicide — à exprimer la culture malgache venue de l'enfance, bien qu'elle ait été la langue des mattres. Il était pour tant enchanté par ses frères, les poètes de langue française, qu'ils fussent malgaches comme lui, comme Rabearivelo (rejetant ouvertement e les oripeaux chrétiens s) ou Rabemananjara (qui se rattachait à l'Eglise cathose ratischait à l'Eglise catho-lique, alors que lui-même était protestant), ou qu'ils lui fus-sent étrangers, comme les poètes français contemporains. Il existe une fraternité des poètes ao-delà des choix philosophiques ou reli-gieux comme il peut exister une fraternité humaine au-delà des différences de toutes sortes.

Le véritable symbole de la culture vécue et dramatisée dans la littérature qui fait encore aujourd'hui l'unité de peuple malgache, et sou humanisme, et qui fait de tous, jusqu'au plus humble, un « homme de culture » malgache; — une personne de malgache: — une personne de culture — Fredy Rajaofera nous en avait parié, dans une vivante descriptio o de l'arbre à mâts et hampes des cérémonies rituelles promis à la hâche du bûcheron. Cet arbre vit, enlacé de lianes où reposent les génies. Que ceux-ci se dressent, tels des serpents d'airain, à l'heure des sucrifices pour assurer la renaissance de l'arbre, et la renaissance viendra à condition que l'arbre ait dra à condition que l'arbre ait encore sa vigueur ou qu'en alt pris soin de la lui rendre. Alors, les morts du passé ne seront pas morts en valn.

\* Chargé de recherche au C.N.R.S.

aux chant

de gennes in fem gennes in fem

description of Main and the Commission of the Co e e u milazak TOUR TRANSPORT to the ended it men zit ban Kasan tetrac

museum franklige mal museum et andrumann museum mer jahur museum et andrum et and ona Priet Rada ne on trovité ne mainache. Ei e et manatame. e us tout coerde matrele, na po-tine et la profe in embruotrani Lausare le Cuent 

Alex Parlicia II, rol dissipe inconego y la musique devic . . . musique devie

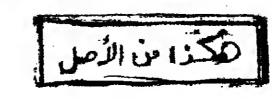
Une influence eu**rop**e

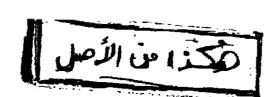
M. ROBERT RASON M. On a four dans la music magair le delle qui se rappi che dis linora de la music occident lino son mente dansi mis en relief le fall q depl. Friend, II. is music dei Hom. Finesux a ete for ment con ee par l'Euro Cette nur pe englobe la music de continua que teligieuse es a si de divertissement d penson in the difference of th Distance of the mes moraux a t tell 400 d'apports, des chants

En Pool, a mission Ciérisse, Masse de l'homme, entrepre ure de l'absorches à Madagas pour reliée, r les chants et s Du sacre au p**rofan** 

A movigue traditionnelle m mportant qu'elle occupe d la Me de la collectivité, car cohèsico de trouve dans tou st form whele et exprime consiste et exprime et exprime se se sac et sa manière un consiste des s'inscrivent d'une point des s'inscrivent d'une partie des jeux des lu séguirment des jeux des lu séguirment des jeux des lu séguirment partie des manife tions partie des manife des manife des manife des lu s'est des jeux de voti d'une partie des expriment des expriments de la serie à tetre « qui tidient» de sa femme partie des joies cause un s'es a sa femme partie des poies cause un s'es a sa femme partie des joies cause un s'es a sa femme partie des parties des parties des joies cause un s'es a sa femme partie des parties des are un a sa femme pr man de la rut plus heureux comman de la cine complaine : file d'in taureau, chef sare d'in taureau, chef fait com une metopée. A tout a former une metopee, a stabilité forment qui ebrante sui en communauté que pour en pe contrar et sans doute contrar et sans doute Congress of readition.

Dars, une stance de blio (e ctame), (net les Bara, des net acrobates), en followers, chant en followers, contract en followers en inimant avec leurs voir leurs instruments la lutte qui aux prices le " possèdé ceptit pussant» qui le dor









Supplėment Madagascar =

CULTURE

# De la musique traditionnelle aux chants et danses populaires

Par MICHEL RAZAKANDRAINA \*

A musique malgache, dont le foisonnement de genres fait l'admiration des étrangers, se prète à toutes les suppositions des chercheurs (musique de type océanien, musique à consonance africaine, melting-poi européen...). Elle est tellement diluée, semblet-il, qu'aucune recherche sérieuse n'a été entreprise aussi blen pour la fixer sur du papier réglé (annotation universelle) que au r disque.

Or. dès 1933 (Revue de Madagascar. 1933, page 41), Marie-Robert Rason, maître de chapelle à la cathédrale catholique de Faravohitra, présenta le fruit de trois ans de recherches, qu'il intitula Etude raisonnée et folklorique de la musique malgache. Pour lui, la musique malgache se limitait à la musique hova (Hauts-Plateaux du centre) et betsimisaraka (bordure côtière de l'est), parce qu'il jugeatt celle des autres « peuplades » fruste et barbare, réduite à des sortes de danses, rythnées par le battement des « tam-tam » (sic). A partir de cette étude incomplète et partiale (il n'avait pas les moyens matériels et techniques d'enregistremeut sur bandes), M-Robert Rason retrace l'évolution de la musique malgache de l'époque d'Andrianampoinimerina jusqu'à nos jours lui en trois périodes :

Première période ; sous les rois Andrianampoinimerina, Radama I<sup>e</sup>, Ranavalona I<sup>e</sup> et Radama II (1787-1860).

« A cette époque, on trouve la musique purement malgoche. Elle se révèle simple et monotone, ou ruthme dégogé de tout accident et qui, dans sa naïveté, n'o pour mobile que le calme et la piété : musique à l'état embryonnaire, qui, n'oyant subi oucune influence étrangère, coule limpide et sereine pour exprimer les sentiments. »

Deuzième période : Depuis Radams II, Rasoherina, Ranavalona II et Ranavalona III jusqu'à l'extinction de la musique hova.

Avec Radama II, rol dissipé et inconséquent, la musique devient « lascive ». Les concerts de chambre donnés dans des maisons de

loisirs royaux ont laissé à la postérité quelques morceaux composés par le souverain lui-même, qui eut des dispositions musicales sous l'influence de Jean Laborde et du Révérend Père Finaz. Jouant indifféremment du valina (cithare sur tuyaux) et du piano, le premier offert par ses tuteurs, Radama II a légué, parmi tant d'autres, le Mokateju, dérivé malgache de My Cottage, qui est deveuu un classique de la musique des Hauts-Plateaux.

Avec Ranavaiona II, convertie à la religion protestante, la musique est devenue « sérieuse ». Des hymnes à la gloire du Très-Haut ont été composés pour le recueilement de la reine et de son épour, le premier ministre Rainilatarivony, an temple Tranovato (Maison eu pierre) du palais...

La fin de la monarchie hova se caractérise par la profusion d'une musique de style « empire », qui égayait les soirées de bai royales avec l'apparition des culvres, et dont le répertoire comprenait des mazurkas et des quadrilles importés, tels que le Toamasina (Quadrille des lanclers) et l'Anfindrajindrao (Marquons le pas), devenus également des classiques de la musique des Hauts - Plateaux après avoir été le monopole de la reine et des dignitaires du palais...

Troisième période ; de la « pacification » française à nos jours (1933).

Une fois la monarchie disparue et la colonisation mise en place, le goût changea, et l'implantation officielle du Théâtre des folies militaires en 1896 au palais d'Andafiavaraira (palais du premier ministre) orienta l'inspiration des artistes malgaches vers la conception de spectacles à l'européenne, avec une prédilection pour l'opérette, où alternent les tirades pariées et les chansons d'illustration. De toute façon, l'apparition de « concerts sacrés », à partir de 1884, où les chants concordaient avec le coutenu des semons, favorisait le renforcement d'un goût très malgache pour cette symbiose du verbe et du chant.

Une influence européenne

M. ROBERT RASON t'a voulu voir dans la musique malgache que celle qui se rapproche des canons de la musique occidentale, mais sou mérite est d'avoir mis en relief le fait que, depuis Radama II, la musique des Hants-Plateaux a été fortement infinencée par l'Europe. Cette musique englobe la musique de cour, la musique religieuse et les airs de divertissement dispensés à des spectateurs choisis, c'est-à-dire à la bourgeoisie régnante et, plus tard, aux auxiliaires de la colonisation. Il fait une brève meutiou des mpilalao, troupes populaires qui se présentent dans les foires et les cérémonies officielles pour développer des thèmes moraux à travers des discours, des chants et des danses.

des danses.
En 1935, la mission Clérisse, du
Musée de l'homme, entreprend
une des recherches à Madagascar
pour recueillir les chants et airs

traditionnels sakalava, bara et antandroy et édite des disques pour leur conservation. Par allieurs, des sociétés de disques éditeot des chants de théâtre pour alimenter le marché du phonographe qui prend pied dans la grande fle. C'est ainsi que, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les disques Polydor, Columbia, Voix de son maître déferient dans toutes les régions pour être distillés sur les phonographes de nos grands-pères, avec, en prime, les rengaines de Tino Rossi, Luis Marlano et autres et doulce France».

Sur cette lancée, les artistes maigaches de la capitale inaugurent, après 1945, le genre « quimouse », que les antennes de la radio disséminent à tout vent et qu'une édition de disques popularise auprès du public, féru de nouveanté.

Du sacré au profane

L gache met en relief la place importante qu'elle occupe dans la vie de la collectivité, car elle est fonctionnelle et exprime la cohésion du groupe dans toutes ses activités et sa manière de vivre. Si les rites s'inscrivent dans un contexte blen défini et suivant une liturgie quasi immuable, ils alternent avec des jeux, des luttes et des chants profanes qui font également partie des manifestations collectives: aux séances thérapeutiques, aux dé voti ons diverses se greffent des expressions plus « terre à terre » qui font état des soucis et des joies quotidiennes: à sa femme partie avec un rival plus heureux, le mari éddie une complainte; en souvenir d'un taureau, chef de file d'un troupeau, disparu à la suite d'une razzia, le propriétaire fait composer une mélopée. Ainsi, tout événement qui ébranle la stabilité de la communauté est mis en musique pour en perpétuer le souvenir et sans doute en conjurer sa réédition.

Dans une séance de bilo (exorcisme), chez les Bara, des mpanao sahiry (joueum, chanteurs et acrobates) amusent l'assistance en mimant avec leurs voix et leurs instruments la lutte qui met aux prises le a possédé » et l'« esprit puissant» qui le domine.

Un échange d'invectives ponctuées de supplications est symbolisé par les répliques successives entre les instruments et les voix, assoclées aux cabrioles et aux corps à corps des danseurs.

A mesure du développement socio-économique de la communauté et de la relève des générations, les rites se disloquent, se désacralisent, pour n'être plus que l'apanage des moins favorisés. L'exode rural, l'alphabétisme et la poussée des religions chrétiennes battent en brèche les croyances traditionnelles. Le passage du sacré au profane. des pratiques ésotériques aux manifestations populaires est le lot de cette évolution; aussi, la musique traditionnelle rituelle et fonctionnelle se déverse-t-elle à tous les a x i m u t s pour alimenter le répertoire de la musique populaire, qui, de par sa nature, n'a plus de cadre d'expression défini.

La participation collective, qui illustre la cohésion du groupe, n'a plus sa raison d'être, et l'on remarque la naissance de deux catégories de participants : celle des assistants actifs, qui reproduisent les démarches rituelles, et celle des assistants passifs, qui époutent et regardent le spec-

• Directeur de l'Agence nationale de presse Anta. tacle, monté pour évoquer ce qui fut et qui ne reviendra plus. La société dite de « loisirs » ou d'animation culturelle se plaît à reconstituer, pour le plaisir des touristes en mai d'exotisme, des sé quences de manifestations rituelles dans un environnement artificiel. Le déplacement du rite vers le folklore contribue ainsi à une démythification de tout ce qui est irrationnel dans la vie et alimente l'inspiration des artistes férus de modernité

Certes, dans certaines localités isolées, la musique rituelle et traditionnelle subsiste, la pénétration de la «bonne parole » n'étant pas parvenue, faute de moyens adéquats, à y diffuser la « lumière ». Néanmoins, la musique populaire s'épanouit dans les régions plus ouvertes et plus accessibles à la circulation des idées et des techniques.

C'est ainsi qu'une mélodie antatarana (extrême nord). Intitulée
Boana Malio, faite pour amedouer l'esprit d'un tromba,
est devenue un air de danse populaire après avoir subl un arrangement heureux harmonisé au
goût du jour. C'est ainsi également qu'un « Horija Betsileo »
(récitatif) sur la ville de Fianarantsoa, accompagné naguère d'un
jejo (cithare en hâton), fait
actuellement le plaisir des mélomanes quand il est soutenu par
un ensemble de guitares sèches
et qu'il n'a rien perdu du style
du terroir. Pour ceux qui sont
véritablement imprégnés de la
musique malgache, l'emploi d'instruments d'importation n'exige
nullement une a da pt a ti on du
style, tant d'exécution que d'harmonisation.

Comme la langue écrite eu alphabet latin, qui est régie par des règles propres, la musique malgache obéit à des règles qui n'ont rien à voir avec les sélections de notes et d'accords définis en Europe depuis plus de huit cents ans. En effet, la prolifération des accordeons distoniques dans les zones obtières et de la guitare sur les Hauts-Plateaux n'a pas entamé ce style « malgache », riche en floritures et d'accords originaux où les modes majeur et mineur ne se réfèrent pas à l'esthétique musicale occidentale

En fait, malgré les migrations intérieures et extérieures dont la grande sie fut riche, la musique malgache n'est le restet ni d'une ni de plusieurs musiques étrangères; ce n'est pas non plus une vieille coutume en vole d'extinction. Des siècles, riches en événements et en brassages humains, l'ont façonnée et lui ont donné ses multiples aspects au-delà desquels on reconnaît souvent une constante, un style spécifique.

Si l'art est une arme, la musique, qui constitue un art complet et exprime, tant par les chants que par les danses, les potentialités d'un peuple, intervient dans tous les domaines des activités hu maines. Son rôle dans la conscientisation et la mobilisation des masses est primordial. D'ailleurs, le peuple, quoi qu'on dise, n'attend pas les spécialistes et les techniciens pour chanter; ils s'inspire, comme dans l'environnement traditionnel, de l'espoir en des jours mellieurs où triompheront la justice et l'égalité.

#### Une revue culturelle : AMBARIO

L'Association Ambario (Académie maigache, Antanangrivo), qui, sons la présidence de Mme Bakoly D. Ramiaramanna, regroupe det chercheurs et dez universitaires maigaches, publie une revue trimestrisie consacrée à l'animation culturelle et scientifique. La revue se propose notamment de populariser l'anquis des recherches actuelles et de débatire des questions de culture concernant Madagascar et les pays environnants.

La revue accorde une large place à la littérature et particuilèrement aux textes de la littérature orale traditionnelle (poèmes, épopées, blasons, contes et discours) qui sont publiés avec leur traduction en français. Dans ce domaine, on y trouve de beaux textes inédits et dont on o'a jamais publié d'équivalent.

Ou y lit également des articles consacrés à la langue et à l'histoire, aux ns et coutumes, aux saisness et à l'archéologie, aux saisness et techniques. De plus, des dotsiers sont consacrés aux pays de l'océan Indien : littérature mauricienne, archipel comorien. Bien composée et imprimée. Ambario est une revue que conserveront et consulteront tous ceux qu'intéressent la culture et les problèmes maigaches.

# BANKY FAMPANDROSOANA NY VAROTRA «B.F.V.»



#### BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE

S.A. au capital de FMG 2000000000

Siège social: 14, Ialana Jeneraly Rabehevitra B. P. nº 196 ANTANANARIVO - MADAGASCAR Télex: 22 257 - BANACO TANA - Tél.: 206-91

Agence Centrale & Direction des opérations avec l'Étranger 25, rue de Liège - B.P. n° 440 ANTANANARIVO - MADAGASCAR Télex : 22 257 - 22 264 BANACO TANA

Toutes opérations de Banque et spécialement celles du Commerce Extérieur

Agences dans toute l'île - Correspondants dans le Monde entier



#### BANKIN'NY INDOSTRIA

BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL Etablissement de crédit au capital de FMG 2 000 000 000

Siège social & Direction Générale : 74, rue du 26 juin 1960 - ANTANANARIVO (Madagascar)

Adresse télégraphique : BENIBANK - Télex : 22.205

Agences dans toute l'Île

Bureaux de change : Aéroport International Ivato - Galeries Hôtel Hilton

Toutes opérations de dépôts et de crédits à court, moyen et long terme

Prises de participation et toute la gamme des opérations avec l'Étranger



#### BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA

BANQUE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Etablissement de crédit au capital de FMG 2 000 000 000

Siège social: place de l'Indépendance

Boite postale 183 - Télex 22.208 Adresse télégraphique « BANKTANTSAHA » Le plus grand réseau bancaire à Madagascar

Banque de DÉPOTS et de DÉVELOPPEMENT spécialement habilitée :

• à traiter toutes les opérations sur Produits locaux depuis la production jusqu'à l'exportation

• à opèrer toutes les transactions avec l'Étranger

CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

#### A MADAGASCAR

Quatre sociétés d'État sont à votre service dans le domaine de l'Import-Export

# ROSO SOMACODIS SICE COROI

- Réalisent 70 % des importations destinées à la Grande IIe.
- Sont les seules sociétés agréées par l'État pour l'exportation de la production agricole du pays (café, girofle, vanille, poivre, raphia, etc.)
- Disposent d'un réseau de distribution et de collecte de plus de cent agences réparties dans tout Madagascar.

#### ROSO

Adresse: 37 ,rue Razafimahandry ANTANANARIVO-Madagascar

B.P.: 173 Téléphone: 249-21 Télex: 222.21

#### SICE

Adresse: 17 ,rue Patrice-Lumumba
ANTANANARIVO-Madagascar

B.P.: 150 Téléphone: 239-41 Télex: 222.16

#### SOMACODIS

Adresse: 85, rue Rabezavana ANTANANARIVO-Madagascar

B.P.: 188 Téléphone: 248-71 Télex: COLIMAD Tana-222.07

#### COROI

Adresse: 77 ,rue Solombavambahoaka-Frantsay

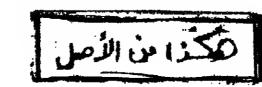
ANTANANARIVO-Madagascar

B.P.: 428 Téléphone: 210-44 · Télex: 222.14



Télex: 13. Rue ANTAN

ancienne,



saisies



Supplément Madagascar =

#### INFORMATION

logue malgache, la Kroa, placé sous la responsabilité de Remy Ralibera, jésuite également; Feon'ny Madagasikara (« la Voix de Madagascar »), rédigé par l'anclen secrétaire de rédaction de l'Aurore de Diego-Suarez au temps de Ralaimongo; et Andry-Pilier, un hebdomadaire favorable au parti MONIMA, qui a sans doute détenu dans les dernières années de pouvoir du président Tsiranana, le record absolu des saisies.

L'explosion nationaliste de mai 1972, dans un climat de revendication pour une « seconde indépendancs » de Madagascar, a constitué pour la presse une nouvelle occasion de renouveau : la plupart des journaux llés à l'ancien P.S.D. ont mordu la poussière ; les locaux du Courrier de Madagascar — qualifié de « journal des colons » par les émeutiers — ont été incendiés, donnant naissance quelques semaines plus tard à Madagascar Matin, qui se proposait de réaliser un journal plus ouvert avec un personnel journalistique en grande partie inchaugé. Durant deux années, les tirages ont progressé de

les tirages ont progressé de manière fulgurante; plusieurs hebdomadaires sont devenus quo-tidiens; les journalistes ont tenté des formules nouvelles, profitant d'une actualité à nouveau chargée. Tselatra (« l'Eclair ») s'est spécia-liés dans la caricatura et le sontien

et des nouvelles à sensation, éten-dant la palette des genres jour-nalistiques : portraits, face-à-face, éphémérides, photo-mon-tages, dossiers. La plupart des

journaux se sout ouverts aux informations générales, et ont adopté le procédé d'impression offset, certains troquant même la traditionnelle machine à écrire

pour une conteuse « composeuse » de bureau.

Cependant, la presse u'a pas manqué de pâtir de la reprise en main, sensible dans le pays depuis deux ans : la raréfaction des grandes nouvelles, la uécessité de présenter de manière plus e positive > les efforts d'un pays qui tente de construire un socialisme original, l'impossibilité pour les opposants au régime lui-même de disposer d'organes propres, la

de disposer d'organes propres, la vigilance d'une censure à laquelle le journal de la Direction de l'in-formation u'échappe pas lui-même, préludent à des temps moins florissants.

Le gouvernement, qui consacre l'essentiel de ses efforts à la radio-télévision, a tout de même

renforcé son secteur de presse

renioree son seteur de presse en créant Atrika, un quotidien d'informations générales suscep-tible de rivaliser un peu avec Madagascar-Matin (dont le statut est resté ambigu, même s'il joue sagement son rôle de quotidien officieux). L'ancienne agence offi-telle Mada Brass depenya Tarrita

# La presse: ancienne, vivante et nationale

A VEC ses dix quotidiens, sa vingtaine d'hebdomadaires et quarante autres périodiques, la presse malgache fait preuve d'une vitalité que bien des pays du tiers-monde lui euvient. A raison de quatre-vingt mille à cent mille exemplaires diffinite a cent finite exempliares on-fusés chaque jour, elle touche euviron un habitant sur cent, ce qui la place au quatrième rang sur le continent africain, der-rière l'Afrique du Sud, le Nigéria

Ce résultat tient aux conditions particulières de la colonisation de Madagascar, à la permanence de Madagascar, à la permanence d'un fort courant nationaliste et à l'existence déjà ancienne d'une bourgeoisie urbaine et lettrée. Depuis plusieurs dizaines d'années, un public averti et fidèle a le goût de choisir, dans les kiosques de la capitale, entre une multitude de petites feuilles de deux oa quatre pages, aux tendances politiques les plus diverses, dont certaines gont encore composées lettre à lettre, à partir de vieilles « casses », et tirées sur des presses antédiluviennes.

Les principaux journaux attei-gnent l'intérieur du pays, grâce aux « taxis-brousse » ou à l'avion, à la rencontre d'une clientèle de notables instruits et curieux que ue satisfait pas la seule écoute de la radio nationale. Souvent, ces journaux sont passés de la main à la main. Parfois même, ils sont loues à l'heure, ce qui incite par exemple Madagascar-Matin — principal quotidien de l'île et le seul rédige en fran-çais — à rappeler périodiquement à ses lecteurs que « la location du journal est strictement interdite, tout contrevenant s'exposant à des poursuites judiclaires D.

A la fois aimée et redoutée, encouragée ou combattue selon la conjoncture politique, la presse

; C:

« libre » est en tout cas accep-tée à Madagascar comme un phé-nomène de société. Ni les gou-verneurs de la colonie française ni les régimes social-démocrate (Première République) ou révo-lutionnaire (Seconde République) u'ont pu la convaincre de cesser d'être elle-même : souvent u'ont pu la convaincre de cesser d'être elle-même : souvent bruyante, agressive, polémique et contradictoire ; parfois peu soucieuse de vérifier l'authenticité de ses dires, voire « achetée » et franchement malhonnête ; toujours curieuse, inquiête, moralisante, donneuse de legons ; et surtout, fort tatillonne à l'endroit de son indépendance.

Cent douze ans dėjà...

L'ANCIEN président Tsiranana
L's'était réjoui, en 1966, que
les débuts de la presse dans son
pays aient été « contemporains de
Marx et de Baudelaire ». En fait,
si le premier journal en malgache
— Teny Soa (« la Bonne Parole »)
— fut bien édité à partir de 1866,
il s'agissait, comme plus tard Hevi
Rolamena (« la Pensée d'or ») ou
Sakaizan'ny Tanora (« l'Ami des
jeunes ») de publications éditées
par les nombreuses missions religieuses présentes sur les Hautspar les nomorenses missions ren-gieuses présentes sur les Hauts-Plateaux malgaches. Cathollques, anglicans ou protestants de Gran-de-Bretagne, de France et de Nor-vège cherchaient par le moyen des journaux à précher leur bonne parole et à rallier le public jettre de le région de Tennarius au

Plutôt que d'escompter la réduire, l'Etat malgache indépendant a préféré mettre en place progressivement un secteur public de presse susceptible de contrebalancer l'influence des journaux privés ou de les inciter à évoluer d'eux-mêmes : agence de presse, journaux officiels ou officieux. Pour le reste, il se réserve le droit de censure sur l'ensemble des journaux — selon une pratique qui a eu cours, presque sans interruptiou, depuis les débuts de la colonisation. Et il tente de s'assurer, pour son compte, la sympathie active de cartains d'entre eux-

des littératures d'origine de se difeurs. Elle fui un des prin-cipaux agents de diffusion de la pensée occidentale, présentée comme source de lumière et oppo-sée à l'« obscurttés » voire à la c burbarie » des coutumes ances-trales — avant de jouer au contraire, aux heures de la colo-nisation triemphante, un rôle de conservatoire de l'âme malgache et de création de sa propre litté-rature.

par les nomoreuses missions rengieuses présentes sur les HauteFlateaux malgaches. Catholiques,
anglicans ou protestants de Grande-Bretagne, de France et de Norvège cherchaient par le moyen des
journaux à prêcher leur bonne
parole et à rallier le public lettre
de la région de Tananarive... au
détriment de leurs concurrents.
Certains journaux de missionnaires britanniques — comme
Madagascar Times ou Madagascar News, entreprirent également
de défendre une royaute Merina
finissante contre les assauts francaise.

Cette presse, qui subsista en
partie durant la colonisation francaise, publiait des textes bibliques, ainsi que des échantillons

faure.

Dans les villes-comptoirs de la
côte, de nomineuses petites feuilies étaient éditées en français à
l'intention des colons, qui se falsaient nombreux : le Clairon et
l'Aventr, à Diégo-Suarea. l'Optinion publique ou la Cloche à
Tananatave défendaient avec verve
et agressivité les intérêts des
ex pioniers y de la colonisation,
ne ménageant pas leurs insultes
à la reine de Madagascar, mais
s'attaquant aussi au président
français à Tananarive. Les journaux étrangers de la capitale
s'étient éditées en français à
l'aventr, à Diégo-Suarea. l'Optinion publique ou la Cloche à
Tanatave défendaient avec verve
et agressivité les intérêts des
et agressivité les intérêts des
et agressivité les intérêts des
coite, de nomineuses petites feuilies étaient éditées en français à
l'aventr, à Diégo-Suarea. l'Optinion publique ou la Cloche à
Tananatave défendaient avec verve
et agressivité les intérêts des
coite, de nomineuses petites feuilies étaient éditées en français à
l'aventr, à Diégo-Suarea. l'Optinion publique ou la Cloche à
tanatave défendaient avec verve
et agressivité les intérêts des
coite, de nombreux : le Clairon et
l'Aventr, à Diégo-Suarea. l'Optinion publique ou la Cloche à
tanatave défendaient avec verve
et agressivité les intérêts des
coite, de nombreux : le Clairon et
l'Aventr, à Diégo-Suarea.
l'aventr, à Diégo-Suarea.
et agressivité les i

soins de la résidence — u'hésita pas à publier en juin 1894 un article particulièrement violent qui article particulièrement violent qui contribua indirectement à précipiter l'annexion de Madagascar par la France. Le rédacteur s'en prenait au comportement des fonctionnaires royaux et de la reine elle-même sous forme d'une litanie répétant toutes les cinq lignes, en refrain : e Pendant combien da temps, 6 Malgaches / resterons-nous sous ce gouvernement de Nabuchodonosor ? (1), 2

Au début de ce siècle, après cinq ans de conquêtes et d'occu-pation française, on recensait vingt-irrois publications en langue française, sept en anglais, mais seulement quatre en malgache. Le général Galiteni, qui avait consi-

déré la presse au début comme « un organe utile, susceptible de fournir, dans un pays neuf sur-tout, des indications pratiques à retentr sur les aspirations et les légitimes desirs des indigènes », résolut d'interdire en 1901 aux résoint d'interdire en 1901 aux publications en langue malgache le droit de diffuser des articles politiques ou relatifs aux activités de l'administration. Au moment où la presse de France jouissait du régime le plus ouvert qui soit, les journaux malgaches devaient donc obtenir du gouverneur général une autorisation de paratire révocable à tout moment, s'assurer les services d'un gérant français, et soumettre toute leur production à la sagacité des censeurs du Bureau de la presse indigène de Tananarive.

Colons, indigènes et métropole

PENDANT une trentaine d'anrées, les publications en langue malgache durent donc se
coutenter des genres religieux ou
ittéraires, renouant avec leurs
alnées du siècle précédent. Elles
avaient aussi le loisir d'épiloguer
sur les événements lointains, en
tentant d'amener les lecteurs à
établir eux-mêmes le parallèle :
les articles du pasteur Ravelojaona publiés en 1913 dans Ny
Mpiniolisaina (« le Conseiller ») à
propos du Japon, qui insistaient
sur le « réveil », l' « ouverture »
et le « progrès » d'un pays ayant
échappé à la colonisation, étaient
évidemment loin d'âtre aussi
« exotiques » qu'il y paraissait au
premier abord...
L'extension d'un petit prolé-

L'extension d'un petit prolétariat à Diégo-Suarez (où les
Français avaient établi un arsenal) et à Tananarive, les progrès
du syndicalisme et des idées sur
l'égalité des races et le courage
personnel d'une poignée de natioualistes malgaches se battant avec
quelques camarades français,
devalent faire reculer les limites
imposées à la presse malgache. A
partir de 1927, Jean Ralaimongo
préconise dans l'Opinion puis
dans l'Aurore malgache la naturalisation en masse de la population, afin qu'elle accède aux
droits ouverts par la nationalité
française. Avec Joseph Ravohangy, Jules Ranaivo, Paul Dussac des journaux comme le Réveil
malgache, le Prolétariat malgache
ou la Nation malgache ont été maigache, le Protestariat maigache ou la Nation malgache ont été les précurseurs de la grande vague, nationaliste de l'après-guerre. Protestant avec vigueur contre le régime de l'indigénat, le travail obligatoire et la répres-

sion politique, ils se sont exposés à des saisies et à des emprison-nements sans nombre ; mais, cha-que fois, un journal interdit était remplace par un autre. Et ces organes éphémères regroupalent les opposants à la colonisation française à une époque où il leur était encore interdit de s'organiser en parti (2). en narti (2). d'une actualité à nouveau chargée. Tselatra (« l'Eclair ») s'est spécialisé dans la caricature et le soutien aux jeunes soum (chômeurs des villes); Ady Gasy (« la Chose malgache ») a misé sur le réalisme social, renouvelant le photo-journalisme; Zava Rissy (« Réalités ») a joué — pour la première fois dans un quotidien en langue malgache — la carte des gros titres et des nouvelles à sensation, éten-

Au même moment, les journaux de la communauté française jouissaient d'une liberté totale dont ils ne manquaient pas d'user. Leurs articles, souvent volents, parfois franchement volgaires, témoignaient en particulier de la méfiance, voire de l'hostilité que portaient les intérêts privés de toutes sortes à l'administration que portaient les intérêts privés de toutes sortes à l'administration coloniale, jugée toujours trop « métropolitaine » et insuffisamment au fait des problèmes des colons. Quatre journaux dominaient leurs confrères, s'efforçant de rester quotidiens : la Tribune, organe du colonat « industriel » qui était favorable à une ouverture plus grande de la France en direction des Malgaches « évolués », afin de fournir aux entreprises françaises les cadres moyens dont elle manqualt ; l'information, qui se voulait « porteformation, qui se voulait « porte-parole de tous les colons de Madaparole de tous les colons de Mada-gascar » . L'Indépendant, organe des grandes familles françaises, favorable à un régime d'« auto-nomie interne » qui permit aux colons de prendre leurs affaires en main; et le Madecasse, (devenu ensuite la Sous-France), qui défendait le petit colonsa d'origine réunionnaise à partir d'arguments délibérément racis-tes (3).

Une alternance d'essors et de déclins

L'ES années du Front populaire devalent être plus favorables à la presse malgache : en 1935, un jugement reconnaissait l'illégalité du régime juridique imposé à la presse dans l'Ile; en août 1938, un décret de Georges Mandel abrogesit d'un coup les restrictions apportées depuis quarante ans à la liberté de la presse. Mais la guerre était là, et avec elle de nouveau la censure, et l'ordre moral vichyssois.

Cependant, le pli était pris; et, à la libération, les journaux politiques en langue malgache ont proliféré, rivalisant d'ardeur podémique ou moment où se créait le grand Mouvement de la défense de la rénovation malgache (MDR.M.) des députés Ravohangy, Raseta et Rabemananjara et alors que les premières élections concédées par la métropole étaient annoncées.

Le soulèvement de mars 1947 a donné un nouveau coup d'arrêt à l'essor de la presse malgache; de nombreux journalistes ont été tués, emprisonnés, ou convaineus d'abandonner la lutte. Sous ce régime d'interdiction des partis, certains journaux ont cependant tenté de regulation des conflictations de confl certains journaux ont cependant tenté de regrouper des militants épatgnés par la répression, et ont essayé — à leurs risques et périls — d'évoquer à mots couverts les idéaux nationalistes. Après une période favorable à des tentatives journalistiques nouvelles — comme des magazines ou des journaux spécialisés, — la politique a refatt surface dans les journaux à l'approche de la « loi-cadre », qui vit s'opposer les partisans d'une accession « douce » et conservatrics à l'indépendance, et ceux d'une stratégie de la rupture ou de la recherche d'une véritable indépendance économique. mique,

En 1958, année de la proclama-tion de la République, la presse politique malgache comprenait cinquante-cinq titres, dont dix-neuf quotidiens, vingt-six hebdo-madaires et vingt périodiques di-vers. Sept étalent de tendance « progressiste » (socialistes ou com-munistes), treise se réclamalent du nationalisme (ex-M.D.R.M.); vingt-trois étalent favorables au til hatsdississe (ex-self-tras); vingt-trois étaient favorables au président Tsiranana (modérés, social-démocrates), quatre se rattachaient aux milieux syndicalistes, sept à l'Eglise catholique, un au protestantisme.

Dix ans plus tard, le déclin était net, fruit d'une certaine bipolarieation politique : nationalistes et progressistes liés au parti du Congrès pour l'indépendance de Madagascar (A.K.F.M.) d'un côté ; journaux favorables au parti social-démocrate (P.S.D.),

a parti à majorité écrasante », de l'autre. La première, qui u'avait guère évolué depuis la colonisation, à l'exception toutefois de l'heb-domadaire Hehy (« le Rire »), bat-tait de l'alle, avec des tirages sou-vent voisins de mille exemplaires.

La seconde, soutenue directement ou indirectement par l'Etat
— comme le Courrier de Madagascar, créé conjointement par la
Société nationale des entreprises
de presse, à Paris, et le président
Tsiranana, dans le but de « casser » la petite presse malgache
d'opinion tananarivienne. — avait
le monopole des gros tirages, un
accès quasi exclusif aux nouvelles
d'origine administrative et parvenait seule à se faire diffuser
en province sans obstacle notable. en province sans obstacle notable.

Entre les deux, un secteur indé-pendant ou centriste subsistait avec plus ou moins de bonheur : Maresaka (« les Nouvelles »), spé-cialisé dans le ragot de salle de police ; Lumére, un hebdoma-daire édité à Fianarantsoa par des jésuites français, et son homo-

cielle Mad-Press, devenue Taratra (ANTA) a été renforcée : elle a reçu pour mission de donner à ses usagers a une information exacte et mobilisante », et elle exacte et mobilisante a, et elle détieut désormais le monopole de distribution des informations mondiales dans la Grande Ile, après avoir desserné l'emprise de l'Agence France-Presse en passant également des conventions avoo Reuter, Tass et Chine oouvelle. L'antique Vaovao, diffusé depuis près de quatre-vingt-douse ans dans les administrations et les collectivités décentralisées de l'île, a été rénové à son tour. L'ensemble des services d'information gouvernementaux — radio et téléemine des services à mid-maton gouvernementaux — radio et tèlé-vision incluses — emploient ainsi quatre-vingts journalistes (sur les cent quatre-vingt-dix-sept déten-teurs d'une carte professionnelle).

« Un moyen privilégié d'éducation »

L A charte de la presse, adoptée
L en 1974, au plus fort de la
période libertaire qui a suivi le
« mai malgache », apparaît déjà
dépassée. L'ordre des journalistes
qu'elle avait créé est aujourd'hui
partiellement paralysé en raison
du boycottage des journalistes de
tendance A.K.F.M. et de la
confusion entre journalistes et
directeurs-propriétaires de journaux, entre « indépendants »
(réels ou supposés) et « fonctionnaires », entre « observateurs »
et « militants ». Son président
actuel, le Père Remy Ralibera,
responsable de l'information pour
l'Eglise catholique malgache,
considère que cette charte doit
être adaptée au contexte « militant » actuel : « Si, pour certains,
la liberté da presse signifie
défendre la minorité, je suis
contre », affirme-t-il, faisant
allusion à ceux qui contestent
pen ou prou, dans les milieux
iournalistiemes que la résmutton pen ou prou, dans les milieux journalistiques, que la révolution socialiste puisse être considérée comme « le seul choix possible ».

Le gouvernement, qui a conflé Le gouvernement, qui a confié au ministre de l'information la responsabilité paralléle de l'corientation idéologique » sou-haiterait que la presse étrite se concentre, que la profession se moralise, et que les journaux voient plus loin que la capitale, où la presque totalité d'entre eux restant installés et dont ils ne

sortent que rarement (4). Il considère, comme l'indique le Livre rouge publié en 1975, que l'information est « un moyen privilégié d'éducation du peuple » et qu'elle doit « stimuler l'exprit révolutionnaire » et « inciter le peuple à appliquer les mesures prises par les autorités dans l'intérêt des masses ». Pour certains journalistes issus de la vieille presse indépendante, habitués à exercer listes issus de la vieille presse indépendante, habitués à exercer leur métier au jour le jour et avec les maigres moyens du bord, comme pour leurs jeunes confrères formés à l'école de l' « objectivité » occidentale, la conversion ne peut manquer d'être dure...

(1) Raymond Rakotonirina, L'in-formation et la presse à Madagas-car, d'Andrianampointmerina à Ra-nasalona II, Institut français de presse, 1966.

(2) Lucile Rabearimanana, e Presse et luttes politiques à Madagascar », Aujourd'hui l'Ajrique, nº 11-12, 1978. Aujourd'hui l'Afrique, nº 11-12, 1978.

(3) Henri Rakoto-Zata, la Presse écrite malgache, ENAM, 1971.

(4) A deux exceptions près, toute-fois. L'Eclair, un magazine édité par Latiner Rangans, s'afforce de réagir contre l'indifférence de la presse à l'égard de l'arrière-pays, notamment en ce qui concerne l'extrême-nord et l'extrême-sud. Coéan Indien actuel, revue mansuelle éditée par Richard-Claude Ratovonarivo, a une démarche analogue à propos de l'environnement régional de la Grande lle.

AU SERVICE DU COMMERCE MALGACHE EXTERIEUR MALGACHE **TRANSPORTS** MARITIMES 6, Rue de NICE ANTANANARIYO Tél : 273.42 et 274.54 BP:4077 Télex: 22.277 **SOMACRAM** SOCIETE AU SERVICE MALGACHE DE COURTAGE DU COMMERCE DE REPRESENTATION ET D'AFFRETEMENT INTERNATIONAL MARITIMES 6, Rue de NICE ANTANANARIVO Tél: 273.42 et 274:54 BP:4077 Télex: 22.277 SOMACRAM AGENCE DE VOYAGES AGENT AGREE ATAF IATA Tél: 279.52 BP: 3977 Télex:22.277 13, Rue de NICE *ANTANANARIYO* A VOTRE SERVICE

# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

#### ONU

Le Conseil de sécurité demande l'annulation des élections en Namibie

Namibie

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des l'annuistion unies a demandé le 13 novembre l'annuistion immédiate des élections prévues par l'Afrique du Sod en Namible pour le début de décembre. La résolution a été adoptée par dix voix sans opposition, mais avec l'abstention des oinq membres occidentaux du Conseil qui, précisément, forment le a groupe de contact savec l'Afrique du Sud pour faciliter l'aménagement d'un régime de transition dans le territoire (Allemagne de l'Ouest, Canada, Etais-Unis, France, Grande-Bretagne). Le Conseil de sécurité prévoit dans son texte de prendre des mesures appropriées, y compris des sanctions économiques, au cas où l'Afrique du Sud refuserait l'organisation d'élections sous le contrôle de l'ONU. M. Kurt Waldheim, serrétaire général de l'Organisation, a été chargé de veiller à l'application de cette résolntion et de faire rapport au Conseil à ce sujet pour le 25 novembre.

Le Conseil de sécurité s'était réuni le 31 octo-

Le Conseil de sécurité s'était réuni le 31 octo-Le Conseil de sécurité s'était réuni le 31 octobre pour examiner ce problème, à la demande du groupe africain. Il s'agissait plus précisément du non-respect par Pretoria de la résolution adoptée le 29 septembre dernier par le Conseil et qui créait un groupe d'assistance des Nations unies chargé d'aider à assurer dans un proche avenir l'indépendance du territoire. Le Conseil était saisi d'un communiqué publié à l'issue des entretiens ayant eu lieu entre les cinq pays occidentaux et le gouvernement sud-africain dn 16 au 18 octobre 1978.

Signalons encore que dans son rapport à l'Assemblée générale, adopté le 25 octobre, le Conseil des Nations unies pour la Namible demande en particulier l'imposition de sanctions économiques totales contre l'Afrique du Sud.

#### Les travaux de l'Assemblée générale

Au terme de son débat sur le développement et la coopération économique internationale fin octobre, l'Assemblée générale des Nations unies, qui poursuit sa trente-troisième session à New-York, a adopté sans opposition un projet de résolution concernant l'avenir des travaux du comité plénier économique. Le texte regrette que des divergences de vues sur l'interprétation du mandat du comité l'aient empêché de mener des négociations significatives et insiste sur la nécessité d'aboutir à des progrès réels sur les problémes qui lui sont soumis.

D'autre part, l'Assemblée a adopté au début de novembre deux résolutions relatives aux activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Le 9 novembre, elle a aussi adopté un texte demandant le retrait des forces étranun texte demandant le retrait des forces étrangères de Chypre et recommandant au Conseil de sécurité de fixer un calendrier d'évacuation et d'envisager des sanctions en cas de nonobservation de cette injonction. Cette résolution a été votée par 110 voix contre 4 (Turquie, Iran, Pakistan et Arable Baoudite) et avec 22 abstentions, la clause demandant au Conseil de sécurité de se saisir du problème ayant recueilli 80 voix contre 7 avec 48 abstentions lors d'un vote séparé.

Le 10 novembre, l'Assemblée a décidé de maintenir M. Hamilton Shirley (Sri-Lanka) au poste de président de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, dont les dates et lieu de la prochaine réunion ont été fixés dn 19 mars an 27 avril à Genève.

Le 10 novembre également, l'Assemblée a élu cinq membres non permanents du Conseil de sécurité (qui en compte dix au total, plus les cinq membres permanents) qui occuperont leurs sièges à dater du 1er janvier; il s'agit dn Bangiadesh, de la Jamaique, de la Norvège, du Portugal et de la Zambie. Elle a aussi procédé aux désignations habituelles au Consell économique et social pour pourvoir les sièges

FORCE INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES AU LIBAN. — Dans un rapport publié le 12 octobre dernier. M. Kurt Waldheim a altiré l'attention sur le financement de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Il restatt encore 39,1 mullions de dollars à percevoir à la date du 30 septembre, dont seulement 25,3 millions pouvaient être considérés comme recouvrables, les autres Etats débiteurs n'ayant pes l'intention de verser leurs contributions pour la FINUL.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Réuni à New-York le 12 octobre pour les travaux de sa deuxième session de 1978, le Conseil économique et social de l'ONU o demandé des mesures efficaces social de 1010 o demande des mesures especies pour metire en œuvre les recommandelions de la conférence sur la coopération technique entre pays en voic de développement qui s'est tenue à Buenos-Aires du 30 octif au 12 septembre (voir d ce sufet l'articla de Marie-Claude Céleste dans le numéro de novembre du Bloade diplomatique).

D'autre part, l'ECOSOC a craminé le pien à moyen terme des activités de l'ONU pour 1980-1983, ainsi que la coordination et la coopération internationale dans le caure du sgrième des Nations unies. APARTHEID. — Des consultostons ont et lieu le 13 octobre à New-York entre les membres du comité spécial contre l'apartheid et les représentants de trois confédérations syndicales internationales : l'Organisalion de l'unité syndicale africaine, la



# 

ration internationale des syndicats libres. D'autre part, le comité a rendu hommage d'Frantz Fanon le 3 novembre.

— Dans son rapport à l'Assemblée générale, le comité ad hoc, chargé de rédiger un projet de convention internationale contre l'aparthéid dans le sport, demande la prolongation de son mandat pour lui permetire de terminer ses travaux l'an rapple de la product l'an recologie.

DROITS DE L'HOMME. — Le comité des droits de l'homme, créé pour surveiller la mise en œuvre, per les États parties, des dispositions du Pacte international relatif aux droits civiques et polifiques, a examiné à la jin d'octobre les rapports de l'Union soviétique et de l'ile Maurice.

l'Union soviétique et de l'us Maurice.

ELECTIONS A LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — A le suite d'un oote séparé du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale la 31 octobre dernier, les membres suivants ont été élus d la Cour internationale de justice pour un mandat de neuj ans d'compter du 5 février prochain ; MM. Richard R. Baxter (Etats-Unis), El-Rian Abdullah Ali (Egypte), Platon D. Morazon (Union soviétique), Jose Sette Camara (Brésil) et Roberto Ago (Italie), Ils remplaceront les oinq membres dant la mandat expire la 5 février.

CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LES AC-

Ago (Italie). Ils remplacerons les cinq membres dant la mandat expire la 5 lévrier.

CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LES ACTIVITES EN FAVEUR DU DEVELOPFEMENT. —
La conférence des Nations untes pour les annonces de contributions d'iensemble des activités de développement pour 1979 s'est tenus le 7 novembre. Les gouvernements se sont angagés d verser 772,8 millions de dollars auz jonds et programmes suivants ; 582,3 millians de dellars au Programme des Nations unies qui pour le développement; 24,5 millions de dollers au Fonds d'équipement des Nations unies ; 23,3 millians de dollars aux fonds spécial pour les pays en vote de développement sans littoral ; 600 000 dollars ou Programme de colontaires des Nations unies ; 112,2 millions de dollars aux ressources générales de l'UNICEF; 11,9 millions de dollars aux programmes à objectif spécifique de l'UNICEF; 142 000 dollars pour l'Année internationale de l'enfant; 10,2 millions de dollars aux fonds des Nations unies pour le développement industriel; 552 249 dollars d la Fondation des Nations unies pour le développement industriel; 552 249 dollars d la Fondation des Nations unies pour le développement industriel; 552 249 dollars d la Fondation des Nations unies pour le développement industriel; 552 249 dollars d l'Institut de recherche pour la promotion des femmes.

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — Dans le saute du neogramme de diagnament humains et

UNIVERSITE DES NATIONS UNIES. — Dans le eadre du programme de développement humain et social de l'université des Nations unies, un séminaire a été organisé du 13 au 17 novembre d'université de Toipo. Des spécialistes de quinze pays d'Aste y ont étudié les moyens de mieux exploiter lo «créativité endogèae» en vue de réndre le processus de développement plus acceptabla et plus efficace.

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMERIQUE LATINE. — Comme prévu par le Conseil économique et social des Nations unies, une réunion régionale pour l'Amérique latine s'est tenue à Santiago-du-Ofhit du 9 au 33 octobre pour donner suite au plan d'action de la conférence sur l'eau des Nations unies. Les participants ont recommandé notamment de créer un office des ressources hydrauliques dens le cadre de la CEPAL. Ils ont aussi souhaité la création d'un comué chargé de suivre l'évolution des trapaux, toujours dons le cadre de la CEPAL.

paux, toujours dons le cadre de la CEPAL.

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Le comité du bots de la CEMBLISTION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — Le comité du bots de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) a tenu sa trenta-excième session d'Gonève du 9 au 13 octobre dernier. Il a constaté d'este occusion que le marché des produits forestiers a été de plus en plus touché, ces dernières années, par les variations des parties des taux de change.

— Un séminaire sur les aspects énergétiques des industries forestières s'est tenu d'Udine (Italie) du 13 au 17 novembre. Les participants étaient saisis notamment d'un document intitule : Consommation d'énergie dans les industries forestières de le régloa de la C.E.E. préparé par les services compétents de la C.E.E. Les auteurs y prévoient une hausse des coûts de production d la suite des hausses du coût de l'énergie.

#### UNESCO

A la vingtième conférence générale : un texte de compromis sur le rôle des organes d'information

L A vingtième session de la conférence générale de l'Organisation des Nations unles pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), s'est tenue à Paris du 24 octobre au 28 novembre. s'est tenue a l'alls du 24 octobre au 25 novembre. Une partie de ses travaux a été consacrée à l'examen du projet de déclaration présenté par le directeur général, M. Amadou Mahtar M'Bow, sur « les principes fondomentaux concernant la contribution des orgones d'information au renforcement de la paix et de la compréhension terternationale. internationale, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le racisme et l'opartheid el l'incitation à la guerre s.

Ce projet devait rencontrer l'opposition des pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis, en raison du contenu de l'article 11, qui pré-voyait un contrôle de l'Etat sur les organes de presse; en revanche, il avait l'adhésion des pays socialistes et des non-alignés.

pays socialistes et des non-alignés.

Un texte de compromis, qui apporte trois changements essentiels par rapport à la première version, a finalement été adopté par consensus et par acclamation : les références au contrôle de l'Etat sont supprimées, notamment dans l'article 11. Parallèlement, la défense des droits de l'homme est incluse à dix reprises dans le projet, et en particulier dans le titre, afin de satisfaire les partisans d'un autre projet idont la France, l'Allemagne de l'Ouest et les Etats-Unis). Enfin sont ajoutées des références à un « nouvel ordre international de l'information » pour tenir compte des revendications du groupe des non-alignés et des aspirations du tiers-monde en général.

Antres sujets ayant donné lieu à controverse :

Antres sujets ayant donné lieu à controverse : la politique culturelle d'Israéil dans les territoires occupés et les fouilles à Jérusalem. Une résolution a été adoptée supprimant l'aide de l'UNESCO à Israéi — comme les années précédentes — et invitant cet Etat à suspendre les fouilles a qui portent otteinte au arractère et au statut de Jérusalem o. Un autre texte adopté en séance plenière condanne la politique d'Israéil en matière d'enseignement dans les territoires occupés. territoires occupes.

D'autre part, une déclaration sur la race et les préjugés raciaux a aussi été adoptée, le texte définitif ayant été purgé, lors des travaux en commission, de toute référence assimilant le sionisme au racisme.

Au chapitre des activités de l'organisation pour les deux prochaines années, la conférence générale a défini les grandes orientations de principe qui devraient inspirer les interventions de l'UNESCO. En particulier dans le domaine de l'éducation, les membres de la conférence ont souhaité qu'il soit désormais accordé davantage d'importance à la réflexion pros-pective.

CREATION D'UN PRIX SIMON-BOLIVAR. — Le Venezuela a remis au mois de novembre au directeur général de l'UNESCO la somme de 190 000 dollars destinée à l'institution d'un prix international Simon-Bolivar. Ce prix sera décerné pour la première jois en juillet 1923 d des personnes ou à des institutions agant contribué par leurs activités e à la liberté, à l'indépendance et à la dignité des peuples », ainsi qu'au « renforcement de la solidarité entre les nations » afin de promouvoir l'avènement d'un nouvel ordre économique, social et culturel international

#### Travail

Au conseil d'administration : la liberté syndicale

Liberté syndicale

R EUNI à Genève au début du mois de noR vembre, le conseil d'administration du
Bureau international du travail (BIT) a examine de nombreuses plaintes concernant la
liberté syndicale dans plusieurs pays d'Afrique,
d'Asle, d'Europe, d'Amérique et des Caralbes.
Le conseil d'administration a notamment décidé
de rendre publique une réclamation, présentée
en janvier 1977 par la Confédération internationale des syndicats libres (CLSIL), selon
laquelle le gouvernement de la Tchécoslovaquie
aurait pris des mesures discriminatoires (sous
forme de licenciements) contre des travailleurs
ayant signé ou appuyè le manifeste de la « charte
77 » sur les droits de l'homme. Cette décision a
été prise à la suite de la réponse du gouvernement tchécoslovaque à cette réclamation,
réponse qui n'avait pas été jugée satisfaisante
par le conseil.

Au cours de sa session, le conseil a aussi

par le conseil.

Au cours de sa session, le conseil a aussi admis en qualité de membre permanent le Brésil, au titre des dix Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable (ce siège était vacant depuis le retrait des Etats-Unis, intervenu en 1977). Il a, d'antre part, décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la soixante-sixième session de la conference internationale du travail, en juin 1930, les trois questions sulvantes : promotion de la négociation collective ; égalité de chances et de traitement entre travailleurs des deux sexes ayant des responsabilités familiales ; sécurité, hygiène et milieu de travail.

CANCERE PROFESSIONNELS DANS L'INDUS-TRIE, — Selon une étude publiée au début du mois de novembre par le BIT sous le tilre Cancers pro-lessionnels, préveation et contrôle, les cancers professionnels ne doivent pos être considérés comme une fatalité. Ils posent néanmoins un problème autrémement grave pour la santé publique.

extrêmement grave pour la santé publique.

CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES MINES D'OR EN AFRIQUE DU SUD. — Selon le bulletin Informations O.I.T., publié au début du mois de novembre, les ouoriers noirs d'Afrique du Sud n'ont pas le droit de se syndiquer et vivent dens un élat proche du servage. Les conséquences de leurs dures conditions de Iravail se sont traduites entre septembre 1973 at mars 1975, par cent trente-deux accidents graves, d quoi s'ajoute la menace permanente de la pneumoconiose.

#### F.A.O.

Augmentation des fonds d'urgence du Progromme olimentoire mondial

L'ecomité des politiques et des programmes L'd'aide alimentaire, organe directeur du Programme alimentaire mondial ONU-FA-O. (PAM), a autorisé le 6 novembre M. Edouard Saouma, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agricuiture (FA-O.), à prélèver une nouvelle tranche de 10 millions de dollars (en vivres et en espèces) sur les ressources du PAM pour répondre aux pénurles imprévues provoquées par des catastrophes naturelles ou autres, d'Icl à la fin de 1978.

Le comité a'est, en effet, déclaré préoccupé par a la situation alimentaire précaire qui pré-vaut dans de nombreux pays récemment frappès par des catastrophes naturelles, comme le Vistnam, le Laos et l'Ethiopie ».

Une aide alimentaire d'urgence a, d'autre part, été accordée à l'Ethiopie au titre du PAM. D'une valeur de 1,8 million de tonnes, elle est précisément destinée à assister les populations frappées par la sécheresse et la guerre civile.

CERRALES. — En roison des bonnes récoites prévues dans de nombreux pays, le commerce mondial des céréales pourrait connaître un léger fléchissement lore de la prochaine campagne, après le haut niveau de 1871-1978, estime le bulleit du mois de novembre Perspectives de l'alimeatatique que public la FA.O. Le rapport établisson cette hypothèse souligne que les priz des céréales sur les marchés mondiaux sont octuellement notablement supérieurs d'exur de l'annés dernière. Les priz du bié et des céréales secondaires ont enregistré une hausse. Mais les priz du riz se sont siabilisés et pourraiens fléchir avec les récoltes de fin d'année.

fin d'année.

CUIRS ET PEAUX. — Le commerce des cuirs et peaux, qui s'élève chaque année à quelque 7 muliards de dollars, soufire d'ua manque de étatistiques précises, ont estimé les gouvernements des pays inléressés ou cours d'une réunion organisée par la F.A.O. à Rome à la fin du mois d'octobre. La F.A.O. a dane été priée d'établir un meilleur load de données, par une coopération étroite avec les fonctionnaires de chaçun des pays inléressés. La création d'un groupe de travail ad hoc d'experts en statistiques a élé souhaitée.

BLE. — Une consultation sur l'état actuel des recherches sur le blé durum s'est tenus d'Rome du T au 30 novembre en présence des représentants de trents-deux instituts de pays d'Europe, d'Alpérie, de Bolivie, des Etats-Unis et du Canada, qui tous participent d'un programme de recherche sur la blé durum, espèce tenant une grende place dens le régime alimentaire de la plupart des pays méditerrandens (sous forme de pâtes alimentaires et de couscous).

#### Organisation météorologique mondiale

Décloration sur les modifications de la couche d'ozone

Le comité exécutif de l'Organisation météoro-logique mondiale (OMM) a adopté le 20 octobre une deuxième déclaration sur « les modifications de la couche d'ozone résultant des activités de l'homme et leurs éventuelles consé-

quences géophysiques ». Selon cette déclaration la poursuite des dégagements de chlorofluorométhanes dans l'atmosphère se traduirait per une réduction significative de la quantité d'ozone stratosphérique. Si les dégagements de chlorofluorométhanes se poursuivalent au rythme qu'ils ont atteint en 1977, cela se traduirait, d'après les prévisions actuelles, par une raréfaction giobale moyenne de 5 % environ en vingt ans.

La déclaration passe en revue les conséquences possibles de la diminution prévue de la quantité d'ozone. Elle estime qu'une réduction de 15 % de la quantité d'ozone entraînerait une augmentation d'environ 30 % du rayonnement ultraviolet atteignant la surface terrestre.

En ce qui concerne les effets climatiques, elle prévoit qu'une diminution de 15 % de la quantité globale totale d'ozone entraînerait une baisse de 10 °C de la température dans la haute stratosphère.

La première déclaration de l'O.M.M. sur ce sujet remonte an 26 novembre 1975.

sujet remonte an 26 novembre 1975.

ORGANISATION MONDIALE DE LA BANTE.

Le 26 octobre a marqué la fin d'une période de douze mois au cours de laquelle tous les page africains cont restés indemnes de variole. Si aux cours des douze prochains mois aucun ous nouveau n'est détecté, toutes les conditions seront réunies pour que l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) déclare la disparition de la variole dans le monde entier

— L'usage du tabac pendant la grossesse, ainsi que l'influence du tabac dens l'augmentation des troubles circulatoires chez les femmes qui prennent des contraceptife oraux, dans l'accelération de la ménopause et dans d'autres troubles plus graves, notamment le concer du poumon et le crise cardiaque, tels étaient quelques-uns des grands thèmes abordés par un comité O.M.S. d'experts de la lutte contre l'usage du tabac, réuni d'Genève du 23 au 23 octobre.

— En réponse d'appal lancé le 26 octobre dernier par M. Leo A. Reprio, directeur de la région européenne de l'O.M.S., vingt-quatre pays européens et organismes de coopération internationale, intergouvernementale et bilatérale ont contribué par des donations en espèces, en mutériel ou en personnel dla mise en œuore des premières mesures destinées à endiguer l'épidémie de paludisme qui sévit dans le sud-ouest de la Turquie.

— La création d'organismes nationaux de contrôls pour l'homologation de tous les pesticides représente une grand priorité pour les pays en voie de développement : c'est ce qu'a déclaré un comité O.M.S. d'experts sur la sécurité d'emploi des pesticides réuni d'Genève au mois d'octobre.

— Un groupe de travail sur l'étituation santiaire de la population en matière de malaies cardiovasculaires s'est réuni d Heidelberg (République d'Allemagne fédérale) du 7 eu 10 novembre.

d'Allemagne (édérale) du 7 eu 10 novembre.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
ATOMIQUE.— Le premier colloque international
sur la désaffectation des usines nucléaires s'est tou
d Vienns, du 13 au 17 novembre. sous les auspiess
de l'Agence internationale de l'énergie atomique
(A.I.E.A.) et de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergis
nucléaire (A.E.N.). Environ deux cent cinquante
participants, venus de vingt-cinq Etats membres
de l'Agence et de plusieurs organisations internationales, ont participé à ce colloque qui a fait le
point des conneissances et des méthodes actuelles,
et a accordé une attention particulère aux politiques nationales en la matière et à leurs incidences
internationales, au problème des rejets radioactis,
alust qu'aux opérations de décontamination et aux
dispositifs de télécommande.

— Afin d'examiner les rapports d'ordre technique

dispositifs de rélécommande.

— Afin d'examiner les rapports d'ordre technique entre nécessilés de l'exploilation et febrication du combustible dans le but d'obtenir un meilleur rendement des centrales nucléaires, l'A.E.A. a organisé du 6 au 10 nonembre de Praque (Tchecoslovaquis), un colloque international sur le fabrication des éléments combustibles pour réacleurs à pau et, pins spécialement, son incidence sur la performance du combustible.

— A la suite d'un arrangement entre l'AJEA et le ministère de l'énergla des Etats-Unis, un cours interrégional sur la protection physique des instal-lations et matières nucléaires a eu lieu pour la première fois à Albuquerque (Nouveeu-Mexique), du 1er au 15 novembre.

● OBGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Au mois d'octobre, la Programme des Natians unies pour la développement (PNUD) à conjié d'iOrganisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) l'exécution de douze profets d'assistance technique en matière d'aviation civile, dont le montant total dépasse 18 millons de dollars.

de dollars.

Dix d'entre éux sons des projets nouveux : six concernent la Guinée, la Jordanie, le Malawi, la Maurilanie, le Sri-Lanka et le Vietnam, les quatre autres sont des projets régionaux situés en Indonésie, aux Philippines à Singapour et en Thallande. Les deux derniers projets sont des extensions de projets existants : un projet national au Bangladesh et un projet régional africain en Ouganda.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Les trents conseillers hors siège de l'Organisation des Nations unies pour le développemens industriel (ONUDI), réunis à Vienne (Autriche) du 9 ou 18 octobre, ont examiné les stratégies industrielles. L'évaluation et la mise en œuore des projets, le rôle des conseillers dans les prépareilis de la troisième conférence générale de l'ONUDI (qui doit avoir liea à New-Delhi en 1980), les moyens de favoriser la coopération technique entre pays du Siers-monde et les mesures propres à améliarer les communications entre le siège et les services extérieurs de l'ONUDI. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR

La deuxième réunion de consultation sur l'industrie des engrais, à Innsbruck (Autriche) du 6 ou 10 novembre, o rassemblé plus de deux cent cinquante experts oenus de soizante-dix pays et olingt organisations internationales.

oings organisations internationales.

De nouvelles mesures visant à assurer une parliet pation plus large et plus dynamique des jemmes au développement industriel ont été recommandées au cours d'une réunion préparatoire sur le rôle de la jemme dans l'industrielisation des page en vola de développement, qui s'est tenue d Vienne (Autriche) du S au 18 novembre.

— Parmi les récentes publications de l'ONUDI:
Les techniques en provezance des pays en voie
de développement (en onglais) et un Guide sur les
sources non élassiques d'énergie (en anglais). • UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMU-NICATIONS. — L'accord régional concernant la radiodiffusion d ondes kilométriques et hectomé-triques dans les régions 1 et 3 (Europe, Afrique, Asie et Australasies de l'Union internationale des télécommunications (U.J.T.) est entré en oigneur ic 23 novembre.

ic 23 novembre.

Cet accord et le plon d'assignation de fréquences qui l'accompagne aocient été élaborés par una conférence administrative régionale de radiodiffusion de l'U.I.T. qut a tenu deux sessions à Genèvs (en octobre 1974 et en octobre-novembre 1978). L'occord, qut a élé signé par cent pays appartenant oux deux régions, sera oppliqué pendant une période de onze ans à partir de la daté d'entrée en vigueur, mais u demeurera calable jusqu'd se révision par une conférence compétente des pays membres de l'U.I.T.

Ce nouvel accord remplace la conventian curo-

Ce nouvel accord remplace la convenilan euro-péenns de radiodiffusion de Copenhague (1941) alnsi que l'accord africain de radiodiffusion de 1886.

D'autre part, l'U.I.T. a organisé au mois Coctobre un cycle d'études sur la gestion des fréquences et l'utilisation du spectre radio-électrique et de l'orbite des satcultes géostationnaires. Ce cycle d'études, qui o réuni, pendant deux semaines à partir du 9 octobre, plus de deux cents représentants venus de soirante-quinze pays, avait pour objectif de fournir aux administrations des pays membres de l'U.J.T., et notamment d'elles des pays en voie de éveloppement, des indications pratiques sur l'établissement et l'organisation de leurs services de gestion des fréquences, ainsi que sur l'éleboration des règlements nationaux relatifs en fonctionnement de leurs services de radiocommunications, afin de respecter les dispositions des règlements internationaux.

TOMPS SEATORS

SEATORS SEATORS

SEATORS

SEATORS SEATORS

SEATORS

SEATORS SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEATORS

SEAT DET AV MENY/
TOTAL AL MENY/
TOTAL AL

fonds monétaire interna

Emment du tirage

E For the control of a control

ner ude le la committe de la committe de méaure la committe de delaire. Els mouvements de delaire mouvement de delaire de

TOTAL TOTAL

20157 65 20157 65 20157 65 20157 65

THANCEMENT I

daus
requ
spect are
gon par
gon par
de rese
un par
marka
d'une
en para

VE . 17

Jes d d

771 A

Groupe de la Banque Han prilis de la BIRD

LAS decreationale pour le corperment (Ban ou Biblio au orde buth prooca installatio phospha - Languembre: 9 milli pour languer e forage de punts embre: : 3.5 mill pour un d'impenierie qui pe porter din dation à long terme : d'addin de la capitale : d add in ... A novembre realisation d'un p reinsation d'on p l'agriccie : novembre : là lancer des import lotter plus com literion dans l'act reprindre aux be on mateurs : programme d'ès e.ec.r.q (6 novembre) : 3: realisation du pr depero: n novemb

de dolls. For le second prop dans franchis du nord-est la mo o la Banque mor EMPROVE OF SUITERS — Le Francisco de la constanta de la consta

du par

CREDITY I ASSOCIATION INT
DE 1965 I PETIENT L'Account
Inname Transcrit IDA: this
wond; Transcrit IDA: this
wond; Transcrit IDA: this
wond; Transcrit IDA: this
interest of control of control
IDA: Transcrit IDA:
IDA: Transcrit IDA: Transcrit
d. Transcrit IDA: Transcrit IDA: Transcrit
d. Transcrit IDA: Transcrit IDA: Transcrit
d. Transcrit IDA: Transcri SCORE CONTROL INTERNAT i ini de 9 millions i ini a mandraction c d "tertissement p to destrats en Jorda to: out élé conclus de leitestre Compa-de la contribu

ne doller; dont . 774: d'un monien re en Gruguey inquérés GROUPS SULFATIR POUR I AGRICIO SULFATIR POUR I SUNATIONALE.

DE LE TOTOPORTO SULFATIR POUR I SUNATIONALE.

DE LE TOTOPORTO SULFATIR POUR I SUL

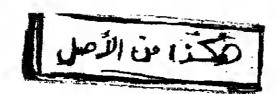
ÉDITIONS A

Société LA CIRCULATION DI

Un solume de 370

DANS LES

Un volume de 240



#### Fonds monétaire international

Financement du tirage des Etats-Unis

Le Fonds monétaire international (F.M.L) a anoncé le 7 novembre qu'il avait emprunté, dans le cadre des accords généraux d'emprunt. l'équivaient de 777 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) pour financer a la mobilisation par les Etats-Unis d'une de leurs tranches de réserve ». La Bundesbank (R.F.A.) a accordé un prêt équivaiant à 583 millions de deutschemarks en D.T.S. et le Japon a avancé un prêt d'une contre-valeur de 194 millions de D.T.S. en vens.

d'une contre-valeur de 194 minions de D.T.S. en yens.

Contrairement à l'habitude, le Ponds monétaire n'a diffusé aucun communiqué pour indiquer le montant et les modalités àu tirage des États-Unis. Selon des informations parues dans la presse, l'opération se serait faite en deux étapes au début de novembre et se monterait à 3 milliards de dollars. Elle é'inscrivait, on le sait, parmi les mesures inscrites au programme de soutien du dollar annoné par le mésident Carter.

VENTE D'OR. — Le F.M.I. a procédé la 1º novembre d sa vente mensuelle à or au bénéfices des pays en voie de développement. 470 000 onces d'or ont été attribuées unz adjudicataires entre 223,03 et 230,00 dollers l'once. En autre, 80 000 onces ont été accordées aux pays membres ayant présenté des soumissiens hors concours : l'or a été attribué à ces pays au prix moyen d'adjudication de 284,02 dollers.

Le 4 octabre, la précédente vente mensuelle d'or du Fonds partait sur 470 000 onces d'or fin. vendues aux adjudicataires entre 223,57 et 223,68 dollars. 134 000 onces avoient été attribuées aux pays membres ayant présenté des soumissions hors concours au prix moyen de 223,68 dollars l'once.

E FACILITES DE FINANCEMENT ELARGIE ».

e FACILITES DE FINANCEMENT ELARGIE ». —
Dans le cadre de la « facilité de financement élargie » le Fonde a approuvé le 25 octabre une demande
du gauvernement d'Haili permettant d ce pays
d'effectuer, au cours des trois prochaines années,
jusqu'à concurrence de 12,2 millions de D.T.S. de
tirages sur le F.M.L.

FINANCEMENTS COMPENSATOIRES. — Dens le cudre du financement compensatoire, deux pays ont été autorisés à affectuer sur le Fonds les térages suivents : Saudan (21 septembre) : l'équivalent de 21,1 millions de D.T.S.; Sénégal (30 octobre) : l'équialent de 21 millions de D.T.S.

CREDIT « STAND-BY » AU KENYA. — Un crédit « stand-by » a été accordé la 13 novembre au Kenya qui pourra procéder au cours des douse prochains mois d des tirages jusqu'd concurrence de l'équivalent de 17.25 millions de D.T.S.

#### Groupe de la Banque mondiale

Huit prêts de la BIRD

A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé huit prêts aux pays

 Marco (19 octobre) : 50 millions de dollars
pour l'extansion des installations d'engrais phosphatés ;
— Kenya (2 novembre) : 9 millions de dollars
pour financer le forage de puits produisant de

pour imancer le forage de puits promisant de la vapeur;

— Péron (2 novembre) : 8,8 millions de dollars pour un projet d'ingénierie qui permettra d'ap-porter une solution à long terme aux problèmes d'adduction d'eau de la capitale;

— Philippines (9 novembre) : 35 millions de dollars pour la réalisation d'un projet national de missission agricole;

dollars pour la réalisation d'un projet national de vulgarisation agricole;

— Turquie (9 novembre): 150 millions de dollars pour financer des importations prioritaires afin d'utiliser plus complètement la capacité de production dans l'agriculture et le commerce, et de répondre aux besoins d'importation des exportateurs;

— Colombie (16 novembre): 34 millions de dollars pour le programme d'énergie hydrofectrique de Mesitas;

— Honduras (16 novembre): 305 millions de dollars pour la réalisation du projet d'énergie électrique de Nispero;

électrique de Nispero :

- Thailands (16 novembre): 17,5 millions de dollars pour le second projet d'irrigation dans la région du nord-est, la moins développée du pays.

Les prêts de la Banque mondiale portent intérêt au taux de 7.35 % par an (nouveau taux entre en vigueur en octobre).

EMPRUNT RN SUISSE. — La Banque mondiale a annoncé le 20 actabre qu'elle avait effectué un emprunt à moyen terme d'un montant de 300 mil-tions de france suisses (équivalant à 188,2 millions de dollars) auprès d'un groupe de banques suisses.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internatienale de développement (IDA), filiale de la Banque
mondiale, a annoncé deux crédits en faveur de
l'Inde: — 27 millions de dollars (25 octabre) pour
financer un programme de recherche sur des
variétés de céréales et d'arachtée à haut rendament
plus résistantes aux maladies et aux parasiles:
190 millions de dellars (13 novembre) pour un
projet ferrovleire et la modernization et l'entretien
du réseau.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La Société financière internationale (SFI) a annoncé trois opérations:

— Investissement de 9 milions de dellars (la 16 octobre) pour la construction à une cimenterie

en Argentinc;
— Des accords à investissement pour le financement d'uns usins d'engrais en Jordanie (le 27 actobre); ces accords ont été conclus entre la société
Jardan Fertilizer Industry Company. la S.F.I. et
un groupe de banques; la contribution de la S.P.I.
s'élère à 70 millions de dallars dont 20 millions sous
forms de prêt d taux fixe et 50 millions sous forme
de prêt à taux flottant pour le compts des participants: cipants:

— Opération de prêt d'un montant de 950 000 del-Lars (le 7 novembrs) en Uruguay pour un projet de gaz de pêtrole liquétié;

GROUPE CONSULTATIF FOUR LA RECHERCHE AGRICOLE INTERNATIONALE. — Les onze organismes internationaux de recherche agricole financès par le groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (G.G.R.A.I.) receptont en 1979 des subsentions d'un montant glabal d'environ 193 millions de dellere pour financer leurs activités. Ca chiffrs résults des engagements pris par la plupart des membres denateure du G.C.R.A.I. lors d'une réunion de celui-ci qui s'est tenue au siège de la Banque mondiale, d Washington at s'est terminés le 10 novembre. Il est aupérieur de quelque

# 

If millions de dollars our engagements pris en 1978 pour financer les activités des organismes du groupe. Le G.O.E.A.I. est parrainé par la BIRD, le F.A.O. et le PNUD. 

#### Banque européenne d'investissement

Prets dans six pays

Preis dans six pays

I A Banque européenne d'investissement

(BEL) a récemment accordé une série de
prêts aux pays et organismes suivants:

— Italie (19 octobre) : six prêts d'une contrevaleur de 197 milliards de lires (1819 millions
d'u.c.) répartis de la façon suivante : 154 milliards de lires (pour quinse ans à 3,4 %) à la
Cassa per il Messogionno pour le développement
agricole et industriel du Bud; 30 milliards de
lires (pour quinse ans à 8,4 %) accordés à
l'Istituto Mobiliare Italiane et rétrocédés à la
Società Italiana per l'Esenticio Telefonico pour
le développement des télécommunications en
Sardaigne; 13 milliards de lires (pour sept ans
à 9,30 %) à la société Saipem du groupe Ente
Nazionale Idrocarburi pour financer l'augmentation des capacités de pose de gazoducs et
d'olécducs de cette société;
— Grande-Bretagna (24 octobre) : un prêt
d'une contre-valeur de 36,9 millions de livres
(55,33 millions d'u.c., pour quinse ans à 9,8 %)
pour le financement de trains à grande vitesse;
le 7 novembre ce pays a conclu un accord-cadre
portant sur la contre-valeur de 210 millions
de livres (315 millions d'u.c.) consenties à tifre
de prêt au National Water Council et il a,
d'autre part, reçu un prêt d'une contre-valeur de
1 millions de livres (1,5 millions d'u.c.),
rétrocédé au Grampian Regional Council; le
9 novembre un prêt d'une contre-valeur de
1 millions de livres (1,5 million d'u.c.),
rétrocédé au Grampian Regional Council; le
9 novembre un prêt d'une contre-valeur de
1 millions de livres (1,5 millions d'u.c.),
rétrocédé au Grampian Regional Council; le
9 novembre un prêt d'une contre-valeur de
1 millions de livres (1,5 millions d'u.c.),
rétrocédé au Grampian Regional Council; le
9 novembre un prêt d'une contre-valeur de
1 millions de livres (1,5 millions d'u.c.),
rétrocédé au Grampian Regional Council; le
9 novembre un prêt d'une contre-valeur de
1 millions de livres (1,5 millions d'u.c.),
rétrocédé au Grampian Regional Council; le
9 novembre un prêt d'une contre-valeur de
1 millions d'u.c.)

Entil City Council pour l'amélioration des tèlécommunications dans la région de Hull (nordest de l'Angieterre);

— Beigique (13 novembre) : un prêt de 2,5 milliards de francs beiges (62,2 millians d'u.c., pour huit ans à 9,20 %) pour la construction de la iroisième tranche de la contrale nucléaire de Doel;

— Yougoslavie (14 novembre) : un prêt de 25 millians d'u.c. (pour quinze ans à 9,65 %) pour le financement de cinq tronçors de la future autoroute transpongoslave;

— Irlande (30 novembre) : trois prêts d'une contre-valeur de 22125000 livres irlandaises (33,2 millions d'u.c.) répartis de la façon suivante : 13,5 millions de livres irlandaises (pour vingt ans à 9,35 %) pour l'alimentation en eau et la collecte des eaux usées dans la zone de Dublin; 5 millions de livres irlandaises (pour dix ans à 9 %) accordées à l'Industrial Credit Company pour le financement de diverses initiatives industrielles de petite et moyenne dimension; un prêt d'une contre-valeur de 3 625 000 livres irlandaises (pour huit ans à 8 %) destiné à l'achat d'un nouveau car-ferry mis en service cotte l'Irlande et la Grande-Bretsgne;

— République fédérale d'Allemagne (21 novembre) : un prêt d'une contre-valeur de 2,2 millions de deutschemarks (0,9 million d'u.c., pour huit ans) attribué à la socité TAD Pharmazeutisches Werk pour l'extension des installations d'emballage et de stockage da l'usine pharmaceutique de Cuxhaven.

OPERATIONS DANS LE CADRE DE LA CONVEN-TION DE LOME — Dans le eafire de la convention de Lomé, la Banque suropéenne a annoncé l'octroi de trois crédits ? de trois crédits ?

— Un concours d'une contre-valeur de 5 millions de rouples (0,52 millions d'u.e., la 31 octobre) à la Development Bank of Saychelles pour aider au financement de projets d'impestissement de patte et mojenne d'immesion;

— Un prét aigne. financement de projets et mojenne dimension;

— Un prêt flabal de 3 millions d'u.c. (pour douse
ans d 6.80 %, le 16 novembre) à la Caribbean
Development Bank pour la financement de crédits
dans les secieurs de l'industrie, àu tourisme et de
l'énergie;
— Un prêt de 1,2 millions d'u.c. (pour vingt ans
d 3 %, le 16 novembre) à la République coopérative de Guyens pour la miss en valeur des ressources
forestières de ce pays.

e BANQUE APRICAINE DE DEVELOPPEMENT.—

La Benque africaine de développement (BAD) a annoncé huit prête en faveur des pays suivants :

— Ruenda (3 octobre) : J.J. millione d'u.c. (environ 943 millione de F GFA.) pour l'extravion des usines de thé de Mulindi et de Flunda;

— Bénin (17 octobre) : deux prêts d'un montont de 7,42 millions d'u.c. (environ 11303 millione de 6 CFA.) pour la financement du projet de construction d'une ligne électrique, de la amenterie d'Onigbolo et du projet d'extension du port de Cotonou; le premier prêt s'élève d 5 millions d'u.a., il a été consenti pour treise ens, à 7 %; le second prêt, d'un montant de 2,42 millions d'u.a., a été accordé pour quinze aus (ce dernier prêt a été attribué à l'aide du Fonds spécial du Nigéria);

— Zaire (17 octobre) : 5 millions d'u.a. (exviron 126,5 millions de F C.F.A., pour vingt ens, et d' %) pour le finencement d'un projet de culture de male dans les petites exploitations familiales au Kassai oriental;

— Toga (17 octobre) : 6.5 millions d'u.c. (environ 1857,44 millions de F C.F.A., pour vingt ens, à 7 %) pour le financement d'us projet de construction et d'équipement du centre hospitaler universitaire; ce prêt est consent conjointement par la Bâl et le Fonds spécial du Nigéria;

— Sterre-Leone (17 octobre) : 1,4 million d'u.a. (environ 40,064 millions de F C.F.A., pour vrieze ons d 7 %); pour le financement d'un projet d'adduction d'eau d'Frestouri,

— Kenya (17 actobre) : 5 millions d'u.c. (environ 1428,3 millions de F C.F.A., pour quinze ens d'7,50 %) pour le financement d'un projet de modérnitation de la production nucrière de Ramini;

— Aigéria (23 ostobra): 5 millions d'u.c. (environ 1438 millions de F C.F.A., pour douze ens) accordés d'Aigéria) pour finaucer le projet « Electricité 111 » de la ville d'Aigér. le projet « Electricité 111 » de la ville d'Aigér.

De son côté, le Fonds siricain de développement a annoncé l'actrol d'une série de prêts:

— Au Cap-Vert (20 octobre): 35 millions d'u.a.f. (environ 886 millions de F C.F.A. pour oinquants ens) pour le finaucement du projet de développement agricole intégré d'aspuda: d'autre part, ce pays a également bénéficité d'un prêt d'un montent de 250 000 u.g.f. (environ se millions de F C.F.A. pour dix ens) pour la réalisation d'un projet d'étude enr l'approvisionnement en esu de la ville de Mindelo:

is ville de Mindelo:

— A le Sierre-Leone (20 octobre): 4,2 milions d'u.g., (emviron 1288, milions de F C.F.A., pour cinquente ene) pour le jimenoement d'un projet de risiculture à Torme-Bun;

— Au Sénégal (3 novembre): 2,15 milions d'u.g., (environ 550,4 millions de F C.F.A., pour guerente ene) destinés au jimenoement d'un projet de mise en paleur de la veille de Guidel;

— Au Téhed (4 novembre): 5,25 millions d'u.g., (environ 1344 millions de F C.F.A., pour cinquente ene) pour jimencer un projet d'entretien routier.

ens) pour financer un projet d'entretien routier.

e BANGUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIGUE. — Trois prêts ont été
approuder par le conseil d'administration de la
Banque arabe pour le développement économique
en Afrique (BADEA):

— Au Bénin (18 soût): 4.5 millions de dollars
(pour treiss ans à 6 %) pour la réalisation du
projet portent sur l'extension du port de Cotonou;

— Au Burundi (21 soût): 6 millions de dollars
(pour vingt ans d 2 %) pour le projet routier
Bujumbura-Ciditoles-Rugombo;

— Au Zeire (36 actobre): 4.4 millions de dollars
(pour quines ans à 7 %) destinés d la remise en
état des plantations de palmiers à huile.

e BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPRMENT. — Divers prêts ont été consentis par la Banque esta-tique de développement en javeur des paye sui-

tique de développement en faveur des paye suivents:

— Indonésie (28 septembre): 24 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations epéciales, pour quarante ans et à 1 %) pour financer un programms d'amélioration de l'enseignement dans les écoles fachniques; la méma jour, 26 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt ons au teux de 7,70 %) ont également été accordés à ce paye pour la réalisation du programme de production d'énergle de Ujung Lundang Wi;

— Thollands (28 septembre): 13,7 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt ans et à 7,70 %) pour la réalisation àu quatrieme programme de distribution de l'énergle électrique dans Bankage et ses environs; ce paye a également reçu uns ligne de crédit d'un montent de 30 millions de dollars des ressources ordinaires au financement des opérations de crédit en faveur des entrepriese industrielles privées. D'autre part, le 12 octobre, un crédit de 18,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Bunque et à 7,70 %) lui a été accordé pour la financement d'un projet de production d'énergle dans la région nord; — Visinam (18 octobre) : un prêt de 12 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations epéciales), initialement accordé pour chuq autres projets, financerd fois autres réalisations portant sur le dévaloppement de l'argriculture et la création de riseaux d'irrigation:

— Lace (24 octobre) : 8 millions de dollars (à

cerà trois autres realisations portant sur le développement de l'agriculture et la création de riseaux
d'irrigation:

— Leos (24 octobre) ; 8 millions de dollars (à
l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarants
ans et d 1 %) afacés à un projet de développement des ressources splassines;

— Philippines (31 octobre) ; 14 millions de
dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales,
pour quarants ans et à 1 % l'an) contribueront
au financement àu plan d'irrigation àu nord-est
de Hindasao.

— D'autre pert, la Hanque asiatique a annoncé
le 2 suprimers su première évission à'abligations
en yons en dehors des marchés àu Japon et des
Licis-Unis. D'un in ont ant de 15 milliarde de
yens (environ 80 millions de dollars), ces abligations ont été émises au pair au taux de 5,75 %,
pagoble annuellement; elles viendront d'échânce
le 11' exprembre 1985. Elles seront voides à la
bourse de Luvemboury mais aussi à celle de Singapour pour que les opérations puissent apoir lieu
eussi bien en deis qu'en Europe.

• RANGUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-

aussi bien en Asis qu'en Europe.

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOP-PEMENT. — De nombreux prêts de la Bunque inter-unéricaine de développement ont été annoncés en octobre et en novembre :

— A Parama (18 octobre) : 15 mülions de dollars à l'aids du fonds d'opérations spéciales pour trente eus au taux de 2 % pour la réalisation d'un programme de orédit à l'agriculture;

— Au Pérou (19 octobre) : deux prêts d'un montent total de 7 mülions de dollars pour aider au développement des entreprises minières de petits et mopenne importance; la prémier prêt, d'un montant de 6 mülions de dollars, a été consenti à l'aide des ressources ordinaires de la Bunque pour ringi-cinq aus aux taux de 7,50 % et de 4 % l'en ; le second, provenant du fonds d'opérations spéciales, a été consenti pour trents aux se teux de 2 %.

— Au Honduras (25 octabre) : 6 millions de dollars (à l'aide àu fonds d'opérations spéciales,

— Au Honduras (25 octabre): 4 militars de dollars (à l'aids àu jands d'opérations spéciales, pour quarants ans, au toux de 1 % péndant les dix primières années et de 2 % ensuite) affectés d'un programme visent d'amélioner la production agricole des james d'importance moyenne; estre opération bénéficie du soutien de la Communauté économique suropianne;

— A l'Equateur (25 octobre): 2,3 militons de dollars (à l'aids àu jands d'opérations spéciales pour quarante anne au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour le développement des pécheries;

— A Hidit (25 octobre): 3,5 militars de dollars (à l'aids du jands d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) destinés au fluorement d'un programme d'irrigation et au développement du sorteur rural le plus défavorisé;

— A l'Urusus (25 octobre): 550 000 dollars (à l'aids du jands d'opérations spéciales pour quarante ans au taux de 1 %) pour développer la jornation de travailleurs manuels en sonés rurales;

— Au Paraquay (2 novembre): 10,5 millions de dellars (à l'aids du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % l'an pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour jimencer le coût de la deusième partie d'un programme de fornation des agriculteurs;

— Au Chéli (b novembre): 11 millions de dollars qui financera un programme de oridit en javeur de l'industrie et du tourisme; le même jour, ce pays a rêcu un second crédit de 17 millions de dollars qui financera un programme de oridit en javeur de l'industrie et du tourisme; le même jour, ce pays a rêcu un second crédit de 17 millions de dollars (d'elle du jonds d'opérations spéciales, pour quarante aux aux de 1 % l'en pendant les dix premières années et de 2 % ensuite) pour la contrôle des taux de 750 %;

— A l'Equateur (9 novembre): 50 millions de dollars (d'elle des taux et l'irigation du nord-ast du lours (d'elle des taux et l'irigation du nord-ast du l'enter d'elle du l'enter et l'enter de l'ent

la contrôle des eaux et l'irigation du nord-est du pays;

— A l'Equateur (9 novembre) : 50 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales de la Banque pour dix ans au taux de 0.76 % pendant les quatre premières années et de 0.75 % ensuite) pour compléte la financement de la centrale hydrofiertrique de Paute.

electrique de Paule.

• BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIO-NAUE. — Les pouverneurs des Banques centrales, réunis au siège de la Banque des réglements inter-nationaux (BRI) à Bâle, out consacré leur réunion de novembre plus particulièrement à deux pro-blèmes d'actualité : les récentes mesures de soutien du dollar prises par le président des Etais-Unis et les difficultés techniques restant à résoudre pour la mise en place du futur système monétaire européen.

european.

e FONDS EUROPÉEN DE DEVELOFFEMENT. —

Le Fonds suropéen de développement (FED) 
a annoncé, le 12 octobre deraier, qu'à le suite 
de l'uris japorable finis par lon comité, lors de 
su vingt-neuvième réunion, le Commission des 
Communautés suropéennes auxit pris le 1è juillet 
de nouvelles décisions de jinancement sur les ressources du quatrième FED, en japeur des pays 
eutrants. sumants:

Cameroun: prêt à conditions spéciales de 1420000 u.c.s. et aids non remboursable de 1420000 u.c.s. pour le projet thélcole de Djuttitsa;

A service and a service of the service of

Corporation:
— Saychelles: aide non remboursable de 150 000
— C., pour la construction d'une station météou.c.c. pour la construction d'une station météorologique;
— Etats A.C.P. (Bahamas, Barbada, Jamalque,
Trinté-ct-Tobago, Guyane, Grenadt) et lles
carabes; aide non remboursable de 200 000 u.c.e.
pour l'étude sur le tourisme régional aux Carabes;
— Cameroun: prêt d conditions spéciales de
10 000 000 u.c.s. pour le réaligaement du tronçon
de chemin de fer Douala-Edes;
— Samoa occidentales : aide nou rembaursable de
2 353 000 u.c.s. pour la réalisation de l'ouvrage
hydro-électrique de Magiagi;
— Pidji-Samoa occidentales et Tonga: prêt d
conditions spéciales de 4 300 000 u.c.s. pour le réseau
régional de télécommunication;
— Madagescar : aide nou remboursable de
2 500 000 u.c.s. pour l'aménagement de l'infrastructure santiaire; 250 000 u.c.e. pour l'améragement de l'infraetric-ture santiaire;
— Tchad: aids non remboursable de 1090 000 u.c.s. pour la réaménagement des lycées de Moundou et de Bongor;
— Renya: aide non remboursable de 17 700 000 u.c.s. pour le programme de développement intégré du district de Machakos; et une autre aids non remboursable de 2 300 000 u.c.s. pour le renforce-ment de l'infrastructure santiaire de la même région;
— Botawana: aide non remboursable de 1810 000

rembourable de 2300 000 u.c.e. pour le renforcement de l'infrastructure sanitaire de la même région;
— Boiswana: aide non remboursable de 1810 000 u.c.e. pour l'uide en faveur de la gestien décentralisée de l'aménagement rural;
— Cameroun: aide non remboursable de 1810 000 u.c.e. pour le création du périmètre de développement rural dans le nord-est de La Bénoud;
— Bénin: aide non remboursable de 2858 000 u.c.e. pour le renforcement des structures rurales de l'Atalora;
— Ensemble des Etats A.C.P.-P.T.DOM: subvention de 5 000 000 u.c.e. pour le financement des programmes annuels de misso-réalisations;
— Sierre-Leone et Libéria: aide non remboursable de 000 000 u.c.e. pour la création d'une cunité pour la promotion de source de la Mena Réver Union:
— Boiswana: aide non remboursable de 1 500 000 u.c.e. constituent une aide exceptionnelle pour la luite contre la fièvre aphieuss;
— Tchad: aide non remboursable de 3 200 000 u.c.e. pour le développement de l'élevage;
— Madagascar: aide non remboursable de 1500 000 u.c.e. pour la réalisation d'un programme plurismuel de formation;
— Burundi: prêt à conditions spéciales de 2 200 000 u.c.e. pour la réalisation d'un programme plurismuel de formation;
— Burundi: prêt à conditions spéciales de 2 200 000 u.c.e. pour la réalisation d'un programme plurismuel de formation;
— Burundi: prêt à conditions spéciales de 2 200 000 u.c.e. pour la prés de conditions spéciales de 2 200 000 u.c.e. pour la presenten de la culture du thé;
— Comortes: aide nen remboursable de 300 000 u.c.e. pour le promotion du petit élevage;

du thé;

— Comores: aide nen remboursable de 300.000
u.c.s. pour le promotion du petit élevage;

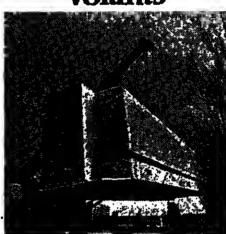
— Eag-Tomé-et-Principe: aide non remboursable
de 300.000 u.c.s. pour le financement de la fourniture
de matériel de travaux publics; — Antiqua : prêt à conditions spéciales de 430 000 u.c.s pour un projet de distribution d'esu dans la région asptentitionals.

A la même occasion, un prêt a également été accordé au Zaire à l'aide des ressources du troisième FED; il s'apit à un prêt à conditions spéciales à un montant de 14 000 000 u.a.c. qui financera l'aménagement et le bitumage du tronçon Penstungu-Lubutu

D'autre part, le FED a annoncé, le 25 octobre, qu'après la cent trantième sezzion de son comité et sur son avis favorable, la Commission a prie le 27 septembre, les 3 et 11 octobre d'autres décisions de Chanaement sur le quatrième FED à l'intention des pays sutvants: — Guinée: side non remboursable de 10 000 000 u.c.e. et prêt à conditions spéciales de 20 000 000 u.c.e. pour le restauration du complexe textile de Sanoyah;

- Guyane : aide non remboursable de 15 000 u.c.e. et prêt à conditions spéciales de 5 000 000 u.c.a, pour la réalisation du projet forestier de la Demerara supérieure ; - Guinéa-Bissau : aide non remboursable de 32000 u.e.e. pour la fourniture de matériel de transport fluvial et portuaire;

### Des laboratoires «volants»



Les "Modules" sont des laboratoires d'analyse ou d'expérimentation entièrement pré-équipés et prêts à fonctionner des leur installation. Ils sont actuellement livrables en huit semaines.

Les "Modules" ont été mis au point par IFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux. Ils sont les instruments privilégies des campagnes sanitaires actuellement menées dans le monde entier. lls sont faciles à déplacer, entièrement autonomes, climatisés.

Il existe actuellement deux types de "Modules": laboratoire et animalerie. Les spécialistes d'IFFA-CREDO sont à votre disposition pour étudier avec les organismes intéressés tout aménagement nécessaire pour des utilisations particulières.

Une documentation Modules est à votre disposition

Nom		
•	ou organisme	
Adresse		
Pays	tél	

Désire recevoir une documentation Modules \* [2]
Désire rencontrer un technicien "Modules \* [3] Désire rencontrer un technicien "Modules"



BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresie, France tél. (74) 01,13.99, télex 330424 F

#### ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflet, 75005 PARIS Téléphone: 033-05-97

Société française pour le Droit international

LA CIRCULATION DES INFORMATIONS ET LE DROIT INTERNATIONAL

(Colloque de Strasbourg)

N. M. KERBER LES DROITS DE L'HOMME

DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRES PAR ISRAEL

Un volume de 240 pages ..... 64,20 F

— Tchad: atae non remboursable de 385 000 u.c.e. pour la construction et l'équipement du C.E.G. à'Am-Timan;
— lles Salomon: aide non remboursable de 280 000 u.c.e. pour la réalisation d'un projet de centre de (ormation de la pêche;
— Sierra-Leone: aide non remboursable de 1 500 000 u.c.e. pour un programme intégré d'enscignement et de formation dans le domaine médical: médical;
— Libéria: aide non remboursable de 1330 000 u.c.e. paur la construction d'un centre rural de formation, santiaire.
— Zaire: prêt d conditions spéciales de 1213 101,81 u.c.e. et un autre prêt de 1788 893,19 u.c.e. (sur les ressources du troisième FED) pour la réalisation d'une société de développement du palmier à huile en Ilberal:

- Mauritenie: aide non rembaursabla de 800 000 u.c.e. pour l'intensification de la production agricole dans la vallée du Sénégal; - Difbouti: aide non remboursable de 515 000 c.e. pour la création d'un périmètre puote de rmation agricole d'environ 10 hectares; — Sénégal: aide non remboursable de 1938 000 u.c.e. pour la construction de classes primaires;

- Seyahallas: aide non remboursable de 250 000 u.c.e. pour la réalisation de réseaux ruraux d'adduction d'eau; - Cameroun: aide non remboursable de 4097 000 u.c.e. pour le financement d'un programme de rizi-culture trriquée dans les régions du Logone et du Chari; culture irriguée dans les régions du Logone et du Chari; — Ghans: prêt à conditions spéciales de 1880 000 u.c.e. accordé à la National Investment Bank af Ghans: d'autre part, ce pays a reçu une aide non remboursable de I 010 000 u.c.c. pour un projet de remboursable de l'010 000 u.c.c. pour un projet de promation commerciale;
— Difoniti : aide non remboursable de 540 000 u.c.e. pour un programme plust-annuel de formation. D'estré part, la Commission a décidé de participer aux programmes d'aide oux réfugiés patronnés par le haut commissarial des Nations units pour les réfugiés dans deux régions de l'Afrique: en Zamble, d'une part : à Difbouti, an Ethiopte et en Samalie, d'une part : à Difbouti, an Ethiopte et en Samalie, d'autre part.

Ses contributions se montant, en Zamble, à 1 340 000 u.c.e. pour le financement du rapatriement de réfugiés engolais installés en Zamble et la construction d'une écale pour des enjants réfugiés du Zimbabve; à Difbouti, en Ethiopie, et en Samalie, d 3 000 000 u.c.e. pour un programme d'aide aux réfugiés et aux personnes déplocées.

# 

#### Association européenne de libre-échange

Session du comité consultatif L'Association européenne de libre-échange (AELE.) ont été l'un des principaux thèmes à l'orcre du jour de la réunion semestrielle du comité consultatif de l'AELE. qui alest déroulée à Genève les 23 et 24 octobre. Le débat a porté sur l'étet d'avancement des pégoréstions a porté sur l'état d'avancement des négociations

a porté sur l'état d'avancement des négociations commerciales muitilatérales qui se déroulent dans le cadre du GATT.

Le comité a examiné également un rapport du président du sous-comité économique et social sur le système des taux de change flottants, se référant plus particulièrement au rôle des prix à l'importation et à l'exportation dans la formation des revenus des pays de l'AELE.

Sur la base du dix-huitième rapport annuel de l'Association, le comité a fait le bilan de l'activité de l'AELE, au cours des six derniers mois. Les travaux de l'AELE, concernant les obstacles uon tarifaires aux échanges ont reçu une attention spéciale.

attention spéciale.

Parmi les autres points de l'ordre du jour :
l'aide que les pays de l'AELE, accordent au
Portugal et la coopération entre l'AELE, et la

PRETS AU PORTUGAL. — L'octroi de prêts tota-teant 200 millions d'escudos (environ 6,8 millions PRETS AU PORTUGAL. — L'octroi de prête tota-lisant 296 millions d'escudos (environ 6.8 millions de dollors) pour deux nouveaux projets d'investisse-ment ou Portugal a été approuvé le 15 novembre par le comité de direction du Fonds A.E.L.E. de développement industriel en faceur du Portugal. Le premier prêt (100 millions d'escudos) contribuera au jinanesment d'une nouvelle entreprise commune cutre la Norvège et le Portugal; le second prét (196 millions d'escudos) tra à une entreprise de pâte d papter suédo-portugaise. pâte d papier suédo-portugaise.

Le comité de âirection a décidé de considérer un nouveau domaine, la formation de cheis d'entre-prise. A est égard, il coopérera avec les divers organismes portugais chargés des activités dans ce domaine.

Le comité de pariementaires des pays de l'A.E.L.E. s'est réunt à Stockholm les 12 et 13 octobre dernier.

COOPERATION AVEC LA YOUGOSLAVIE. — La première réunion du comité mixte A.E.L.E.-Yougo-slavie. créé en juin dernier pour traiter des questions économiques présentant un intérêt pour le Yougoslavie et les pays de l'Association euro-péenne de libre-échange (A.E.L.E.) r'est tenue à Bellorale les 30 et 31 activre. Le comité à procésié péenne de libre-échange (AELE.) s'est tenue à Belgrade les 30 et 31 aetôbre. Le comità a procédé à un échange de vues sur les perspectives économiques générales hans les pays membres et en Yougoslavic, et a ezaminé les possibilités concrètes de renforcer la ecopération multilatérale et bilatérale entre les sept Etats membres de l'Association et la Yougoslavie. Le comité s'est précoupé du déjicit commercial de le Yougoslavie à l'égard des pays de l'A.E.L.E. et à examiné certains aspects des conditions régissant le cammerce extérieur.

Afin de honner aux organisations gougoslaves d'exportation une meilleure connaissance des possibilités d'accès aux marchés de l'A.E.L.E., le comité s'est mis d'accord sur le programme à una réunion spéciale à laquelle des experts des pays de l'A.E.L.E., présenteront les conditians de commercialisation propres à leur pays.

#### Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Echec de la négociation sur le blé L A conférence internationale sur le blé (ajournée depuis le 23 mars dernier) avait repris ses travaux le 6 novembre à Genève, au stège de la Conférence des Nations unles sur le commerce et le développement (CNUCED) sur le commerce et le développement (CNUCED) pour tenter de parvenir à un arrangement international portant sur l'aide alimentaire, l'élaboration d'un accord commercial sur le blé et d'un autre sur les céréales secondaires. Elle s'est séparée le 24 novembre sur un constat d'échec. Les pourpariers auraient achoppé sur des problèmes de prix et de dimension les stocks, à la suite de divergences de vues entre les principaux producteurs quant au contenu lu futur accord. Du même coup, les autres points des discussions sont restés sans suite.

points des discussions sont restés sans suite.

DETTE. — Le secrétariat de la CNUCED a fait le bilan, le 3 navembre dernier, des rémises de dettes aux paus du tiers-monde. A cette date, les puissances industrielles agant annulé leurs érances envers quarante-cinq paus pauvres étaient les suivantes : Bépublique fédérale d'Allemagne (2 300 milions de dollars de dettes annulées), Royaume-Uni (1870 millians), Japon (1200 millions). Cauade (254 millions), Suise (200 millions), Pays-Bas (133 millions), Suise (120 millions), Danemark (105 millians) et Finlande (42 millions). Soit un total de 5234 millions de dollars de prêts convertis en dons. La CNUCED a calculé que le service de cette dette aurait coûté 300 millions de dollars par en aux pays débiteurs.

Le conseil du commerce et du développement avait formulé le eauhait, en mars dernie ; que les pays industrialisés fassent un effort pour alléger le (ardeau que représente, pour les pays les plus pauvres, leur dette extérieure.

— Du 2 au 11 octobre, le problème de la dette des pays en voie de développement avait (aft l'objet d'une réunion d'experts qui se sont ciforcés de mettre ou point des directires détaillées pour traiter ces problèmes dane un cadre muitilatéral.

CUIVRE. — La cinquième réunion préparatoire

CUIVRE. — La cinquième réunion préparatoire consacrée au eutore depuis le début des négociations sur le programme intégré pour les produits de base a eu lieu du 2 au 13 octobre. Quaire propositions portant sur la nature de l'organisme intergouvernemental permanent proposé pour le cuipre y ent été ezaminées, mais la conférence n'a pu se metire d'accord sur aucune d'elles.

INVISIBLES ET FINANCEMENT LIE AU COMMERCE. — Lo commission des invisibles et du financement lié au commerce a siègé du 23 octobre ordre entre le du commerce à siège du 25 octobre au 3 novembre. Parmi les principaux points à son ordre du jour : le problème de l'accélération du transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement. Dans un document préparé d'intention de la commission, la CNUCED relève que la pari de l'aide publique au développement

fournie par les pays industrialisés membres du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. est tombés à 0,30 % en moyenne en 1977. TRANSPORTS MARITIMES. — Le secréfariat de la CNUCED a annoncé le 1es novembrs la publication d'un resport dénonçant la domination du transport de viac — qui respisente 80 % des cargaisons mondiales — par les annateurs et les sociétés multirationales des pays développés à économie de marché. Le document recommande que la part des pays en voie de développement dans ce trajic soit en rapport avec le volume important des cargaisons provenant de ces pays.

#### Conseil international des pays exportateurs de cuivre

Session extraordinaire de la conférence des ministres

T A conférence des ministres du Conseil international des pays exportateurs de cuivre
(CIPEC) s'est réunie en session extraordinaire
à Paris les 25 et 26 octobre. Le président en
exercice du CIPEC, M. Misala Misalu (Zafre)
a rendu compte de la mission dont il avait été
chargé auprès des antorités américaines au sujet
des recommandations faites par la Commission
du commerce international des Etats-Unis tendant à l'établissement de contingents des
importations de cuivre raffiné dans ce pays.
Il a également rendu compte de l'heureux
aboutissement de ses démarches qui se sont
conclues par le rejet, par le président Carter,
des propositions de la Commission.

Sur le plan de la consommation du cuivre
dans les pays industrialisés, la conférence a
marqué sa préoccupation devant les efforts faits
par certains gouvernements pour réduire, par
vole d'autorité, la consommation de cuivre ou
pour encourager artificiellement la substitution
au cuivre d'autres matières premières et 2
chargé son président d'intervenir à ce sujet
aupres des gouvernements concernés.

La conférence a procédé à un examen d'ensemble de l'évolution du marché du cuivre : le
déficit des approvisionnements par rapport à la
consommation a entraîné une réduction sen-

semble de l'evolution du marché du chivre : le déficit des approvisionnements par rapport à la consummation a entraîné une réduction sensible des stocks qui devrait se poursuivre au cours de l'année à venir : en outre, de véritables pénuries de cuivre de bonne qualité fourni par les producteurs des pays membres sont apparues. Les ministres ont donc approuvé les mesures par les producteurs du CUESC pour les producteurs des parties par les producteurs de la producteur du CUESC pour les producteurs des parties par les producteurs des parties parties par les parties par les parties par les parties parties parties par les parties parties parties par les parties p Les ministres ont donc approuvé les mesures prises par les producteurs du CIPEC pour vendre leur cuivre à un prix davantage harmonisé avec les conditions actuelles du marché. Pour le moment, le CIPEC reste favorable à la recherche d'un accord entre pays producteurs et pays consommateurs, effort qui doit se poursuivre, selon lui, dans le cadre du programme intégré des produits de base de la ONUCED.

La conférence a aussi décidé de nommer comme nouveau secrétaire général de l'Organisation M. Orlando Urbina (Chili).

#### GATT

Dans le rapport annuel : le commerce mondial du pétrole

Commerce mondial du petrole

T E rapport annuel du secrétariat de l'Accord

L général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a été publié le 9 novembre sous
le titre Le commerce international en 1977-1978.

Le premièr chapitre, qui retrace les grandes
lignes de l'évolution du commerce international
de janvier 1977 à août 1978, était paru le
5 septembre dernier (voir le numéro d'octobre
an Monde diplomatique). La partie inédite du
rapport traite plus spécialement de l'évolution
de la production pétrollère et des échanges
mondiaux de ce produit.

de la production pércollère et des échanges mondiaux de ce produit.

Selon le GATT, la production de pétrole des pays membres de l'OPEP a fléchi de 9 % au premier semestre de 1978 par rapport à la mêms période de 1977.

L'excédent commercial Fob-Caf de l'ensemble des pays en voie de développement exportateurs de pétrole, qui s'était nettement amélioré en 1976, s'est dégradé en 1977, tombant de 10 milliards de dollars, soit légèrement audessus du nivean enregisiré en 1975.

Dans les pays développés, la production de pétrole a, en revanche, augmenté de 9 %, et dans les pays développés, la production de pétrole a, en revanche, augmenté de 9 %, et dans les pays de l'Est de 5 à 6 %.

Après quatre années pendant lesquelles leurs importations se sont beaucoup plus développées que leurs exportations, les pays de l'Est ont fortement réduit leur excédent d'importations global en 1977, pour la deuxème année de suite.

NOUVELLE PHASE DES NEOCCIATIONS
COMMERCIALES MULTILATERALES. — Les négociations commerciales multilatérales is Tokya
round »), engagées dans le cadre du GATT ent
repris à Genève àu 15 au 17 novembre. Les chefs
des trois principales délégations (MM. Hajerkampje,
vioc-président de la Commission des Communauté,
curopéennss; Strauss, représentant spécial du président Carter, et Oshtha, ministre d'État joponats)
devaient examinor les possibilités de rapprochement de leurs points de vue respectifs. La conclusion du « Takyo round » est normalement prévue
pour le 15 décembre.

#### Groupe andin

Vingt-cinquième session de la commission

L'A commission du Groupe andin s'est réunie du 24 au 28 octobre dernier pour la première partie de sa vingt-cinquième session. Un ensemble de propositions émanant du comité (la junta) ont été examinées. Elles portent notamment sur la création d'une industrie automobile sous-régionals; le transfert au programme de libération automatique des échanges d'un certain nombre de produits dont la fabri-

cation avait d'abord été réservée aux industries

cation avait d'abord été réservée aux industries sous-régionales prévues par les programmes sectoriels de développement industriel; diverses questions juridiques, dont le projet de création d'une cour andine de justice; le programme de lutte contre la rouille du café, etc.

Dans le domaine extérieur, la commission a discuté des perspectives ouvertes par l'arrivée à terme, en 1980, de la période transitoire pour les relations avec l'ALALC. Elle a aussi envisagé les moyens de faciliter la coopération avec l'Espagne, pour laquelle il existe déjà une commission mixte Espagne-Groupe andin.

PROMOTION DES EXPORTATIONS. - Un pla PROMOTION DES EXPORTATIONS. — On punt et exportations à l'échelle de la sous-région andine, d l'issue de la sixtème session commune des directeurs des offices nationaux de la promotion des exportations. A partir de 1979, un ensemble d'initiatives communes seront dons prises pour développer les échanges entre lexing pays, de l'organisation de loires et expositions eu développement de l'information.

#### O.C.D.E.

Au Comité d'aide au développement

L dix-esptième réunion à haut niveau du L Comité d'aide an développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) s'est tenue à Paris les 14 et 15 novembre. Les ministres et les directeurs des organismes d'aide ont examiné leurs politiques de coopération pour le développement et ont en un échange de vues sur les tendances futures à la lumière de la préparation d'une nouvelle stratégie internationale du développement. Ils unit évalué en particulier les possibilités d'accroître le volume et d'augmenter l'efficacité de l'aide publique au développement. Il a été question de l' c insatisfaction » née de l'insuffisance de l'aide consacrée an developpement des pays démunis, qui a diminué

l'an dernier en pourcentage du produit national hrut des Etats membres du CAD : 0.31 % contre nrit des Etats memmes du CAD: 431 % contre 0,33 % en 1976. La nécessité d'augmenter cette aide a été soulignée, et les « performances exceptionnelles » des Pays-Bas, de la Suède et de la Norvège ont été saluées. Pour l'avenir, alors qu'aucune conclusion sur une stratégie alors qu'aucine conclusion sur une stratégie de développement n'a été dégagée de ces travaux du CAD, « le dialogue devuz continuer », selon les déclarations de M. Williams, président du CAD, qui présidait pour la dernière fois cette réunion du comité. M. Maurice Williams sera remplacé l'an prochain à ce poste par M. John Lewis (Etats-Unis).

Les 16 et 17 octobre, le Comité d'aide au développement s'était réuni à Paris pour procéder à l'examen de la politique d'aide au développement du Japon et de l'Allemagne de l'Ouest.

CREATION D'UN COMITTE DE L'ACHER. — Le conseil de l'O.C.D.E. a créé le 27 octobre un comité de l'acier, con/ormément d la recommandation du groupe de travail ad hoc institué en 1977. Ce comité constituera une enceinte où lez gouvernements pourront examiner ensemble, dans une perspective économique générale, les problèmes de court terme et à long terme auxquels dott faire face la sidérurgie et mettre au point des méthodes communes pour résouder ces problèmes. Les travaux du comité sideront les gouvernements et l'industrie sidérurgique ello-même à diaborer des mesures visant destructurer et moderniser ce secteur afin que sa restructurer et moderniser ce secteur afin que sa situation redevienns saine. Pourront participer aux travaux àu comité des pays qui ne sont pas membres de l'O.C.D.E. mais qui sont directement concernés par le problème de l'acter.

PRODUITS CHIMIQUES. — Le conseil de l'O.C.D.E. a lancé au mois de novembre un programme spécial de trois aus sur le contrôle des produits chémiques. La première réunion du comité de gestion du propramme, qui s'est tenue à Paris le 5 novembre, a rassemblé des représentants de treixe pays membres participants (Allemagne occidentale, Australie, Australie, Beiglaue, Canada, Bonemark. Estats-Unis, France, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et de la commission des Communautés euro-pénnes. Le nouveau programme, dont l'objectif est Suisse) et de la commission des Communautés euro-prénnes. Le nouveau programme, dont l'objectif est de favoriser la concertation entre les pays membres, permettra d'aborder d l'échelon international les problèmes soulesés par le contrôle des produits chimiques, tels que l'harmonisation des exigences en matière de données et le diffusion répulière d'un pays à l'autre des renseignements relatifs aux mesures de réglementation.

metures de réglementation.

CREDITB À L'EXPORTATION. — Les vingt-deux gouvernaments membres de l'O.C.D.B. qui porticipent d'issumgement relatif à des lignes directices pour les crédits à l'exportation se sont réunis à Paris, du 23 au 27 octabre paur exminer cet arrangement, entré en vigueur le 1ºº avril 1978. L'accord s'est fait, à la suite des propositions présentées par les Etate-Unis, pour étudier deux questions qui seront soumises à un examen ultérieur en fanvier prochain. Le première aurs pour objet d'élaborer si possible des critères abjectifs permettant de fixer des taux d'intérêt minimum pour les crédits d'exportation, en tenant compts de leur relation avec l'évolution des taux de change; la seconde porters sur la possibilité de népocier un arrangement relatif aux aéronefs, aux centrales nucléaires, oux produits agricoles et à certains

navires, qui sont, à l'heure actuelle, exclus de l'arrangement en vigueur.

The second secon

in memorine à un

mangué (mai seur d'aise se estanope ( car la lorre se ai somme

control is establicated and control in the control

icanuma cafere ka spadicila e

palestantiel su mandalre euro

Allentes Fau.

Allentes Centres Centre

LUCIONA PORTERI

ome for marged of cartespand of cartespand of cartespand of security of the cartespand of cartespand

sement B. Distres pays, co

e trepato de trante tras de dellar entres a anna

Continues and ANALIST 

e substatent, no e. .ntervention:

TO SERVICE DE P TO SERVICE DE MONTON TO SERVICE DE L'ANTE TO SERVICE DE L'ANTE TO SERVICE DE L'ANTE TO SERVICE DE L'ANTE TO SERVICE DE L'ANTE

restriction is not constructed and selection of the construction o

CLIADRISION DE 1
CONTROL CANTON
CONTROL
C

the tilleurs gross qui

OU DEFICIT COMME STATS-CHOSE, — Des TOURS CHOSESON OF SEE LEXISION OF STATE OF SERVICE STATE OF SERVICE

The tree tark, in the state of the fill described for the fill described for the fill at t

a capidas sur la nore et publides a repenne. Les p muendes sont e

reduction est con te terorable en R.

Bridique, et au 17 et en Irlande :

les peripeetires par lesées comme b les l'Alande et cu les biens de

Am dicution de la : des seex minima mais p Prime m des tarifs de l'a

CON. commissaire eur

industrielles, indust

concerne aussi Tollisma sur certa

de prix A'orier

des pays tiers po

des échange

na & En cas de

filingenii, le -03≥n: 1979 (43)

es, par exemple

ont porte sur le l'alters pro du tanf-pour permettre recent inferieur

officialre une haus

Mation définie a au statu quo. 414 consiu.

. . .

1

15:

CECL

POS 12 Dette action

tes marres pour

Cold reunian:

E.

100 100 / 100 - 1

٠.

l'arrangement en vigueur.

AU COMITE DE POLITIQUE ECONOMIQUE —
Croissance économique ralentie aux Etais-Uniz, en Grande-Bréagne, au Japon, mois plus forte en Allemagne de l'Ouest, en Italie, en Prance et au Canada, telles sont les principules prévisions pour 1979 des experts du comité de politique économique de l'O.C.D.E., réunis à Paris les 16 et 17 novembre, Quant à la hausse des prix, le comité prévoit une augmentation moyenne de 8.5 % (contre 8.3 % en 1978). La hausse servit de 7 % (3.9) aux Etats-Unis; de 4.1 % (3.9) au Japon de 2.8 % (2.7) en Allemagne; de 9.3 % (9.5) en France : de 8.5 % (8) en Grande Brètagne; de 7.2 % (8) au Canada : de 10.7 % (12) en Italie, marquant est la réduction importante de l'excédent des polements courants du Japon (12 milliards de dollars contre 20 milliards de dollars cette année) et de l'Allemagne occidentale (2.2 milliards de dollars contre 6 milliards de dollars). Autre point important : le déficit américain passe de 18 milliards de dollars cette année de 1879.

RECENTES FUBLICATIONS

RECENTES PUBLICATIONS e Les politiques de stimulation de l'innova-tion industrielle, trois volumes : rapport de synthèse, volume I il75 pages); rapports par pays, volumes IL i 476 pages) et II, 2 (233 pages). O.C.D.E., Paris, 1978. e Evaluation acciale de la technologie-exament d'un choix d'études; 327 pages, O.C.D.E., 1978. e Mieux vivre en ville, 111 pages, O.C.D.E., 1978. e Le Chômage des jeunes. Valume I : rapport sur la conférence à haut niveau des 15 et 16 décembre 1977 (151 pages) : volume II : Inventaire des mesures relatives à l'emploi et au chômage des jeunes (208 pages). O.C.D.E., 1978.

o Statistiques de recettes publiques des pays membres de l'O.C.D.E. 1965-1976; une classifi-cation normalisée ». 291 pages, O.C.D.E., 1978.

e ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — La dix-huitième session ordinstre de la conférence générale de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) a siégé à Montevideo àu 6 au 24 novembre. On trouvera un brej résumé de ses travaux dans le prochain numéro. — La commission d'experte en matière de nomenclature douanière a siégé du 17 octabre eu 4 navembre à Mentevideo. Elle a poursuivi à esté occasion ses études visant à adapter le structure de le nomenclature douanière de l'ALALC sur recommandations du conseil de coopération douanière de Bruxelles a/in d'établir un nouveau système harmonisé en 1981. Diverses autres questions techniques étaient à l'ordre du jour de la commission. — Une réunion d'experts sur les normes de quatité a u lieu à Montevideo du 26 au 28 octabre. Il s'agissait d'établir un ensemble de nouveaux entières pour la commercialisation des produits de l'agriculture et de l'étavage.

• CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Selon des estimations publiées le 26 octabre per le Conseil international du blé, la production mondiale de blé pour 1978 devreit atteindre 420 millions de tonnes, égalant la récolte record de 1976 (417,3 millions de tonnes) et dépassant de beaucoup la récolte de 1977 (385 millions de tonnes).

de 1977 (385 millions de tonnes).

• CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. — Le renouvellement de l'accord international sur Fhuile d'aive, administré par le Conseil oléicole international (C.O.I.), sera négocié à Genève au printemps prochain dans le cadre de la CNUCED.

Dans cette perspective, un constié spécial du C.O.I., institué dans ce but, a étudié, du 19 au 25 octabre, à Madrid, les perjectionnements succeptibles à'être apportés et les nouveaux chapitres à introduire au texte de l'accord actuel en une de renjoreer son efficacité.

Les propositions du comité spécial feront l'objet de nouvelles délibérations à Madrid du 11 eu 15 déembre pour ensuite servir de base à la népociation du nouvel accord international sur l'huile d'olice.

Les 17 et 18 octobre, deux autres comités spéciaux du C.O.I. (« Economie » et « Olices de table ») ont établi les bilans oléicoles at les bilans relatifs aux olives de table (provisoires pour l'actuelle campagne 1977-1978 et prévisionnels pour l'actuelle campagne 1977-1979 et ont examiné le situation du marché international de l'huile d'olive.

• MABCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les ministres de l'increation des l'accordine campagne les des ministres de l'increation des l'accordine campagne 1977-1978 et ministres de l'increation des l'accordine campagne 1978-1979) et ont examiné le situation du marché international de l'huile d'olive.

MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN.— Les ministres de l'économis des cinq pays membres du Marché commun contraméricain (M.C.C.A.) se sont réunis à San-José-de-Costo-Rica les J et é novembre pour examiner les problèmes posés, dans le domaine des échanges intérieurs, par l'imposition à un contrôle des prix au Guatemala et de taxes à l'importation sur certains types de flores synthétiques au Salvador. Ils ont aussi discuté du projet de nouveux vicins toutes au Salvador. de nouveau régime tarijaire centraméricain, de tique énergétique et des relations commerciales

Au chapitre des relations avec l'extérieur, les problèmes avant fait l'abjet d'un exomen commun avaient principulement treit aux négociations au sein du GATT et au programme intègré pour les produits de base de la CNUCED.

ordatis de base de la CNUCED.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS
DE PETROLE. — La commission économique de l'Organisation des pays exportateurs de pérole (OPEP) s'est réunie du 15 au 18 novembre à Vienze (Autriche), afin de préparer des recommandations sur le prix du pétrole à l'intention de la prochaine conférence des ministres de l'OPEP, qui doit se tenir à Abou-Dhabi le 18 décembre. Eton le serrétariat de l'organisation, la commission économique a également étudié la possibilité de remplacer la dollar dans les transactions pétrolières par un e cacktail » de monnaics.

# 

#### Marché commun

Réunion informelle des ministres des affaires étrangères

LES ministres des affaires étrangères des Neuf ont tenté, au cours de leur réunion informelle des 28 et 29 octobre au château de Gymnich, près de Bonn, de débioquer deux dossiers communautaires.

Tout d'abord, la proposition du président Giscard d'Estaing de créer un comité de « trois sages » pour étudier une amélioration du fonctionnement institutionnel de la C.E.E. a été examinée. Elle ne rencontre pas d'opposition et les ministres ont commencé à esquisser la nature du mandat qui sera conflé à ce comité. Les ministres ont examiné ensuite les problèmes afférents à la pondération des voix de la Grèce au sein du conseil des ministres de la C.E.E. et ils sont tombés d'accord pour ne pas remettre en cause l'équilibre délicat existant entre les grands et les petits pays de la Communauté. La Grèce aura cinq voix comme la Belgique et la Hollande. Le nombre total des voix passera de 58 à 63 et la majorité qualifiée de 41 à 45 voix.

Pour les questions de coopération politique non communautaires, les ministres des affaires étrangères ont approuvé la aécision des trois pays occidentaux membres de la C.E.E. et au Conseil de sécurité de l'ONU lFrance, Grande-Conseil de sécurité de l'ONU lFrance, Grande-Conseil de Sécuritique fédérale d'Allemagne) Bretagne et République fédérale d'Allemagne), de déposer au Conseil de sécurité une résolution qui leur soit propre, sévère pour l'Afrique du Sud, mais sans aller jusqu'aux sanctions

La situation au Proche-Orlent a été évoquée et M. Louis de Guiringand (France) a rendu compte de la visite à Paris de son homologue soviétique, M. Andrél Gromyko. L'établissement d'une poittique communautaire

Les ministres de l'énergie de la C.E.E. ont souligné, le 30 octobre à Luxembourg, que l'établissement d'une politique communautaire de l'énergie dépend avant tout des différentes politiques nationales dans ce domaine.

M. André Giraud (France), a remarqué que l'Europe des Neuf doit poursuivre sa politique d'économies d'énergie mais que ce « sont surtout les initiatives nationales qui comptent ».

M. Anthony Wedgwood Benn (Grande-Bretagne) a indique pour sa part que « la politique communautaire de l'énergie est la somme des différentes politiques nationales ». Un mois avant la réunion au sommet de Bruxelles, il semblait donc que les Neuf ne voulaient pas voir la Commission empiéter sur leurs prérogatives nationales dans ce domaine. M. Wedgwood Benn a d'ailleurs souligné que les dépenses des Etats membres du Marché commun pris séparément atteignent 18 milliards de livres pour les investissements dans le secteur énergétique, alors que celles àe la Commission européanne ne sont que de 200 millions de livres.

Les ministres ont toutefois constaté la nécessité à une coordination des différentes politiques, notamment pour le raffinage, et d'une coopération dans certains secteurs, par exemple celui des énergies nouvelles.

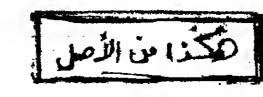
Par ailleurs, les ministres ont entendu me

ration dans certains secteurs, par exemple ceum des énergies nouvelles.

Par ailleurs, les ministres ont entendn un rapport de la Commission sur les possibilités de coopération avec les pays en voie de développement dans le domaine de l'énergie. Ils ont suggéré à la Commission de faire des propositions plus précises et concrètes à ce sujel.

Conférence tripartite sur le temps de travail

Une conférence tripartite a réuni le 9 novem-bre à Bruxelles les ministres do travall et les partenaires sociaux de la C.E.E. Elle s'est achevée sur un constat de divergences en matière de répartition du temps de travail. Le communiqué final qui n'a avent caractère Le communiqué final, qui n'a aucun caractère contraignant pour les participants comme l'au-



raient voulu les syndicats, précise la position des trois parties. Pour les syndicats, qui se déclarent deçus par les résultats, la redistribution du travail doit aller de pair avec une réduction du temps de travail de 10 % minimum en quatre ans. Les pairons européens y sont opposés, considérant que toute réduction du temps de travail risque d'augmenter les coûts de production de chaque entreprise.

Enfin, les gouvernements se déclarent partisans d'une telle réduction qui peut être un facteur de création d'emplois. Mais, précisent-ils, cela doit être négocié librement entre les partenaires sociaux. Cette prise de position gouvernementale se réfère expressement à celle qui fut adoptée lors d'un récent « comité permanent pour l'emploi » qui regroupe au sein de la C.R.E. les mèmes partenaires à un niveau moins élevé.

C.E.E. les memes partenaires à un niveau moins élevé.
En outre, le communiqué final constate que tous les participants sont d'accord pour que la C.E.E. adopte une stratégie d'ensemble en matière d'emploi dans la ligne des décisions prises aux rencontres au sommet de Brême et de Bonn en juillet dernier. Ils estiment nécessaire une politique d'investissement public pour assurer une relance de la croissance, indispensable aussi une adaptation structurelle au niveau de l'entreprise sauf dans de grands secteurs comme la sidérurgie.

La date de la prochaîne conférence tripartite n'a pas été fixée, les syndicata étant réservés sur la nécessité de telles réunions.

Accord substantiel sur le futur système monétaire européen

Les ministres des finances réunis le 20 novembre dans la capitale belge sont parvenus à « un accord substantiel sur l'avenir du système monétaire européen », selon M. Matthoefer (R.F.A.), qui présidait les travaux.
L'attitude de la Grande-Bretagne, a souligné en substance M. Monory (France), est celle d'un pays qui souhaite entrer dans le nouveau système monétaire européen mais qui, par suite de difficultés intérieures, pourrait différer son adhésion.

En ce qui concerne les marges de fluctuation entre les devises participant au système, M. Monory a précisé que la France, des son entrée dans le uouveau système, choisira la marge actuelle de fluctuation des devises des pays membres du « serpent » (R.F.A., Benelux et Danemark). D'autres pays, comme l'Italie, pouveau choisir des marges pays, comme l'Italie, pouveau choisir des marges pays, comme aller ins. pourront choisir des marges pouvant aller jus-qu'à 6 %, a-t-il ajouté.

qu'a 6 %, a-t-il ajouté. Le nouveau système européen disposera de 25 milliards d'unités de compte européennes (soit près de 33 milliards de dollars) disponibles pour soutenir les monnaies, a annoncé M. Dennis Healey (Grande-Bretagne), soulignant que tous les ministres des finances sont d'accord sur ce point.

Des divergences subsistent, uotamment sur l'automaticité des interventions.

LA RENCONTRE AU SOMMET DE BRUXELLES, LA RENCONTRE AU SOMMET DE BRUXELLES, —
Les ministres des offaires étrangères ont mis au
point le 20 novembre l'ordre du jour de la rencontre
européenne au sommet des é et 5 décembre d
Bruzelles. Trois grands sujets : la création du
sustème monétaire européen, la nomination d'un
comité des etrois sages » chargé, selon le vosu de
M. Valéry Giscard d'Estaing, d'étudier les conséquences institutionnelles de l'étargissement du
Marché commun à la Grèce, au Portugal et d
l'Espagne, ainsi qu'un débat sur la politique agricole
cammune à la lumière d'un rapport de la
Commission.

Commission.

ACCORD POUR L'ADHESION DE LA GRECE. —
Toutes les grandes questions institutionnelles posées
par l'entrée de la Grèce dans le Marché commun
ont été réglées d'un commun accord, le 6 novembre,
au cours de la huittene session ministérielle de
nésociations entre la C.F.E. et la Grèce;
Trois problèmes importants demeurent: la polet
social, l'agriculture et la contribution budgétaire
de la Grèce. En ce qui concerne le volét social, et
notamment la libre circulation des travalleurs qui
inquête beaucoup les dirigeants de la R.F.A.
M. Rallis, ministre des alfaires étrangères de
Grèce, a prévisé devant la presse : « Il n'y a pas
de chômage en Grèce, Il n'est pas nècessaire d'envoyer des travalleurs grecs à l'étranger. La Grèce
manque de main-d'envire qualifiée. Il fant parler
de retravelleurs grecs à l'étranger. La Grèce du retour des travailleurs groes qui se trouvont à l'étranger.

DIMINUTION DU DEFICIT COMMERCIAL DE LA C.E.E. AVEC LES ETATS-UNIS. — Dans una réponse écrite à un parlementaire suropéen, la Commission européenne note que l'excédent commorcial des Etais-Unis apea la C.E.E. est tombé à 752 millions de dollars au premier ecmestre 1978. contre plus de trois milliards de dollars au premier semestre de 1977.

Pour le premier semestre 1978, le redressement de la balance commerciale entre les Etat-Unis et la C.E.E., au bénétice de ectta dernière, est du essentiellement à la France, d la R.F.A. et d'Italie. L'excédent allemand est passé de 292 millions de dollars au premier trimestre 1977 d 1.831 millions au premier esmestre 1978. L'Italie et la France sont éconnues excédentaires. Pour l'Italie : un excédent de 314 millions de dollars dans las six premiers mois de 1978, contre un délicit de 55 millions de dollare durant la même période de 1977; pour la France : un eurplus de 143 millions contre un délicit de 432 millions de dollare dans les mêmes périodes de référence.

confiance accrue des multeux industriels européans se montrent beaucoup plus confiants dans l'avent, estiment les « Notes rapides sur le conjoncture » arrêlées d'in septembre et publiée la 7 novembre par la Commission européenna. Les perspectives de production et de commandes sont envisagées avec optimisme, révèle l'étude.

L'évolution de la production est considérée, depuis plusieurs mois, comme favorable en R.F.A., en Italie, aux Pays-Bus, en Belgique, et au Royauma-Uni, tandis qu'en france et en Irlande les estimations sont moins bonnes.

En même temps, les perspectives pour la demande extérieura sont considérées eumne bien melleures en R.F.A., en France, en Irlande et au Royaume-Uni, nulamment pour les biens de consommation durables.

#### CECA

Simplification de la vérification des prix minima mais pas de relêvement des tarifs de l'acier

M. DAVIGNON, commissaire européen chargé des questions industrielles, a obtenu le 21 novembre la prorogation en 1979 de son plan anti-crise de l'acter. Mais avec des réserves sur certains points et des simplifications sur d'autres. Le dossier de la restructuration, lié aux perspectives de production des Neuf, a été alourné.

ajourné.

La prorogation concerne aussi bien le principe des prix minima sur certaines qualités d'acier (ronds à béton, coils, laminés marchands), que celni de prix d'orientation et de l'interdiction d'alignement sur des prix inférieurs offerts par des pays tiens pour les autres aciers, ou celui d' « arrangements » (contingents et prix) s'agissant des échanges avec une vingtaine d'autres pays. En cas de dépassement en 1978 de ces contingents, le surplus sera imputé sur le contingent 1979 (dans le cas des livraisons espagnoles, par exemple).

livraisons espagnoles, par exemple).

Les réserves ont porté sur le niveau des prix minima. Les Italiens proposaient un shaissement de 25 % du tarif-plancher des laminés marchands, pour permettre aux fameux « bresciani » de profiter à plein de l'avantage de leurs prix de revient inférieurs. La France réclamait au contraire une hausse de 5 %, conforme à l'orientation définie au départ. Le désaccord a abouti au statu quo, « le marché ne permettant pas actuellement un relèvement des prix », a-t-il été conclu.

● La simplification concerne le système de contrôle du respect des règles de prix édictées par Bruxelles. Le dispositif des « certificats de conformité », plus simple, sera généralisé. La France et le Royaume-Uni souhaitaient le maintien du cautionnement, système rapide de contrôle; mais la majorité des Etats membres a partagé le point de vue opposé de la Commission.

et le volet de la restructuration et des aides destinées à la faciliter a été ajourné. La majorité des Neuf a admis, avec la Commission, que la mise en œuvre des programmes nationaux et leur concordance avec les objectifs communautaires dans le respect des règles de concurrence, nécessitait la mise en œuvre et le respect d'un code communautaire des aides. La Grande-Bretagne et l'Italie — dont les sidérurgies sont plus ou moins partiellement contrôlées par l'Etat — out cependant émis des réserves concernant l'assimilation à des aides publiques des interventions financières des Etats qui agissent souvent à l'égard de ces industries comme simples actionnaires. Pour la R.F.A., par contre, l'adoption du code des aides constitue une condition indispensable à is mise en œuvre d'un plan de restructuration, dont l'exécution devrait d'ailleurs être laissée en premier lieu aux entreprises. Le dossier sera repris ultérieurement.

La nécessaire restructuration Mais la nécessaire restructuration

Mais la nécessaire de la restructuration n'est
mise en cause par personne. M. Davignon a
souligné que si la production d'acter des Neuf
avait atteint en 1978 environ 132 millions de
tonnes (soit une augmeniation de 4 à 4,5 %
conforme à l'évolution mondiale), leurs capacités de production d'acter brut étant de l'ordre
de 200 millions de tonnes, il restait donc 30 milllons de tonnes à produire en plus, avant
d'atteindre le taux d'utilisation raisonnable de
l'ordre de 85 % de ces capacités. Le problème
s'aggrave encore du fait que, par l'introduction
de la coulée continue et d'autres innovations
techniques, l'on arrivera dans l'avenir à prode la coulée continue et d'autres innovations techniques, l'on arrivera dans l'avenir à produire sensiblement plus d'acier avec les mêmes installations. Le problème de l'augmentation de la productivité ne saurait d'ailleurs être éludé, si l'on tient compte de la distance qui nous sépare encore en Europe, de l'un de nos principales de l'augmentation de l'avent consuments la l'aven.

si l'on tient compte de la distance qui nous sépare encore en Europe, de l'un de nos principaux concurrents, le Japon.

A ces difficultés s'ajoute, a poursnivi M. Davignon, une tendance croissante à la substitution de produits à grande valeur ajoutée (produits plats) aux produits à valeur ajoutée relativement faible (produits longs). D'où les problèmes structurels, auxquels sont venus s'ajouter ceux de la régression conjoncturelle. Le rôle de la Communanté u'est pourtant pas de planifier dans le détail ce que l'entreprise doit faire, a conclu le commissaire européen. Cette demuère est responsable, mais les mesures de restructuration qu'elle prendra devront s'insèrer dans une politique globale où la Communauté ue fournira qu'un appui complémentaire (financier ou d'autre nature). Déjà l'industrie sidérurgique de la Communauté a perdu soixante-dix mille emplois depuis le début de la crise. En attendant des solutions plus somplètes pour aider à la restructuration, la CECA entend renforcer ses interventions en matière de réadaptation et de reconversion. Il faudrait, d'ici à 1935, créer cent mille emplois, ce qui représente un effort financier considérable.

Il y aura cependant un décalage entre le moment où l'emploi est perdu et celui où un nouvel emploi est créé. Pendant cette période de transition, il faudra assurer la réadaptation des travailleurs par la retraite anticipée, la redistribution de la productivité, le réaménagement du travall posté, et la limitation des heures supplémentaires. Pour 1978, la Commission propose, afin de financer ces mesures, un doublement du budget opérationnel de la CECA, augmentation qui serait à financer par le recours aux droits de douane sur les importations de charbon et d'acier. « La modernisation de l'industrie sidérurgique ne sera politiquement et socialement acceptable que si les travailleurs touchés trouvent de nouveaux emplois, c'est-à-dire que les emplois perdus un sidérurgie sont remplacés par de nouveaux emplois dans les révions en ceux estime la

empiois, d'est-d-dire que les empiois pertus en sidérurgie sont remplacés par de nouveaux emplois dans les régions en cause », estime la Commission européenne. Un grand débat dans le cadre du comité consultatif de la CECA aura lieu à ce sujet.

#### Le cas belge

Tandis que les autorités européennes discutent de la restructuration à venir, celle-ci se poursuit concrètement. En Belgique un accord est intervenu le 23 novembre entre le gouvernement, le patronat et les syndicats pour organiser progressivement la suppression de six mille emplois sur trente-six mille. L'Etat prendra une participation très importante dans le capital des sociétés sidérurgiques en difficulté, uotamment en Wallonie, où il sera presque majoritaire. Chez Cockerill à Liége (la société la plus déficitaire) et chez Mainaut-Sambre à Charlerol, l'Etat détiendra 60 % du capital « stable » (c'est-à-dire sans compter les nombreux petits actionnaires), contre 40 % pour les holdings et groupes baneaires. Au sein des conseils d'administration, l'égalité sera maintenue entre la puissance publique et les holdings privés, qui garderont la gestion des usines. En Flandre, l'Etat se contentara de 25 % dans SIDMAR, fillale du groupe luxembourgeois ARBED.

Les charges linancières des sociétés seront, notablement abaissées, en dessons de 5 % du chiffre d'affaires. L'Etat garantira le versement de 500 000 FB par emploi perdu, le coût total du plan, plusieurs milliards de francs beiges (plusieurs centaines de millions de francs) devant être financès à hauteur de 25 % par l'aide attendue des autorités européennes. Tandis que les autorités européennes discutent

ADE A LA READAPTATION. — La Commission européenne a accordé des aides inaucières en japeur du personnel touché par la jerneture ou la réduction d'activité d'acièrie et de coherie pour les montents subunts: pour la Belgique 85 750 unités de compte européennes, soit 3,5 millions de FB; pour l'Allemagne jédérule 622 383 u.e.s., soit 1,61 million de DB; enfin pour le Royaume-Uni 1830 750 u.c.s., soit 2 438 400 libres.

soft 2438 400 leares.

TARIPS DE TRANSPORT REDUITS. — La Commission européenne, la Suisse et l'Autriche ont décidé de proroger d'1573 lu réduction de 10 % décidés en 1977 pour les taxes de transit jerroviaire en Suisse et justifiée par la concurrence et les acurs du change, Le trafic d'acter et de charbon entre l'Italie et les autres Etals membres de la Communauté a atient en 1977, acoc 13,5 millions de tonnes, un nouveux chiffre record, qui dépasse de 1% le tonnege record de 1974. Cette progression contrasta avec la projonde dépression qui a continué d affecter l'industris sidérurgique communautiers et les s'explique par la fait que les négociants et utilisateurs ont écoulé les stocks excédentaires et que la fiéchissement de la demande interne dans tous les pays a incité les producteurs et négocianis à rechercher des marchés dans les autres pays de la Communauté.

RECOURE DE SIDERUEGISTES ITALIENS

la Communanté.

RECOURE DE SIDERUEGISTES ITALIENS
CONTRE BRUXELLES. — Après plusieurs entreprises sidérurgiques tialiennes, les sociétés A.L.A.
et Aller ont introduit un recours en annulation
contre la décision de la Commission du 30 mai
ieur imposant una amende (respectivement de
4,2 et de 8,1 millions de lives) pour la non-respect
des rèples de priz sur l'acier. Des recours similaires
availent déjà été introduits par les entreprises
Accideric a Ferriere A. Stefana, Accideria Di Darja
et Sider/Camuna, en annulation de la décision de
la Commission du 18 août.

L'AUTORISATION DE LA VENTE EN COMMUN DU CHARBON BELGE a été prorogée jusqu'à la fin de 1981; sus depait expirer le 31 décembre pro-chain. La production des houillères belges regrou-pées eu sein de Cobéchar a été de 7,985 millions de tonnes en 1977, soit 2,94 % de la production

Communicataire de charbon. En dehors des opérations de vente en commun, les sociéée minibres
ainsi groupées consucrent une part de leur production à la couverture de leurs besoins propre(notamment à des livraisons à leurs usines minières
(ragilomération et centrales thermiques en échange
d'énorgie électrique) et à des ventes libres. Les
ventes en commun se sont élevées d'6,707 mollons
des fonnes l'un denier, soit environ 95 % de la
production des entreprises intéressées contre seulement 46 % au départ du système commun.

LA CRAIJONGE AU BUDGET DE LA CECA LA «RALLONGE» AU BUNGET DE LA CECA (28 millions d'unités da compte) sera répertie de la façon suivente: 9.3 millions fournis par l'Allemanne, 6 par la France, 13 par la Grande-Bretagne, 5,5 per l'Italie, 13 par les Pays-Box, 15 par la Belpique, 0,8 par le Dansmark, 174 500 par l'Irlande et 39 000 par la Luxembourg.

TARIFS FRRROVIAIRES POUR LA SARRE. —
A la demanda de Bonn, la Commission européenne
a prorogé jusqu'à la fin de 1983 les tarifs spéciaux
ferroviaires appliqués par les chemins de fer allemands aux transports de produits CECA en Sarre.
Les rabais tarifaires accordés par rapport sux tarifs

normaux devront être diminués de 25 %, le 1º jan-vier des années 1981, 1982 et 1983. Ces tarifs spéciaux avaient été autorisés en juillet 1971 ain de jaciliter la restructuration et l'adaptation des industries de la Sarre aux nouvelles conditions de consurrence créées par la canalisation des voles fluviales vers les bassins voisins, notamment la canalisation de la Moselle.

e PARLEMENT EUROPEEN. — Le projet de budget 1979 des Communautés européennes a été noté le 25 octobre à Luxembourg en première leature par l'Assemblée parlementaire européenne qui l'a amendé dans la sens d'une augmentation de près de 18 %. Plus de trois cents amendements ont été votée par les perfementaires dans le cadre d'une prooédure budgétaire très compliqués.

Le projet de budget total soumis par la conseil des ministres s'élèse à environ 73 milliande de francs français. Les secteurs essentiellement touchés par les augmentations prévues par l'Assemblés sont les Ponds régional et social, l'énergie, la coopération et l'aide alimentaire.

# 

#### Association du transport aérien international

A l'Assemblée annuelle : réforme du fonctionnement de PIATA

Les représentants de quatre-vingt-trols (sur cent huit) compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien internationai (IATA), réunis du 13 au 15 novembre à Genève pour leur trente-quatrième assemblée annuelle, ont approuvé la réforme du fouctionnement de l'Association et en particulier de la procèdure de fixation des tarifs : les recommandations du comité exécutif de l'IATA ont été entérinées à main levée par 70 % des participants.

enterinees a main leves par 70 % des parti-cipents.

Une assemblée générale extraordinaire de l'IATA, réunie au mois de juillet dernier à Montréal, avait donné son accord de principe à cette réforme qui permet aux membres de l'association une plus grande liberté de manœu-vre dans l'élaboration des barèmes aériens de manière à mieux répondre aux sollicitations du marché et notamment à la consurrence des

manière à mieux répondre aux sollicitations du marché et notamment à la concurrence des transporteurs à la demande.

Désormais, l'adhésion aux activités commerciales de l'IATA reste obligatoire alors que la participation à ses activités tarifaires devieut facultative. Même dans le cadre d'un accord multilatéral, le droit est reconnu à deux compagnies aériennes de négocier entre leurs pays respectifs des « tarife d'innovation »... « lorsque des changements interviennent dans les conditions du marché ».

tions du marché . Les principaux points de la restructuration des activités de coordination des tarifs sont les

Redéfinition des divisions et subdivisions des conférences de trafic, ainsi que des procé-dures de vote pour permettre un consensus plus efficace des propositions de « marketing » dans les régions géographiques de plus faible super-ficie:

• Introduction de procédures permettant aux transporteurs d'établir, lorsque cela est nécessaire, des innovations en matière de tarif dans le bas de la gamme, en réponse à une évolution des conditions du marché;

 Moyens améliores pour faciliter la signa-ture d'accords limités; Rimination de reg

particulier dans le domaine des services à bord ; Modification du programme relatif au contrôle de l'application des règlements de façon à insister davantage sur les mesures préventives que sur les mesures répressives. Présentant le rapport annuel de l'IATA sur La situation de l'industrie du transport aérien La situation de l'industrie du transport aérien en 1978, M. Kurt Hammarskjeeld a notamment indiqué qu'au cours des six premiers mois de 1978 le trafic passagers a augmenté d'environ 10 % et ceini du fret de 13 %. Les vois réguliers ont accru leur clientèle de 12 %, mais les « charters » ont vu la leur diminuer de 15 %. Sur l'Atlantique nord, l'augmentation de la clientèle est de l'ordre de 2 %, en dépit de la « guerre des tarifs » que se livrent sur cette route les compagnés régulières et les charters. Dans le monde, la principale augmentatiou de trafic concerne le Froche-Orient.

Le transport d'un demi-miliard de passagers, de 8 miliards de tonnes de fret et de huit milliards d'objets postaux a rapporté, l'an dernier, 49,5 milliards de dollars aux compagnies, qui ont réalisé un bénéfice net de 1 milliard de dollars.

C'est la deuxième année consécutive que les compagnies enregistrent des bénéfices, mais le directeur de l'IATA relève qu'elles auront besoin de 30 milliards de dollars d'ici à 1936 pour moderniser leur flotte, et il exclut que cela solt possible seulement par autofinancement.

#### Comité intergouvernemental pour les migrations européennes

Quarante-deuxième session du conseil

Conseil

L conseil du Comité intergouvernemental
L pour les migrations européennes (CIME) a
tenu sa quarante-deuxième session annuelle à
Genève les 13 et 14 uovembre. Il a approuvé le
programme et le budget révisé pour 1978 d'un
montant total de 36,34 millions de dollars et
confirmé l'appel lancé par le directeur du CIME
pour obtenir des fonds supplémentaires afin de
résorber les déficits prévus (412 000 dollars pour
la partie administrative et 500 000 dollars pour
la partie opérationnelle). En ce qui concerne
le programme de budget pour 1979, le conseil,
reconnaissant la difficulté de prévoir à l'avance
un taux de change pour le dollar, a pris note
que le montant total des dépenses actuellement
prévues a été arrêté à 40,52 millions de dollars.
M. John F. Thomas, directeur du CIME, a
informé le conseil que le nombre de migrants
et de réfugiés assistés par le CIME en 1978
se situera aux environs de 33 000. Ce chiffre
comprend quelque 28 000 personnes autorisées
à quitter l'Union soviétique.
En outre, 38 000 réfugiés indochinois aurant
été transportés par le CIME durant l'année 1978,
dont 25 000 à destination des Etats-Unis et
12 000 admis en France. Plus de 7 000 Européens
auront émigré vers l'Amérique latine en 1978.
En 1979, le CIME prévoit d'assisier quelque
30 000 migrants et réfugiés. Les réfugiés indochinois seront les plus nombreux (37 000) à
destination principalement des Etats-Unis et de
la France. Selon les présentes estimations,
28 500 réfugiés de l'Est européen émigreront
avec l'aide du CIME, dont environ 24 000 juifs
autorisés à quitter l'Union soviétique.

Sec. 25

Le conseil a décidé d'établir un groupe de travail chargé de procéder à un réexamen dé-taillé de tous les aspects du fonctionnement de l'organisation, de manière à assurer un système plus rationnel d'administration et un finance-

ment adéquat.

Au cours de cette session, M. James L. Carlin (Etats-Unis) a été nommé directeur du CIME pour un mandat de cinq ans, en remplacement de M. Thomas, M. Carlin prendra ses fonctions le 1er mars 1979.

#### Conseil de l'Europe

Vers l'adoption d'une charte culturelle européenne

Telle europeenne

Les ministres responsables des affaires culturelles des vingt-deux Etats signataires de la convention culturelle du Conseil de l'Europe, réunis à Athènes du 24 au 26 octobre, ont décidé de metire à l'étude un projet d'élaboration d'une charte culturelle européenne destinée à renforcer les composantes culturelles de la société européenne, ainsi qu'à affirmer et à sauvegarder son identité culturelle spécifique. Selon ces ministres, la charte devrait tenir compte des développements intervenus dans la société européenne, uotamment en ce qui concerne la participation du public à la nlanicontre de sevenopenne, uctamment en ce qui concerne la participation du public à la planification culturelle, les innovations technologiques, les changements dans les modes de vie ainsi que la diversité des cultures régionales,

DROTTS DE L'HOMME. — La cour européenne des droits de l'homme a tenu le 26 octobre des audiences dans l'affaire Marcke contre la Belgique, qui concerna les dispositions du code civil belga relatives au statut des enfants nés hors mariage. Le 27 octobre, la chambre constituée pour l'examen de l'affaire Sunday Times a décidé d l'unanimité de se dessaisir au projit de la cour plénière avec effet immédiat, Elle a constaté que le litige soulevant des questions grapes touchant. À l'interprétation de la convention européenne des droits de l'homme.

REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES BIRANGERES. — Les ministres des affaires étrangères des vingt pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis à Strasbourg le 23 novembre pour examinér les questions suivantes ; lutte antiférroriste, progrès de la coopération européanne, droits de l'homme (dans l'optique d'un élargissement des droits individuels), et travaux de la prochaine conjérence tripartite sur l'emplot prévue en avril 1979 à Oslo.

#### **Organisation** des Etats américains

La politique américaine en matière d'importation de viande

E conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a adopté le 30 octobre une résolution soulignant les inquié-tudes des producteurs de viande d'Amérique centrale devant l'adoption, par le Congrès amé-ricain, d'un projet de loi sur les importations de viande aux Etats-Unis. Le conseil permanent relevait l'incompatibilité juridique de ce texte

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

l'énergie souriante d'une jeunn cité qui, dont un étan sous relâche, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



(Ph ATZINGER-)

e LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux; • LES TRESOES DE SES MUSEES; • DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS

LA PROVENCA;
SON FOLKLORE (dazges et visilles tradi-

times; UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juilles -15 sout). Théatre chorégraphique, cinéma,

15 sout). Thestre choregraphique, chicus, musique;

DES SALLES DE REUNION;

DES SEEVICES REGULIERS DE TRAINS cauto-coucheties e aller et retour au départ de Paris, ETAPLES (Le Touquet), BOU-LOGNE, LIEGE, ERUZELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;

SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS;

DES SATISFACTIONS GASTEDNOMIQUES et des vins de graude erus (Châteauneuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigordes, Tavel, etc.);

LE PALAIS CES EXPOSITIONS avec son équipament pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses calles de conférences, de restaurant, son immense parking.

parking.

• Visitez AVIGNON = La Sormana de joie i... : Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.

avec les articles 2, 29, 34 et 37 de la charte de l'O.E.A. En même temps, il contestait le hien-fondé du texte sur le plan économique, reprenant la notion de préjudice que les Etats-Unis avaient eux-mêmes choisi d'inclure dans

Le 9 novembre, conformément aux vosux du conseil permanent, le président Carter a décidé d'opposer son veto à ce projet de loi.

EDUCATION, SCIENCE ET CULTURE. — La commission exécutive permanente du Conseil inter-américain de l'éducation, de la science et de la culture (C.I.E.C.C.) s'est réunie le 9 novembre à Washington pour examiner les suites d'une décision des Etats-Unis visant à réduire leur contribution fisancière (de 1800 000 datas à 8 500 000) en javeur des programmes régionaux du C.I.E.C.C.

FEMMES. — La dix-neuvième assemblée annuella de la commission interaméricaine des jemmes a siégé à Washington du 26 octobre eu 3 novembre. Les travaux ont porté principalement sur le plan régional d'action pour la Décennie de la femme. Une vingtaine de résolutions ont été adoptées d

COOPERATION AVEC L'ESPAGNE. -COOPERATION AVEC L'ESPAINE. — Le pro-gramme de caopération pour la développement en farour des pays d'Amérique latins et des Caralbes, mis au point par l'O.S.A. et le gouvernement espa-gnol, a donné lieu à une première réunion commune à Washington au 20 cu 26 octobre. La délégation espagnole à donné son accord à la presque totaité des propositions de l'O.S.A., tent en ce qui concerne la programme spécial de cours de formation à diverses disciplines que la coopération technique.

diverses disciplines que la cooperation technique.

DROITS DE L'HOMME. — La commission des droits de l'homme de l'O.E.A. a pris connaissance le mois dernier des conclusions de la mission d'enquéie qui s'était rendue en octobre au Nicaragua pour se renseigner sur la situation des droits de l'homme. La commission a sévèrement condamné la gouvernement du Nicaragua pour gootr recouru à l'assassinat et à la torture pendant et après la guerre civile de septembre dernier.

#### Pacte de Varsovie

Session du comité prlitique consultatif

L'Oristaturi,

L'Oris de l'prganisation.

Le communiqué publié à l'issue de la session indique que « les nouveaux pas à réaliser dans la lutte pour le développement du processus de la détente et du désarmement out tenu la place centrale dans la discussion... »

The e Déclaration des États membres du Une « Déclaration des Etats membres du Truité de Varsovie », adoptée à l'unanimité, expose les conclusions et propositions des participants, Dans sa première partie, la Déclaration reprend les souhaits formulés par les Etats membres en ce qui concerne : la réduction des budgets militaires; l'arrêt de la course aux armements; la détente militaire en Europe; le referre des paleities économiques interne. aux armements; la cetente militaire en surope; la refonte des relations économiques internationales, etc. Puis le texte souligne que « la tâche la plus urgente consiste à eniamer des négociations sur la réduction de la production de tous les types d'armes nucléaires et sur la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur liquidation totale ». Le texte appelle également à contribuer à la crochaine cracavisation des aquiation totale ». Le texte appelle egalement a « contribuer à la prochaine organisation des pourparlers entre les cinq puissances nucléaires — URSS., USA., Grande-Bretagne, France, Chine — dans le but d'étiminer les armes nucléaires dans loutes leurs variétés des orse-naux des Etats et d'utiliser l'énergie nucléaire exclusivement à des fins pacifiques ».

La Déclaration fait valoir l'importance de la conclusion d'accords entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur la limitation des armements stratégiques. « L'aboutissement rapide des négociations soviéto-américaines sur le deucième accord préoveren-time actives sur le conclusion des armements stratégiques offensifs et le passage à la conclusion de nouveaux accords portant sur leur réduction auraient une très grande importance. On doit y attirer d'autres puissances nucléaires », lit-on dans le document.

Les Etats représentés à la conférence se sont prononcés pour faire aboutir au plus vite les négociations sur d'autres aspects de la limitation et de l'arrêt de la course aux armements.

et de l'arrêt de la course aux armaments.

Quant aux propositions formulées, elles visent aux mesures suivantes :

— Conclusion d'un traité mondial sur le non-recours à la force dans les rapports internationaux prévoyant notamment l'interdiction de l'usage des armes nucléaires:

— strict respect par tous les pays membres de la Conférence européenne de l'engagement à ne pas user de la force oa de la menace de la force dans leurs rapports;

— mise en œuvre de la proposition suivante : tous les pays ayant participé à la Conférence européenne s'engagent à ne pas faire usage les premiers d'armes muléaires les uns contre les antres : les pays de l'OTAN et les pays du traité de Varsovie n'augmenteront pas le nombre des membres des deux alliances; les proportions des manœuvres militaires des deux parties en Europe sont limitées à 50 000—60 000 hommes, et les mesures de confiance concertées à la Conférence européenne englobent la région de la Méditerrance;

— Méssures en vue de renforcer les expanties

Méditerranée;

— Mesures en vue de renforcer les garanties de la sécurité des pays non nucléaires, dont le renoncement à l'usage des armes nucléaires contre les pays qui ne les possèdent pas et ne leu ent pas en leur territoire, tout comme le renoncement à l'installation des armes nucléaires sur les territoires des pays où elles pays qui particulaires extrallations en le particulaire en le particulaires en le particu ne sont pas installées actuellement.

Ajoutons que les participants confirment, dans leur Déclaration, leur volonté de dissondre l'Organisation du traité de Varsovie parallèle-ment à la dissolution de l'OTAN et réaffirment leurs positions de principe sur la solidarité avec les peuples luttant contre l'impérialisme et sur le problème du Proche-Orient. En outre, ils dénoncent les a tendances dangereuses signalées dans les développements internationaux... issues... des tentatives des milieux impérialistes d'utiliser le problème des droits de l'homme en vue de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes et d'autres Etats ».

Le chapitre consacré à la coopération entre les pays socialistes exprime la détermination d' a étendre et perfectionner leurs rapports multiformes à. On ne trouve trace nulle part, ni dans la déclaration ni dans le communiqué final, de la moindre divergence d'opinion à laquelle, cependant, certaines déclarations postérieures à cette réunion semblaient faire aflusion.

#### Union de l'Europe occidentale

Vingt-quatrième session de Passemblée

L A deuxième partie de la vingt-quatrième session ordinaire de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) s'est tenne à Paris du 20 au 23 novembre, L'assemblée a notamment adapté le rapport présenté par M. Jacques Baumel (R.P.R., France) sur la limitation des armements stratégiques, indiquant que la sécurité de l'Europe doit rester fondée sur e une dissuasion nucléaire crédible » s'appuyant sur les forces nucléaires américaines, britanniques et françaises et préconisant « une politique de déjense européenne commune [vndée sur la dissuasion ».

dée sur la dissuasion ».

par dix-huit voix contre neuf et avec vingt abstentions, le rapport présenté par M. J. Critchley (conservateur, Grande-Bretagne) sur une politique européenne d'armements a également été adopté : ce texte recommande que « la restructuration de l'industrie européenne d'armement intervienne dans le cadre de la Communauté suropéenne ». Les communistes français et italiens et les élus R.P.R. ont voté contre. et italiens et les élus R.P.R. ont voté contre. Le 22 novembre, répondant à diverses questions, dont une de M. Maurice Druon (R.P.R., France), qui avait mis en doute la volonté allemande de ne pas devenir une puissance nucléaire militaire (engagement pris par la République fédérale d'Allemagne en signant en 1954 le traité de l'U.E.O.). Mme Hamm-Brucher, ministre d'Etat ouest-allemand aux affaires étrangères, a déclaré que son pays ne souhaitait pas un « affaiblissement » de cette organisation et que « l'idée que l'Allemagne fédérale seruii hostile au maintien de l'U.E.O. parce que le traité de Bruxelles lui impose la renonciation à l'arme nucléaire est tytalement dépourvue de fondement ».

• AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. — Parvainée par vingt-neul pays qui utilisent la langue française, une résolution visant d conférer à l'Agence de coopération outsurelle et technique (A.C.C.T.) le statut d'observateur auprès des Nations unies a été adoptée le 8 novembre par l'Assemblée générale des Nations unies. Cette décision habdits l'A.C.C.T. à prendre part en cette qualité aux travaux et aux sessions de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires. Créés en mars 1979 par la convention de Niamey d'Initiative de plusieurs chefs d'Etat francophones, l'Agence regroupe vingt-sit Etats membres, deux Etats associés et deux gouvernements participants.

• AGENCE SPATIALE EUROPPENNE. — L'Agence

deux gouvernements participants.

e AGENCE SPATIALE EUROPENNE. — L'Agence spatiale européenne (ASE) a pris en charge, le le novembre, la responsabilité des opérations du satellite météorologique américain GOES-I (I pour l'Indian Opean s) dans la cadre de la première expérience mondiale du GARP (Programme de recherche sur l'atmosphére globale) de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.).

Cette première expérience du GARP prévue pour un an — du 1ºº décembre 1973 d la fin novembre 1973 — doit permetire d'améliorer la compréhension du processus énerpétique de l'atmosphére et les méthodes de prévision de l'évolution de la circulation atmosphérique pénérale.

• COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION

● COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — La Commission européenne de l'aviation civile (C.E.A.C.) a publié le 18 octobre les statistiques de transport aérien non régulter concernant les vingt et un Étots membres au cours des douxe derniers mois.

Ces chifres montrent que le trajic total non régulter enregistré dans les Etats de la C.E.A.C. a augmenté de 10.4 % par rapport à l'année précèdenie : d s'agit là d'un taux de croissance supérisur à celui de 2.4 % enregistré en 1976, mais encore inférieur aux eugmentations annuelles constatées jusqu'en 1973 et qui, pendant cinq ans, avaient atteint en moyenne 23,5 % par an.

En 1977, les passagers des vols affrélés voyageant entre les États de la C.E.A.C., ont représenté presque les trois quarts du trafic non réquier de ces États, les principaux eburante de trafic étant, comme les années précédentes, ceux partant du nord de l'Europe vers des destinations méditerranéennes.

rope vers des destinations méditerranéennes.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Le nécessité d'intensifier la coopération régionale dans le domeine de la sylviculture a été eoulignée lors d'une conférence régionale sur la gestion at la développement forestiers, organisée conjointement par la Commission du Pacifique Sud (C.P.S.) et le gouvernement néo-zélandais à Suva (Fidji) du 31 octobre au 4 novembre.

Les participants out demandé aux gouvernements des lies du Pacifique de fixer des politiques sylvicoles tenant compte du rôle important que les forêts peuvent jouer dans la conservation des terres, la préservation des ressources génétiques, les loisirs, pour assurer une production répondant

aux besoins nationaux et permettant dans certains cas d'exporter.

cus d'esporter.

• CROIX-ROUGE. — En octobre dernies, le Comité international de la Croix-Rouge (C.J.C.-R.) a indiqué que la situation de quelque disquante mûle international de la Croix-Rouge (C.J.C.-R.) a indiqué que la situation de quelque disquante mûle iamiles déplacées, agant ful Begrouth-Ret pour gagner les montagnes et qui s'y trouveient bloquées depuis lors, était préoccupante; trois mûlions de france suisse étaient nécessaires pour couvrir les achats de secours et les frois opérationnels pour les prochains mois. Un appel a été lancé à cet effet aux gouvernements et aux sociétés nationales le 17 octobre.

— Pendant le mois d'octobre, les délégués du C.J.C.-R. ont pu visiter au Nicaragua cent dix-sept détenus à Managua et cent treise autre détenus dans des lieux de détention de la capitale et de la province (notamment à Esteli, Leon, Jinatepe, Masaga et Diriambo). Trois délegués se sont en outre rendus au Costa-Rica pour y visiter des camps abritant des réjujés nicaruguagens, ainsi qu'un certain nombre d'infernés chois.

— Depuis le l'e octobre, toutes les activités du C.J.C.-R. dans le cône sud de l'Amérique latine sant conduites d partir de sa délégation régionale de Buenos-Aires. Les délégués, jusqu'alors stadionnés au Chili, ont été déplacés en Arpentina.

Les dervières visites, effectuées dans les lieux de détention chiliens, ont permis sus délégués du C.J.C.-R. de soir, en esptembre, trente-six détenus dans deux heux de détention.

— Du 14 au 24 novembre, s'est tenu à Eusla-Lumpur (Malaisie) le premier séminaire asiatique aux la diffusion du droit international humanitaire auganisé par le Croisant-Rouge de Malaisie et la C.J.C.-R., en présence des délégués de vingt-cinq sociétés nationales de la Croix-Rouge.

• LIGUE DES ETATS ARABES. — Selon M. Mahmoud Riad, secrétaire général, la Ligue des

ae la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge.

• LIGUE DES ETATS ARABES. — Selon M. Mahmoud Riad, secrétaire général, la Ligue des Etats arabes a décidé, le 26 octobre, de prolonge le mandat de la Force arabe de disvasion (FAD) au Liban pour eix mois. L'Egypte s'est abstenue dans le vots de cette résolution, tondis que la Syrie, la Libye, l'Algérie, l'Irak et le Yémen du Sud, pays du Front de la fermeté opposés aux négociations israélo-égyptiennes de paix, n'ont pas participé d la réunion. Le mandat de la FAD expirait le 27.

e 37.

• ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME,

— Une conférence mondiale sur le tourisme devant

se tenir à Manile (Phálopines) en septembre 1929,
une première réunion préparatoire, sous l'égide de
l'Organisatioe mondiale du tourisme (O.M.T.), r'est
déroulée à Madrid (Espagne) du 23 au 25 octobre.
Rassemblant d'anciens ministres et des ministres
en exercice du tourisme, elle a procédé plus particulièrement à une analyse des mécanismes et atructures des administrations nationales du tourisme,
ainsi qu'aux difficultés au x q u elles elles sont
con/rontées dans teur fonctionnement.

— La protection du touriste en tant que consommateur a été l'un des sujets débattus au cours de
la deuxième réunion du comité des membres affiliés
de l'O.M.T., qui s'est tenue à Madrid les 26 et
27 octobre. Une cinquantaine de délégués représentant tous les secteurs professionnels intérésés
au tourisme participet à cette réunion.

• ORGANIBATION DU TRAITE DE L'ATLAN-

au tourisme participett à cette réunion.

ORGANIBATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. — Le troisème satellite de télécommunication OTAN Phase III, développé par IUS,
Air Force pour le compte de l'Organisation du
traité de l'Atlantique nord (OTAN), a été lance
le 18 novembre depuie Cap-Canaveral (Floride).

La femille à laquelle appartient ce satellite fait
partie du système OTAN intégré de télécommunications, qui permet aux pays membres de l'alliance
de communiquer rapidement at de façon protégée
avec les autoritée milituires de l'OTAN.

L'actuel programme de sotelites NATO III porte
sur trois satellites mis en orbite géostationnaira
au-dessus de l'océan Atlantique à une alititude de
23 300 miles. Le prémier de ces satellites a été lancé
en avril 1976 : le deuxième a été lancé en janvier
1977.

ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Le

• OEGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Le sous-comité de l'agriculture de l'Organisation du traité central (CENTO), réuni du 23 au 25 octobre à Islamabad (Pakistan), s'est prononcé en javeur de projets communs aux pays du CENTO dans le but de contribuer au développement régional et d'accroître la productivité nationale. — La vingt-sirième session du sous-comité de la santé du CENTO, qui s'est tenue à Tédéran (Iran) du 5 au 7 novembre, a déjini un programme de deux ans en javeur des zones rurales en Iran, au Pakistan et en Turquie.

– Bibliographie –

#### **EXPANSION CAPITALISTE** ET POUVOIR POLITIQUE

# I. G. FARBEN

De l'unification de l'Allemagne sous Bismarck à l'écrasement du IIIs Reich, il n'est peui-être pas, dans l'économie allemande, de pus, dans reconomic duemande, de meilleur exemple que cetui de l'indus-trie chimique pour illustrer les rela-tions entre grand patronat et pouvoir politique. A partir de 1856, année où les découvertes du jeune chimiste anglais William Henry Perkins allaient

jeter les fondements de l'industrie des colorants, les progrès de l'industrie chimique suivirent le sythme rapide de la concentration économique. A la fin du siècle, trois grands géants (B.A.S.F., Bayer et Hoechst, quit allaient ensuite se regrouper dans I.G. Farben, puis devenir les successeurs de la firme après la défaite de 1945) dominaient cette industrie dont

à proximité de l'Etoile

- immeuble de qualité
- 9 étages : studios 2 et 3 pièces, avec balcons et terrasses
  - parkings

22 bis/24, avenue de Wagram - Paris 8<sup>e</sup>

Réalisation

FONCIERE DES CHAMPS-ELYSEES/PROMOTION 144, av. des Champs-Elysées - Paris 75008 - Tél. 359.68.96 FREDERIC F. CLAIRMONTE

le champ d'opérations dépassait déjà l'envergure territoriale de l'Allemagne impériale.

Joseph Borkin, auteur de The Crime and Punishment of I.G. Farben (1), ful le principal conseiller juridique de la section des brevets et cartels à la division antitrust du département américain de la justice (1938-1946). Il apporte dans son livre une documentation très fouillée sur les ascendances d'I.G. Farben, disséguant ses relations avec le poupoir tranguen 1945 et après d'I.G. Farben, disséquant ses relations apec le pouvoir jusqu'en 1945 et après. 
« Sans I.G. Farben et le charbon, disait Gustav Stresemann, saus la République de Weimar, je ne puis avoir de politique étrangère ». Cependant, ses services les plus précleux, la firme devait les réserver au III's Reich dix ans plus tard. C'est en effet grâce au charbon et à I.G. Farben que la rhétorique de Hitler put se transformer immédiatement en un redouiable dispositif de guerre. redouiable dispositif de guerre.

La structure de la société, comme celle de plusieurs autres firmes de l'époque, avait été calquée directement sur le Standard Oll Trust de John D. Rockefeller à la fin du siècle dernier. Spus l'effet des pressions d'une économie de guerre, puis des dislocations survenues après le premier conflit mondial, les sociétés chimiques allemandes réalisérent leur intégratian formelle le 9 décembre 1925, avec pour conséquence immédiate de déclencher un phénomène similaire de fusion dans l'industrie chimique britannique sous les auspices d'Imperial Chemical Industries en 1926. I.G. Farben desait ensuite rapidement consolider son statut de géant transnational en concluant toute une série d'accords avec d'autres grands de la même industrie: Kuhlmann (France), I.C.I. (Royaume-Uni), Montecatini (Italie), Aussiger Verein (Tchécoslovaquie), Boruta (Pologne), Mitsui (Japon), et Du Pont, Dou et Standard Oil (Etats-Unis). La structure de la société, comme

En 1937, les principaux membres du conseil d'administration de la firme, à l'exception d'un seul, devinrent membres militants du parti national-socialiste, parachevant ainsi la nazification d'I.G. Farben. Non seulement la société deoint le plus généreux des pourvoyeurs de fonds du nazisme (avantageusement récommentée pour projectioneusement récommentée pour projectioneusement récommentée pour projectioneusement de paraches par paris. tageusement récompensée par sa main-mise sur les industries chimiques des territoires occupés), mais elle contribua dussi à développer la puissance technoscientifique au service de l'expansionnisme allemand. Elle produisit ainsi la presque totalité du pétrole synthétique (soit directement, soit sous licence), du eaoutchouc syn-thétique, des gaz toxiques, du magné-sium, des lubrifiants, des explosifs, du methanol, des plastiques, des colorants, du nickel, et bien d'autres produits faisant partie de la machine de querre

hitlérienne. Jamais auparavant, dans toute l'histoire du militarisme, aucun porte-parole du grand capital n'avait joué. à l'instar de Krauch, P.-D. G. d'I.G. Farben, un rôle aussi vital dans la planification militaire de la guerre : ce suit l'anciè horse du complese milice fut l'apoihéose du complexe mili-taro-industriel selon Eisenhower.

#### Des hommes d'affaires normaux...

Des nonnes d'AuschL witz avait été choisi par Krauch
lui-même pour constituer l'un des éléments de ce complexe. Les installaions industrielles d'I.G. Farben à
Auschwitz fonctionnaient grâce au
travail de gens réduits en esclavage,
leur financemeni étant assuré exclusivement par I.G. Farben au coût
astronomique de 250 millions de doilars; elles avaient un camp de concentration à leur disposition particulière.
Les premières exécutions massives,
réalisées à titre expérimental — et
avec le plus grand succès — par le
commandant Hoess, avec du Zilon B
et sous la supervision de « chimistes
diaboliques », comme devaii plus tard
les appeler le général Telford
Taylor, frappèrent d'abord cinq cents
prisonniers soviétiques en août 1941.
Les portes de la mort s'ouvrirent alors
toutes grandes devant des victimes de
tous dges, de loutes nationalités et de tous des, de toutes nationalités et de toutes races, sans discrimination.

tous dges, de louies nationalités et de iouies races, sans discrimination.

Quand se termina, le 12 mai 1948, le jupement des criminels de guerre d'I.G. Farben, le climat de la guerre froide s'était abatiu sur le tribunal de Nuremberg. Les cinq principaux dirigeants de la société furent condamnés à des peines de sept à huit ans, accusés de crimes d' « esclavage et (de) meurtres massifs». Sept autres se virent infliger de un à quatre ans, pour e pillage et spollations ». Comme l'avait prévu Telford Taylar, la défense avait pu jaire valoir sans difficulté que les responsables d'I.G. Farben étaient, tout comme leurs homologues en d'autres pays, des hommes d'afjaires normaux, craignant Dieu et dévoués à leurs families. Les chefs de l'industrie chimique n'avaient-ûs pas combattu le bolchevisme depuis 1917? Cet argument, déjà présenté au maréchal Foch et au président Wilson par ceux que l'on accusait à l'époque d'avoir utilisé des gaz toxiques en 1914-1918, revint comme un leitmotiv. Et l'avocai de Krauch ne se priva pas de présenter Hitler camme un prophète : « Dans quelle mesure Hitler a-t-il eu raison, dans cette esoulese de de présenter Hitler camme un pro-phète : a Dans quelle mesure Hitler a-t-il eu raison, dans cette esquisse de sa politique... cela pourrait se confir-mer par l'évolution de la situation politique en Europe ces dernières semaines » (c'est-à-dire en 1947-

1948). Tel fut l'ultime raisonnement sur 1948). Tel fut l'ultime raisonnement sur lequel le « père d'Auschwitz » construisit sa défense. Le procureur général Josiah Du Bois jugea la sentence « assez légère pour satisfaire un volcur de poulets » et ne put contenir son indignation en sortant da tribunal : « J'écriral un livre sur tout cela dussé-je y consacrer mes derniers actes ». Ce qu'il fit (2). Mais déjà l'oubli avait fait syn œuvre.

l'oubit avait fait syn œuvre.

L'ouvrage de Jyseph Borkin, quint à lui, est le produit de plusieurs décennies de réflexion et se lit comme un roman. Diverses questions restent, certes, à élucider : en particulier celle des liens qui existèrent entre I.G. Farben et les cartels mondiaux de la chimie et du pétrole, et la dissimulation aux juges de Nuremberg des intérets de la firme outre-mer. Mais ce ne sont là que vétilles, qui n'enlèvent rien à l'intérêt majeur de ce livre.

(1) Joseph Borkin, Crime and Punishment of I.G. Farben, The Free Press, Landres, 1978, 250 pages. (2) Josish Du Bois, The Devil's Chemists: 24 Conspirators of the International Farben Cartel who manufacture wars, Beacoe Press, Boston, Mass., 1852.

> DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES **FRANÇAIS** LIBRAIRIE GENTY (ancien. librairie DELAMAIN)

COMMANDEZ

4, rue des Écoles 75005 PARIS

Sur simple demande envoi gratuit de notre bulletin « les Livres du mois ».

Les Mémoire

onarts de sirele pour la partir de sirele pour la partir de sirele pour la partir de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la for interest of the source of Il v a quelque c pris des le premi ce comment of a un mar, e ce comb... gel de bard c'est l'effor gel trape de l'entre cet advers ment de la de surveillance hable le la de surveillance hable in installer an dor numpur in installer an dor de correction in the convainer to deharm definitivement dun aust. .. mp., aurait.on cru, dun autre imperiantation cru-les travalles inter- padgets. Elles no preque di cuit- padgets. Elles no le tono-promptat de la machination on le tant, coasse de faox, le m

le mepris de lors et la forfaitar quotidire de commes intouchables at gouvers should pretendaleat le et thouse store in mation. E NCOR: no fors, tout cela e (amilier . um komme qui de present. pour l'introvable, de delair : sour le jour, et yeu ties : le de près tout ce result for the second of the s die: dans de certe, proclaman hommle in . . . . peci. bref. coapat de maitr ..... c'e-t le recaurs a keep to a dium : c'est le min ment en qu'i d'un general pour ment en qui amene qu'un recon de celui que moite i Cela me par mere du condam .c./tre de la guer ב בונהפתנים פ Four Matten Dreylas, il ne s' de faire de die lustice à an ho dideles, est monnie-là se tronvait.

TIERS

MENBANCE ET DEVELOPPEMENT EN AME-RIQUE LATINE - Perminia Henrique :.ques p. Paris. 1918, n in ce; ouvrage,

regions levolution

regions la mulregion des anaregions de la Cardoso el
regions de la Cardoso el
regions de la Cardoso el
regions de la companya
region de la companya
regi

An es conserves
An es aujourn'hus
An feuiement en
Ants loute la périAnts mondial
Ants contenu monAnts culstant EUROPE

L'EUROPE. . M.G. Levy Hange to Paris-Gembloux, 

2-1. 2-1.

ME ....

P. S. P. Anches

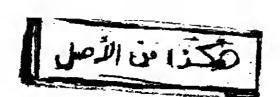
iotrilonnaire
iotri dans le
tendrisse et
meure. Mélase s'un Eurode formation
amaliete. A la
c Qu'on fe
Accemble.

in the discerner of Policy open ?
The definate of participate of the currend of t Paris, 1978, 205 pa-

Min policier our control qui control que la marce que control que Soft Clair. 7 7

L'expérience e es le denudes

c ac-



#### Les Mémoires de Mathieu Dreyfus

#### L'Affaire et nous

Par YVES FLORENNE

N pent s'étonner qu'il ait fallu attendre trois quaris de siècle pour la publication des Mémeires d'Aifred Dreyfus, qui sont un véritable « journal intime » do l'affaire, en même temps que le plus émouvant des témoignages. Au vrai, de larges extraits avaient été mis au jour il y a une douzaine d'années dans le brâtant petit livre de Robert Gauthier (1), peu avant sa mort : c'est un souvenir à rappeler.

Sur les faits, les actes, et sur leur engrenage à la fois invraisemblable et fatal, il n'y a plus grand-chose à apprendre. Mais Mathieu Dreyfus restitue une atmosphère humaine, en même temps que les premiers temps d'une affaire bien loin encore d'étre devenue l'affaire (2) : en apparence, fait divan banal qui, en dehors de quelques milleur fanatiques, laisse l'ophnion fart indifférente. Il y a quelque chose de fascinant dans ce combat entrepris dès le premier jour par un homme seul, qui se heurte à un mur, et qui est contraint (il en ent heureusement les moyens, et on lui en fera grief) de mettre en œuvre toute une enquête privée. Ce qui frappe d'abord, c'est l'effort policier immédiatement déployé coutre cet adversaire imprévu, improbable, le réseau de surveillance — filature ininterrompue, esplous installés au domicile, corruption, viol de correspondance — et bientôt les provocations et les pièges visant à le convaincre de complicité pour se déharrasser définitivement de lui, Machinations d'un autre temps, aurait-on cru, et auprès desquelles les trayaux de nos « plombiers a d'aujourd'hui semblent presque de naifs gadgets. Elles n'étaieut pourtant que le sous-produit de la machination combiem plus vaste, en le faux, l'usage de faux, le memsonge systématique, le mêpris des lois et la fortaiture deviennent le pain quotidien d'hommes intouchables qui, dans l'armée et au gouvernement, prétendalent incarner la sauvegarde et l'honneur de la nation.

L'edécouvre sous un éclairage nouveau, humain.

an gouvernement, prétendalent incarner la sauvegarde et l'honneur do la nation.

E NCORE une fois, tout cela est connu, mais du le redécouvre sous un éclairage nouveau, humain. familier, avec un humme qui découvre lui-même, ou pressent, peu à peu, l'incroyable. C'est l'affaire vécue du dedans, au jour le jour, et se formant sous nos yeux. On toucho de près tout ce qu'il y a, dans cette tragédie historique, de mauvais mélodrame, de roman noir, d'involontaire paradie, de camédie, d'à-côtés pitto-resques : c'est, au lever du rideau, Du Paty de Clam rejouant pour Mathieu Dreyfus la soène des portraits d'Hernani avec les efficies de ses propres ancêtres : et, dans ce décor de vertu, proclamant que Dreyfus est un homme taré, suspect, bref, coupable paisqu'on dit qu'il a des maîtresses : e'est le recdurs, d'ailleurs troublant, à Léonie le médium ; c'est le ministère Brisson valuement en quête d'un général pour le portefeuille de la guerre, ce qui amène qu'on recoure aux bons offices de celui qui note : « Cela me paraît infiniment divertissant à moi, frère du condamné, de m'occuper à trouver un ministre de la guerre, et de faire des débours pour cette recherche. »

Pour Mathien Dreyfus, il ne s'est toujeurs agi que de faire rendre justice à un homme — son propre frère — et de le sauver, Pour lo premier noyau des fidèles, eet homme-là se trouvait, certes, incarner les droits de l'homme, et impliquer de grandes entités :

la justice, la vérité. Mals ceux-cl. comme celui-là, ont refusé d'en faire une abstraction, de spéculer sur l'expleitation d'un martyr qui ne serait vraiment exemplaire que mort. Avec oux, pour reprendre une formule de François Goguel, « la mystique dreyfusiste » ne s'est jamais « dégradés » en « politique dreyfusiste » ne s'est jamais « dégradés » en « politique dreyfusiste », face à la « politique » autidreyfusiste.

Mais la leçen la plus dramatique de ce témelgnage, c'est celle de la celitade dans une fouis hostile.

Mathieu Dreyfus y revient avec une insistance angoissée : « L'opinion publique nous était profondément hostile », « Il n'y avait rien à faire dans l'état d'affolement, d'excitation, de l'opinion ». Qu'est-ce qui pent expliquer ce raz de marée d'antisémitisme qui, même pour les Drumont, fut une divine suprise ? À la charnière du stècle, les faibles geuvernements de l'Etat français ne comportalent pas de ministère aux affaires juives — à l'affaire juive, mais ce ministère-là était diffus dans le pays tout entier.

diffus dans le pays tont entier.

A UJOURD'HUL, telle affaire en cours, rejoignant les lentatives pour nier les génocides naris, n'estelle pas un signe ? Tons les criminels out deux comportements extrêmes : la contrition sincère du la justification du crime et son exaltation. Les généraux et les politiolens de l'affaire Dreyfus out insinné, puis proclamé, qu'il fallait qu'un individu fût sacrifié au salut do la nation. Double mensonge : o'était la nation qui serait atteinte pour longiemps; et il ne s'agissait pas d'elle mais seniement d'eux-mêmes. D'eux à Hftler, il n'y a guère qu'uns — éneume — différence de degré : sacrifier (au sens le plus total) des millions d'êtres humains à la pureté, à la puissance et à la gloire de la race superfeure (et, beancoup plus qu'accessoirement, aux appétits divers d'un gang).

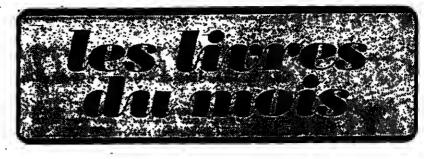
Mais l'antisémitisme n'est qu'un aspect du racisme, et il peut en être le masque. Le racisme est-il un phénomène univenel, éternel ? On pourrait se demander s'il n'est pas né des religions apparues depuis deux mille ans, du deux cents ans, les deruières étant les nationalismes et les idéologies; capendant que se déclarait soudain le racisme sexiste ou le racisme de générations. De proche en proche, et du groupe à l'individu, il apparaît que la race étrangère, bientôt ennemie, c'est l'Autre.

La raison d'idéologie se substitue à la raison d'Étai,

Fautre.

La raison d'idéologie se substitue à la raison d'Etat, ou plutôt la redouble. Persécution, départation, rééducation, « guêrison a, torture, mise à mort en gros ou en détail : quelle que soit la méthode, il s'agit toujours d'anéantir l'autre « race a. L'ile du Diable est devenue un archipel contagieur qui s'étand sur tous les continents et au cœur de chaque hamme. On n'aperçoit pas encore le tribunal, la Cour suprême, disposant du bras séculier, auquel en puisse déférer le racisme sous tentes ses formes. En attendant, la plupart des Dreyfus individuels et tous les Dreyfus collectifs — des peuples entiers — sout abandannés à leur sort.

(1) Robert Ganthier, Dreyluserds I, 6d. Julilard, coll. 4 Archives 2, Paris, 1985.
(2) Mathieu Dreyfus, Philodre, talle que ja l'ai vicue, Grasset, Paris, 1978, 312 pages, 48 F.



L'impact du colonialisme français

#### **«MAURITANIE 1900-1975»** de Francis de Chassev

DOURSUIVANT son ambitieux Projet d'écrire une sociologie historique exhaustive de la Mauritanie contemporaine, Francis de Chassey expose dans son deuxième et dernier tome l'impact du colonialisme et du néo-colonialisme. colonialisme et du néo-colonialisme français, de 1900 jusqu'au début du confiit saharien en 1975, sur la formation et a le mauritanienne. Société particulièrement complexe, compte tenu des deux composantes de sa population: des pasteurs nomades de souche et de culture arabe, profondément tournés pers le Maghreb, et des agriculteurs négro-africains, étroitement liés à l'Afrique noire.

Si le cas de la Mauritanie est spécifique, l'auteur estime qu'il n'est nullement unique. Partant d'une analyse de la mise en place du système colonial par la violence, l'imposition des valeurs marchandes et le blocage et la déformation des structures truditionnelles du pouvoir, F. de Chassey le dérit omme « une modalité historique de passage entre les sociétés précapitalistes de dimension ethnique et de structures stratifiées, à une société de classes spécifiques, sous dominance capitaliste, de dimension pluri-ethnique et à vocation nationale ». Les problèmes-clejs, telles la nale ». Les problèmes-clefs, telles la nature et l'évolution de la couche dirigeante, la structure de classes en formation et en transformation, Porientation des luttes, sont méthodiquement mis en lumière. On y trouvers également une intéressante description du rôle idéologique de l'école dans la consolidation et la

reproduction de domination colo-niale.

reproduction de domination coloniale.

Avec l'indépendance en 1960, le
système néo-colonial a réussi à
prendre pied en Mauritanie —
comme afficurs en Afrique francophone — sans trop de heuris.
Jusqu'à cette date-là, la Mauritanie
était essentiellement considérée
comme réserve coloniale. Avec la
mise en valeur des ressources minières, par l'implantation des multinationales au sein de la Mijerma
pour l'exploitation du jer, le pays
acquiert très rapidement tous les
traits qui caractérisent les sociétés
sous-développées. F. de Chassey
analyse les premières unnées de
l'indépendance tout en mettant d
nu le jonctionnement du pouvoir,
l'idéologie du régime Ould Daddah,
et la montée des luttes dans les
couches lésées comme les masses
rurales et l'embryon de prolétariat.
De manière exemplaire, les éléments constituants du système
néo-colonial en Afrique francophone
— l'idéologie de la coopération, la
zone franc, la francophonie, et les
accords de déjense — sont passés
au crible.

La portée de cet excellent ouvrage dépasse de loin les frontières de la seule Mauritanie. Ses conclusions sur les paramètres d'un système néo-colonial ouest-africain appellent des études ponctuelles sur d'autres pays sous l'emprise française.

HOWARD SCHISSEL

\* Mauritanie 1900-1975; de l'ordre colonial à l'ordre uso-colonial, Francis de Chassey, Editions Anthropos, Paris, 1978, 488 pages, 85 F.

#### TIERS-MONDE

DEPENDANCE ET BEVELOPPEMENT EN AME-RIQUE LATINE - Fernando Henrique

Cardoso et Enzo Faletto

\* PUF, coll. « Politiques », Paris, 1972.

\* PUF, coll. « Politiques », Paris, 1972.

\* PUF, coll. « Politiques », Paris, 1972.

\* Pure en 1969 » u Mexique, constitus une ceutribution importante pour la compréhension de la réalité istimo-américaine, possédant une connaissance approfondée de l'histoire du sous-continent, les auteurs examinatent les différents paliers de transitien qui marquaient l'évolbtion auteurs examinatent les différents pallers de transitien qui marquaient l'évolbtien des untions latino-américaines. La multiplicité des expériences historiques analysées permettait ainsi à Cardoso et Faletto d'échapper aux réductions économicistes qui, aujeurd'hui encore, marquent un certain uombre d'ouvrages cenaerés aux paps du tiers-monde.

Dans le post-acriptum rédigé pour la présente éditien, les auteurs fournissent une importante analyse sur le rôle de l'Etat dans l'actuelle étape de développement des pays latino-américains. Tout d'abord, ils constatent que le pénétration des firmes multinationaies, qui ue constituait qu'une des tendances observées il y a dix années, est devenue aujeurd'hui un fait prédeminant, nou sculement en Amérique letine mais dans teute la périphérie du système espitaliste mondisi. Ce meuvement a denné uu contenu neuveau au vaste sectsur public existant dans des pays tels que le Méxique, le Brésil, le Pérou et le Chill. En effet,

#### EUROPE

SAUVER L'EUROPE. — Paul-M.-G. Levy \* Editions Ducuiet, Paris-Gembleux, 1978, 208 pages, 44 F.

1978, 708 pages, 44 F.

L'auteur fut le premier fonctionnaire
au Conseil de l'Europe. Nourri dans le
sérail, il eu rapporte avec tendresse et
poetaigle l'histoire et les meura. Mémeires, témeignage, reportage d'un Européen convaincu, sociologue de formatiou
et dui fut un temps journaliste. A la
fin de sou livre, il écrit : « Qu'on le
peuille ou non, la nouveile Assemblée
sera, en jait sinon en droit, uns Constituante. » C'est justement ce que, ici et
là, eu veulait seveir. là eu veuleit seveir.

ià, eu veulait seveir.

Mais pourquoi, d'entrée de jeu, discerner
en l'Europe le «complexe de Pénélope»?

Oublie-t-on que si Pénélope défaisait ec
qu'elle avait fait, c'était par idélité : à
sel-même, et dans l'attente de quelqu'un...

Et par extrême défiance des prétendants,
tels qu'ils se présentaient à ses yeur.

Y. P.

CHYPRE — Dimitri T. Analis

\* Edit. Anthropos, Paris, 19:8, 205 pa-ges, 45 F.

ges, 45 F.

« Opération Attila » : sous-titre qui
serait uu bou titre de roman policier ou
d'espionnage. L'histoire eu est pleine, il
est vrai, et c'est bien sous cet aspect que
l'auteur voit et décrit les coups de force
euccessifs à Chypre, depuis le 26 juilliet
1974. Sous les acteurs trop évidente, il
désigne les vrais « agisseurs » et responeables : organismes civils ou militaires,
nationaux eu internationaux, e services »,
Etats et bommes d'Etat, nommés en clair.
Mais la mise en accusatiou paut-ètre la
plus grave perte sur l'indifférence de
l'Europe, quand deux pays européens se
font la guerre et qu'on déporte et massacre.

© COLLOQUE. — « L'expérience soviétique et le problème national dans le moude (1920-1939) » : tel est le thème d'un colloque organisé du 6 au 8 décembre par le Centre d'études russes et soviétiques de l'Institut national des langues et civilisations orientales (2, rue de Lille, 7500? Paris). La soirée du 7 décembre sera consacrée à une « table ronde » sur l' « actualité de la question nationale dans l'U.R.S.S. d'aujourd'hui ».

dans un certain hombre de cas. l'Etat entreprend l'extension du socteur public en même tomps qu'il intensirie les relations entre ce dernier et les muttinations entre ce dernier et les muttinations entre ce dernier et les mutinations entre ce dernier et les mutinations entre ce dernier et les aphères proprement bureaucratiques et les aphères contrôlant le secteur productif de l'Etat. ces dernières agistant alors comme les entrepreneurs du accteurs privé et échappant à tout courtois social et public.

Une telle constatation devrate conduire la plupart des mouvements populaires latine-américains à une révision de certaines thèses nationalistes, bées dans une période où la division internationale du travail était fort différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Car en agissant en étoite lisison avec les multinationales, l'appareil étatique de certains pays du sous-continent est en passe de se transformer en un élément de désintégration nationale.

PAUVRES CHERIS. - Plantu

\*\* Le Centurion, Paris, 1978, 123 pages, 38 F. (Préface de Chude Julien, teste de Christophe Batsch.)
Le jeurnaliste qui dessine est tenu, bian sûr, à la même rigueur que le jeurnaliste qui écrit. Mais il a sur ce dernier le privilège de dire, si possible, l'impondérable. Plantu, que nos lecteurs connaissent blen, sy applique depuis phasicurs années dans le Monde, dans le Monde diplomatique et d'autres publications périodiques françaises.

le Monde, dans le Monde diplomatique et d'autres publications périodiques françaises.

Sans doute parce qu'il est joune, et qu'une fausse oaiveté le porte à rétouner sans cesse devant le grand somdale de l'époque, Plantu a une sensibilité partioulière aux problè mas du tiers-monde, sinsi qu'en témoigne le recueil de dessins qu'il vient de publier sur ce thème. Dans Fauves Chèris, il relate à sa manière la férocité des relations Nord-End; d'un trait souvent fort eimple, il détruit le paravent de chétorique derrière lequel s'abditent les puisants pour misux asservir les peuples du tiers-monde out pas épagnès. c'ent millions d'enjants débiles dans le monde par suite de carènces alimentaires », rappelle Christophe Batsch dans eon texte d'accompagnement. Plaut u, lui, laisse simplement entendre duc ce ll'est pas un hasserd : as main trace, par exemple, l'élan frénétique du militaire argeutin emporté dans un tanço avec la mort.

Assortis des sommentaires de Christophe Batsch, ces dessins sinni regroupés forment un vértrable manuel d'introductieu aux problèmes du tiers-monde. C'est auxi un témoignage sur l'exploitation impérialiste, comme en d'autres temps d'autres caricaturistes avaieut tenu à témoignair des ravages de l'expansion capitaliste sous nos propres cieux.

#### ASIE

INDE, LES PARIAS DE L'ESPOIR. — Denis von der Weid et Guy Poitevin

# L'Harmattan, Paris, 1978, 224 pages, 45 F.

Les auteurs explerent ce qui agra, esion eux, la vraie « vois indienne», due non à l'Occident mais à l'Inde alle-même, et par sa société villageoise. Ce n'est pas un livre abstrait : ce Suisse et ce Françaix, professeurs, l'un, d'écouomis et de développement, l'autre, de philosophie, as sout enracinés dans la société dont ils parieut, pour la recherche et l'autrentien et la « conscientisation », et leurs idées sont fondées sur l'expérience directe et quotilienne. Le livre se trouve être du même coup un document aussi émeuvant due précis sur les Intouchables : leur condition (le servage da fait), leur vie, les contraintes, injustices et violènces qu'its subissent continnellement. To ut e el a, aboli par la loi, reste profondément inscrit dans les faits et actuellemeut sans receurs. Ce us sout pas moins ces hommes-là, les « parias de l'espoir ».



# Une grande première dans l'Edition

UNE ŒUVRE CONSIDÉRABLE. Il ne faut pas s'y tromper. Par sa dimension, son unité et son exceptionnelle qualité, cet ouvrage promet de faire date. Publiée sous la direction de Pierre Léon, l'"Histoire économique et sociale du Monde" est l'œuvre d'une équipe d'historiens et d'économistes à la fois enthousiaste et rigoureuse. Le résultat? Une synthèse claire et cohérente de l'effort humain du XIV siècle à nos jours.

UNE AUTRE APPROCHE DE L'HISTOIRE. Une telle étude, réalisée au niveau planétaire, est sans équivalent. Plutôt que celle des événements, elle racontel'histoire des gens. Elle explique l'impact de l'économie sur les sociétés, analyse en profondeur les clivages sociaux. Bref, elle fait prendre conscience des forces et des courants qui ont façonné le Monde dans lequel nous vivons.

UN CADEAU INCOMPARABLE. Il est évident que l'"Histoire économique et sociale du Monde' constitue le cadeau intelligent par excellence (à faire... on à se faire!). Qui ne sesent concerné aujourd'hui par le développement économique et social du Monde?

LA COLLECTION COMPLÈTE EST EN VENTE EN LIBRAIRIE (6 volumes)

 L. L'ouverture du monde XIV°-XVI° siècle
 2. Les hésitations de la croissance 1580-1730 • 3. Inerties et révolutions 1730-1840 • 4. La domination du capitalisme 1840-1914

• 5. Guerres et crises 1914-1947 • 6. Le second XX' siècle 1947 à nos jours.

Chaque volume, 600 pages, une centaine d'illustrations, reliure toile sous jaquette, prix public : 160 F. PRIX DE LANCEMENT : 830 F (au Heu de 960 F)

Le prix de lancement de la collection complète des six volumes est de 830 F (au lieu de 960 F), jusqu'au 31 décembre 1978. Ceux qui ont déjà acheté les volumes parus en 1977 peuvent se procurer les nouveautes (tomes 2 - 3 - 4) au prix de lancement de 415 F (au lieu de 480 F).

Renseignez-vous chez votre libraire ou, à défaut, à la Librairie Armand Colin, 103 bd St-Michel, 75005 Paris Armand

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

# *INTERROGATIONS*

A recherche en sciences sociales est, aujourd'hui en France, dans une eituation paradoxale qu'avaient naguère excellemment earactèrisée deux des mellieurs sociologues de la jeune génération : « Jamais les « recherches » n'ont été aussi nombreuses, mais jamais la société française ne s'est aussi mal connue » (Plerre Grémion et Jean-Pierre Worms). C'est vrai depuis longtemps, et cela demeure.

et cela demeure.

Il est inutile d'accuser les budgets : ils sont, par définition, insuffisants. Et pas davantage, en tout cas sans nuances, les modes d'organisation de la politique scientifique : leur destin est d'être sans cesse à la poursuite de la formule idéale, celle do meilleur emploi des ressources. Non. Ce qui est en question est plus prococupant : Il s'agit de la relation entre la recherche sociale et la société telle qu'elle s'exprime à la fois au travers des discours dominants et des attentes — on absences d'attentes — de la masse de la population. Une eociété a la recherche qu'elle mérite. Il convient alors d'attirer l'attention sur deux pièces du dossier qui sont rarement évoquées à ce propos.

La première concerne le choix des

Le première concerne le choix des thèmes : il y a des sujets tabous. Beaucoup trop, et surtout — ce n'est pas hasard — qui concernent des problèmes déterminants pour l'avenir de notre société.

La seconde intéresse le sort fait an chercheur dans une société d'appareils où bureaucraties de la recherche et équipes de chereheurs, relayées ou non par des syndicats, dépensent le plus elair de leurs energies et de leurs talents en d'épuisantes procédures de reproduction de leurs propres organisations, grandes on petites.

Le thème qui gêne est interdit. L'individu qui a quelque chose à dire est découragé de le faire. Il ne cessera pas d'en être ainsi de al tôt. Mais faisons comme ai, l'espace

L'arrive à un président de tribunal d'user de son pouvoir discrétionnaire pour signifier à un avocat que telle question ne sera pas posée à l'audience. Tout se passe comme si, eu matière de recherche sociale, fonctionnait, dans l'ombre et anonymement, un pouvoir d'empêcher. En voici trois exemples, les deux premiers avèrès, le troisième spéculatif.

Un certain bruit fut provoqué au début de 1975 par les économistes de l'Institut de l'énergie de Grenoble. Dans une brochure de l'énergie de Grenoble. Dans une brochure intitulée Alternative au nucléatre, ils mettalent rétrospectivement en question certains des grands choix énergétiques effectués depuis la guerre, en établissant que c'est, en fait, le producteur d'électricité qui « boptise demande d'électricité la loi de croissance »... de sa propre production. Beau llévre. Il était tentant de chercher à mieux le débusquer en faisaut l'histoire des prévisions énergétiques depuis trente ans et spécialement de celles qui ont aidé — ô combien — à justifier la mise en place du programme électro-nucléaire : c'était du même coup retracer l'histoire deur très petit nombre de groupes de pouvoirs et de leur mode d'insertion dans l'appareil d'Etat et dans celui des industries de pointe. Ainsi fnt rédige, avec toutes les précautions — voire les cautions — nécessaires en pareil cas, un projet d'étude. Ainsi fut-il sounis à une instance de recherche réputée à très cas, un projet d'étude. Ainsi fut-il soumis à une instance de recherche réputée, à très juste titre, pour l'impartialité de ses options.

Rien n'y fit. Du moins un des adversaires du projet eut-il l'honnéteté de déclarer du projet eut-il l'honnéteté de déclarer inoportun un soutien financier de l'État à un projet qui risquerait de jeter d'inotiles lumières sur la genèse de certains choix « collectifs ». Comme toujours, on peut et om doit faire observer que ce n'est pas de l'argent de l'Etat qu'il a'agit, mais de celui des contribuables, et que ceux-ci penvent désirer d'être informés — à leurs frais — de ce qu'on a fait de leur argent. Mais l'organisation des désirs des contribuables, à supposer qu'ils en aient, n'est pas, comme on sait, inscrite dans les textes.

Autre exemple, livré également par une publication pionnière : celle d'un livre blanc sur le sous-prolétariat de France, diffusé au début de l'an dernier par l'association Aide à toute détresse. Il éagit de la condition de deux millions il é'agit de la condition de deux millions de nos concitoyens. Ils ne sont pas seulement condamnés, depuis des générations, à une existence indigne. Ils sont aussi, depuis toujours, « les oubliés de la recherche» (Alwine de Vos). Au reste, ils n'ont qu'à peine une existence officielle. Sonvent négligés dans les recensements, souvent dépourvus d'affiliation au plus fruste des régimes de protection sociale, sans emploi régulier, ils n'ont pas, comme chacun de nous, ces numéros et ces bouts de carton

ANS la mesure où la recherche sociale n'a pas encore tordu le cou à l'obscurantisme, où l'on voit celui-ci sans cesse rouvrir sa bouche d'ombre, ce n'est pas seulement parce que subsistent, sur des points-clés de la connaissance qu'on attendrait d'une société sur elle-même, des

attendrait d'une soutete sur ene-mente, uso interdits.
C'est aussi que trop de chercheurs sont encombrés de problèmes de recherche... de la mellieure insertion possible, sux mellieures conditions, dans des organisations censées leur procurer garanties de carrière et sécurité d'emploi. Ce qui serait défendable si ces organisations étalent en nombre convenable, si elles offraient des postes en quantité euffisante, si enfin elles étalent,

# Avis de recherche

Par ANDRÉ-CLÉMENT DECOUFLÉ # 1

à produire pour témoigner du statut de citoyen à part entière.

Pourquoi s'occuper de les étudier... Les instances officielles n'ont pas à étudier les phénomènes d'extrême pauvreté ; à supposer qu'ils existent, elles ont à prendre les mesures adéquates pour les éliminer d'une société en marche vers l'abondance. Mais il société en marche vers l'abondance. Mais il se trouve que ces phénomènes funt plus que simplement « exister »: ils earactérisent, an cœur et en marge d'une société qui ment sur l'usage qu'elle fait de ce qu'elle eroit être ses richesses, un peuple. Celui-là même qui témoigne depuis des générations des impostures de la société industrielle et marchande. On comprend mieux de la socie en contre qu'il sedi unaixif de mieux de la sorte qu'il soit impératif de faire silence sur cette situation. Il n'est que juste d'ajouter que cela, c'était hier, et que la situation commence à bouger. Il y faudra encore beaucoup d'efforts. De recherche, pour commencer.

ERNIER exemple, plus spéculatif : en forme de voeu énoncé à l'adresse d'une mission d'étude des problèmes d'une mission d'étude des problèmes du chômage qui vient d'être constituée avec des moyens qu'on assure appropriés. Dans la mesure où il s'agit, officiellement, de dire la vérité aux Français sur la nature et l'évolution d'un phénomène économique et social désormais à part entière, on peut souhaiter en effet de voir mettre en évidence... le bel avenir de l'accroissement du chômage, à partir d'une analyse de la situation pour longtemps encore défavorable de la France dans la crise du capitalisme de la France dans la crise du capitalisme dit «avancé».

voyants — mais non les seuls — des colts économiques et sociaux devant être supportés par un certain nombre de sociétés — dunt la nôtre — pour financer le prix de la « restructuration » à l'échelle mondiale de la « restructuration » à l'échelle mondiale du néo-capitalisme improprement appelé multinational. Inflation et chômage sont les formes de la rançon que les moyannes et petites nations doivent payer pour constituer le trésor qui permet aux plus puissantes d'accroître leur domination sur ciles. Il serait bon de ne pas le négliger, et d'en tirer un certain nombre de conclusions relatives à l'avenir du sous-emplo! Le « retour au plein-emploi », à supposer qu'il soit possible à un horizon raisonnable, c'est, éventuellement, pour après. pour reprendre les termes du récent rap-port d'adaptation du VII° Plan, réellement « indépendantes de l'administration et des pouvoirs ». A de très rares exceptions près, ce n'est pas le cas. Il fant donc que chacun ee hatte pour conforter des organisations précaires, mal adaptées, menacées dès le départ, et donc des le départ vouées à la reutralité et au enformisme : à la non-recherche, à l'anti-recherche.

recherche, à l'anti-recherche.

Il est vrai. La recherche sociale est atteinte de piein fouet par ce qui tient llen de sentiment de liberté dans la société de la fausse abondance : l'angoisse de l'insécurité. Comment ne le serait-elle pas ? En temps de crise, les crédits de recherche sout, invariablement, les premières victimes des « rigueurs » budgétaires.

Mais il v a anest l'insécurité des concents :

des « rigueurs » budgétaires.

Mais il y a aussi l'insécurité des concepts ; ils tiennent parole si peu de temps l'Pour ne pas remonter plus haut qu'une génération, comblen de leunes « découveurs » de talent n'ont-ils pas désespéré, après un premier temps d'enthousiasme, du freudomarxisme, du structuralisme, de l'analyse de systèmes? Comblen d'autres — souvent les mêmes — ont-il vérifié qu'une fête pseudo-révolutionnaire (mai 1963) n'accouche pas nécessairement de notions assex neuves pour constituer l'espoir de paradigmes de secours. J'évoquais tout à l'heure les lendemains prometteurs du sous-emplo! je souhaiterais maintenant, sans y insister, inviter les chercheurs en sciences sociales à se situer et, si possible, à se penser euxmêmes comme échanillou représentatif du chômage de demain. A l'enception, sans aucun doute, des spécialistes souvent douteux des sciences du comportement, et plus encore de ceux des savoirs de la régulation des comportements inconvenants en temps de crise.

OMMENT espérer, dans ces conditions, que la recherche sociale soit pour le chercheur l'occasion d'affirmer et d'épanouir des dous personnels, de leur donner une indispensable expression individuelle — ce qui n'exclut pas, tout au contraire, les travaux d'équipes (il faut seulement en finir — facile à dire — avec un certain mythe du travail d'équipe où le sacro-saint « interdisciplinaire » produit dans les faits un instpide brouet de pseudo-concepts et de méthodologies illusoires rigoureusement inutilisables et par le spé-

Directeur du Laboratoire de prospective appliquée.

cialiste et. lorsqu'il existe, par le généraliste lui-même)?

Bertrand de Jouvenel relevait dès long-temps la prégnance d'une « évolution sociale de plus en plus défovorable au travailleur indépendant, n'importe le domaine, et donc y compris celui des activités intellectuelles. Il est donc clair que les intellectuells, dont le nombre va rapidement croissant, sont po u és à l'intégration dans des organisations »..., e'est-à-dire, pour parler clair, à l'intégration dans des hiérarchies de pouvoirs, de sorte que, pour recopier Jean Chesneaux, « la carrière du chercheur, ses satisfactions morales mais aussi son oisance voirs, de sorte que pour recopier Jean Chesneaux, « la carrière du chercheur, ses satis factions morales mais aussi son oisance matérielle dépendent entièrement de ces mécanismes d'avancement, de ces allocations de crédits, de ces modes d'accès à la notoriété... et donc toujours du pouvoir de ceux qui sont en haut de la hiérarchie ». Et aussi de ceux qui contrôlent les différents échelons de celle-ci : s'il n'y avalt que les patrons, les caciques, dont le chercheur au vrai ue soufire pas toujours, sauf pour son bien i Mais il y a aussi et de plus en plus, semble-t-il, les intermédiaires : les petits chefs, dont chacun est doté de sa clientèle — affidès et flics. Ceux-là font mal. Trop de centres de recherche offrent à cet égard des epectacles affligeants dont on ne sait quelle réorganisation p o n r r a jamais les délivrer.

Sans donte n'en est-on plus à l'époque où, après mai 1968, il fallait inventer des organigrammes singuliers pour permettre aux chefs de bandes d'assouvir leur instinct de domination. On vit alors l' «interdisciplinaire» prendre, dans plus d'une grande organisation de r e c b e r c b e, d'étonnants visages : de ce côté les trotskystes toutes disciplines confondues ; à l'antre bout du bâtiment, le plus loin possible, les communistes orthodoxes ; entre les deux, les différents groupes — interdisciplinaires, toujours — de gauchistes, de stalliniens mal repentis, de maoistes, voire d' « autonomes » avant la lettre.

dernières versions du romantisme dernières versions du romantisme révolutionnaire, se sont aujourd'bui installés des clivages plus subtils mais sans doute plus tenaces. Un des moindres n'est pa celui que s'é pare, pour recouvrir ou déborder selon les cas les hiérarchies officielles, le recours à la psychanalyse. Tous grades et toutes disciplines confondus, il y a désormais les panvres types, les marginaux, les demeurés : ceux qui ont négligé d'entrer en religion. Puis viennent les analysants : ceux qui « y » sont. Au-dessus, ceux qui « en » sout pour en avoir été ; les analysés. An-dessus encore, ceux qui jaissent entendre que c'est fait : qu'ils vont à leur tour accèder au pouvoir de tarifer leurs silences. U gré des reflux succeecife des

Au langage naguère si répandu, celui du marxisme vulgaire, se substitue de plus en plus la vaine parole d'un freudisme de bazar. Il n'est pas certain que la qualité de la recberche gagne an change. Mais du moins, dans cette uniformisation du dis-cours, les organisations sout-elles sauves : comme si c'était, en effet, l'essentiel. Est-il temps encore de réagir? C'est Georges Balandier qui le souligne : « Il ne s'agit pas de tirer la conclusion d'un retour à une activité d'artisan ou de solitaire, mais d'inciter à mieux conduire la crois-

sance des organisations de recherche sociale. -En donnant plus de légéreté aux « machines à forte capacité inventive, en ne laissant pas dépérir l'entreprise des isoles. La pesanteur des organisations n'est pas propice à la grâce de la découverte.

An moment où paraissent s'affirmer, ac niveau de la politique de la recherche tout entière, des orientations susceptibles d'aller entière, des orientations susceptibles d'aller dans ce sens, formous le vœu que les sciences sociales, ingouvernables par nature à défant d'être subversives par destination, ne solent pas une fois encore oubliées par les réformes nécessaires. A moins que l'on ne souhalte icl ou là «organiser», avec toute la discrétion qui s'impose pour un projet aussi honteux, le règne de l'obscurantisme, baptisé recherche, mais du moins avec un grand «R».

#### Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3:

L'OCCIDENT ET LES DIFFICULTES DE LA « STA-BILISATION » EN AFRIQUE AUSTRALE, par



PAGES 4 et 5:

Guinée-Equatoriale : l'Etat des supplices, enquête d'Ignacio Ramonet

PAGE 6:

La « démocratie » promise à l'Argentine, suite de l'article d'Hipolito Solari Irigoyen. Recherches universitaires : La « diplomatie parallèle » des syndicats américains, par Charles Zozgbibe.

PAGE 7:

Les limites des interventions de Washington en Amérique latine, par Julia Jurana. Le carnet des ambassades.

PAGES 8 et 9:

OU EN EST LA COMMUNAUTE NOIRE AMERI-CAINE? La . Terre promise , est encore loin, par Sylvia E. Crane. — Comment fut liquidée toute une génération d'opposants, par T.D. Aliman.

PAGE 10:

La production de canne à sucre menacée en Louisiane. par Georges Frelastre.

PAGES 11 à 13:

L'IRAN DU REFUS : La « croissance miraculeuse » et le bouleversement, par Behrouz Montasami et Khosrow Naraghi. — Puissance et ambiguités du mouvement religioux, par Cleode Van Engeland. LES . MERCENAIRES EN COL BLANC », DEF

PAGES 14 à 16:

LA CHINE DES AMBITIONS : Les nouvelles voies du développement, par Patrick Tissier. — La char-nière, par Xavier Luccioni. — Suite de l'article de Jean Daubier

PAGES 18 et 19 :

TU VAS TROP SOUVENT A HEIDELBERG, nouvelle

PAGE 20:

CINEMA POLITIQUE : Espagne, images d'une

PAGE 21 à 33:

Madagascar, la révolution paisible (supplément).

PAGES 34 à 38 :

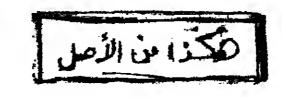
L'activité des organisations internationales. I.G. Farben et le IIIª Reich, par Frédéric F. Clairmonte.

PAGE 39:

Les livres du mois.

Le numéro du « Monde diplomatique » de novembre 1978 o été tiré à 110 000 exemplaires.

Décembre 1978



1: 15 - 10 Suisse: Tanis. :

or Junioral 78427 Paris

ttiure du ma 13 novembre.) S y 2.3 a 13 milliords d appauveit out par ...... moins bien pou rartunes. L'idéologi --- chissements sont . et parfois, ajoute-2: Explaitation de die er - let pays où une e

ettent / pour pressurer d and dent juge it syst et laute procense. pro (. : Tux bonques qui a dair pes clie de erg rivalisent Glars eromples, le dette 🗆 🗈 milliarda ou Pérou

Cil :--fires pereissent enn un . . . -- ent encare plus me - 1. de 1 199 milliards 216 115 17 400 milliords gru mint federal, 1 006 dans 115 75 500 milliords La ritte catericure de l'e - rrds d'atres humain may be empricains pour fourtype the case of les diverses f et :: -- Hiles delvent 79 % reare, l'ideologie d crédit a fovorist la Latter of night pes deposits

finer:: : - l'émission de poie demende, ne ge Las f. . those money se co Eta .... reportent en partie Desir la chah n'e . - ics doox cent v des ::. :. v a l'accesion des - 1 mende où six o - JU collers per on.

cadent. es stimule-t-il pas Contra e su châmage des t que com are filiales dons de qu. ... its pour toutes, o cl incer and a cotte fiesta to prost - son pourcentage d'é . . . . . un rola importaagircii ce publicité ne pouve Ainsi .n: 9==nde compognie ponini ne photo de prétro cardonie in Albert Egistes exis .... ಇತ್ತು ರಶವಾಗ

. 2) exemple, le ett valeurs confonduer :\*! If ne faut done p e suicide-massacre, de la contrade par le « rév c'est vivre do

·· les formes qui ; - en Argentme, il loures a l'era 'avral Videla. Ce ° (C. se réfere e ins particular ite cette justice

en ye. Yezhoù

pas a

commandent
is fournissen
folk Pour doter
rotalis mots sur
folk est d'accord,
folk ferme e dém
folk de son sens in en confére Au fecteur non

amations du gé

acolines pour;

folloience d'une de ori ne laut pa Commercial control de to pour la sevie qu

une idee e gouv op dEtat de stage et leg crons sont j

- conteste